

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

15^e Législature

QUESTIONS

remises à la présidence de l'Assemblée nationale

RÉPONSES

des ministres aux questions écrites



Sommaire

1. Questions orales	470
2. Liste de rappel des questions écrites auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai de deux mois	485
3. Liste des questions écrites signalées	487
4. Questions écrites (du n° 15941 au n° 16171 inclus)	488

<i>Index alphabétique des auteurs de questions</i>	488
--	-----

<i>Index analytique des questions posées</i>	494
--	-----

Premier ministre	504
------------------	-----

Action et comptes publics	508
---------------------------	-----

Action et comptes publics (M. le SE auprès du ministre)	515
---	-----

Affaires européennes	516
----------------------	-----

Agriculture et alimentation	516
-----------------------------	-----

Armées	522
--------	-----

Cohésion des territoires et relations avec les collectivités territoriales	522
--	-----

Culture	523
---------	-----

Économie et finances	525
----------------------	-----

Éducation nationale et jeunesse	530
---------------------------------	-----

Égalité femmes hommes et lutte contre les discriminations	533
---	-----

Europe et affaires étrangères	533
-------------------------------	-----

Intérieur	535
-----------	-----

Justice	543
---------	-----

Numérique	545
-----------	-----

Outre-mer	546
-----------	-----

Personnes handicapées	546
-----------------------	-----

Solidarités et santé	550
----------------------	-----

Transition écologique et solidaire	565
------------------------------------	-----

Transition écologique et solidaire (Mme Poirson, SE auprès du ministre d'État)	571
--	-----

Transports	571
------------	-----

Travail	574
---------	-----

Ville et logement	578
-------------------	-----

5. Réponses des ministres aux questions écrites	580	
<i>Liste des réponses aux questions écrites signalées</i>	580	
<i>Index alphabétique des députés ayant obtenu une ou plusieurs réponses</i>	581	
<i>Index analytique des questions ayant reçu une réponse</i>	587	
Action et comptes publics	595	
Affaires européennes	604	
Agriculture et alimentation	605	
Culture	612	
Europe et affaires étrangères	613	
Intérieur	614	
Justice	637	
Solidarités et santé	644	
Sports	672	
Transition écologique et solidaire	678	
Transition écologique et solidaire (Mme Poirson, SE auprès du ministre d'État)	711	
Travail	711	469

1. Questions orales

Remises à la présidence de l'Assemblée nationale

(Les réponses des ministres aux questions orales sont publiées au Journal officiel, Débats de l'Assemblée nationale, dans le compte-rendu intégral des séances du mardi.)

Logement

Rénovation énergétique des logements

529. – 22 janvier 2019. – **Mme Sabine Rubin** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire**, sur la rénovation énergétique des logements. En 2009, la loi Grenelle de l'environnement avait pour objectif de rénover 400 000 logements par an et de réduire de 38 % les gaz à effet de serre des bâtiments. En 2015, la loi de transition énergétique prévoyait de rénover 500 000 logements par an, d'éliminer les passoires énergétiques d'ici 2025 et de réduire de 15 % la précarité énergétique d'ici 2020. Aujourd'hui, on est loin, très loin du compte. 7,4 millions de logements sont considérés comme des passoires énergétiques ; 12 millions de citoyens sont considérés aujourd'hui comme des précaires énergétiques, c'est-à-dire qu'ils consacrent plus de 10 % de leur revenu pour se chauffer. Selon l'observatoire Climat-énergie du RAC (Réseau action climat), les émissions de gaz à effet de serre du bâtiment ont augmenté de 22,7 % en 2017. Dans le département de Seine-Saint-Denis, cette inégalité vient s'ajouter à toutes les autres. De nombreuses familles n'ont pas l'argent pour engager des travaux de rénovation thermique de leur logement et sont frappées de plein fouet par la moindre hausse des prix de l'énergie. Dans le parc social ou privé, combien de systèmes de chauffage central et de radiateurs en pannes malgré les lourdes charges dont les familles doivent s'acquitter ? Combien de citoyens sont obligés d'acheter des chauffages électriques soufflants à roulettes pour avoir une impression de chaleur ? M. le ministre connaît les conséquences sur le budget familial : certaines factures s'élèvent à 200 euros par mois pour 60 m² ! Pour de nombreuses familles, la spirale de l'endettement commence ici. Ce n'est pas de crédits d'impôts pour financer des travaux de rénovation dont ont besoin des familles qui sont de toute façon trop pauvres pour être imposables, c'est d'un véritable service public de la rénovation. M. le ministre a récemment présenté la programmation pluriannuelle énergie. Pas une phrase, pas un mot sur la rénovation énergétique des logements. Dans la loi de transition énergétique, l'objectif de rénovation des passoires énergétiques d'ici 2025 n'est pas contraignant. S'engage-t-il à prendre des décrets d'application rendant obligatoire cette rénovation ? Autre mesure concrète proposée par la Fondation Abbé Pierre : l'interdiction de la location des logements classés F et G, les pires catégorisations en matière énergétique. S'étant prononcé en faveur de cette mesure, elle lui demande quand il va la faire entrer en vigueur.

470

Santé

Mesures envisagées concernant le contrôle de dispositifs médicaux

530. – 22 janvier 2019. – **Mme Caroline Fiat** interroge **Mme la ministre des solidarités et de la santé** au sujet des très graves carences du système d'évaluation et de contrôle des dispositifs médicaux révélées notamment par le documentaire « Implants : tous cobayes » réalisé à partir d'une enquête de Marie Maurice et Édouard Perrin. Actuellement ce sont essentiellement les industriels qui contrôlent et prouvent la sécurité des dispositifs médicaux commercialisés en France. L'épidémiologiste Carl Heneghan et la journaliste Jet Shouten ont ainsi réussi à recevoir une autorisation de l'ANSM pour mettre sur le marché un dispositif médical fictif à risque potentiel élevé. Leur dossier comportait un filet de mandarine en guise de photographie et des études portant sur d'autres dispositifs médicaux révélant qu'ils étaient susceptibles de générer de nombreuses complications et n'avaient pas fait l'objet de tests sur des êtres vivants. Le marquage CE leur aurait été accordé par de nombreux cabinets d'audit habilités ! L'ANSM, le « gendarme sanitaire » n'a quant à elle pas de compétence pour évaluer les dispositifs médicaux et autorise la commercialisation de tous ceux qui obtiennent le marquage CE. Les conséquences sont très graves, d'autant plus que de nombreux industriels font à la hâte leurs essais cliniques pour pouvoir lancer leurs produits aussi vite que possible sur un marché dont le chiffre d'affaires s'élève chaque année à 316 milliards d'euros. Ce fut le cas de l'entreprise Ethicon qui a commercialisé les prothèses Prolift sans effectuer d'étude clinique à long terme, en connaissant les risques de complications, en omettant d'en informer à la fois les médecins et les patientes opérées et en utilisant ces dernières comme cobayes à leur insu. C'est aussi le cas actuellement des industriels commercialisant la valve cardiaque Tavi et qui ciblent désormais une nouvelle tranche d'âge sans avoir réalisé

d'étude de durabilité du produit sur le long terme. Cette situation est d'autant plus incompréhensible que de nombreux dispositifs médicaux implantés ne peuvent être explantés et ont de très graves conséquences sur la santé du fait de leur dégradation. Elle lui demande donc ce qu'elle compte faire pour que soit mis en place un contrôle *a priori* des dispositifs médicaux et s'assurer ainsi que des essais cliniques ont été réalisés et sont conformes aux exigences sanitaires sur le long terme.

Outre-mer

Rapport de l'article 113 de la loi EROM

531. – 22 janvier 2019. – **M. Moetai Brotherson** appelle l'attention de **Mme la ministre des armées** sur le rapport de la commission extraparlamentaire née de la loi EROM. Pour de nombreux Polynésiens, c'est le chemin vers la réparation intégrale pour une partie des victimes des essais nucléaires alors que les générations d'aujourd'hui en souffrent aussi comme celles qui viendront par la suite. Mais, M. le député affirme à nouveau sa volonté d'écrire une histoire de vérité. Si la notion de « risque négligeable » a été éliminée de la « loi Morin », comment accepter les conclusions d'un rapport qui établit que les victimes auront à prouver qu'elles ont été exposées à un rayonnement supérieur à 1 mSv selon un décret ? N'est-ce pas là un dévoiement de la loi ? Un décret peut-il contrecarrer ce que la loi a fait ? Le Conseil d'État indique dans sa décision du 28 juin 2017 que la commission d'indemnisation des victimes des essais nucléaires, pour refuser la réparation, doit prouver elle-même que « la pathologie de l'intéressé résulte exclusivement d'une cause étrangère à l'exposition aux rayonnements ionisants due aux essais nucléaires, en particulier parce qu'il n'a subi aucune exposition à de tels rayonnements ». En d'autres termes, la loi dit que, sans une absolue certitude que la personne n'a subi aucune exposition aux radiations nucléaires, le CIVEN indemnise obligatoirement la victime. Il souhaite connaître son appréciation sur ce que les habitants, qui payent encore le prix du sang, ne manqueront pas d'appeler « le nouveau risque négligeable ».

Outre-mer

Reste à charge du RSA : compensation intégrale ou recentralisation

532. – 22 janvier 2019. – **Mme Huguette Bello** alerte **Mme la ministre des outre-mer** sur la distorsion grandissante entre les dépenses supportées par les départements au titre des allocations individuelles et solidarité, au premier lieu desquelles le RSA, et les compensations versées par l'État. Pour La Réunion, le reste à charge cumulé est estimé à 1,2 milliards d'euros et contraint le département à suppléer sur ses fonds propres au manquement de l'État et ce au détriment de ses actions de prévention, d'insertion et d'accompagnement auprès des plus fragiles. Les différents fonds successifs n'ont pas réussi à inverser cette tendance et il est à craindre qu'il en soit de même pour le fonds national créé par l'article 261 de la loi de finances pour 2019 et pour le nouveau fonds de péréquation horizontale à l'œuvre à l'échelle départementale. C'est pourquoi, ainsi que le souhaitent l'unanimité des conseillers départementaux de La Réunion, comme le permet la Constitution et le suppose le principe de solidarité nationale, elle lui demande de mettre à l'étude le processus de recentralisation du RSA vers l'État comme en Guyane et à Mayotte.

Égalité des sexes et parité

Réchauffement climatique et stockage de l'eau

533. – 22 janvier 2019. – **Mme Barbara Bessot Ballot** interroge **M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation** au sujet du stockage de l'eau afin d'anticiper les crises climatiques qui impactent fortement les territoires, et notamment les exploitations agricoles. Cette année, un épisode de sécheresse a sévèrement touché de nombreuses régions du territoire, et notamment l'est de la France et le département de la Haute-Saône, aux conséquences graves pour les populations et pour les agriculteurs (restrictions de l'usage de l'eau potable, manque de fourrage pour nourrir les animaux, etc.). Face à cette crise inédite, le Gouvernement s'est mobilisé en urgence afin de venir en aide aux agriculteurs qui souffrent, notamment en leur donnant de la visibilité et de la trésorerie pour anticiper l'hiver. Ces mesures d'urgence ont été accueillies avec optimisme. Mais le changement climatique en cours n'est plus à démontrer, et le territoire n'est pas à l'abri de nouveaux épisodes de sécheresse dans les années à venir. C'est pourquoi, il convient de trouver dès maintenant les moyens de remédier à ces situations de crise, et ce notamment pour l'agriculture française. Un rapport de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) datant de 2015 préconisait déjà la mise en place de meilleures politiques et plus d'investissements, pour adapter l'agriculture au changement climatique en améliorant le stockage de l'eau, le captage-recyclage des eaux usées et la recherche pour des systèmes de production agricole plus résilients pour les

petites exploitations. En effet, le stockage de l'eau, en période hivernale ou en période de crues par exemple, permettrait d'utiliser cette eau disponible en cas de nouveaux épisodes de crises. Au-delà des mesures financières de soutien d'urgence aux agriculteurs, elle l'interroge afin de connaître les mesures prévues par le Gouvernement pour favoriser dans les années à venir le stockage de l'eau et mettre en place une véritable politique de l'eau de long terme qui réponde aux enjeux économiques et environnementaux des territoires.

Fonctionnaires et agents publics

Prime minière

534. – 22 janvier 2019. – Mme Nicole Trisse attire l'attention de M. le ministre de l'action et des comptes publics sur les difficultés rencontrées par les agents de la fonction publique exerçant à la maison d'arrêt de Sarreguemines, concernant le versement de l'indemnité de résidence, plus communément appelée « prime minière ». Cette indemnité de résidence était historiquement versée aux agents de la fonction publique qui exerçaient leur activité dans les communes minières de Moselle. Cette indemnité de résidence constituait un complément du traitement brut perçu par les agents publics, versée selon un taux variable en fonction de la commune dans laquelle l'agent exerçait ses fonctions. Classiquement, cette indemnité était versée au plan national dans les communes où le coût de la vie était élevé, selon un classement en trois zones déterminé par le décret n° 62-1263 du 30 octobre 1962. En 1954, une liste complémentaire de communes du bassin houiller et minier de Moselle et d'Alsace avait été établie. Sur cette liste complémentaire figuraient les communes accueillant au moins 10 ouvriers et employés occupés à l'exploitation des mines et aux industries annexes, soit 142 communes pour la Moselle. Cette liste complémentaire est devenue obsolète en 2008 du fait de la diminution de l'activité minière mais aussi de la circulaire du 14 mai 2001 modifiant les zones d'indemnité de résidence. Suite à un contrôle interne il a été décidé de mettre fin à l'indemnité de résidence pour la commune de Sarreguemines. Les agents publics de la maison d'arrêt ont été les premiers à ne plus bénéficier de cette indemnité de résidence et ce dès le 1^{er} septembre 2010. L'indemnité de résidence a, par la suite, été supprimée progressivement pour les autres fonctions publiques jusqu'en 2013. Suite à de vastes mouvements de protestation des agents publics il a été décidé, via le décret n° 2014-1457 du 5 décembre 2014, d'instaurer une indemnité compensatrice aux agents affectés dans les communes minières de Moselle. Or cette indemnité n'a été accordée qu'aux agents publics qui percevaient encore l'indemnité de résidence au 30 juin 2013. Ainsi, les agents publics de la maison d'arrêt de Sarreguemines, l'ayant perdu dès septembre 2010, n'ont pas pu bénéficier de cette compensation. Par conséquent, elle lui demande de bien vouloir lui indiquer si le Gouvernement serait enclin à modifier le décret du 5 décembre 2014 afin que les agents publics affectés dans les communes minières de Moselle et ayant perdu l'indemnité de résidence avant le 30 juin 2013, puissent enfin bénéficier eux aussi de cette indemnité compensatrice.

472

Énergie et carburants

Modalités de renouvellement de l'éolien terrestre et technique du « repowering »

535. – 22 janvier 2019. – M. Didier Le Gac attire l'attention de M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, sur le vieillissement des parcs éoliens terrestres. Le vieillissement des aérogénérateurs s'avère en effet problématique pour les producteurs, notamment au niveau des coûts de maintenance et d'exploitation, mais aussi du rendement et de l'impact environnemental. Alors que les premiers parcs éoliens ont été implantés il y a près de 20 ans sur la pointe finistérienne, et, notamment, sur la troisième circonscription du Finistère, à Plouarzel, se pose aujourd'hui la question de leur renouvellement par l'intégration de nouvelles technologies. À cet égard, la technique dite du *repowering* consiste à prolonger la vie d'un parc pour accroître sa rentabilité et optimiser l'exploitation d'un site déjà accepté et bien intégré localement. Alors que l'exploitation de nouveaux sites exige la réalisation de nombreuses études pour évaluer le potentiel éolien, le *repowering* présente l'avantage de s'appuyer sur des données existantes en ressources disponibles et conditions de vents. Le parc ainsi reconfiguré bénéficie également des infrastructures existantes : accès, poste de livraison, raccordement. Le renouvellement des parcs éoliens terrestres constitue donc un des moyens pour réaliser les objectifs ambitieux fixés pour la France en matière de production d'énergie électrique. Conscient de cet enjeu, le Gouvernement a, du reste, signé le 11 juillet 2018 une circulaire relative à « l'appréciation des projets de renouvellement des parcs éoliens terrestres », afin de faciliter cette montée en puissance. Cette instruction, sans valeur contraignante, vise à préciser l'interprétation de l'actuel cadre réglementaire de l'article L. 181-14 du code de l'environnement et notamment de ce qu'est la « modification substantielle » d'une installation. En ce sens, les professionnels mais également les élus locaux peuvent se féliciter. Cependant, des incertitudes demeurent, justement, du fait du caractère non réglementaire du texte qui ne sécurise pas assez la situation. Par exemple, dans le cas où une nouvelle

procédure d'autorisation sera rendue nécessaire, les nouvelles contraintes apparues depuis la première mise en service du parc devront-elles être intégrées ? C'est pourquoi, compte tenu du potentiel de renouvellement des parcs éoliens terrestres estimé à plus de 5 000 MW d'ici 2030, et de l'enjeu économique pour les territoires, il souhaite l'interroger sur les intentions du Gouvernement pour accélérer ce mouvement et aller plus loin dans la simplification des procédures de *repowering*.

Aménagement du territoire

Article 3 LOM - Inclusion des communes de Nord-Isère

536. – 22 janvier 2019. – Mme Cendra Motin appelle l'attention de Mme la ministre, auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports, sur l'inclusion des communes situées à proximité de l'aéroport et la gare Saint-Exupéry dans l'établissement public ayant pour mission l'organisation des mobilités dans le bassin de mobilité lyonnais créé par l'article 3 de l'avant-projet de loi d'orientation des mobilités. L'avant-projet de la loi d'orientation des mobilités, dans son article 3, autorise le Gouvernement à légiférer par ordonnances pour créer un établissement public qui exercerait les missions d'une « autorité organisatrice des mobilités » sur un périmètre géographique intégrant le département du Rhône et la métropole de Lyon. Ce nouvel établissement permettra de clarifier et de faciliter la gouvernance de la mobilité dans et autour de la métropole de Lyon et favorisera ainsi la coordination et la continuité de l'organisation des déplacements sur l'ensemble du département du Rhône. Cependant, dans sa rédaction actuelle, l'avant-projet de loi exclut du périmètre de ce nouvel établissement plusieurs communes iséroises situées à l'est lyonnais et en immédiate proximité de la gare et de l'aéroport Saint-Exupéry : Janneyrias, à 7 km de la gare, Charvieu, Tignieu-Jamezieu ou Chamagnieu à une dizaine de kilomètres. Pour ces communes, la métropole lyonnaise constitue un véritable centre de gravité économique et sociale. Elle est aussi un *hub* multimodal auquel l'accès est essentiel pour tout déplacement de longue distance (plusieurs autoroutes, gares, aéroports). La zone entourant la gare de Saint-Exupéry revêt une importance particulière, tant par sa proximité et les différents modes de transports qu'elle regroupe, que par la présence d'un bassin d'emploi avec l'implantation de 3 500 entreprises. Cette importance a d'ailleurs été marquée par la création en 2015 d'un « espace interdépartemental Saint-Exupéry » composé de 20 communes, dont la moitié du Nord-Isère, dans la directive territoriale d'aménagement (DTA) de l'aire métropolitaine lyonnaise. Ainsi, le projet « Plaine de Saint-Exupéry », qui vise à porter de grandes orientations stratégiques, de conduire et de coordonner les actions, et d'assurer le suivi des évolutions territoriales, est porté par un comité stratégique co-animé par l'État, la région, les départements et le pôle métropolitain, tout en associant des partenaires comme les intercommunalités, le SCOT, les structures organisatrices de transport et les chambres consulaires. Compte tenu de la localisation de Saint-Exupéry, un grand nombre des employés de la gare, de l'aéroport, mais également des entreprises implantées habitent dans les communes du Nord-Isère. Pourtant, cette gare et le bassin qui l'entoure restent peu accessibles pour les habitants du Nord-Isère qui, en l'absence de transports collectifs, n'ont d'autre choix que d'utiliser leur voiture pour s'y rendre. En accord avec les grands objectifs de la loi LOM, tant socio-économiques qu'environnementaux, l'inclusion de ces communes dans le périmètre de l'établissement public des mobilités Lyon-Rhône apparaît essentiel. Elle permettra le désenclavement de celles-ci, notamment grâce à une desserte par un mode collectif d'accès à la zone de Saint-Exupéry. Au contraire, leur exclusion susciterait un accroissement des inégalités territoriales avec les communes rhône-alpines voisines, limiterait l'attractivité de ces territoires qui se trouverait coupé du bassin de mobilité qui est pourtant le leur et ne contribuerait pas à la diminution de la pollution périurbaine. Alors, elle lui demande de confirmer que les communes du Nord-Isère situées à proximité de la zone de Saint-Exupéry seront bien incluses dans le périmètre du nouvel établissement et bénéficier pleinement des avancées de sa réforme.

Espace et politique spatiale

Secteur spatial de défense de la France

537. – 22 janvier 2019. – M. Stéphane Trompille interroge Mme la ministre des armées sur le secteur spatial de défense de la France. L'occupation militaire de l'espace a débuté en 1960 avec l'envoi de satellites espions dans le cadre de la course à l'espace pendant la Guerre froide. Depuis, une vingtaine de pays ont investi l'espace en envoyant des satellites dans l'orbite terrestre. Comme l'ont démontré les récents conflits au Proche et Moyen-Orient, les satellites constituent désormais des outils indispensables du renseignement militaire : toute opération militaire extérieure de grande envergure nécessite l'apport de ces outils afin d'identifier et de localiser les menaces éventuelles. Aujourd'hui, dans la lignée du président Ronald Reagan, le président Donald Trump a exprimé son souhait de voir se constituer une sixième branche de l'armée américaine par l'instauration d'une armée de l'espace.

Cette réalité géostratégique récente rappelle que l'espace exo-atmosphérique constitue une zone aussi vulnérable qu'accessible à des actions malveillantes, exposant de fait les États et leur population. Face à l'intérêt stratégique de premier ordre que représente l'occupation et la sécurisation de l'espace, et dans le respect du traité de l'espace des Nations unies de 1967 qui a posé les bases juridiques d'une exploration non-belliciste de l'espace, de nouveaux moyens spatiaux s'imposent pour l'armée française. C'est en ce sens que Mme la ministre a affirmé le 21 juin 2018, qu'« il faut pouvoir investir dans le domaine spatial plus que nous le faisons encore pour pouvoir surveiller cet espace et éviter qu'il ne devienne un espace de confrontations majeures ». Il lui demande quelles sont les pistes envisagées par le Gouvernement pour garantir une autonomie des moyens spatiaux pour l'armée française et quelles seront les grands chantiers à venir pour le secteur spatial de défense.

Impôts et taxes

Impact de la trajectoire déchets de la TGAP sur le Syctom

538. – 22 janvier 2019. – M. Jacques Marilossian attire l'attention de M. le ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé des collectivités territoriales, sur la trajectoire d'augmentation des tarifs de la composante « déchets » de la taxe générale sur les activités polluantes et son impact sur le Syctom (syndicat mixte central de traitement des ordures ménagères), qui assure le traitement et la valorisation des déchets ménagers pour 84 communes de la région Île-de-France. Le projet de loi de finances pour 2019 vise à mettre en œuvre plusieurs mesures prévues par la « feuille de route pour une économie 100 % circulaire » (FREC) élaborée en concertation avec les associations environnementales, les collectivités territoriales, les entreprises et les citoyens. Cette feuille de route propose d'adapter la fiscalité pour rendre la valorisation des déchets moins chère que leur élimination, en réduisant le taux de la TVA sur les activités de prévention, la collecte séparée, le tri, la valorisation matière des déchets et en augmentant les tarifs de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP, composante « déchets ») pour la mise en décharge et l'incinération. Le Gouvernement précise ainsi que « toutes les collectivités qui s'engagent dans une vraie démarche en faveur de l'économie circulaire verront leurs charges baisser ». L'article 8 du PLF 2019 prévoit ainsi le renforcement la trajectoire d'augmentation des tarifs de la composante « déchets » de la TGAP entre 2021 et 2025 afin de s'assurer que le coût du recyclage des déchets soit inférieur à celui des autres modalités de traitement des déchets que sont la mise en décharge, l'incinération et - même ! - la valorisation énergétique. Selon ses estimations, le Syctom financerait à lui seul plus de 21 % de cette hausse de TGAP alors qu'il représente 10 % de la population française. En année pleine, la TGAP dont s'acquitte le syndicat passerait de 6 à 33,5 millions d'euros. Pourtant, sa stratégie est résolument orientée vers la valorisation des déchets en énergie : 63 % des déchets ont ainsi été transformés en énergie en 2016, soit une fourniture de 43 % de la chaleur de la Compagnie parisienne de chauffage urbain ! Sans remettre en question la volonté du Gouvernement d'encourager le tri des déchets, il lui demande quelles sont les mesures envisagées pour compenser cette hausse de fiscalité écologique qui impactera injustement un territoire en pointe en matière de valorisation des déchets.

Emploi et activité

Négociations sur le régime des intermittents du spectacle

539. – 22 janvier 2019. – M. Jean-François Cesarini interroge M. le ministre de la culture sur l'avancée des négociations sur le régime des intermittents du spectacle. M. le ministre ne sera pas étonné que cette question lui soit posée par l' élu d'une circonscription qui se félicite d'accueillir chaque année à Avignon le plus grand festival de théâtre au monde. Pour réformer le régime spécifique des intermittents, un nouveau cycle de négociation entre les partenaires sociaux devait s'ouvrir le 28 novembre 2018. Les syndicats ont refusé d'entamer les discussions avant d'avoir en main l'évaluation des effets de l'accord de 2016. Durant sa campagne de 2017, Emmanuel Macron avait défendu le régime des intermittents du spectacle, affirmant que la réforme de 2016 était « bonne ». Celle-ci avait entériné, au terme d'un mouvement social, le principe des 507 heures travaillées sur 12 mois (contre 10 mois auparavant), en contrepartie d'un certain nombre de mesures d'économies, dont la baisse du plafond de cumul salaire-indemnisation et une franchise de congés payés. Dans le cadre plus général des négociations en cours sur l'assurance chômage, il est demandé aux partenaires sociaux des pistes d'économies à hauteur de 3 à 3,9 milliards d'euros. Pour les représentants du patronat, le régime des intermittents constitue l'une des pistes pour réaliser ces économies. La CGT-Spectacle a déposé, le mardi 11 décembre 2018, un préavis de grève illimitée à compter du 18 décembre. Emmanuel Macron avait également indiqué que le statut des intermittents ne relevait pas du

chômage, mais de l'écosystème de création culturelle. Son programme prévoyait de « pérenniser et adapter le statut d'intermittent du spectacle ». Il lui demande quelles actions il compte initier pour éviter, à l'instar de 2016, une situation de blocage ayant aboutie à l'annulation de nombreux spectacles et événements artistiques.

Transports routiers

Achèvement de la 2x2 voies route nationale 7 dans la Nièvre.

540. – 22 janvier 2019. – **Mme Perrine Goulet** attire l'attention de **Mme la ministre, auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports** sur l'achèvement de la 2x2 voies route nationale 7 (RN7) dans la Nièvre. Le contrat de plan État-région (CPER) 2015-2020 prévoit le financement à hauteur de 70 % des travaux pour l'achèvement de la mise en 2X2 voies de la RN7, axe de désengorgement de l'autoroute A6, entre Saint-Pierre-le-Moûtier et la limite administrative de l'Allier. Démarré en 1989 avec un achèvement initialement prévu en l'an 2000, le doublement de cette route historiquement fréquentée est l'un des grands enjeux pour le développement économique et démographique du département de la Nièvre. En effet, il permet de faire la jonction entre l'A6 Paris-Dordives, l'A77 Dordives-Nevers et Balbigny, dans la Loire, et avec la RCEA qui sera elle aussi dedoublée dans les années à venir. Dans le CPER 2015-2020, il avait été acté 52 millions d'euros pour ces travaux : 15 millions d'euros en 2018, 32 millions en 2019 et 25 millions d'euros en 2020. Les crédits de 2018 n'ont pas été débloqués, ils doivent donc être budgétés en 2019, soit une somme de 47 millions euros. À cela se rajoute la section routière de 2 Km, située entre Villeneuve-sur-Allier et Moulins, dont le montant de cette réalisation s'élève à 19 millions d'euros, qui sera à inscrire dans le prochain CPER pour que l'A77 ne se termine plus en cul de sac. La loi sur les mobilités qui sera prochainement débattue, redéfinit les priorités en termes d'aménagement, notamment l'appui de l'État sur les trajets du quotidien et les aménagements de proximité et de détournement. Il y a peu de chance de voir le TGV passer sur ce territoire, il est donc impératif qu'il y ait ce désenclavement *via* le doublement de l'A77 sur toute sa longueur. Ce projet est primordial pour ce territoire et il doit s'achever dans des temps raisonnables car ce chantier a déjà 19 ans de retard. De plus, les marchés ont été notifiés et les délais s'arrêtent à la fin mars 2019, il faut donc agir avant. Face à cette situation, elle lui demande de bien vouloir lui garantir que les crédits de 47 millions d'euros, correspondant aux réalisations de ces infrastructures routières inscrites dans le CPER 2015-2020, seront bien financées en 2019 et que le prochain CPER intégrera le financement du tronçon entre Villeneuve et Moulin permettant ainsi l'achèvement de ce projet structurant.

Transports ferroviaires

Avenir de la ligne Bourges-Montluçon

541. – 22 janvier 2019. – **M. Loïc Kervran** interroge **Mme la ministre, auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports**, sur l'avenir de la ligne ferroviaire Bourges-Montluçon qui dessert plusieurs communes du Cher et de l'Allier. La situation du réseau ferroviaire secondaire dans la région Centre-Val de Loire, et en particulier de cette ligne, est critique et les usagers paient aujourd'hui les absences ou reports successifs d'investissement sur ce réseau au cours des dernières décennies. Des investissements majeurs sont désormais à la fois indispensables et urgents, sans quoi cette ligne est menacée de restrictions importantes de circulation voire de fermeture dans les années à venir. Dans le cadre d'un contrat tripartite entre SNCF Réseau, la région Centre-Val de Loire et l'État, la région s'est d'ores et déjà engagée pour accompagner la régénération de cet axe à hauteur de 50 % du coût des travaux qui sont par ailleurs prévus dans le contrat de plan État-région (CEPR 2015-2020). L'État s'est également engagé au début du mois de décembre 2018 à hauteur 3,4 millions d'euros tout comme il s'était engagé plus tôt en finançant le renouvellement du matériel roulant. Ces premiers investissements sont une bonne nouvelle, toutefois ils ne sont que la première étape de travaux colossaux sur la voie et la signalisation dont le coût pourrait atteindre 100 millions d'euros. Les lignes comme celles de Bourges-Montluçon sont essentielles non seulement pour assurer la bonne desserte de l'ensemble du territoire national pour les citoyens, y compris dans leurs déplacements quotidiens, mais aussi pour le développement de l'activité économique. Dans le cas présent, ce sont par exemple les ateliers d'Orval, société qui fabrique et révisé du matériel ferroviaire roulant, dont l'existence est directement liée à la ligne. Plus généralement, l'existence d'une gare participe de l'attractivité d'un territoire. Ce sont des élèves qui peuvent suivre les formations d'excellence dispensées à Saint-Amand-Montrond, ce sont des clients que les industries locales peuvent recevoir, ce sont des touristes en provenance du bassin parisien qui peuvent venir passer un weekend et visiter des joyaux tels que l'abbaye de Noirlac, ce sont des agriculteurs qui peuvent faire acheminer leur production céréalière. Aussi, il souhaiterait connaître, au-delà des annonces récentes très positives, la nature de l'engagement du Gouvernement et de l'État dans les mois et années à venir pour la modernisation de cette ligne vitale pour les territoires concernés.

*Professions et activités sociales**Compétences et recrutement de l'accompagnant éducatif et social*

542. – 22 janvier 2019. – **M. Hervé Berville** attire l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur la formation et le métier d'accompagnant éducatif et social (AES) ainsi que sur les possibles évolutions du secteur. Les missions d'accompagnement de proximité effectuées par les AES sont d'une importance cruciale à l'heure où la prise en charge de la perte d'autonomie est devenue l'un des défis majeurs de la société. Le diplôme d'État d'accompagnant éducatif et social (DEAES), créé par le décret n° 2016-74 du 29 janvier 2016 relatif au diplôme d'État d'accompagnant éducatif et social et modifiant le code de l'action sociale, est structuré en un socle commun de compétences et trois spécialités : « Accompagnement de la vie à domicile », « Accompagnement de la vie en structure collective », « Accompagnement à l'éducation inclusive et à la vie ordinaire ». Selon la spécialité choisie, l'AES exerce ainsi dans différents lieux : au domicile de la personne accompagnée, en EHPAD, au sein de structures d'accueil de la petite enfance ou d'enseignement. Alors que les besoins en effectifs sont grands, que cela soit dans les services d'aide et d'accompagnement à domicile ou au sein des établissements accueillant les personnes âgées, cette spécialisation qui cloisonne le métier d'accompagnant peut s'avérer être un frein au recrutement. Ce diplôme unique d'AES qui est venu remplacer le diplôme d'État d'auxiliaire de vie sociale et le diplôme d'État d'aide médico-psychologique avait pour objectif d'anticiper les besoins des professionnels en termes de compétences et de mobilité professionnelle grâce notamment à des passerelles entre les spécialités, par la voie de la formation continue. La polyvalence pourrait cependant être encore davantage favorisée par la convergence des compétences d'accompagnement à domicile et en structure dès la formation initiale. Cette polyvalence accrue pourrait faciliter la tâche des recruteurs en contribuant à renforcer l'attractivité de l'accompagnement à domicile, lieu d'intervention moins privilégié par les aidants professionnels, alors que le maintien à domicile est, par ailleurs, l'une des priorités de la future réforme de la dépendance. Enfin, cela aiderait plus généralement à valoriser la profession, autre enjeu clé de la réforme à venir. Il souhaite ainsi savoir si un changement en ce sens, correspondant à une demande des professionnels du secteur, est envisagé dans le cadre du futur projet de loi sur le grand âge et l'autonomie.

*Bois et forêts**Bois communaux enclavés dans le bâti*

543. – 22 janvier 2019. – **Mme Marie Guévenoux** interroge **M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation** sur la gestion des bois communaux et en particulier de ceux, qui dans de nombreuses communes d'Île-de-France, sont enclavés dans le bâti et demandent une gestion bien particulière. Le régime forestier constitue un cadre légal protégeant les forêts contre les défrichements, les dégradations et les surexploitations. Cette réglementation est essentielle pour les 11 371 communes qui disposent d'un patrimoine forestier. Les bois communaux représentent 1/6ème des forêts ce qui est considérable, d'autant plus qu'ils sont des lieux de promenade et d'activité très appréciés des citoyens. La charte de la forêt communale, signée en décembre 2016, clarifie les relations entre les élus et l'office national des forêts (ONF), ce qui est très positif et que Mme la députée tient à saluer. Néanmoins, les maires se trouvent régulièrement confrontés à une problématique : la méthode de gestion des grands espaces forestiers ne répond pas toujours aux besoins des communes urbaines et péri-urbaines. Les besoins en entretien, en découpe, en sécurisation et en récolte impliquent une modification profonde des bois et se font souvent au détriment des habitudes des riverains et promeneurs. Il est impossible de gérer ces bois communaux comme des jardins, il est aussi vraisemblablement difficile de les gérer comme des grands espaces forestiers. L'office national des forêts prend déjà largement en compte ces spécificités et essaye de se diversifier. Cependant, elle lui demande s'il ne serait pas possible de mieux définir cette catégorie de « bois enclavés dans le bâti » et de proposer un mode de gestion bien particulier qui facilite le travail de l'ONF et prenne mieux en compte les besoins des populations, qui sont très attachées à leurs bois communaux.

*Énergie et carburants**Transition énergétique dans la Manche*

544. – 22 janvier 2019. – **M. Stéphane Travert** interroge **M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire**, sur la transition énergétique dans la Manche. Les objectifs de la PPE récemment présentée permettront de doubler la capacité installée des énergies renouvelables électriques en 2028. Les filières principales permettant d'atteindre l'objectif seront l'hydroélectricité, le solaire photovoltaïque et l'éolien terrestre, puis progressivement l'éolien en mer dont la production augmentera au cours de la seconde période de la PPE. La

diversification du mix électrique se traduira par une décroissance du parc nucléaire, visant l'atteinte d'une part de 50 % dans le mix en 2035. Le département de la Manche est au centre de ce mix électrique. C'est un département clé en ce qui concerne l'énergie nucléaire, l'ouverture prochaine à Flamanville du réacteur nouvelle génération EPR en est une des preuves. Il viendra compléter un dispositif nucléaire bien en place dans ce département. Mais il peut aussi devenir un département clé dans le développement des énergies marines renouvelables. Avec ses 350 km de côtes, la Manche est un des départements français les plus maritimes, une terre d'accueil idéal pour les EMR. Il a d'ailleurs commencé à s'engouffrer dans cette source de développement économique majeure, *via* le marché de l'éolien flottant. Mis en avant au début de l'été 2018, à Quimper, par le Président de la République, ce marché est immense et pourvoyeur d'emplois. Ainsi, à Cherbourg, la société LM Wind Power, installée sur le port, a recruté depuis juin 2018 100 employés et démarrera la production de pales d'éoliennes en janvier 2019. Mais cette filière des énergies marines renouvelables ne repose pas que sur l'éolien *offshore*. D'autres techniques, véritables leviers de croissance verte promises à un bel avenir, offrent une perspective au département de la Manche. Il en est ainsi de l'énergie thermique des mers. Les études économiques menées par Naval Énergies montrent que des centrales, produisant de l'électricité mais aussi des co-produits *via* cette technique, peuvent être rentables, y compris sans subventions publiques. Le développement des EMR doit être une composante majeure du succès de la transition énergétique. Le gisement est considérable, la production d'énergie est plus régulière et importante qu'à terre et ces technologies sont créatrices de nombreux emplois. La Manche, cerné par la mer, a toute sa part à y prendre. Département clé en ce qui concerne la filière de l'énergie nucléaire, il pourrait devenir un département clé dans les énergies marines renouvelables et un véritable démonstrateur dans son seul espace du mix énergétique. Il pourrait ainsi développer, à côté d'une économie marquée par la prépondérance de l'agriculture et de l'agroalimentaire, une spécificité industrielle en devenant « le » département de l'énergie, associant sur son territoire les deux piliers énergétiques voulus par l'État : nucléaire et renouvelable. Il lui demande ainsi quelle place précise il compte faire aux EMR dans le mix énergétique et le rôle que la Manche peut y jouer.

Catastrophes naturelles

Chasse aux oies

545. – 22 janvier 2019. – M. Daniel Fasquelle interroge M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire sur la situation des chasseurs d'oies. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour leur permettre de chasser les oies en février et respecter ainsi l'engagement du Président de la République.

Outre-mer

Infrastructures nécessaires au développement économique de Mayotte

546. – 22 janvier 2019. – M. Mansour Kamardine alerte M. le ministre de l'action et des comptes publics sur les infrastructures nécessaires au développement économique et social de Mayotte. Le 101^{ème} département français souffre d'un sous-développement marqué des infrastructures nécessaires à son développement économique et donc social. La construction de la piste longue convergente est nécessaire pour son désenclavement aérien, son intégration régionale et la baisse du coût des tarifs aériens de passagers et de marchandises. Son port nécessite la construction d'un troisième quai pour le désengorger et en faire un port de dimension régionale. Ses routes nécessitent d'être mises à niveau notamment celles d'accès au poumon administratif et économique de Mayotte qui sont déjà totalement saturées. Ses voies de transport terrestre nécessitent d'être globalement dimensionnées par rapport aux évolutions prévisibles de la circulation des véhicules à long terme. De plus, les réseaux numériques nécessitent d'être développés pour fournir l'indispensable connexion en haut débit des habitants et des entreprises. Enfin, le centre universitaire de Mayotte n'offre pas les potentialités de formation supérieure, de recherche et de développement technologique d'une université de plein exercice. C'est pourquoi il lui demande, type d'infrastructure par type d'infrastructure, quel agenda l'État entend réserver aux nécessaires travaux, quelle planification financière il entend réserver à ces indispensables travaux, quel tour de table financier il envisage (y compris européen), quel rythme et quel agenda de rattrapage des dotations aux collectivités partenaires il prévoit.

Banques et établissements financiers

Fermetures d'agences bancaires en zones rurales

547. – 22 janvier 2019. – M. Thibault Bazin attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur l'importance du nombre des fermetures d'agences bancaires en zones rurales. Rien que dans sa circonscription en Meurthe-et-Moselle, de nombreuses fermetures viennent d'avoir lieu notamment à Cirey-sur-Vezouze,

Badonviller, Blainville-sur-L'Eau, Blâmont. Elles impactent directement les commerces, les touristes et les habitants de ces petites villes privées en particulier de distributeurs de billets, les contraignant à faire des kilomètres pour aller chercher du liquide. Ces fermetures participent au sentiment d'abandon ressenti de manière très forte dans ces territoires, du fait de la disparition des commerces et de différents services. Ce sujet a été débattu en novembre 2018 au Sénat mais la solution proposée n'est pas à la hauteur des enjeux et des attentes. Le *cashback* n'est qu'un pis-aller. Il vient donc lui demander ce que le Gouvernement compte mettre en œuvre pour assurer une présence bancaire ou à tout le moins un distributeur de billets dans chaque communauté de communes rurales afin de préserver la qualité de vie, la consommation locale et l'attractivité de ces zones rurales.

Gendarmerie

Présence des renforts mobiles de gendarmerie en zones touristiques

548. – 22 janvier 2019. – M. Vincent Rolland attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les renforts mobiles de gendarmerie en zones touristiques. Ces personnels sont affectés chaque année dans les zones touristiques de montagne et représentent une force indispensable à la sûreté des territoires. Les postes avancés en stations de ski ne peuvent d'ailleurs exister sans ces personnels en complément au sein des brigades territoriales autonomes. Pourtant, la situation particulière que traverse le pays a nécessité de rappeler les renforts mobiles de gendarmerie ces dernières semaines afin de concentrer les forces en quelques lieux du pays - points de rassemblements majeurs des gilets jaunes. Cette situation conduit à un déséquilibre et laisse des centaines de milliers de personnes sans garantie de sécurité alors que des risques particuliers sont identifiés en zone touristique de montagne. Il souhaite connaître les suites qui seront données et les moyens qui pourront être affectés pour garantir le maintien de l'ordre alors que les effectifs de gendarmerie sont fortement amputés.

Énergie et carburants

Bioéthanol

549. – 22 janvier 2019. – Mme Valérie Beauvais attire l'attention de M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, sur la politique du Gouvernement en faveur du bioéthanol. Le bioéthanol, dont la France est le premier producteur européen, présente en effet de nombreux avantages : pour l'économie, c'est un carburant « local », issu de productions sucrières et amidonnières ; pour l'environnement, il réduit significativement les émissions de CO₂ ; pour l'automobiliste, le bioéthanol E85 est le carburant le moins cher à la pompe. Au regard de ces éléments, le choix du Gouvernement d'ouvrir son marché à l'huile de palme importée et d'augmenter dans des proportions inférieures au potentiel de production le taux d'incorporation du bioéthanol dans l'essence, semble pour le moins incompréhensible. Aussi, alors même que de nombreuses régions françaises, dont celle du Grand Est, proposent quant à elles d'accompagner les automobilistes dans la conversion des véhicules essence au bioéthanol, elle souhaiterait que le Gouvernement soutienne cette filière de production et lui indique, en conséquence, les mesures qu'il entend mettre en œuvre pour ce faire.

Outre-mer

Crise requin : des enjeux humains, sociaux et économiques majeurs

550. – 22 janvier 2019. – M. Jean-Luc Poudroux attire l'attention de M. le Premier ministre sur l'impact de la situation « crise requin » à La Réunion. Depuis 2011, vingt-cinq attaques de requins ont été recensées à La Réunion, ayant causé la mort de neuf personnes et la mutilation de cinq autres, dont des femmes et enfants. Le 26 juillet 2013, pour faire face à cette problématique, l'État a pris pour mesure une interdiction provisoire des activités nautiques utilisant la force motrice des vagues ainsi que de la baignade, sur l'ensemble de l'île. Cette interdiction « provisoire » a été reconduite et adaptée à huit reprises et le sera sûrement à nouveau pour une neuvième fois en février 2019. Des plans d'urgence se sont succédé vainement pour tenter de faire face à cette problématique qui revêt à la fois un problème de sécurité mais aussi de conflit d'usage de la mer - pour reprendre les termes utilisés par M. le Président de la République en mars 2017 sur ce sujet. Eu égard à la situation actuelle, les divers réglementations et dispositifs mis en œuvre à La Réunion restent inefficaces et insuffisants. M. le député appelle le Gouvernement à honorer ses engagements et prendre des mesures drastiques pour réduire significativement le risque lié à cette problématique qui entrave et pénalise fortement toutes activités économique, sociale, culturelle et sportive associées au littoral à La Réunion. Les conséquences économiques mettent en exergue un manque à gagner certain et une limitation forte des activités professionnelles sur le littoral pour une île où le tourisme balnéaire constitue à la fois un domaine d'activité stratégique incontournable et un secteur d'avenir. De

nombreuses entreprises du littoral appartenant aux secteurs du surf, de la plongée, de la restauration, de l'hôtellerie ou encore du commerce généraliste ont été très impactées par cette « crise requin » - au début de la crise, 85 acteurs appartenant à ces secteurs ont demandé une aide pour faire face aux difficultés subies. Le manque à gagner a été chiffré à 33 millions d'euros sur la seule période 2011 à 2014. Pour rappel, les stations littorales sont la première destination touristique en France selon la direction générale des entreprises. Pour l'île de La Réunion, plus de 80 % des 550 000 visiteurs extérieurs en 2017 sont une clientèle de loisirs. Les conséquences au niveau social sont inacceptables pour les réunionnais qui ne peuvent plus profiter pleinement de leur environnement, sinon en bravant les interdictions, ce qui est de plus en plus le cas sur la plupart des plages de l'île, au péril de leur vie. Les seuls filets de protection n'ont pas suffi à garantir un retour sécurisé à la mer des personnes et leur avenir reste incertain. De plus, les pratiquants d'activités nautiques, dont les meilleurs représentent la France sur la scène internationale, ne disposent plus des rivages réunionnais particulièrement favorables, notamment pour préparer des compétitions de haut niveau. De surcroît, les conséquences écologiques liées à la « crise requin » sont désastreuses. La population balnéaire est à l'heure actuelle concentrée en zones récifales très sensibles (le lagon) et la capacité de charge de ces écosystèmes est donc souvent dépassée. Également, M. le député relève qu'un des éléments de terrain qui lui est souvent remonté est relatif au respect, à une adaptation circonstanciée et conciliante de la réserve marine avec une zone balnéaire. Aujourd'hui, cette réserve marine est le théâtre de la quasi-totalité des attaques, et cela depuis 2011. La forme actuelle de la réserve marine protège des requins côtiers (bouledogues et tigres), au point d'avoir transformé des plages historiques en véritable « parc à requins ». Par conséquent, M. le député appelle le Gouvernement à réformer en profondeur ce dispositif de réserve marine, notamment en révisant sa réglementation ou en la déplaçant à l'extérieur de la zone balnéaire. Ainsi, il souhaite vivement qu'il apporte une réponse pour savoir quand les réunionnais pourront se réapproprier leur littoral et ainsi retrouver pleine liberté d'accès à leur environnement en toute sécurité, pour un retour rapide à une dynamisation et valorisation balnéaire essentielles à l'économie locale.

Impôts et taxes

Assujettissement à la CSG-CRDS des Français de l'étranger établis hors de l'UE

551. – 22 janvier 2019. – M. M'jid El Guerrab alerte M. le ministre de l'action et des comptes publics sur l'assujettissement à la CSG-CRDS des Français de l'étranger établis hors de l'UE. En février 2015, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a remis en cause l'imposition à des prélèvements sociaux affectés au financement de prestation de sécurité sociale, sur les revenus du capital en France de personnes affiliées à un régime de sécurité sociale d'un autre État membre de l'Union européenne (UE) ou de l'Espace économique européen (EEE) ainsi que la Suisse. Elle a demandé à la France de restituer la CSG et la CRDS qu'elle prélève sur certains revenus de non-résidents. Cette décision s'applique aux personnes affiliées à un régime de sécurité sociale, autre que français, couvert par la réglementation communautaire relative à la coordination des systèmes de sécurité sociale (règlement CE n° 883/2004 qui a succédé au règlement 1408/71), soit un régime légal obligatoire de sécurité sociale d'un pays autre que la France de l'Union européenne, de l'Espace économique européen (EEE) ou en Suisse. Alerté très fréquemment par les Français de l'étranger, il souhaiterait savoir s'il envisage une réforme, afin que cette décision d'exemption de CSG-CRDS s'applique à l'ensemble des Français résidant à l'étranger.

Immigration

Situation des demandeurs d'asile

552. – 22 janvier 2019. – Mme Michèle de Vaucouleurs attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la situation des demandeurs d'asile en France, et plus particulièrement dans le département des Yvelines. La loi pour une immigration maîtrisée et un droit d'asile effectif, promulguée le 10 septembre 2018, a notamment pour ambition de réduire les délais de traitement des demandes d'asile et de faciliter l'intégration des personnes régularisées. Plus de trois mois après la promulgation de cette loi, la situation de nombreux demandeurs d'asile reste cependant très précaire. Sur sa circonscription, depuis deux ans maintenant, des réfugiés tibétains sont obligés de camper à ciel ouvert dans la plus grande précarité. Cette année, ce sont près de 400 tibétains, pour la plupart primo-arrivants et relevant du dispositif national d'asile, qui ont établi un campement dans la forêt d'Achères, à proximité de Conflans-Sainte-Honorine. Mme la députée tient à saluer les services de l'État et les associations, qui ont réussi à force de travail et de mobilisation, à trouver des solutions d'hébergement temporaires pour ces personnes. Cependant, il est fort probable qu'un nouveau campement s'établisse dans les prochains mois, et il me semble primordial qu'une solution pérenne soit trouvée afin d'éviter que chaque année cette situation se reproduise. On ne peut se résoudre à voir ces personnes vivre dans des conditions d'hygiène et de confort

déplorables. Le département des Yvelines souffre d'un manque criant d'hébergements d'urgence et les associations ne peuvent à elles seules faire face. Par ailleurs, la délivrance du titre de séjour ne permettant pas elle seule une intégration réussie, un accompagnement de ces personnes doit se poursuivre une fois celui-ci obtenu. Elle lui demande quelles solutions le Gouvernement entend mettre en œuvre pour prévenir les situations telles que celle des réfugiés tibétains dans le département des Yvelines. Elle lui demande également comment s'assurer que le droit et que la nouvelle loi soit respectée et applicable sur les territoires.

Sécurité des biens et des personnes

Expérimentation de valise de télémedecine au sein des SDIS

553. – 22 janvier 2019. – **M. Jean-Pierre Cubertafo**n attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur l'expérimentation de valise de télémedecine au sein des SDIS présents dans les territoires ruraux et isolés. Dans son département, où le manque de médecins - généralistes et spécialistes - est une des problématiques les plus urgentes, une valise de télémedecine a été mise en place. Celle-ci est exploitée par les pompiers de Nontron et du SDIS 24, habités par 27 000 personnes. Ce secteur est qualifié de désert médical, et se situe à plus de 30 minutes de son hôpital de proximité. Alors, la valise télémedecine permet au SAMU d'établir un pré-diagnostic grâce à une caméra directement reliée au centre de régulation de l'hôpital de Périgueux. Elle permet de transmettre des données cryptées en temps réel, avec l'accord du patient ou d'un de ses proches. Équipée d'un système audio, vidéo, graphique et biologique mobile complet, elle permettra aux médecins de connaître directement les symptômes des patients, et ceux-ci pourront être soignés plus rapidement, avant même leur arrivée à l'hôpital. Dans un contexte de vieillissement de la population et de désertification médicale, ce dispositif semble être amené à être de plus en plus utilisé. Cela permettrait à de nombreux territoires, concernés par ces problématiques sanitaires, d'avoir des moyens d'en réduire les impacts pour les populations rurales. En deux mois - de mars à mai 2018 - cette valise télémedecine a permis plus d'une quarantaine d'interventions. Elle est un réel outil qui permettra aux pompiers d'appréhender leur mission plus rapidement, alors même qu'ils sont largement sollicités en milieu rural et qu'ils sont les premiers interlocuteurs de la population. Enfin, le SDIS 24 et le SAMU 24 ont reçu le prix de l'innovation de l'ENSOSP (École nationale supérieure des officiers des sapeurs-pompiers) pour ce nouveau modèle innovant et prometteur. Ainsi, il lui demande si une expérimentation de ce dispositif encadrée par le ministère est envisageable, en vue d'une généralisation nationale, si ses résultats sont satisfaisants.

Logement

Réforme du statut des copropriétés par ordonnances

554. – 22 janvier 2019. – **Mme Isabelle Florennes** interroge **M. le ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement**, sur la réforme du statut des copropriétés par ordonnances. Une circulaire rendue publique le 7 janvier 2019 énumère les différentes mesures contenues dans la loi dite « ELAN » et précise, parmi elles, celles qui sont d'application immédiate et celles nécessitant des textes réglementaires. Il s'agit d'informations très précises sur le déploiement des mesures et, en conséquence, de la mise en application de la loi. Toutefois, il est un sujet dont les contours n'ont pas encore été bien identifiés : la réforme, par ordonnances, du statut de la copropriété. La loi apporte plusieurs des éléments de réponse à la problématique très vaste de la rénovation de certaines copropriétés. Mme la députée pense notamment à la simplification de la procédure d'opération de requalification de copropriétés dégradées (ORCOD). À cet égard, près de 15 % des logements en copropriété présenteraient ou viendraient à présenter un danger compte tenu de leur état de vétusté. Mais ce n'est là qu'une partie de la réponse. En effet, une réforme en profondeur des copropriétés françaises passe également par une transformation de leur statut. Et la loi ELAN répond, pour partie, à ce sujet puisque son article 215 habilite le Gouvernement à adopter deux ordonnances. La première, qui distinguera des régimes différenciés de copropriétés, devrait être prise au mois de novembre 2019. La seconde, qui prévoit la création d'un « code de la copropriété », devrait, elle, être adoptée un an après, en novembre 2020. Et c'est bien sur cette dernière qu'il convient de s'interroger. En effet, il est précisé dans la loi « ELAN » que : « Le Gouvernement peut (...) apporter les modifications qui seraient rendues nécessaires pour assurer le respect de la hiérarchie des normes et la cohérence rédactionnelle des textes ainsi rassemblés, harmoniser l'état du droit, remédier aux éventuelles erreurs et abroger les dispositions devenues sans objet ». Cette précision contient une part d'ombre quant au contenu de la future ordonnance. La création d'un « code de la copropriété » ne semble pas être une mesure à droit constant. Demeure alors la question des changements que le Gouvernement pourrait, éventuellement apporter. Aussi, il lui demande de préciser les intentions du Gouvernement en la matière.

*Industrie**Inquiétude des acteurs de la filière plasturgie*

555. – 22 janvier 2019. – Mme Cécile Untermaier attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur l'inquiétude des acteurs de la filière plasturgie, notamment suite à l'extension de l'interdiction de produits plastiques adoptée dans le cadre de la loi EGAlim. Pour les représentants départementaux, qu'elle a reçus à sa permanence, les produits issus d'autres matières (verre, inox, carton) n'auront que rarement un bilan environnemental meilleur que celui du plastique, et leur utilisation ne présente pas plus de bénéfices environnementaux sur l'ensemble du cycle de vie. Sur le fond, la France est confrontée depuis de nombreuses années à un excès préoccupant de l'enfouissement des plastiques en fin de vie, le classant parmi les mauvais élèves européens en la matière. Or l'enfouissement limite très sérieusement l'intérêt écologique de ce matériau, dont le bilan environnemental pourrait être optimisé grâce à la valorisation énergétique ou au recyclage (seulement 400 000 tonnes de plastique recyclé chaque année sur le marché français). La filière « plasturgie » attend aujourd'hui une impulsion politique forte pour poursuivre l'extension des consignes de tri, et mettre en place des filières adaptées, à l'image de celle instaurée avec succès pour les déchets électriques et électroniques (DEEE), financée par une éco-participation. L'industrie du recyclage a besoin de davantage de déchets pour investir et proposer des matières recyclées qualitatives aux fabricants. Aussi, elle aimerait connaître les mesures que le Gouvernement compte prendre pour atténuer les conséquences des décisions prises par le législateur sur l'activité industrielle et optimiser l'impact sur l'environnement en développant le recyclage et en réduisant l'enfouissement.

*Agriculture**Classement zones défavorisées simples et zones de montagne en Béarn*

556. – 22 janvier 2019. – M. David Habib interroge M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation sur le dossier des zones défavorisées simples et le reclassement partiel de sept communes de la troisième circonscription des Pyrénées-Atlantiques en zone de montagne. Il faut d'abord rappeler que ce nouveau zonage ignore la réalité du territoire béarnais où les élevages se font sur les coteaux, des terrains difficiles à forte déclivité. Ce sont ainsi 81 communes du département des Pyrénées-Atlantiques qui devraient sortir du classement en zone défavorisée simple, dont 76 communes avec des bénéficiaires de la PAC. Ce sont 344 exploitations qui sont impactées. Pour les Pyrénées-Atlantiques, la perte globale annuelle en indemnité compensatoire de handicaps naturels (ICHN) est évaluée à 1,86 millions d'euros soit une perte de 5 410 euros en moyenne par exploitation. Premièrement, dans le cadre de la sortie du classement en zone défavorisée simple, quel est le plan de soutien pour les exploitations concernées ? En appui du travail mené par la chambre d'agriculture des Pyrénées-Atlantiques, en lien avec les services départementaux et régionaux de l'État, il apparaît aujourd'hui urgent d'accorder des dérogations aux installations en cours (75 jeunes ont investi 15 millions d'euros), de mettre en œuvre un projet agro-environnemental climatique pour la zone des « Coteaux du Béarn » en vue d'une contractualisation MAEC lors de la PAC 2019 et d'instaurer des mesures relatives à la trésorerie des exploitations (prise en charge des cotisations sociales, allègement des charges et dégrèvement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties). Enfin, il convient d'accompagner tout projet structurant sur le territoire comme par exemple la production et la valorisation d'énergie (photovoltaïque, méthanisation) ou encore la concrétisation d'une filière protéique locale. Deuxièmement, M. le député souhaite que soit confirmé l'engagement pris par l'État en fin d'année 2018 de classer en zone montagne les sept communes suivantes : Bosdarros, Cardesse, Cuqueron, Gan, Lasseube, Monein et Saint-Faust. Il s'agit de 90 éleveurs qui sont situés sur ces communes et qui perçoivent près de 700 000 euros d'ICHN. Il souhaite donc connaître les intentions de l'État sur ces deux dossiers.

*Emploi et activité**Suppression de 140 postes par l'entreprise CKB TE CONNECTIVITY*

557. – 22 janvier 2019. – Mme Sylvie Tolmont attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la suppression projetée de 140 postes et le plan de sauvegarde de l'emploi subséquent annoncé par l'entreprise CKB TE CONNECTIVITY. Cette entreprise constitue un centre d'excellence mondial du groupe TE pour ses deux branches d'activités : le ferroviaire, avec des clients historiques tels que la SNCF, la RATP et ALSTOM, et l'*offshore*. Cette entreprise a, par le passé, rencontré des difficultés. En effet, en 2015, elle a fait l'objet d'un plan de départ volontaire. Puis, en 2016, un chômage partiel pour l'activité *offshore* a été mis en place pour l'ensemble de l'année. Toutefois, depuis 2018, cette société présentait des indicateurs d'activité tout à fait positifs : accroissement d'activité, conclusion et maintien de contrats avec les *leaders* en matière de transport, embauches en CDI, CDD et

recrutement de plusieurs intérimaires, développement de produits innovants en partenariat avec de grandes sociétés telles que SIEMENS et KAWAZAKI, investissement à hauteur de plus d'un million d'euros injectés dans le secteur de l'usinage. Autant de motifs d'espérance pour les salariés, lesquels étaient maintenus dans la croyance, à l'occasion des dernières négociations annuelles obligatoires et de la dernière réunion trimestrielle de novembre 2018, que leur entreprise s'était finalement remise sur les rails. L'annonce du plan de sauvegarde de l'emploi, le jeudi 10 janvier 2019, est alors tombée comme un imprévisible couperet, laissant les salariés dans un état de sidération, d'incompréhension et de colère. Sur 161 postes en CDI, 140 postes sont portés à disparaître, laissant envisager, à terme, la fermeture définitive du site. Il est annoncé que l'activité ferroviaire serait délocalisée en Pologne. Au-delà de la tragédie que cette suppression représente pour ces salariés, c'est aussi une catastrophe pour le territoire de la Sarthe, lequel doit déjà faire face à la mise en redressement judiciaire des deux usines d'Arjowiggins et au risque de la suppression de plus de 800 emplois, à défaut de repreneur. La fermeture de la société CKB TE CONNECTIVITY impactera des sociétés en lien commercial avec cette dernière : sociétés de transport, de fabrication de produits métalliques, de traitement de surface dans l'industrie. Elle dégradera également l'attractivité économique et sociale de ce territoire. Pourtant, la décision de fermeture ne semble reposer sur aucune difficulté économique rigoureusement établie et semble plus relever d'une stratégie d'optimisation des bénéfices, sans considération aucune pour la situation des salariés et la pérennité économique du territoire. À cet égard, TE CONNECTIVITY a pourtant reçu des aides publiques, notamment au travers d'une prime d'activité du territoire de 700 000 euros, que les collectivités, la région des Pays-de-la-Loire, le département de la Sarthe et Le Mans Métropole, ont accompagné. L'entreprise, étant dans l'incapacité de rembourser à la région Pays-de-la-Loire 50 % du montant de l'aide qu'elle avait reçue d'elle, soit 82 500 euros, compte tenu des difficultés rencontrées sur la branche d'activité *offshore*, a bénéficié d'un abandon de cette créance. Aussi, malgré l'incapacité pour l'entreprise de tenir ses engagements, la région a décidé l'abandon de cette créance pour « tenir compte des investissements réalisés et de l'implication financière du groupe TE CONNECTIVITY pour le maintien du site sarthois ». Aussi, elle l'interroge sur les mesures urgentes que le Gouvernement compte prendre afin d'apporter une solution respectueuse des intérêts des salariés et du territoire impactés. Elle l'interroge spécifiquement sur les intentions du Gouvernement pour que les entreprises répondent, également devant les collectivités qui l'ont soutenue, de leur décision de délocalisation et de suppression de l'emploi.

482

Eau et assainissement

Transfert de compétences eau et assainissement

558. – 22 janvier 2019. – **Mme Laure de La Raudière** attire l'attention de **Mme la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales** au sujet du transfert de compétences eau et assainissement aux communautés de communes, dans le cadre de la mise en œuvre de la loi n° 2018-702 du 3 août 2018. La loi du 7 août 2015 (loi NOTRe) a attribué, à titre obligatoire, les compétences eau et assainissement aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération à compter du 1^{er} janvier 2020. Or, actuellement, la compétence « distribution d'eau » est généralement assurée directement par la commune, afin de garantir à la population un service de proximité, de dépannage et de détection des fuites rapide sur le réseau. Ce service est aussi souvent exercé par l'agent technique communal, pour 30 % ou 40 % de son temps. Si cette mesure venait à s'appliquer au sein d'une communauté de communes ou d'agglomération, cela entraînerait des difficultés au niveau de la destination des agents affectés dans chaque commune à cette tâche, mais également une baisse de la qualité de service offert aux habitants. Pour ces raisons, la mesure adoptée dans la loi NOTRe a rencontré une vive opposition de la part des élus locaux et de nombreux parlementaires. Dans ce contexte, le Gouvernement a mis en place un groupe de travail transpartisan composé de députés et de sénateurs, qui a conduit à un nouveau débat parlementaire et à un accord politique inscrit dans la loi n° 2018-702 du 3 août 2018. Cette dernière vise ainsi à aménager l'obligation du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes qui n'exercent pas, à titre optionnel ou facultatif, l'une de ces compétences, en repoussant la date au 1^{er} janvier 2026. Or il apparaît que les termes de la circulaire ministérielle Nor : INTB1822718J du 28 août 2018 portant sur l'application de la loi n° 2018-702, ne reflètent pas l'esprit de l'accord politique obtenu au Parlement. En particulier, le dispositif de minorité de blocage, par lequel les communes ont la possibilité de s'opposer à un transfert de compétences, est restreint aux « membres d'une communauté de communes n'exerçant [...] ni à titre optionnel, ni à titre facultatif, la compétence en cause, y compris partiellement ». Cette formulation vient restreindre considérablement la portée de l'aménagement prévu par la loi n° 2018-702, sachant que depuis plusieurs années, de nombreuses communes rurales avaient décidé le transfert de la compétence « production d'eau » au niveau de la communauté, souvent à la demande de l'État. Par conséquent, elle l'interroge sur les motivations qui expliquent le décalage entre la loi du 3 août 2018 et la circulaire

du 28 août 2018, ainsi que sur le fondement légal de l'interprétation jugée trop restrictive de cette dernière et ne correspondant pas à l'esprit des discussions politiques à ce sujet et à l'esprit de la loi. Elle souhaite également savoir si le Gouvernement entend revenir sur les termes de ladite circulaire, afin qu'elle reflète plus fidèlement la volonté du législateur.

Police

Manque d'OPJ dans le département de la Seine-Saint-Denis

559. – 22 janvier 2019. – **M. Jean-Christophe Lagarde** interroge **M. le ministre de l'intérieur** sur les problèmes d'effectifs en matière d'officiers de police judiciaire (OPJ) que rencontre le département de la Seine-Saint-Denis. En effet, en comparaison avec Paris, les Hauts-de-Seine et le Val-de-Marne où les OPJ représentent respectivement 16,9 %, 12,4 % et 15,2 % des effectifs de police, ceux de la Seine-Saint-Denis ne représentent que 9,4 % des effectifs. Dans le premier district de la Seine-Saint-Denis, pour pallier ce manque, les OPJ ont été regroupés le week-end à Bobigny et les jours de la semaine, entre 6 heures et 9 heures, dans un des commissariats du district. Or ce manque criant d'effectifs pose plusieurs problèmes majeurs. Premièrement, c'est la capacité même d'investigation des policiers qui est amoindrie. Avec des OPJ en effectif réduit travaillant sur un grand nombre de dossiers, le risque que des affaires soient traitées à la hâte augmente considérablement. Le risque de prescription s'accroît également dans la mesure où les dossiers qui ne présentent pas de caractère d'urgence peuvent se voir relégués au second rang ou tout simplement ne pas être étudiés. Autrement dit, c'est la réponse apportée aux victimes et aux contrevenants qui est considérablement affaiblie. De telles carences affectent de surcroît le travail et l'efficacité des polices municipales. En effet, les heures consacrées par les policiers municipaux à conduire les personnes interpellées aux OPJ à Bobigny le week-end ou dans une autre commune du district la semaine sont autant de temps qui ne sera pas dédié à des missions de prévention, de surveillance du bon ordre, de la sûreté, de la sécurité et de la salubrité publiques. Or ces missions sont fondamentales, *a fortiori* lorsqu'elles sont effectuées dans l'un des départements les plus criminogènes de France. Face à la nécessité de recruter de manière conséquente et de rendre attractive l'acquisition de la qualification d'OPJ, les différentes restructurations mises en œuvre en Seine-Saint-Denis relèvent plus du domaine du bricolage. Aussi, il l'interroge sur cette situation et le questionne sur les mesures qui seront prises afin de redonner une réelle capacité d'investigation aux OPJ et pour que les réponses apportées aux séquanodionysiennes et séquanodionysiens soient enfin à la hauteur.

483

Enseignement secondaire

Réforme des lycées et du baccalauréat

560. – 22 janvier 2019. – **M. Thierry Benoit** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse** à propos de la réforme des lycées et du baccalauréat qui risque d'exacerber les inégalités de réussite entre les lycéens de la commune de Fougères. L'une des vocations de l'école de la République est d'offrir à chaque citoyen la possibilité de dépasser la condition sociale dans laquelle il a grandi en lui prodiguant un accompagnement ainsi qu'un enseignement de qualité. Ce faisant l'éducation nationale lui donne la chance de s'émanciper intellectuellement et matériellement en multipliant ses opportunités professionnelles. Le lycée Jean Guéhenno de Fougères est un lycée d'enseignement général, technologique et professionnel, qui partage la même ambition pour ses élèves quelle que soit la voie qu'ils ont choisie. La réforme actuelle remet en question cette ambition. Actuellement, au lycée Jean Guéhenno, environ 50 % de bacheliers professionnels intègrent des BTS (en augmentation les trois dernières années). Cette intégration est favorisée par la liaison bac pro-BTS, notamment axée sur les enseignements généraux communs aux deux filières (anglais, français, mathématiques). Ce que le Gouvernement propose est la diminution du nombre d'heures d'enseignements généraux, que ce soit en CAP (- 40 %) ou en bac pro (- 20 %) et met en péril la possibilité d'accès des lycéens professionnels aux filières du supérieur, faute d'une formation suffisante au regard des exigences en BTS. Au lieu d'aider les lycéens à choisir, cette réforme leur ferme des portes et les condamne à subir, plus que choisir, une voie qui ne leur correspondait pas. Ainsi, il souhaiterait savoir comment, en diminuant drastiquement le volume horaire d'enseignement en lycée professionnel, on peut imaginer former de futurs citoyens accomplis professionnellement, particulièrement dans des bassins où de nombreux élèves sont issus de catégories socio-professionnelles défavorisées.

*Agriculture**Protéger l'agriculture gardoise contre la concurrence déloyale*

561. – 22 janvier 2019. – M. Gilbert Collard attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation sur la situation des agriculteurs du Gard et plus généralement d'Occitanie qui n'épargnent pas leurs efforts afin de concourir à la rentabilité de leurs exploitations, qui leur permet de vivre de leur labeur mais aussi d'investir. Leur principal problème, c'est le maintien de leur compétitivité, entre autres dans le secteur vitivinicole. M. le député avait déjà saisi M. le ministre, à travers deux questions écrites et le dépôt d'une proposition de loi, de la concurrence déloyale dont les agriculteurs sont victimes. Concurrence déloyale d'abord quant aux produits phytosanitaires dont sont gavés certains produits importés, alors que l'utilisation est interdite en France. Concurrence déloyale également du fait des étiquetages trompeurs de certains produits commercialisés par la grande distribution. Donc les exploitants agricoles ont vivement réagi sur un volet du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019. En effet le projet initial comportait des dispositions catastrophiques induites par la suppression des dispositifs d'exonération de charges pour les employeurs agricoles de travailleurs saisonniers. Heureusement, grâce à l'écoute de M. le ministre, ce dispositif a été graduellement atténué pour 2019, ainsi que pour 2020. Il n'en reste pas moins que le manque à gagner, d'ailleurs admis par le Gouvernement lui-même, va se chiffrer pour la seule année 2019 à 39 millions d'euros au niveau national et à 6 millions d'euros pour la région Occitanie. Comme M. le ministre le sait, l'ensemble des interprofessions souhaite que des dispositions compensatoires viennent combler ce manque à gagner : les exploitants ont besoin de vivre et d'investir. Pour ce faire, ils doivent faire face à une concurrence étrangère qui n'est pas toujours loyale. Il lui demande donc quels sont les moyens financiers compensatoires qu'il souhaite mobiliser pour renforcer la compétitivité d'un secteur clé de l'économie régionale.

*Transports routiers**Rénovation de la RN 134*

562. – 22 janvier 2019. – M. Jean Lassalle interroge Mme la ministre, auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports, sur les mesures que l'État compte mettre en œuvre pour sécuriser la RN 134 qui traverse les communes de Pau, Oloron et Urdos. En effet, depuis de nombreuses années, les habitants de ces communes vivent dans l'insécurité à cause d'un trafic routier très chargé et dangereux, entre l'Espagne et la France en passant par le tunnel du Somport par une route extrêmement difficile. Ce trafic a causé déjà de très nombreuses victimes d'accidents tragiques, ainsi qu'une pollution considérable pour les riverains comme pour la nature de la vallée d'Aspe. Au début des années quatre-vingt-dix, lors des études pour la construction du tunnel du Somport, ce dernier était absolument interdit à tous les transports, sans exclusive, de matières dangereuses. Cet argument fut décisif pour sa construction. Quelques mois plus tard, après son ouverture, malgré l'opposition farouche des élus de l'époque et au mépris de tous les engagements pris, ce tunnel fût ouvert avec l'accord de l'État aux camions transportant des matières dangereuses. Aujourd'hui, il est urgent que l'État et la région respectent leur engagement, s'investissent pleinement pour rénover et sécuriser la RN 134 entre Oloron et le Somport, pour démarrer au plus vite la construction de la déviation prévue depuis bien longtemps près de Oloron et pour mettre en place un péage pour les camions étrangers au tunnel de Somport. Il souhaiterait que le Gouvernement revoie les sommes allouées à ces travaux, confirme son engagement ferme de leur mise en œuvre urgente, ainsi que son calendrier.

2. Liste de rappel des questions écrites

publiées au Journal officiel n° 47 A.N. (Q.) du mardi 20 novembre 2018 (n°s 14268 à 14486) auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai de deux mois.

PREMIER MINISTRE

N° 14452 Mme Brigitte Liso.

ACTION ET COMPTES PUBLICS

N°s 14309 Pierre Morel-À-L'Huissier ; 14362 Mme Émilie Bonnivard.

AGRICULTURE ET ALIMENTATION

N°s 14276 Fabien Matras ; 14283 Mme Liliana Tanguy ; 14288 Jean-Noël Barrot ; 14300 Mme Bérangère Abba ; 14319 Grégory Besson-Moreau ; 14321 Patrick Hetzel ; 14385 Thibault Bazin.

COHÉSION DES TERRITOIRES ET RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

N°s 14315 Mme Claire O'Petit ; 14323 François Jolivet ; 14347 Mme Sonia Krimi ; 14361 Mme Amélia Lakrafi ; 14376 Mme Marie-France Lorho.

CULTURE

N°s 14284 Mme Sylvie Tolmont ; 14297 Bertrand Bouyx ; 14311 Mme Marie-George Buffet ; 14426 Jacques Marilossian ; 14479 Jean-François Portarrieu.

ÉCONOMIE ET FINANCES

N°s 14305 Guillaume Peltier ; 14343 Mme Françoise Dumas ; 14358 Mme Sylvie Tolmont ; 14359 Jean-Noël Barrot ; 14365 Antoine Herth ; 14366 Boris Vallaud ; 14387 Mme Sylvie Tolmont ; 14423 Vincent Descoeur ; 14424 Franck Marlin ; 14425 Hubert Wulfranc ; 14476 Éric Alauzet ; 14478 Mme Émilie Guerel.

ÉDUCATION NATIONALE ET JEUNESSE

N°s 14330 Mme Patricia Gallerneau ; 14331 Aurélien Pradié ; 14333 Mme Anne Blanc ; 14340 Pierre Person ; 14341 Cédric Roussel ; 14342 Cédric Roussel ; 14351 Alain David ; 14401 Mme Danièle Obono ; 14407 Mme Danièle Obono ; 14420 Hugues Renson.

ÉGALITÉ FEMMES HOMMES ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

N°s 14286 Mme Frédérique Meunier ; 14295 Jean-Carles Grelier ; 14346 Mme Elsa Faucillon.

EUROPE ET AFFAIRES ÉTRANGÈRES

N°s 14299 Mme Danièle Cazarian ; 14304 Louis Aliot ; 14355 Paul Molac ; 14417 Mme Anne Genetet ; 14419 Mme Danièle Obono.

INTÉRIEUR

N^{os} 14268 Mme Cendra Motin ; 14269 Ugo Bernalicis ; 14271 Mme Cendra Motin ; 14302 Rémi Delatte ; 14303 Stéphane Trompille ; 14310 Jean-Marc Zulesi ; 14317 Mme Barbara Bessot Ballot ; 14318 Mme Marine Le Pen ; 14354 Thibault Bazin ; 14356 Louis Aliot ; 14357 Pierre-Henri Dumont ; 14389 Luc Carvounas ; 14415 Christophe Naegelen ; 14458 Mme Caroline Abadie ; 14459 Hugues Renson.

JUSTICE

N^{os} 14328 Mme Marie Tamarelle-Verhaeghe ; 14345 Mme Marietta Karamanli ; 14367 Gaël Le Bohec ; 14369 Mme Danièle Obono ; 14370 Mme Anne Genetet ; 14372 Luc Carvounas ; 14416 Mme Anne Genetet.

NUMÉRIQUE

N^o 14477 Mme Valérie Petit.

PERSONNES HANDICAPÉES

N^{os} 14396 Mme Danièle Obono ; 14397 Alain David ; 14398 Mme Anne Blanc ; 14404 Loïc Dombrevail ; 14408 Cyrille Isaac-Sibille.

SOLIDARITÉS ET SANTÉ

N^{os} 14287 Mme Valérie Beauvais ; 14289 Belkhir Belhaddad ; 14291 Jean-Noël Barrot ; 14292 Mme Sylvie Tolmont ; 14294 Mme Sylvie Tolmont ; 14336 Mme Claire Pitollat ; 14337 Hubert Wulfranc ; 14338 Hervé Saulignac ; 14339 Bruno Fuchs ; 14352 Pieyre-Alexandre Anglade ; 14380 Gilles Lurton ; 14383 Jean-Pierre Door ; 14390 Mme Nathalie Bassire ; 14399 Mme Marine Le Pen ; 14400 Mme Danièle Obono ; 14406 Éric Alauzet ; 14410 Mme Laetitia Avia ; 14411 Mme Emmanuelle Fontaine-Domeizel ; 14413 Philippe Huppé ; 14414 François Ruffin ; 14432 Mme Michèle Crouzet ; 14434 Yannick Haury ; 14436 Mme Anne Blanc ; 14437 Xavier Paluszkiwicz ; 14438 Mme Audrey Dufeu Schubert ; 14442 Guillaume Vuilletet ; 14444 Bastien Lachaud ; 14445 Paul Molac ; 14447 Éric Alauzet ; 14448 Gérard Cherpion ; 14449 Mme Marielle de Sarnez ; 14450 Jean-François Portarrieu ; 14454 Mme Annie Vidal ; 14484 Mme Stéphanie Do.

TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

N^{os} 14273 Jean-Michel Jacques ; 14296 Mme Patricia Gallerneau ; 14306 Pierre Morel-À-L'Huissier ; 14316 Jean-Noël Barrot ; 14324 Jean-Yves Bony ; 14363 André Chassaigne ; 14364 Bruno Bilde ; 14371 Jean-Noël Barrot.

TRANSPORTS

N^{os} 14312 Mme Marie Guévenoux ; 14326 Grégory Besson-Moreau ; 14392 Mme Ramlati Ali ; 14395 Jean-Charles Colas-Roy ; 14439 Joël Aviragnet ; 14480 Régis Juanico ; 14481 Mme Claire O'Petit ; 14482 Fabien Gouttefarde ; 14483 Pierre Person ; 14486 Jean-Marc Zulesi.

TRAVAIL

N^{os} 14322 Jacques Marilossian ; 14334 Mme Marie-Noëlle Battistel ; 14349 Mme Valérie Beauvais ; 14428 Olivier Damaisin.

VILLE ET LOGEMENT

N^{os} 14373 Mme Élisabeth Toutut-Picard ; 14374 Mme Emmanuelle Anthoine ; 14375 Mme Valérie Petit ; 14377 Jean-Noël Barrot ; 14378 Robin Reda ; 14403 Mme Marielle de Sarnez.

3. Liste des questions écrites signalées

*Questions écrites auxquelles une réponse doit être apportée au plus tard
le jeudi 31 janvier 2019*

N^{os} 828 de M. Guillaume Larrivé ; 4904 de M. Fabien Gouttefarde ; 8744 de M. Pierre Dharréville ; 9293 de M. Sylvain Brial ; 11246 de M. Jimmy Pahun ; 11441 de M. Jean-Luc Warsmann ; 11544 de M. Stéphane Peu ; 11609 de M. Fabien Gouttefarde ; 12509 de Mme Laurence Vichnievsky ; 13259 de M. Jean-Christophe Lagarde ; 13420 de M. Olivier Falorni ; 14263 de Mme Valérie Beauvais ; 14324 de M. Jean-Yves Bony ; 14354 de M. Thibault Bazin ; 14406 de M. Éric Alauzet ; 14417 de Mme Anne Genetet ; 14420 de M. Hugues Renson ; 14428 de M. Olivier Damaisin ; 14434 de M. Yannick Haury ; 14436 de Mme Anne Blanc ; 14437 de M. Xavier Paluszkiwicz ; 14438 de Mme Audrey Dufeu Schubert.

4. Questions écrites

INDEX ALPHABÉTIQUE DES AUTEURS DE QUESTIONS

A

Alauzet (Éric) : 15952, Justice (p. 543) ; 16016, Solidarités et santé (p. 553).

Aliot (Louis) : 16166, Transports (p. 572).

Aubert (Julien) : 16069, Intérieur (p. 537).

B

Baichère (Didier) : 16001, Personnes handicapées (p. 546).

Balanant (Erwan) : 16111, Europe et affaires étrangères (p. 534).

Barrot (Jean-Noël) : 15981, Armées (p. 522) ; 16035, Économie et finances (p. 527) ; 16075, Solidarités et santé (p. 556) ; 16160, Action et comptes publics (p. 514).

Bazin (Thibault) : 15982, Action et comptes publics (p. 509) ; 16109, Europe et affaires étrangères (p. 534).

Beaudouin-Hubiere (Sophie) Mme : 16107, Économie et finances (p. 528).

Beauvais (Valérie) Mme : 15953, Agriculture et alimentation (p. 518) ; 16154, Intérieur (p. 543).

Belhaddad (Belkhir) : 16094, Éducation nationale et jeunesse (p. 533) ; 16122, Travail (p. 577) ; 16136, Solidarités et santé (p. 564).

Bello (Huguette) Mme : 16048, Solidarités et santé (p. 555).

Berta (Philippe) : 16169, Travail (p. 578).

Biémouret (Gisèle) Mme : 16147, Intérieur (p. 542).

Bonnivard (Émilie) Mme : 16047, Solidarités et santé (p. 555).

Bony (Jean-Yves) : 16129, Solidarités et santé (p. 562).

Boyer (Valérie) Mme : 15976, Culture (p. 524).

Brial (Sylvain) : 16073, Outre-mer (p. 546).

Bricout (Guy) : 16034, Action et comptes publics (p. 512).

Brochand (Bernard) : 16086, Travail (p. 575).

Brulebois (Danielle) Mme : 15991, Transition écologique et solidaire (p. 567).

Brun (Fabrice) : 16042, Action et comptes publics (p. 513).

Bruneel (Alain) : 15989, Économie et finances (p. 525).

C

Cattelot (Anne-Laure) Mme : 15967, Action et comptes publics (p. 508).

Cazarian (Danièle) Mme : 16110, Europe et affaires étrangères (p. 534).

Cazeneuve (Jean-René) : 15986, Agriculture et alimentation (p. 520).

Cazenove (Sébastien) : 16024, Économie et finances (p. 526).

Chenu (Sébastien) : 16038, Action et comptes publics (p. 512).

Christophe (Paul) : 16123, Ville et logement (p. 579) ; 16135, Solidarités et santé (p. 563).

Cinieri (Dino) : 16091, Personnes handicapées (p. 550) ; 16096, Solidarités et santé (p. 559).

Cordier (Pierre) : 16081, Personnes handicapées (p. 547).

D

Dalloz (Marie-Christine) Mme : 15972, Action et comptes publics (p. 508).

David (Alain) : 15975, Transition écologique et solidaire (p. 566) ; 16020, Économie et finances (p. 526).

Deflesselles (Bernard) : 16145, Intérieur (p. 541).

Delatte (Marc) : 16017, Solidarités et santé (p. 553) ; 16083, Personnes handicapées (p. 548).

Dumont (Laurence) Mme : 16066, Égalité femmes hommes et lutte contre les discriminations (p. 533).

Dupont-Aignan (Nicolas) : 16008, Premier ministre (p. 504) ; 16104, Intérieur (p. 540).

E

El Haïry (Sarah) Mme : 16082, Personnes handicapées (p. 548).

Eliaou (Jean-François) : 16171, Cohésion des territoires et relations avec les collectivités territoriales (p. 523).

Evrard (José) : 16112, Économie et finances (p. 528).

F

Fiat (Caroline) Mme : 16103, Intérieur (p. 539) ; 16117, Solidarités et santé (p. 561).

Folliot (Philippe) : 16108, Transition écologique et solidaire (p. 569).

Fontenel-Personne (Pascale) Mme : 16078, Travail (p. 575).

Freschi (Alexandre) : 16076, Solidarités et santé (p. 557).

Fuchs (Bruno) : 16014, Intérieur (p. 535).

Furst (Laurent) : 16006, Action et comptes publics (p. 510) ; 16155, Action et comptes publics (p. 514).

G

Gaillard (Olivier) : 15971, Agriculture et alimentation (p. 519) ; 15992, Transition écologique et solidaire (p. 568).

Garcia (Laurent) : 16077, Solidarités et santé (p. 557) ; 16088, Travail (p. 576).

Giraud (Joël) : 15999, Éducation nationale et jeunesse (p. 531) ; 16152, Intérieur (p. 542).

Goasguen (Claude) : 15995, Éducation nationale et jeunesse (p. 530).

Grelier (Jean-Carles) : 16015, Solidarités et santé (p. 553) ; 16090, Solidarités et santé (p. 558).

Guerel (Émilie) Mme : 15950, Transition écologique et solidaire (p. 565) ; 15954, Agriculture et alimentation (p. 519) ; 16074, Solidarités et santé (p. 556) ; 16095, Solidarités et santé (p. 559) ; 16140, Intérieur (p. 540) ; 16144, Intérieur (p. 541).

H

Hetzel (Patrick) : 16037, Action et comptes publics (p. 512).

Houbron (Dimitri) : 15949, Agriculture et alimentation (p. 518) ; 16105, Intérieur (p. 540).

Houlié (Sacha) : 16003, Éducation nationale et jeunesse (p. 532) ; 16106, Économie et finances (p. 527).

I

Isaac-Sibille (Cyrille) : 16027, Transition écologique et solidaire (p. 569).

J

Jacob (Christian) : 15959, Solidarités et santé (p. 551).

Jerretie (Christophe) : 15960, Solidarités et santé (p. 551) ; 15961, Solidarités et santé (p. 551) ; 16084, Personnes handicapées (p. 549) ; 16092, Éducation nationale et jeunesse (p. 532) ; 16150, Transition écologique et solidaire (p. 570).

Josso (Sandrine) Mme : 15956, Transition écologique et solidaire (p. 565) ; 16023, Action et comptes publics (p. 511) ; 16032, Action et comptes publics (p. 512) ; 16087, Travail (p. 575) ; 16137, Solidarités et santé (p. 564) ; 16158, Numérique (p. 546).

K

Karamanli (Marietta) Mme : 16025, Solidarités et santé (p. 554) ; 16026, Action et comptes publics (p. 511) ; 16118, Solidarités et santé (p. 561) ; 16120, Solidarités et santé (p. 562).

Krimi (Sonia) Mme : 15946, Agriculture et alimentation (p. 517) ; 16153, Transports (p. 572).

Kuster (Brigitte) Mme : 15983, Justice (p. 544).

L

Lacroute (Valérie) Mme : 16102, Intérieur (p. 539).

Lainé (Fabien) : 15941, Action et comptes publics (p. 508).

Larsonneur (Jean-Charles) : 15996, Éducation nationale et jeunesse (p. 530) ; 16068, Intérieur (p. 536).

Lassalle (Jean) : 16022, Action et comptes publics (p. 510) ; 16067, Intérieur (p. 536).

Lasserre-David (Florence) Mme : 16028, Action et comptes publics (p. 511).

Lazaar (Fiona) Mme : 16157, Action et comptes publics (p. 514).

Le Fur (Marc) : 15947, Agriculture et alimentation (p. 517).

Le Gac (Didier) : 16128, Action et comptes publics (p. 513).

Le Pen (Marine) Mme : 16049, Solidarités et santé (p. 555) ; 16051, Économie et finances (p. 527).

Lorho (Marie-France) Mme : 16040, Action et comptes publics (M. le SE auprès du ministre) (p. 515).

Lorion (David) : 16029, Action et comptes publics (p. 511) ; 16114, Solidarités et santé (p. 560).

Lurton (Gilles) : 15955, Affaires européennes (p. 516).

M

Marilossian (Jacques) : 16036, Solidarités et santé (p. 554).

Marlin (Franck) : 16130, Agriculture et alimentation (p. 521) ; 16131, Agriculture et alimentation (p. 521) ; 16132, Agriculture et alimentation (p. 521) ; 16133, Agriculture et alimentation (p. 521).

Matras (Fabien) : 16127, Travail (p. 577).

Mauborgne (Sereine) Mme : 16125, Transition écologique et solidaire (p. 570).

Melchior (Graziella) Mme : 16045, Justice (p. 545).

Mélenchon (Jean-Luc) : 15945, Agriculture et alimentation (p. 516) ; 16000, Éducation nationale et jeunesse (p. 531).

Millienne (Bruno) : 15979, Transition écologique et solidaire (Mme Poirson, SE auprès du ministre d'État) (p. 571).

Morel-À-L'Huissier (Pierre) : 15942, Europe et affaires étrangères (p. 533) ; 16002, Éducation nationale et jeunesse (p. 531) ; 16039, Action et comptes publics (p. 512).

Muschotti (Cécile) Mme : 16124, Culture (p. 524).

N

Nadot (Sébastien) : 16146, Intérieur (p. 542).

Naegelen (Christophe) : 16031, Transition écologique et solidaire (p. 569).

Nury (Jérôme) : 16121, Travail (p. 576).

O

Oppelt (Valérie) Mme : 16119, Solidarités et santé (p. 562).

P

Paluszkiwicz (Xavier) : 16089, Personnes handicapées (p. 549).

Pancher (Bertrand) : 15948, Agriculture et alimentation (p. 518).

Panonacle (Sophie) Mme : 16167, Transports (p. 573).

Parigi (Jean-François) : 16113, Transition écologique et solidaire (p. 569).

Pau-Langevin (George) Mme : 16115, Solidarités et santé (p. 560).

Perrut (Bernard) : 16065, Numérique (p. 545) ; 16141, Intérieur (p. 541).

Person (Pierre) : 16030, Économie et finances (p. 526).

Petel (Anne-Laurence) Mme : 16098, Intérieur (p. 538).

Peu (Stéphane) : 15997, Éducation nationale et jeunesse (p. 530) ; 16005, Solidarités et santé (p. 552) ; 16080, Éducation nationale et jeunesse (p. 532).

Pichereau (Damien) : 15964, Solidarités et santé (p. 552) ; 15987, Travail (p. 574) ; 15988, Travail (p. 574).

Pires Beaune (Christine) Mme : 16004, Solidarités et santé (p. 552) ; 16007, Premier ministre (p. 504) ; 16009, Premier ministre (p. 504) ; 16013, Premier ministre (p. 505) ; 16052, Premier ministre (p. 505) ; 16053, Premier ministre (p. 506) ; 16054, Premier ministre (p. 506) ; 16055, Premier ministre (p. 506) ; 16056, Premier ministre (p. 506) ; 16057, Premier ministre (p. 506) ; 16058, Premier ministre (p. 506) ; 16059, Premier ministre (p. 507) ; 16060, Premier ministre (p. 507) ; 16061, Premier ministre (p. 507) ; 16062, Premier ministre (p. 507) ; 16063, Premier ministre (p. 507) ; 16064, Premier ministre (p. 507) ; 16134, Solidarités et santé (p. 563) ; 16156, Solidarités et santé (p. 564) ; 16164, Transports (p. 572).

Pompili (Barbara) Mme : 15994, Transition écologique et solidaire (p. 568).

Portarrieu (Jean-François) : 16163, Travail (p. 578).

Potier (Dominique) : 15943, Agriculture et alimentation (p. 516) ; 15990, Transition écologique et solidaire (p. 567) ; 16043, Agriculture et alimentation (p. 521) ; 16116, Solidarités et santé (p. 560).

Poulliat (Éric) : 16019, Action et comptes publics (M. le SE auprès du ministre) (p. 515) ; 16050, Action et comptes publics (M. le SE auprès du ministre) (p. 515) ; 16159, Justice (p. 545).

Pradié (Aurélien) : 16149, Transports (p. 571).

Q

Quentin (Didier) : 16033, Action et comptes publics (p. 512).

R

Rabault (Valérie) Mme : 16018, Cohésion des territoires et relations avec les collectivités territoriales (p. 522) ; 16085, Solidarités et santé (p. 558).

Ramassamy (Nadia) Mme : 16072, Solidarités et santé (p. 556).

Rebeyrotte (Rémy) : 15969, Agriculture et alimentation (p. 519).

Reda (Robin) : 16165, Économie et finances (p. 529).

Reiss (Frédéric) : 15998, Éducation nationale et jeunesse (p. 531).

Riotton (Véronique) Mme : 16151, Transports (p. 572).

Rist (Stéphanie) Mme : 16142, Intérieur (p. 541).

Roseren (Xavier) : 16126, Solidarités et santé (p. 562).

Rossi (Laurianne) Mme : 16168, Transports (p. 574).

Roussel (Fabien) : 16079, Personnes handicapées (p. 547).

Rubin (Sabine) Mme : 16010, Premier ministre (p. 504).

S

Saddier (Martial) : 15974, Action et comptes publics (p. 509) ; 16162, Économie et finances (p. 528).

Sarnez (Marielle de) Mme : 15968, Économie et finances (p. 525) ; 15993, Transition écologique et solidaire (p. 568).

Saulignac (Hervé) : 15965, Transition écologique et solidaire (p. 566).

Schellenberger (Raphaël) : 16093, Travail (p. 576).

Sermier (Jean-Marie) : 15984, Cohésion des territoires et relations avec les collectivités territoriales (p. 522).

Serva (Olivier) : 16071, Action et comptes publics (p. 513).

T

Tabarot (Michèle) Mme : 16139, Solidarités et santé (p. 564).

Tanguy (Liliana) Mme : 16170, Économie et finances (p. 529).

Teissier (Guy) : 16046, Ville et logement (p. 578) ; 16148, Intérieur (p. 542).

Testé (Stéphane) : 15966, Transition écologique et solidaire (p. 566) ; 15980, Transition écologique et solidaire (p. 566) ; 16143, Intérieur (p. 541) ; 16161, Intérieur (p. 543).

Thiériot (Jean-Louis) : 15977, Intérieur (p. 535) ; 16101, Intérieur (p. 539).

Thill (Agnès) Mme : 16044, Justice (p. 544) ; 16097, Solidarités et santé (p. 559).

U

Untermaier (Cécile) Mme : 15978, Justice (p. 544).

V

Valentin (Isabelle) Mme : 16011, Premier ministre (p. 505).

Viala (Arnaud) : 15963, Culture (p. 523).

Victory (Michèle) Mme : 15958, Solidarités et santé (p. 550) ; 15962, Intérieur (p. 535).

Villani (Cédric) : 15951, Transition écologique et solidaire (p. 565) ; 15985, Égalité femmes hommes et lutte contre les discriminations (p. 533) ; 16021, Action et comptes publics (p. 510) ; 16099, Intérieur (p. 538).

W

Warsmann (Jean-Luc) : 15944, Agriculture et alimentation (p. 516) ; 15957, Solidarités et santé (p. 550) ; 15970, Agriculture et alimentation (p. 519) ; 16012, Intérieur (p. 535) ; 16100, Intérieur (p. 539) ; 16138, Solidarités et santé (p. 564).

Wulfranc (Hubert) : 16070, Intérieur (p. 537).

Z

Zumkeller (Michel) : 15973, Action et comptes publics (p. 509) ; **16041**, Action et comptes publics (p. 513).

INDEX ANALYTIQUE DES QUESTIONS POSÉES

A

Administration

Fonctionnement de l'ANTS, 15941 (p. 508) ;

Passeports diplomatiques - Octroi, utilisation, bénéficiaires, 15942 (p. 533).

Agriculture

Accès au droit au RSA pour les agriculteurs, 15943 (p. 516) ;

Difficultés des agriculteurs, 15944 (p. 516) ;

Importation de soja américain sur le territoire de l'Union européenne, 15945 (p. 516) ;

Plan de soutien à la culture des carottes de Créances, 15946 (p. 517) ;

Préoccupations des coopératives agricoles sur les ordonnances EGALIM, 15947 (p. 517) ;

Projets d'ordonnances - Projet de loi EGALIM, 15948 (p. 518) ;

Réforme PAC 2015-2020 et critères d'accès au « ticket d'entrée », 15949 (p. 518).

Animaux

Amélioration de la gestion des animaux issus du trafic saisis en France, 15950 (p. 565) ;

Bien-être animal, 15951 (p. 565) ;

Mise en place d'une amende forfaitaire en cas de maltraitance animale, 15952 (p. 543) ;

Peste porcine, 15953 (p. 518) ;

Stérilisation obligatoire de tous les chats en France, 15954 (p. 519).

Aquaculture et pêche professionnelle

Pêche en eaux territoriales britanniques, 15955 (p. 516) ;

Pisciculture - Prolifération des oiseaux piscivores, 15956 (p. 565).

Assurance complémentaire

Augmentation des cotisations de complémentaires santé, 15957 (p. 550).

Assurance maladie maternité

100% santé, 15961 (p. 551) ;

L'instabilité des ressources des prestataires de santé à domicile, 15958 (p. 550) ;

Régime minier, 15959 (p. 551) ;

Remboursement de l'homéopathie, 15960 (p. 551).

Assurances

Tripliquata en cas d'accident corporel de la circulation, 15962 (p. 535).

Audiovisuel et communication

Réforme de l'audiovisuel public, 15963 (p. 523) ;

Remboursements différenciés, 15964 (p. 552).

Automobiles

Contrôle technique des véhicules particuliers, 15965 (p. 566) ;

Versement de la prime à la conversion, 15966 (p. 566).

B

Banques et établissements financiers

Frais de succession liés à la clôture d'un compte bancaire, 15967 (p. 508) ;

Suppression des distributeurs de billets en zone rurale, 15968 (p. 525).

Bois et forêts

Abondement du fonds stratégique forêt-bois, 15969 (p. 519) ;

Attaques de scolytes dans les forêts du Grand Est et de Bourgogne-Franche-Comté, 15970 (p. 519) ;

Encaissement par l'ONF des recettes des ventes de bois des communes, 15971 (p. 519) ;

Ordonnances EGALIM - Taxe défrichement, 15972 (p. 508) ;

Utilisation de l'intégralité des recettes de la « taxe défrichement », 15973 (p. 509) ;

Utilisation des fonds de la taxe défrichement, 15974 (p. 509).

C

Chasse et pêche

Pour l'interdiction de la chasse à la glu, 15975 (p. 566).

Commerce et artisanat

Pour la protection du savoir-faire des santonniers provençaux, 15976 (p. 524).

Crimes, délits et contraventions

Règles en vigueur en matière de course poursuite et d'auteurs de rodéos, 15977 (p. 535).

D

Déchéances et incapacités

Réforme dispositif financement des mandataires judiciaires - Majeurs protégés, 15978 (p. 544).

Déchets

Lutte contre le gaspillage industriel et pour une économie circulaire ambitieuse, 15979 (p. 571) ;

Recyclage des téléphones mobiles, 15980 (p. 566).

Défense

Personnels civils de recrutement local, 15981 (p. 522).

Donations et successions

Abus de droit - Démembrement de propriété, 15982 (p. 509).

Droits fondamentaux

Blocage du site antisémite « Démocratie participative », 15983 (p. 544).

E

Eau et assainissement

Mise en œuvre de la loi du 3 août 2018, 15984 (p. 522).

Égalité des sexes et parité

Manque de parité au sein des cabinets ministériels, 15985 (p. 533).

Élevage

Indication d'origine du foie gras de canard et d'oie, 15986 (p. 520).

Emploi et activité

Allocation de solidarité spécifique et SIAE, 15987 (p. 574) ;

Expérimentation de la PSDE, 15988 (p. 574) ;

Nokia- Pognon de dingue pour les actionnaires, licenciements pour les salariés., 15989 (p. 525).

Énergie et carburants

Certificats d'économie d'énergie, 15990 (p. 567) ;

Chèque énergie bois de chauffage, 15991 (p. 567) ;

Poses forcées de compteurs Linky, 15992 (p. 568) ;

Risque de « blackout » du réseau européen d'électricité, 15993 (p. 568) ;

Utilisation du chèque énergie, 15994 (p. 568).

Enseignement

Enseignement à distance, 15995 (p. 530) ;

Instruction à domicile, 15996 (p. 530) ;

Le Cnesco, outil d'évaluation des politiques éducatives efficace et indépendant, 15997 (p. 530) ;

Recrutement enseignants filière bilingue, 15998 (p. 531).

Enseignement maternel et primaire

La situation des ex-instituteurs, 15999 (p. 531) ;

Situation des écoles marseillaises, 16000 (p. 531).

Enseignement secondaire

Enseignement de la LSF et réforme du baccalauréat, 16001 (p. 546) ;

Enseignement des matières scientifiques au lycée - Mathématiques, 16002 (p. 531) ;

Options facultatives du baccalauréat, 16003 (p. 532).

Établissements de santé

Centre dentaire, 16004 (p. 552) ;

Statut de centre de référence du syndrome de Prader-Willi de l'hôpital d'Hendaye, 16005 (p. 552).

État

Avantages matériels ou en nature des anciens ministres, 16006 (p. 510) ;
Charte de déontologie, 16007 (p. 504) ;
Conformité de la rémunération de la présidente du CNDP, 16008 (p. 504) ;
Effectifs du secrétariat général de l'Élysée, 16009 (p. 504) ;
Grand débat : garantir la sincérité et la transparence, 16010 (p. 504) ;
Les cahiers de doléances ouverts en mairie suite au mouvement des Gilets jaunes, 16011 (p. 505) ;
Optimisation des dépenses des AAI et API et mutualisation de leurs moyens, 16012 (p. 535) ;
Sondage de la présidence de la République, 16013 (p. 505).

Étrangers

Rupture des droits sociaux pour les étrangers malades, 16014 (p. 535).

F

Famille

Baisse de la natalité, 16015 (p. 553) ;
Versement des prestations sociales et prime d'activité en cas de garde alternée, 16016 (p. 553).

Fonction publique hospitalière

Heures supplémentaires - Fonction publique hospitalière, 16017 (p. 553).

Fonction publique territoriale

Extension du RIFSEEP aux adjoints techniques territoriaux d'enseignement, 16018 (p. 522) ;
Fonction publique territoriale - Délai de prévenance, 16019 (p. 515).

Fonctionnaires et agents publics

Indemnité de résidence affectée aux fonctionnaires, 16020 (p. 526) ;
Quelles solutions pour les agents de la fonction publique sans affectation, 16021 (p. 510).

I

Impôt de solidarité sur la fortune

L'impact de la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), 16022 (p. 510).

Impôt sur le revenu

Imposition des pensions alimentaires, 16023 (p. 511) ;
Le prélèvement à la source des pensions de retraite, 16024 (p. 526) ;
Prélèvement à la source - Information des retraités, 16025 (p. 554) ;
Prélèvement à la source - Situation des congés parentaux, 16026 (p. 511).

Impôts et taxes

Alternative aux véhicules de chantiers gazoil, 16027 (p. 569) ;
Chiffres de l'expatriation fiscale, 16028 (p. 511) ;

Évaluation de l'expatriation fiscale depuis 1988 et son coût pour les finances, **16029** (p. 511) ;
Évaluation des baisses de cotisations sociales et effets (emploi, compétitivité), **16030** (p. 526) ;
Éxonération de TICPE pour les transporteurs routiers, **16031** (p. 569) ;
Expatriation fiscale, **16032** (p. 512) ; **16033** (p. 512) ; **16034** (p. 512) ;
Fiscalité prime exceptionnelle, **16035** (p. 527) ;
Hausse de la CSG sur les rentes conjoint, éducation et orphelin, **16036** (p. 554) ;
Impact budgétaire de l'expatriation fiscale, **16037** (p. 512) ;
Incidence de l'expatriation fiscale sur les finances publiques, **16038** (p. 512) ;
ISF - Impact négatif sur les finances publiques, **16039** (p. 512) ;
Les impacts de l'ISF sur l'économie nationale depuis 1988, **16040** (p. 515) ;
Nombre d'expatriations fiscales et montant de la perte globale pour les finances, **16041** (p. 513) ;
Pérénisation du gel de la hausse sur les carburants, **16042** (p. 513) ;
Remboursement du TICPE sur les GNR pour les entreprises agricoles en difficulté, **16043** (p. 521).

J

Justice

Accompagnement victimes par un avocat lors du dépôt de plainte, **16044** (p. 544) ;
Meilleur remboursement des frais kilométriques des conciliateurs de justice, **16045** (p. 545).

L

Logement

Logement - Critères d'attribution de logements sociaux, **16046** (p. 578).

M

Maladies

Fibromyalgie, **16047** (p. 555) ;
Mesures préventives contre une épidémie de rougeole à la Réunion, **16048** (p. 555) ;
Prise en charge de la maladie de Lyme, **16049** (p. 555).

Marchés publics

Centres de gestion de la fonction publique territoriale - Appels d'offres, **16050** (p. 515).

Matières premières

Marché de l'or à Paris, **16051** (p. 527).

Ministères et secrétariats d'État

Charte de déontologie, **16052** (p. 505) ;
Circulaires sur le travail gouvernemental, **16053** (p. 506) ;
Cumul des mandats, **16054** (p. 506) ;
Effectifs des cabinets ministériels, **16055** (p. 506) ;

Frais de représentation des membres du gouvernement, 16056 (p. 506) ;
Logements des membres du Gouvernement, 16057 (p. 506) ;
Marchés publics du cabinet du Premier ministre, 16058 (p. 506) ;
Missions confiées à des personnalités extérieures au Gouvernement, 16059 (p. 507) ;
Pantouflage des membres de cabinet, 16060 (p. 507) ;
Promotions des membres de cabinets, 16061 (p. 507) ;
Règles applicables à la fonction de membre du Gouvernement, 16062 (p. 507) ;
Sondage du Premier ministre, 16063 (p. 507) ;
Subventions aux think tanks, 16064 (p. 507).

N

Numérique

Dématérialisation et les inégalités d'accès aux services publics, 16065 (p. 545).

O

Ordre public

Information des députés - Loi relative à la lutte contre le système prostitution, 16066 (p. 533) ;
L'usage des lanceurs de balles de défense (LBD), 16067 (p. 536) ;
Maintien de l'ordre - Lanceur de balles de défense, 16068 (p. 536) ;
Nombre de blessés recensés depuis le début du mouvement des « Gilets jaunes », 16069 (p. 537) ;
Sécurité publique - Usage disproportionné de la force dans les manifestations, 16070 (p. 537).

Outre-mer

Application de la taxe sur les passagers maritime à Marie-Galante, 16071 (p. 513) ;
Insuffisance de l'offre de soins à La Réunion, 16072 (p. 556) ;
Retard des travailleurs imputables aux aléas du transport, 16073 (p. 546).

P

Personnes âgées

Améliorer la santé visuelle des personnes âgées en perte d'autonomie, 16074 (p. 556) ;
Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), 16075 (p. 556) ;
Maintien à domicile - Tarification des SAAD, 16076 (p. 557) ;
Santé oculaire des personnes âgées en perte d'autonomie, 16077 (p. 557).

Personnes handicapées

Conséquences de la réforme de l'OETH, 16078 (p. 575) ;
Conséquences de la réforme de l'OETH sur les ESAT, EA et TIH, 16079 (p. 547) ;
Demande de réouverture de classes spécialisées pour enfants sourds, 16080 (p. 532) ;
Emploi des personnes en situation de handicap et réforme de l'OETH, 16081 (p. 547) ;
Impact de la loi « avenir professionnel » sur les personnes handicapées, 16082 (p. 548) ;

Inclusion, 16083 (p. 548) ;
Minimum contributif, 16084 (p. 549) ;
Prise en charge du transport d'enfants porteurs de handicap en Sessad, 16085 (p. 558) ;
Réforme de l'emploi des personnes handicapées, 16086 (p. 575) ;
Réforme de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés, 16087 (p. 575) ;
Réforme de l'obligation d'emploi des personnes handicapées, 16088 (p. 576) ;
Réforme de l'OETH, 16089 (p. 549) ; 16090 (p. 558) ;
Réforme de l'OETH, emploi des personnes en situation de handicap, 16091 (p. 550) ;
Situation des AESH, 16092 (p. 532) ;
Travailleurs en situation de handicap, 16093 (p. 576) ;
ULIS - AESH - Indemnisation pour mission de coordination et de synthèse, 16094 (p. 533).

Pharmacie et médicaments

Augmentation de prescriptions de psychostimulants aux enfants dits hyperactifs, 16095 (p. 559) ;
Dépistage du déficit en DPD, traitement anti-cancer, médicament 5-FU, 16096 (p. 559) ;
Psychostimulants aux enfants hyperactifs, 16097 (p. 559).

Police

Astreintes judiciaires sur le commissariat de police à Aix-en-Provence, 16098 (p. 538) ;
Avantage spécifique d'ancienneté pour les policiers d'Île de France, 16099 (p. 538) ;
Construction d'un commissariat à Sedan, 16100 (p. 539) ;
Date de livraison des véhicules Skoda Octavia aux brigades anticriminalité, 16101 (p. 539) ;
Les polices municipales en attente du décret d'utilisation des caméras mobiles, 16102 (p. 539) ;
Primes aux forces de l'ordre : réalité et rumeurs, 16103 (p. 539) ;
Situation des personnels de la police scientifique et technique, 16104 (p. 540) ;
Statut des personnels de la police technique et scientifique, 16105 (p. 540).

Politique économique

Baisses de cotisations sociales pour les salaires supérieurs à 1,6 SMIC, 16106 (p. 527) ;
Politique de baisses de cotisations sociales pour salaires supérieurs à 1,6 SMIC, 16107 (p. 528).

Politique extérieure

Chasse à la baleine, 16108 (p. 569) ;
Chrétiens d'Orient - Rapport Personnaz, 16109 (p. 534) ;
Crise humanitaire au Venezuela, 16110 (p. 534) ;
Négociations en vue d'obtenir l'interdiction de la chasse à la baleine, 16111 (p. 534).

Presse et livres

Presse numérique et financement public, 16112 (p. 528).

Produits dangereux

TERZEO, 16113 (p. 569).

Professions de santé

Avenir des PADHUE dans le système sanitaire français, 16114 (p. 560) ;
Diminution préoccupante du nombre de gynécologues médicaux, 16115 (p. 560) ;
Infirmiers, 16116 (p. 560) ;
Passerelles aide-soignant infirmier d'État, 16117 (p. 561) ;
Situation des médecins retraités reprenant une activité, 16118 (p. 561) ;
Statut des chiropracteurs, 16119 (p. 562) ;
Zone franche installation médecins, 16120 (p. 562).

Professions et activités sociales

Assistants maternelles - Maintien du cumul emploi-chômage pour activité réduite, 16121 (p. 576).

Professions judiciaires et juridiques

Sous-traitance et obligation d'emploi des travailleurs handicapés, 16122 (p. 577).

Propriété

Résidence en jouissance à temps partagé, 16123 (p. 579).

Propriété intellectuelle

Rémunération des artistes-interprètes, 16124 (p. 524).

Publicité

Réintroduction des préenseignes pour la restauration et l'hôtellerie, 16125 (p. 570).

R

Retraites : fonctionnaires civils et militaires

Retraite - Temps partiel, 16126 (p. 562).

Retraites : généralités

Retraite et dispositif carrière longue pour les objecteurs de conscience, 16127 (p. 577).

Retraites : régime agricole

Niveau de pension des retraites agricoles, 16128 (p. 513) ;
Retraites agricoles, 16129 (p. 562) ;
Situation - Retraités agricoles, 16130 (p. 521) ; 16131 (p. 521) ;
Situation des retraités agricoles - Pension minimale à 85% du SMIC, 16132 (p. 521) ;
Situation des retraités agricoles - Revalorisation de leurs retraites, 16133 (p. 521).

S

Sang et organes humains

Avenir et financement du laboratoire du fractionnement et des biotechnologies, 16134 (p. 563).

Santé

Cannabis à usage thérapeutique, 16135 (p. 563) ;

Code de la santé publique - reconnaissance d'une spécialité chirurgicale, 16136 (p. 564) ;

Dossier médical partagé, 16137 (p. 564) ;

Installation d'un nouveau scanner au centre hospitalier de Sedan, 16138 (p. 564) ;

Victimes du distillbène - Reconnaissance d'un statut spécifique, 16139 (p. 564).

Sécurité des biens et des personnes

Agressions à l'encontre des sapeurs-pompiers, 16140 (p. 540) ;

Augmentation des agressions de sapeurs-pompiers, 16141 (p. 541) ;

Décret d'application sur la gratuité des péages pour les véhicules des SDIS, 16142 (p. 541) ;

Païement des péages autoroutiers par les véhicules de secours, 16143 (p. 541) ;

Prévention face au « Bird Box Challenge », 16144 (p. 541) ;

Sapeurs-pompiers volontaires - Arrêt « Matzak » CJUE, 16145 (p. 541) ;

Situation au centre de rétention administratif de Cornebarrieu, 16146 (p. 542) ;

Statut sapeurs-pompiers volontaires - Directive européenne, 16147 (p. 542) ;

Voitures brûlées - Saint Sylvestre, 16148 (p. 542).

Sécurité routière

Auto-écoles indépendantes, 16149 (p. 571) ;

Examen du permis de conduire, 16150 (p. 570) ;

Forfait post-stationnement (FPS), 16151 (p. 572) ;

L'usage du triplicata dans les commissariats de police et dans les gendarmeries, 16152 (p. 542) ;

Permis de conduire - Enseignement de la conduite - Cours collectifs, 16153 (p. 572) ;

Procès-verbal - Triplicata, 16154 (p. 543).

Sécurité sociale

Contrôle et étendue de la fraude sociale à l'étranger, 16155 (p. 514) ;

Régime social des mineurs, 16156 (p. 564).

Services à la personne

Versement d'une prime exceptionnelle par les particuliers employeurs, 16157 (p. 514).

Services publics

Difficultés d'accès aux outils numériques, 16158 (p. 546).

T

Taxe sur la valeur ajoutée

Expertises médicales destinées à la justice - Honoraires - TVA applicable, 16159 (p. 545) ;

Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), 16160 (p. 514).

Taxis

Lutte contre les faux taxis devant les aéroports parisiens, 16161 (p. 543).

Tourisme et loisirs

Article L. 211-2 du code du tourisme - Prestation de voyage lié, 16162 (p. 528) ;

Création d'une branche professionnelle plein air, loisirs actifs et nautique, 16163 (p. 578).

Transports

Lignes de car Ouibus en région Bretagne, 16164 (p. 572) ;

Recouvrement des amendes liées à la fraude dans les transports en commun, 16165 (p. 529).

Transports aériens

Diminution du nombre de lignes aériennes Hop ! à Perpignan, 16166 (p. 572).

Transports par eau

Organisation et représentation de la batellerie artisanale, 16167 (p. 573).

Transports urbains

Inégalités d'attribution et de tarification du forfait Améthyste, 16168 (p. 574).

Travail

Activités sociales et culturelles pour salariés TPE-PME, 16169 (p. 578).

503

U

Union européenne

Le filtrage des investissements directs étrangers (IDE) dans l'UE, 16170 (p. 529).

Urbanisme

Frais d'autorisation d'urbanisme, 16171 (p. 523).

Questions écrites

PREMIER MINISTRE

État

Charte de déontologie

16007. – 22 janvier 2019. – **Mme Christine Pires Beaune** interroge **M. le Premier ministre** sur la charte de déontologie des collaborateurs du président de la République. Le 19 décembre 2014 était adoptée une charte de déontologie des collaborateurs de l'Élysée. Le 18 juillet 2018, le quotidien *Le Monde* révélait les agissements de M. Benalla. Elle interroge M. le Premier ministre sur le fait de savoir si la charte de déontologie des collaborateurs mise en place par le président François Hollande était encore en vigueur au moment des faits commis par M. Benalla et, dans l'hypothèse où elle ne n'était plus, si M. le Président de la République entend remettre en vigueur cette charte.

État

Conformité de la rémunération de la présidente du CNDP

16008. – 22 janvier 2019. – **M. Nicolas Dupont-Aignan** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** sur la conformité de la rémunération de la fonction de présidente de la Commission nationale du débat public (CNDP) aux textes qui l'encadrent. Mme Chantal Jouanno a été nommée à la tête de cette commission par un décret du Président de la République du 19 mars 2018. La CNDP, comme les autres 25 autorités administratives ou publiques indépendantes est rattachée administrativement aux services du Premier ministre, même si son budget est imputé sur celui du ministère de l'écologie. La presse a révélé la rémunération annuelle de sa présidente. Comme le prévoit les articles 23 et suivants de la loi n° 2017-55 du 20 janvier 2017, une annexe au projet de loi de finances permet aux parlementaires de s'assurer des chiffres mentionnés. En 2017, la rémunération de son prédécesseur était de 156 305 euros ; en 2018 elle apparaît pour un montant de 172 425 euros et la prévision pour 2019 est de 176 518 euros annuels. Cette rémunération semble en contradiction avec celle prévue par l'arrêté du 9 juillet 2011, qui, sur le fondement de l'article 2 du décret n° 2001-595 du 6 juillet 2001, fixe une indemnité forfaitaire mensuelle de 1 524,49 euros pour le président de la CNDP. La presse a aussi révélé le procès-verbal d'une réunion informelle tenue le 22 mai 2013 conjointement par son cabinet et le secrétaire général du Gouvernement. La rémunération du président de la CNDP aurait été fixée dans une fourchette entre 150 000 et 180 000 euros bruts par an, mais sous réserve de la première nomination suivant la « publication du décret ». Or, à sa connaissance, un décret fixant le principe ou les modalités d'une telle rémunération du président de la CNDP n'a pas été publié au *Journal officiel*. Le rapport de la Cour des comptes de décembre 2017 sur les politiques et pratiques de la rémunération des AAI (2011-2016) et communiqué à notre commission des finances, n'en fait pas état. Il souhaite donc s'assurer de la légalité d'une telle rémunération. Par ailleurs, Mme Chantal Jouanno est administrateur civil hors classe au ministère de l'intérieur. Il lui demande d'être informé du statut actuel de ce fonctionnaire et plus précisément si elle est en « position normale d'activité » ou si elle est détachée sur cet emploi par contrat, ou mise à disposition.

État

Effectifs du secrétariat général de l'Élysée

16009. – 22 janvier 2019. – **Mme Christine Pires Beaune** interroge **M. le Premier ministre** sur les effectifs du secrétariat général de la présidence de la République et du cabinet du Président de la République. Suite au précédent de M. Benalla, elle lui demande de lui indiquer si toutes les nominations des conseillers de M. le Président de la République font désormais l'objet d'une publication au *Journal officiel* et si tous ses conseillers sont assujettis à une déclaration d'intérêts.

État

Grand débat : garantir la sincérité et la transparence

16010. – 22 janvier 2019. – **Mme Sabine Rubin** alerte **M. le Premier ministre** sur les soupçons qui pèsent sur les conditions d'organisation du grand débat national initié par la majorité, conformément aux aspirations légitimes

de confiance et de transparence qui sont celles des Français en cette période de mobilisation sociale exceptionnelle. Un citoyen a pris soin d'interpeller Mme la députée sur le choix de l'entreprise chargée par le Gouvernement d'organiser la gestion du grand débat public sur le web : Cap collectif. Cette dernière a été fondée par M. Cyril Pereira-Lage, un ancien associé de la société *Spinpartners*, spécialisée dans le cyberlobbying. Or cette société s'était illustrée en octobre 2013 par la publication d'une étude portant sur les moyens de déployer une « stratégie d'influence online adaptée et performante ». Sur la présentation qui en est faite sur le site des *Échos*, on peut notamment y lire ceci : « À l'ère numérique, avec les médias sociaux (blogs, Facebook, Twitter, etc.), les messages des entreprises et des institutions sont désormais concurrencés et contestés en permanence par toute sorte d'acteurs : concurrents, associations, ONG, consommateurs, citoyens, activistes ... pour défendre durablement leurs intérêts et leurs valeurs, les entreprises doivent élaborer des stratégies d'influence adaptées à cet environnement toujours plus complexe ». S'appuyant sur les outils du *perception management* (PM), pareille étude mobilise les acquis des recherches en sciences humaines sur les mécanismes de la cognition humaine afin d'influencer de manière pérenne les représentations et les choix des acteurs concernés. Cette entreprise avait notamment, à titre d'exemple, commercialisé son savoir-faire auprès de la Lyonnaise des Eaux à travers l'organisation d'un débat en ligne sur l'avenir de l'eau. On peut dès lors que s'étonner du choix fait par le Gouvernement de recourir à une entreprise dont le fondateur s'est forgé une réputation de cyberlobbyiste : en effet on pourrait allégrement supputer que cette dernière serait tentée de biaiser les termes mêmes du débat, tant du point de vue de la collecte que du traitement des données, en mobilisant une véritable expertise en matière de « stratégie d'influence ». Cela serait bien sûr contraire au principe de la plus grande transparence et neutralité sous l'auspice desquels doit se dérouler un débat qui soit véritablement à la hauteur des attentes des citoyens, notamment en matière de revalorisation du pouvoir d'achat ou de justice fiscale. Dans ce contexte, elle souhaite donc savoir quelles seront les principes qui garantiront la transparence et la sincérité de ce débat, conformément à l'objectif affiché par la majorité de renouer le dialogue avec les citoyennes et les citoyens.

État

Les cahiers de doléances ouverts en mairie suite au mouvement des Gilets jaunes

16011. – 22 janvier 2019. – Mme Isabelle Valentin attire l'attention de M. le Premier ministre sur les cahiers de doléances ouverts en mairie suite au mouvement des « Gilets jaunes ». L'organisation du grand débat national, voulu par le Président de la République suite au mouvement des « Gilets jaunes », tarde à être connue avec précision. Le premier intérêt est de donner la parole aux Français et que l'exécutif puisse entendre ces revendications du terrain. Tout au long du mouvement, et de manière spontanée, avant même l'annonce de débat, des cahiers de doléances ont été ouverts un peu partout dans les mairies. Or beaucoup aujourd'hui demandent à ce que ces cahiers de doléances puissent remonter et être pris en considération par l'État. Il apparaît que les services de l'État dans les départements n'ont pas reçu d'instructions du Gouvernement concernant le traitement de ces cahiers, qui semble indispensable. Le Président de la République a souligné l'importance des maires comme lien sur les territoires. Ceux qui ont fait cette démarche souhaitent qu'elle soit utile. Aussi, elle lui demande quelle procédure va être mise en œuvre pour que ces cahiers de doléances, ouverts spontanément par les maires, puissent venir alimenter le grand débat national et que le Gouvernement les prenne en considération.

État

Sondage de la présidence de la République

16013. – 22 janvier 2019. – Mme Christine Pires Beaune interroge M. le Premier ministre sur les commandes de sondages et le recours aux cabinets de conseil par l'Élysée. Dans le rapport annuel de la Cour des comptes relatif aux comptes et à la gestion des services de la présidence de la République, rendu public le 24 juillet 2018, il est précisé qu'« il n'a pas été réalisé de sondage d'opinion, ni fait appel à un cabinet de conseil » par l'Élysée pour l'exercice 2017. Elle lui demande de lui indiquer si tel a été le cas également pour l'exercice 2018.

Ministères et secrétariats d'État

Charte de déontologie

16052. – 22 janvier 2019. – Mme Christine Pires Beaune interroge M. le Premier ministre sur la charte de déontologie des membres du Gouvernement. Le 17 mai 2012, une charte de déontologie des membres du

Gouvernement a été instaurée et signée par les membres du Gouvernement Ayrault. Elle lui demande de lui indiquer si les membres de son Gouvernement ont eu à signer cette charte ou si la circulaire du 24 mai 2017 relative au travail gouvernemental fait désormais office de charte.

Ministères et secrétariats d'État

Circulaires sur le travail gouvernemental

16053. – 22 janvier 2019. – **Mme Christine Pires Beaune** interroge **M. le Premier ministre** sur les circulaires relatives à l'organisation gouvernementale et au travail gouvernemental. L'article 8 de l'ordonnance n° 2005-650 du 6 juin 2005 prévoit que les instructions et circulaires font l'objet d'une publication. Elle lui demande de lui indiquer pourquoi les circulaires portant sur l'organisation gouvernementale et le travail gouvernemental, numérotées SG, ne font pas systématiquement l'objet d'une publication au *Journal officiel* de la République.

Ministères et secrétariats d'État

Cumul des mandats

16054. – 22 janvier 2019. – **Mme Christine Pires Beaune** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur le cumul des mandats des membres de son Gouvernement. Les projets de lois présentés en conseil des ministres du 9 mai 2018 (pour une démocratie représentative, responsable et efficace) et reportés *sine die*, prévoient de rendre incompatible un certain nombre de fonctions locales avec une fonction gouvernementale. Elle lui demande de lui indiquer si actuellement, certains membres du Gouvernement continuent d'exercer des mandats locaux et à percevoir les indemnités afférentes à ceux-ci.

Ministères et secrétariats d'État

Effectifs des cabinets ministériels

16055. – 22 janvier 2019. – **Mme Christine Pires Beaune** interroge **M. le Premier ministre** sur les effectifs des cabinets ministériels. Le décret n° 2017-1063 du 18 mai 2017 relatif aux cabinets ministériels (*Journal officiel* du 19 mai 2017) prévoit que le cabinet d'un ministre ne peut comprendre plus de dix membres, ce chiffre étant abaissé à huit membres pour un ministre délégué et à cinq collaborateurs pour un secrétaire d'État. Elle lui demande de lui indiquer si certains membres du Gouvernement ont été contraints de dépasser ces plafonds à titre exceptionnel et si la pratique des personnels administratifs officiels affectés en cabinets ministériels a définitivement disparue.

Ministères et secrétariats d'État

Frais de représentation des membres du gouvernement

16056. – 22 janvier 2019. – **Mme Christine Pires Beaune** interroge **M. le Premier ministre** sur les frais de représentation des membres du Gouvernement. Aucun texte ne définit, n'encadre ni ne plafonne les frais de représentation des membres du Gouvernement. Elle lui demande s'il a fixé un plafond annuel de dépenses à ne pas dépasser à chacun des membres du Gouvernement ou si leurs dépenses de représentations sont totalement discrétionnaires.

Ministères et secrétariats d'État

Logements des membres du Gouvernement

16057. – 22 janvier 2019. – **Mme Christine Pires Beaune** interroge **M. le Premier ministre** sur les frais de logement des membres du Gouvernement. Elle lui demande de lui indiquer si les circulaires n° 5077/SG du 30 juillet 2005 et n° 5241/SG du 9 juillet 2007 relatives aux conditions de logement des membres du Gouvernement sont toujours en vigueur et si elles ont fait l'objet de modifications.

Ministères et secrétariats d'État

Marchés publics du cabinet du Premier ministre

16058. – 22 janvier 2019. – **Mme Christine Pires Beaune** interroge **M. le Premier ministre** sur les marchés publics relatifs à son cabinet ministériel. Elle lui demande de lui indiquer la liste des marchés publics passés pour les dépenses de fonctionnement de son cabinet depuis son entrée en fonction, le 15 mai 2017.

*Ministères et secrétariats d'État**Missions confiées à des personnalités extérieures au Gouvernement*

16059. – 22 janvier 2019. – **Mme Christine Pires Beaune** interroge **M. le Premier ministre** sur les missions confiées à des personnalités extérieures au Gouvernement. Elle lui demande de lui adresser la liste des missions, études et expertises confiées par les membres du Gouvernement, depuis le début de la XVe législature, au titre du décret n° 2011-142 du 3 février 2011.

*Ministères et secrétariats d'État**Pantouflage des membres de cabinet*

16060. – 22 janvier 2019. – **Mme Christine Pires Beaune** interroge **M. le Premier ministre** sur le « pantouflage » des membres de cabinets. Elle lui demande de lui indiquer combien de personnes, ayant le statut de fonctionnaire, ont quitté les cabinets ministériels des membres du Gouvernement depuis le début de la XVe législature pour rejoindre le secteur privé.

*Ministères et secrétariats d'État**Promotions des membres de cabinets*

16061. – 22 janvier 2019. – **Mme Christine Pires Beaune** interroge **M. le Premier ministre** sur les promotions des membres des cabinets ministériels à la sortie de ces cabinets. Elle lui demande de lui indiquer combien de personnes ont quitté les cabinets ministériels de son Gouvernement depuis le début de la XVe législature et combien d'entre eux ont fait l'objet d'une promotion à la sortie de ces cabinets, en lui précisant de quelles promotions il s'agit, et en particulier s'y a eu des membres de cabinets promus par la voie du tour extérieur.

*Ministères et secrétariats d'État**Règles applicables à la fonction de membre du Gouvernement*

16062. – 22 janvier 2019. – **Mme Christine Pires Beaune** interroge **M. le Premier ministre** sur un document intitulé « Règles applicables à la fonction de membre du Gouvernement ». Dans un rapport d'information du Sénat daté de 2012 (Rapport d'information n° 154 pour le PLF de 2013, p. 29), M. Alain Anziani a révélé qu'un document interne du SGG, intitulé « Règles applicables à la fonction de membres du Gouvernement » rassemblait de nombreuses circulaires relatives au travail gouvernemental. Elle lui demande de lui indiquer pourquoi, dans le cadre de la politique d'*open data* du Gouvernement, ce type de documents n'est pas automatiquement publié sur le site internet du chef du Gouvernement.

*Ministères et secrétariats d'État**Sondage du Premier ministre*

16063. – 22 janvier 2019. – **Mme Christine Pires Beaune** interroge **M. le Premier ministre** sur les commandes de sondages et le recours aux cabinets de conseil par Matignon. Dans le rapport annuel de la Cour des comptes relatif aux comptes et à la gestion des services de la présidence de la République, rendu public le 24 juillet 2018, il est précisé qu'« il n'a pas été réalisé de sondage d'opinion, ni fait appel à un cabinet de conseil » par l'Élysée pour l'exercice 2017. Elle lui demande de lui indiquer si tel a été le cas également pour les services du Premier ministre en 2017 et 2018.

*Ministères et secrétariats d'État**Subventions aux think tanks*

16064. – 22 janvier 2019. – **Mme Christine Pires Beaune** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur le subventionnement des *think tank*. Elle lui demande de lui communiquer la liste des think tanks qu'il a subventionnés en 2018 et les critères sur lesquels ces subventions ont été attribuées.

ACTION ET COMPTES PUBLICS

*Administration**Fonctionnement de l'ANTS*

15941. – 22 janvier 2019. – **M. Fabien Lainé** alerte **M. le ministre de l'action et des comptes publics** au sujet du fonctionnement de l'Agence nationale des titres sécurisés. Depuis la mise en place par l'ANTS de la gestion des demandes de tous les documents officiels (passeports, cartes d'identité, certificats d'immatriculation etc.) *via* un système de téléservice, de très nombreux citoyens sont totalement exaspérés par le non fonctionnement de ce site et des délais d'obtention des documents. Il l'invite à prendre connaissance des commentaires laissés par les utilisateurs de ce « dit » service. Afin d'étayer son propos, il joint quelques avis laissés tout dernièrement sur ants.gouv.fr : « Je suis dégouté par ce système obsolète » ; « Un site minable » ; « Surdité assourdissante » ; « Nul de chez nul ». Sur 274 avis, 94 % des utilisateurs ont qualifié le service rendu de mauvais. Une entreprise privée survivrait-elle longtemps à ce type de commentaires ? M. le ministre aurait-il accepté de l'administration de la ville de Tourcoing, qu'elle maltraite à ce point ses administrés. Ceux-ci n'auraient-ils pas exprimé leur indignation devant une telle mascarade de service ? L'insatisfaction, l'image déplorable, le ridicule, le mécontentement et bien d'autres sentiments beaucoup moins modérés que génère cet organisme public, alimentent et participent à l'état d'esprit régnant actuellement chez les Français. Il souhaiterait donc connaître quelles mesures concrètes le Gouvernement entend mettre en œuvre pour imposer à l'administration de revoir de fond en comble le fonctionnement de ce service et de son site internet. Il en va de la crédibilité de l'état et du respect et de la considération qui est due aux Français.

*Banques et établissements financiers**Frais de succession liés à la clôture d'un compte bancaire*

15967. – 22 janvier 2019. – **Mme Anne-Laure Cattelot** attire l'attention de **M. le ministre de l'action et des comptes publics** au sujet des frais de succession prélevés par les banques lors du décès de leurs clients ayant un compte individuel ou joint. D'une part, la justification de ces coûts est difficilement démontrable. En effet, alors que l'article L. 312-1-7 du code monétaire et financier dispose que « la clôture de tout compte de dépôt ou compte sur livret est gratuite », celle-ci devient payante lors du décès d'un client. À ce titre, de nombreux établissements bancaires prélèvent des sommes particulièrement excessives qui ne correspondent pas réellement aux coûts de traitement administratif et de transfert des sommes aux héritiers ou au notaire. De plus, ces tarifs apparaissent largement plus élevés lorsque le compte bancaire des héritiers n'est pas logé dans la même banque que celle du défunt. Par ailleurs, ces frais ont fait l'objet d'une augmentation de 27,2 % depuis 2012 sans justification particulière. En 2018, ils représentent en moyenne 215 euros par clôture de compte, mais ce chiffre masque pourtant des disparités importantes puisque les tarifs peuvent varier de 75 euros à 450 euros selon les banques (pour une même succession de 15 000 euros réglée en 2 mois). D'autre part, la forte hétérogénéité des tarifs entre banques génère une prestation de service inéquitable. Ainsi, dans certains cas de clôture de compte à faibles montants d'avoirs, des frais représentant plus de la moitié de la somme peuvent être appliqués sans aucun effet de dégressivité. Ces différentes prestations réalisées par les banques ne répondent pas au principe d'équité et de transparence pour les citoyens. Ainsi, elle l'interroge sur la pertinence de la mise en place d'un encadrement légal des frais de succession des comptes bancaires pour plus de lisibilité et de justice sociale.

*Bois et forêts**Ordonnances EGALIM - Taxe défrichement*

15972. – 22 janvier 2019. – **Mme Marie-Christine Dalloz** attire l'attention de **M. le ministre de l'action et des comptes publics** sur l'utilisation de l'intégralité des recettes de la « taxe défrichement ». La protection et la mise en valeur des bois et forêts ainsi que le reboisement dans le cadre d'une gestion durable, sont reconnus d'intérêt général par le code forestier français. L'article L. 341-6 dudit code encadre strictement le défrichement puisqu'il prévoit que chaque détenteur d'une autorisation de défricher doit compenser une surface défrichée par un boisement ou reboisement ; si ce dernier n'est pas en capacité de le faire, le propriétaire doit s'acquitter d'une indemnité compensatrice versée au fonds stratégique forêt bois mentionnée à l'article L. 156-4 du code forestier. Depuis la loi d'avenir pour l'agriculture et l'alimentation de 2014, cette indemnité doit représenter un « montant équivalent » aux travaux nécessaires au reboisement. Or un plafond - antérieur à la création du fonds stratégique (loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012) - contrevient à cette équivalence de montant et

reverse au budget général de l'État les sommes supérieures à un produit de 2 millions d'euros. Pourtant, selon les chiffres du ministère de l'agriculture et de l'alimentation, le montant non versé au fonds stratégique forêt bois équivaut à 2 millions d'euros en 2017. Elle lui demande donc pourquoi ces recettes ne sont pas allouées intégralement au fonds stratégique forêt bois, dans la mesure où il est destiné aux investissements qui permettent de renouveler la forêt, et quelles mesures il compte prendre pour pallier cette lacune, d'autant plus que la préservation de cette ressource naturelle participe au respect des engagements du pays en matière de neutralité carbone.

Bois et forêts

Utilisation de l'intégralité des recettes de la « taxe défrichement »

15973. – 22 janvier 2019. – **M. Michel Zumkeller** attire l'attention de **M. le ministre de l'action et des comptes publics** sur l'utilisation de l'intégralité des recettes de la « taxe défrichement ». Le code forestier français reconnaît d'intérêt général la protection et la mise en valeur des bois et forêts ainsi que le reboisement dans le cadre d'une gestion durable. Le défrichement est strictement encadré et chaque détenteur d'une autorisation de défricher doit compenser une surface défrichée par un boisement ou reboisement (article L. 341-6 du code forestier). S'il n'est pas en capacité de réaliser ce reboisement, le propriétaire doit s'acquitter d'une indemnité compensatrice versée au fonds stratégique forêt bois et mentionnée à l'article L. 156-4 du code forestier. Depuis la loi d'avenir pour l'agriculture et l'alimentation de 2014, l'indemnité doit représenter un « montant équivalent » aux travaux nécessaires au reboisement. Or un plafond, antérieur à la création du fonds stratégique (loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012), contrevient à cette équivalence de montant et reverse au budget général de l'État les sommes supérieures à un produit de 2 millions d'euros. Selon les chiffres du ministère de l'agriculture et de l'alimentation, le montant non versé au fonds stratégique forêt bois équivaut à 2 millions d'euros en 2017. Il lui demande d'allouer ces recettes intégralement au fonds stratégique forêt bois, dans la mesure où le fonds est destiné aux investissements en forêt, qui permettent de renouveler la forêt produisant un matériau renouvelable bois. Rappelons également, le rôle de la forêt et ses produits dans la captation de CO₂ et dans la séquestration du carbone, autant de contribution participant au respect des engagements du pays vis-à-vis de la neutralité carbone.

509

Bois et forêts

Utilisation des fonds de la taxe défrichement

15974. – 22 janvier 2019. – **M. Martial Saddier** attire l'attention de **M. le ministre de l'action et des comptes publics** sur l'utilisation de l'intégralité des recettes de la « taxe défrichement ». Le code forestier français reconnaît d'intérêt général la protection et la mise en valeur des bois et forêts ainsi que le reboisement dans le cadre d'une gestion durable. Le défrichement est strictement encadré et chaque détenteur d'une autorisation de défricher doit compenser une surface défrichée par un boisement ou reboisement (article L. 341-6 du code forestier). S'il n'est pas en capacité de réaliser ce reboisement, le propriétaire doit s'acquitter d'une indemnité compensatrice versée au fonds stratégique forêt bois et mentionnée à l'article L. 156-4 du code forestier. Depuis la loi d'avenir pour l'agriculture et l'alimentation de 2014, l'indemnité doit représenter un « montant équivalent » aux travaux nécessaires au reboisement. Or un plafond, antérieur à la création du fonds stratégique (loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012), contrevient à cette équivalence de montant et reverse au budget général de l'État les sommes supérieures à un produit de 2 millions d'euros. Selon les chiffres du ministère de l'agriculture et de l'alimentation, le montant non versé au fonds stratégique forêt bois équivaut à 2 millions d'euros en 2017. Il lui demande d'allouer ces recettes intégralement au fonds stratégique forêt bois, dans la mesure où le fonds est destiné aux investissements en forêt, qui permettent de renouveler la forêt produisant un matériau renouvelable bois. Rappelons également, le rôle de la forêt et ses produits dans la captation de CO₂ et dans la séquestration du carbone, autant de contribution participant au respect des engagements du pays vis-à-vis de la neutralité carbone.

Donations et successions

Abus de droit - Démembrement de propriété

15982. – 22 janvier 2019. – **M. Thibault Bazin** attire l'attention de **M. le ministre de l'action et des comptes publics** sur l'inquiétude suscitée par l'extension de la notion d'abus de droit adoptée dans l'article 109 de la loi de finances de 2019 devenu l'article L. 64-a du livre des procédures fiscales. Ce nouveau texte, qui ne concerne pas spécifiquement l'immobilier, étend la notion d'abus de droit : il caractérise aujourd'hui un acte réalisé dans un but « exclusivement » fiscal, répréhensible et lourdement taxé s'il est constaté. Or cet article pourrait remettre en cause

le classique démembrement de propriété qui consiste pour des parents à transférer la nue-propriété de leurs biens immobiliers à leurs enfants, tout en en gardant l'usufruit. Ce démembrement peut servir à anticiper, à simplifier ou à organiser une succession. Il vient donc lui demander de clarifier la portée de cette mesure afin d'éviter les interprétations différentes que pourraient faire les services fiscaux, de ne pas remettre en question les décisions de démembrements au bénéfice des familles et de nuire enfin à l'immobilier qui pourrait être une victime collatérale de cette mesure.

État

Avantages matériels ou en nature des anciens ministres

16006. – 22 janvier 2019. – **M. Laurent Furst** interroge **M. le ministre de l'action et des comptes publics** sur le nombre d'anciens ministres disposant d'avantages matériels ou en nature (comme par exemple des locaux, un véhicule, un chauffeur, un officier de sécurité, des collaborateurs, la prise en charge de certains frais, etc.) aux frais de la République. En outre, il souhaiterait connaître le coût total de ces avantages pour les finances publiques ainsi que l'origine et la nature des textes justifiant le déploiement de ces prises en charge. Car en effet, dans le contexte économique tendu que connaît le pays et compte tenu des efforts budgétaires importants demandés à l'ensemble des citoyens, une large partie d'entre eux mettent désormais en cause la légitimité de ce type de dépenses. Il souhaiterait donc également savoir si le Gouvernement envisage des évolutions à ce sujet.

Fonctionnaires et agents publics

Quelles solutions pour les agents de la fonction publique sans affectation

16021. – 22 janvier 2019. – **M. Cédric Villani** attire l'attention de **M. le ministre de l'action et des comptes publics** sur les agents en recherche d'affectation, soit environ 129 fonctionnaires tous corps confondus, titulaires ou en contrat à durée déterminée, et affectés pour ordre en administration centrale des ministères sociaux dans l'attente d'un emploi permanent. Cet arrêt professionnel s'accompagne d'une perte de contact avec le monde du travail, puisque ces agents sont assignés à leur domicile. Cette situation extrêmement douloureuse pour les agents concernés ne peut être compensée par le fait qu'ils continuent à percevoir leur rémunération, car leur carrière professionnelle est particulièrement compromise par ces périodes d'inactivités : suppression d'une partie plus ou moins importantes des primes, perte des jours ARTT, absence d'entretiens professionnels, promotion bloquée. De plus, un tiers de ces agents entre dans la tranche d'âge des « 55-59 ans » (bilan social 2015 des ministères sociaux). Ce constat établi pour les ministères sociaux paraît être généralisé à l'ensemble des ministères, mais il est très difficile d'avoir une vision claire du nombre d'agents concernés sur l'ensemble des trois fonctions publiques. Il lui demande quelles mesures il compte prendre face à cette situation qui touche le droit fondamental des fonctionnaires à bénéficier d'une affectation effective et l'opacité entourant la gestion de ces agents sans affectation pour l'ensemble de la fonction publique d'État, de la fonction publique hospitalière et la fonction publique territoriale.

Impôt de solidarité sur la fortune

L'impact de la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF)

16022. – 22 janvier 2019. – **M. Jean Lassalle** interroge **M. le ministre de l'action et des comptes publics** sur l'impact de la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) pour l'économie française. En effet, le 30 décembre 2017, le Gouvernement, dans la loi n° 2017-1837 de finances pour 2018, a décidé de supprimer l'ISF et le remplacer par l'impôt sur la fortune immobilière (IFI). Cette mesure, selon le Gouvernement à l'époque, devait permettre de libérer plus de 3 milliards d'euros pour l'économie productive, donc pour les entrepreneurs qui créent des emplois. Pourtant, selon la Cour des comptes, la création de l'IFI n'a permis de retrouver qu'un milliard d'euros sur les 3,2 milliards auparavant injectés au budget de l'État, ce qui est donc loin de compenser le manque à gagner. Alors qu'il était prévu dans l'article 12 du projet de loi de finances pour 2018 que sera mise en place « une mission de suivi et d'évaluation visant à mesurer les impacts économiques et sociaux du remplacement du ISF par IFI », pour l'instant, il n'est toujours pas précisé de quelle façon ils seront évalués et par quel organisme. L'exercice est d'autant plus compliqué que la question se pose de savoir comment isoler le seul impact de la suppression de l'ISF alors que de nombreuses autres mesures comme la loi Pacte votée à l'été 2018 ou l'instauration de la *flat tax* de 30 % sur les revenus du capital sont susceptibles elles aussi d'avoir des conséquences sur l'investissement. C'est dans ce contexte que les classes moyennes et modestes s'interrogent légitimement et

attendent les réponses en urgence. C'est pourquoi il lui demande de lui préciser les premières conclusions du projet de rapport du Gouvernement sur les résultats chiffrés de la suppression de l'ISF et de mesurer leur impact sur l'économie française.

Impôt sur le revenu

Imposition des pensions alimentaires

16023. – 22 janvier 2019. – **Mme Sandrine Josso** attire l'attention de **M. le ministre de l'action et des comptes publics** sur le régime fiscal auquel sont soumises les pensions alimentaires. En effet, les pensions alimentaires sont soumises à l'impôt sur le revenu. Certains citoyens s'interrogent sur ce fait, bien que les sommes reçues puissent être exonérées d'impôt ou que certaines dépenses puissent être déduites des sommes reçues. Mme la députée a entendu les demandes de ces citoyens, qui tentent de comprendre pourquoi les pensions alimentaires reçues constituent une somme imposable, au titre de l'impôt sur le revenu. Elle souhaiterait ainsi savoir si la question d'une requalification des pensions alimentaires avait déjà été évoquée, puisque constituant réellement, et symboliquement, une aide nécessaire à l'entretien et à l'éducation des enfants.

Impôt sur le revenu

Prélèvement à la source - Situation des congés parentaux

16026. – 22 janvier 2019. – **Mme Marietta Karamanli** attire l'attention de **M. le ministre de l'action et des comptes publics** sur les effets du prélèvement à la source pour les personnes ayant connu une baisse de ressources suite à la prise d'un congé parental en 2018. En faisant d'une année blanche l'année 2018, les parents ayant pris un tel congé sur l'année 2018 verront leurs revenus baisser mais leurs impôts payés en 2019 ne pas en tenir compte. À l'inverse, les parents l'ayant pris en 2017 auront vu leurs impôts diminuer en 2018 et les autres années leurs impôts prenant en compte leurs revenus « maintenus ». De la même façon, les parents prenant leurs congés en 2019 verront immédiatement leurs impôts 2019 tenir compte de la baisse de revenus professionnels. Tous auront cessé leur activité professionnelle une année sur trois ans et ont donc, toutes choses étant égales par ailleurs, une perte de revenus analogue mais ils ne verront pas leur situation traitée de façon égale. Il conviendrait de prévoir un mécanisme prenant en compte la baisse exceptionnelle de revenus 2018 par rapport aux revenus 2017 ; cela pourrait prendre la forme d'un crédit d'impôt modernisation du recouvrement à valoir sur les impôts 2019 ou 2020, à partir de la différence du revenu habituel et de la diminution en année 2018. Elle souhaite connaître les mesures envisagées par le Gouvernement pour répondre à la situation de parents ayant vu leurs revenus baisser sur trois ans mais pour lesquelles le moment du congé modifie l'impôt à la suite de la mise en œuvre du recouvrement à la source sur la période.

Impôts et taxes

Chiffres de l'expatriation fiscale

16028. – 22 janvier 2019. – **Mme Florence Lasserre-David** interroge **M. le ministre de l'action et des comptes publics** sur les chiffres de l'expatriation fiscale. Elle lui demande de bien vouloir lui indiquer, année par année, depuis 1988, d'une part, le nombre de contribuables français qui ont procédé à une expatriation fiscale et le montant des patrimoines et des revenus concernés, d'autre part, la perte globale qui en a résulté pour les finances publiques, y compris au titre des impôts fonciers et des droits de succession non perçus que de la TVA non perçue sur les biens consommés par ces expatriés.

Impôts et taxes

Évaluation de l'expatriation fiscale depuis 1988 et son coût pour les finances

16029. – 22 janvier 2019. – **M. David Lorion** demande à **M. le ministre de l'action et des comptes publics** de bien vouloir lui indiquer, année par année, depuis 1988, date d'entrée en vigueur de l'ISF, le nombre de contribuables français qui ont procédé à une expatriation fiscale à l'étranger ainsi que le montant des patrimoines et des revenus concernés. Il souhaite aussi connaître l'estimation du manque à gagner qui en a résulté pour les finances publiques, y compris au titre des impôts fonciers et des droits de succession non perçus sur les biens consommés par ces personnes expatriées.

*Impôts et taxes**Expatriation fiscale*

16032. – 22 janvier 2019. – Mme Sandrine Josso interroge M. le ministre de l'action et des comptes publics sur d'une part, le nombre, année par année, depuis 1988, de contribuables français qui ont procédé à une expatriation fiscale et le montant des patrimoines et des revenus concernés, d'autre part, la perte globale qui en a résulté pour les finances publiques y compris au titre des impôts fonciers et des droits de succession non perçus que de la TVA non perçue sur les biens consommés par ces expatriés.

*Impôts et taxes**Expatriation fiscale*

16033. – 22 janvier 2019. – M. Didier Quentin demande à M. le ministre de l'action et des comptes publics de bien vouloir lui indiquer, année par année, depuis 1988, d'une part, le nombre de contribuables français qui ont procédé à une expatriation fiscale et le montant des patrimoines et des revenus concernés, d'autre part, la perte globale qui en a résulté pour les finances publiques, y compris au titre des impôts fonciers et des droits de succession non perçus, ainsi que de la TVA non perçue sur les biens consommés par ces expatriés.

*Impôts et taxes**Expatriation fiscale*

16034. – 22 janvier 2019. – M. Guy Bricout interroge M. le ministre de l'action et des comptes publics sur le fait de bien vouloir lui indiquer, année par année, depuis 1988, d'une part, le nombre de contribuables français qui ont procédé à une expatriation fiscale et le montant des patrimoines et des revenus concernés, d'autre part, la perte globale qui en a résulté pour les finances publiques y compris au titre des impôts fonciers et des droits de succession non perçus que de la TVA non perçue sur les biens consommés par ces expatriés.

512

*Impôts et taxes**Impact budgétaire de l'expatriation fiscale*

16037. – 22 janvier 2019. – M. Patrick Hetzel interroge M. le ministre de l'action et des comptes publics sur la question de l'impact budgétaire de l'expatriation fiscale. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer, année après année, depuis 1988, d'une part le nombre de contribuables français qui ont procédé à une expatriation fiscale et le montant des patrimoines et des revenus concernés et d'autre part, la perte globale qui en a résulté pour les finances publiques y compris au titre des impôts fonciers et des droits de succession non perçus que de la TVA non perçue sur les biens consommés par ces expatriés.

*Impôts et taxes**Incidence de l'expatriation fiscale sur les finances publiques*

16038. – 22 janvier 2019. – M. Sébastien Chenu demande à M. le ministre de l'action et des comptes publics de bien vouloir lui indiquer, année par année, depuis 1988, d'une part, le nombre de contribuables français qui ont procédé à une expatriation fiscale et le montant des patrimoines et des revenus concernés, d'autre part, la perte globale qui en a résulté pour les finances publiques y compris au titre des impôts fonciers et des droits de succession non perçus que de la TVA non perçue sur les biens consommés par ces expatriés.

*Impôts et taxes**ISF - Impact négatif sur les finances publiques*

16039. – 22 janvier 2019. – M. Pierre Morel-À-L'Huissier interroge M. le ministre de l'action et des comptes publics sur l'impact négatif que pourrait avoir eu l'impôt de solidarité sur la fortune. Il lui demande de bien vouloir indiquer, année après année depuis 1988, le nombre de contribuables français qui se sont expatriés fiscalement, ainsi que le montant des patrimoines et revenus concernés. D'autre part, il souhaite connaître la perte globale que ces départs ont pu entraîner pour les finances publiques, et notamment au titre des impôts fonciers, de la TVA et des droits de succession non perçus.

*Impôts et taxes**Nombre d'expatriations fiscales et montant de la perte globale pour les finances*

16041. – 22 janvier 2019. – M. Michel Zumkeller demande à M. le ministre de l'action et des comptes publics de bien vouloir lui indiquer, année par année, depuis 1988, d'une part, le nombre de contribuables français qui ont procédé à une expatriation fiscale et le montant des patrimoines et des revenus concernés, d'autre part, la perte globale qui en a résulté pour les finances publiques y compris au titre des impôts fonciers et des droits de succession non perçus que de la TVA non perçue sur les biens consommés par ces expatriés.

*Impôts et taxes**Pérénisation du gel de la hausse sur les carburants*

16042. – 22 janvier 2019. – M. Fabrice Brun attire l'attention de M. le ministre de l'action et des comptes publics sur le gel des carburants. L'article 64 de la loi de finances pour 2019 a, à la suite d'un amendement adopté au Sénat, abrogé la trajectoire de hausse de la fiscalité sur les carburants prévue pour les années 2017 à 2022, afin de répondre aux fortes inquiétudes sur le pouvoir d'achat exprimées par les Français. Toutefois, dans un grand quotidien national, le ministre a déclaré le 15 janvier 2019 que ce gel pourrait être remis en cause après le débat national voulu par le Président de la République pour répondre à la crise sociale traversée par notre pays. L'augmentation sans précédent de la fiscalité des carburants a été l'un des éléments déclencheurs de la crise que traverse le pays. Revenir sur ce gel, qui a été une première mesure d'apaisement responsable et un geste envers ceux dont le pouvoir d'achat se réduit et qui n'ont d'autre option pour se déplacer, pour se rendre à leur lieu de travail que le véhicule automobile, constituerait une nouvelle provocation. C'est pourquoi, il lui demande de lui préciser les intentions du Gouvernement sur le gel de la fiscalité sur les carburants.

*Outre-mer**Application de la taxe sur les passagers maritime à Marie-Galante*

16071. – 22 janvier 2019. – M. Olivier Serva alerte M. le ministre de l'action et des comptes publics sur l'incertitude juridique née d'une note adressée par le directeur régional des douanes et droits indirects de la Guadeloupe le 17 mai 2016 aux compagnies maritime desservant les ports de l'île de Marie-Galante en Guadeloupe. L'île de Marie-Galante, située à une quarantaine de kilomètre des côtes de la Guadeloupe, est concernée par l'arrêté du 22 décembre 2011 fixant le tarif et les modalités d'application de la taxe sur les passagers maritimes embarqués à destination d'espaces naturels protégés prévu par l'article 285 *quater* du code des douanes. Cependant, la communauté de communes de Marie-Galante éprouve les plus grandes difficultés à faire appliquer cette taxe aux compagnies maritimes opérant sur les ports de l'île. Alors que cette taxe représente une recette moyenne non négligeable de 156 000 euros sur la période allant de 2013 à 2015, celle-ci se retrouve aujourd'hui amputée de la moitié. Les compagnies fondent leur refus de s'acquitter du montant de cette taxe sur une note du 17 mai 2016 que leur a adressé le directeur régional des douanes et droits indirects de la Guadeloupe considérant que l'instauration de cette taxe pour l'ensemble des passagers débarquant à Marie-Galante ne se justifiait pas. La sécurisation juridique de cette recette est indispensable pour cette collectivité dont le territoire est particulièrement riche en espaces protégés et préservés. C'est la raison pour laquelle il l'interroge sur l'opportunité de mentionner les ports de Marie-Galante dans l'arrêté du 22 décembre 2011.

*Retraites : régime agricole**Niveau de pension des retraites agricoles*

16128. – 22 janvier 2019. – M. Didier Le Gac attire l'attention de M. le ministre de l'action et des comptes publics sur la situation des retraités du secteur agricole. Au 1^{er} janvier 2018, certains ont subi une hausse de 1,7 point de CSG. Cette augmentation n'a pas été compensée. En outre, l'annonce d'une hausse de la CSG ne concernant pas les retraites inférieures à 1 200 euros mensuels nécessite des précisions. En effet, l'application du taux de CSG n'est pas fonction du niveau de retraite mais du niveau du revenu fiscal de référence, soit 14 404 euros, par an, pour une personne seule. Pour un couple, soit deux parts fiscales, cette somme n'est pas multipliée par deux mais simplement par 1,5 pour arriver à seulement 1 840 euros mensuels. C'est pourquoi, alors que les questions liées au pouvoir d'achat à la justice fiscale s'invitent dans le grand débat national et sont relayées par de nombreux Français, il souhaiterait savoir comment le Gouvernement entend répondre aux attentes des retraités du secteur agricole.

*Sécurité sociale**Contrôle et étendue de la fraude sociale à l'étranger*

16155. – 22 janvier 2019. – **M. Laurent Furst** attire l'attention de **M. le ministre de l'action et des comptes publics** sur l'étendue de la fraude sociale à l'étranger. En effet, la cour des comptes a pu estimer le montant de la fraude sociale à plus de 20 milliards d'euros par an (rapport annuel de la cour des comptes publié le 17 septembre 2014). Au-delà de la perte de ressources considérable et des dépenses injustifiées pour les finances publiques, ce phénomène est aussi source d'injustice et entame la confiance des citoyens dans le système de protection sociale. Or, dans la période actuelle, une telle situation n'est plus acceptable et appelle une politique publique déterminée ayant de réels résultats en matière de détection de la fraude. Aussi, il souhaiterait connaître les mesures envisagées afin d'assurer le contrôle de la situation des bénéficiaires de prestations sociales résidant à l'étranger ainsi que de la procédure d'attribution des numéros de sécurité sociale. En outre, il souhaiterait savoir si les pouvoirs publics disposent d'une estimation de la fraude sociale concernant les personnes résidant à l'étranger.

*Services à la personne**Versement d'une prime exceptionnelle par les particuliers employeurs*

16157. – 22 janvier 2019. – **Mme Fiona Lazaar** alerte **M. le ministre de l'action et des comptes publics** sur les modalités pratiques de déclaration de la prime exceptionnelle de fin d'année permise par la loi portant mesures d'urgence économiques et sociales, votée en fin d'année 2018. Cette prime exceptionnelle s'adresse aux salariés dont la rémunération est inférieure à 3 SMIC. Elle est exonérée, dans la limite de 1 000 euros, d'impôt sur le revenu, de cotisations et de contributions pour l'employeur comme pour le bénéficiaire. Alors que pour de nombreux concitoyens le pouvoir d'achat est un enjeu du quotidien, et que la compétitivité économique de nos entreprises reste indispensable cette prime bienvenue permet de faire en sorte que 1 euro versé par l'employeur soit 1 euro perçu par l'employé. Elle se réjouit de constater que plusieurs grands groupes ont d'ores et déjà annoncé verser une telle prime, tout comme de nombreuses TPE et PME. Il lui apparaît également important que les particuliers employeurs puissent s'en saisir afin de verser eux aussi s'ils le souhaitent une prime exceptionnelle. Pourtant aujourd'hui, dans la pratique, les sites de l'URSSAF concernant l'emploi à domicile (tels que cesu.ursaff.fr ou pajemploi.ursaff.fr) ne permettent pas la bonne déclaration de cette prime. Les publics concernés sont particulièrement fragiles et exposés aux difficultés exprimées par le mouvement des « Gilets jaunes » : garde d'enfants, aide ménagère par exemple sont des emplois occupés dans leur majorité par des femmes, souvent employées à temps partiel et au salaire minimum légal. Par ailleurs, le versement de cette prime étant contraint dans le temps, celui-ci devant intervenir avant le 31 mars, il importe de pouvoir remédier rapidement à cet obstacle dans les démarches. Elle souhaiterait ainsi connaître les mesures engagées par les administrations compétentes pour y remédier.

514

*Taxe sur la valeur ajoutée**Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)*

16160. – 22 janvier 2019. – **M. Jean-Noël Barrot** interroge **M. le ministre de l'action et des comptes publics** sur le fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) qui constitue la principale aide de l'État aux collectivités territoriales en matière d'investissement. Le syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse, dans ses missions d'innovation et de développement du tourisme, réalise une « Maison de l'écomobilité » à Saint-Rémy-lès-Chevreuse. Le PNR est titulaire d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public de la RATP signée le 12 juin 2018. Cette AOT confère au syndicat des droits réels sur les ouvrages, constructions et installations de caractère immobilier présents sur les lieux ou qu'il aura réalisés pour l'exploitation d'une « Maison de l'écomobilité et du tourisme ». À ce titre, le syndicat est autorisé à réaliser les travaux suivants : travaux de réhabilitation de l'ancienne maison du garde-barrière ; construction d'une extension attenante à la maison de l'ancienne maison du garde-barrière ; installation d'un abri à vélos sécurisé autoportant de 90 places sur le site. Ces travaux sont réalisés grâce aux subventions du conseil régional d'Île-de-France et des conseils départementaux des Yvelines et de l'Essonne pour des montants hors taxe. Les factures sont réglées par le Parc sur des montants TTC. La convention signée avec la RATP est constitutive de droit réel, ce qui confère au Parc les droits d'intervention en investissement sur des équipements assimilés à un bien propre et donc éligibles au FCTVA. Cette modalité, pourtant mise en œuvre dans des opérations similaires en 2016, est questionnée par l'administration. Privée du remboursement de la TVA, l'opération est déséquilibrée, le Parc ne pouvant en financer sur fonds propres 20 %. Dès lors qu'une convention constitutive de droit réel est signée avec la RATP

propriétaire, il lui demande si le maître d'ouvrage PNRHVC peut bénéficier du versement du FCTVA sur les investissements réalisés. Dans le cas contraire, il lui demande si la TVA versée peut être remboursée à la RATP pour un reversement au PNRHVC.

ACTION ET COMPTES PUBLICS (M. LE SE AUPRÈS DU MINISTRE)

Fonction publique territoriale

Fonction publique territoriale - Délai de prévenance

16019. – 22 janvier 2019. – M. **Éric Poulliat** attire l'attention de M. le secrétaire d'État, auprès du ministre de l'action et des comptes publics, sur l'absence de délai de prévenance pour la modification des horaires de travail des agents de la fonction publique territoriale. Un délai de « prévenance » existe en effet pour les agents de la fonction publique hospitalière (article 13 du décret n° 2002-9 du 4 janvier 2002) comme pour les salariés de droit privé (article L. 3123-31 du code du travail) dans le cadre de modifications de leurs emplois du temps. La Cour de cassation, dans un arrêt n° 05-13460 de la chambre sociale du 22 février 2006, rappelle à propos des salariés de droit privé que ce délai est d'ordre public. Or, en ce qui concerne la fonction publique territoriale, le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ne prévoit aucune disposition sur un éventuel délai de prévenance imposé à l'employeur pour modifier les emplois du temps des agents. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer si le Gouvernement entend instaurer un délai de prévenance pour les agents de la fonction publique territoriale.

Impôts et taxes

Les impacts de l'ISF sur l'économie nationale depuis 1988

16040. – 22 janvier 2019. – Mme Marie-France Lorho interroge M. le secrétaire d'État, auprès du ministre de l'action et des comptes publics sur, d'une part, le nombre de contribuables français qui, année par année, depuis 1988, ont procédé à une expatriation fiscale et le montant des patrimoines et des revenus concernés, et d'autre part, la perte globale qui en a résulté pour les finances publiques aussi bien au titre des impôts fonciers et des droits de succession non perçus, que de la TVA non perçue sur les biens consommés par ces expatriés.

Marchés publics

Centres de gestion de la fonction publique territoriale - Appels d'offres

16050. – 22 janvier 2019. – M. **Éric Poulliat** appelle l'attention de M. le secrétaire d'État, auprès du ministre de l'action et des comptes publics, sur l'obligation pour les centres de gestion de la fonction publique territoriale de mettre en place une commission d'appel d'offres pour l'attribution des marchés publics dont la valeur estimée hors taxe est égale ou supérieure aux seuils européens. Selon l'ancienne rédaction du code des marchés publics, une commission d'appel d'offres devait être instituée dans les établissements publics locaux pour la passation de certains marchés. Depuis la réforme du droit des marchés publics, l'article L. 1414-1 du code général des collectivités territoriales prévoit que les marchés publics des collectivités territoriales, de leurs établissements publics et de leurs groupements sont passés et exécutés conformément à l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics. Cependant, les centres de gestion de la fonction publique territoriale sont des établissements publics locaux à caractère administratif en vertu de l'article 1^{er} du décret n° 85-643 modifié du 26 juin 1985 ; ils n'ont donc pas à proprement parler un lien de rattachement direct à une collectivité territoriale en particulier. La seule référence législative et réglementaire aux établissements publics et groupements des collectivités territoriales ainsi qu'aux collectivités territoriales elles-mêmes à l'article L. 1414-1 du code général des collectivités territoriales semble donc de nature à écarter l'application de ces dispositions pour les centres de gestion de la fonction publique territoriale. Par conséquent, il lui demande si la nouvelle réglementation relative aux marchés publics impose que les centres de gestion de la fonction publique territoriale mettent en place une commission d'appel d'offres pour les marchés dont les montants sont supérieurs aux seuils européens.

AFFAIRES EUROPÉENNES

*Aquaculture et pêche professionnelle**Pêche en eaux territoriales britanniques*

15955. – 22 janvier 2019. – M. Gilles Lurton appelle l'attention de **Mme la ministre, auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes**, sur les conséquences du rejet par le Parlement britannique de l'accord de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne pour les pêcheurs bretons et normands. Dans un courrier du 4 décembre 2018, Mme la ministre lui précisait que, s'il n'y avait pas d'accord, le Gouvernement français devrait concentrer ses efforts pour signer un accord de pêche entre l'Union européenne et le Royaume-Uni le plus rapidement possible avant le 30 mars 2019. Entre temps, nous entrerions alors dans une période où les droits de pêche dans les eaux territoriales britanniques auraient disparu. Une telle situation risque de mettre en très grande difficulté un certain nombre de pêcheurs professionnels dont une très grande partie de la ressource est pêchée dans les eaux territoriales britanniques. Aussi, il lui demande quelles démarches le Gouvernement entend entreprendre pour qu'un accord puisse être trouvé et applicable au 30 mars 2019.

AGRICULTURE ET ALIMENTATION

*Agriculture**Accès au droit au RSA pour les agriculteurs*

15943. – 22 janvier 2019. – M. Dominique Potier attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation** sur l'accès aux droits au revenu de solidarité active (RSA) et à la prime d'activité pour les exploitants au micro-bénéfice agricole. En effet, lorsqu'un agriculteur a un revenu fiscal très faible, environ 50 % du SMIC, les autorités compétentes peuvent lui permettre d'accéder à ces droits. Pour pouvoir prétendre au RSA, l'exploitant agricole doit avoir un revenu inférieur à 10 000 euros. Or le revenu fiscal est calculé sur la base d'un abattement de 87 % du total de ses ventes et des primes, à l'exception de l'ICHN qui est elle est comptabilisée sans abattement. Cette prise en compte de l'ICHN à 100 % de sa valeur est anachronique par rapport aux autres composants du revenu. Au vu des conséquences sociales de ce mode de calcul, il l'interroge sur les raisons de cette décision et le cas échéant sur les moyens pour remédier à ce qui semble en l'état être une injustice.

*Agriculture**Difficultés des agriculteurs*

15944. – 22 janvier 2019. – M. Jean-Luc Warsmann attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation** sur la situation devenue intenable d'un grand nombre d'agriculteurs dont l'exploitation est basée sur une activité de polyculture élevage, qu'il s'agisse d'élevage laitier ou de production de viande bovine. Il souhaite connaître les intentions du Gouvernement pour ce secteur d'activités ainsi que les démarches envisagées au niveau de l'Union européenne pour ce même secteur, pour par exemple trouver de nouveaux débouchés à l'exportation.

*Agriculture**Importation de soja américain sur le territoire de l'Union européenne*

15945. – 22 janvier 2019. – M. Jean-Luc Mélenchon appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation** sur au sujet des importations de l'Union européenne de soja des États-Unis. Le mardi 8 janvier 2019, la commissaire européenne au commerce, Mme Cecilia Malmström, rencontrait son homologue américain M. Robert Lightizer dans le cadre de négociations commerciales entre l'Union européenne et les États-Unis. Au préalable de cette réunion, Mme Malmström s'est félicitée publiquement de l'explosion des importations de soja américain dans l'Union européenne. Celles-ci ont augmenté de 112 % au cours des six derniers mois de l'année 2018. Si bien que la part de marché des États-Unis sur le soja en Europe atteint 75 %. Cela fait suite à la signature d'un accord entre le gouvernement américain et la commission européenne en juillet 2018. Mais ce bond dans les importations de soja américain est de plusieurs points de vue une bien mauvaise nouvelle. Il contribue à encourager, de l'autre côté de l'atlantique, des monocultures industrielles dont le rôle est majeur dans l'effondrement mondial de la biodiversité. En Europe, la politique agricole commune impose d'ailleurs aux producteurs de grains la présence d'un minimum de trois espèces de cultures arables annuelles différentes. Par

ailleurs, une très large majorité du soja américain importé en Europe, jusqu'à 95 % selon la Coordination rurale, est composée de variétés OGM, interdites à la culture dans l'Union européenne. Ce soja, rendu résistant au glyphosate par une manipulation génétique est aspergé de ce produit dangereux pour la santé humaine dans des proportions et avec des méthodes qui sont interdites sur le territoire européen. L'accord sur le soja entre les États-Unis et l'Union européenne met donc en danger la santé des consommateurs européens. Il est par ailleurs préjudiciable aux paysans européens car il les expose à une concurrence déloyale, fondée sur la faiblesse des règles environnementales outre atlantique. Malgré tous ces problèmes, la commission européenne a annoncé vouloir aller plus loin. Elle a en effet lancé une procédure pour autoriser l'utilisation du soja d'importation américaine pour la production d'agro-carburants. Cela revient à promouvoir une production qui est une catastrophe écologique qui contribue largement à la déforestation. D'après l'ONG Transport et Environnement, le carburant à base de soja serait responsable du double d'émissions de gaz à effet de serre par rapport au diesel classique. Avancer dans cette voie, c'est donc abandonner tous les objectifs de réductions des émissions des pays européens résultant d'engagements internationaux. Le laxisme de la Commission européenne vis-à-vis du soja américain n'est guidé que par la crainte de voir les États-Unis imposer des droits de douanes contre l'industrie automobile, notamment allemande. La France ne doit pas soutenir ni accepter la mise en danger des consommateurs et de la planète au nom des négociations commerciales avec les États-Unis. Par conséquent, il aimerait connaître la position du Gouvernement français sur les déclarations de la Commission européenne et les mesures qu'il peut prendre pour empêcher l'entrée sur le territoire de soja américain.

Agriculture

Plan de soutien à la culture des carottes de Créances

15946. – 22 janvier 2019. – **Mme Sonia Krimi** interroge **M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation** sur les perspectives du Gouvernement pour accompagner la filière des carottes de Créances à la suite de l'interdiction de l'utilisation du dichloropropène. En vertu du principe de précaution et afin de prévenir les usages nocifs de ce pesticide classé 2B (peut-être cancérigène) par le Centre international de recherche sur le cancer, l'utilisation dérogatoire du dichloropropène, fondée sur l'article 53 du règlement européen n° 1107/2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques, n'a pas été prolongée. À court terme, l'évolution soudaine de la réglementation menace l'équilibre de la filière des carottes de Créances dans le département de la Manche. En outre, l'accompagnement financier des exploitants connaissant des pertes substantielles exceptionnelles ne permettra pas d'assurer la pérennité de cette appellation d'origine contrôlée importante pour l'économie du territoire et l'identité du terroir normand. En l'absence, à ce jour, de produit de remplacement suffisamment performant, et considérant le nombre de producteurs concernés et la baisse du tonnage attendue, elle l'interroge sur le contenu du plan envisagé par le Gouvernement pour assurer le maintien de cette culture dans le respect de l'environnement.

Agriculture

Préoccupations des coopératives agricoles sur les ordonnances EGALIM

15947. – 22 janvier 2019. – **M. Marc Le Fur** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation** sur les préoccupations des agriculteurs et des coopératives agricoles quant aux projets d'ordonnance issues de la loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine et durable. M. le ministre s'était engagé en séance publique à ce que les parlementaires soient informés et associés aux discussions concernant le contenu de ces ordonnances et tout particulièrement celle relative au statut coopératif. Or il semblerait que les projets d'ordonnance soient susceptibles d'impacter durement l'équilibre économique et juridique des 2 400 coopératives agricoles qui jouent un rôle essentiel dans des territoires ruraux déjà fragilisés. Ainsi, la séparation entre vente et conseil aura des conséquences sur les coopératives dans les territoires ruraux ; seraient ainsi concernés entre 3 000 et 4 000 emplois. Quelle que soit la modalité retenue, elle nécessitera un temps d'adaptation réaliste pour les entreprises, et il est indispensable que la date finale de mise en œuvre reste fixée au 1^{er} juillet 2022. Concernant les relations commerciales et le statut coopératif, le projet d'ordonnance sur les prix de cession abusivement bas risque de détricoter le statut coopératif en ne tenant pas compte des spécificités de l'organisation coopérative selon lequel l'engagement « d'apport » n'est pas un contrat de nature commerciale. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte mettre en œuvre pour ne pas déstabiliser des pans entiers du secteur coopératif au détriment des leurs adhérents donc des agriculteurs.

*Agriculture**Projets d'ordonnances - Projet de loi EGALIM*

15948. – 22 janvier 2019. – **M. Bertrand Pancher** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation** sur les préoccupations des agriculteurs et des coopératives agricoles quant aux projets d'ordonnances issues de la loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine et durable. Le ministre de l'agriculture s'était engagé en séance publique à ce que les parlementaires soient informés et associés aux discussions concernant le contenu de ces ordonnances et, tout particulièrement, celle relative au statut coopératif. Or il semblerait que les projets d'ordonnance soient susceptibles d'impacter durement l'équilibre économique et juridique des 2 400 coopératives agricoles qui jouent un rôle essentiel dans des territoires ruraux déjà fragilisés. Ainsi, la séparation entre vente et conseil aura des conséquences sur les coopératives dans les territoires ruraux ; seraient ainsi concernés entre 3 000 et 4 000 emplois. Quelle que soit la modalité retenue, elle nécessitera un temps d'adaptation réaliste pour les entreprises et il est indispensable que la date finale de mise en œuvre reste fixée au 1^{er} juillet 2022. Concernant les relations commerciales et le statut coopératif, le projet d'ordonnance sur les prix de cession abusivement bas risque de détricoter le statut coopératif en ne tenant pas compte des spécificités de l'organisation coopérative selon lequel l'engagement « d'apport » n'est pas un contrat de nature commerciale. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte mettre en œuvre pour ne pas déstabiliser des pans entiers du secteur coopératif au détriment des leurs adhérents donc des agriculteurs.

*Agriculture**Réforme PAC 2015-2020 et critères d'accès au « ticket d'entrée »*

15949. – 22 janvier 2019. – **M. Dimitri Houbron** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation** sur la réforme de la PAC 2015-2020 et les défauts de communication quant aux nouveaux critères d'accès au « ticket d'entrée ». Il rappelle qu'avant le décret 2015-1156 du 17 septembre 2015, la PAC était versée sous la forme d'un droit au paiement unique. Le décret 2015-1156 a modifié les conditions de versement de l'aide PAC, créant un droit au paiement de base, un paiement vert et un paiement redistributif. Au-delà de ces modifications, la réforme a surtout visé les modalités d'accès à l'aide. À ce titre, il rappelle que le paiement était en 2015 subordonné soit à l'exercice d'une activité agricole au 15 mai 2013 soit à l'octroi d'un droit au paiement unique en 2014. Si cette modification fait sens, il indique que de nombreux agriculteurs n'ont pas suffisamment eu connaissance des nouvelles conditions d'accès au « ticket d'entrée » à la prime PAC. Il pense en particulier à des cas spécifiques comme les agriculteurs récemment installés, ayant changé de forme juridique ou encore ayant procédé à un transfert de foncier. Beaucoup se sont donc vus réclamer les aides perçues et n'ont plus à ce jour accès à cette aide. Il rappelle qu'en raison de la situation déjà difficile de l'agriculture française, l'aide PAC est bien souvent vitale à de nombreuses exploitations. Dès lors, il lui demande de bien vouloir reconsidérer à la fois les recouvrements de paiement *via* l'ASP ou à défaut de proposer des échelonnements de paiement. Surtout, il s'agit de s'assurer que ces agriculteurs puissent à nouveau avoir accès à la prime PAC dans la mesure où ils répondent aux critères modifiés par le décret 2015-1156. Par ailleurs, il attire son attention sur la nécessité de s'assurer de la clarté et de la connaissance de ces conditions. La procédure de télédéclaration 2019 étant ouverte depuis le 1^{er} janvier 2019, il lui demande de bien vouloir accentuer les efforts de communication sur ces modifications envers les bénéficiaires de la prime PAC.

*Animaux**Peste porcine*

15953. – 22 janvier 2019. – **Mme Valérie Beauvais** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation** sur le risque de développement de la peste porcine africaine en France. Apparue pour la première fois au Kenya, la peste porcine africaine est une maladie animale virale et infectieuse. Impactant les porcs, les suidés sauvages et les tiques du genre *ornithodoros*, la maladie se caractérise par un taux de mortalité extrêmement important. Introduite en Biélorussie en 2007, la maladie s'est pérennisée en Russie avant de se propager en Europe de l'ouest et ce jusqu'en Belgique où un foyer s'est constitué, en septembre 2018. Dans la mesure où ce foyer est situé à proximité de la frontière française, des dispositions ont été prises par les autorités nationales pour éviter toute importation de la maladie, avant qu'elles ne soient assouplies compte tenu de l'affaiblissement estimé du risque. Eu égard à la dangerosité de la maladie, à la diversité des moyens par lesquels elle peut se propager et à l'existence d'un foyer proche du territoire, elle souhaiterait connaître avec précision les dispositifs prévus pour

mesurer l'état de la menace. En conséquence, elle lui demande de bien vouloir lui indiquer les moyens que le Gouvernement entend déployer pour contenir la menace et protéger durablement la population française et les élevages porcins contre la prolifération de la maladie sur le territoire national.

Animaux

Stérilisation obligatoire de tous les chats en France

15954. – 22 janvier 2019. – **Mme Émilie Guerel** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation** sur le problème des chats errants en France. La France compte aujourd'hui plus de 11 millions de chats errants du fait principalement d'abandons. De fait, un seul couple de chats pourrait engendrer 20 746 descendants en quatre ans si rien ne vient entraver la reproduction. D'après l'article L. 211-27 du code rural et de la pêche maritime, le maire peut faire procéder à la capture de chats errants non identifiés en vue de les stériliser et de les identifier avant de les relâcher à l'endroit où ils ont été capturés. Si Mme la députée salue ce dispositif qui permet aux municipalités d'agir en la matière et d'apporter une solution respectueuse de l'animal aux problèmes posés par une surpopulation de chats, il apparaît toutefois difficile aujourd'hui de lutter efficacement contre la propagation des chats errants en France. Dès lors, elle souhaiterait connaître la position du Gouvernement sur la stérilisation systématique des chats errants dans des lieux publics.

Bois et forêts

Abondement du fonds stratégique forêt-bois

15969. – 22 janvier 2019. – **M. Rémy Rebeyrotte** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation** sur l'utilisation de l'intégralité des recettes de la « taxe défrichement ». Le code forestier français reconnaît d'intérêt général la protection et la mise en valeur des bois et forêts, ainsi que le reboisement dans le cadre d'une gestion durable. Le défrichement est strictement encadré et chaque propriétaire forestier doit compenser une surface défrichée par un boisement ou reboisement (article L. 341-6 du code forestier). S'il n'est pas en capacité de réaliser ce reboisement, le propriétaire doit s'acquitter d'une indemnité compensatrice prévue au code forestier et versée au fonds stratégique forêt-bois (FSFB) mentionné à l'article L. 156-4 du code forestier. Depuis la loi d'avenir pour l'agriculture et l'alimentation de 2014, l'indemnité doit représenter un « montant équivalent » aux travaux nécessaires au reboisement. Dès lors, l'intégralité des indemnités compensatrices de défrichements doivent alimenter le fonds stratégique forêt-bois. Ce n'est pas le cas, le versement du produit de ces recettes au FSFB est écarté à 2 millions d'euros. Selon les chiffres du ministère de l'agriculture et de l'alimentation, le montant non versé au fonds stratégique forêt-bois équivaut à un peu plus de 2 millions d'euros. Il demande s'il serait possible d'allouer intégralement ces recettes au fonds stratégique forêt-bois, dans la mesure où le fonds est destiné aux investissements prioritairement en forêt. Il est rappelé le rôle de la forêt et de ses produits dans la captation de CO₂ et dans la séquestration du carbone : autant de contributions participant au respect des engagements du pays vis-à-vis de la neutralité carbone.

Bois et forêts

Attaques de scolytes dans les forêts du Grand Est et de Bourgogne-Franche-Comté

15970. – 22 janvier 2019. – **M. Jean-Luc Warsmann** alerte **M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation** quant aux conséquences pour la filière forêt-bois des nombreuses attaques de scolytes dont ont été la cible les résineux des forêts du Grand Est et de Bourgogne-Franche-Comté. Le pullulement de ces coléoptères xylophages a causé, sur 3 200 ha, le dépérissement de près d'un million de mètres cubes d'épicéas, représentant 30 % de la récolte annuelle moyenne de résineux. Pour surmonter cette crise, les professionnels du secteur tiennent pour urgent de sortir au plus vite les bois atteints des forêts. Dans cette perspective, les différents acteurs de la filière ont besoin du soutien des pouvoirs publics, pour favoriser, dans les meilleures conditions matérielles, le transport des bois gagnés par les scolytes vers les régions à même de l'exploiter, comme le sud-ouest, et apporter aux communes et aux entreprises concernées l'accompagnement financier et logistique le plus adapté. Il souhaite connaître les initiatives que le Gouvernement souhaiterait prendre dans ces circonstances.

Bois et forêts

Encaissement par l'ONF des recettes des ventes de bois des communes

15971. – 22 janvier 2019. – **M. Olivier Gaillard** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation** sur la mesure, qui devrait connaître une mise en application prochaine (juillet 2019), consistant à

faire encaisser par l'Office national des forêts (ONF) les recettes de ventes de bois des communes avant reversement à celles-ci dans un délai pouvant aller jusqu'à trois mois. Cette mesure braque les élus des communes forestières, élus déjà particulièrement mécontents du choix de l'ONF et de l'État de geler 145 postes en 2018 (et 250 prévus en 2019), en totale opposition au contrat d'objectifs et de performance 2016-2020, signé par trois ministres, qui prévoyait un maintien des effectifs de l'ONF en réponse aux attentes des élus d'avoir un véritable service public en forêt. Lors du conseil d'administration de l'ONF, le 29 novembre 2018, la discussion autour du budget 2019 a été l'occasion de voir émerger à nouveau cette mesure. À l'automne 2017, l'ONF avait mis en discussion cette proposition avec la volonté d'une application début 2018. Les élus des communes forestières ont émis de grandes réserves et ont détaillé, lors d'une réunion interministérielle, les conséquences négatives prévisibles pour les communes d'une telle mesure. Une semaine avant le conseil d'administration de l'ONF, les représentants des communes forestières ont pris connaissance, dans les documents budgétaires, de l'inscription d'une recette ONF relative à l'encaissement en 2019. Plusieurs motifs plaident en faveur d'un abandon de cette mesure. D'une part, les recettes et les dépenses des collectivités locales sont soumises aux règles de la comptabilité publique qui est assurée par le receveur municipal pour les communes. Introduire un intermédiaire financier dans la gestion des recettes forestières contrevient à cette logique, et ne peut que nuire à la transparence et à l'efficacité du système comptable. D'autre part, cette gestion intermédiaire générerait une complexification inutile et des coûts de gestion supplémentaires, à l'heure où il est de rigueur de contenir les dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales. À cela s'ajoute le constat selon lequel l'ONF éprouve déjà des difficultés à fournir des comptes exacts. Il n'existe aucune raison objective au soutien de cet encaissement, par l'ONF, des recettes, qui s'analyse comme un *crédit revolving*, une ligne de trésorerie, qui masquera la réalité comptable pendant la première année et occasionnera des retards de paiement aux communes. D'autant qu'il est utile de rappeler, d'une part, que les communes sont sources de revenus pour l'ONF, et non de dépenses, et, d'autre part, que la situation financière de l'ONF s'est fortement dégradée (le plafond limite autorisé par les tutelles de 400 millions d'euros de déficit de trésorerie est presque atteint). Le contexte d'entrée en vigueur d'une telle mesure est aussi marqué par les bouleversements relatifs aux ventes de bois (passage au gré à gré), mais aussi par des finances communales avec de faibles marges de manœuvre. Il lui demande par conséquent si cette mesure, qui n'avait été, ni précisée, ni débattue depuis deux ans, a été définitivement actée par le Gouvernement. Il lui demande également s'il est envisageable de suspendre l'adoption de cette mesure et d'en reporter la mise en application, dans l'optique d'ouvrir une discussion élargie avec les parties prenantes, tant ce dispositif apparaît comme étranger aux intérêts des communes (principales intéressées) et en décalage avec la priorité du redressement des comptes de l'ONF. Cela concerne plus de 11 000 communes en France, dont 6 000 adhèrent au réseau des communes forestières.

520

Élevage

Indication d'origine du foie gras de canard et d'oie

15986. – 22 janvier 2019. – **M. Jean-René Cazeneuve** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation** sur l'indication de l'origine du foie gras, d'oie ou de canard. En effet, les débats engagés dans le cadre des États généraux de l'alimentation ont démontré la volonté des Français de savoir ce qu'ils ont dans leur assiette. Dans une volonté d'information transparente et loyale du consommateur, le code de la consommation a prévu une obligation d'indiquer le pays d'origine pour un certain nombre de produits alimentaires. Ainsi, le décret du 19 août 2016 rend obligatoire cette indication d'origine sur les viandes utilisées en tant qu'ingrédients dans des denrées alimentaires préemballées. Si le magret ou le filet d'un canard ou d'une oie sont soumis à cette réglementation et donc étiquetés comme le prévoit la loi et le règlement, il n'en va pas de même du foie gras, du même canard ou de cette même oie, qui lui n'entre pas dans le champ des produits dont le pays d'origine doit être mentionné. En effet, le règlement européen considère le foie gras comme un abat et non comme une viande. Or le foie gras est un mets emblématique de la gastronomie française, un produit qui s'exporte et fait pleinement partie de l'identité régionale du sud-ouest. Le consommateur français doit être informé de l'origine de ce produit, comme de toute autre préparation cuisinée à base de produits carnés. Après deux années de crise, il est important de continuer à soutenir les producteurs, y compris dans la reconquête de l'image de marque de cette belle production. Cela viendrait par ailleurs mettre en lumière les efforts consentis pour rebâtir une filière qui s'appuie sur des savoirs faire français et une sécurité sanitaire accrue. Aussi, il souhaite l'interroger quant aux possibilités éventuelles de rendre obligatoire l'indication de l'origine du foie gras, qu'il soit cru, frais ou transformé.

*Impôts et taxes**Remboursement du TICPE sur les GNR pour les entreprises agricoles en difficulté*

16043. – 22 janvier 2019. – **M. Dominique Potier** alerte **M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation** sur l'absence de remboursement partiel du TICPE sur le GNR pour les entreprises agricoles en difficulté. L'instruction du 4 juin 2018 permet, au titre des livraisons 2017, aux professionnels agricoles de se voir octroyer un remboursement partiel des taxes perçues sur les carburants utilisés dans leur exploitation. Ces taxes sont la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel (TICGN) et la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE). Il a été interpellé par l'association Solidarité Paysans et d'autres organisations agricoles sur la situation des entreprises en difficulté, au sens du règlement UE n° 651/2014. Celles-ci ne pouvant bénéficier d'aides d'État, les remboursements partiels de TICPE sur le GNR ne peuvent leur être accordés. Or rien ne justifie que les agriculteurs en difficulté soient privés de cette aide, alors même qu'ils bénéficient des aides européennes à la production. En situation de difficulté économique, l'absence de ce remboursement partiel revient à faire subir une double peine à ces agriculteurs. Il lui demande quelles solutions sont alors envisageables pour pallier cette situation.

*Retraites : régime agricole**Situation - Retraités agricoles*

16130. – 22 janvier 2019. – **M. Franck Marlin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation** sur la situation des retraités agricoles. En effet, les retraités ont subi au 1^{er} janvier 2018, une hausse de 1,7 point de CSG. Cette augmentation, contrairement aux dires du Gouvernement, n'a pas été compensée. L'argument de la baisse de la taxe d'habitation n'est pas recevable car il concerne aussi bien les actifs que les retraités. De même, l'annonce faite d'une hausse de la CSG qui ne concernerait pas les retraites inférieures à 1 200 euros mensuels s'est révélée fausse. L'application d'un taux de CSG n'est pas fonction du niveau de retraite mais du niveau du revenu fiscal de référence relativement bas : 14 404 euros, par an, pour une personne seule. Pour un couple, soit 2 parts fiscales, cette somme n'est pas multipliée par 2 mais simplement par 1,5 pour arriver à 1 840 euros mensuels. Aussi, il lui demande de bien vouloir lui indiquer si le Gouvernement entend prendre des mesures afin que ce seuil soit multiplié par le nombre réel de parts fiscales.

521

*Retraites : régime agricole**Situation - Retraités agricoles*

16131. – 22 janvier 2019. – **M. Franck Marlin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation** sur la situation des retraités agricoles. En effet, fin 2017, le Gouvernement annonçait un report de la revalorisation des retraites de base, normalement prévue au 1^{er} octobre 2018, au 1^{er} janvier 2019. En 2018, il affecte très sérieusement le pouvoir d'achat des retraités en bloquant l'augmentation des retraites par une sous indexation des pensions relative à l'inflation. Pour 2019 et 2020, alors que l'inflation avoisinera les 2 %, le Gouvernement annonce d'ores et déjà une valorisation des retraites de 0,3 %. Jusqu'à ce jour, la seule évolution des pensions repose sur la loi. Aussi, il lui demande de bien vouloir lui indiquer si le Gouvernement entend prendre des mesures afin que la hausse de leurs retraites soit indexée sur l'augmentation des prix.

*Retraites : régime agricole**Situation des retraités agricoles - Pension minimale à 85% du SMIC*

16132. – 22 janvier 2019. – **M. Franck Marlin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation** sur la situation des retraités agricoles. En effet, dans le cadre de la future loi retraite, on parle de pension minimale à 85 % du SMIC. Les retraités agricoles actuels demandent l'application immédiate, pour tous les retraités à carrière complète, de ce socle minimal, financé par la solidarité nationale. Les retraités agricoles ne peuvent pas attendre 2020. Aussi, il lui demande dans quelle mesure le Gouvernement peut accéder à leur demande.

*Retraites : régime agricole**Situation des retraités agricoles - Revalorisation de leurs retraites*

16133. – 22 janvier 2019. – **M. Franck Marlin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation** sur la situation des retraités agricoles, notamment sur la revalorisation de leurs retraites. En effet, ils

constatent qu'une revalorisation en pourcentage creuse l'écart entre les petites et grosses pensions. C'est pourquoi, ils souhaitent une forfaitisation de la revalorisation annuelle des retraites, comme ils revendiquent la forfaitisation de la bonification de 10 % pour les parents d'au moins trois enfants. Aussi, il lui demande si le Gouvernement entend accéder à leur demande.

ARMÉES

Défense

Personnels civils de recrutement local

15981. – 22 janvier 2019. – **M. Jean-Noël Barrot** appelle l'attention de **Mme la ministre des armées** sur la situation de certains personnels civils de recrutement local (PCRL) employés par l'armée française en Afghanistan de 2001 à 2014. Il souhaiterait connaître le nombre de PCRL ayant éventuellement reçu une citation ou une décoration au titre de leur action en soutien de militaires français ; connaître le nombre éventuel de cartes de combattants délivrées à des PCRL ; connaître les modalités d'application de l'ordonnance n° 424847 rendue par le Conseil d'État le 14 décembre 2018 enjoignant à la ministre des armées, de prendre (dans un délai de huit jours) toutes mesures de nature à assurer la mise en sécurité immédiate du requérant et de sa famille et de procéder au réexamen de la situation de l'intéressé dans un délai de deux mois ; connaître les moyens employés pour recenser les PCRL employés par les forces françaises en Afghanistan et lors des interventions ultérieures sur un théâtre extérieur ; savoir si une réflexion est en cours pour définir un statut propre aux PCRL afin d'anticiper d'éventuelles difficultés liées à l'emploi, actuel ou futur, de PCRL par les forces françaises.

COHÉSION DES TERRITOIRES ET RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Eau et assainissement

Mise en œuvre de la loi du 3 août 2018

15984. – 22 janvier 2019. – **M. Jean-Marie Sermier** interroge **Mme la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales** sur le transfert des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes. La loi du 7 août 2017 portant nouvelle organisation territoriale de la république a rendu obligatoire ce transfert au 1^{er} janvier 2020. Or la loi du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes en a assoupli les modalités. Elle a notamment repoussé le transfert au 1^{er} Janvier 2026 si au moins 25 % des communes membres d'une communauté de communes, représentant au moins 20 % de la population, délibèrent en ce sens avant le 1^{er} juillet 2019. Il l'interroge sur la situation des communes ayant transféré lesdites compétences au 1^{er} janvier 2018 et souhaitant bénéficier des assouplissements de la loi du 3 août 2018. Il se demande si une commune peut « reprendre » les compétences « eau » et « assainissement » transférées dans le cadre de la loi du 7 août 2017 pour profiter des nouvelles dispositions introduites par la loi du 3 août 2018. Par ailleurs, il souhaite savoir si, *a minima*, sans « reprendre » les compétences, les délégués au comité du syndicat des eaux peuvent être désignés par les communes et non par l'établissement public de coopération intercommunale. Il souligne qu'il s'agit d'une attente forte des élus locaux, en particulier dans les territoires ruraux.

Fonction publique territoriale

Extension du RIFSEEP aux adjoints techniques territoriaux d'enseignement

16018. – 22 janvier 2019. – **Mme Valérie Rabault** attire l'attention de **Mme la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales** sur la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) pour les adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement (ATTEE). Dans une réponse à une question écrite publiée au *Journal officiel* du 30 janvier 2018, elle a indiqué qu'« il n'a pas été prévu d'inclure le corps des ATTEE », et donc de leurs homologues territoriaux, dans le périmètre d'adhésion du RIFSEEP. Cette situation tend pourtant à créer une inégalité entre les ATTEE et les autres adjoints techniques territoriaux, qui peuvent bénéficier de l'application du RIFSEEP depuis l'arrêté interministériel du 16 juin 2017 publié au *Journal officiel* du 12 août 2017. Dans son département de Tarn-et-Garonne, le manque à gagner pour un ATTEE travaillant en

collège par rapport à un agent relevant du cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux est estimé par les syndicats à environ 600 euros par an. Aussi elle souhaite que l'application du RIFSEEP puisse être étendue aux ATTEE et qu'un arrêté ministériel soit pris en ce sens dans les prochaines semaines.

Urbanisme

Frais d'autorisation d'urbanisme

16171. – 22 janvier 2019. – **M. Jean-François Eliaou** appelle l'attention de **Mme la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales** sur la prise en charge des autorisations d'urbanisme. L'article L. 422-1 du code de l'urbanisme précise que l'autorité compétente pour délivrer le permis de construire, d'aménager ou de démolir et pour se prononcer sur un projet faisant l'objet d'une déclaration préalable est soit le maire dans les communes qui se sont dotées d'un PLU ou d'un DU en tenant lieu, ou celles qui se sont dotées d'une carte communale après la date de publication de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014, soit le préfet ou le maire au nom de l'État pour les autres communes. L'article 134 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR), réserve, à compter du 1^{er} juillet 2015, la mise à disposition des services de l'État pour l'application du droit des sols aux seules communes appartenant à des EPCI de moins de 10 000 habitants ou, s'ils en ont la compétence, aux EPCI de moins de 10 000 habitants. Au regard de ces éléments, l'État assure gratuitement l'instruction d'actes dont entre autres, les autorisations d'urbanisme dans les communes qui n'ont jamais disposé de document d'urbanisme et qui sont donc soumises au RNU. En revanche, l'instruction de toutes les autres demandes, ainsi que celles émanant de communes dont le POS est devenu caduc, qui sont en instance de vote d'un PLU, et qui sont de fait, soumises au RNU, relève de la compétence des collectivités (commune ou EPCI). L'instruction est effectuée au nom et sous l'autorité du maire ou du président de l'établissement public (CU article R. 423-14). La plupart des territoires de l'Hérault ont fait le choix de confier l'instruction à un centre instructeur mutualisé à l'échelle intercommunale. En effet, la mutualisation au niveau intercommunal semble la solution la plus adaptée pour répondre aux difficultés que peuvent rencontrer les élus locaux dans l'exercice de leurs compétences en matière d'urbanisme. Sur le plan juridique, la possibilité de créer une disposition qui prévoirait une contribution des pétitionnaires ne peut être envisagée que dans un cadre législatif national dans le respect du principe d'égalité devant les charges publiques. L'article R. 423.15 du code de l'urbanisme dispose qu'une commune ne peut pas confier l'instruction des actes d'urbanisme à des prestataires privés mais qu'en est-il de la charge financière engagée ? Aussi, au regard de ces éléments, il souhaite connaître la position du Gouvernement sur la possibilité que pourraient avoir les services instructeurs d'autorisation d'urbanisme de mettre à contribution les pétitionnaires, en partie ou en totalité, pour prendre en charge financièrement leur demande d'autorisation d'urbanisme.

523

CULTURE

Audiovisuel et communication

Réforme de l'audiovisuel public

15963. – 22 janvier 2019. – **M. Arnaud Viala** interroge **M. le ministre de la culture** sur la réforme de l'audiovisuel public et de la place des langues régionales dans ce nouveau paysage audiovisuel et numérique. Les annonces faites au début de l'été 2018 concernant la réforme de l'audiovisuel sont prometteuses et permettent une meilleure prise en compte des réalités du paysage audiovisuel français, des nouveaux modes de consommation des téléspectateurs, ainsi que des auditeurs, de leurs nouvelles façons d'utiliser les outils numériques tels que les tablettes, téléphone ou ordinateur portable. Cependant, il est à noter que malgré l'accentuation des mesures portant sur le numérique, sur la proximité, sur l'éducation et la jeunesse, sur l'investissement et aussi sur la coopération entre différentes sociétés audiovisuelles, rien n'a été prévu pour les langues régionales. Ainsi, il est à déplorer que ces langues, qui font la fierté, l'identité et la culture de l'ensemble des territoires - à l'exemple de l'occitan - ne puissent pas bénéficier de cette réforme pour gagner en visibilité au sein de la scène audiovisuelle française. Seules les éditions régionales de France 3 proposent parfois quelques programmes extrêmement courts dans la langue de la région concernée. Il lui demande une meilleure prise en compte de ces langues régionales dans la réforme de l'audiovisuel public annoncée, leur permettant un temps d'antenne plus long sur des créneaux accessibles à tous afin de préserver et détendre l'usage de ces langues qui font la fierté des territoires.

*Commerce et artisanat**Pour la protection du savoir-faire des santonniers provençaux*

15976. – 22 janvier 2019. – **Mme Valérie Boyer** appelle l'attention de **M. le ministre de la culture** sur l'inscription du savoir-faire des santonniers provençaux au patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'UNESCO. Depuis plusieurs années, de nombreux Français s'insurgent contre ceux qui veulent interdire les crèches de Noël dans des espaces publics. Récemment, le tribunal administratif de Marseille a jugé que les crèches provençales de l'hôtel de ville de Salon, Châteauneuf-les-Martigues, Carry-le-Rouet et Berre l'Étang devaient y rester. S'agissant des crèches installées en mairies des 2^e et 3^e arrondissements et des 13^e et 14^e arrondissements de Marseille, il a été décidé d'annuler les décisions des élus qui refusaient de désinstaller les crèches en question. Appelées « Santuns » ou « petits saints » en provençal, ces figures apparaissent après la Révolution française. La population, interdite de fréquenter les églises, devenues propriétés de l'État, ressent alors le besoin de recréer la crèche de Noël. D'abord confectionnés en mie de pain ou en papier mâché, les santons sont ensuite fabriqués en argile cuite, à partir de 1798. Progressivement, la technique s'affine. On les peint, on les habille. La gamme des santons s'étoffe. Aux santons religieux, s'ajoutent les personnages du village, les vieux métiers... Malheureusement, presque huit siècles plus tard, une minorité qui se revendique de « la libre pensée » cherche à effacer toute trace des racines du pays, au nom d'une certaine conception de la laïcité. Le 11 juillet 2006, la France a ratifié la convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. En 2018, la France compte 17 éléments inscrits au patrimoine culturel immatériel, notamment la tapisserie d'Aubusson, la dentelle au point d'Alençon ou encore les savoir-faire liés au parfum en Pays-de-Grasse (la culture de la plante à parfum, la connaissance des matières premières naturelles et leur transformation, l'art de composer le parfum). Selon l'UNESCO : « le patrimoine culturel ne s'arrête pas aux monuments et aux collections d'objets. Il comprend également les traditions ou les expressions vivantes héritées des ancêtres et transmises aux descendants, comme les traditions orales, les arts du spectacle, les pratiques sociales, rituels et événements festifs, les connaissances et pratiques concernant la nature et l'univers ou les connaissances et le savoir-faire nécessaires à l'artisanat traditionnel. Bien que fragile, le patrimoine culturel immatériel est un facteur important du maintien de la diversité culturelle face à la mondialisation croissante. Avoir une idée du patrimoine culturel immatériel de différentes communautés est utile au dialogue interculturel et encourage le respect d'autres modes de vie. Pour fêter la tradition régionale des crèches provençales, des foires aux santons se déroulent chaque année sur la Canebière, à Marseille, à Aix-en-Provence, à Aubagne et dans de nombreux villages provençaux. La ville d'Arles accueille tous les ans le salon international des santonniers. À Fontaine-de-Vaucluse, au musée des santons et des traditions de Provence, est exposée la plus belle collection publique. Ces petits personnages de terre appartiennent à l'histoire, à celle de nombreuses familles. De génération en génération, chacun a réécrit son histoire qui, du XIII^e siècle à nos jours, associe la Provence à la légende. Pour les uns, le santon est témoin de la chrétienté. Pour d'autres, il raconte la résistance du peuple de Marseille aux interdictions des messes de minuit sous la révolution de 1789. Il convient de souligner qu'en ce moment de l'histoire où le pays ne sait plus qui il est, où certains veulent faire haïr ce que les Français ont été et même ce qu'ils sont encore. Les crèches provençales appartiennent à l'identité, à la culture, à l'histoire de nombreuses familles françaises. Les santonniers provençaux perpétuent tant bien que mal cette tradition si chère au cœur des Français. Cela fait partie du patrimoine culturel. Par conséquent, elle souhaiterait savoir si la France pourrait envisager de demander à l'UNESCO l'inscription du savoir-faire des santonniers provençaux au patrimoine culturel immatériel de l'humanité.

524

*Propriété intellectuelle**Rémunération des artistes-interprètes*

16124. – 22 janvier 2019. – **Mme Cécile Muschotti** appelle l'attention de **M. le ministre de la culture** sur la protection accordée aux artistes-interprètes par le code de la propriété intellectuelle. Fondée sur des principes d'équilibre, elle garantit aux artistes-interprètes, aux côtés de droits dits exclusifs, des rémunérations complémentaires pour les utilisations qui sont faites de leurs enregistrements. Prévus par deux traités internationaux (Convention de Rome de 1961 et traité OMPI de 1996) et la directive 2006/115/CE du 12 décembre 2006, cette rémunération pour toute radiodiffusion et toute communication au public de phonogrammes du commerce, perçue auprès des diffuseurs, bénéficie, selon l'article L. 214-1 du code de la propriété intellectuelle, pour moitié aux artistes-interprètes et pour moitié aux producteurs. Ce dispositif, qui couvrait initialement la radiodiffusion et la communication de ces phonogrammes dans les lieux publics, a été complété par la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016, de façon à couvrir le *webcasting*. Les autres services sont exclus de ce régime de rémunération équitable, au profit de celui du droit exclusif des titulaires de droits voisins.

Cependant, la question de la juste part des sommes dues aux artistes-interprètes au titre de la diffusion de phonogrammes du commerce incorporés dans des programmes audiovisuels (web TV et télévision hertzienne), dans un spectacle vivant ou lors d'expositions d'œuvres d'arts plastiques, graphiques ou photographiques n'est pas réglée par l'article L. 214-1 du code de la propriété intellectuelle qui exclut ces cas de l'application du régime de la rémunération équitable. En outre, dans le domaine musical comme dans le domaine audiovisuel, la diffusion des œuvres enregistrées a lieu par le moyen d'internet en plus des canaux classiques de diffusion, notamment dans le cadre de dispositifs interactifs dits « à la demande ». Les plateformes permettant l'écoute ou la visualisation en flux à la demande (« streaming »), ainsi que le téléchargement à la demande, exploitées par exemple par iTunes, Netflix, Deezer, n'autorisent aucune rémunération des artistes-interprètes à ce titre : seuls les artistes sous contrat d'exclusivité obtiennent une rémunération proportionnelle aux recettes générées par de telles exploitations, mais d'un montant souvent dérisoire. Le dispositif introduit par la loi du 7 juillet 2016, consistant en l'article L. 212-14 du code de la propriété intellectuelle destiné à garantir une « rémunération minimale » des artistes-interprètes dans le cadre du recours à des accords syndicaux collectifs, s'avère insuffisant : il exclut de la garantie de rémunération l'ensemble des artistes-interprètes fixés à l'étranger, dont des artistes français ; il présente le risque d'une évasion des recettes et fausse l'assiette de calcul des recettes à partager ; il expose les artistes-interprètes à un risque de spoliation de leurs droits ; il n'impose pas l'intervention d'un organisme de gestion collective. Elle souhaite connaître l'analyse que le Gouvernement donne du système global de rémunération des artistes-interprètes et lui demande quelle voie il entend emprunter afin de mieux l'organiser afin que ceux-ci voient leur œuvre plus équitablement rémunérée.

ÉCONOMIE ET FINANCES

Banques et établissements financiers

Suppression des distributeurs de billets en zone rurale

15968. – 22 janvier 2019. – **Mme Marielle de Sarnez** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la suppression de distributeurs de billets de banque en zone rurale. Ce phénomène en voie d'amplification oblige de très nombreux habitants à effectuer plusieurs dizaines de kilomètres afin de pouvoir disposer de liquidités. Or, à l'heure actuelle, une telle suppression désordonnée n'est nullement compensée par les systèmes de distribution de *cash* par les commerçants (*cash-back*), qui concernent plus particulièrement les grandes surfaces. À l'inverse, les petits commerçants ne sont pas, loin s'en faut, équipés de terminaux de paiements, en raison du coût mais également de l'absence de connexion numérique satisfaisante, interdisant aux clients de payer par carte bancaire. Au Sénat, lors du débat organisé le 21 novembre 2018 sur la proposition de loi sur « la désertification bancaire dans les territoires ruraux », le Gouvernement, par la voix de la secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances a d'ailleurs déclaré que : « Permettre l'accès de tous aux espèces, y compris dans les territoires ruraux, est donc un objectif tout à fait légitime ». Elle a également indiqué qu'elle recommanderait d'affiner le diagnostic sur l'accessibilité aux services bancaires de base afin de prendre les meilleures décisions sur le sujet. Elle lui demande par conséquent de bien vouloir lui préciser le calendrier d'élaboration de ce diagnostic et les pistes envisagées par le Gouvernement pour lutter contre ce phénomène qui met à mal la cohésion territoriale.

Emploi et activité

Nokia- Pognon de dingue pour les actionnaires, licenciements pour les salariés.

15989. – 22 janvier 2019. – **M. Alain Bruneel** alerte **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le nouveau plan de suppressions de postes de la multinationale Nokia. Après deux plans de licenciements sur les filiales françaises en mai 2016 (- 400) et en octobre 2017 (-450), c'est désormais 460 emplois qui sont directement menacés avant 2020 en France et plus de 2 000 en Europe. Pourtant, la santé financière de Nokia est au beau fixe avec 1,8 milliard d'euros distribués aux actionnaires en dividendes et rachat d'actions en 2018. Cette somme était également de 1,8 milliard en 2017 et de 4,4 milliards en 2016. Le sacrifice de plusieurs centaines de familles mais aussi de compétences et de qualifications semble motivé par la seule recherche d'une rentabilité maximale à court terme. Cette triste actualité illustre la nécessité d'encadrer les pratiques des multinationales par la loi afin de faire cesser les délocalisations d'activités vers des pays « low cost ». Car à l'heure actuelle, la seule action de l'État aura été de subventionner cette politique anti sociale du groupe Nokia en lui octroyant 76 millions en crédit-impôt-recherche l'an passé. Pognon de dingue et argent magique pour les actionnaires, licenciements pour les salariés, cela ne peut plus durer. Constatant le non-respect des promesses du groupe qui s'était engagé en 2015 auprès du

ministre de l'économie de l'époque à maintenir l'emploi, il lui demande de bien vouloir trouver un moyen pour reprendre l'argent public octroyé à la multinationale. Enfin, devant le lien évident entre casse de l'emploi et envolée de la fortune des actionnaires, il lui demande de bien vouloir mettre à l'ordre du jour une loi contre les licenciements boursiers afin de faire cesser ces scandales.

Fonctionnaires et agents publics

Indemnité de résidence affectée aux fonctionnaires

16020. – 22 janvier 2019. – **M. Alain David** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur l'indemnité de résidence affectée aux fonctionnaires de la Gironde. L'indemnité de résidence est un dispositif qui permet de prendre en compte le coût de la vie plus élevé de certaines communes. Il existe trois zones d'abattement auxquelles correspondent trois taux : 0 % pour la zone 3 ; 1 % pour la zone 2 et 3 % pour la zone 1. L'ensemble du département de la Gironde étant classé en zone 3, les fonctionnaires y exerçant ne bénéficient donc pas de l'indemnité de résidence. Or l'explosion des prix de l'immobilier et de celui des loyers ces dernières années sur la métropole bordelaise, a fait de Bordeaux la deuxième ville la plus chère de France en 2018 derrière Paris. Cette situation nécessite dès lors un reclassement de cette commune et de sa métropole en première zone afin que les fonctionnaires qui y vivent puissent y bénéficier des 3 % de l'indemnité de résidence. Ainsi, il lui demande si le Gouvernement entend revoir les zones d'abattement concernant l'indemnité de résidence des fonctionnaires.

Impôt sur le revenu

Le prélèvement à la source des pensions de retraite

16024. – 22 janvier 2019. – **M. Sébastien Cazenove** interroge **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le mécanisme de prélèvement à la source sur les pensions de retraite. Le premier prélèvement d'impôt 2019 est opéré en janvier sur toutes les pensions (complémentaires et de base) y compris les pensions de base versées à terme échu. Ainsi cela concerne notamment les pensions de retraite du secteur privé puisqu'elles sont versées par la CARSAT régionale avec un décalage de 8 à 11 jours. Ainsi, au titre du mois de décembre 2018, les pensions de retraite du secteur privé ont donc été versées début janvier 2019 et dès lors soumises à leur premier prélèvement à la source. Concernant les pensions du secteur public réglées aux alentours du 25 du mois, elles ne verront le PAS se mettre en place qu'à partir du mois de janvier sur la pension de janvier. Aussi le décalage du règlement des pensions paraît pénaliser les retraités du secteur privé. Dans un souci d'égalité fiscale, il lui demande de bien vouloir préciser le mécanisme et l'agenda des prélèvements à la source sur les différentes pensions de retraite.

Impôts et taxes

Évaluation des baisses de cotisations sociales et effets (emploi, compétitivité)

16030. – 22 janvier 2019. – **M. Pierre Person** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les récentes publications portant sur l'évaluation des baisses de cotisations sociales et sur leurs effets sur l'emploi et la compétitivité des entreprises. Au terme d'une note publiée le 14 janvier 2019, le Conseil d'analyse économique (CAE) a entrepris de mesurer les effets des différents dispositifs adoptés depuis 1995 jusqu'aux mesures introduisant le crédit d'impôt compétitivité emploi et le pacte de responsabilité. Ces experts suggèrent, d'une part, au regard du seul objectif de soutien à l'emploi et de lutte contre le chômage, de privilégier les exonérations de cotisations ciblées sur les bas salaires et d'éliminer toutes les charges au niveau du SMIC et d'autre part d'abandonner, pour le budget 2020, les baisses de cotisations sociales pour les salaires supérieurs à 2,5 SMIC voire pour tous ceux excédant 1,6 SMIC si d'autres experts (notamment France Stratégie) venaient à confirmer les résultats de leur étude. Ils estiment qu'une telle décision permettrait à l'État de recouvrer 4 milliards d'euros. En effet, cette première étude permet d'établir que, pour les rémunérations supérieures à 1,6 SMIC, les exonérations ont eu une faible incidence sur la création d'emploi mais aucun effet sur la hausse des exportations (et *a fortiori* sur la compétitivité des entreprises). En conséquence, il le sollicite afin qu'il demande aux services placés sous l'autorité du Gouvernement de procéder aux évaluations nécessaires pour confirmer ou infirmer une telle position. En tout état de cause, en considération des économies susceptibles d'être réalisées et de l'efficacité du dispositif, il appelle le Gouvernement à envisager la suppression de ces exonérations.

*Impôts et taxes**Fiscalité prime exceptionnelle*

16035. – 22 janvier 2019. – **M. Jean-Noël Barrot** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le traitement fiscal de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat. Conformément aux annonces du Président de la République du 10 décembre 2018 en faveur du pouvoir d'achat des ménages, le Gouvernement a décidé de donner aux employeurs, dans certaines conditions, la possibilité de verser à leurs salariés une prime exceptionnelle exonérée d'impôts et de prélèvements sociaux. Cette mesure fait l'objet de l'article 1 de la loi n° 2018-1213 du 24 décembre 2018 portant mesures d'urgence économiques et sociales publiée au *Journal Officiel* le 26 décembre 2018. Cette prime, qui peut être versée à titre volontaire par les employeurs aux salariés dont la rémunération est inférieure à trois SMIC brut, est, dans la limite de 1 000 euros, exonérée d'impôt sur le revenu, de cotisations sociales patronales et salariales et de prélèvements sociaux (CSG-CRDS). Pour les entreprises qui ont souhaité s'engager pour le versement de cette prime, il pourrait être envisagé de permettre aux sociétés têtes de groupes de prendre la décision du versement d'une telle prime et d'en supporter le coût définitif, afin d'assurer la plus large efficacité possible de la mesure adoptée par le Parlement. En effet, dans les groupes d'entreprises, la situation financière de certaines filiales ne permet pas d'en assumer le coût. Plus précisément, les entreprises d'un groupe pourraient verser la prime exceptionnelle à leurs salariés puis refacturer le montant correspondant à la société mère du groupe. Dans cette situation, il lui demande s'il pourrait être admis, à titre tout à fait exceptionnel, que la charge résultant pour la société mère du groupe soit considérée comme relevant d'une gestion normale et partant, qu'elle soit déductible de ses résultats imposables.

*Matières premières**Marché de l'or à Paris*

16051. – 22 janvier 2019. – **Mme Marine Le Pen** interroge **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la création d'un marché de l'or à Paris. La presse s'est fait l'écho de la création d'un marché de l'or parisien associant la Banque de France et la banque américaine JP Morgan. Elle souhaite avoir des éléments sur ces accords passés entre les autorités bancaires françaises et une banque étrangère, notamment connaître les risques éventuels pour le stock d'or de la Banque de France (stock appartenant à la France et aux Français et servant de garantie ultimes en cas de grave crise monétaire), connaître les mesures qui, ont le cas échéant, été prises pour sanctuariser ce stock et enfin connaître la raison qui a poussé à choisir une banque étrangère et non une banque française pour cette opération (cela aurait pu être l'occasion d'ouvrir un nouveau débouché au secteur bancaire français moins actif sur ce type de marché).

*Politique économique**Baisses de cotisations sociales pour les salaires supérieurs à 1,6 SMIC*

16106. – 22 janvier 2019. – **M. Sacha Houlié** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les récentes publications portant évaluation des baisses de cotisations sociales et sur leurs effets sur l'emploi et la compétitivité des entreprises. Au terme d'une note publiée le 14 janvier 2019, le Conseil d'analyse économique (CAE) a entrepris de mesurer les effets des différents dispositifs adoptés depuis 1995 jusqu'aux mesures introduisant le crédit d'impôt compétitivité emploi et le Pacte de responsabilité. Ses experts suggèrent, d'une part, au regard du seul objectif de soutien à l'emploi et de lutte contre le chômage, de privilégier les exonérations de cotisations ciblées sur les bas salaires et d'éliminer toutes les charges au niveau du SMIC et d'autre part d'abandonner, pour le budget 2020, les baisses de cotisations sociales pour les salaires supérieurs à 2,5 SMIC, voire pour tous ceux excédant 1,6 SMIC si d'autres experts (notamment France Stratégie) venaient à confirmer les résultats de leur étude. Ils estiment qu'une telle décision permettrait à l'État de recouvrer 4 milliards d'euros. En effet, cette première étude permet d'établir que, pour les rémunérations supérieures à 1,6 SMIC, les exonérations ont eu une faible incidence sur la création d'emploi mais aucun effet sur la hausse de exportations (et *a fortiori* sur la compétitivité des entreprises). En conséquence, il le sollicite afin qu'il demande aux services placés sous l'autorité du Gouvernement de procéder aux évaluations nécessaires pour confirmer ou infirmer une telle position. En tout état de cause, en considération des économies susceptibles d'être réalisées et de l'efficacité du dispositif, il appelle le Gouvernement à envisager la suppression de ces exonérations.

*Politique économique**Politique de baisses de cotisations sociales pour salaires supérieurs à 1,6 SMIC*

16107. – 22 janvier 2019. – **Mme Sophie Beaudouin-Hubiere** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les récentes publications portant évaluation des baisses de cotisations sociales et sur leurs effets sur l'emploi et la compétitivité des entreprises. Aux termes d'une note publiée le 14 janvier 2019, le Conseil d'analyse économique (CAE) a entrepris de mesurer les effets des différents dispositifs adoptés depuis 1995 jusqu'aux mesures introduisant le crédit d'impôts compétitivité emploi et le pacte de responsabilité. Ses experts suggèrent d'une part, au regard du seul objectif de soutien à l'emploi et de lutte contre le chômage, de privilégier les exonérations de cotisations ciblées sur les bas salaires et d'éliminer toutes les charges au niveau du SMIC et d'autre part, d'abandonner, pour le budget 2020, les baisses de cotisations sociales pour les salaires supérieurs à 2,5 SMIC, voire pour tous ceux excédant 1,6 SMIC, si d'autres experts (notamment France Stratégie) venaient à confirmer les résultats de leur étude. Ils estiment qu'une telle décision permettrait à l'État de recouvrer 4 milliards d'euros. Cette première étude établit en effet que pour les rémunérations supérieures à 1,6 SMIC, les exonérations ont eu une faible incidence sur la création d'emplois et aucun effet sur la hausse des exportations (*a fortiori* sur la compétitivité des entreprises). En conséquence, elle le sollicite pour qu'il demande aux services placés sous l'autorité du Gouvernement de procéder aux évaluations nécessaires pour confirmer ou infirmer une telle position. En tout état de cause, en considération des économies susceptibles d'être réalisées et de l'efficacité du dispositif, elle appelle le Gouvernement à envisager la suppression de ces exonérations.

*Presse et livres**Presse numérique et financement public*

16112. – 22 janvier 2019. – **M. José Evrard** alerte **M. le ministre de l'économie et des finances** sur l'inégalité de traitement des diffuseurs d'informations. Le journal « Le Parisien » vient d'être renfloué par son actionnaire principal, le groupe LVMH, d'un montant de 83 millions. Bien que percevant des aides publiques constantes et conséquentes, l'entreprise n'a pu faire face aux difficultés engendrées par la baisse continue de ses ventes. On retrouve dans toute la presse nationale, à quelques infimes exceptions, des configurations semblables à celle du « Parisien ». Les journaux papiers perdent continuellement des lecteurs, accumulent en conséquence des pertes et bénéficient d'aides publiques. Il y a là une situation malsaine pour la majorité des contributeurs (journalistes, éditeurs et finances publiques) à l'exception des propriétaires qui, malgré tout, continuent d'éponger les pertes. Pourtant, dans les pays voisins, la diffusion des journaux ne semble pas engendrer des pertes de lectorat aussi importantes. Il y a donc un cas particulier français : celui dans lequel n'est pas pris en compte le client. Pour pallier la dégringolade de la diffusion, les éditeurs de presse misent sur le numérique. Ils mettent en place des plans d'investissement conséquents afin d'être puissants en terme de produit et abordables en terme de prix. Cette démarche n'est nullement condamnable en soi, sauf que bénéficiant d'aides financières publiques, de prêts gratuits, d'exemption de toute sorte, d'aides personnalisées à la profession, les éditeurs entrent en concurrence avec des jeunes éditeurs déjà sur internet en disposant de moyens sans commune mesure. La concurrence se trouve faussée. Il lui demande quelles mesures urgentes il compte prendre pour rétablir de l'équité dans la diffusion de nouvelles sur internet.

*Tourisme et loisirs**Article L. 211-2 du code du tourisme - Prestation de voyage lié*

16162. – 22 janvier 2019. – **M. Martial Saddier** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les inquiétudes formulées par les guides de haute-montagne quant à l'interprétation de l'article L. 211-2 du code du tourisme. Cet article définit la prestation de voyage lié, c'est-à-dire les assemblages de prestations achetées auprès de professionnels distincts grâce à des procédures de réservation en ligne liées. Plusieurs conditions sont requises : que le nom du voyageur, les modalités de paiement et l'adresse électronique soient transmis par le professionnel du premier contrat à un ou plusieurs autres professionnels et que les contrats supplémentaires soient conclus au plus tard 24h après la confirmation de la réservation du premier service de voyage. Son champ d'application est large puisqu'il concerne les personnes physiques ou morales qui élaborent et vendent ou offrent à la vente dans le cadre de leur activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale les forfaits et prestations sèches, ou qui facilitent des prestations de voyage lié. Cette disposition pourrait ainsi concerner un guide de haute-montagne qui recommanderait, par exemple, un lieu d'hébergement lors d'une course en montagne, lieu qui, dans ce cadre-là, s'impose compte-tenu du tracé de la course. Les guides de haute-montagne s'inquiètent donc de

tomber sous le coup de cette disposition car cela ne serait pas sans conséquence pour eux : obligation de s'immatriculer comme opérateur de voyage et responsabilité de plein droit de la bonne exécution de l'ensemble des obligations découlant du contrat. Face à cette situation, il souhaite connaître la position du Gouvernement et savoir si des dérogations peuvent être envisagées pour certains professionnels dont les guides de haute-montagne.

Transports

Recouvrement des amendes liées à la fraude dans les transports en commun

16165. – 22 janvier 2019. – **M. Robin Reda** interroge **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la mise en œuvre effective de la plateforme de fiabilisation des données relatives à l'identité et à l'adresse des fraudeurs dans les transports publics. Selon la Cour des comptes, la fraude mesurée représenterait plus de 500 millions d'euros de perte par an en France, en dehors des fraudes non-détectées et pourtant constatées au quotidien par nos concitoyens usagers des transports en commun. Face à cette délinquance croissante, le taux de recouvrement des amendes demeure très faible, il ne serait que de l'ordre de 10 à 15 % pour la SNCF et la RATP. Dans la moitié des cas, le recouvrement est rendu impossible par la déclaration d'adresses erronées, périmées ou fantaisistes de la part des contrevenants. Or, plus de deux ans après la promulgation de la loi Savary du 22 mars 2016, le décret d'application de l'article 18 portant création d'une plateforme d'échange permettant de confronter l'adresse déclarée par un contrevenant lors d'une verbalisation avec celle déclarée pour créer un compte bancaire ou percevoir des allocations n'a toujours pas été publié. La perte de temps liée aux difficultés techniques et juridiques de créer une telle structure doit être confrontée à la perte considérable de recettes que représente la fraude dans les transports publics pour l'État, les collectivités locales et les transporteurs. Alors que la société par actions simplifiée unipersonnelle « VACS » a tenté de pallier les carences de l'État dans la mise en place d'une plateforme pour le recouvrement des contraventions, elle demeure dans l'impasse du fait des blocages ministériels. Selon les termes de la loi, il est urgent de confier à une personne morale unique et commune aux exploitants la possibilité de lutter de façon permanente contre la fraude dans les transports publics. La plateforme de fiabilisation des identités et des adresses est l'un des outils indissociable et indispensable à l'arsenal de lutte contre les fraudeurs. Une entrée en vigueur exagérément différée de cette disposition de la loi Savary nourrirait indiscutablement le sentiment d'impunité dont font déjà montre de nombreux contrevenants au quotidien dans les transports en commun. Il souhaiterait donc connaître ses intentions sur ce sujet.

529

Union européenne

Le filtrage des investissements directs étrangers (IDE) dans l'UE

16170. – 22 janvier 2019. – **Mme Liliana Tanguy** interroge **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la proposition de règlement européen [COM (2017) 487 final] établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers (IDE) dans l'Union européenne. Cette proposition vise, notamment à permettre de mieux échanger les informations susceptibles de « porter atteinte à la sécurité et à l'ordre public » des États membres de l'Union européenne (UE). Bien qu'essentiels au développement économique du marché unique, les IDE peuvent aussi être susceptibles de porter atteinte aux intérêts légitimes de l'UE et des États membres. Ce risque est particulièrement élevé pour les IDE effectués dans des secteurs stratégiques et menaçant d'impacter la sécurité ou l'ordre public au sein de l'UE. Les opérations de rachat de terminaux portuaires européens comme celui de Zeebruges en Belgique ou du Pirée en Grèce par l'entreprise chinoise publique Cosco Shipping Ports, un des plus grands groupes mondiaux de transport maritime, en sont des illustrations. Suite au compromis politique trouvé en décembre 2018 au sein du Conseil, l'adoption de cette proposition de règlement impliquera, notamment, le respect de conditions générales énoncées à l'article 6 de la proposition de règlement par les États membres qui possèdent un mécanisme de filtrage des IDE. Ces conditions concernent notamment les délais et voies de recours. Elle l'interroge sur la manière dont le projet de loi « Pacte » (Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises), en cours d'examen, ainsi que les dispositions réglementaires actuelles et à venir, répondent à ces nouveaux standards en faveur de la protection des secteurs sensibles et stratégiques de l'économie.

ÉDUCATION NATIONALE ET JEUNESSE

*Enseignement**Enseignement à distance*

15995. – 22 janvier 2019. – M. Claude Goasguen attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse sur les procédures d'enseignement à distance dans l'enseignement secondaire et supérieur. En effet, le développement des possibilités informatiques, des connexions de plus en plus importantes et rapides entre les élèves et les établissements scolaires permettent d'espérer un développement significatif des divers enseignements à distance, qui restent hélas, très marginaux aujourd'hui. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui communiquer l'état existant pour l'enseignement à distance, tout particulièrement dans l'enseignement secondaire et de bien vouloir lui préciser quelles sont les intentions du Gouvernement pour l'avenir dans le domaine de l'enseignement à distance.

*Enseignement**Instruction à domicile*

15996. – 22 janvier 2019. – M. Jean-Charles Larssonneur attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse sur l'augmentation du nombre d'enfants suivant une instruction à domicile. 25 000 enfants sont concernés par ce type d'enseignement mais seuls deux tiers des familles seraient inspectées. Ces contrôles, par lesquels on s'assure de la maîtrise d'un socle commun de connaissances, sont effectués par le directeur académique des services départementaux de l'éducation nationale. S'il ne conteste pas la liberté pédagogique des parents, ces inspections doivent être renforcées pour s'assurer de la qualité des enseignements et pour empêcher tout embrigadement ou radicalisation religieuse. Aussi, il souhaite connaître les dispositions prises par le Gouvernement en la matière.

*Enseignement**Le Cnesco, outil d'évaluation des politiques éducatives efficace et indépendant*

15997. – 22 janvier 2019. – M. Stéphane Peu alerte M. le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse sur les conséquences de la suppression du Conseil national d'évaluation quantitative et qualitative du système scolaire (Cnesco) prévue par l'article 9 du projet de loi « École de la confiance » examiné en première lecture. Cette instance indépendante constitue un outil pertinent d'analyse et d'évaluation des politiques éducatives, mettant en réseau différents acteurs de la communauté éducative et en lien avec le monde de la recherche. Sa disparition priverait l'éducation nationale de données scientifiques et d'enquêtes essentielles à l'évaluation des politiques pédagogiques et des pratiques éducatives dans différents domaines : psychologie, pédagogie, sociologie et inégalités scolaires et territoriales. Sa disparition programmée est incompréhensible, compte tenu des moyens très modestes qu'elle mobilise et de son utilité reconnue. En effet, ainsi que l'a récemment souligné le rapport parlementaire transpartisan Juanico-Tamarelle, cette instance est appréciée de la communauté éducative aussi bien que des parents d'élèves, notamment en ce qu'elle offre un espace d'échange d'informations et d'expériences précieux, un point de contact participatif au service de la réussite éducative. La qualité de son travail est aussi largement reconnue dans la communauté scientifique. Enfin, grâce aux évaluations réalisées par des scientifiques indépendants du ministère de l'éducation nationale, le Cnesco informe la société civile en toute impartialité des résultats du système éducatif et des effets réels des réformes décidées. Supprimer le Cnesco conduit à réduire notablement le processus de reddition des comptes du personnel politique dans le domaine de l'éducation à un moment où davantage de transparence dans l'action publique est demandée par les citoyens pour garantir une démocratie de qualité. Il lui rappelle que dans la plupart des domaines, l'évaluation ne saurait être assurée par les donneurs d'ordre, au risque qu'elle soit soumise à des objectifs court-termistes et de seule confirmation *a posteriori* d'orientations politiques. Au contraire, les fonctions de gestion et d'évaluation devant être séparées, il est indispensable de faire « confiance », pour reprendre l'intitulé du projet de loi pour l'école, dans l'autonomie et l'indépendance de structures d'évaluation comme le Cnesco. Or cette indépendance n'est pas garantie par le nouveau comité d'évaluation de l'école que le projet de loi se propose de substituer au Cnesco, puisqu'au contraire, la loi le situerait au « cœur du ministère par l'avis que rendra le ministre sur son programme de travail et par la présence des chefs des principaux services producteurs internes d'évaluations ». C'est pourquoi, il lui demande instamment de rendre un avis négatif sur le projet d'absorption et de disparition du Cnesco.

*Enseignement**Recrutement enseignants filière bilingue*

15998. – 22 janvier 2019. – M. Frédéric Reiss interroge M. le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse sur le recrutement d'enseignants pour la filière bilingue paritaire français-allemand. À la demande des élus alsaciens et des familles, l'académie de Strasbourg a développé progressivement la voie bilingue paritaire, depuis l'école maternelle jusqu'au lycée. En complément, le cursus Abibac et les sections européennes existant dans l'académie permettent d'approfondir la pratique des langues pour les plus motivés. Le point faible du dispositif résulte de la difficulté à recruter des enseignants disposant des compétences linguistiques adéquates. Le vivier est aujourd'hui insuffisant : la non-reconnaissance de cette spécificité dans les arrêtés de titularisation ou dans les rémunérations salariales favorise les mutations en dehors de la voie bilingue. En complément, il apparaît que bien souvent le matériel pédagogique approprié fait défaut. Une nouvelle convention triennale sur le bilinguisme associant l'État, la région Grand Est et les départements alsaciens a été signée à l'automne 2018 : les partenaires s'accordent sur la poursuite des efforts en faveur du bilinguisme. Des échanges entre enseignants français et allemands sont-ils envisageables ? Face à cette problématique, le parlementaire souhaite connaître les mesures concrètes qu'envisage le ministère pour permettre une facilitation des recrutements d'enseignants pour répondre aux besoins de la filière bilingue en Alsace.

*Enseignement maternel et primaire**La situation des ex-instituteurs*

15999. – 22 janvier 2019. – M. Joël Giraud attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse sur la situation des ex instituteurs. Rassemblés en collectif, ils dénoncent une injustice et une différence de traitement entre les ex-instituteurs devenus professeurs des écoles et les professeurs des écoles, ces derniers pouvant selon eux accéder à la hors classe et à des rémunérations supérieures. En effet, leur ancienneté générale de service n'est pas prise en compte dans le passage à cette hors classe, niant ainsi entre 15 et 25 années de travail. Ils demandent donc que soient étudiées : l'intégration immédiate des retraitables ; la prise en compte de l'ancienneté générale de service comme premier critère pour les passages à la hors classe afin de pouvoir bénéficier d'une progression de carrière complète sur tous les grades, ce que ne leur permet pas aujourd'hui ; le parcours professionnel, carrières et rémunérations (PPCR). Aussi, il le remercie de bien vouloir lui faire connaître la position du Gouvernement sur ce sujet et la réponse qui pourra être apportée à ce collectif.

*Enseignement maternel et primaire**Situation des écoles marseillaises*

16000. – 22 janvier 2019. – M. Jean-Luc Mélenchon attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse sur la situation dans les écoles marseillaises. Marseille compte 444 écoles. De nombreuses écoles, notamment dans les quartiers nord de la ville, sont dans un état d'insalubrité qui menace la sécurité des enfants et des personnels. Les plafonds, parfois chargés d'amiante, s'effondrent et des infiltrations d'eau arrivent dans les goulottes électriques. En octobre 2018, l'effondrement du plafond dans une école maternelle du quartier du Canet est venu rappeler cette situation déplorable. Des punaises de lit ont envahi les écoles de la Cabucelle et Révolution-Vaillant. D'autres établissements doivent compter avec des invasions de rats. En guise de solution, la ville de Marseille propose un projet de partenariat public privé d'un montant de 500 millions d'euros. Le projet consiste à détruire et reconstruire une trentaine d'établissements. Les 34 établissements ciblés ne sont pas les plus détériorés ni les plus dangereux. Ce contrat sert donc de vitrine pour la ville de Marseille mais ne règle en aucun cas la situation de nombreuses écoles. Il représente également un gouffre financier puisque la ville devra payer un « loyer » de 25 ans au grand groupe qui remportera le projet. La situation de délabrement de nombreuses écoles à Marseille met à mal le principe d'égalité des élèves devant l'accès à l'éducation. Les conditions matérielles d'enseignement à Marseille doivent donc intéresser le ministère de l'éducation nationale et son ministre M. Jean-Michel Blanquer. Il veut donc savoir quelles initiatives le Gouvernement est prêt à prendre pour mettre en place un plan d'urgence pour la rénovation et la sécurisation des écoles marseillaises.

*Enseignement secondaire**Enseignement des matières scientifiques au lycée - Mathématiques*

16002. – 22 janvier 2019. – M. Pierre Morel-À-L'Huissier interroge M. le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse sur l'enseignement des matières scientifiques, et plus particulièrement des mathématiques, dans les

filiales générales du lycée. La refonte du baccalauréat, effective à partir de la rentrée 2019, réduit ainsi les heures d'enseignement de ces matières et supprime même les mathématiques dans le tronc commun des séries générales. Or, à l'heure où les nouvelles technologies prennent de l'ampleur, un solide socle scientifique semble de plus en plus indispensable aux futurs bacheliers. Il souhaite donc l'interroger sur les mesures envisagées qui permettront, en même temps, d'assurer la culture scientifique des lycéens.

Enseignement secondaire

Options facultatives du baccalauréat

16003. – 22 janvier 2019. – M. Sacha Houlié appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse sur la valorisation des options facultatives du baccalauréat dans le cadre de la réforme du lycée. En effet, les options facultatives proposées aux lycéens visent à obtenir des points supplémentaires précieux pour l'obtention du baccalauréat ou une mention. À compter de 2019, les options facultatives seront intégrées au contrôle continu, qui, lui-même comptera pour 40 % de la note finale. Des associations d'enseignants estiment que cette mesure est de nature à décourager l'investissement et le travail de lycéens ayant choisi des options artistiques. À terme, ils craignent que les effectifs de leurs matières décroissent gravement, ce qui est naturellement dommageable tant de tels enseignants contribuent au développement des connaissances comme des talents. De surcroît, il semble que certains enseignements comme le grec et le latin seraient non seulement intégrés au contrôle continu mais bénéficieraient également de précieux points supplémentaires. Dans ces circonstances, il l'interroge sur les risques que ces dispositions n'introduisent qu'un traitement inégalitaire entre les enseignements et lui demande les mesures envisagées pour y remédier.

Personnes handicapées

Demande de réouverture de classes spécialisées pour enfants sourds

16080. – 22 janvier 2019. – M. Stéphane Peu alerte M. le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse sur les conséquences de la fermeture soudaine de la classe d'enseignement spécialisée pour enfants sourds (SEES) au collège Claude-Monet d'Argenteuil. Alors qu'elle fonctionnait depuis des années et accueillait deux groupes de collégiens sourds rencontrant des difficultés associées à la surdité, cette classe a été brutalement fermée, un mois seulement après la rentrée scolaire, sans aucune information préalable ni en direction des familles, ni de l'équipe éducative. Les enfants qui étaient jusqu'alors accueillis et accompagnés par des personnels encadrants spécialisés et dans un dispositif adapté à leur handicap, ont été orientés vers une unité localisée pour l'inclusion scolaire (Ulis). C'est un recul important pour le parcours éducatif de ces élèves qui ne pourront plus, par exemple, bénéficier d'une scolarisation bilingue, permettant de recevoir des apprentissages aussi bien en langue des signes que par le moyen du français écrit. En outre, ils perdront le bénéfice d'un suivi qui tient compte des troubles et traumatismes dont les jeunes enfants sourds peuvent fréquemment souffrir. Cette fermeture fait suite à plusieurs autres cas, comme celui d'une classe élémentaire bilingue LSF-français écrit à Bobigny, seule du département de Seine-Saint-Denis. Comme trop souvent, c'est une logique purement comptable et d'uniformisation qui prévaut. M. le ministre doit entendre la colère des familles qui aspirent légitimement à ce que leurs enfants puissent bénéficier de conditions d'accueil et de scolarisation choisies qui assurent la réussite éducative de leurs enfants. C'est pourquoi il lui demande la réouverture de ces classes dans les meilleurs délais.

Personnes handicapées

Situation des AESH

16092. – 22 janvier 2019. – M. Christophe Jerretie attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse sur les conditions d'exercice du métier d'accompagnant des élèves en situation de handicap (AESH) et ses perspectives d'évolution. Les accompagnants des élèves en situation de handicap sont aujourd'hui confrontés à des conditions d'exercice de plus en plus précaires d'un point de vue financier et matériel. Ils ne peuvent obtenir un contrat à durée indéterminée qu'au terme de six années continues d'engagement sous forme de contrat de droit public d'une durée maximale de trois ans renouvelable. Bien souvent salariés à temps incomplet, ils perçoivent une faible rémunération. Lors du lancement de la concertation « Ensemble pour une école inclusive » le 22 octobre 2018, il a été précisé que serait étudiée la possibilité pour les AESH d'intervenir comme accompagnants sur les activités éducatives péri et extra scolaires des élèves. Pire encore, par manque de budget et alors que les effectifs d'élèves en situation de handicap ne sont pas en baisse, les contrats des accompagnants en situation de handicap ne se voient pas renouvelés au bout de deux ans. Les AESH ont un rôle d'éducateur et non

d'animateur et que cet axe de la concertation va à l'encontre d'une reconnaissance du métier d'AESH. Il souligne d'autre part que la mission des AESH comprend un temps de service hors accompagnement tel que les formations, réunions, concertation pédagogique et travail en amont avec l'élève qui n'est aujourd'hui pas pris en compte dans leur rémunération. Ainsi, il lui demande de préciser ses intentions quant à la reconnaissance du métier d'accompagnant des élèves en situation de handicap et son devenir ainsi que les mesures qu'il entend engager pour améliorer leurs conditions d'exercice, leurs carrières et leurs rémunérations.

Personnes handicapées

ULIS - AESH - Indemnisation pour mission de coordination et de synthèse

16094. – 22 janvier 2019. – M. Belkhir Belhaddad attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse sur la rémunération des accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) qui diffère selon qu'ils interviennent en premier ou en second degré, ce qui est vécu par les professionnels comme une injustice. Également, à l'heure où le Gouvernement souhaite rendre plus attractives les professions d'encadrement des élèves en situation de handicap, il souhaite attirer son attention sur les décrets du 10 mai 2017, tendant à réduire pour une majorité d'AESH, l'indemnisation de leurs heures de coordination et de synthèse. Ainsi, il souhaite savoir si la concertation lancée le 10 septembre 2018 par son ministère aura permis de faire émerger une réflexion sur la revalorisation de la rémunération des AESH.

ÉGALITÉ FEMMES HOMMES ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Égalité des sexes et parité

Manque de parité au sein des cabinets ministériels

15985. – 22 janvier 2019. – M. Cédric Villani interroge Mme la secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations, sur le défaut de parité au sein des cabinets ministériels. *Le Parisien* a en effet révélé qu'en novembre 2018, seuls 37 % des conseillers des membres du Gouvernement étaient des femmes. Un taux qui est même ramené à 24 % si l'on ne considère que les directeurs de cabinets et leurs adjoints, c'est-à-dire les échelons les plus élevés. Sachant l'importance qu'ont ces équipes dans la prise de décision et leurs impacts sur la vie quotidienne des citoyens, il souhaiterait savoir si elle compte prendre des mesures pour améliorer cette situation.

Ordre public

Information des députés - Loi relative à la lutte contre le système prostitution

16066. – 22 janvier 2019. – Mme Laurence Dumont rappelle à Mme la secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations, sa question posée le 11 septembre 2018 et à laquelle le texte envoyé ne répond pas. La loi du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées impose la mise en œuvre dans chaque département d'une politique de protection et d'assistance et d'accompagnement de la sortie de la prostitution. Il prévoit aussi la présentation d'un rapport au Parlement deux ans après le vote de la loi. Dans ce cadre, elle lui demande de communiquer à la représentation nationale les plans d'actions mis en œuvre dans les départements pour l'application de la loi. Elle souhaite aussi être informée de l'échéance à laquelle le rapport prévu à l'article 22 de la loi sera présenté au Parlement.

EUROPE ET AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Administration

Passeports diplomatiques - Octroi, utilisation, bénéficiaires

15942. – 22 janvier 2019. – M. Pierre Morel-À-L'Huissier interroge M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères sur l'octroi et l'emploi des passeports diplomatiques. De récentes informations, parues dans la presse, font état d'environ 38 000 à 40 000 de ces dispositifs. Il lui demande donc, d'une part, de bien vouloir préciser le nombre de détenteurs de ces passeports diplomatiques, en précisant, d'autre part, la proportion de ceux-ci n'appartenant plus au corps diplomatique. Il semblerait en effet que les anciens ambassadeurs sont bénéficiaires à vie de ce privilège et qu'ils pourraient donc s'en servir même s'ils exercent une activité exclusivement privée.

*Politique extérieure**Chrétiens d'Orient - Rapport Personnaz*

16109. – 22 janvier 2019. – **M. Thibault Bazin** attire l'attention de **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur la suite qui sera réservée au rapport de M. Charles Personnaz sur les moyens de renforcer l'action de la France dans la protection du patrimoine et du réseau éducatif chrétien au Moyen-Orient. La France ne peut rester indifférente au sort réservé à ces populations qui sont inexorablement poussées à l'exil. Ces populations, qui y sont présentes depuis les premiers siècles de notre ère, ont développé un patrimoine qu'il faut préserver : églises, monastères mais aussi manuscrits et œuvres d'art. D'autre part, les écoles chrétiennes, qui accueillent des enfants de toutes religions, portent les valeurs républicaines de liberté, d'égalité, de fraternité et jouent un rôle très important pour la francophonie dans ces pays, que ce soit au Liban, en Syrie, en Irak, en Égypte ou ailleurs. Il lui demande donc ce que le Gouvernement entend faire pour réaffirmer et matérialiser l'engagement de la France à maintenir ce lien séculaire avec les communautés chrétiennes du Moyen-Orient.

*Politique extérieure**Crise humanitaire au Venezuela*

16110. – 22 janvier 2019. – **Mme Danièle Cazarian** attire l'attention de **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur la crise humanitaire qui frappe le Venezuela. Nicolas Maduro a entamé son second mandat le 10 janvier 2019, malgré les accusations de fraudes électorales lors de la campagne. Le pays s'enfoncé chaque jour un peu plus dans la crise, l'hyperinflation détruit le pouvoir d'achat des citoyens qui peinent désormais à se nourrir. Le système de santé est à terre et manque cruellement de matériel médical. Face à cette véritable crise humanitaire, plus de deux millions de Vénézuéliens ont dû se réfugier dans les pays voisins afin de trouver un avenir meilleur. Les populations fuient aussi la crise politique, qui dure désormais depuis plusieurs années entre le Parlement, acquis à l'opposition et le président Maduro qui n'a pas hésité à faire élire une assemblée constituante à sa main, pour continuer à gouverner sans le Parlement. La brève arrestation de Juan Guaido le 13 janvier 2019 n'est pas de nature à calmer les esprits. Outre les violences politiques, récurrentes, les Vénézuéliens font face à une criminalité en constante augmentation. Elle lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour alléger les souffrances de ce peuple et juguler la crise humanitaire sans précédent qui frappe le Venezuela.

534

*Politique extérieure**Négociations en vue d'obtenir l'interdiction de la chasse à la baleine*

16111. – 22 janvier 2019. – **M. Erwan Balanant** alerte **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur la nécessité d'intensifier les négociations internationales en vue d'obtenir une interdiction effective de la chasse à la baleine. Les baleines jouent un rôle crucial dans le fonctionnement des écosystèmes. Elles permettent notamment la circulation de nutriments essentiels au fonctionnement primaire des océans. La raréfaction et, *a fortiori*, la disparition de certaines communautés de cétacés seraient alors susceptibles d'avoir des conséquences dramatiques, en particulier sur la régulation du changement climatique. Outre cette nécessité de préserver les différentes espèces, les violentes techniques d'extermination utilisées dans le cadre de la chasse à la baleine rendent impérieuse l'interdiction de cette pratique. En 1982, la Commission baleinière internationale a adopté un moratoire sur la chasse à la baleine à des fins commerciales. Certains États continuent cependant à autoriser ou à tolérer les captures de cétacés, tels que l'Islande, la Norvège et le Japon. Ce dernier exemple interpelle tout particulièrement. Le 26 décembre 2018, le Japon a en effet annoncé son retrait de la commission baleinière internationale (CBI), instance de 89 membres, dont il était devenu membre en 1951. Il reprendra ainsi la capture de cétacés à des fins commerciales, dès juillet 2019. Cette déclaration succède à des années de manquements du Japon à ses obligations internationales. Depuis 1987, le Japon a délivré des permis spéciaux de captures de baleines sous couvert de recherches scientifiques, invoquant alors l'article VIII de la convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine du 2 décembre 1946. Cette disposition permet en effet aux États parties d'autoriser à « capturer et traiter des baleines en vue de recherches scientifiques », en encadrant strictement cette dérogation. Toutefois, le respect par le Japon des conditions de cette dérogation a été contesté à de nombreuses reprises par d'autres États parties et par des organisations non gouvernementales. Dans son arrêt *Australie contre Japon* du 31 mars 2014, la Cour internationale de justice a estimé que le Japon avait en effet violé ses obligations internationales dérivant de la convention précitée, notamment au regard de l'important volume des échantillons prélevés. Le 6 juillet 2016, le Parlement européen a adopté, pour sa part, une résolution sur la décision du Japon de reprendre la chasse à la baleine au cours de la saison 2015-2016. Ainsi, depuis de nombreuses années, le Japon a été à l'origine de

comportements contraires au droit international, menaçant la sauvegarde de notre biodiversité. La récente décision de cet État de se retirer de la CBI renforce encore les préoccupations. Par quelles voies de dialogue, mesures ou moyens de pression, la France envisage-t-elle dissuader le Japon de recourir à la chasse à la baleine ? Au lendemain de la ratification d'un accord de libre-échange historique entre l'Union européenne et le Japon, il lui demande si le Gouvernement français compte promouvoir de nouvelles négociations entre l'Union européenne et le Japon, afin que les captures de cétacés soient interdites.

INTÉRIEUR

Assurances

Triplicata en cas d'accident corporel de la circulation

15962. – 22 janvier 2019. – **Mme Michèle Victory** interroge **M. le ministre de l'intérieur** sur l'idée de remettre en vigueur le triplicata en cas d'accident corporel de la circulation. Elle a en effet été alertée par des associations de victimes de la route qui demandent le retour du triplicata en cas d'accident corporel de la circulation. En l'absence de PV d'accident, les décisions des assureurs sont le fruit d'une enquête longue, potentiellement très lourde pour les familles. Ces associations demandent que soient renseignés : les premières constatations, l'identité de toutes les personnes impliquées, la mention de la validité du permis des conducteurs, les résultats toxicologiques et les informations d'assurance de chaque véhicule. Elle l'informe que ces associations affirment être en contact avec des fonctionnaires de police qui confirment la faisabilité d'une telle procédure. Elle souhaite donc savoir si cette solution pourrait être mise en place et sinon, comment assurer la protection et le juste traitement des victimes vis à vis des assurances.

Crimes, délits et contraventions

Règles en vigueur en matière de course poursuite et d'auteurs de rodéos

15977. – 22 janvier 2019. – **M. Jean-Louis Thiériot** interroge **M. le ministre de l'intérieur** sur les règles en vigueur et la doctrine en matière de poursuite des véhicules en infraction, en particulier des deux roues qui se livrent à des rodéos dans les quartiers et troublent la tranquillité des habitants. Il semblerait que des instructions soient données d'interrompre la poursuite pour limiter les risques éventuels encourus par les contrevenants. Les forces de l'ordre font part d'une réelle irritation face à de telles limitations qui suscitent la défiance des populations qui ne comprennent pas que des courses poursuivies soient fréquemment abandonnées. En zone rurale, il semble également qu'une instruction a été donnée de ne pas poursuivre et intercepter les « quads » qui parcourent la campagne malgré les arrêtes d'interdiction. Il lui demande quel est son avis sur cette question.

État

Optimisation des dépenses des AAI et API et mutualisation de leurs moyens

16012. – 22 janvier 2019. – **M. Jean-Luc Warsmann** interroge **M. le ministre de l'intérieur** quant à l'application de la loi n° 2017-55 du 20 janvier 2017 portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes, dont l'article 21 exige que le rapport d'activité rendant compte annuellement de l'exercice des missions et des moyens de chacun de ces organismes comporte un schéma pluriannuel d'optimisation de ses dépenses qui évalue l'impact prévisionnel sur ses effectifs et sur chaque catégorie de dépenses des mesures de mutualisation de ses services avec les services d'autres autorités administratives indépendantes ou autorités publiques indépendantes ou avec ceux d'un ministère. Il souhaite que lui soit communiqué un bilan, pour chaque autorité administrative indépendante et chaque autorité publique indépendante, de la mise en œuvre de ces dispositions et des économies ainsi réalisées.

Étrangers

Rupture des droits sociaux pour les étrangers malades

16014. – 22 janvier 2019. – **M. Bruno Fuchs** alerte **M. le ministre de l'intérieur** sur la problématique des ruptures des droits sociaux pour les « étrangers malades », bénéficiaires d'une carte de séjour temporaire délivrées en application de l'article L. 313-11 1° du CESEDA, qui sollicitent le renouvellement de leur titre de séjour pour raison de santé. La procédure prévoit que le demandeur, après dépôt de son dossier de demande de renouvellement en préfecture, adresse son certificat médical à la direction territoriale de l'OFII. Celui-ci est examiné par un

médecin de l'OFII qui rédige un rapport médical sur la pathologie du demandeur. Ce rapport est adressé au collège des médecins chargés d'émettre un avis à l'attention du préfet. Cet avis indique si oui ou non l'étranger répond toujours aux critères prévus par le CESEDA, en particulier sur la possibilité d'un traitement approprié au regard de sa pathologie dans le pays dont le demandeur d'un titre de séjour pour raison de santé est originaire. Les étrangers sollicitant le renouvellement de leur titre de séjour ne se voient délivrer un récépissé de demande de titre de séjour (article R. 311-4 du CESEDA) par la préfecture, que lorsqu'elle est informée par le service médical de la direction territoriale de l'OFII de la transmission du rapport médical au collège de médecin de l'OFII (article R. 313-23 du CESEDA). Compte tenu de la longueur de la procédure imputable à l'administration, cette procédure génère la rupture des droits sociaux dans la mesure où le demandeur ne peut présenter ni titre de séjour en cours de validité, ni récépissé aux organismes sociaux. C'est pourquoi M. le député propose de conditionner la délivrance du récépissé prévu à l'article R. 311-4 du CESEDA à la réception par la direction territoriale de l'OFII du certificat médical et non à la transmission du rapport médical au collège des médecins de l'OFII. Il souhaiterait connaître son avis sur cette suggestion.

Ordre public

L'usage des lanceurs de balles de défense (LBD)

16067. – 22 janvier 2019. – M. Jean Lassalle interroge M. le ministre de l'intérieur sur l'usage des lanceurs de balles de défense dans le cadre de la sécurisation des manifestations. En effet, plusieurs personnes ont été récemment grièvement blessées lors des manifestations des « Gilets jaunes », depuis l'acte premier de novembre 2018, par des projectiles en caoutchouc tirés par des lanceurs de balles de défense (LBD). Alors que l'usage de ces armes dites de force intermédiaire dans les opérations de maintien de l'ordre est strictement encadré par la loi et autorisé uniquement qu'en cas d'« absolue nécessité et de manière strictement proportionnée », le Défenseur des droits, dans un rapport remis le 10 janvier 2018 à l'Assemblée nationale, recommande leur interdiction compte tenu de la nature des manifestations actuelles où les personnes sont groupées et mobiles. Il souligne que ce type d'armes manque de précision et que « le point visé ne sera pas nécessairement le point touché et la personne visée pourra ne pas être celle atteinte ». Le risque est en effet de blesser grièvement une personne et donc d'engager la responsabilité du tireur. C'est pourquoi les citoyens inquiets réclament la mise en place de solutions intermédiaires au profit des forces de l'ordre, car toutefois, il est nécessaire de leur donner tous les moyens de protection et de maintien de l'ordre. C'est dans ce contexte qu'il lui demande de bien vouloir lui préciser sa position sur ce sujet et de confirmer sa volonté d'apaiser les esprits dans la situation actuelle en mettant en place des alternatives moins dangereuses.

Ordre public

Maintien de l'ordre - Lanceur de balles de défense

16068. – 22 janvier 2019. – M. Jean-Charles Laronneur interroge M. le ministre de l'intérieur sur l'usage des lanceurs de balles de défense dans le cadre de la sécurisation des manifestations. Les forces mobiles sont confrontées à de nouvelles formes de contestation sociale. Elles sont plus spontanées, médiatisées, moins souvent déclarées et encadrées, plus hétérogènes, mêlant des manifestants pacifiques et des émeutiers. Les rassemblements des « Gilets jaunes » ont malheureusement parfois donné lieu à l'intervention séparée de groupes structurés et violents. Leurs méfaits couvrent un large spectre, du vol au saccage organisé, jusqu'à l'agression caractérisée des forces de l'ordre ou des journalistes. Intervenant dans un cadre juridique strict, les forces de l'ordre sont soumises aux principes de nécessité et de proportionnalité ainsi qu'à un formalisme protecteur et exigeant. La gradation des moyens employés permet une adaptation et une prise en compte différenciée des comportements au sein des attroupements. Or, à l'occasion des manifestations de ces dernières semaines, plusieurs cas de blessures graves causées par les balles en caoutchouc ont été recensés. Elles sont la plupart du temps soit le fait des *flashball* (lanceur compact manuel à deux coups, sans crosse d'épaule) soit le fait du lanceur de balles de défense LBD 40x46 (arme mono-coup d'épaule plus précise). En 2015, la commission d'enquête « chargée d'établir un état des lieux et de faire des propositions en matière de missions et de modalités du maintien de l'ordre républicain, dans un contexte de respect des libertés publiques et du droit de manifestation, ainsi que de protection des personnes et des biens » a estimé que « compte tenu de ce défaut de précision, le *flashball* n'est manifestement pas adapté lorsque les forces de l'ordre interviennent lors de manifestations et autres événements de voie publique ». Elle a également proposé de restreindre l'usage du lanceur de balles de défense LBD 40x46 lors des opérations de maintien de l'ordre aux seules forces mobiles et aux forces dûment formées à son emploi dans le contexte particulier du maintien de l'ordre. Or, ces dernières semaines, il semblerait que ces blessures n'ont manifestement pas été infligées par des membres

d'unités spécialisées au maintien de l'ordre. Considérant que ces armes peuvent occasionner des blessures dramatiques lorsque le visage notamment et, en particulier, les yeux sont atteints, il l'interroge sur l'opportunité de réviser le cadre juridique d'utilisation de ces armes pour assurer une gradation effective, efficace et sécurisée de la réponse des forces de l'ordre, tout en préservant l'intégrité physique des manifestants.

Ordre public

Nombre de blessés recensés depuis le début du mouvement des « Gilets jaunes »

16069. – 22 janvier 2019. – **M. Julien Aubert** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le nombre exact des blessés recensés depuis le début des manifestations des « Gilets jaunes ». En effet, la diffusion de vidéos montrant des manifestants et policiers blessés lors des manifestations soulève des interrogations sur la gestion du maintien de l'ordre. Selon certains organes de presse, il y aurait depuis le début des mobilisations près de 2 000 blessés du côté des manifestants, dont au moins 90 blessés graves, et près de 1 000 blessés du côté des policiers. Nul n'ignore que la particulière violence subie a été causée par l'infiltration répétée de casseurs dans ces mobilisations ni le courage avec lequel les forces de l'ordre ont dû y faire face. Pourtant, ces chiffres, s'ils étaient avérés, appellent le Gouvernement à une profonde remise en question de sa gestion policière de la crise. Il est à noter que la police nationale et la gendarmerie utilisent désormais le « LDB 40 », lanceur de balles de défense remplaçant le traditionnel « flash-ball » pour sa plus grande portée et précision. Toutefois, cette arme de défense est encore vivement critiquée pour son usage lors des manifestations de par les blessures qu'elle inflige. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir confirmer ou infirmer les chiffres sus-évoqués. Aussi, il souhaiterait connaître le nombre exact de blessés lors des manifestations en décomptant ceux qui étaient manifestants de ceux qui étaient étrangers à la manifestation. Enfin, il lui demande de préciser le nombre de blessés par le « LDB 40 » ainsi qu'un décompte précis du nombre de blessés parmi les forces de l'ordre.

Ordre public

Sécurité publique - Usage disproportionné de la force dans les manifestations

16070. – 22 janvier 2019. – **M. Hubert Wulfranc** alerte **M. le ministre de l'intérieur** sur la lutte contre l'usage parfois excessif de la force par la police et la gendarmerie. Depuis le déclenchement de la mobilisation des gilets jaunes le 17 novembre 2018, 81 personnes gravement blessées par les forces de l'ordre ont été recensées parmi les manifestants, 14 d'entre eux ont perdu l'usage d'un œil suite à des tirs de balle de défense de type LBD 40, d'autres ont eu une main arrachée suite à l'explosion de grenades à effet de souffle GLI-F4, enfin, une personne âgée est décédée après avoir été blessée par une grenade alors qu'elle fermait les volets de son appartement situé au quatrième étage d'un immeuble. La ligue des droits de l'Homme dénonce l'usage illégitime et disproportionné des grenades de désencerclement ainsi que des lanceurs de balles de défense LBD 40 par les forces de l'ordre, dans le cadre des manifestations. Concernant les LBD, le Défenseur des droits demande désormais la suspension de leur utilisation. La France est aujourd'hui le seul pays de l'Union européenne à compter ce type d'armes dans son arsenal de maintien de l'ordre. Suite au décès de Rémi Fraisse en octobre 2014, l'emploi des grenades offensives OF-F1 avait été interdit, celles-ci, à l'instar des grenades GLI-F4, contenaient du TNT. Aussi il est incompréhensible de maintenir son usage au sein des forces de l'ordre. Alors que le maintien de l'ordre pratiqué en France était autrefois cité en exemple, la clé étant de montrer sa force pour ne pas avoir à s'en servir, le recours du plus en plus systématisé à la violence physique et l'emploi d'équipements potentiellement mutilants, voire mortels, par les forces de l'ordre est aujourd'hui dénoncé par de nombreuses organisations. Ainsi, le comité de lutte contre la torture des Nations unies indique dans son septième rapport périodique sur la France, publié en 2016, être « préoccupé par les allégations d'usage excessif de la force par les fonctionnaires de police et de gendarmerie ayant, dans certains cas, entraîné des blessures graves ou des décès ». Il est également préoccupé par : les informations faisant état d'obstacles rencontrés par les victimes pour porter plainte ; l'absence de données statistiques sur les plaintes permettant de faire une comparaison par rapport aux enquêtes ouvertes et aux poursuites envisagées ; le manque d'informations détaillées sur les condamnations judiciaires des fonctionnaires de police et de gendarmerie reconnus coupables et les sanctions prononcées à leur égard ; des informations faisant état d'un nombre important de non-lieux et de classements dans suite, de sanctions administratives peu sévères ou non proportionnelles à la gravité des faits et du peu de sanctions judiciaires prononcées contre les fonctionnaires de police ou de gendarmerie. Le 17 décembre 2018, l'ONG Amnesty international déclarait dans un communiqué concernant la situation en France, que la police doit cesser de recourir à une force excessive contre les manifestants, les lycéens notamment suite à l'interpellation de plus de 150 jeunes à Mantes-la-Jolie maintenus plusieurs heures à genoux, mains sur la tête, et regard droit, ainsi que sur les journalistes victimes parfois de tir direct de lanceurs de

balles de défense ou de grenade de désencerclement tel Florent Marcie, réalisateur de documentaires, habitué des zones de guerre, blessé pour la première fois de sa carrière le 5 janvier 2019, par un tir de LBD au visage. Bien que l'usage du LBD soit théoriquement limité aux « cas d'absolue nécessité et de manière strictement proportionnée » sans viser le visage, il ressort que le flou légal, le nom et la nature de l'arme poussent aux bavures et à l'impunité. En effet, si un tireur de LBD 40 éborgne un manifestant, l'agent pourra toujours se défaire de sa responsabilité en invoquant l'imprécision de l'arme contrairement à une situation où un manifestant serait par exemple, frappé abusivement avec un tonfa ou avec les poings. Amnesty international dénonce également la confiscation systématique des équipements de protection des manifestants, journalistes et du personnel médical, quand bien même ceux-ci ne présentent aucun caractère de dangerosité telles que des lunettes, des masques ou des casques de protection. Pire encore, la détention de ce type d'équipements de protection a également été utilisé par les forces de l'ordre comme prétexte pour procéder à des gardes à vue pouvant aller jusqu'à 30 heures, sous couvert de « délit de participation à un groupement violent » ouvrant droit à des arrestations préventives telles que dénoncées par l'ONG. Ces gardes à vues, trop souvent arbitraires, n'ont bien souvent, pas donné de suite judiciaire faute de preuves suffisantes pour qualifier les faits reprochés. Au 11 janvier 2018, 78 dossiers liés à des violences jugées abusives commises par des agents des forces de l'ordre sur des manifestants ont été déposés auprès de l'IGPN, parfois avec des preuves vidéos solides. Par ailleurs, 200 signalements ont également été transmis à l'IGPN. Malgré ses signalements et ses recours, aucune suspension d'agent n'avait été prononcée à cette même date. Afin de rétablir le lien de confiance entre la population et les forces de l'ordre il lui demande que les recommandations du Comité contre la torture en direction de la France émise en 2016 soient mises en œuvre. Dans son rapport le comité recommande à l'État français signataire de la « Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants » de renforcer la lutte contre tout usage excessif de la force par la police et la gendarmerie et de veiller à ce que : les mesures nécessaires soient prises pour garantir que, dans la pratique, les victimes de violences policière puissent déposer plainte, que celles-ci soient enregistrées et que, le cas échéant, les plaignants soient protégés contre tout risque de représailles ; dans tous les cas qui lui sont signalés, une enquête prompte, impartiale, indépendante et transparente soit menée dans des délais raisonnables ; des poursuites puissent être engagées et, en cas de condamnation, des sanctions proportionnelles à la gravité des faits soient prononcées ; des données statistiques complètes et ventilées soient établies sur les plaintes déposées et les signalements pour faits de violence et d'usage excessif de la force, et sur les enquêtes administratives ou judiciaires ouvertes concernant tant la police que la gendarmerie, les poursuites engagées, les condamnations et les sanctions prononcées, les décisions de non-lieu et les classements sans suite. Dans un contexte de plus en plus tendu, ces mesures paraissent plus que jamais urgentes et nécessaires. De même, l'emploi des LBD 40 et des grenades de désencerclement doit être proscrit ou à défaut, être davantage encadré. De nombreux pays ont démontré que l'usage des gaz lacrymogènes et des lances-eau, des équipements beaucoup moins invalidants, permettaient de gérer tout aussi efficacement les éventuels débordements violents. Dès lors il souhaite savoir quelles mesures concrètes il entend prendre pour lutter efficacement contre les violences abusives commises par certains représentants des forces de l'ordre pour satisfaire aux recommandations du comité contre la torture de l'ONU, ainsi qu'à celles de l'ensemble des ONG concernées.

538

Police

Astreintes judiciaires sur le commissariat de police à Aix-en-Provence

16098. – 22 janvier 2019. – **Mme Anne-Laurence Petel** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les lourdes astreintes judiciaires pesant sur les effectifs du commissariat de police d'Aix-en-Provence. En effet, en raison de l'activité concomitante du tribunal de grande instance et de la Cour d'appel, ce sont chaque jour 30 à 40 fonctionnaires, et parfois au-delà, qui sont mobilisés pour le transfèrement et la surveillance des prévenus. La création récente d'une quatrième section d'assises se traduira par un nouvel alourdissement des charges judiciaires pesant sur le commissariat d'Aix. Cette situation obère la capacité d'action des services de police, au nombre de 300 fonctionnaires, et leur efficacité dans la mise en œuvre de la police de sécurité du quotidien. Elle lui demande donc de bien vouloir lui indiquer les mesures qu'il compte prendre afin de permettre le déploiement sur le terrain de fonctionnaires en nombre suffisant, condition essentielle à la réussite de la police de sécurité du quotidien.

Police

Avantage spécifique d'ancienneté pour les policiers d'Île de France

16099. – 22 janvier 2019. – **M. Cédric Villani** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la non-reconnaissance de l'avantage spécifique d'ancienneté (ASA) dans la police nationale. L'ASA, défini par l'article 11

de la loi n° 91-715 du 26 juillet 1991, a été complété successivement par le décret n° 95-313 du 21 mars 1995, qui précisait les conditions d'octroi de cet avantage, ainsi que par un arrêt du Conseil d'État n° 229547 en date du 9 février 2005, qui confirmait la rétroactivité des effets de l'ASA au 1^{er} janvier 1995 pour tous les fonctionnaires, y compris les fonctionnaires de police. De plus, l'arrêté du 3 décembre 2015 a fixé une nouvelle liste des circonscriptions de police (CSP) ouvrant droit à l'ASA à compter du 16 décembre 2015. Or la nouvelle liste a abouti à écarter de ce droit des policiers affectés dans la même commune mais dépendant administrativement d'une autre direction d'emploi, alors même que le siège de leur locaux administratifs est implanté dans le ressort territorial des CSP éligibles. L'Île de France pourrait être considéré comme une seule et même circonscription, ce qui permettrait d'éviter des inégalités de traitement entre les agents alors même que leurs missions et leur dévouement sont les mêmes. Il lui demande s'il compte prendre des dispositions en ce sens.

Police

Construction d'un commissariat à Sedan

16100. – 22 janvier 2019. – **M. Jean-Luc Warsmann** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le projet de construction d'un commissariat de police à Sedan. Il remercie formellement son prédécesseur d'avoir retenu cette demande. Il souhaiterait connaître le calendrier prévisionnel de livraison de ce nouvel équipement.

Police

Date de livraison des véhicules Skoda Octavia aux brigades anticriminalité

16101. – 22 janvier 2019. – **M. Jean-Louis Thiériot** interroge **M. le ministre de l'intérieur** sur la date de mise à disposition des BAC des véhicules Skoda Octavia, promis et toujours pas livrés. Les policiers des BAC pointent en effet l'âge et l'insuffisance des véhicules actuellement en dotation. La taille des coffres actuels est insuffisante pour stocker l'ensemble du matériel de première intervention en cas d'attaque terroriste. Il est aujourd'hui impossible de conserver en permanence le bouclier, l'arme longue et le casque lourd. Un tel retard est de nature à mettre en danger les équipages et à limiter l'efficacité des interventions. Il attire donc son attention sur la nécessité d'accélérer le processus de mise en dotation.

Police

Les polices municipales en attente du décret d'utilisation des caméras mobiles

16102. – 22 janvier 2019. – **Mme Valérie Lacroute** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la date d'entrée en vigueur du décret d'application de la loi n° 2018-697 du 3 août 2018 relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique et notamment les polices municipales. En effet, la loi n° 2018-697 relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique publiée au *Journal officiel* le 5 août 2018, ne peut être mise en application par les maires faute de parution du décret. Les modalités d'application et d'utilisation des caméras-piétons n'ont toujours pas été précisées par le Conseil d'État. Ainsi, depuis le 4 juin 2018, les 2 350 caméras-piétons utilisées par près de 400 communes ne peuvent plus être exploitées par les agents de la police municipale alors même que suite à la fin de l'expérimentation encadrée par un décret du 23 décembre 2016, la loi du 3 août 2018 avait pérennisé leur emploi. L'encadrement législatif et réglementaire est adapté. La preuve collectée aide au constat des infractions et à la poursuite des auteurs. Mais elle est surtout une garantie essentielle pour les polices municipales. Filmer les échanges entre forces de l'ordre et le public fait baisser les tensions et diminue incontestablement les incivilités. Les films sont aussi un témoignage des faits lorsqu'il y a des identifications à explorer ou des poursuites judiciaires à engager. Or les maires et les professionnels ne dissimulent pas leur impatience d'autant que tous s'accordent unanimement sur ce procédé d'utilisation des caméras mobiles ne présentant que des avantages. Il est une garantie pour la procédure pénale et les parties concernées. Les maires se voient également refuser leurs demandes de subventions par les préfetures faute de pouvoir fournir le décret s'y référant. Elle lui demande quelles mesures compte prendre le Gouvernement afin que les dispositions permettant l'utilisation des caméras piétons par les agents des polices municipales soient effectives.

Police

Primes aux forces de l'ordre : réalité et rumeurs

16103. – 22 janvier 2019. – **Mme Caroline Fiat** alerte **M. le ministre de l'intérieur** sur des primes versées aux forces de l'ordre. Depuis de nombreuses semaines, le mouvement des gilets jaunes mobilise la société et l'ensemble

des corps politiques, administratifs, des forces de sécurité intérieure. Quoique l'on pense de ce mouvement, il participe à une politisation profonde de la société instaurant un débat permanent. Les parlementaires sont alors les réceptacles des questions et des revendications des gilets jaunes. Suite à une rencontre à sa permanence de circonscription mardi 8 janvier 2019, plusieurs membres de la délégation l'ont interpellée sur des primes exceptionnelles distribuées aux commissariats de police nationale. Suite à des interpellations, certains gilets jaunes auraient reçu comme information qu'une prime est versée aux compagnies de CRS procédant à des interpellations lors des manifestations non déclarées des gilets jaunes. Plusieurs mesures d'accompagnement des forces de l'ordre - éminemment fatiguées par l'exercice de la période - ont été prises, saluées par l'ensemble des forces politiques du Parlement. Cependant, ces différentes mesures sont propices à la spéculation suite à un manque de visibilité des mesures prises. Elle lui demande donc de lui rappeler, afin qu'elle les communique aux citoyens, les différentes mesures financières prises en direction des forces de l'ordre durant cette période et les modalités auxquelles elles renvoient. Elle lui demande également si des mesures incitatives à la répression ont été prises.

Police

Situation des personnels de la police scientifique et technique

16104. – 22 janvier 2019. – **M. Nicolas Dupont-Aignan** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la situation des personnels de la police scientifique et technique qui, au regard d'une moindre visibilité que leurs collègues des autres missions de sécurité, se sentent un peu les oubliés de la Police nationale. Particulièrement mis à l'épreuve depuis les attentats de 2015, ces personnes conduisent des investigations éprouvantes, qui peuvent mettre en danger leur santé physique et leur équilibre psychologique ; leurs travaux, qui exigent un grand niveau d'expertise, sont indispensables à la résorption des affaires criminelles et par voie de conséquence, à la protection de nos concitoyens. C'est pourquoi, pour leur accorder la reconnaissance qu'ils méritent, il lui demande s'il est disposé à octroyer aux personnels de la police scientifique et technique le statut de fonctionnaires de catégorie active, et de les doter de conditions de travail décentes.

Police

Statut des personnels de la police technique et scientifique

16105. – 22 janvier 2019. – **M. Dimitri Houbbron** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le statut des personnels de la police technique et scientifique (PTS). Il rappelle que les missions de ces agents ont évolué depuis leur apparition, époque à laquelle leurs travaux se situaient essentiellement au sein des laboratoires, quand aujourd'hui, ces agents sont de plus en plus souvent amenés à se déplacer sur le terrain. Il considère en effet qu'à l'heure actuelle, la lutte contre la criminalité exige très souvent l'intervention des personnels de la PTS qui sont donc de plus en plus sollicités et exposés à des situations qui n'étaient, à l'origine, pas prévues par leur statut, statut qui ne leur offre ainsi pas de protection équivalente aux agents des corps actifs de la police nationale. Il lui demande de l'éclairer sur son positionnement sur ce sujet et si une réforme est à l'étude afin que le statut des personnels de la PTS prenne en compte l'évolution de leurs missions et des risques qui en découlent.

Sécurité des biens et des personnes

Agressions à l'encontre des sapeurs-pompiers

16140. – 22 janvier 2019. – **Mme Émilie Guerel** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur l'augmentation des agressions commises à l'encontre des sapeurs-pompiers. Selon l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP), le nombre d'agressions de pompiers déclaré a plus que triplé (+ 213 %) entre 2008 et 2017. Le nombre d'agressions en France s'élève désormais à 2813 (soit, en moyenne, 6 pompiers agressés pour 10 000 interventions), contre 2 280 en 2016 (5 pour 10 000). Le 4 septembre 2018, le décès en service d'un sapeur-pompier de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris rappelle les dangers encourus en intervention. Les sapeurs-pompiers doivent désormais affronter une multitude de types d'agressions différents au quotidien sur des territoires de plus en plus caractérisés par la violence. Se félicitant de l'expérimentation des caméras-piétons dès 2019 (loi n° 2018-697 du 3 août 2018 relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique), cette mesure contribuera à apaiser certaines situations. Toutefois, elle ne pourra pas, à elle seule, répondre à l'importance de la problématique de ces agressions. Aussi, elle souhaiterait savoir quelles mesures le Gouvernement entend mettre en œuvre afin de garantir la sécurité des sapeurs-pompiers.

*Sécurité des biens et des personnes**Augmentation des agressions de sapeurs-pompiers*

16141. – 22 janvier 2019. – **M. Bernard Perrut** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les agressions de sapeurs-pompiers qui continuent d'augmenter avec une hausse de 23 % en 2017. Si les violences à l'encontre des sapeurs-pompiers demeurent relativement rares, puisque 2 813 pompiers ont été agressés en 2017 pour 4,7 millions d'interventions, leur hausse constante est inquiétante. Aussi entre 2008 et 2017, le nombre d'agressions de pompiers déclarées a plus que triplé, et il semblerait que la même tendance ait été constatée en 2018. Il demande au ministre les mesures que le Gouvernement entend prendre afin d'enrayer cette progression, notamment en matière de renforcement du réseau pompier et d'exemplarité des condamnations en justice.

*Sécurité des biens et des personnes**Décret d'application sur la gratuité des péages pour les véhicules des SDIS*

16142. – 22 janvier 2019. – **Mme Stéphanie Rist** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le fait que l'article L.122-4-3, créé par la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017, art. 171, stipulant que les véhicules d'intérêt général prioritaires en opération ne sont pas assujettis au péage, ne dispose pas encore de décret d'application. Alors que les services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) sont limités dans l'évolution de leurs dépenses réelles, ils continuent à devoir assumer cette charge financière. C'est donc un dispositif nécessaire et hautement symbolique qui tarde à être mis en place. Consciente des difficultés rencontrées dans la définition des mesures réglementaires, elle lui demande quand cette mesure sera concrètement mise en œuvre.

*Sécurité des biens et des personnes**Paiement des péages autoroutiers par les véhicules de secours*

16143. – 22 janvier 2019. – **M. Stéphane Testé** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le paiement des péages autoroutiers par les véhicules de secours et de lutte contre les incendies. À la suite d'un amendement parlementaire adopté à l'unanimité, la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 contient un article 171 qui prévoit la gratuité des péages d'autoroute pour les véhicules d'intérêt général prioritaires en opération dont le décret d'application n'a pas encore été publié. Pourtant, il lui indique que cette disposition est attendue et souhaitable. Pour exonérer de péages les véhicules de secours lors de leurs interventions en urgence, un accord financier entre l'État et les sociétés concessionnaires d'autoroutes est nécessaire. C'est pourquoi, il lui demande, d'une part de lui transmettre des informations précises sur l'avancement de cette négociation qui pourrait aboutir à la signature d'un avenant aux contrats de concession et, d'autre part de lui indiquer le délai dans lequel la parution du décret d'application est envisagée.

*Sécurité des biens et des personnes**Prévention face au « Bird Box Challenge »*

16144. – 22 janvier 2019. – **Mme Émilie Guerel** alerte **M. le ministre de l'intérieur** sur les dangers liés à un nouveau phénomène véhiculé par les réseaux sociaux : le *Bird Box Challenge*. Inspiré du film *Bird Box*, produit par Netflix, un long-métrage dans lequel une mère de famille tente d'échapper à un monstre avec ses enfants en se bandant les yeux, le *Bird Box Challenge* consiste à réussir des tâches de la vie quotidienne les yeux bandés. En fin d'année 2018, un « youtubeur » a posté une vidéo dans laquelle il se trouve au volant les yeux bandés ou même traversant une rue les yeux bandés. Récemment, le lundi 7 janvier 2019, une jeune fille de dix-sept ans aux États-Unis a produit un accident de voiture après s'être couverte les yeux avec son bonnet dans le but de participer à ce challenge. Devant l'ampleur du phénomène sur les réseaux sociaux et afin de protéger les jeunes, elle souhaiterait que le Gouvernement lui détaille les dispositions qu'il compte prendre pour prévenir les plus jeunes en France face à cette pratique.

*Sécurité des biens et des personnes**Sapeurs-pompiers volontaires - Arrêt « Matzak » CJUE*

16145. – 22 janvier 2019. – **M. Bernard Deflesselles** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les dangers que font courir la directive européenne 2003/88/CE du 4 novembre 2003 et son interprétation par la Cour de justice de l'Union européenne sur le système français de sécurité civile. Dans un arrêt dit « Matzak » du 21 février 2018, la CJUE a considéré qu'un sapeur-pompier volontaire belge devait être vu comme un travailleur

au sens de cette directive. Or le système français de sécurité civile est fondé sur l'engagement citoyen et la complémentarité entre agents permanents et volontaires occasionnels. Sur le plan associatif, les unions départementales et régionales de pompiers ainsi que les fédérations de sapeurs-pompiers portent le projet d'une directive spécifique aux forces de sécurité. D'autres fédérations, en Allemagne, Autriche et aux Pays-Bas, prônent une évolution de cette situation engendrée par l'interprétation d'une directive initialement produite pour préserver la sécurité et la santé des travailleurs. Il souhaite connaître la position du Gouvernement et savoir quelle discussion il a entamé pour faire modifier cette directive et protéger le statut des sapeurs-pompiers volontaires.

Sécurité des biens et des personnes

Situation au centre de rétention administratif de Cornebarrieu

16146. – 22 janvier 2019. – **M. Sébastien Nadot** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les risques encourus par les personnes retenues au centre de rétention de Cornebarrieu lorsque celles-ci sont libérées en pleine nuit, situation intervenue à plusieurs reprises depuis l'entrée en vigueur le 2 janvier 2019 du délai de dix heures durant lequel une personne retenue peut rester à disposition de la justice après sa libération. Le centre de rétention de Cornebarrieu, près de Toulouse, est un centre isolé, éloigné de toutes habitations et déjà très mal desservi par les transports en commun en journée. Durant la nuit, aucun transport en commun n'y mène ou ne le rattache à la ville. De ce fait, se retrouver seul et sans aucun repère dans son environnement est une situation particulièrement anxiogène voire dangereuse pour des personnes vulnérables. C'est pourtant dans cette situation que se retrouvent fréquemment des personnes retenues puis libérées par l'administration en pleine nuit au bord de la route départementale qui jouxte le centre de rétention et aux abords de la zone aéroportuaire de Blagnac. Il lui demande s'il entend prendre des mesures afin que les personnes retenues en centre de rétention ne soient plus délaissées en pleine nuit aux abords de centres de rétention totalement isolés.

Sécurité des biens et des personnes

Statut sapeurs-pompiers volontaires - Directive européenne

16147. – 22 janvier 2019. – **Mme Gisèle Biémouret** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur l'inquiétude de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers de France concernant le statut des sapeurs-pompiers volontaires. En effet, la FNSPF craint qu'une transposition en droit interne de la directive européenne sur le temps de travail en mobilisant les dérogations prévues par l'article 17 de la directive 2003/88/CE du parlement européen, assimile les SPV à des travailleurs et altère profondément le cadre juridique des SPV, tout comme la nature de leur relation avec les employeurs, qui passerait alors d'une logique de disponibilité à une logique de cumul d'emplois, source de difficultés pour les SPV dans l'accès à l'emploi, de contraintes de gestion et de préjudices pour les employeurs. Elle lui demande si le Gouvernement entend proposer un dispositif au niveau européen propre aux SPV, afin de protéger le modèle français.

542

Sécurité des biens et des personnes

Voitures brûlées - Saint Sylvestre

16148. – 22 janvier 2019. – **M. Guy Teissier** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le nombre de véhicules brûlés lors du réveillon de la Saint Sylvestre. De nombreux chiffres ont été publiés, notamment par un travail d'investigation mené par la presse. Il souhaiterait connaître le chiffre exact de voitures brûlées en France, en région PACA et plus particulièrement à Marseille, arrondissement par arrondissement.

Sécurité routière

L'usage du triplicata dans les commissariats de police et dans les gendarmeries

16152. – 22 janvier 2019. – **M. Joël Giraud** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les revendications de l'association « Victimes et Avenir » et le Collectif « Justice pour les Victimes de la Route », respectivement association d'aide aux victimes et association de victimes. Depuis plusieurs années maintenant l'usage du triplicata dans les commissariats de police et dans les gendarmeries a été abandonné à l'exception de trois départements. En cas d'accident corporel entraînant des blessures ou un décès, aucun constat n'est rédigé entre les parties, seul le procès-verbal d'accident fait foi pour déterminer les responsabilités vis-à-vis de l'assureur. En l'absence de procès-verbal, le sort des familles ou des victimes se trouve suspendu à une procédure d'enquête qui peut parfois s'avérer être longue, repoussant ainsi le délai de versement de provisions de la part des compagnies d'assurance, plongeant les familles ou les victimes dans des situations financières dramatiques. Ainsi, les

représentants des victimes sollicitent que soit remis en vigueur dans les meilleurs délais sur l'ensemble du territoire français le *triplicata* en cas d'accident corporel de la circulation. Ce document, qui serait remis aux familles ou aux victimes ou à une association spécialisée ayant reçu mandat dans les 5 jours suivant l'accident, devrait comporter des informations sur les premières constatations de l'accident, les identités précises de toutes les personnes impliquées dans l'accident, la validité ou non du permis de conduire de chaque conducteur, les résultats des tests toxicologiques de tous les protagonistes, les informations sur les contrats d'assurance des véhicules impliqués. Cette mesure qui semble concerner environ 10 familles par jour en cas d'accident mortel et 76 familles par jour en cas d'accident entraînant des blessures permettrait à toutes ces personnes de faire valoir leurs droits plus rapidement auprès des compagnies d'assurances. Aussi, il lui demande de bien vouloir faire étudier cette proposition et de lui faire connaître ses intentions à ce sujet.

Sécurité routière

Procès-verbal - Triplicata

16154. – 22 janvier 2019. – **Mme Valérie Beauvais** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la procédure d'indemnisation du préjudice corporel en cas d'accident de la route. En 2016, 3 477 personnes ont perdu la vie sur les routes, 72 645 ont été victimes d'un accident entraînant des blessures dont 27 187 ont dû être hospitalisées. Depuis plusieurs années, l'usage du *triplicata* dans les commissariats de police ainsi que dans les gendarmeries a été abandonné et remplacé par le PV accident, qui détermine les responsabilités des parties auprès de l'assureur. Dans le cas où le PV accident n'a pas été effectué, une procédure d'enquête est ouverte pour déterminer les circonstances de l'accident. Ces procédures sont longues et fastidieuses et allongent les délais de versement des indemnités, aggravant ainsi la douleur des familles. Le *triplicata* en cas d'accident corporel de la circulation permet de réduire les délais de versement des provisions par les compagnies d'assurance car il comporte l'ensemble des informations nécessaires pour une procédure rapide (circonstances de l'accident, textes toxicologiques, numéro des contrats d'assurance des différentes parties entre autres). En conséquence, elle lui demande d'une part de bien vouloir lui indiquer dans quelles mesures le *triplicata* pourrait être rétabli et d'autre part de lui préciser les mesures qui pourraient être mises en œuvre pour réduire les procédures d'enquête et les délais de versement de provisions par les compagnies d'assurance.

543

Taxis

Lutte contre les faux taxis devant les aéroports parisiens

16161. – 22 janvier 2019. – **M. Stéphane Testé** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la hausse constante de faux taxis sévissant devant les aéroports de Roissy-Charles de Gaulle et d'Orly. Le développement considérable de faux taxis pratiquant des prix très prohibitifs aux abords des deux aéroports parisiens représente un problème important et dégrade l'image de la France auprès des touristes étrangers qui en sont souvent la cible. Au mois de novembre 2018, un taxi clandestin a demandé à un couple de touristes thaïlandais la somme de 247 euros pour un trajet Roissy-Paris alors même que ces trajets sont plafonnés au forfait de 50 à 55 euros depuis l'arrêté du 14 décembre 2017 relatif aux tarifs des courses de taxi pour 2018. Ainsi, à l'approche des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, il lui demande quelles solutions sont étudiées par le Gouvernement afin d'endiguer ce phénomène.

JUSTICE

Animaux

Mise en place d'une amende forfaitaire en cas de maltraitance animale

15952. – 22 janvier 2019. – **M. Éric Alauzet** interroge **Mme la garde des sceaux, ministre de la justice**, sur la mise en place d'une amende forfaitaire en cas de maltraitance animale. En première lecture du projet de loi de programmation de la justice, les députés ont adopté un amendement étendant la procédure de l'amende forfaitaire aux cas de maltraitance animale. Cette mesure instituait une sanction immédiate et simple, donc efficace, contre ces comportements qui demeurent aujourd'hui banales et trop rarement condamnés. En seconde lecture, le Gouvernement a souhaité supprimer cet ajout en raison d'un mauvais ciblage de celui-ci, l'article ciblé n'étant pas relatif aux infractions pénales alors que la procédure de forfaitisation ne s'applique qu'à elles, et d'une question de domaine, la procédure d'amende forfaitaire aux contraventions relevant du domaine du règlement et non de la loi. Dans l'exposé des motifs de son amendement, le Gouvernement note clairement qu'il « procèdera à l'extension de

la procédure de l'amende forfaitaire à d'autres contraventions réprimant la maltraitance animale dès lors que leur constatation relève d'une certaine évidence ». Il lui demande donc de lui indiquer les mesures qui seront prises pour satisfaire cet engagement fort en faveur de la protection des animaux, notamment concernant les infractions des articles R. 215-4 et R. 215-8 du code rural et de la pêche maritime et dans quels délais l'amende forfaitaire pourra être effectivement mise en place.

Déchéances et incapacités

Réforme dispositif financement des mandataires judiciaires - Majeurs protégés

15978. – 22 janvier 2019. – **Mme Cécile Untermaier** attire l'attention de **Mme la garde des sceaux, ministre de la justice**, sur les conséquences de la réforme du dispositif de financement des mandataires judiciaires à la protection des majeurs. Dans un décret n° 2018-767 du 31 août 2018 relatif au financement des mandataires judiciaires à la protection des majeurs, le Gouvernement a révisé le barème de participation financière des personnes sous mesure de protection juridique. Cette réforme, entraîne d'importantes conséquences sur la situation financière des personnes protégées dont l'ensemble des revenus mensuels est compris entre l'allocation adulte handicapé et le SMIC, dans un contexte de paupérisation des personnes les plus vulnérables de notre société. En corollaire, leur besoin d'accompagnement est croissant du fait du cumul des facteurs de vulnérabilité entraînant des situations complexes de plus en plus nombreuses. Il est constaté un manque de moyens criant face à une charge de travail toujours plus importante. Face à ces inquiétudes, elle souhaite connaître les mesures que le Gouvernement envisage de mettre en place en faveur des majeurs protégés.

Droits fondamentaux

Blocage du site antisémite « Démocratie participative »

15983. – 22 janvier 2019. – **Mme Brigitte Kuster** rappelle à **Mme la garde des sceaux, ministre de la justice**, que par une décision en date du 27 novembre 2018, le tribunal de grande instance de Paris a ordonné à neuf fournisseurs d'accès à Internet de bloquer l'accès depuis la France du site raciste, antisémite et homophobe *Démocratie participative*, sous peine d'être condamnés à payer 10 000 euros d'amende par jour de retard. Une décision que le juge judiciaire a eu la précaution d'étendre à « tout site comportant le nom democratieparticipative.biz » dans le but d'empêcher que le contenu du site initial soit accessible depuis un nouveau nom de domaine. Une précaution qui n'a malheureusement pas permis d'éviter que le site ne réapparaisse sous l'URL <https://democratieparticipative.website/>. Aussi, elle lui demande quelle mesure d'urgence elle compte prendre pour empêcher que ce site ne propage plus longtemps son contenu haineux.

Justice

Accompagnement victimes par un avocat lors du dépôt de plainte

16044. – 22 janvier 2019. – **Mme Agnès Thill** attire l'attention de **Mme la garde des sceaux, ministre de la justice**, sur l'accompagnement des victimes d'abus sexuels, sexistes, physiques et moraux par un avocat lors du dépôt de plainte. Aujourd'hui, dans le modèle français de justice, il n'est pas possible pour une victime d'être assistée d'un avocat lors de son audition de dépôt de plainte au sein des commissariats de police et gendarmeries. Appui juridique et psychologique, la victime pourra dès le début de la procédure obtenir, si elle le souhaite, la présence et le soutien d'un avocat. La libération de la parole passe par le renforcement des outils juridiques des victimes. Actuellement, l'article 10-4 du code de procédure pénale prévoit que « À tous les stades de l'enquête, la victime peut, à sa demande, être accompagnée par son représentant légal et la personne majeure de son choix... ». Or dans les faits, le dépôt de plainte n'entre pas dans le cadre de l'enquête. En effet, l'enquête débute du fait de ce dépôt de plainte. Elle souhaiterait alerter Mme la ministre sur ce problème d'interprétation du code de procédure pénale et souhaite trouver une solution pour permettre aux victimes d'être assistées d'un avocat au moment de l'audition de dépôt de plainte, soit avant le début de l'enquête. Complémentaire à la plainte en ligne, cette précision permettra le renforcement de l'arsenal judiciaire en faveur des victimes. Ainsi, elle lui demande de bien vouloir lui préciser la position du Gouvernement sur la situation de la représentation des victimes d'abus sexuels, sexistes, physiques et moraux par un avocat dès la phase de dépôt de plainte.

*Justice**Meilleur remboursement des frais kilométriques des conciliateurs de justice*

16045. – 22 janvier 2019. – **Mme Graziella Melchior** attire l'attention de **Mme la garde des sceaux, ministre de la justice**, sur les soucis rencontrés par les conciliateurs de justice. Ils travaillent au quotidien dans une relation de proximité avec les conciliables, dans les mairies avec une gratuité de leurs interventions, liée à leur statut de bénévoles. Leur travail et leurs résultats font l'unanimité. Ils demandent un meilleur remboursement de leurs indemnités kilométriques qui n'engendrent pas des frais démesurés. Ils appellent sur ce plan à l'équité de traitement avec d'autres contributeurs à l'œuvre de justice que sont les délégués du défenseur des droits (404 euros de défraiement par mois) ou les délégués du procureur de la république. Aussi, elle lui demande les mesures de correction que compte prendre le Gouvernement pour répondre à cette préoccupation afin que la justice dans le Finistère et au-delà n'en pâtisse pas.

*Taxe sur la valeur ajoutée**Expertises médicales destinées à la justice - Honoraires - TVA applicable*

16159. – 22 janvier 2019. – **M. Éric Poulliat** attire l'attention de **Mme la garde des sceaux, ministre de la justice**, sur le tarif des expertises médicales destinées à la justice et mandatées la plupart du temps pour le compte de particuliers. Le décret n° 2008-1485 du 22 décembre 2008 relatif à la tarification des certificats et avis médicaux établis dans le cadre des mesures judiciaires de protection juridique des majeurs précise que le médecin auteur du certificat circonstancié prévu à l'article 431 du code civil reçoit, à titre d'honoraires, la somme de 160 euros. Ces actes médicaux n'étant pas soumis à la TVA en 2008, le décret ne précise pas s'il s'agit d'un montant hors taxe ou taxe comprise. Cependant, le 1^{er} janvier 2014, la TVA à 20 % est entrée en vigueur, comme pour tout acte médical sans visée curative ou préventive. Si le décret n° 2014-461 du 7 mai 2014 relatif aux frais de justice et à l'expérimentation de la dématérialisation des mémoires de frais précise que les tarifs des frais de justice sont fixés hors taxes, le tarif susmentionné n'a pas été modifié, ce qui entretient des divergences d'interprétation et des situations parfois conflictuelles entre les régleurs et les praticiens. Ainsi, un médecin hospitalier du secteur public facturera son expertise 160 euros, sans préciser qu'il s'agit d'un montant hors taxe avec dispense de TVA, quand un praticien demandera 192 euros une fois avoir appliqué la TVA à 20 %. De plus, cette ambiguïté contrevient à l'arrêté du 3 décembre 1987 relatif à l'information du consommateur sur les prix, qui précise que toute information sur les prix de services doit faire apparaître, quel que soit le support utilisé, la somme totale toutes taxes comprises qui devra être effectivement payée par le consommateur, exprimée en euros. Aussi, il lui demande de clarifier ces textes pour afficher un tarif sans ambiguïté, notamment en notifiant directement le tarif de 192 euros incluant la TVA.

545

NUMÉRIQUE

*Numérique**Dématérialisation et les inégalités d'accès aux services publics*

16065. – 22 janvier 2019. – **M. Bernard Perrut** attire l'attention de **M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'action et des comptes publics, chargé du numérique**, sur la dématérialisation et les inégalités d'accès aux services publics. L'État a un objectif clair, présenté comme un progrès, la dématérialisation totale des services publics d'ici à 2022. Or face au numérique, tous les Français sont loin d'être égaux. Le Défenseur des droits, dans un récent rapport, rappelle que le passage progressif au tout-numérique se traduit pour beaucoup « par un véritable recul de l'accès » aux droits. Les personnes âgées, qui ont des soucis de santé ou qui ne sont pas coutumières de l'utilisation de l'informatique, mais également les personnes qui résident sur des territoires dont la couverture numérique n'est pas encore pleinement satisfaisante sont souvent exclues du processus de dématérialisation. Aussi, suite aux recommandations du Défenseur des droits, il souhaite connaître les mesures qu'entend prendre le Gouvernement afin de conserver une alternative pour qu'aucune démarche administrative ne soit pas accessible uniquement par voie dématérialisée, et ainsi ne pas marginaliser certaines populations.

*Services publics**Difficultés d'accès aux outils numériques*

16158. – 22 janvier 2019. – **Mme Sandrine Josso** attire l'attention de **M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'action et des comptes publics, chargé du numérique**, sur les difficultés d'accès aux outils numériques dans le cadre du déploiement du Programme Action Publique 2022. En effet, l'une des évolutions visées par le Programme Action Publique 2022 est la dématérialisation de l'ensemble des services publics à l'horizon 2022. Cela représente, certes, un facteur de simplification, de fluidification et de modernisation ; mais le déploiement de cet objectif peut faire face à certaines difficultés. La fracture numérique est, aujourd'hui encore, une réalité. Le Gouvernement agit de manière à ce que les citoyens les moins au fait des usages numériques puissent bénéficier d'un accompagnement, notamment grâce aux maisons de services au public. Une adaptation progressive est ainsi nécessaire, ainsi qu'une éducation et un accompagnement au numérique. Mais dans d'autres cas, la dématérialisation des services publics peut être un véritable problème. D'autres citoyens, ne bénéficiant pas d'un accès à Internet ou disposant d'un réseau défaillant, sont susceptibles de rencontrer de grandes difficultés. L'accès à un réseau de qualité, et par extension au haut débit, sur l'ensemble du territoire, doit être une priorité. Elle souhaiterait ainsi connaître la manière dont seront envisagées les problématiques actuelles liées aux difficultés d'accès à un réseau de qualité dans le cadre du déploiement du Programme Action Publique.

OUTRE-MER

*Outre-mer**Retard des travailleurs imputables aux aléas du transport*

16073. – 22 janvier 2019. – **M. Sylvain Brial** alerte **Mme la ministre des outre-mer** sur les conséquences des dysfonctionnements de la desserte aérienne entre Wallis et Futuna pour les voyageurs. Nombreux sont les voyageurs qui viennent sur les îles de Wallis et de Futuna pour des congés. Ces personnes sont soumises à des impératifs précis, notamment parce qu'elles doivent réintégrer leur travail en temps et en heure. C'est le cas de tous les salariés, du public comme du privé. Les retards et annulations de vol, ces dernières semaines ont été particulièrement conséquents. De la sorte des salariés se sont trouvés sous la menace de licenciement pour ne pas avoir rejoint leur lieu de travail. C'est aussi le cas de fonctionnaires, ou de militaires qui ont été accusés de désertion. Il lui demande de prendre les initiatives nécessaires pour garantir un fonctionnement régulier et fiable de la desserte de Wallis et de Futuna. À défaut, il lui demande également que soit mis en place sous le contrôle de M. l'Administrateur supérieur un mécanisme de contrôle et d'attestation permettant aux salariés de convaincre de leur bonne foi. Il souhaite enfin que pour ce qui concerne les fonctionnaires et les militaires le Gouvernement demande à leurs autorités supérieures, au vu de certificats et de la preuve de la diligence de la réaction, de ne pas tenir rigueur aux intéressés de ces contretemps.

546

PERSONNES HANDICAPÉES

*Enseignement secondaire**Enseignement de la LSF et réforme du baccalauréat*

16001. – 22 janvier 2019. – **M. Didier Baichère** attire l'attention de **Mme la secrétaire d'État, auprès du Premier ministre, chargée des personnes handicapées**, sur l'enseignement de la langue des signes de l'élémentaire au lycée et plus particulièrement de l'impact de cet enseignement dans le cadre de la réforme du baccalauréat. Créé par la loi n° 2005-102 du 11 février 2005, l'article L. 312-9-1 du code de l'éducation prévoit notamment que « la langue des signes française est reconnue comme une langue à part entière » et « qu'elle peut être choisie comme épreuve optionnelle aux examens et concours ». Deux arrêtés du 10 septembre 2007 ont ainsi ajouté la LSF à la liste des disciplines pouvant faire l'objet, à compter de la session 2008, d'une épreuve facultative au baccalauréat général et au baccalauréat technologique-hôtellerie (BO n° 39 du 1^{er} novembre 2007). L'arrêté du 12 octobre 2007 relatif aux épreuves du baccalauréat technologique ajoute la LSF aux épreuves facultatives des séries STG, ST2S, STI et STL à compter de la session 2009 (BO n° 41 du 15 novembre 2007). La langue française orale devant déjà faire l'objet d'un effort constant pour l'apprentissage des élèves sourds et malentendants, la LSF est un vecteur de communication supplémentaire aidant l'enfant à comprendre. L'introduction de l'anglais au primaire est une difficulté supplémentaire qui s'accroît ensuite au collège et au lycée avec la LV1 puis la LV2. La pratique de ces

langues vivantes n'est traitée que sous l'aspect aménagement ou dispense au passage des épreuves au baccalauréat alors que la pratique de la langue des signes pourrait être en elle-même une langue vivante leur apportant un épanouissement et des compétences supplémentaires. Les options ou spécialisations, permettent à un établissement de proposer un enseignement différenciant-valorisant qui permet un libre choix de parcours pour chaque élève. Dans le département des Yvelines, le dispositif d'accompagnement est composé de six classes ULIS en primaire (Guyancourt, Montigny-le-Bretonneux et Poissy), puis un dispositif ULIS collège sur 4 niveaux (Noisy-le-Roi), puis un dispositif ULIS lycée organisé en réseau (Versailles). Ces dispositifs accompagnent les jeunes malentendants mais permettent également à certains d'entre eux de pratiquer la LSF. Malgré des cohortes d'environ 27 élèves au collège (à partir de la cinquième), seulement 5 élèves ont passé l'option LSF au baccalauréat en 2018 et ils devraient être de l'ordre de 6 en 2019. De plus la quasi-totalité des jeunes passant cette option au baccalauréat sont en situation de handicap. Les associations concernées par l'accompagnement de ces jeunes insistent sur l'importance de laisser la liberté de choix à chaque enfant sourd ou malentendant de pouvoir choisir la LSF (même si le choix de langue orale a été fait au démarrage du cursus) au moment des choix de LV1 ou LV2. Ces associations remontent également l'importance de proposer aux élèves entendants cet enseignement permettant de travailler sur l'inclusion et la montée en puissance de cette langue facilitant le dialogue (La LSF venant en soutien des dernières avancées médicales permettant de plus en plus de pratique orale). Dans le cadre de la réforme du baccalauréat qui sera mis en place dès l'année 2020, au moment du choix concernant les apprentissages optionnels, quelle place sera faite à l'apprentissage de la LSF ? Sera-t-elle proposée à tous comme une langue vivante en LV1, LV2 ou LV3, permettant à ceux qui en feraient le choix de suivre cet enseignement avant de passer l'option au bac ? Peut-on profiter de cette réforme pour revoir le dimensionnement et le positionnement sur chaque territoire de cet enseignement et cela dès le collège ? Il lui demande enfin si l'on peut également en profiter pour promouvoir la LSF dans les établissements concernés permettant d'offrir de nouvelles perspectives aux élèves de ce collège, voire d'attirer des élèves de l'extérieur intéressés par cet enseignement. La promotion de l'enseignement de la LSF devrait permettre d'ouvrir de nouvelles perspectives de formation, de poursuite d'études dans le supérieur et d'orientation professionnelle pour chacun.

Personnes handicapées

Conséquences de la réforme de l'OETH sur les ESAT, EA et TIH

16079. – 22 janvier 2019. – M. Fabien Roussel attire l'attention de Mme la secrétaire d'État, auprès du Premier ministre, chargée des personnes handicapées, sur les conséquences de la réforme de l'obligation d'emploi des personnes handicapées (OETH) pour les établissements d'aide par le travail (ESAT), les entreprises adaptées (EA) et les travailleurs indépendants en situation de handicap (TIH). Souhaitant favoriser l'emploi direct des personnes handicapées, la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel prévoit que les contrats de sous-traitance établis par les entreprises et collectivités territoriales avec des ESAT, EA ou TIH ne seront plus pris en compte dans le quota légal d'emploi de 6 % de travailleurs handicapés. De ce fait, l'appel à la sous-traitance des ESAT, EA et TIH, qui représentent 250 000 personnes en situation handicap, va se raréfier. L'emploi des intéressés se voit ainsi menacé. Au regard de cette situation, il lui demande de bien vouloir lui indiquer les dispositions que le Gouvernement envisage afin de garantir la neutralité financière pour les ESAT, EA ou TIH, dont l'activité va être sévèrement impactée par cette réforme de l'OETH, et pour pérenniser l'activité professionnelle des personnes handicapées.

Personnes handicapées

Emploi des personnes en situation de handicap et réforme de l'OETH

16081. – 22 janvier 2019. – M. Pierre Cordier appelle l'attention de Mme la secrétaire d'État, auprès du Premier ministre, chargée des personnes handicapées, sur l'emploi des personnes en situation de handicap. Après l'adoption de la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel, la réforme de l'obligation d'emploi des personnes handicapées (OETH) se poursuit en ce moment dans le cadre de la rédaction des décrets d'application de la loi qui définiront les modalités d'application de cette obligation d'emploi révisée. Afin de favoriser l'emploi direct des personnes handicapées, la loi prévoit désormais que les contrats de sous-traitance passés par les entreprises ou collectivités aux établissements d'aide par le travail (ESAT), aux entreprises adaptées (EA) et aux travailleurs indépendants en situation de handicap (TIH), qui représentent au total près de 250 000 travailleurs en situation de handicap, ne pourront désormais plus être comptabilisés pour remplir leur obligation d'emploi (quota de 6 %). Le Gouvernement a indiqué que les futures modalités de calcul de recours à la sous-traitance seront définies dans le futur décret avec un objectif de « neutralité financière ». Les associations représentantes des

personnes handicapées s'inquiètent légitimement des effets potentiels de cette réforme sur les donneurs d'ordre qui ne seront plus incités de la même manière demain à avoir recours à la sous-traitance. Cette réforme viendrait ainsi directement fragiliser le travail des 250 000 personnes en situation de handicap qui ont aujourd'hui un accès à un travail au moyen de l'accompagnement proposé par les établissements et services d'aides par le travail (ESAT) et dont la capacité de travail est inférieure ou égale à un tiers de celle d'une personne dite « valide », qui sont salariés en entreprise adaptée ou travailleurs indépendants. Il souhaite par conséquent connaître les intentions du Gouvernement en direction des ESAT, EA et TIH dont les activités pourraient être menacées par la réforme de l'OETH, ce qui irait à l'encontre de l'objectif visé d'amélioration de l'accès au travail des personnes handicapées.

Personnes handicapées

Impact de la loi « avenir professionnel » sur les personnes handicapées

16082. – 22 janvier 2019. – **Mme Sarah El Haïry** attire l'attention de **Mme la secrétaire d'État, auprès du Premier ministre, chargée des personnes handicapées**, sur l'impact de la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel sur les contrats de sous-traitance passés par les entreprises ou collectivités territoriales aux établissements d'aides par le travail (ESAT), aux entreprises adaptées (EA) et aux travailleurs indépendants en situation de handicap (TIH). En effet, après l'adoption de la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel, la réforme de l'obligation d'emploi des personnes handicapées (OETH) se poursuit dans le cadre de la rédaction des décrets d'application de la loi qui définiront les modalités d'application de cette obligation d'emploi révisée. Afin de favoriser l'emploi direct des personnes handicapées, la loi prévoit que les contrats de sous-traitance passés par les entreprises ou collectivités aux établissements d'aide par le travail (ESAT), aux entreprises adaptées (EA), et aux travailleurs indépendants en situation de handicap (TIH), qui représentent près de 250 000 travailleurs en situation de handicap, ne pourront plus être comptabilisés pour remplir leur obligation d'emploi (le quota de 6 %). Le Gouvernement indique cependant que les futures modalités de calcul de recours à la sous-traitance seront définies dans le futur décret avec un objectif de « neutralité financière ». Les associations représentantes des personnes handicapées l'ont alertée quant aux effets de cette réforme sur les donneurs d'ordre, qui seront moins incités à avoir recours à la sous-traitance. Les associations sont inquiètes que la réforme vienne fragiliser le travail des personnes en situation de handicap qui ont aujourd'hui un accès à un travail au moyen de l'accompagnement proposé par les établissements et services d'aides par le travail (ESAT) et dont la capacité de travail est inférieure ou égale à un tiers de celle d'une personne dite « valide », qui sont salariés en entreprise adaptée ou travailleurs indépendants. C'est pourquoi elle l'interroge sur les garanties que le Gouvernement compte apporter aux ESAT, EA et TIH dont les activités pourraient être impactées directement et négativement par la réforme de l'OETH qui vise pourtant à améliorer l'accès au travail des personnes en situation de handicap.

548

Personnes handicapées

Inclusion

16083. – 22 janvier 2019. – **M. Marc Delatte** interroge **Mme la secrétaire d'État, auprès du Premier ministre, chargée des personnes handicapées**, sur le sujet de l'inclusion des jeunes dits inadaptés en milieu professionnel. Présentée le 6 avril 2018, la stratégie nationale pour l'autisme a fait de l'inclusion une priorité. Il ne s'agit plus d'être dans une logique d'enfermement mais dans une logique d'ouverture sur la société. Cette politique va dans le sens du travail admirable des nombreuses associations d'aide aux personnes inadaptées. À la suite de leur rencontre, M. le député et le directeur général de l'AEI Tergnier (Association pour l'aide aux enfants inadaptés) ont évoqué les problématiques rencontrées sur le terrain, à l'origine de cette question écrite. Quand bien même Mme la secrétaire d'État a anticipé les interrogations par les réformes en cours d'engagement, il paraissait souhaitable de lui exposer ces problématiques pour ensuite bénéficier de ses réponses. L'accompagnement de ces personnes se fait dès le plus jeune âge, notamment à travers les instituts médico-pédagogiques (IMP) puis les instituts médico-professionnels (IMPro). Ces centres permettent de développer les compétences sociales des jeunes tout en favorisant leur apprentissage scolaire et en préparant leur projet de vie. À la sortie de ces IMPro, certains jeunes ont besoin de demeurer en milieu protégé et doivent donc être orientés vers des centres d'adaptation et de redynamisation au travail (CART) ou des établissements et services d'aide au travail (ESAT). Cependant, il est parfois possible pour des jeunes de poursuivre leur parcours de formation en milieu ordinaire. Il faut se réjouir de ces situations lorsqu'elles se présentent et il serait grandement injuste de ne pas offrir aux jeunes concernés des opportunités adaptées. Depuis 2009, une personne reconnue travailleur handicapé peut conclure un contrat d'apprentissage à tout âge, et celui-ci peut durer jusqu'à quatre ans. Ces contrats offrent des résultats très satisfaisants en termes d'inclusion mais les offres ne sont cependant pas toujours suffisamment nombreuses.

En effet, les entreprises ne sont pas suffisamment accompagnées et le handicap mental, encore davantage que le handicap physique, reste une barrière. Il apparaît donc important de communiquer davantage sur la nécessité et les bienfaits de l'inclusion des personnes inadaptées, en apportant les outils nécessaires aux entreprises volontaires. La recherche d'une entreprise n'est cependant pas la seule difficulté à laquelle sont confrontés les jeunes en sortie d'IMPro, ni même la principale. Ces jeunes, comme leurs familles, souffrent trop souvent d'un manque d'information sur les centres de formation des apprentis (CFA) dans lesquels ils pourraient disposer d'un parcours aménagé. Il apparaît donc très important de renforcer les liens entre les CFA et les établissements spécialisés. On pourrait notamment envisager de détacher des conseillers du CFA pour identifier à l'intérieur des IMPro les profils pouvant faire l'objet de contrats d'apprentissage et pour les préparer à la transition entre le milieu protégé et le milieu ordinaire. Enfin, il est à noter que de nombreux départements ne disposent pas de CFA avec ce type de dispositif. Cela engendre des problématiques supplémentaires car les personnes présentant un déficit intellectuel peuvent rencontrer des difficultés pour se déplacer loin de leur ville d'origine, avec une déstabilisation liée au départ du domicile familial. Il est donc important de multiplier les dispositifs aménagés partout sur le territoire et d'accompagner au maximum les jeunes qui auraient tout de même besoin d'une mobilité. Si l'apprentissage est un véritable levier pour l'inclusion des jeunes inadaptés, il se heurte donc à trois difficultés majeures : le manque d'accompagnement des entreprises, la faible information des jeunes et des parents sur les parcours possibles et enfin la complexité de la mobilité parfois requise. Il l'interroge donc sur les mesures envisagées par le Gouvernement pour favoriser l'apprentissage pour les jeunes en situation de déficit intellectuel. Il lui demande comment répondre aux trois problématiques soulevées ci-dessus.

Personnes handicapées

Minimum contributif

16084. – 22 janvier 2019. – M. Christophe Jerretie attire l'attention de Mme la secrétaire d'État, auprès du Premier ministre, chargée des personnes handicapées, sur la situation des retraités bénéficiant du minimum contributif (MICO). En conformité avec l'engagement présidentiel, la mise en œuvre d'une revalorisation significative de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) sera réalisée par décret afin d'atteindre un montant maximal de 903 euros par mois en 2020, soit une augmentation de 100 euros par mois par rapport au taux 2018, déclinée sous une première revalorisation de 30 euros supplémentaires en 2018, puis de deux autres en 2019 et 2020 à hauteur de 35 euros. Dans l'optique d'établir une cohérence avec cette décision forte de solidarité, puisque destinée aux personnes les plus nécessiteuses, il souhaite savoir dans quelle mesure le minimum contributif (pour les salariés, commerçants et artisans) et son pendant, le minimum garanti (pour les fonctionnaires), pourraient être eux aussi valorisés. Il s'agirait là de récompenser la valeur du travail (puisque ces minimums de pension sont destinés aux actifs ayant eu une carrière complète mais avec des faibles revenus, en raison d'un temps partiel ou d'une activité générant peu de bénéfices) et également de mettre en œuvre une meilleure protection pour les Français les plus fragiles, à l'instar des agriculteurs et exploitants agricoles, des indépendants et des femmes (ces dernières représentant 78 % des assurés portés au MICO). Sans une telle revalorisation du MICO, il deviendrait du même niveau en 2020 que l'ASPA. Il convient également de rappeler que le MICO concerne des personnes qui ont liquidé une carrière complète soit, dans le cadre de la législation actuelle, 42 années de travail. Contrairement à l'ASPA qui est une allocation de solidarité, le MICO est un droit qui doit reconnaître 168 trimestres cotisés. Si le MICO n'est pas revalorisé, un retraité percevant une retraite de base complétée du minimum contributif, ayant eu le mérite de cotiser au moins 160 trimestres, risque de percevoir moins qu'une personne bénéficiant du minimum vieillesse (ces derniers n'ayant pas eu peu travailler). Si rien n'est fait cet écart va aller grandissant. Aussi, il lui demande d'indiquer si le Gouvernement envisage de la revaloriser le MICO ou à défaut de mettre en place un mécanisme afin que le minimum vieillesse ne puisse pas être supérieur au MICO.

Personnes handicapées

Réforme de l'OETH

16089. – 22 janvier 2019. – M. Xavier Paluszkiwicz interroge Mme la secrétaire d'État, auprès du Premier ministre, chargée des personnes handicapées, sur l'adoption de la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel et la réforme de l'obligation d'emploi des personnes handicapées (OETH), dans le cadre de la rédaction des décrets d'application de la loi qui définiront les modalités d'application de cette obligation d'emploi révisée. Afin de favoriser l'emploi direct des personnes handicapées, la loi prévoit désormais que les contrats de sous-traitance passés par les entreprises ou collectivités aux établissements d'aide par le travail (ESAT), aux entreprises adaptées (EA) et aux travailleurs indépendants en situation de handicap (TIH), qui représentent au

total près de 250 000 travailleurs en situation de handicap, ne pourront désormais plus être comptabilisés pour remplir leur obligation d'emploi (le quota de 6 %). Le Gouvernement indique cependant que les futures modalités de calcul de recours à la sous-traitance seront définies dans le futur décret avec un objectif de « neutralité financière ». Les associations représentantes des personnes handicapées font part de leurs inquiétudes quant à l'effet de cette réforme sur les donneurs d'ordre qui ne seront plus incités de la même manière demain à avoir recours à la sous-traitance. Les associations sont en effet inquiètes que la réforme vienne directement fragiliser le travail des 250 000 personnes en situation de handicap qui ont aujourd'hui un accès à un travail au moyen de l'accompagnement proposé par les établissements et services d'aides par le travail (ESAT) et dont la capacité de travail est inférieure ou égale à 1/3 de celle d'une personne dite « valide », qui sont salariés en entreprise adaptée ou travailleurs indépendants. Dès lors il l'interroge sur les potentielles mesures mises en œuvre par le Gouvernement pour garantir une neutralité financière pour les ESAT, EA et TIH dont les activités pourraient être impactées directement et négativement par la réforme de l'OETH et qui visent pourtant à améliorer l'accès au travail des personnes handicapées.

Personnes handicapées

Réforme de l'OETH, emploi des personnes en situation de handicap

16091. – 22 janvier 2019. – M. Dino Cinieri appelle l'attention de Mme la secrétaire d'État, auprès du Premier ministre, chargée des personnes handicapées, sur l'emploi des personnes en situation de handicap. Après l'adoption de la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel, la réforme de l'obligation d'emploi des personnes handicapées (OETH) se poursuit en ce moment dans le cadre de la rédaction des décrets d'application de la loi qui définiront les modalités d'application de cette obligation d'emploi révisée. Afin de favoriser l'emploi direct des personnes handicapées, la loi prévoit désormais que les contrats de sous-traitance passés par les entreprises ou collectivités aux établissements d'aide par le travail (ESAT), aux entreprises adaptées (EA) et aux travailleurs indépendants en situation de handicap (TIH), qui représentent au total près de 250 000 travailleurs en situation de handicap, ne pourront désormais plus être comptabilisés pour remplir leur obligation d'emploi (quota de 6 %). Le Gouvernement a indiqué que les futures modalités de calcul de recours à la sous-traitance seront définies dans le futur décret avec un objectif de « neutralité financière ». Les associations représentantes des personnes handicapées s'inquiètent légitimement des effets potentiels de cette réforme sur les donneurs d'ordre qui ne seront plus incités de la même manière demain à avoir recours à la sous-traitance. Cette réforme viendrait ainsi directement fragiliser le travail des 250 000 personnes en situation de handicap qui ont aujourd'hui un accès à un travail au moyen de l'accompagnement proposé par les établissements et services d'aides par le travail (ESAT) et dont la capacité de travail est inférieure ou égale à un tiers de celle d'une personne dite « valide », qui sont salariés en entreprise adaptée ou travailleurs indépendants. Il souhaite par conséquent connaître les intentions du Gouvernement en direction des ESAT, EA et TIH dont les activités pourraient être menacées par la réforme de l'OETH, ce qui irait à l'encontre de l'objectif visé d'amélioration de l'accès au travail des personnes handicapées.

550

SOLIDARITÉS ET SANTÉ

Assurance complémentaire

Augmentation des cotisations de complémentaires santé

15957. – 22 janvier 2019. – M. Jean-Luc Warsmann alerte Mme la ministre des solidarités et de la santé quant aux conséquences de l'augmentation, particulièrement forte en 2019, des cotisations de complémentaires santé à laquelle doivent faire face de nombreux retraités. Le cas, qu'il espère extrêmement rare, d'un retraité ayant exercé, durant sa vie active, la profession de géomètre-expert et dont la mutuelle santé, Humanis, exige une cotisation ayant augmenté de plus de 60 % entre 2018 et 2019, lui a été signalé. Il souhaite connaître la position du Gouvernement sur de telles situations.

Assurance maladie maternité

L'instabilité des ressources des prestataires de santé à domicile

15958. – 22 janvier 2019. – Mme Michèle Victory interroge Mme la ministre des solidarités et de la santé sur l'instabilité des ressources des prestataires de santé à domicile. Mme la députée a été alertée par les organisations professionnelles des prestataires de santé à domicile qui s'inquiètent des économies exigées sur les prestations de leur secteur. Ces demandes d'économies substantielles (plus de 250 millions d'euros) n'ont pas été anticipées et

placent ces structures dans une situation économique précaire. Elle souhaite savoir s'il est prévu que les prochaines évolutions soient concertées et anticipées pour permettre aux entreprises d'adapter leur fonctionnement. Elle souhaite également savoir si le statut des prestataires de santé à domicile va évoluer afin de renforcer leur place dans les discussions sur les politiques de santé. Ce secteur concerne 200 000 salariés et 2 millions de patients pour qui une accélération de la dynamique de prise en charge au domicile est essentielle pour envisager autrement les problématiques de santé et permettre aux citoyens qui le peuvent d'être maintenus dans leur environnement familial.

Assurance maladie maternité

Régime minier

15959. – 22 janvier 2019. – **M. Christian Jacob** appelle l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur le risque de rupture des prestations d'action sanitaire et sociale servies par le régime minier. Il s'agit de prestations extralégales servies par l'Agence nationale pour la garantie du droit des mineurs (ANGDM) pour le compte de la Caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines (CANSSM) et qui sont principalement constituées d'une aide à domicile. Les fédérations nationales de mineurs s'inquiètent de la baisse de 10 % de la dotation actée au titre de l'année 2018 à l'ANGDM, potentiellement supérieure à la baisse démographique de cette corporation, et susceptible d'entraîner l'incapacité de l'Agence à verser les prestations d'actions sanitaire et sociale avant la fin de l'année. De fait, il est à noter que les crédits pour 2019 sont en hausse, certainement pour recoller à la réalité des effectifs concernés : ils sont fixés à 16,7 millions d'euros contre 15,9 millions d'euros en 2018. Il souhaiterait donc savoir si les prestations en question seront, ou auront bien été versées jusqu'à la fin de l'année 2018, et dans le cas contraire, connaître les mesures de rattrapage prévues au titre de l'année 2019.

Assurance maladie maternité

Remboursement de l'homéopathie

15960. – 22 janvier 2019. – **M. Christophe Jerretie** attire l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur le remboursement de l'homéopathie. Ces prescriptions homéopathiques correspondent à une tradition thérapeutique, certes empirique, mais permettant d'offrir des solutions à des pathologies de faible intensité. Ainsi l'homéopathie possède une place bien sûre limitée mais bien délimitée au sein de la panoplie thérapeutique des médecins. Il s'agit de traitements peu coûteux, sans aucune iatrogénie permettant aux médecins d'éviter une prescription chimique parfois non indiquée. Il s'agit de produits validés et dont la traçabilité est certifiée. Il n'en est pas de même pour certains produits étiquetés « médecine douce » qui pourraient profiter d'un déremboursement de l'homéopathie. Aussi, il lui demande d'indiquer les intentions du Gouvernement sur un éventuel déremboursement de l'homéopathie.

Assurance maladie maternité

100% santé

15961. – 22 janvier 2019. – **M. Christophe Jerretie** attire l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur l'importance de compléter le « 100 % Santé » pour éviter toute subsistance du reste à charge subi. Assurer aux Français un remboursement à 100 % sur leurs lunettes est une première étape forte et indispensable. Celle-ci pourrait se révéler incomplète si, par ailleurs, les Français devaient, par exemple, avancer les frais de leur remboursement (240 euros en moyenne), choisir un équipement correcteur en méconnaissance de la prise en charge complémentaire à laquelle ils ont droit, ou subir un reste à charge en raison d'un remboursement fortement amoindri en raison des pratiques des réseaux de soins (certains réseaux prévoient des remboursements différenciés de plus de 400 %). Dans un contexte où la réforme du « 100 % Santé » s'adresse d'abord aux Français les plus fragiles, le maintien de telles dispositions risquerait d'altérer sa portée effective en ce qu'elles créent une rupture d'égalité, chaque euro cotisé ne donnant pas les mêmes droits selon leur professionnel de santé et brouillant le message social du « 100 % Santé ». Aussi, il lui demande de bien vouloir lui préciser la position du Gouvernement quant à la suppression du remboursement différencié, ainsi que les actions envisagées pour lutter contre toutes les formes de reste à charge subi.

*Audiovisuel et communication**Remboursements différenciés*

15964. – 22 janvier 2019. – **M. Damien Pichereau** attire l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur la problématique des remboursements différenciés. La majorité des mutuelles proposent aux patients de se tourner vers des professionnels de santé partenaires, qui consentent en contrepartie à modérer leurs tarifs afin de réduire le reste à charge des patients. Pour encourager leurs assurés à choisir les professionnels de leur réseau, les mutuelles pratiquent le remboursement différencié, c'est à dire des conditions de remboursement améliorées par rapport aux mêmes dépenses de soin qui auraient été engagées chez des professionnels de santé hors réseau. Ce modèle, bien que permettant aux assurés de bénéficier des meilleurs tarifs, fragilise les professionnels de santé indépendants qui n'ont pas les mêmes possibilités de faire partie d'un réseau de soin. Aussi, il souhaite connaître l'opinion du Gouvernement sur la question d'un meilleur encadrement de cette pratique.

*Établissements de santé**Centre dentaire*

16004. – 22 janvier 2019. – **Mme Christine Pires Beaune** attire l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur le manque d'encadrement et de contrôle des activités des centres de santé bucco-dentaires dits *low cost* par les autorités compétentes et le rapport récent de l'IGAS à ce sujet. En effet, saisie en mai 2016 d'une mission relative aux centres de santé dentaire, notamment ceux dits *low cost*, l'IGAS a rendu un rapport sur la situation de patients souffrant de soins mal ou incomplètement réalisés à la suite de la liquidation judiciaire en 2016 des centres Dentexia et proposé des modes de régulation des centres dentaires garantissant la qualité et la sécurité des soins. La suppression, en 2009, de l'autorisation préalable à l'ouverture d'un centre de santé, conjuguée à une demande des patients pour des soins dentaires moins coûteux, a abouti à un accroissement de 25 % du nombre des centres de santé dentaire entre 2011 et 2016. Cette progression n'a pas été régulée, dans un contexte où les contrôles des agences régionales de santé et de l'assurance maladie sont rares cela a entraîné des dérives importantes. Le rapport préconise donc des régulations juridiques, financières et sanitaires renouvelées pour garantir la sécurité des soins délivrés aux usagers, comme l'instauration d'une déclaration d'intérêts à remplir par les dirigeants des centres, un ciblage coordonné des contrôles des instances sanitaires et financières, de nouveaux référentiels de qualité pour la santé bucco-dentaire, élaborés par la Haute autorité de santé et la définition de bonnes pratiques en concertation avec les professionnels. Ainsi, les centres dentaires devraient être soumis aux mêmes règles que tous les professionnels de santé avec l'obligation de respecter les codes de la santé et de déontologie sous contrôle des ARS et des conseils de l'ordre pour les praticiens salariés. Aussi, elle lui demande d'indiquer les mesures que le Gouvernement compte mettre en œuvre pour assurer un meilleur contrôle des centres dentaires et améliorer la prévention dans le secteur dentaire.

552

*Établissements de santé**Statut de centre de référence du syndrome de Prader-Willi de l'hôpital d'Hendaye*

16005. – 22 janvier 2019. – **M. Stéphane Peu** interroge **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur la décision de la direction générale de l'offre de soins (DGOS) de retirer brutalement le statut de centre constitutif du centre de référence du syndrome de Prader-Willi à l'hôpital marin d'Hendaye, hôpital de l'assistance publique-hôpitaux de Paris (AP-HP), spécialisé dans la prise en charge des maladies rares et du handicap. Il rappelle que cette décision va avoir de lourdes conséquences tant pour les patients et leurs familles que pour les équipes et personnels de santé impliquées. Motivée par la prétendue absence d'activité de recherche, elle témoigne d'une méconnaissance du travail des équipes et du remarquable bilan d'activité de cette structure. En effet, l'hôpital d'Hendaye mène un travail de collaboration étroite avec le CHU de Toulouse et l'université de Bordeaux qui permet de progresser dans la compréhension de cette pathologie d'une extrême complexité qui rend sa prise en charge si compliquée, notamment les troubles psychologiques qui l'accompagne. Avec une capacité d'accueil de 36 lits dédiés, l'hôpital assure le suivi de 276 patients atteints du syndrome Prader-Willi, de 73 de syndromes apparentés, et se trouve être le seul recours en France pour les situations les plus critiques de patients sans solution. En effet, les conséquences de cette affection, notamment en terme de désocialisation, sont telles que les patients et leurs familles se trouvent souvent rejetées des autres structures de santé, inadaptées et incapables de prendre en charge la spécificité des troubles consécutifs à cette pathologie. Cette décision va conduire à réduire le niveau de collaboration avec les établissements et services médico-sociaux (ESMS) qui recourent régulièrement aux compétences du service du Dr Thuilleaux. Elle va en outre affaiblir les moyens dont dispose l'hôpital pour un

accueil et un accompagnement approprié de patients. Elle va également faire peser des charges nouvelles sur les familles dont les frais de déplacement ne seront plus remboursés que dans certains cas. Il l'appelle à intervenir auprès de la DGOS pour que cette décision soit reconsidérée en tenant compte de l'intérêt vital des familles comme de la recherche, ainsi que le demande l'Association Prader-Willi France.

Famille

Baisse de la natalité

16015. – 22 janvier 2019. – **M. Jean-Carles Grelier** attire l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur la baisse continue du nombre de naissances en France. En effet, selon la dernière édition du bilan démographique de l'Institut national de la statistique (Insee) le rythme des naissances a faibli en 2018, comme les trois années précédentes. En 2018, 758 000 bébés sont nés, soit 12 000 de moins qu'en 2017 et 60 000 de moins qu'en 2014. La baisse des naissances s'installe donc dans la durée et l'indicateur conjoncturel de fécondité s'établit désormais à 1,87 enfant par femme (contre 1,90 en 2017). Ainsi, le seuil permettant le renouvellement des générations - une natalité de 2,1 enfants - s'éloigne progressivement. Selon l'Union nationale des associations familiales, cette tendance n'est que le reflet de politiques publiques de plus en plus défavorables, au fil des ans, aux familles avec enfants. Si la France demeure le pays le plus fécond de l'Union européenne, ces chiffres interrogent sur la politique familiale à mener pour retrouver un nombre de naissances plus dynamique. Il lui demande donc de bien vouloir lui faire part de ses intentions sur ce sujet.

Famille

Versement des prestations sociales et prime d'activité en cas de garde alternée

16016. – 22 janvier 2019. – **M. Éric Alauzet** attire l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur les modalités de versement des prestations sociales et leurs conséquences sur le versement de la prime d'activité en cas de garde alternée. Pour les parents en situation de garde alternée, en l'absence d'accord amiable, les conditions de versement des différentes prestations et allocations ne sont pas homogènes. Aujourd'hui, les allocations familiales et, depuis juillet 2017 et une décision du Conseil d'État, les aides publiques au logement (APL) sont divisées entre les parents lorsque la garde alternée est établie (décision de justice, déclaration de résidence) et équilibrée. Cette logique de répartition des avantages est aussi celle qui prévaut concernant la comptabilisation des parts fiscales supplémentaires octroyées pour chaque enfant. En revanche, certaines prestations familiales (prime de rentrée...) et les prestations sociales ne peuvent être versées qu'à un seul parent. Ce parent, dit « allocataire principal » pour les prestations sociales, est aussi le seul à bénéficier de la comptabilisation des enfants dans le calcul de ses droits à la prime d'activité. Ainsi, la répartition « par défaut » des prestations sociales et le calcul de la prime d'activité en cas de garde alternée ne permet pas un partage équitable de celles-ci qui correspondrait à la prise en charge réelle des enfants par chacun des parents. De plus, il semble que certaines CAF refusent toujours de procéder à la division du versement des APL entre les deux parents, contrevenant ainsi à la décision du Conseil d'État et aggravant les inégalités entre les parents. Il convient de noter que cette décision est d'une grande importance car elle privilégie la répartition effective de la charge des enfants au principe d'unicité de l'allocataire et qu'elle conduit à s'interroger sur le versement des autres prestations dans le contexte d'une garde alternée. Il souhaite donc savoir si les prestations sociales et le calcul de la prime d'activité pourraient être adaptés pour permettre une meilleure prise en compte de la contribution réelle de chacun des parents dans la garde alternée et si le principe qui prévaut aujourd'hui pour les allocations familiales et l'impôt ne peut pas être élargi à ces autres prestations.

Fonction publique hospitalière

Heures supplémentaires - Fonction publique hospitalière

16017. – 22 janvier 2019. – **M. Marc Delatte** attire l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur les heures supplémentaires dans la fonction publique hospitalière. La France peut se vanter de disposer d'hôpitaux publics d'une qualité rare et l'engagement des soignants y est pour beaucoup. Cependant, la situation de sous-effectif à laquelle ceux-ci sont confrontés rend aujourd'hui leur travail plus difficile et met en danger le modèle français. Le temps consacré au patient est réduit et la qualité de soin l'est, de fait, également. Pour tenter de pallier ces difficultés, les chefs de service ont massivement recours aux heures supplémentaires. Si des règles strictes sont définies par le décret n° 2002-9 du 4 janvier 2002 et le décret n° 2002-598 du 25 avril 2002, la nécessité d'assurer la continuité du service pousse parfois les soignants à dépasser le maximum des 15 heures

supplémentaires par mois. Cela pose cependant de réels problèmes. Tout d'abord, ces heures supplémentaires pèsent un poids considérable dans les dépenses de la fonction publique hospitalière. En application du décret n° 2002-598 du 25 avril 2002, l'indemnisation des heures supplémentaires est majorée de 25 % pour les 14 premières heures supplémentaires et de 27 % pour les heures suivantes. Elle est même de 66 % en cas de travail les dimanches et jours fériés et de 100 % en cas de travail de nuit entre 21 heures et 6 heures. La question de la pertinence financière se pose, l'embauche de personnel pouvant avoir un coût moins élevé. Par ailleurs, le paiement de ces heures supplémentaires fait souvent l'objet d'importants retards. Ensuite se pose le problème de la fin de carrière. En effet, les heures supplémentaires épargnées par le biais du compte-épargne temps sont très souvent utilisées avant la retraite pour avancer la date d'arrêt de l'activité. Cela peut représenter, en fin de carrière, quelques semaines voire quelques mois. Cependant, ces personnes n'étant pas officiellement à la retraite mais simplement en période de récupération des heures supplémentaires, leur départ n'est pas tout de suite comptabilisé dans le calcul de l'effectif. Cela vient alors créer une pression supplémentaire sur les rotations des personnels soignants. Enfin, la multiplication des heures supplémentaires peut entraîner une véritable souffrance du côté des soignants. La relation de soin implique une exigence éthique qui ne doit pas être mise en balance avec l'équilibre personnel et familial des personnels médicaux. Un soignant qui cumule les heures supplémentaires peut avoir le sentiment de perdre le sens de son travail et les cas d'épuisement professionnel sont nombreux. Mme la ministre a fait de la réforme de l'hôpital public une priorité de son ministère, respectant ainsi l'engagement de campagne d'Emmanuel Macron. Dans le cadre du Plan Santé 2022, elle a ainsi tracé avec discernement les contours de la nouvelle profession d'assistant médical, dans le but de soulager la charge supportée par le personnel soignant. Il souhaite l'interroger sur la question spécifique des heures supplémentaires. Une évolution du dispositif réglementaire est-elle envisagée pour apporter des réponses aux problématiques actuelles ? Il lui demande également s'il existe des données chiffrées sur le nombre et sur le coût des heures supplémentaires consommées par la fonction publique hospitalière.

Impôt sur le revenu

Prélèvement à la source - Information des retraités

16025. – 22 janvier 2019. – Mme Marietta Karamanli attire l'attention de Mme la ministre des solidarités et de la santé sur la situation des retraités faisant l'objet d'un prélèvement à la source au titre du paiement de l'impôt sur le revenu. De nombreux retraités ont été surpris de voir ce prélèvement appliqué sans avoir reçu une information précise sur les dates et les modalités de ce prélèvement. De plus, ils ont eu le désagrément de constater que le taux d'imposition avait été appliqué à leur revenu net mensuel et non au revenu net imposable. L'erreur est compréhensible puisque ce montant ne figure pas sur le décompte envoyé aux retraités. Le montant net imposable est sensiblement différent du montant net puisque ce dernier réintègre des éléments tels que la part de CSG non déductible du revenu imposable. Dans ces conditions, le montant prélevé sera plus important que celui calculé par les retraités. Elle lui demande quelles mesures vont être prises rapidement par les organismes (CNAV et caisse de retraite complémentaire) pour donner toute l'information pertinente aux assurés. Elle lui demande aussi quelles mesures sont envisagées pour atténuer les effets de l'augmentation de la CSG sur les retraités ; en effet ceux qui touchent une pension d'un peu moins de 1 900 euros (revenus de référence 22 580 euros) par mois seront concernés par une nouvelle hausse de la CSG représentant environs 400 euros par an.

Impôts et taxes

Hausse de la CSG sur les rentes conjoint, éducation et orphelin

16036. – 22 janvier 2019. – M. Jacques Marilossian attire l'attention de Mme la ministre des solidarités et de la santé sur l'impact de la hausse de la contribution sociale généralisée (CSG) applicable aux rentes de conjoint survivant, rente éducation et rente orphelin. Ces rentes, versées par plusieurs régimes de la sécurité sociale, principalement des régimes spéciaux, ou par des organismes assureurs, prévoient le versement aux conjoints survivants ou aux enfants en cas de décès de l'affilié. Elles s'apparentent à des pensions de retraite et d'invalidité et, en conséquence, le taux de CSG qui leur est applicable est passé de 6,6 % à 8,3 % au 1^{er} janvier 2018. Des familles ayant vécu la perte d'un des leurs ont donc vu le montant net de leur rente diminuer en 2018. Cette hausse des prélèvements est vécue comme une injustice pour ces familles en souffrance. Si le Président de la République a annoncé l'annulation de la hausse de CSG pour les Français dont les pensions sont inférieures à moins de 2 000 euros mensuels, les foyers fiscaux composés d'actifs et percevant ces rentes dépassent souvent le plafond de revenu fiscal de référence pour bénéficier de cette annulation. Il lui demande donc ce que le Gouvernement entend prendre comme mesures pour remédier à cette situation.

*Maladies**Fibromyalgie*

16047. – 22 janvier 2019. – **Mme Émilie Bonnivard** attire l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur la situation des personnes atteintes de fibromyalgie. Cette maladie rare entraîne douleurs musculaires et articulaires, fatigue, troubles du sommeil, troubles cognitifs. Elle concernerait en France entre 1,3 et 3 millions de personnes. Bien que reconnue comme une maladie à part entière par l'Organisation mondiale de la santé, la fibromyalgie n'est pas encore officiellement reconnue comme telle par la France. Cette reconnaissance permettrait une meilleure prise en compte de la maladie par les médecins et une meilleure prise en charge et reconnaissance des malades. La fibromyalgie reste néanmoins considérée comme un syndrome et non comme une maladie. La Haute autorité de santé a inscrit, dans son programme de travail, la production de recommandations relatives au processus standard de prise en charge des patients douloureux chroniques pour une collaboration optimale entre ville et structures douloureux chroniques. Ces recommandations de bonnes pratiques contribueront également à la structuration du parcours de santé des personnes souffrant de fibromyalgie afin de mieux coordonner la prise en charge et les choix thérapeutiques et donc de mieux orienter les patients. La date de parution de ces recommandations était prévue pour le quatrième trimestre 2018. Elle souhaiterait donc connaître l'état d'avancement des réflexions et des travaux du ministère des solidarités et de la santé sur la fibromyalgie.

*Maladies**Mesures préventives contre une épidémie de rougeole à la Réunion*

16048. – 22 janvier 2019. – **Mme Huguette Bello** attire l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur les risques importants de propagation de la rougeole à La Réunion depuis le diagnostic, à la mi-janvier, de six cas de rougeole chez des personnes n'ayant pas voyagé à l'extérieur de l'île. Ces premiers cas autochtones et le caractère extrêmement contagieux de cette maladie augmentent les risques d'une épidémie. Selon l'ARS « la circulation de la rougeole dans la région Océan indien fait craindre l'introduction et la diffusion de la maladie à la Réunion qui en est jusqu'à présent indemne ». Il est à craindre également que la rentrée scolaire, qui aura lieu le 28 janvier prochain à La Réunion, contribue à accroître les risques de contagion d'autant que, contrairement à la grande majorité des adultes de 40 ans probablement immunisés et protégés définitivement, les plus jeunes n'ont pas forcément reçu les deux injections censées assurer une véritable protection. Aussi elle lui demande de bien vouloir prendre, au-delà des premières recommandations de l'ARS, les mesures destinées à prévenir la propagation d'une épidémie de rougeole et de les porter à la connaissance du public par les grands canaux d'information et les réseaux sociaux. Dans la perspective de la reprise prochaine des cours, elle lui demande aussi, en liaison avec le ministère de l'éducation nationale, de diffuser des messages d'information spécifiques à l'intention des élèves.

555

*Maladies**Prise en charge de la maladie de Lyme*

16049. – 22 janvier 2019. – **Mme Marine Le Pen** attire l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur le déficit de prise en charge des conséquences de la maladie de Lyme, notamment celles des co-infections liées. Transmise par piqûre de tique, cette maladie frappe chaque année environ 15 000 personnes, lesquelles sont susceptibles de développer, en l'absence de soins précoces, des pathologies parfois lourdement invalidantes, avec de possibles séquelles neurologiques, articulaires, cardiaques et ophtalmologiques. Outre l'absence de tests diagnostiques suffisamment fiables, les associations de malades s'inquiètent de constater une insuffisante reconnaissance de la maladie de Lyme par les pouvoirs publics. Celle-ci ne figurant pas au rang des affections longue durée, le remboursement par la sécurité sociale de certains soins et dépenses est en effet impossible à obtenir par les patients. Elle l'interroge sur les suites données aux propositions émises par la Haute autorité de santé en juin 2018, dans le cadre du Plan de lutte contre la maladie de Lyme initié en janvier 2017 par le ministère chargé de la santé (développement de la prévention des maladies vectorielles à tiques, de la formation et de l'aide au diagnostic et aux soins, de la télémédecine, de la recherche ; promotion de la formation des biologistes ; sensibilisation générale) et plus particulièrement sur la reconnaissance de cette maladie comme affection longue durée.

*Outre-mer**Insuffisance de l'offre de soins à La Réunion*

16072. – 22 janvier 2019. – **Mme Nadia Ramassamy** alerte **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur l'insuffisante offre de soins sur l'île de La Réunion. En novembre 2018, La Réunion a été touchée par une crise sociale unique dans son histoire. Si le mouvement des « Gilets jaunes » a débuté, comme dans l'Hexagone, avec la hausse des taxes sur les carburants, le malaise qui touche l'île est plus profond et prend ses racines dans la situation économique, sociale et sanitaire de La Réunion. La réponse de la ministre des outre-mer, qui n'a fait que reprendre les éléments prévus par le plan pauvreté de septembre 2018, n'a pas pris en compte la pleine mesure sociale de la crise. La Réunion est frappée par une offre de soins très insuffisante. Le taux d'équipement des établissements de santé est inférieur à celui des établissements hexagonaux, mais aussi à ceux d'autres territoires ultramarins comme en Martinique ou en Guadeloupe. L'institut d'émission des départements d'outre-mer, compte, pour 100 000 habitants, 583 lits en métropole contre 360 à La Réunion, soit une différence de 40 %. À ce déficit dans la capacité d'accueil, vient se greffer un nombre de patients toujours plus élevé en raison du vieillissement de la population et de la hausse des maladies chroniques. Le coût des soins est aussi structurellement plus élevé qu'en métropole en raison des frais d'approche et d'un manque de fidélisation des personnels mais aussi de la précarité d'une partie des citoyens réunionnais (30 % de chômage, 40 % des habitants sous le seuil de pauvreté et 38 % de la population qui disposent de la CMU). À cela s'ajoute l'octroi de mer, dont le secteur de la santé n'est pas exonéré. Cette situation pèse sur le niveau de santé des Réunionnais et n'est pas sans conséquence sur leur niveau et leur qualité de vie. Ainsi, elle lui demande ce que le Gouvernement envisage de d'entreprendre pour combler l'insuffisante offre de soins à La Réunion.

*Personnes âgées**Améliorer la santé visuelle des personnes âgées en perte d'autonomie*

16074. – 22 janvier 2019. – **Mme Émilie Guerel** appelle l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur l'amélioration de la santé visuelle des personnes âgées en perte d'autonomie. À l'heure où le Gouvernement a annoncé la prise en charge à 100 % des accès à des soins dans le domaine de l'optique notamment, l'organisation de la filière visuelle peine à donner accès aux soins nécessaires aux personnes âgées en perte d'autonomie. En effet, selon une étude récente de l'Inserm Aliénor, ce sont près de 40 % des sujets âgés de plus de 78 ans qui ne bénéficient pas d'un équipement optique adapté à leurs besoins. Si, depuis 2017, les opticiens sont autorisés à réaliser des tests d'acuité visuelle dits de « réfraction », l'application de ce dispositif se limite aujourd'hui à la seule « enceinte du magasin d'optique-lunetterie » ou à un local y attenant. Or les personnes âgées hébergées au sein d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) ne peuvent se déplacer seules vers les lieux de consultation ou de soins. Leur état nécessite une mobilité accompagnée, ce qui n'est ni compatible avec le nombre de soignants en EHPAD ni possible pour toutes les familles des résidents. Il conviendrait ainsi d'ouvrir les EHPAD pour que les professionnels de santé et de soins puissent venir à la rencontre de leurs résidents, pour ne pas que des personnes âgées en perte d'autonomie aillent au-devant du monde médical. Dès lors, elle souhaiterait savoir ce que le Gouvernement compte mettre en œuvre pour permettre aux opticiens de contrôler sur place, au sein des EHPAD, l'acuité visuelle des personnes âgées en perte d'autonomie.

*Personnes âgées**Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD)*

16075. – 22 janvier 2019. – **M. Jean-Noël Barrot** interroge **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur le fait que les services de l'agence régionale de santé de certaines régions semblent avoir une interprétation hétérogène de la législation relative à ceux-ci, et plus particulièrement aux EHPAD, concernant notamment les dispositions relatives à l'autorisation d'un établissement telles que mentionnées aux articles L. 313-1 et suivant du code de l'action sociale et des familles (CASF), qui stipulent deux conditions. La première condition concerne l'obtention d'une autorisation d'ouverture d'une durée de 15 ans correspondant à la conformité technique de l'établissement permettant l'accueil des personnes âgées dépendantes. Cette autorisation administrative est délivrée et notifiée pour un nombre de lits précis aux propriétaires des murs qui gèrent l'établissement, charge aux propriétaires d'exploiter leur propre établissement ou de mandater un exploitant agréé par l'ARS. La seconde condition concerne l'obtention d'une autorisation d'exploitation donnée, pour une durée de 5 ans, à un opérateur agréé au titre des soins médicaux et de la prestation hospitalière par le biais d'une convention tripartite (aujourd'hui

CPOM) entre l'agence régionale de santé, le département et l'exploitant. Il s'avère qu'un certain nombre de cas démontrent que l'autorisation d'ouverture liée à un établissement médico-social ne serait pas parfaitement contrôlée par des ARS et, de surcroît, celles-ci semblent confondre l'autorisation d'ouverture d'un établissement avec l'autorisation d'exploitation dudit établissement. Cela peut être très problématique car après plusieurs années d'exploitation, et avec un objectif de rentabilité financière comme seul objectif, certains exploitants présentent un nouveau projet et demandent à l'ARS de transférer les lits vers un établissement neuf et plus grand (110 à 120 lits). Cette demande est faite de manière unilatérale sans aucune concertation avec les propriétaires des EHPAD agréés par les pouvoirs publics. Compte tenu notamment de la contrainte du *numerus clausus* de lits par département, les propriétaires d'EHPAD ne peuvent alors que s'interroger sur l'avenir de leurs établissements et de leurs investissements. Ainsi, à titre d'exemple, un groupe privé à but lucratif s'est vu attribuer des autorisations d'exploitation dans quatorze établissements différents, établissements dont les baux ont été dénoncés ultérieurement par l'exploitant même, laissant les propriétaires dans l'expectative. Les particuliers qui ont investi leurs économies dans des EHPAD, encadrés par l'État, l'ont surtout fait dans une logique d'épargne de précaution pour leur retraite et ont participé, et participent encore aujourd'hui, à la construction de ce type d'établissements de soins aux personnes âgées dépendantes dont la France a tant besoin. Plus largement, de plus en plus de litiges apparaissent entre des petits copropriétaires individuels d'EHPAD et les grands groupes, souvent cotés en bourse, les exploitants. En conséquence, il lui demande des éclaircissements sur cette problématique et si, notamment, une enquête voire un rapport d'évaluation sur le phénomène de transferts de lits précités ont été diligentés. Il lui demande également quelles sont les initiatives qui pourraient être prochainement prises afin de mieux préserver les droits des particuliers face au montage financier de certains gestionnaires d'EHPAD privés et ce afin d'éviter une désaffection significative des citoyens à l'endroit du financement des établissements médicaux-sociaux, désaffection dont les conséquences seraient éminemment préjudiciables alors même que l'on fait face à un accroissement exponentiel des besoins structurels et humains en matière d'hébergement des personnes âgées dépendantes.

Personnes âgées

Maintien à domicile - Tarification des SAAD

16076. – 22 janvier 2019. – M. Alexandre Freschi interroge Mme la ministre des solidarités et de la santé sur le maintien à domicile. Avec l'avancée en âge de la génération « baby-boom » et sachant que 83 % de la population souhaite vieillir chez elle, la question du maintien à domicile est un réel enjeu. Ce secteur est présenté comme un des principaux créateurs d'emplois pour les années à venir. Néanmoins, la rémunération et les conditions de travail découragent les candidats. Nombre d'associations sont déjà dans l'incapacité de répondre à la demande en raison de difficultés de recrutement. Les structures d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) expliquent ces problèmes par ce qu'elles entendent comme une iniquité territoriale. En effet, elles sont soumises à une autorisation du conseil départemental pour délivrer des prestations. Pour les mêmes services rendus, les tarifs ne sont donc pas les mêmes selon les ressources du département. Par exemple, en Lot-et-Garonne, une tarification unique est appliquée, ne tenant pas compte du coût horaire réel pour les structures, ce qui met particulièrement en difficulté les structures les plus importantes en termes d'effectifs. En 2018, une revalorisation du taux horaire a permis de passer de 20,10 euros à 20,50 euros. Néanmoins, ce tarif ne correspond pas au coût de fonctionnement supporté par les SAAD, qui est estimé à 21,16 euros par heure pour 2019 (et à plus de 22 euros par heure pour les structures qui emploient plus de 100 personnes). À titre de comparaison, en Gironde, département limitrophe, le taux horaire décidé par le département pour les SAAD est entre 22 euros et 25 euros par heure selon leurs charges de fonctionnement. Le député sait que le maintien à domicile est une priorité du Gouvernement et que ce sujet a toute sa place dans les réflexions en cours dans le cadre de la concertation « Grand âge et autonomie ». Ainsi, il souhaite connaître les perspectives du Gouvernement pour l'unification de la tarification des SAAD au niveau national.

Personnes âgées

Santé oculaire des personnes âgées en perte d'autonomie

16077. – 22 janvier 2019. – M. Laurent Garcia attire l'attention de Mme la ministre des solidarités et de la santé sur la nécessité d'améliorer la santé oculaire des personnes âgées en perte d'autonomie. Certains opticiens-lunetiers exercent une activité de soins à domicile, notamment auprès des personnes âgées hébergées en EHPAD, sans toutefois être détenteurs d'un diplôme du fait de l'absence de cadre légal pour pratiquer ce type de soins. Afin de développer une réelle prise en charge médicale, ne serait-il pas opportun que la personne se déplaçant soit rattachée à un territoire géographique (comme cela existe chez les infirmiers), avec pour référence le numéro FINESS et un

rayon d'action réglementaire (30 km) afin que l'ARS puisse contrôler les numéros FINESS et garder un contact plus efficace avec les professionnels de santé lors de la demande de dérogation de limitation du territoire géographique ? Par ailleurs, afin d'éviter que de jeunes opticiens sans expérience pratique soient en contact avec cette population fragile, ne pourrait-il pas être envisageable que seules les personnes titulaires d'un BTS d'opticien-lunetier avec une expérience de cinq ans dans le métier, puissent pratiquer ce service à domicile ? Enfin, l'aspect commercial de l'acte ne doit pas être privilégié au détriment de la santé des patients. Aussi, lorsque ceux-ci sont hors d'état d'exprimer leur volonté, il serait préférable que les proches soient prévenus et informés, et l'opticien devrait s'engager à respecter les recommandations édictées en mars 2011 par la Haute autorité de santé. Il lui demande son avis et ses préconisations sur ces différentes propositions qui ont pour objectif une meilleure prise en charge de la santé oculaire des personnes âgées.

Personnes handicapées

Prise en charge du transport d'enfants porteurs de handicap en Sessad

16085. – 22 janvier 2019. – **Mme Valérie Rabault** interroge **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur les conditions de prise en charge par la caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) des transports des enfants et adolescents en situation de handicap pour se rendre en services d'éducation spéciale et de soins à domicile (Sessad), et plus généralement sur le financement en dotation globale des Sessad depuis le décret n° 2001/55 du 17 janvier 2001. La circulaire ministérielle DGAS/BRCF-5 B n° 2001-198 du 27 avril 2001 relative au passage des services d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) dans le système de tarification par dotation globale précise que les Sessad n'auraient pas à prendre en charge les frais de transport du domicile de l'enfant au siège du Sessad. La circulaire définit par ailleurs deux exceptions qui permettent une prise en charge des frais de transport par la CPAM : les séances de regroupement, pour lesquelles l'assurance maladie peut prendre en charge les frais de déplacement du domicile de l'enfant au Sessad, ainsi que la réalisation de certains examens nécessitant un matériel intransportable. Or la prise en charge et le suivi des enfants et adolescents porteurs de handicap est complexe et exigeante, et nécessite, au-delà des deux exceptions susmentionnées, un matériel adéquat qui se trouve le plus souvent au sein même des locaux du Sessad (par exemple pour les séances de psychomotricité). C'est pourquoi il semblerait nécessaire que les frais de transport puissent faire l'objet d'un financement. Cette possibilité semble ouverte par la circulaire ministérielle DGAS/BRCF-5 B n° 2001-198 du 27 avril 2001 relative au passage des services d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) dans le système de tarification par dotation globale. Cette circulaire définit en effet les dispositions comptables qui peuvent être appliquées. Concrètement, les CPAM de circonscription peuvent depuis 2002 financer le transport vers les SESSAD *via* les caisses pivot. C'est d'ailleurs ce que font les CPAM de plusieurs départements. Toutefois, certaines refusent de prendre en charge ce financement. Cette situation induit donc une hétérogénéité sur le territoire national avec d'un côté des CPAM qui financent le transport vers des SESSAD, et d'autres qui refusent de le faire. Aussi, elle la sollicite pour qu'elle puisse donner instruction aux CPAM de financer le transport vers les SESSAD, en s'appuyant sur les dispositions prévues par la circulaire ministérielle DGAS/BRCF-5 B n° 2001-198 du 27 avril 2001 relative au passage des services d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) dans le système de tarification par dotation globale.

558

Personnes handicapées

Réforme de l'OETH

16090. – 22 janvier 2019. – **M. Jean-Carles Grelier** attire l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur la réforme de l'obligation d'employer des travailleurs handicapés (OETH). En effet, après l'adoption de la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel, la réforme de l'OETH se poursuit en ce moment dans le cadre de la rédaction des décrets d'application de la loi qui définiront les modalités d'application de cette obligation d'emploi révisée. Afin de favoriser l'emploi direct des personnes handicapées, la loi prévoit désormais que les contrats de sous-traitance passés par les entreprises ou collectivités aux établissements d'aide par le travail (ESAT), aux entreprises adaptées (EA) et aux travailleurs indépendants en situation de handicap (TIH), qui représentent au total près de 250 000 travailleurs en situation de handicap, ne pourront désormais plus être comptabilisés pour remplir leur obligation d'emploi (le quota de 6 %). Le Gouvernement indique cependant que les futures modalités de calcul de recours à la sous-traitance seront définies dans le futur décret avec un objectif de « neutralité financière ». Les associations représentantes des personnes handicapées lui ont fait part de leurs inquiétudes quant à l'effet de cette réforme sur les donneurs d'ordre qui ne seront plus incités de la même manière demain à avoir recours à la sous-traitance. Les associations sont en effet inquiètes que la réforme vienne directement fragiliser le travail des 250 000 personnes en situation de handicap qui ont aujourd'hui un accès à un

travail au moyen de l'accompagnement proposé par les établissements et services d'aides par le travail (ESAT) et dont la capacité de travail est inférieure ou égale à 1/3 de celle d'une personne dite « valide », qui sont salariés en entreprise adaptée ou travailleurs indépendants. Dans ces conditions, il lui demande de bien vouloir lui indiquer comment le Gouvernement entend garantir concrètement une neutralité financière pour les ESAT, EA et TIH dont les activités pourraient être impactées directement et négativement par la réforme de l'OETH qui vise pourtant à améliorer l'accès au travail des personnes en situation de handicap.

Pharmacie et médicaments

Augmentation de prescriptions de psychostimulants aux enfants dits hyperactifs

16095. – 22 janvier 2019. – **Mme Émilie Guerel** attire l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur l'augmentation inquiétante des prescriptions de psychostimulants aux enfants. En effet, selon la Caisse primaire d'assurance maladie (source AMELI), le nombre de boîtes de psychostimulants remboursées par la sécurité sociale est passé de 503 956 en 2012 à 813 413 en 2017, soit une augmentation de plus de 61 % en seulement 5 ans. Cette augmentation apparaît inquiétante du fait de l'efficacité très limitée de ces médicaments et de ses risques établis. La revue médicale indépendante *Prescrire* a d'ailleurs soulevé que « [...], au bout de quelques semaines de traitement, l'efficacité semble modeste sur les symptômes, la qualité de vie et le comportement scolaire ». Aussi, selon une étude récente réalisée par une équipe de l'université de Copenhague publiée dans la revue médicale *Scandinavian Journal of Child and Adolescent Psychiatry and Psychology*, ces médicaments peuvent provoquer des hallucinations et d'autres symptômes psychotiques. Ainsi, elle souhaiterait savoir quelles mesures le Gouvernement entend mettre en œuvre afin de diminuer la consommation de psychostimulants chez les enfants.

Pharmacie et médicaments

Dépistage du déficit en DPD, traitement anti-cancer, médicament 5-FU

16096. – 22 janvier 2019. – **M. Dino Cinieri** appelle l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur le médicament 5-Fluorouracile (5-FU). Chaque année, en France, plus de 200 patients atteints d'un cancer décèdent, non pas de leur maladie, mais à cause d'un médicament anticancéreux, le 5-FU, qui s'est avéré toxique pour eux en raison d'un déficit enzymatique en DPD. Répondant à la question écrite n° 4942 en février 2018, Mme la ministre a précisé qu'un projet de recherche clinique a « fait l'objet d'une promotion dans le cadre du programme hospitalier de recherche clinique (PHRC) 2014 : FUSAFE « Dépistage du déficit en dihydropyrimidine deshydrogénase (DPD) pour éviter les toxicités sévères aux fluoropyrimidines : Méta-analyses et état des lieux des pratiques en France. », coordonné par le Groupe de pharmacologie clinique oncologique (GPCO) et le Réseau national de pharmacogénétique (RNPGx). Ce projet vise notamment à clarifier les performances des différentes stratégies existantes de dépistage du déficit en DPD « génotypage et phénotypage et élaborer des propositions collégiales pour une future prescription sécurisée des fluoropyrimidines basée sur le dépistage pré-thérapeutique des déficits en DPD ». Les conclusions finales de ce PHRC étaient attendues pour début 2018. Il souhaite par conséquent connaître les recommandations nationales envisagées suite à ce PHRC, et savoir si le dépistage du déficit en DPD avant traitement, déjà pratiqué dans certains centres de cancérologie tels qu'Angers, Toulouse, Limoges, Saint-Étienne (depuis octobre 2017), va être généralisé et rendu obligatoire.

Pharmacie et médicaments

Psychostimulants aux enfants hyperactifs

16097. – 22 janvier 2019. – **Mme Agnès Thill** alerte **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur la question des prescriptions de psychostimulants aux enfants hyperactifs. Elle porte à sa connaissance qu'en France, les médicaments à base de méthylphénidate prescrits contre les troubles déficitaires de l'attention avec hyperactivité (TDAH) chez l'enfant et l'adolescent sont la Ritaline (Novartis), le Quazym (Shire), le Concerta (Janssen-Cilag), le Medikinet (HAC Pharma). Ainsi, elle attire l'attention de Mme la ministre sur l'augmentation exponentielle de prescription de ces traitements. En effet, selon la Caisse primaire d'assurance maladie (source AMELI), le nombre de boîtes de psychostimulants remboursées par la Sécurité sociale est passé de 503 956 en 2012 à 813 413 en 2017. Il s'agit ici d'une augmentation de plus de 61 % en seulement 5 ans. D'après la revue médicale indépendante *Prescrire*, cette augmentation est inquiétante puisque nombre de spécialistes remettent en cause l'efficacité de ce type de médicament et alertent sur ses risques. Ainsi, l'évaluation du méthylphénidate chez des enfants et des adolescents souffrant d'un syndrome d'hyperactivité avec déficit de l'attention est de faible qualité. Selon ces données, au bout de quelques semaines de traitement, l'efficacité semble modeste sur les

symptômes, la qualité de vie et le comportement scolaire. Les effets indésirables à long terme n'ont pas été étudiés dans des essais comparatifs alors que le méthylphénidate est connu pour exposer à des effets indésirables graves cardiovasculaires et neuropsychiques. De plus, selon les résultats d'une étude récente réalisée par une équipe de l'Université de Copenhague publiés dans la revue médicale *Scandinavian Journal of Child and Adolescent Psychiatry and Psychology*, le méthylphénidate peut provoquer des hallucinations et d'autres symptômes psychotiques. Ainsi elle lui demande de bien vouloir lui préciser la position du ministère sur le cadre juridique en vigueur concernant la prescription de ces psychostimulants aux enfants hyperactifs et l'éventuelle réglementation à venir à ce sujet.

Professions de santé

Avenir des PADHUE dans le système sanitaire français

16114. – 22 janvier 2019. – **M. David Lorion** attire l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur la situation précaire des praticiens à diplôme hors Union européenne (PADHUE) exerçant une activité médicale en France. Certains d'entre eux ont récemment fait des propositions visant à lutter contre cette précarité. Ainsi, dans les hôpitaux publics, ils demandent de mettre à profit leurs qualifications et expériences pour la prise en charge des patients apportant ainsi leur contribution au sein des équipes soignantes en attente de renfort. Ils souhaitent également la création d'un statut de praticien particulier (praticien de proximité en structure privée, PPSP) qui exercerait dans les territoires déficitaires de praticiens en remplaçant les départs en retraite dans les cabinets privés et les maisons de repos. Ce PPSP assurerait donc la continuité des soins. Afin de pouvoir exercer dans le secteur public ou dans des structures privées, ces PADHUE suggèrent une validation des compétences s'articulant autour de trois volets : une autorisation d'exercice temporaire comme cela est déjà pratiqué par exemple en Allemagne (avec comme condition la maîtrise de la langue française) ouvrant à terme sur un statut titularisé et pérenne ; un diplôme approfondi validant, avec des formations continues en hospitalier ainsi que la possibilité de poursuivre des masters et capacités médicales ayant toute leur importance dans le *curriculum* de formation des professionnels de santé ; une validation des acquis après trois ans d'exercice sur dossier avec évaluation par un jury permettant de statuer sur les capacités, l'autonomie et les qualifications des candidats en tant que médecins, pharmaciens et chirurgiens-dentistes dans l'exercice de leurs fonctions. Il lui demande de prendre en compte l'ensemble de ces propositions et souhaite connaître la position du Gouvernement sur ces questions.

560

Professions de santé

Diminution préoccupante du nombre de gynécologues médicaux

16115. – 22 janvier 2019. – **Mme George Pau-Langevin** alerte **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur la diminution préoccupante du nombre de gynécologues médicaux en poste sur l'ensemble du territoire et dans les grandes villes en particulier. Depuis de longues années, les associations et singulièrement le Comité de défense de la gynécologie médicale se mobilisent contre les conséquences néfastes de la suppression en 1986 de la spécialité « gynécologie médicale ». Certes, suite à des nombreuses pétitions et manifestations, des postes ont été réouverts, à hauteur de 41 postes en 2013, 68 en 2015 et 82 pour 2018, mais en nombre insuffisants pour répondre aux besoins. La situation est d'autant plus grave aujourd'hui que 62% des gynécologues médicaux en exercice ont atteint 60 ans ou plus et qu'il est difficile de les remplacer en raison du nombre insuffisant de jeunes formés et du peu de reconnaissance accordée à ce diplôme. La création annoncée d'assistants médicaux ou les nouvelles compétences allouées aux sages-femmes ne semblent pas suffisantes pour pallier cette désertification. Elle lui demande ce qu'elle compte faire pour assurer la qualité du suivi médical que les Françaises, et surtout les plus jeunes d'entre elles, sont en droit d'espérer.

Professions de santé

Infirmiers

16116. – 22 janvier 2019. – **M. Dominique Potier** alerte **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur les conditions de travail des 661 000 infirmiers de France, qui représentent près d'un soignant sur deux. La surcharge de travail et le personnel insuffisant entraînent une frustration et un mal-être des infirmiers en poste et en cours d'apprentissage. Ils sont divisés entre leurs valeurs de soignants et la charge de travail qui doit être réalisée dans un temps imparti souvent trop court. Le manque de personnel oblige les infirmiers de structures à revenir travailler sur leurs temps de repos. Les étudiants font parfois office de main-d'œuvre bon marché pour équilibrer les plannings ou les arrêts non remplacés. La charge de travail conduit à une déshumanisation des soins prodigués aux patients. Ce rythme de travail important, la demande d'une polyvalence absolue sans accompagnement, la non-

prise en compte des compétences et plus généralement le manque de considération conduisent à l'épuisement professionnel, voire au suicide. Les 90 000 étudiants infirmiers de France ne font pas exception et subissent directement les mauvaises conditions de travail de leurs encadrants. Selon l'étude « Mal-être des étudiants en soins infirmiers : il est temps d'agir » (septembre 2017) de la Fédération nationale des étudiants en soins infirmiers, la situation est alarmante : à titre indicatif, plus de 40 % des étudiants en soins infirmiers déclarent consommer des médicaments psychotropes, plus de 30 % faire des crises d'angoisses et un sur deux avoir vu sa santé physique et psychologique se dégrader au cours de sa formation. Le montant même de la rémunération des infirmiers est parmi les moins bons des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) : selon le Panorama de la Santé 2017 de l'OCDE, la rémunération moyenne des infirmiers à l'hôpital équivaut à 0,95 fois le salaire moyen national en France, quand il est en moyenne 1,14 fois supérieur au salaire moyen dans les pays de l'OCDE à 29. La situation est identique pour les étudiants infirmiers, qui reçoivent une indemnité de stage de 28 euros par semaine en première année et de 50 euros en fin de formation, sans aucune compensation financière particulière lorsqu'ils travaillent de nuit ou le week-end. Les conditions d'exercice des infirmiers en libéral, maillon essentiel de la continuité territoriale en matière de santé, leur permettent toujours plus difficilement de prendre en charge les soins à domicile humainement, partout et pour tous, notamment du fait d'une nomenclature des actes médicaux incohérente et incomplète. La richesse du système de santé français ne réside pas dans sa rentabilité, mais repose sur ses soignants expérimentés. Dès lors, une revalorisation du ratio soignant-soigné semble indispensable pour permettre d'accueillir au mieux une population qui a évolué (vieillissante, polypathologique, parfois précaire). Par ailleurs, une nouvelle formation des directeurs d'établissement et des cadres de santé à la prise en charge des risques psychosociaux ainsi que des techniques d'encadrement qui favorisent le bien-être au travail pour s'attaquer efficacement à l'épuisement professionnel des soignants sont à mettre en place. Enfin, une meilleure prise en compte de la fatigue physique du corps des soignants, avec de vraies propositions de reclassement et une reconnaissance des congés pour longue maladie, est nécessaire. Pour les infirmiers libéraux, la reconnaissance de tous les nouveaux soins non énumérés et non codifiés ainsi que la réévaluation de la nomenclature de la sécurité sociale régissant la facture des libéraux et ne permettant pas actuellement une prise en charge cohérente des soins à domicile s'imposent. Le plan « Ma santé 2022 », annoncé par le Gouvernement en septembre 2018, ne répond pas aux attentes des infirmiers, qu'il évoque d'ailleurs à peine. Sur un budget de 3,4 milliards d'euros d'ici 2022, seuls 920 millions y sont consacrés à l'investissement hospitalier. Il l'interroge donc sur la manière dont le Gouvernement se propose de réellement prendre en compte les revendications légitimes du corps infirmier, indispensables pour garantir la santé des soignants et celles de leurs patients et essentielles à la pérennité d'un système de soins de qualité digne d'un État-providence à la française.

561

Professions de santé

Passerelles aide-soignant infirmier d'État

16117. – 22 janvier 2019. – **Mme Caroline Fiat** interroge **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur l'accès au statut d'infirmier diplômé d'État (IDE) pour les aides-soignants (AS). L'ascenseur social permettant aux AS de devenir IDE est actuellement en panne. Au cours de l'année 2018, Mme la ministre a annoncé la généralisation d'un dispositif de mutualisation des infirmiers de nuit dans les EHPAD. À cette occasion, les aides-soignants de nuit devraient bénéficier prioritairement de la formation pour devenir IDE. Elle lui demande donc quelles seront les mesures d'accompagnement et les passerelles mises en place permettant aux AS de devenir IDE et si ces passerelles seront gratuites.

Professions de santé

Situation des médecins retraités reprenant une activité

16118. – 22 janvier 2019. – **Mme Marietta Karamanli** attire l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur le cumul d'activités et de retraité des médecins reprenant une activité de soins. De façon générale, les revenus tirés de la participation à la permanence des soins ou, sous certaines conditions, de consultation ne sont pas soumis à limitation. De façon spécifique sont exonérés par moitié du paiement des cotisations retraité mentionnées à l'article L. 642-3 du code de la sécurité sociale les médecins bénéficiant de leur retraite qui continuent à exercer leur activité ou qui effectuent des remplacements en zone de montagne. Les médecins bénéficient de cette exonération s'ils exercent dans une zone de montagne caractérisée par une offre de soins insuffisante ou des difficultés dans l'accès aux soins, mentionnée à l'article L. 1434-4 du code de la santé publique. Ces zones sont définies dans chaque région par le directeur général de l'agence régionale de santé, après

concertation avec les représentants des professionnels de santé concernés. Compte tenu de la difficulté persistante à ce que des médecins s'installent dans certaines zones urbaines ou rurales, elle lui demande si, après évaluation de cette disposition législative au cas des zones de montagne, il ne serait pas opportun d'envisager ponctuellement une extension de leur application à d'autres zones.

Professions de santé

Statut des chiropracteurs

16119. – 22 janvier 2019. – **Mme Valérie Oppelt** attire l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur le statut des chiropracteurs. Depuis l'adoption par le Gouvernement des textes réglementaires relatifs à la formation de chiropracteur, à savoir l'arrêté du 13 février 2018 relatif à la formation en chiropraxie (JORF n° 0037 du 14 février 2018) et le décret n° 2018-90 du 13 février 2018 relatif à l'agrément des établissements de formation en chiropraxie et afin de ne pas laisser les masseurs-kinésithérapeutes créer une confusion dans une situation parfaitement claire depuis la « loi Kouchner » de 2002, elle demande au Gouvernement de lui indiquer sa position sur l'offre complémentaire des actes qui sont proposés par les masseurs-kinésithérapeutes, les ostéopathes, les chiropracteurs, et par tout autre professionnel intervenant dans des actes de manipulation et mobilisation externes du patient.

Professions de santé

Zone franche installation médecins

16120. – 22 janvier 2019. – **Mme Marietta Karamanli** attire l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur le bilan fait des zones franches. La ville du Mans bénéficie d'un dispositif de ce type. Le quartier des Sablons fait ainsi l'objet de la détermination d'une zone franche urbaine dans une liste fixée par décret en Conseil d'État. Les médecins installés dans une telle zone peuvent bénéficier pour l'embauche d'un salarié dans un cabinet installé en ZFU de l'exonération d'une partie des cotisations sociales pendant 12 mois. Dans le même ordre d'idées, les médecins remplaçant ou collaborateurs en ZFU peuvent bénéficier à partir du 1^{er} janvier 2015 et avant le 31 décembre 2020 d'une exonération totale d'imposition pendant 5 ans et d'une exonération partielle les 3 années suivantes. Elle lui demande si une première évaluation de ces dispositifs favorables à l'installation de médecins de ville a été réalisée et si une consolidation de ceux-ci est envisagée pour assurer une visibilité aux praticiens concernés et à ceux qui pourraient l'être.

Retraites : fonctionnaires civils et militaires

Retraite - Temps partiel

16126. – 22 janvier 2019. – **M. Xavier Roseren** attire l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur la prise en compte d'une réduction d'activité pour élever un enfant né avant 2004 dans le calcul des droits à la retraite. L'article L. 12 du code des pensions civiles et militaires prévoit que les fonctionnaires et les militaires bénéficient d'une bonification d'un an pour chacun des enfants né avant 2004, bonification s'ajoutant aux services effectifs, à condition qu'ils aient interrompu ou réduit leur activité. Le décret n° 2010-1741 définit ces périodes d'interruption ou de réduction d'activité ouvrant droit à cette bonification. Pour la réduction d'activité, l'article 5 du décret fait référence au temps partiel de 50 %, 60 % et 70 % mais n'évoque pas le temps partiel de 80 %. À ce titre, il lui demande de lui préciser si une réduction d'activité correspondant à une quotité de temps de travail de 80 % ouvre droit à cette bonification et dans quelles conditions.

Retraites : régime agricole

Retraites agricoles

16129. – 22 janvier 2019. – **M. Jean-Yves Bony** appelle l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur la stagnation des retraites agricoles qui sont très inférieures à celles perçues par l'ensemble des Français. Les personnes ne disposant pas d'autres revenus sont donc bien en-deçà du seuil de pauvreté. Ces retraites n'ont pas été revalorisées depuis 5 ans alors que dans le même temps, elles subissaient une hausse de 1,7 point de CSG au 1^{er} janvier 2018. Cette augmentation ne semble pas avoir été compensée, contrairement aux dires du Gouvernement. L'annonce d'une hausse faite de la CSG qui ne concernerait que les retraites inférieures à 1 200 euros mensuels s'est révélée fautive. L'application d'un taux de CSG n'est pas fonction du niveau de retraite mais du niveau du revenu fiscal de référence relativement bas : 14 404 euros par an, pour une personne seule. Pour un couple, soit deux parts fiscales, cette somme n'est pas multipliée par deux mais simplement par 1,5 pour arriver à

1 840 euros mensuels. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour que ce seuil soit multiplié par le nombre réel de parts fiscales. Par ailleurs, le pouvoir d'achat des retraités est impacté par les reports successifs de la revalorisation des retraites de base. Pour 2019 et 2020, alors que l'inflation voisinerait les 2 %, le Gouvernement annonce d'ores et déjà une revalorisation des retraites de 0,3 %. Il souhaite savoir si le Gouvernement entend indexer les retraites sur l'augmentation des prix.

Sang et organes humains

Avenir et financement du laboratoire du fractionnement et des biotechnologies

16134. – 22 janvier 2019. – **Mme Christine Pires Beaune** attire l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur l'avenir du laboratoire du fractionnement et des biotechnologies (LFB), qui met au point des traitements à base de plasma. D'après les informations parues le 14 décembre 2018 dans le journal économique *Les Échos*, l'Agence des participations de l'État envisage une ouverture du capital du LFB à des actionnaires privés minoritaires. Or l'arrivée d'investisseurs privés, jusqu'à hauteur de 49 %, conduirait de fait à la production et à la distribution de dividendes générés par le don de sang bénévole de la population. Une telle dérive inquiète légitimement les Français, les donneurs de sang et leurs associations. Le LFB aurait besoin d'un financement nouveau à hauteur de 500 millions d'euros, en particulier pour financer la construction de la nouvelle usine d'Arras. Il a réalisé en 2017 un chiffre d'affaires de 656 millions d'euros, en hausse de 26 %. Les produits qu'il fabrique sont tous des traitements dérivés du plasma pour des pathologies graves commercialisés en France et dans 60 pays. Toute décision en la matière doit donc être prudente et réfléchie en tenant compte des malades qui ont besoin de ces traitements. Alors que le LFB, qui emploie 1 600 personnes au total, joue un rôle vital pour environ 500 000 malades par an, elle lui demande de bien vouloir lui indiquer les dispositions que le Gouvernement entend mettre en œuvre afin d'assurer le financement éthique et public de cet établissement. Le bénévolat des Français, au travers du don de sang, ne peut en aucun cas servir à enrichir les appétits des investisseurs privés.

563

Santé

Cannabis à usage thérapeutique

16135. – 22 janvier 2019. – **M. Paul Christophe** interroge **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur l'autorisation du cannabis à visée thérapeutique. Un nombre croissant de médecins soulignent l'efficacité du cannabis à visée thérapeutique pour soulager la souffrance de certains patients. Les propriétés antalgiques du cannabis permettent notamment de mieux gérer la douleur chronique, les troubles physiques provoqués par les chimiothérapies, les spasmes et les raideurs musculaires liés à la sclérose en plaques. Alors même qu'une trentaine de pays dans le monde autorisent aujourd'hui le cannabis thérapeutique, la France tarde à se prononcer. L'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) a créé, en septembre 2018, un comité scientifique spécialisé temporaire chargé d'une évaluation de la pertinence et de la faisabilité de la mise à disposition du cannabis thérapeutique en France. Ce comité a rendu ses conclusions le 13 décembre 2018, estimant pertinent d'autoriser l'usage du cannabis à visée thérapeutique dans certaines situations cliniques bien précises. Il préconise d'abord son usage pour les patients souffrants de « douleurs réfractaires » aux thérapies, médicamenteuses ou non, déjà accessibles. Il se déclare également favorable à son usage dans quatre autres situations : pour certaines formes d'épilepsie sévères et pharmacorésistantes, des soins de support en oncologie, des situations palliatives et en cas de spasticité douloureuse de la sclérose en plaques. Le comité demande enfin qu'une évolution de la législation puisse être mise en œuvre. Une expérimentation de l'usage du cannabis thérapeutique pourrait être lancée, par l'ANSM, à l'été 2019 lorsque tous les éléments d'expertise auront été rendus. Le ministère des solidarités et de la santé a lancé, à l'automne 2018, le premier forum contre la douleur car, si la France a connu trois plans de lutte contre la douleur (1998-2000, 2002-2005, 2006-2010), sa prise en charge et son traitement restent difficiles. La possibilité d'usage du cannabis thérapeutique a redonné beaucoup d'espoir à tous ces patients qui souffrent de douleurs difficiles, voire impossibles, à traiter et notamment les patients atteints de fibromyalgie pour lesquels il n'existe pas, à ce jour, de traitement spécifique, ni de prise en charge bien établie. Aussi, il souhaiterait savoir quelles suites le ministère entend donner aux conclusions de l'ANSM et s'il pourra inclure les patients atteints de fibromyalgie dans l'expérimentation d'usage du cannabis à visée thérapeutique.

*Santé**Code de la santé publique - reconnaissance d'une spécialité chirurgicale*

16136. – 22 janvier 2019. – M. Belkhir Belhaddad interroge Mme la ministre des solidarités et de la santé sur la reconnaissance de la spécialité de chirurgie plastique, reconstructrice et esthétique. La qualification de cette spécialité a été reconnue dans les documents édités par les services du ministère de la santé et des solidarités, notamment dans la réflexion sur l'évolution du régime des autorisations dans le domaine de la chirurgie. Cependant, ce n'est toujours pas le cas du code de la santé publique. Cette situation paradoxale l'amène à lui demander s'il entend modifier le code de la santé publique afin reconnaître dans le droit commun la qualification de « chirurgie plastique reconstructrice et esthétique ».

*Santé**Dossier médical partagé*

16137. – 22 janvier 2019. – Mme Sandrine Josso interroge Mme la ministre des solidarités et de la santé sur les modalités de promotion du dossier médical partagé, dans le cadre du développement de cet outil. En effet, le dossier médical partagé fait, depuis plus d'un an, l'objet d'une expérimentation dans neuf départements. Les résultats ont été encourageants, portant à environ 10 000 le nombre de dossiers créés chaque semaine. Cependant, le rapport public annuel 2018 de la Cour des comptes met en avant une stagnation quant à la consultation des documents par les professionnels de santé. Le Gouvernement a, de manière claire, laissé entendre que cet outil serait généralisé, dans le cadre de la transformation du système de santé. Elle souhaiterait ainsi savoir si des mesures sont actuellement envisagées afin de promouvoir cet outil, permettant une réduction des coûts et un meilleur suivi, à la fois à destination des professionnels et des citoyens les moins au fait des usages numériques.

*Santé**Installation d'un nouveau scanner au centre hospitalier de Sedan*

16138. – 22 janvier 2019. – M. Jean-Luc Warsmann interroge Mme la ministre des solidarités et de la santé sur l'installation prochaine d'un nouveau scanner au centre hospitalier de Sedan. Il souhaite savoir si Mme la ministre est en mesure de lui confirmer cet investissement. Il souhaite également que lui soit communiqué le calendrier d'installation et de mise en service de ce nouvel équipement.

*Santé**Victimes du distilbène - Reconnaissance d'un statut spécifique*

16139. – 22 janvier 2019. – Mme Michèle Tabarot appelle l'attention de Mme la ministre des solidarités et de la santé sur la reconnaissance d'un statut spécifique pour les filles dont les mères ont reçu une prescription de distilbène durant une grossesse. Dans les précédentes réponses apportées aux questions posées sur le même sujet par plusieurs parlementaires, il est expliqué que la Haute autorité de santé n'a pas émis de recommandation à cet égard, faute d'études récentes. Or de nombreuses études publiées entre 2011 et 2017 mettent clairement en évidence le risque de développement d'un cancer auquel sont exposées ces filles. Ces études montrent notamment la nécessité d'effectuer tous les ans une consultation gynécologique spécifique. Aussi, elle souhaiterait que la ministre puisse procéder à un réexamen de ce dossier très difficile pour les victimes, afin de répondre à la demande qu'elles expriment de bénéficier chaque année d'une consultation adaptée à leur situation et remboursée à cent pour cent par le régime d'assurance maladie.

*Sécurité sociale**Régime social des mineurs*

16156. – 22 janvier 2019. – Mme Christine Pires Beaune attire l'attention de Mme la ministre des solidarités et de la santé sur le devenir du régime spécial de sécurité sociale dans les mines. Les projections montrent que l'utilisation budgétaire pour les prestations d'aides sociales montre que les sections « maladie » et « vieillesse » sont en rupture. Cette situation était prévisible et résulte du coup de rabot du Gouvernement de + 10 % sur les budgets 2018 du régime des mines au lieu des 5 % habituels, liés à la baisse démographique que subie la corporation des anciens mineurs et des veuves. La situation de l'année 2018 avec un budget qui fait défaut est appelée à se reproduire. Ce régime compte aujourd'hui 120 000 mineurs ou veuves dont l'âge moyen est supérieur à 79 ans : il

n'est pas acceptable que les décisions budgétaires gouvernementales viennent troubler la retraite de ces personnes très âgées qui craignent désormais de voir certaines prestations réduites. Aussi, elle lui demande d'indiquer si le Gouvernement entend rétablir les budgets aux sections « maladie » et « vieillesse ».

TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Animaux

Amélioration de la gestion des animaux issus du trafic saisis en France

15950. – 22 janvier 2019. – **Mme Émilie Guerel** interroge **M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire**, sur l'amélioration de la gestion des animaux issus du trafic saisis sur le territoire français. Le commerce illégal d'espèces sauvages est devenu l'une des causes principales de disparition des espèces. Aujourd'hui, une fois les animaux issus du trafic saisis et confisqués sur le territoire, les recueillir dans de bonnes conditions ne semble pas possible. Le manque d'infrastructures dédiées à la mise en quarantaine, à l'accueil à court et à long terme de ces animaux, conduit à une saturation des centres et empêche leur juste orientation vers des structures adaptées. Cette situation soulève des questions relatives au bien-être animal et aux risques sanitaires compte tenu de la propagation de maladies zoonotiques dans les pays de destination de ces animaux. Si le plan biodiversité présenté en juillet 2018 par le Gouvernement prévoit la mise en place d'une structure d'accueil pour recueillir les animaux faisant l'objet d'une saisine par les douanes aux aéroports parisiens (action 60), il apparaît nécessaire que soit engagée une réflexion sur le sujet afin de garantir une meilleure prise en charge de ces animaux. Dès lors, elle souhaiterait, d'une part, connaître le délai de mise en place de ce projet et d'autre part, savoir quelles actions supplémentaires le Gouvernement entend engager afin d'assurer une meilleure prise en charge des animaux saisis issus du trafic.

Animaux

Bien-être animal

15951. – 22 janvier 2019. – **M. Cédric Villani** interroge **M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire**, sur la prise en compte du bien-être animal en France. Selon un sondage IFOP de 2018, 7 Français sur 10 considèrent que les animaux sont mal défendus par les politiques. L'Assemblée nationale a adopté récemment le projet de loi sur l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agro-alimentaire (dit « EGALIM ») qui comportait un article dédié à la question du bien-être animal et qui a suscité beaucoup de déceptions de la part des citoyens et des associations de protection animale. La France compte plus d'animaux d'élevage que d'habitants (près de 50 millions de poules pondeuses et 20 millions de vaches). Ces animaux intégrés dans des filières de production industrialisées interrogent sur les modes de consommation alimentaires et sur la façon de considérer les autres espèces. Il aimerait savoir s'il a l'intention, comme c'était le cas de son prédécesseur, de présenter un projet de loi dédié à cette question.

Aquaculture et pêche professionnelle

Pisciculture - Prolifération des oiseaux piscivores

15956. – 22 janvier 2019. – **Mme Sandrine Josso** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire**, sur les problèmes que connaît aujourd'hui la filière de la pisciculture d'étangs. En effet, depuis de nombreuses années, l'augmentation des populations d'oiseaux piscivores, en particulier les cormorans, une espèce protégée, a eu un impact fort sur la filière, entraînant une baisse de la production française. La prolifération de ces oiseaux constitue une véritable nuisance et une véritable menace pour la pérennité de la filière piscicole. Mme la députée a entendu les requêtes et les revendications des professionnels de cette filière, en particulier l'Association française des professionnels de la pisciculture d'étangs. En plus de l'augmentation problématique des populations d'oiseaux piscivores, cette filière est directement confrontée au problème climatique. Ainsi, tandis que la demande à destination de cette filière augmente, la production chute. Cette association a tenté, à plusieurs reprises, d'obtenir un rendez-vous avec différents services de l'État, sans réponse. Elle souhaiterait ainsi savoir si des mesures étaient envisageables afin d'accompagner les exploitants et lutter contre la prolifération des oiseaux piscivores ; ainsi que la mise en place d'un dialogue avec les professionnels et associations concernés.

*Automobiles**Contrôle technique des véhicules particuliers*

15965. – 22 janvier 2019. – M. **Hervé Saulignac** appelle l'attention de M. le **ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire**, sur les conséquences des nouvelles modalités du contrôle technique entré en vigueur en mai 2018. Ces nouvelles modalités augmentent considérablement le nombre de points de contrôle effectués sur chaque véhicule, ce qui a pour incidence d'augmenter le coût du contrôle technique supporté par l'automobiliste. De plus, dans le cas d'une ou de plusieurs défaillances critiques, les automobilistes ne pourront plus circuler le lendemain du passage au contrôle technique sauf si le véhicule est réparé dans la journée et la contre-visite effectuée. Trouver un garagiste au pied levé, qui recevra les pièces détachées et réparera les défaillances dans la journée, relèvera de l'impossible. Dans le cas où les réparations puissent se faire le jour même, les automobilistes ne pourront pas circuler jusqu'au centre de contrôle pour faire la contre-visite, sous peine d'une amende. Aussi, le garagiste n'aura comme autre solution que de transporter, sur plateau ou dépanneuse, le véhicule réparé jusqu'au lieu de contrôle. Cette opération générera inéluctablement un surcoût. Là encore, ces mesures, qui peuvent certainement avoir un rôle dans la diminution d'accident de la route, auront forcément un impact désastreux sur les foyers les plus modestes. Pour la majorité de ces foyers, il est impensable de contracter un crédit pour acheter un véhicule neuf ou récent. S'il est indéniable que la sécurité routière et la diminution des nombres d'accidents et de personnes blessées ou tuées sur les routes doivent être une préoccupation de tous et de tous les jours, les mesures visant à pénaliser uniquement les personnes les plus modestes sont à proscrire. En effet, la possibilité de se rendre jusqu'à son lieu de travail est un impératif. Pour les personnes ne disposant pas ou peu de transports collectifs, notamment en milieu rural, l'usage de leur véhicule personnel est souvent la seule solution. Face aux contestations, le Premier ministre a récemment annoncé qu'il repoussait de 6 mois le volet antipollution visant à surveiller l'opacité des fumées des gazoles, qui devait initialement entrer en vigueur en janvier 2019. Cette mesure n'est pourtant guère contestée et est, par ailleurs, de bon sens. C'est pourquoi, il lui demande de porter davantage l'attention du Gouvernement sur le nouveau contrôle technique, de le revoir dans un sens plus réaliste et de surseoir, dans l'attente, à sa mise en application.

*Automobiles**Versement de la prime à la conversion*

15966. – 22 janvier 2019. – M. **Stéphane Testé** attire l'attention de M. le **ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire**, sur les délais de versement de la prime à la conversion pour l'achat d'un véhicule moins polluant. Afin de répondre aux objectifs du Plan Climat, une nouvelle prime à la conversion est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2018, étant désormais étendue à l'achat de véhicules d'occasion. Cependant au vu du succès rencontré rapidement par cette nouvelle prime, les délais de versement pour les bénéficiaires ont été rallongés jusqu'à l'épuisement total de l'enveloppe de l'Agence de services et de paiement, qui délivre cette prime au nom de l'État. La prime étant doublée à partir de l'année 2019, pour les ménages les plus modestes et les actifs qui ne paient pas d'impôts, il souhaiterait savoir quelles solutions sont envisagées par le Gouvernement afin de réduire les délais de versement de la prime.

*Chasse et pêche**Pour l'interdiction de la chasse à la glu*

15975. – 22 janvier 2019. – M. **Alain David** alerte M. le **ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire**, sur la pratique de la chasse à la glu. En effet, la Ligue de protection des oiseaux (LPO) a annoncé, jeudi 3 janvier 2019, une plainte contre la France devant la Commission européenne, après le rejet par le Conseil d'État d'une demande d'interdiction de la chasse à la glu. Cette chasse cruelle et d'un autre temps consiste à capturer des oiseaux à l'aide de tiges en bois enduites de glu et posées sur des arbres ou buissons. Bien qu'elle soit appliquée dans cinq départements français, selon la LPO, cette pratique demeure une menace pour la biodiversité et elle menacerait certaines espèces protégées. Il souhaite connaître les intentions du Gouvernement sur cette question.

*Déchets**Recyclage des téléphones mobiles*

15980. – 22 janvier 2019. – M. **Stéphane Testé** interroge M. le **ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire**, sur le recyclage des téléphones mobiles. Selon un rapport sénatorial de 2016, seuls 15 % des 24 millions d'appareils vendus chaque année seraient collectés. De très nombreux téléphones seraient conservés

par les particuliers, ce qui pose un problème économique et écologique. Il lui demande donc si une campagne de sensibilisation auprès des particuliers et des points de vente est envisagée par le Gouvernement afin d'augmenter le nombre de téléphones mobiles recyclés.

Énergie et carburants

Certificats d'économie d'énergie

15990. – 22 janvier 2019. – M. Dominique Potier appelle l'attention de M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, sur la sécurisation du dispositif des certificats d'économie d'énergie. La situation de la France en matière de transition énergétique est loin d'être satisfaisante. L'article 7 de la directive européenne 2012/27/EU sur l'efficacité énergétique impose aux États membres une réduction de 1,5 % par an de leur consommation énergétique (hors secteur des transports). Or la France prend du retard sur ses objectifs : en 2017, selon l'Observatoire climat-énergie, la France avait dépassé de 4,2 % son objectif de consommation finale d'énergie. Dans ce contexte, la rénovation du parc immobilier, qui représente 45 % de la consommation énergétique du pays, est un enjeu majeur. Parmi les mécanismes d'aide à la rénovation énergétique des bâtiments (crédit d'impôt pour la transition énergétique, éco-prêt à taux zéro, taxe sur la valeur ajoutée à 5,5 % pour les travaux d'amélioration de la qualité énergétique, aides du programme « Habiter mieux » de l'Agence nationale de l'habitat, chèque énergie, exonération de la taxe foncière pour les travaux d'économies d'énergie...), les certificats d'économies d'énergie (CEE) constituent un puissant outil de massification en faveur de la lutte contre la précarité énergétique. Ainsi, avec un objectif de 1 600 TWh cumac d'économies d'énergie, dont 400 TWh cumac au bénéfice des ménages en situation de précarité énergétique, le montant des obligations pesant sur les fournisseurs d'énergie pour la période 2018 et 2020 est estimé à près de 9 milliards d'euros, soit environ dix fois le coût annuel du crédit d'impôt pour la transition énergétique (879 millions d'euros en 2019). De 2006 à 2014, la Direction générale de l'énergie et du climat estime que le dispositif des CEE a contribué au financement de travaux d'économie d'énergie à hauteur de 24 milliards d'euros. Le dispositif est particulièrement avantageux pour les cinq millions de ménages en situation de précarité énergétique (selon les chiffres de l'Observatoire national de la précarité énergétique) grâce à l'instauration des CEE dits « précarité » et il cherche depuis le 1^{er} janvier 2018 à atteindre l'objectif d'éradication de la précarité énergétique en dix ans. La sécurisation du dispositif, notamment vis-à-vis des plus précaires pour les travaux d'isolation des combles, est cependant remise en cause à la suite de scandales dénoncés par TRACFIN en 2016. Si ces fraudes ne concernent qu'une proportion marginale, elles constituent pourtant une menace directe sur le dispositif CEE, en fragilisant à la fois sa crédibilité et son efficacité. Les obligés qui auraient acheté des CEE délivrés sur une base frauduleuse peuvent par ailleurs être exposés à l'annulation tardive des CEE, ce qui génère une insécurité d'autant plus grande que les sommes en jeu sont importantes. Le Gouvernement a réagi en instaurant un contrôle terrain systématique, par un organisme de contrôle, des opérations d'isolation de réseaux d'eau chaude ainsi qu'une expérimentation depuis le 1^{er} avril 2018 de contrôles aléatoires sur 5 à 10 % des chantiers d'isolation des combles réalisés au bénéfice des ménages en situation de précarité énergétique. Il a également annoncé envisager, en fonction du retour d'expérience, une éventuelle généralisation des contrôles sur site par une tierce partie à partir de 2019. Néanmoins, le contrôle terrain systématique ne permettra pas de redonner au dispositif la confiance légitime qu'il devrait avoir. Cette mesure risque en effet d'être inopérante pour sécuriser le dispositif, d'une part parce que les contrôles sur site généralisés représentent un coût pour les obligés, qui le répercuteront *in fine* sur le consommateur. D'autre part, le contrôle de l'éligibilité d'une action d'efficacité énergétique se faisant *a posteriori* de la réalisation de l'action, il existe un risque de refus de paiement des CEE qui pourrait avoir des conséquences budgétaires pour le ménage. Plutôt qu'une telle mesure, la mise en place d'un processus qualité détaillant selon une procédure rigoureuse l'ensemble des points à vérifier pour que le dossier de demande de CEE soit validé par le pôle national des certificats d'économies d'énergie serait plus efficace. Ainsi, il lui demande de considérer l'idée d'une labélisation d'un processus qualité, afin de garantir le professionnalisme des certificateurs de CEE et d'assainir un marché efficace et engageant la France dans le respect de ses engagements climatiques internationaux.

Énergie et carburants

Chèque énergie bois de chauffage

15991. – 22 janvier 2019. – Mme Danielle Brulebois interroge M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, sur le dispositif du chèque énergie. Plusieurs bénéficiaires de ce chèque ont essuyé un refus de la part des professionnels en bois de chauffage. Les démarches effectuées auprès des fournisseurs pour connaître les raisons de leur refus ont mis à jour les arguments suivants : les marchands de bois de chauffage évoquent

l'absence sur le dispositif chèque énergie et les retards de paiement importants de la part de l'État qui les mettent en difficulté. Il s'agit de petites entreprises aux trésoreries contraintes. Dans ce contexte, elle souhaite savoir quelle stratégie est envisagée par le Gouvernement d'une part pour mieux informer les entreprises du secteur bois sur le dispositif chèque énergie et d'autre part pour effectuer son paiement aux entreprises dans des délais raisonnables.

Énergie et carburants

Poses forcées de compteurs Linky

15992. – 22 janvier 2019. – **M. Olivier Gaillard** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire**, sur les cas de poses forcées des compteurs communicants Linky. Les conditions de déploiement de Linky sont complexes et posent la question des modalités de son encadrement. Un feuilleton judiciaire est engagé en ce qui concerne la compétence du maire à mettre en œuvre son pouvoir de police. Du point de vue de l'usager du service, la problématique de l'installation des compteurs Linky soulève des questions juridiques différentes mais tout aussi importantes. Incité financièrement, Enedis mène une course à l'installation des nouveaux compteurs, en ne respectant pas toujours la volonté exprimée par les usagers. Il en résulte un flou juridique autour de la liberté de choix du particulier. À la suite du rapport de la Cour des comptes du 7 février 2018, le bilan coût-avantage du dispositif tarifaire, trop favorable à Enedis, n'a pas été révisé, malgré les recommandations. À cela s'ajoute le fait que le nouveau compteur ne reflète pas toujours exactement le voltage correspondant à l'abonnement. Nombre d'usagers, après installation de ce compteur, ont subi des coupures de courant, réponse d'Enedis. De plus, les études sur les conséquences sanitaires ou la protection des données privées sont arrivées trop tard et n'ont pas été suffisamment communiquées au grand public. Dans ce contexte, les droits des usagers doivent être clarifiés, et il ne peut y avoir deux poids deux mesures entre les usagers. Tout usager devrait avoir le droit, d'accepter ou de refuser l'installation de Linky, en vertu d'un consentement libre et éclairé. Il lui demande par conséquent de clarifier et de garantir les moyens dont disposent les particuliers pour faire valoir le droit de refuser l'installation. Il lui demande ensuite de lui préciser ce que le particulier est en droit d'attendre de l'État et d'Enedis pour que ce droit de refus soit respecté, protégé. Enfin, il lui demande de lui détailler les conséquences financières induites par le refus d'installation du compteur Linky, pour l'usager.

568

Énergie et carburants

Risque de « blackout » du réseau européen d'électricité

15993. – 22 janvier 2019. – **Mme Marielle de Sarnez** alerte **M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire**, sur les risques de *blackout* européen liés à une production d'électricité insuffisante. Le 10 janvier 2019 en effet, le système d'approvisionnement s'est trouvé au bord de la rupture en raison d'un déséquilibre constaté entre la demande et l'offre d'électricité. Ce scénario catastrophe a été évité de justesse grâce à l'intervention de Réseau de transport d'électricité (RTE) qui a sollicité les grandes industries afin qu'elles baissent leur consommation. Cette intervention a sans doute permis de préserver l'Europe d'un *blackout* général. Une enquête est diligentée afin de comprendre les origines de ce déséquilibre. Au-delà de son résultat, il apparaît nécessaire de dégager rapidement des mesures correctives de long terme permettant de garantir la France et ses partenaires européens d'un scénario pouvant s'avérer catastrophique. Elle lui demande par conséquent de lui préciser les intentions du Gouvernement sur ce dossier.

Énergie et carburants

Utilisation du chèque énergie

15994. – 22 janvier 2019. – **Mme Barbara Pompili** appelle l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire**, sur l'utilisation du chèque énergie. La délivrance de cette aide représente un soutien important pour un certain nombre d'habitants, qui consacrent une part conséquente de leur budget au logement et aux charges qui y sont liées. Néanmoins, il apparaît que dans des cas très spécifiques, les bénéficiaires du chèque énergie ne sont pas en mesure de l'utiliser car ils ne règlent pas directement leurs factures d'énergie. Il peut par exemple s'agir des personnes qui s'acquittent d'un loyer toutes charges comprises, car ils ne disposent pas de compteur individuel de gaz et/ou d'électricité, comme ça peut être le cas dans certains logements collectifs. Le rapport d'évaluation de l'expérimentation du chèque énergie paru en décembre 2017 mentionnait ce cas de figure. Bien que le rapport estime que cette situation concerne moins de 1 % des bénéficiaires, il recommande d'envisager

un assouplissement des règles d'utilisation du chèque énergie pour ces cas bien spécifiques, par exemple un remboursement en numéraire. La députée l'interroge donc sur les dispositions qui pourraient être mises en œuvre pour permettre à ces bénéficiaires de profiter de l'aide offerte par le chèque énergie.

Impôts et taxes

Alternative aux véhicules de chantiers gasoil

16027. – 22 janvier 2019. – M. Cyril Isaac-Sibille interroge M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, sur la suppression du taux réduit de la TICPE et la disponibilité de véhicules dit propres. Il lui demande quelles solutions le Gouvernement compte apporter aux nombreux entrepreneurs impactés par ces mesures quant au choix des véhicules spécifiques utilisés dans leurs métiers. Il souhaite savoir s'il a été imaginé un système encourageant les constructeurs de véhicules et notamment d'engins de chantiers (type bétonnière) pour offrir une alternative aux « engins gasoil » actuels.

Impôts et taxes

Exonération de TICPE pour les transporteurs routiers

16031. – 22 janvier 2019. – M. Christophe Naegelen appelle l'attention de M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, sur l'exonération de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) pour les transporteurs routiers français telle que prévue par l'article 265 du code des douanes. Plusieurs secteurs d'activité économique bénéficient de réductions ou d'exonérations de TICPE ; c'est le cas des transporteurs routiers disposant de camions de plus de 7,5 tonnes. Les véhicules qui ouvrent droit au remboursement doivent répondre aux caractéristiques techniques suivantes : correspondre à des véhicules routiers ; être destinés au transport de marchandises ; représenter un poids total de 7,5 tonnes et plus (pour les véhicules routiers à moteur, un poids total autorisé en charge (PTAC) supérieur ou égal à 7,5 tonnes, et pour les véhicules tracteurs routiers, un poids total roulant autorisé (PTR) supérieur ou égal à 7,5 tonnes) ; être immatriculés dans l'un des pays de l'Union européenne. Élargir la réduction, voire l'exonération, de TICPE à l'ensemble des poids lourds, c'est-à-dire à tous les véhicules routiers à moteur présentant un PTAC supérieur ou égal à 3,5 tonnes permettrait de redonner du souffle à un secteur durement touché par la concurrence et par la hausse des prix des carburants. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir préciser la position du Gouvernement vis-à-vis d'un tel élargissement de réduction de TICPE.

Politique extérieure

Chasse à la baleine

16108. – 22 janvier 2019. – M. Philippe Folliot attire l'attention de M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, sur le risque de pratique de la chasse à la baleine par certains pays dans la zone économique exclusive française. En effet, alors que la France a ratifié des accords internationaux visant à interdire cette pêche, il semblerait que l'île Maurice, suivant le Japon, ait décidé de dénoncer l'accord international de protection des grands mammifères marins et d'autoriser, pour le moment dans leur ZEE, la chasse commerciale à la baleine au-delà des prélèvements ponctuels à but scientifique. Au-delà, il semblerait que les deux parties aient trouvé un accord afin que Maurice délivre des droits de pêche au Japon dans sa ZEE. Par le passé, de manière plus illégale qui soit, la République de Maurice a unilatéralement accordé des licences de pêche dans la ZEE de Tromelin. Aujourd'hui, il existerait un risque quant à la possibilité de voir le Japon, avec l'accord de l'île Maurice, effectuer la pêche à la baleine dans la ZEE de Tromelin. Ainsi, s'inquiétant de cet état de fait et d'une telle perspective, il souhaiterait savoir quelles informations détient le Gouvernement à ce sujet et quels moyens seront mis en œuvre pour faire respecter les droits français sur la ZEE de Tromelin et empêcher toute pêche non autorisée et plus particulièrement la chasse à la baleine.

Produits dangereux

TERZEO

16113. – 22 janvier 2019. – M. Jean-François Parigi alerte M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, sur les nombreuses inquiétudes suscitées par le projet TERZEO en Seine-et-Marne. En effet, les élus locaux et les habitants du Pays-de-Meaux se mobilisent contre cette plateforme de traitement et stockage de produits dangereux. Face aux interrogations soulevées par l'enquête publique, l'exploitant à l'origine du projet a fourni des réponses qui ne sont pas à la hauteur des enjeux environnementaux. En effet, ce centre de

type ISDD doit s'implanter sur une ancienne friche industrielle déjà polluée, à quelques mètres d'un site Natura 2000 et à proximité d'habitations. TERZEO prévoit de recycler 75 % des 200 000 tonnes de terre polluées sur le site par an. Les 25 % restant seront stockées, ce qui représente environ 1 million de tonnes de déchets dangereux sur trente ans. Tout ceci met en péril l'équilibre environnemental et la santé publique du territoire. Ce projet aura également des conséquences sur la mobilité des nord Seine-et-marnais puisqu'il va augmenter considérablement le trafic sur le réseau routier provoquant une congestion de la circulation sur l'agglomération melloise. De plus, la RN3 ne peut supporter le flux de camions supplémentaires liés à cette activité au regard du manque d'entretien sur cet axe. Par ailleurs, il faut savoir que le département de Seine-et-Marne reçoit à lui seul 80 % des déchets d'Île-de-France. TERZEO a pour ambition d'accueillir les déblais pollués des travaux du Grand Paris Express. Un comble puisque la grande majorité de la Seine-et-Marne est exclue de la métropole du Grand Paris. Ainsi, les conseils municipaux des 22 communes représentant environ 100 000 habitants ont exprimé à l'unanimité leur opposition à ce projet. Dès lors, il lui demande si le Gouvernement compte respecter la volonté des élus et concitoyens en trouvant un autre site d'installation à cette plateforme de traitement des déchets.

Publicité

Réintroduction des préenseignes pour la restauration et l'hôtellerie

16125. – 22 janvier 2019. – Mme Sereine Mauborgne attire l'attention de M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, sur les conséquences de la censure par le Conseil constitutionnel de la mesure visant à autoriser à nouveau les préenseignes dérogatoires pour les professionnels de la restauration et de l'hôtellerie situés en particulier en zones à dominante rurale. Depuis juillet 2015 et l'entrée en vigueur des mesures portées par l'arrêté du 23 mars 2015 fixant certaines prescriptions d'harmonisation des préenseignes dérogatoires, les activités liées à la restauration et à l'hôtellerie ne sont plus autorisées à se signaler par des préenseignes aux abords des centres-villes et centres-bourgs. Les établissements situés en milieu rural ont été particulièrement et durement pénalisés par le retrait de ces préenseignes, avec une baisse généralisée des chiffres d'affaires (parfois jusqu'à 25 %) loin d'être compensée par les supports numériques de communication. Afin de répondre à cette situation, l'Assemblée nationale a adopté, au sein de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, une mesure visant à réintroduire lesdites préenseignes. Le Conseil constitutionnel a, par décision du 15 novembre 2018, censuré cette mesure jugée trop éloignée de l'objet du texte de loi. Ne doutant pas de l'engagement de son ministère et, plus largement, de celui du Gouvernement en faveur du dynamisme de la ruralité et des commerces de proximité, elle le remercie de lui indiquer les solutions actuellement étudiées par son ministère afin d'autoriser à nouveau et à brève échéance les professionnels de la restauration et de l'hôtellerie à utiliser ces préenseignes « dérogatoires ».

570

Sécurité routière

Examen du permis de conduire

16150. – 22 janvier 2019. – M. Christophe Jerretie attire l'attention de M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, sur la réforme de l'examen du permis de conduire. M. le Président de la République a annoncé une baisse des tarifs du permis de conduire et une réforme des modalités de préparation du code de la route qui serait dorénavant préparé dans les établissements scolaires ou dans le cadre des stages de citoyenneté. Dans le réseau des auto-écoles, le coût moyen du permis est de 1 200 euros à 1 400 euros environ mais sur ce prix, les heures de conduite qui coûtent environ 40 à 45 euros sont peu rémunératrices pour les auto-écoles qui n'arrivent à dégager que 3 ou 4 euros de marge par heure de conduite. Si on leur retire le code, leur modèle économique est totalement remis en cause et elles seront contraintes de disparaître ou alors d'augmenter considérablement le prix horaire des leçons de conduite, ce d'autant plus que tout est réglementé pour elles et qu'elles n'ont aucune marge de manœuvre (nombre d'heures plafonné, etc.). Si l'on y ajoute les hausses constantes du prix des carburants, les loyers en augmentation, les diverses taxations auxquelles sont soumises ces structures, l'effet sera exactement opposé à celui que recherche le chef de l'État. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre, à l'aune des conclusions de la mission parlementaire sur l'éducation routière en France, afin de protéger les entreprises que sont les auto-écoles qui permettent d'employer 55 000 personnes en France.

TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE (MME POIRSON, SE AUPRÈS DU MINISTRE D'ÉTAT)

Déchets

Lutte contre le gaspillage industriel et pour une économie circulaire ambitieuse

15979. – 22 janvier 2019. – M. Bruno Millienne interroge Mme la secrétaire d'État, auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, sur les mesures qu'entend prendre le Gouvernement pour lutter contre le gaspillage et plus spécifiquement les pratiques scandaleuses de certains industriels qui, en toute légalité, s'adonnent à la destruction massive de produits neufs. En effet, l'entreprise privée la plus chère du monde (694 milliards d'euros de valorisation boursière) vient de prouver que le chemin est encore long pour conjuguer succès économique et responsabilité sociale et environnementale des entreprises. À la faveur d'un récent grand reportage diffusé dans l'émission « Capital », les Français ont appris que la firme américaine Amazon organisait la destruction de millions de produits neufs invendus : pratique légale certes, mais ô combien immorale. Cette pratique est le signe de la folie, l'irresponsabilité d'acteurs économiques qui n'ont pour seule ligne de mire que le profit à tout prix, quitte à faire assumer un coût bien plus important encore à l'environnement. De tels comportements sont inadmissibles et tout doit être fait pour qu'ils cessent sans plus tarder. Des mesures semblent prévues dans le cadre d'une future loi sur l'économie circulaire pour lutter contre ces comportements et la représentation nationale sera vigilante à ce que celles-ci soient aussi fermes que possible pour avoir une réelle incidence sur les comportements. La force des consommateurs est également un atout majeur dans ce combat : ils ont leur part à prendre dans le défi d'une économie plus responsable, plus vertueuse. Il leur appartient notamment de refuser de cautionner de telles pratiques. L'acte d'achat est plus qu'un simple acte de consommation, il peut être un acte citoyen, un acte militant pour des consommations plus vertueuses, plus respectueuses de l'environnement, de la société. Il est possible d'agir collectivement. Aussi, il souhaiterait connaître les actions qui peuvent d'ores et déjà être engagées pour que cesse sans plus attendre les destructions irresponsables, y compris alimentaires, que le reportage a mis en lumière. Enfin, il souhaiterait que lui soit précisé de manière plus générale le plan d'action que le Gouvernement entend porter pour la lutte contre le gaspillage et pour l'économie circulaire, notamment les grands contours du projet de loi évoqué.

571

TRANSPORTS

Sécurité routière

Auto-écoles indépendantes

16149. – 22 janvier 2019. – M. Aurélien Pradié alerte Mme la ministre, auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports, sur le danger que le récent projet de loi Mobilité fait courir aux auto-écoles indépendantes. Les annonces faites par le Président de la République l'ont été sans concertation sérieuse avec les professionnels. La fiscalité qui pèse sur ces entreprises dont la mission est particulière et le rôle économique important pour les territoires, explique pour près de 60 % le prix total des prestations des auto-écoles. En favorisant le développement d'un marché « uberisé » de la formation à la conduite, le Gouvernement prend aujourd'hui le risque de paupériser toute une profession déjà fragilisée par la Loi « Macron » de 2015. De plus, le recours massif aux « plateformes » pourrait entraîner une perte conséquente de recettes fiscales pour l'État. Nous savons en effet que ces plateformes bénéficient de nombreux artifices fiscaux leur permettant d'échapper au paiement réel de l'impôt comme les auto-écoles indépendantes. Les auto-écoles implantées localement assurent une activité au plus près des territoires. Les « plateformes à distance », loin de réellement permettre l'accès au permis à moindre prix, amoindrissent aussi trop souvent la qualité de formation des candidats. Leurs pratiques sont parfois trompeuses, elles n'affichent pas avec clarté l'ensemble des frais réels. Souvent le coût global d'une formation à la conduite effectuée sur une plateforme est composé d'une multiplicité de coûts cachés qui la font finalement parvenir à un niveau similaire ou supérieur à une auto-école traditionnelle. Cette concurrence déloyale se fait au détriment des élèves, de la sécurité routière et de la vie de nos territoires. Il souhaite alerter sur les risques économiques encourus pour les auto-écoles traditionnelles, sur l'impact négatif au cœur des territoires. Le député souhaite que soient étudiées au plus tôt notamment la valorisation de la présence d'un local d'enseignement, la poursuite de la politique de labellisation ou encore la suppression/réduction de la TVA, la défiscalisation des vingt premières heures pour les financeurs ainsi qu'une récupération totale de la TVA sur les véhicules roulant à l'essence, autant de propositions qui méritent d'être envisagées.

*Sécurité routière**Forfait post-stationnement (FPS)*

16151. – 22 janvier 2019. – Mme Véronique Riotton interroge Mme la ministre, auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports, sur la mise en œuvre du forfait post-stationnement (FPS) et ses conséquences pour les opérateurs de mobilité partagée. Alors qu'il était possible pour ces opérateurs de désigner le locataire d'un véhicule responsable d'une infraction et donc du paiement d'une amende, elles doivent désormais s'acquitter du règlement du FPS puis se retourner contre leur client pour recouvrer la somme. Cette situation entraîne une mise en difficulté des entreprises qui doivent avancer des sommes importantes et faire face à des frais de gestion administrative nouveaux. Elle souhaiterait donc connaître les mesures envisagées par le Gouvernement pour simplifier la gestion de ces frais par les entreprises de mobilité.

*Sécurité routière**Permis de conduire - Enseignement de la conduite - Cours collectifs*

16153. – 22 janvier 2019. – Mme Sonia Krimi appelle l'attention de Mme la ministre, auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports, sur l'importance des cours collectifs au sein des établissements de conduite pour améliorer les conditions d'enseignement du code de la route et réduire le coût du permis de conduire. En application de loi du 6 août 2015 sur la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, le développement du modèle d'apprentissage du code de la route en ligne permet l'enseignement des règles de conduites à distance. En l'état actuel du droit, des candidats au permis de conduire ont ainsi la possibilité de passer l'épreuve théorique de l'examen tout en ayant reçu aucun cours collectif transmis par des enseignants agréés au sein d'un établissement à cet effet. Si le bénéfice de l'outil numérique pour la transmission des connaissances, reconnu par la plupart des professionnels, n'est pas à remettre en cause, le caractère indispensable de la considération de son environnement et de la prise en compte du comportement d'autrui, sur la route, exigent qu'une partie fondamentale des enseignements théoriques de la conduite puissent déboucher sur des échanges entre les élèves et l'enseignant. Au demeurant, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2019, le décret n° 2018-715 du 3 août 2018 organisant la formation complémentaire s'inspire de ces considérations. Les formations, suivies sur la base du volontariat par des élèves déjà titulaires du permis de conduire, sont ainsi nécessairement dispensées au sein des établissements d'enseignement (article 3 du décret n° 2018-715). En outre, le caractère collectif de cet enseignement fondamental peut également s'avérer un levier important de réduction du coût des enseignements. Elle l'interroge donc sur l'intention du Gouvernement d'envisager d'imposer la transmission d'un bloc de compétences théoriques au sein des écoles de conduite.

*Transports**Lignes de car Ouibus en région Bretagne*

16164. – 22 janvier 2019. – Mme Christine Pires Beaune attire l'attention de Mme la ministre, auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports sur l'ouverture de cinq nouvelles lignes de cars Ouibus au printemps 2019 en région Bretagne. Alors que cette région finance les lignes de TER, cette décision de la SNCF, maison-mère de l'entreprise Ouibus est incompréhensible. La SNCF organise elle-même une concurrence déloyale du service ferroviaire. Chaque année, le conseil régional de Bretagne finance les transports ferroviaires à hauteur de dix millions d'euros supplémentaires et l'offre ferroviaire a augmenté de 20 % en 2018. Avec cette décision, la SNCF commet une double faute : d'une part, elle encourage le développement des « cars Macron », mode de transport lent, très polluant et contraire à la politique de transition énergétique souhaitée par le Gouvernement et d'autre part, elle se concurrence elle-même dans son cœur risquant demain de perdre les appels d'offres du marché ferroviaire en région Bretagne. Aussi, elle lui demande d'indiquer si le Gouvernement entend intervenir auprès de la SNCF afin que cette décision anti-écologique et anti-ferroviaire soit annulée.

*Transports aériens**Diminution du nombre de lignes aériennes Hop ! à Perpignan*

16166. – 22 janvier 2019. – M. Louis Aliot attire l'attention de Mme la ministre, auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports, sur la diminution du nombre de lignes de la compagnie Hop à destination et au départ de Perpignan. Filiale d'Air France créée le 31 mars 2013, Hop ! est issue de la fusion entre trois anciennes filiales régionales de la principale compagnie aérienne française : Brit Air,

Régional et Airlinair. De nombreux Français sont désormais dépendants du service fourni par Hop ! qui propose quotidiennement une centaine de destinations intranationales et européennes. Hop ! est donc une compagnie aérienne de proximité, réalisant l'essentiel de son chiffre d'affaires avec les courts et moyens courriers et maillon essentiel de la chaîne Air France pour concurrencer les compagnies dites *low cost* qui avaient durement affecté les résultats d'Air France-KLM à la fin des années 2000. Pour une ville comme Perpignan, se situant dans l'ultra-périphérie française et particulièrement éloignée de la capitale, les liaisons régulières assurées par Hop ! sont vitales. En hausse de fréquentation depuis deux ans, l'aéroport de Perpignan est extrêmement dynamique, du fait notamment de l'éloignement relatif de notre ville de Toulouse et Montpellier. Il se demande donc ce qui a bien pu pousser la direction de Hop ! à vouloir réduire son programme perpignanaise, dont l'offre chutera de 12 % en 2019 durant les quatre mois les plus chargés de l'année (juin à septembre). À en croire les informations rapportées par *L'Indépendant*, les Airbus A319 et A320 devraient « disparaître des radars » et être remplacés par de plus petits appareils, de 100 sièges au grand maximum. Mais ce n'est pas tout, les vols vers l'aéroport Charles-de-Gaulle seraient aussi partiellement sacrifiés, en dépit d'un taux de remplissage de 90 %. Il y aura une fréquence de moins, les quatre restantes étant par ailleurs effectuées par de plus petits avions (76 sièges au lieu de 100). Cette stratégie est pour le moins surprenante, sinon choquante, alors que Perpignan se développe grandement et que l'aéroport est de plus en plus fréquenté. Les chiffres le prouvent. 460 000 voyageurs ont fréquenté l'aéroport de Perpignan en 2018, contre 410 000 en 2017. Quant aux taux de remplissage, ils sont pareillement ultra satisfaisants. Ainsi, la ligne Perpignan-Charles-de-Gaulle à destination de Lille a battu des records en 2018, forte d'un taux de remplissage de 90 % en juin, de 88 % en août et de 87 % en septembre ! Longtemps isolée, Perpignan a besoin de transports aériens réguliers, nombreux et bon marché à destination de la moitié nord de la France. Ce nouveau monde que d'aucuns voulaient « hyper connecté » ne doit pas laisser les citoyens des régions provinciales les plus excentrées hors du développement, comme s'ils vivaient à l'étranger. En ce sens, il lui demande dans quelle mesure Hop ! pourrait revoir sa grille pour l'aéroport de Perpignan, et lui demande également d'agir de concert auprès d'Air France et de Hop !.

Transports par eau

Organisation et représentation de la batellerie artisanale

16167. – 22 janvier 2019. – Mme Sophie Panonacle interroge Mme la ministre, auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports, sur l'organisation et la représentation de la batellerie artisanale à partir du 1^{er} janvier 2020. En effet, ce secteur est actuellement représenté par la chambre nationale de la batellerie artisanale (CNBA), établissement public national à caractère administratif, institué par la loi d'orientation des transports intérieurs du 30 décembre 1982, et son décret du 14 mai 1984. Placée sous la tutelle du ministère des transports, cette structure assure la représentation des acteurs du transport artisanal de marchandises par voie fluviale, soit des petites entreprises employant jusqu'à six salariés. La CNBA a également pour mission d'effectuer la tenue des registres de la batellerie artisanale, ainsi que des missions d'information et de formation des professionnels du secteur. Toutefois, dans un référé daté du 8 décembre 2017, le Premier président de la Cour des comptes a alerté M. le ministre de la transition écologique et solidaire, Mme la ministre chargée des transports, ainsi que M. le ministre de l'action et des comptes publics sur l'efficacité relative de cette structure, dont il déplorait la faible visibilité dans le paysage professionnel. Soulignant les précédentes tentatives de réformes avortées, le Premier président recommandait ainsi la suppression de l'établissement public et de la taxe affectée à faible rendement y afférente. Dans leur réponse en date du 7 février 2018, M. le ministre de la transition écologique et solidaire et Mme la ministre chargée des transports ont reconnu partager l'essentiel des conclusions de la Cour des comptes, en considérant que la CNBA n'était plus « la structure adaptée aux missions de représentation du secteur professionnel du transport fluvial ». Les ministres ont souligné la nécessité pour le secteur « dans un contexte de transition écologique et économique » de se regrouper, de définir sa stratégie de développement et de « s'engager pour se positionner comme un mode de transport plus propre capable d'offrir des solutions logistiques crédibles à la congestion routière ». La dissolution de l'établissement public a été actée dans le projet de loi de finances pour 2019, en cohérence avec la suppression de la taxe affectée y afférente et conformément aux conclusions du référé de la Cour des comptes du 8 décembre 2017. La dissolution est prévue au plus tard dans un délai d'un an à compter de la promulgation de la loi. Aussi, elle lui demande de lui indiquer les mesures transitoires qui pourraient être prises durant cette période afin de permettre la réorganisation du secteur et son évolution, notamment vers la création d'une interprofession.

*Transports urbains**Inégalités d'attribution et de tarification du forfait Améthyste*

16168. – 22 janvier 2019. – Mme Laurianne Rossi appelle l'attention de Mme la ministre, auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports, sur les conditions d'attribution du forfait de transport francilien Améthyste à l'aune du prochain examen du projet de loi d'orientation des mobilités. Le titre de transport Améthyste proposé par Île-de-France Mobilités, anciennement carte Améthyste, permet aux personnes âgées de plus 65 ans, retraités et aux personnes handicapées, résidentes en Île-de-France, de bénéficier d'un accès illimité à tous les modes de transports du réseau francilien RATP, OPTILE, SNCF de Paris et de la banlieue parisienne à l'exception de certaines dessertes directes d'aéroports (Orlyval, Bus Direct Paris-Aéroport ex-cars Air France, navettes VEA Disney) et des bus touristiques (OpenTour, Cars Rouges). L'obtention de ce forfait est soumise à des conditions de ressources ou de statuts ; les anciens combattants et les veuves de guerre peuvent notamment y avoir droit. Actuellement, la gestion de ce forfait est administrée directement par chacun des départements de l'Île-de-France, ces derniers décidant donc des conditions d'éligibilité et des zones de validité attribuées mais aussi du montant de la participation financière à la charge de l'usager. Or cette gestion discrétionnaire laissée à chaque département aboutit à de profondes inégalités en matière d'accès à ce forfait et de reste à charge pour ces bénéficiaires, créant de la sorte une inégalité dans l'accès au service public francilien de transports. À titre d'exemple, les critères relatifs aux ressources varient d'un département à l'autre. Ainsi, le département des Hauts-de-Seine soumet son obtention au fait d'être non imposable ou d'être imposable sous le plafond de l'impôt soumis au barème (ligne 14) défini par le département, hors décote et hors réductions d'impôts, à hauteur de 650 euros pour une personne seule et de 800 euros pour un couple ou bien d'être bénéficiaire de l'Allocation adultes handicapés (AAH). En revanche, les départements de Paris et du Val-de-Marne fixent des conditions de ressources bien moins restrictives en permettant que l'attribution de ce forfait soit accordée au foyer fiscal acquittant un impôt sur les revenus inférieurs ou égal à 2 028 euros (lors de la première demande) ou à 2 430 euros (lors du renouvellement) et sans prise en compte d'un quelconque seuil de revenu aux titulaires de la carte du combattant, aux veuves et veufs d'anciens combattants et aux veuves et veufs de guerre de 65 ans et plus. Par conséquent, elle lui demande si elle envisage dans le cadre de la loi d'orientation des mobilités, de proposer des mesures visant à l'harmonisation de la tarification des transports par l'autorité organisatrice de mobilité régionale sur son territoire, de nature à assurer l'égalité des citoyens face au coût du service public de transports en Île-de-France, qui demeure un service public de première nécessité.

574

TRAVAIL*Emploi et activité**Allocation de solidarité spécifique et SIAE*

15987. – 22 janvier 2019. – M. Damien Pichereau attire l'attention de Mme la ministre du travail sur le point particulier de l'Allocation de solidarité spécifique (ASS) dans le cas de personnes accompagnées par des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE). Les bénéficiaires pris en charge par ces structures sont majoritairement des personnes éloignées de l'emploi, parfois en grande difficulté sociale. Les SIAE leur proposent un accompagnement individualisé afin de les orienter, à terme, vers le marché du travail « classique ». Cet accompagnement s'adressant à des personnes en grande difficulté professionnelle, ce retour au marché du travail peut prendre plusieurs mois, la durée d'accompagnement maximale par une SIAE étant de 2 ans. Or, à l'heure actuelle, le système d'attribution de l'ASS maintient le versement de l'allocation seulement 3 mois après la reprise d'une activité. Ainsi, après 3 mois, certains bénéficiaires perçoivent un revenu équivalent à celui qu'ils auraient pu percevoir par le biais de l'ASS. Ce mécanisme lui paraît envoyer un mauvais signal et constituer un frein au retour à l'emploi de ces personnes en grande difficulté. Aussi, il souhaiterait savoir si un allongement du délai de versement de l'ASS est envisageable pour les bénéficiaires des SIAE.

*Emploi et activité**Expérimentation de la PSDE*

15988. – 22 janvier 2019. – M. Damien Pichereau interroge Mme la ministre du travail sur la prestation de suivi dans l'emploi (PSDE) qui a été mise en expérimentation entre le 1^{er} novembre 2015 et le 31 décembre 2017. Grâce à cette aide financière, les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) peuvent être financées pour

continuer à accompagner un salarié après qu'il ait accédé à un emploi en entreprise. Cette mesure concernait 8 000 personnes. Aussi, il souhaiterait connaître les conclusions de cette expérimentation et savoir si le Gouvernement souhaite la pérenniser.

Personnes handicapées

Conséquences de la réforme de l'OETH

16078. – 22 janvier 2019. – **Mme Pascale Fontenel-Personne** interroge **Mme la ministre du travail** sur la réforme de l'OETH. Avec l'adoption de la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel, la réforme de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (OETH) s'est engagée et se poursuit dans le cadre de la rédaction de décrets d'application. Jusqu'à présent, les employeurs pouvaient s'acquitter de leur obligation à hauteur de 50 % maximum en concluant des contrats de sous-traitance avec le secteur protégé ou adapté, ESAT et entreprises adaptées (EA). Afin de privilégier l'emploi direct en entreprise, la nouvelle loi a abrogé cette possibilité, considérant que lorsque l'employeur confie des prestations aux ESAT, aux EA et aux travailleurs indépendants en situation de handicap (TIH), qui représentent au total près de 250 000 travailleurs en situation de handicap, l'entreprise les recrutera « tout naturellement » avec des contrats directs. Les contrats de sous-traitance ne pourront effectivement plus être comptabilisés pour remplir leur obligation d'emploi. Les associations représentantes de ces travailleurs sont inquiètes quant à l'effet de cette réforme sur les donneurs d'ordre qui ne seront plus incités de la même manière à avoir recours à la sous-traitance. Si les ESAT et les EA se retrouvent en situation de difficultés économiques, cela pourrait fragiliser plus de 140 000 personnes en situation de handicap qui ont, aujourd'hui un accès à un travail au moyen de l'accompagnement assuré par les établissements et dont la capacité de travail est inférieure ou égale à un tiers de celle d'une personne dite « valide », qui sont salariés en entreprise adaptée ou travailleurs indépendants. À l'échelle des Pays de la Loire, 14 associations sont concernées, soit 4 000 familles dont 11 500 personnes accompagnées et plus de 6 500 professionnels ! Le futur décret viendra définir les futures modalités de calcul de recours à la sous-traitance avec un objectif de « neutralité financière ». En conséquence, elle souhaiterait savoir comment le Gouvernement compte garantir une neutralité financière pour les ESAT et EA dont les activités pourraient être impactées directement et négativement par la réforme de l'OETH qui vise pourtant à améliorer l'accès au travail des personnes en situation de handicap.

575

Personnes handicapées

Réforme de l'emploi des personnes handicapées

16086. – 22 janvier 2019. – **M. Bernard Brochand** attire l'attention de **Mme la ministre du travail** sur la réforme de l'obligation d'emploi des personnes handicapées (OETH) visant à favoriser l'emploi direct de ces personnes. La réforme prévoit que désormais les contrats de sous-traitance passés par les entreprises ou collectivités avec les établissements d'aide par le travail (ESAT), les entreprises adaptées (EA), et les travailleurs indépendants en situation de handicap (TIH) ne pourront plus être comptabilisés pour remplir leur quota d'obligation d'emploi de 6%. Cela concerne près de 250 000 travailleurs en situation de handicap. Les associations représentantes des personnes en situation de handicap s'inquiètent des conséquences de ces mesures sur les donneurs d'ordre qui ne seront plus incités à recourir à la sous-traitance, ce qui fragiliserait ceux qui ont accès au travail proposé par les ESAT, EA et TIH. Il souhaite que le Gouvernement indique concrètement comment il entend garantir une « neutralité financière » pour les entreprises directement impactées par la réforme de l'obligation d'emploi des personnes handicapées.

Personnes handicapées

Réforme de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés

16087. – 22 janvier 2019. – **Mme Sandrine Josso** interroge **Mme la ministre du travail** sur l'impact de la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel sur l'accès au travail des personnes en situation de handicap. Afin de favoriser l'emploi direct des personnes handicapées, la loi prévoit désormais que les contrats de sous-traitance passés par les entreprises ou collectivités aux établissements d'aide par le travail (ESAT), aux entreprises adaptées (EA) et aux travailleurs indépendants en situation de handicap (TIH), qui représentent au total près de 250 000 travailleurs en situation de handicap, ne pourraient plus permettre de remplir partiellement l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés à hauteur de 6 % de l'effectif. Le Gouvernement indique cependant que les futures modalités de calcul de recours à la sous-traitance seront définies dans un futur décret avec un objectif de « neutralité financière ». Les associations représentantes des personnes handicapées alertent de leurs inquiétudes

quant à l'effet de cette réforme sur les donneurs d'ordre, susceptibles de ne plus être incités de la même manière à avoir recours à la sous-traitance. Les associations sont, en effet, inquiètes que la réforme vienne directement fragiliser le travail des 250 000 personnes en situation de handicap, qui ont aujourd'hui accès à un travail au moyen de l'accompagnement proposé par les établissements et services d'aides par le travail (ESAT) et dont la capacité de travail est inférieure ou égale à un tiers de celle d'une personne dite « valide », qui sont salariés en entreprise adaptée ou travailleurs indépendants. Elle souhaiterait ainsi savoir comment le Gouvernement compte garantir également une neutralité financière pour les établissements et services d'aide par le travail, les entreprises adaptées et les travailleurs indépendants en situation de handicap, dont les activités pourraient être impactées directement et négativement par la réforme de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés, qui vise pourtant à améliorer l'accès au travail des personnes en situation de handicap.

Personnes handicapées

Réforme de l'obligation d'emploi des personnes handicapées

16088. – 22 janvier 2019. – **M. Laurent Garcia** attire l'attention de **Mme la ministre du travail** sur la réforme de l'obligation d'emploi des personnes handicapées (OETH). Après l'adoption de la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel, cette réforme se poursuit dans le cadre de la rédaction des décrets d'application de la loi qui définiront les modalités d'application de cette obligation d'emploi révisée. Afin de favoriser l'emploi direct des personnes handicapées, la loi prévoit désormais que les contrats de sous-traitance passés par les entreprises ou collectivités aux établissements d'aide par le travail (ESAT), aux entreprises adaptées (EA) et aux travailleurs indépendants en situation de handicap (TIH), qui représentent au total près de 250 000 travailleurs en situation de handicap, ne pourront désormais plus être comptabilisés pour remplir leur obligation d'emploi (le quota de 6 %). Le Gouvernement indique cependant que les futures modalités de calcul de recours à la sous-traitance seront définies dans le futur décret avec un objectif de « neutralité financière ». Les associations représentantes des personnes handicapées sont inquiètes quant à l'effet de cette réforme sur les donneurs d'ordre qui ne seront plus incités de la même manière demain à avoir recours à la sous-traitance. Elles craignent que la réforme vienne directement fragiliser le travail des 250 000 personnes en situation de handicap qui ont aujourd'hui un accès à un travail au moyen de l'accompagnement proposé par les établissements et services d'aides par le travail (ESAT) et dont la capacité de travail est inférieure ou égale à un tiers de celle d'une personne dite « valide », qui sont salariés en entreprise adaptée ou travailleurs indépendants. Il lui demande donc de lui indiquer concrètement comment le Gouvernement compte garantir une neutralité financière pour les ESAT, EA et TIH dont les activités pourraient être impactées directement et négativement par la réforme de l'OETH qui vise pourtant à améliorer l'accès au travail des personnes handicapées.

576

Personnes handicapées

Travailleurs en situation de handicap

16093. – 22 janvier 2019. – **M. Raphaël Schellenberger** interroge **Mme la ministre du travail** sur l'amélioration de l'accès au travail des personnes handicapées. En vue de favoriser l'emploi direct des personnes en situation de handicap, la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel prévoit désormais d'exclure de la comptabilisation des obligations d'emploi les contrats de sous-traitance passés par les entreprises ou collectivités aux établissements d'aide pour le travail (ESAT), aux entreprises adaptées (EA) et aux travailleurs indépendants en situation de handicap (TIH). Ces différentes structures représentent aujourd'hui 250 000 travailleurs handicapés. Leurs associations de représentation expriment des craintes quant à la fragilisation de l'activité des ESAT, EA et TIH portée par la réforme engagée. Dans la perspective de la publication des décrets d'application liés, il demande donc au Gouvernement quelles dispositions seront retenues pour favoriser l'emploi direct des personnes en situation de handicap sans porter atteinte à l'activité actuelle des 250 000 personnes en situation de handicap travaillant en ESAT, EA ou en qualité de TIH.

Professions et activités sociales

Assistants maternelles - Maintien du cumul emploi-chômage pour activité réduite

16121. – 22 janvier 2019. – **M. Jérôme Nury** attire l'attention de **Mme la ministre du travail** sur les conséquences de la future réforme de l'assurance chômage pour la profession d'assistante maternelle agréée. Le document de cadrage gouvernemental en vue de la négociation de la convention d'assurance chômage prévoit notamment une révision des règles de cumul de l'allocation avec le revenu d'une activité réduite. Cette révision de

l'indemnisation risque d'avoir un impact désastreux sur leur activité. Une telle suppression reviendrait à supprimer l'équivalent d'un salaire aux assistantes maternelles qui se verraient contraintes de chercher un autre emploi. Cette mesure est un risque, non seulement pour les assistantes maternelles dont les revenus sont souvent précaires, mais aussi pour les parents pour qui les frais de garde sont susceptibles d'augmenter considérablement. Cette mesure menace d'augmenter la précarité et le chômage. C'est pourquoi il l'interroge sur les intentions du Gouvernement à ce sujet et lui demande si un dispositif est envisagé pour conserver cette allocation d'aide au retour à l'emploi.

Professions judiciaires et juridiques

Sous-traitance et obligation d'emploi des travailleurs handicapés

16122. – 22 janvier 2019. – **M. Belkhir Belhaddad** appelle l'attention de **Mme la ministre du travail** sur la réforme de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (OETH). En effet, la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel dispose que les contrats de sous-traitance passés par les entreprises ou les collectivités aux établissements d'aide par le travail (ESAT), aux entreprises adaptées (EA) et aux travailleurs indépendants en situation de handicap (TIH), lesquels représentent au total près de 250 000 personnes en situation de handicap, ne pourront plus être comptabilisés pour remplir leur obligation d'emploi (quota de 6 %). Le Gouvernement a toutefois indiqué que les futures modalités de calcul du recours à la sous-traitance seront définies dans le futur décret d'application avec objectif de neutralité financière. Les associations représentatives des personnes handicapées s'inquiètent des effets de cette réforme sur les donneurs d'ordre, qui ne seront plus incités de la même manière, à recourir à la sous-traitance. Elles craignent une fragilisation du modèle et ses conséquences sur ses bénéficiaires. Dès lors, il souhaiterait connaître les modalités prévues par le Gouvernement pour garantir une neutralité financière aux ESAT, EA et TIH, ainsi que les dispositions prises en matière de concertation avec les représentants de ces structures et de leurs usagers.

Retraites : généralités

Retraite et dispositif carrière longue pour les objecteurs de conscience

16127. – 22 janvier 2019. – **M. Fabien Matras** attire l'attention de **Mme la ministre du travail** sur les conditions de départ anticipé à la retraite des objecteurs de conscience, dans le cadre du dispositif « carrière longue ». Dans le cadre du dispositif de départ en retraite anticipée pour carrière longue, les assurés ayant commencé à travailler plus tôt peuvent donc bénéficier d'une retraite à taux plein avant l'âge légal de départ à la retraite. A cet égard, l'article L. 351-1-1 du code de la sécurité sociale prévoit l'abaissement de l'âge prévu pour le départ à la retraite dans certains cas prévus par l'article D. 351-1-2 du même code, notamment les mobilisations pour le service national. Toute personne ayant effectué son service militaire dispose ainsi d'un trimestre par période d'au moins 90 jours, consécutifs ou non, dans la limite de 4 trimestres. Néanmoins, ces dispositions sont problématiques au regard du cas des objecteurs de conscience, dont le statut particulier avait été prévu par la loi n° 63-1255 du 21 décembre 1963 relative à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement. Les personnes qui déclarent, avant leur incorporation, qu'en raison de leur convictions religieuses ou philosophiques, être opposées en toutes circonstances à l'usage personnel des armes peuvent être admis dans une formation civile assurant un travail d'intérêt général. Toutefois, la même loi prévoyait que les personnes affectées à l'une de ces formations voyaient leur durée de service effectif égale à deux fois celle accomplie en temps normal : les objecteurs de conscience ayant effectué leur service national civil pendant deux ans ne voient cette période retenue que pour moitié, position soutenue par le défenseur des droits dans sa décision MLD-MSP-2014-155 selon lequel « les dispositions de l'article D. 351-1-2 avaient pour effet de créer une différence de traitement au détriment des objecteurs de conscience en ce que les effets de la période supplémentaire de service national qui leur est imposée par les textes, ne sont pas intégralement neutralisés dans le cadre de la constitution des droits à la retraite. » Un dispositif similaire relatif à la fonction publique, l'article L. 63 du code du service national, avait déjà fait l'objet d'une censure partielle par le Conseil constitutionnel dans le cadre de la DC n° 2011-181 QPC du 13 octobre 2011 relative à l'objection de conscience et calcul de l'ancienneté dans la fonction publique. Plus récemment, la Cour de cassation, dans son arrêt n° 1152 du 20 septembre 2018 (17-21.576), conclut qu'en limitant à quatre trimestres la prise en compte des périodes de service national pour l'appréciation de la durée requise pour l'abaissement de l'âge d'ouverture des droits à pension de retraite prévu par l'article L. 351-1-1 du code de la sécurité sociale pour les assurés relevant du régime des carrières longues, l'article D. 351-1-2 précité crée, au détriment des objecteurs de conscience, une différence de traitement basée sur des opinions qui ne repose sur aucune justification objective et raisonnable et est ainsi incompatible avec les exigences des articles 14 de la

convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et premier du protocole additionnel n° 1 à ladite convention. Ainsi, Il lui demande dans quelles mesures et dans quels délais cette question sera traitée par le Gouvernement au titre du code des pensions civiles et militaires.

Tourisme et loisirs

Création d'une branche professionnelle plein air, loisirs actifs et nautique

16163. – 22 janvier 2019. – **M. Jean-François Portarrieu** attire l'attention de **Mme la ministre du travail** sur la création d'une branche professionnelle réunissant les activités et services de plein air, les loisirs actifs et les activités et loisirs nautiques. En effet, la loi du 5 mars 2014 a enclenché un vaste mouvement de restructuration des branches professionnelles. Dans ce cadre, votre Ministère a publié un avis au *Journal Officiel*, le 6 décembre 2018, relatif à la fusion de la branche des personnels des ports de plaisance avec la branche de l'hôtellerie de plein air. Les acteurs des deux secteurs, de leurs côtés, ont confirmé la proximité de leurs activités et de leurs métiers, au service du développement touristique local et trouveraient pertinent qu'à partir de ces deux organisations professionnelles, une nouvelle branche soit créée : la branche « plein air et loisirs actifs ». Or il semble que plusieurs organisations syndicales ne soient pas du même avis et souhaitent rapprocher la branche ports de plaisance avec la branche ports et manutention. Pour les organisations professionnelles, leurs activités et leurs métiers sont très différents, l'un appartenant au secteur du tourisme et l'autre au secteur de la logistique et de l'industrie. Cela constituerait, selon eux, un frein au développement durable des activités nautiques et de loisirs sur les littoraux, un handicap pour participer à la croissance du tourisme bleu de la France et serait contraire à la logique de fusion des champs de branche. Ainsi, il souhaiterait connaître sa position à ce sujet et savoir ce qui pourrait être envisagé dans le cadre de cette fusion de branche.

Travail

Activités sociales et culturelles pour salariés TPE-PME

16169. – 22 janvier 2019. – **M. Philippe Berta** attire l'attention de **Mme la ministre du travail** sur le gain de pouvoir d'achat pour les salariés de TPE-PME que représenterait une massification de la collecte des cotisations versées à leurs comités d'entreprise. Pour des millions de salariés de PME-PMI, les avantages octroyés par le comité d'entreprise - qui deviendra en 2020 le comité social et économique (CSE) - se limitent à une machine à café au bout du couloir ou un modeste cadeau de Noël pour ceux qui ont des enfants. Pour d'autres, salariés de grands groupes privés ou d'entreprises publiques, des activités sociales et culturelles engendrant un vrai avantage en termes de pouvoir d'achat sont proposées (voyages, colonies de vacances, spectacles, etc.). Cet état de fait pourrait être corrigé en instaurant une obligation, sur le modèle de ce qui a été fait pour les mutuelles, pour les PME-PMI, voire les TPE-TPI, d'adhérer à des groupements de collecte des cotisations de comité d'entreprise afin que leurs salariés bénéficient aussi de prix de gros sur une palette de services. Des entreprises spécialisées existent déjà dans ce secteur mais leurs services sont peu connus. Une option complémentaire serait que les grandes entreprises parrainent les comités d'entreprises des PME-PMI qui réalisent avec elles une part significative de leur chiffre d'affaires. C'est assez fréquent, notamment dans l'industrie et le transport. Outre le gain de pouvoir d'achat, une telle mesure permettrait de développer le tourisme, l'économie sociale et associative et surtout mettrait un terme au sentiment de frustration qui anime beaucoup de salariés des PME-PMI quand ils se comparent, au moment de leurs vacances ou celles de leurs enfants, à des amis ou des membres de leur famille travaillant dans des grandes entreprises. Il lui demande par conséquent de bien vouloir lui préciser les intentions de son ministère en la matière.

VILLE ET LOGEMENT

Logement

Logement - Critères d'attribution de logements sociaux

16046. – 22 janvier 2019. – **M. Guy Teissier** interroge **M. le ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement**, sur les attributions de logements sociaux telles que prévu dans le cadre de la loi Elan. En effet, la loi Elan prévoit que les attributions de logements sociaux se réalisent selon une grille de notation sur la base de critères prioritaires. Il souhaite interroger le Gouvernement sur ses intentions en la matière. Il lui demande si un décret d'application viendra préciser les critères de priorité, ou si les inter-communautés ou métropoles, dépositaires de la compétence logement, auront la liberté de fixer leurs propres critères selon les réalités sociales, spécifiques à chaque territoire.

*Propriété**Résidence en jouissance à temps partagé*

16123. – 22 janvier 2019. – M. Paul Christophe alerte M. le ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement, sur la situation des propriétaires de résidence en jouissance à temps partagé. Poussés par des systèmes de défiscalisation successifs, de nombreux Français ont investi ces dernières années dans des résidences en jouissance à temps partagé. Cette multipropriété se base sur un contrat spécifique d'acquisition donnant droit à la jouissance d'un logement dans une résidence de vacances. L'investisseur privé peut ainsi occuper le bien en question pendant quelques semaines dans l'année, le reste du temps étant partagé entre les autres associés. Le fonctionnement des sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé est régi par la loi n° 86-18 du 6 janvier 1986, à laquelle les lois n° 2009-888 de développement et de modernisation des services touristiques du 22 juillet 2009 et n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, ont apporté des modifications pour améliorer la situation des associés. Vendues comme des placements simples et sans risque permettant aux bénéficiaires de s'offrir un patrimoine à moindre coût, ces résidences se révèlent toutefois être de véritables arnaques, enfermant les associés dans ce système malhonnête. Les gestionnaires de ces résidences profitent en effet de ce marché juteux, sans honorer les engagements pris auprès des investisseurs et ce, en toute impunité. Ils peuvent ainsi décider arbitrairement de baisser les loyers, engendrant par là même des difficultés pour les ménages les moins aisés qui se sont endettés pour acquérir le bien immobilier en question. Les gestionnaires peuvent également décider de vendre des biens immobiliers par destination, comme des radiateurs ou des éviers, et qui appartiennent pourtant aux propriétaires. De nombreux contentieux devant les tribunaux sont ainsi apparus ces dernières années, révélant à l'opinion publique ces arnaques. En conséquence, il souhaiterait connaître les mesures existantes pour protéger les propriétaires, victimes de ces manœuvres frauduleuses et injustes. Il souhaiterait également savoir si le Gouvernement entend mener une réforme de la loi n° 86-18 pour que les propriétaires puissent continuer à investir dans ce dispositif.

5. Réponses des ministres aux questions écrites

Le présent fascicule comprend les réponses aux questions signalées le :

lundi 19 février 2018

N° 2040 de M. Didier Le Gac ;

lundi 12 mars 2018

N° 4479 de M. Stéphane Viry ;

lundi 21 mai 2018

N° 4389 de M. Christophe Blanchet ;

lundi 2 juillet 2018

N° 4771 de M. Belkhir Belhaddad ;

lundi 9 juillet 2018

N° 5186 de Mme Liliana Tanguy ;

lundi 17 septembre 2018

N° 6874 de M. Philippe Huppé ;

lundi 24 septembre 2018

N°s 5873 de M. Guy Teissier ; 9340 de Mme Pascale Fontenel-Personne ; 9738 de M. Alexis Corbière ;

lundi 1 octobre 2018

N° 11105 de M. Frédéric Petit ;

lundi 8 octobre 2018

N° 4566 de M. André Chassaigne ;

lundi 22 octobre 2018

N° 11571 de Mme Emmanuelle Anthoine ;

lundi 29 octobre 2018

N° 3288 de Mme Muriel Ressiguier ;

lundi 5 novembre 2018

N° 11437 de M. M'jid El Guerrab ;

lundi 19 novembre 2018

N° 12252 de M. Hubert Julien-Laferrrière ;

lundi 26 novembre 2018

N° 11760 de M. Frédéric Reiss ;

lundi 3 décembre 2018

N° 8814 de M. Christophe Blanchet ;

lundi 10 décembre 2018

N° 13194 de M. Marc Delatte ;

lundi 14 janvier 2019

N° 9910 de M. Fabien Gouttefarde.

*INDEX ALPHABÉTIQUE DES DÉPUTÉS AYANT OBTENU UNE OU PLUSIEURS RÉPONSES***A**

Abad (Damien) : 15563, Travail (p. 721).
Adam (Damien) : 12831, Solidarités et santé (p. 662).
Anthoine (Emmanuelle) Mme : 11571, Action et comptes publics (p. 599).
Arend (Christophe) : 12243, Solidarités et santé (p. 653).
Aubert (Julien) : 6796, Transition écologique et solidaire (p. 682).
Autain (Clémentine) Mme : 12113, Transition écologique et solidaire (p. 692).

B

Barbier (Frédéric) : 13814, Solidarités et santé (p. 651).
Batut (Xavier) : 15567, Travail (p. 722).
Belhaddad (Belkhir) : 4771, Action et comptes publics (p. 597).
Benoit (Thierry) : 9957, Solidarités et santé (p. 651).
Bessot Ballot (Barbara) Mme : 14307, Action et comptes publics (p. 601).
Bilde (Bruno) : 12771, Intérieur (p. 628).
Blanchet (Christophe) : 4389, Travail (p. 712) ; 8814, Travail (p. 715).
Bonnivard (Émilie) Mme : 15601, Sports (p. 677).
Bouchet (Jean-Claude) : 5500, Transition écologique et solidaire (p. 681) ; 5668, Justice (p. 637).
Bouillon (Christophe) : 12515, Solidarités et santé (p. 658).
Breton (Xavier) : 12693, Intérieur (p. 628).
Bruneel (Alain) : 13440, Agriculture et alimentation (p. 606) ; 15729, Travail (p. 722).

581

C

Chalumeau (Philippe) : 2143, Intérieur (p. 617).
Chassaigne (André) : 4566, Intérieur (p. 620) ; 13437, Transition écologique et solidaire (p. 700).
Chiche (Guillaume) : 13886, Solidarités et santé (p. 649) ; 15379, Transition écologique et solidaire (p. 710).
Christophe (Paul) : 15345, Solidarités et santé (p. 654).
Clapot (Mireille) Mme : 12445, Transition écologique et solidaire (p. 695).
Coquerel (Éric) : 15381, Agriculture et alimentation (p. 610).
Corbière (Alexis) : 9738, Transition écologique et solidaire (p. 684).
Cornut-Gentille (François) : 14660, Action et comptes publics (p. 603).

D

Dassault (Olivier) : 14141, Action et comptes publics (p. 601).

David (Alain) : 12916, Intérieur (p. 629) ; 14737, Travail (p. 718).

Degois (Typhanie) Mme : 14970, Transition écologique et solidaire (Mme Poirson, SE auprès du ministre d'État) (p. 711).

Delatte (Marc) : 4086, Travail (p. 711) ; 11043, Solidarités et santé (p. 655) ; 13194, Sports (p. 674).

Dive (Julien) : 11799, Action et comptes publics (p. 599).

Dubois (Jacqueline) Mme : 11003, Transition écologique et solidaire (p. 689).

Dumas (Françoise) Mme : 14348, Action et comptes publics (p. 603).

E

El Guerrab (M'jid) : 11437, Intérieur (p. 626).

F

Falorni (Olivier) : 4320, Solidarités et santé (p. 646).

Faure (Olivier) : 11840, Solidarités et santé (p. 647).

Faure-Muntian (Valéria) Mme : 13096, Justice (p. 642).

Favennec Becot (Yannick) : 3259, Transition écologique et solidaire (p. 678).

Firmin Le Bodo (Agnès) Mme : 14017, Sports (p. 675).

Fontenel-Personne (Pascale) Mme : 9340, Justice (p. 639).

Furst (Laurent) : 1965, Intérieur (p. 614).

G

Garcia (Laurent) : 13016, Culture (p. 612) ; 13140, Solidarités et santé (p. 664).

Garot (Guillaume) : 15097, Solidarités et santé (p. 666).

Gaultier (Jean-Jacques) : 15094, Travail (p. 719).

Gérard (Raphaël) : 15918, Solidarités et santé (p. 671).

Gipson (Séverine) Mme : 12559, Agriculture et alimentation (p. 605) ; 13548, Intérieur (p. 630).

Goasguen (Claude) : 14077, Transition écologique et solidaire (p. 705).

Gouttefarde (Fabien) : 9910, Europe et affaires étrangères (p. 613).

Grandjean (Carole) Mme : 15750, Sports (p. 678).

Grau (Romain) : 6939, Solidarités et santé (p. 648) ; 10083, Transition écologique et solidaire (p. 688).

Grelier (Jean-Carles) : 9545, Solidarités et santé (p. 648).

Guerel (Émilie) Mme : 10024, Transition écologique et solidaire (p. 687).

H

Hammouche (Brahim) : 8485, Travail (p. 714).

Henriet (Pierre) : 15564, Travail (p. 721).

Herth (Antoine) : 14325, Transition écologique et solidaire (p. 705).

Houbron (Dimitri) : 9911, Solidarités et santé (p. 650).

Huppé (Philippe) : 6874, Intérieur (p. 622).

Hutin (Christian) : 15095, Travail (p. 719).

J

Jacques (Jean-Michel) : 14600, Intérieur (p. 635).

Jacquier-Laforge (Élodie) Mme : 12747, Solidarités et santé (p. 660).

Janvier (Caroline) Mme : 7500, Justice (p. 638).

Josso (Sandrine) Mme : 13698, Transition écologique et solidaire (p. 701) ; 15826, Solidarités et santé (p. 668).

Juanico (Régis) : 15653, Travail (p. 722).

Julien-Lafferrière (Hubert) : 12252, Transition écologique et solidaire (p. 693).

K

Karamanli (Marietta) Mme : 10095, Travail (p. 716).

Kervran (Loïc) : 15187, Agriculture et alimentation (p. 610) ; 15734, Solidarités et santé (p. 645).

L

Lagarde (Jean-Christophe) : 13431, Transition écologique et solidaire (p. 699).

Lagleize (Jean-Luc) : 6827, Transition écologique et solidaire (p. 682).

Lardet (Frédérique) Mme : 7806, Travail (p. 713) ; 11672, Intérieur (p. 627).

Larive (Michel) : 10974, Transition écologique et solidaire (p. 687) ; 15010, Agriculture et alimentation (p. 608).

Larsonneur (Jean-Charles) : 15548, Agriculture et alimentation (p. 611).

Lassalle (Jean) : 10665, Solidarités et santé (p. 647).

Lasserre-David (Florence) Mme : 13199, Justice (p. 643).

Latombe (Philippe) : 8945, Justice (p. 638).

Le Gac (Didier) : 2040, Intérieur (p. 614) ; 15561, Travail (p. 720).

Lenne (Marion) Mme : 4892, Intérieur (p. 620).

Louwagie (Véronique) Mme : 7123, Solidarités et santé (p. 645) ; 12561, Agriculture et alimentation (p. 606).

M

Maillard (Sylvain) : 10718, Justice (p. 641).

Maquet (Emmanuel) : 9814, Transition écologique et solidaire (p. 686) ; 15582, Intérieur (p. 636).

Maquet (Jacqueline) Mme : 10051, Intérieur (p. 625) ; 10317, Sports (p. 672) ; 15068, Solidarités et santé (p. 661).

Marilossian (Jacques) : 5289, Solidarités et santé (p. 646).

Marleix (Olivier) : 13536, Transition écologique et solidaire (p. 698).

Marlin (Franck) : 8549, Intérieur (p. 623).

Masségli (Denis) : 10166, Action et comptes publics (p. 597).

Masson (Jean-Louis) : 14187, Intérieur (p. 631).

Matras (Fabien) : 11784, Transition écologique et solidaire (p. 691) ; 15475, Affaires européennes (p. 604).

Melchior (Graziella) Mme : 15914, Travail (p. 723).

Menuel (Gérard) : 9963, Solidarités et santé (p. 652).

Michel-Kleisbauer (Philippe) : 2041, Intérieur (p. 616).

Mirallès (Patricia) Mme : 14711, Transition écologique et solidaire (p. 706) ; 14801, Transition écologique et solidaire (p. 707) ; 14808, Transition écologique et solidaire (p. 707) ; 14902, Intérieur (p. 636).

Morel-À-L'Huissier (Pierre) : 14457, Intérieur (p. 633).

N

Naegelen (Christophe) : 8377, Intérieur (p. 623) ; 9316, Solidarités et santé (p. 645) ; 14019, Sports (p. 676).

O

O'Petit (Claire) Mme : 9099, Transition écologique et solidaire (p. 684) ; 11470, Transition écologique et solidaire (p. 690) ; 12313, Agriculture et alimentation (p. 605).

P

Pancher (Bertrand) : 14074, Agriculture et alimentation (p. 608).

Pauget (Éric) : 12935, Sports (p. 673).

Perrut (Bernard) : 10897, Solidarités et santé (p. 653).

Petit (Frédéric) : 11105, Intérieur (p. 625).

Petit (Maud) Mme : 15901, Solidarités et santé (p. 661).

Petit (Valérie) Mme : 14165, Solidarités et santé (p. 664).

Peu (Stéphane) : 14412, Solidarités et santé (p. 660).

Poletti (Bérengère) Mme : 15911, Solidarités et santé (p. 670).

Potterie (Benoit) : 14556, Solidarités et santé (p. 666) ; 14583, Intérieur (p. 634) ; 15880, Solidarités et santé (p. 669).

Q

Quentin (Didier) : 15730, Travail (p. 722).

R

Rauch (Isabelle) Mme : 2581, Intérieur (p. 618).
Reiss (Frédéric) : 11760, Solidarités et santé (p. 656).
Reitzer (Jean-Luc) : 15737, Solidarités et santé (p. 655).
Ressiguier (Muriel) Mme : 3288, Intérieur (p. 619).
Rolland (Vincent) : 1102, Action et comptes publics (p. 595).
Rossi (Laurianne) Mme : 13721, Travail (p. 717).
Roussel (Cédric) : 14473, Sports (p. 676).
Ruffin (François) : 15166, Agriculture et alimentation (p. 607).

S

Saddier (Martial) : 15921, Solidarités et santé (p. 672).
Sermier (Jean-Marie) : 4118, Solidarités et santé (p. 646) ; 15106, Agriculture et alimentation (p. 609).
Serva (Olivier) : 14176, Justice (p. 644).
Sorre (Bertrand) : 15330, Travail (p. 720).

T

Tanguy (Liliana) Mme : 5186, Transition écologique et solidaire (p. 679).
Teissier (Guy) : 5873, Intérieur (p. 621) ; 12137, Solidarités et santé (p. 657).
Testé (Stéphane) : 13704, Transition écologique et solidaire (p. 703) ; 15161, Transition écologique et solidaire (p. 700).
Tolmont (Sylvie) Mme : 14451, Solidarités et santé (p. 665) ; 15910, Solidarités et santé (p. 669) ; 15920, Solidarités et santé (p. 671).
Toutut-Picard (Élisabeth) Mme : 15327, Travail (p. 719) ; 15827, Solidarités et santé (p. 668).
Trisse (Nicole) Mme : 10901, Solidarités et santé (p. 654).
Trompille (Stéphane) : 12903, Solidarités et santé (p. 663).
Tuffnell (Frédérique) Mme : 12587, Transition écologique et solidaire (p. 690).

V

Vallaud (Boris) : 14870, Travail (p. 718).
Vatin (Pierre) : 10792, Action et comptes publics (p. 598) ; 11817, Action et comptes publics (p. 600).
Vercamer (Francis) : 15328, Travail (p. 720).
Verchère (Patrice) : 12805, Solidarités et santé (p. 660) ; 15599, Sports (p. 677).
Viala (Arnaud) : 12891, Intérieur (p. 629) ; 15191, Transition écologique et solidaire (p. 709).
Vigier (Jean-Pierre) : 12556, Agriculture et alimentation (p. 605).
Vigier (Philippe) : 3816, Solidarités et santé (p. 644).

Vignon (Corinne) Mme : 11471, Transition écologique et solidaire (p. 690).

Viry (Stéphane) : 4479, Action et comptes publics (p. 596).

Vuilletet (Guillaume) : 9649, Solidarités et santé (p. 649) ; 15340, Solidarités et santé (p. 667).

W

Warsmann (Jean-Luc) : 14232, Intérieur (p. 632) ; 15778, Travail (p. 723).

Wulfranc (Hubert) : 13067, Transition écologique et solidaire (p. 697) ; 13106, Solidarités et santé (p. 658).

Z

Zumkeller (Michel) : 13845, Sports (p. 675) ; 15566, Travail (p. 721).

INDEX ANALYTIQUE DES QUESTIONS AYANT REÇU UNE RÉPONSE

A

Accidents du travail et maladies professionnelles

Victimes de l'amiante : mêmes droits pour tous, 12515 (p. 658).

Administration

Commissaires enquêteurs, 5500 (p. 681) ; 9099 (p. 684).

Aménagement du territoire

Avenir du parc de la Poudrerie, 12113 (p. 692) ;

Réflexion stratégique de l'État sur le CEREMA, 13431 (p. 699).

Animaux

Abeilles - Classement du frelon asiatique en danger sanitaire de 1ère catégorie, 12313 (p. 605) ;

Alouette des champs, 11470 (p. 690) ;

Arrêté relatif à la chasse à l'alouette des champs, 11471 (p. 690) ;

Capture des loups pour protection des éleveurs, pastoralisme et biodiversité, 11784 (p. 691) ;

Interdiction des animaux dans les cirques, 15379 (p. 710) ;

Le braconnage des éléphants à des fins commerciales, 10974 (p. 687) ;

Lutte contre le commerce d'ivoire illicite, 10024 (p. 687) ;

Lutte contre le frelon asiatique en Haute-Loire, 12556 (p. 605) ;

Prise en charge du coût destruction nids d'insectes dangereux, frêlons et guêpes, 13437 (p. 700) ;

Prolifération - Frelons asiatiques - Éradication, 12559 (p. 605) ;

Prolifération du frelon asiatique, 12561 (p. 606) ;

Prolifération du frelon asiatique en Île-de-France, 15161 (p. 700) ;

Souffrance des homards destinés à la consommation, 15381 (p. 610).

Aquaculture et pêche professionnelle

Interdiction de la pêche électrique, 13440 (p. 606) ;

Pour une vraie interdiction de la pêche électrique, 15166 (p. 607).

Assurance maladie maternité

Arthrum Ostenil, 4320 (p. 646) ;

Avenir du remboursement des traitements homéopathiques, 15826 (p. 668) ;

Déremboursement de l'acide hyaluronique pour le traitement de l'arthrose, 4118 (p. 646) ;

Déremboursement des injections contre la gonarthrose, 5289 (p. 646) ;

Déremboursement total de la visco-supplémentation, 10665 (p. 647) ;

Maintien du remboursement des médicaments homéopathiques, 15827 (p. 668).

Audiovisuel et communication

Subventions du FSER attribuées aux radios associatives, 13016 (p. 612).

Automobiles

Délégation du service public de fourrière, 1965 (p. 614).

B

Bois et forêts

Contribution volontaire obligatoire, 14074 (p. 608) ;

Destruction des forêts primaires en France, 9738 (p. 684).

C

Catastrophes naturelles

Bilan des inondations, 10051 (p. 625) ;

Mise en œuvre des Accords de Paris, 13698 (p. 701).

Chasse et pêche

Bon état de conservation de l'alouette des bois, 12587 (p. 690).

Climat

Contribution de la France en matière de réduction d'émission de CO₂, 14711 (p. 706) ;

Rapport du GIEC sur le réchauffement climatique, 13704 (p. 703) ;

Respect des normes de l'accord de Paris, 14077 (p. 705).

Collectivités territoriales

Dotation globale de fonctionnement, 14307 (p. 601) ;

Finances des collectivités, 1102 (p. 595).

Commerce et artisanat

Législation - Bar à chicha, 12137 (p. 657).

Commerce extérieur

Contrôles sanitaires effectués sur les importations agricoles, 15187 (p. 610).

Cours d'eau, étangs et lacs

Prolifération de plantes aquatiques invasives, 15191 (p. 709).

D

Déchets

Lutte contre la prolifération des particules plastiques dans les océans, 11003 (p. 689) ;

Lutte contre les déchetteries sauvages, 14970 (p. 711) ;

REFIOM - Gestion des déchets - Réglementation européenne, 10083 (p. 688).

E

Emploi et activité

Calcul du SMIC journalier pour indemnisation chômage intermittents du spectacle, 13721 (p. 717) ;

Emplois aidés dans les quartiers prioritaires de la ville (QPV), 10095 (p. 716) ;
Incompatibilité statut demandeurs d'emploi/personnes en détention, 10718 (p. 641) ;
Maintien du cumul emploi-chômage pour activité réduite, 15653 (p. 722) ;
Situation des assistantes maternelles, 15778 (p. 723) ;
Suppression cumul emploi-chômage, 14737 (p. 718).

Énergie et carburants

Bioéthanol, 14325 (p. 705) ;
Distance minimale d'éloignement entre les éoliennes et les habitations, 6796 (p. 682) ;
Taxes sur le diesel, 11799 (p. 599).

Environnement

Accès des TPE et PME aux marchés de l'économie verte, 3259 (p. 678) ;
« Permis d'expérimenter » et obligations énergétiques et environnementales, 13067 (p. 697) ;
Pyräle du buis en Ariège, 15010 (p. 608).

État

Devenir de l'établissement public administratif Météo-France, 6827 (p. 682) ;
Pertinence des enquêtes publiques, 9814 (p. 686).

Étrangers

Droit d'asile - Déboutés - CADA, 5873 (p. 621).

F

Famille

PAJE, 11043 (p. 655) ;
Prise en compte des congés scolaires anticipés dans le droit de visite, 8945 (p. 638).

Fonction publique territoriale

Réorganisation du CNFPT et des CDG, 14348 (p. 603).

Français de l'étranger

Protection des travailleurs français au Luxembourg, 8485 (p. 714).

G

Gendarmerie

Réservistes pour soutenir les missions des gendarmes engagés, 12693 (p. 628).

Gens du voyage

Accueil de missions évangéliques estivales, 2040 (p. 614) ;
Accueil des missions évangéliques et des grands rassemblements, 2041 (p. 616) ;
Gens du voyage, 4892 (p. 620).

H

Heure légale

Quel processus pour le changement d'heure ?, 15475 (p. 604).

I

Immigration

Politique vaccinale en faveur des migrants, 14556 (p. 666).

Impôts et taxes

Accroissement de la fiscalité énergétique sur le GPL - TICPE, 11571 (p. 599) ;

Augmentation de la taxe sur les produits énergétiques, 10792 (p. 598) ;

Dispositif d'encadrement de l'augmentation de la taxe carbone, 14801 (p. 707) ;

Effet de l'augmentation de la TICPE sur les professionnels agricoles, 11817 (p. 600) ;

FNGIR, 14141 (p. 601) ;

TICPE pour les entreprises agricoles, 10166 (p. 597).

Industrie

Accompagnement de l'industrie dans le cadre de la stratégie bas carbone, 14808 (p. 707).

L

Laïcité

Veiller au respect de la loi 1905, 3288 (p. 619).

Lieux de privation de liberté

Évolution de la population carcérale au centre pénitentiaire d'Orléans-Saran, 7500 (p. 638) ;

Prisons - Téléphones fixes, 5668 (p. 637) ;

Situation de la maison d'arrêt de la Talaudière, 13096 (p. 642).

Logement

Ordonnance relative au « permis de faire », 13536 (p. 698).

M

Maladies

Diagnostic et prise en charge des malades cœliaques, 9545 (p. 648) ;

Pénurie des médicaments contre la maladie de Parkinson, 12747 (p. 660) ;

Prévention des cancers du sein, 14165 (p. 664) ;

Prise en charge de l'intolérance au gluten, 13886 (p. 649) ;

Procédure de prise en charge des victimes de l'amiante., 13106 (p. 658) ;

Reconnaissance de l'hypersensibilité chimique multiple, 15880 (p. 669).

N

Numérique

Protection de l'identité des utilisateurs des réseaux sociaux, 6874 (p. 622).

O

Ordre public

Décision de la préfecture de Moselle concernant les supporters du RC Lens, 14583 (p. 634) ;

Incivilités, tensions, violences mouvements idéologiques, 13548 (p. 630) ;

Sur la banalisation du racisme anti-blancs dans la société française, 12771 (p. 628).

Outre-mer

Quelle application du plan pénitentiaire en Guadeloupe ?, 14176 (p. 644).

P

Papiers d'identité

Format et numérisation de la carte nationale d'Identité, 11105 (p. 625).

Personnes âgées

Dispositif de soutien aux aidants-épargne salariale, 7806 (p. 713).

Pharmacie et médicaments

Déremboursement de l'acide hyaluronique, 11840 (p. 647) ;

Parkinson - Rupture de stock chronique des médicaments, 15901 (p. 661) ;

Pénurie de médicaments, 15068 (p. 661) ;

Pénurie de médicaments pour la prise en charge de la maladie de Parkinson, 14412 (p. 660) ;

Problèmes de tolérance de vaccins combinés dans les patientes âgées, 13140 (p. 664) ;

Surconsommation d'antalgiques opioïdes - Prévention, 12243 (p. 653) ;

Traitement maladie de Parkinson, 12805 (p. 660).

Police

Aggression de policiers et moyens de la police nationale, 14187 (p. 631) ;

Fonctionnement BAC de l'Essonne, 8549 (p. 623) ;

Prise en charge des agents de la police nationale blessés en service, 14600 (p. 635).

Politique extérieure

Transparence en matière d'armements, 9910 (p. 613).

Politique sociale

Situation des jeunes majeurs accompagnés par les EPDSAE, 9911 (p. 650).

Pollution

Pollution de l'air, 5186 (p. 679) ;

Pollution de l'air : suite au rapport de la CCE du 11 septembre 2017, 12445 (p. 695) ;

Rapport du 11 septembre 2018 de la CCE sur la pollution de l'air, 12252 (p. 693).

Prestations familiales

Aide à la crèche versée par la caisse d'allocations familiales (CAF), 12831 (p. 662).

Produits dangereux

Perturbateurs endocriniens, 11760 (p. 656) ;

Prosulfocarbe - Désherbants, 15548 (p. 611).

Professions de santé

Reconnaissance de la profession d'hypnothérapeute, 15910 (p. 669) ;

Reconnaissance de l'hypnothérapie, 15911 (p. 670).

Professions et activités sociales

Assistants maternelles et dispositifs d'aide au retour à l'emploi, 15561 (p. 720) ;

Cumul allocation de chômage et rémunération salariale, 15327 (p. 719) ;

Cumul emploi chômage chez les assistantes maternelles, 15729 (p. 722) ;

Cumul emploi chômage chez les assistants maternels, 15914 (p. 723) ;

Cumul emploi et chômage en direction des assistants maternels, 14870 (p. 718) ;

Cumul emploi et chômage pour les assistants maternels, 15094 (p. 719) ;

Cumul emploi-chômage - Activité réduite pour les assistantes maternelles, 15095 (p. 719) ;

La réforme de l'assurance chômage pour les assistantes maternelles agréées, 15730 (p. 722) ;

Précarité des assistantes maternelles, 15563 (p. 721) ;

Réforme du dispositif emploi-chômage, 15564 (p. 721) ;

Retraite des aidants familiaux - parents d'enfant handicapé, 15097 (p. 666) ;

Révision du cumul de l'allocation chômage avec une activité réduite, 15328 (p. 720) ;

Statut des assistantes maternelles quant à la réforme de l'assurance chômage, 15566 (p. 721) ;

Suppression du cumul emploi-chômage, 15330 (p. 720) ;

Suppression éventuelle « cumul emploi-chômage » pour les assistantes maternelles, 15567 (p. 722).

592

R

Retraites : fonctionnaires civils et militaires

Parité retraites gendarmes - policiers, 11672 (p. 627).

S

Sang et organes humains

Avenir du don du sang, 7123 (p. 645) ;

Don du sang, 3816 (p. 644) ;

Don du sang - Changement des horaires de collecte, 15734 (p. 645) ;

Don du sang pour les hommes homosexuels, 15918 (p. 671) ;

Pénurie de médecins en transfusion, 9316 (p. 645).

Santé

Arrêt du tabac - Recherche et information sur le vapotage, 9957 (p. 651) ;
Augmentation préoccupante de la consommation d'anti-douleurs opioïdes, 10897 (p. 653) ;
Avenir groupe de travail « vapotage », 15340 (p. 667) ;
Confiance en l'ANSES et l'EFSA, 15106 (p. 609) ;
Conséquences du vapotage pour la santé, 13814 (p. 651) ;
Interdictions de fumer et de vapoter, 9649 (p. 649) ;
Lutte contre le tabac - Papier à cigarette - Modification réglementation, 6939 (p. 648) ;
Lutte contre le tabagisme - Cigarette électronique, 15737 (p. 655) ;
Place de la cigarette électronique dans les dispositifs de lutte contre le tabac, 10901 (p. 654) ;
Prévention des pathologies bucco-dentaires, 15920 (p. 671) ;
Risque de banalisation de la vente de produits de vapotage avec nicotine, 9963 (p. 652) ;
Santé bucco-dentaire, 15921 (p. 672) ;
Vaccination contre les papillomavirus humains (HPV), 14451 (p. 665) ;
Vapotage, 15345 (p. 654).

Sécurité des biens et des personnes

Dangers de la DETT sur l'activité de SPV, 12891 (p. 629) ;
Dotation d'appareils multiparamétriques aux centres d'incendie et de secours, 4566 (p. 620) ;
Mise en péril du modèle français des sapeurs-pompiers volontaires, 15582 (p. 636) ;
Risque radon - Cancer - Gaz, 12903 (p. 663).

Sécurité routière

Allocation du produit des amendes dues à l'abaissement de la vitesse à 80km/h, 14457 (p. 633) ;
Barème PV excès de vitesse, 12916 (p. 629) ;
Évolution des certifications européennes en matière de barrières anti agression, 14902 (p. 636) ;
Excès de vitesse avec une voiture d'entreprise, 14232 (p. 632) ;
Externalisation de l'examen pratique du permis de conduire, 11437 (p. 626) ;
Lutte contre l'insécurité routière : quelles mesures ?, 2143 (p. 617) ;
Sécurité - Cyclistes, 13194 (p. 674) ;
Situation des établissements d'enseignement de la conduite, 2581 (p. 618) ;
Voitures privées équipées de radars, 8377 (p. 623).

Sociétés

Mise en place du registre des bénéficiaires effectifs, 13199 (p. 643).

Sports

Agence du sport - PAP et RAP, 14660 (p. 603) ;
Budget du sport, 15599 (p. 677) ;
Construction d'ouvrages publics : pour une meilleure prise en compte du sport, 12935 (p. 673) ;
Devenir des Conseillers techniques sportifs (CTS), 15601 (p. 677) ;
Excès de normes réglementaires - Sport, 14017 (p. 675) ;
La normalisation volontaire dans les équipements sportifs, 13845 (p. 675) ; 14019 (p. 676) ;

Matches de football à huis clos, 10317 (p. 672) ;

Prise en compte des femmes enceintes dans le domaine du sport à haut niveau, 14473 (p. 676) ;

Statut des CTS, 15750 (p. 678).

T

Taxe sur la valeur ajoutée

Eligibilité fonds de compensation de TVA, 4771 (p. 597) ;

FCTVA, 4479 (p. 596).

Terrorisme

Risque de radicalisation en prison, 9340 (p. 639).

Tourisme et loisirs

Situation des gérants-mandataires d'hôtel - Hôtellerie - Calvados, 8814 (p. 715).

Travail

Médecins du travail, 4086 (p. 711) ;

Protection des salariés en longue maladie contre les discriminations, 4389 (p. 712).

Réponses des ministres aux questions écrites

(Les questions comportant un * après le nom du député font l'objet d'une réponse commune.)

ACTION ET COMPTES PUBLICS

Collectivités territoriales

Finances des collectivités

1102. – 19 septembre 2017. – M. Vincent Rolland appelle l'attention de M. le ministre de l'action et des comptes publics sur la situation dans laquelle se trouvent certaines collectivités du fait des processus de péréquation et de prélèvements opérés par l'État. Le Fonds de péréquation sur les recettes intercommunales et communales (FPIC) est appliqué aux collectivités comme mécanisme de péréquation horizontale pour le groupe communal. Il concerne les collectivités qui présentent un potentiel financier (PFIA) supérieur à 0,9 fois le potentiel financier agrégé par habitant moyen constaté au niveau national. L'élargissement des périmètres intercommunaux issu des schémas départementaux de coopération intercommunale a entraîné mécaniquement une baisse du nombre de contributeurs et vu croître le volume de territoires bénéficiaires, ce qui n'a pas pour autant freiné la croissance de l'enveloppe globale. Ainsi, les contributeurs sont plus fortement sollicités. En 2016, une analyse globale a illustré que la contribution s'élève en moyenne à 21,94 euros par habitant et qu'elle pèse sur moins de 5 % des recettes réelles de fonctionnement. Pourtant certains territoires sont plus durement touchés que d'autres. C'est le cas des collectivités de Tarentaise par exemple qui se voient appliquer des contributions supérieures à 400 euros par habitant, privant ainsi les EPCI de plusieurs millions d'euros et pouvant représenter jusqu'au quart de leur budget et près de la moitié du produit fiscal tiré des ménages. Et l'effort ne s'arrête pas là ; il faut encore ajouter l'incidence de la participation au redressement des comptes publics. Cette contribution est organisée par un prélèvement sur la DGF, laquelle ne suffit pas, dans bien des cas, à couvrir les montants dus. Ainsi, les collectivités constatent des DGF négatives qui se traduisent au final par une participation directe des collectivités vers l'État *via* des prélèvements sur le produit fiscal de nouveau. La combinaison de ces dispositifs rend l'ensemble insoutenable et confiscatoire pour les collectivités, les ménages et les acteurs économiques. L'investissement local se trouve directement affecté, de même que la commande publique dans son ensemble avec des incidences évidentes sur l'emploi local. Certaines collectivités ont d'ores et déjà été contraintes d'augmenter fortement leur fiscalité pour répondre des attaques qu'elles subissent sur leurs finances. Aussi, dans un contexte où de nombreuses craintes se font jour quant à l'avenir, il souhaite connaître les dispositions que le Gouvernement entend mettre en œuvre pour tenir compte des situations locales où les dispositifs sont devenus démesurés et ne permettent plus aux collectivités d'exercer leurs compétences, nuisent à leur attractivité et à l'économie locale dans sa globalité.

Réponse. – Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) repose sur le prélèvement d'une partie des ressources de certains ensembles intercommunaux et de certaines communes, lorsqu'elles ne font pas partie de ces ensembles intercommunaux, vers des ensembles intercommunaux et des communes moins favorisés. Il participe de la progression des mécanismes de péréquation horizontale qui, en corrigeant les disparités de ressources et de charges entre collectivités locales, répondent à l'objectif à valeur constitutionnelle de péréquation, dans le but de favoriser l'égalité entre les collectivités territoriales. L'architecture et les modalités de répartition du FPIC ne se retrouvent dans aucun autre dispositif de péréquation. En effet, les ensembles intercommunaux, composés des intercommunalités et de leurs communes membres, constituent l'échelon de référence pour la répartition du fonds. Le montant des ressources du fonds, fixé à 1 milliard d'euros, est stable depuis 2016 et le projet de loi de finances pour 2019 ne prévoit pas de l'augmenter. L'entrée en vigueur des schémas départementaux de coopération intercommunale (SDCI) a effectivement réduit le nombre d'ensembles intercommunaux concernés par le FPIC sans pour autant modifier les équilibres atteints au cours des exercices précédents, notamment au regard du prélèvement. A cet égard, l'évolution très mesurée du prélèvement moyen par habitant (-25,34 € en 2016 puis -24,48 € en 2017 et -24,22 € en 2018) confirme la stabilité du fonds. De manière générale, le poids des contributions nettes par rapport aux recettes fiscales agrégées (RFA) des territoires est globalement plus faible en 2018 qu'en 2017, ce qui s'explique par la stabilité de la masse prélevée au titre du FPIC par rapport à la progression des recettes fiscales. D'autre part, le prélèvement opéré sur les territoires contributeurs est proportionnel à leur richesse fiscale, mesurée par le biais du potentiel fiscal agrégé (PFIA) par habitant. Dès lors, les contributeurs les plus importants ne sont pas pour autant défavorisés par le FPIC dans la

mesure où leur contribution s'explique par une richesse relative plus importante et un PFIA par habitant très élevé. C'est le cas des territoires de Savoie qui, avec un PFIA moyen par habitant nettement supérieur à la moyenne nationale (833,5 € en 2018) sont tous contributeurs nets au titre du FPIC. Ainsi, certains ensembles intercommunaux de Tarentaise supportent effectivement un prélèvement important en raison de l'importance de leur richesse potentielle. Par exemple, les communautés de communes d'Aigueblanche et Cœur de Tarentaise font partie des territoires les plus riches en termes de PFIA par habitant au niveau national (respectivement 1 443,98 € et 1 261,58 €) et acquittent *in fine* un prélèvement supérieur à 100 € par habitant. Il convient par ailleurs de rappeler que les ressources fiscales prises en compte dans le calcul des indicateurs financiers agrégés des territoires de montagne ne prennent pas en compte l'intégralité de leurs ressources fiscales. C'est notamment le cas des ressources fiscales propres aux activités des collectivités touristiques et/ou de montagne comme la taxe de séjour (329,6 millions d'euros en 2016) et la taxe sur les remontées mécaniques (35,4 millions d'euros en 2016) qui ne sont pas retenues dans l'évaluation de la richesse des territoires à travers leur PFIA. A ce titre, le rapport sur le fonctionnement et l'évolution du FPIC remis au Parlement cette année, en application de l'article 166 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, comporte une analyse approfondie de la situation des départements dont tous les ensembles intercommunaux sont prélevés au titre du fonds et illustre la corrélation qui existe entre les montants prélevés et la richesse des territoires concernés.

Taxe sur la valeur ajoutée *FCTVA*

4479. – 9 janvier 2018. – M. Stéphane Viry appelle l'attention de M. le ministre de l'action et des comptes publics sur l'éligibilité au FCTVA de certaines opérations d'investissement des collectivités territoriales. En effet, des opérations de portage foncier par des groupements intercommunaux ou établissements publics sont mises en place pour certaines collectivités qui ne disposent pas de ressources suffisantes. Dans cette hypothèse et dans l'attente de la remise à la collectivité, du bien immobilier sur lequel les travaux sont réalisés, ces travaux ne sont pas éligibles au FCTVA. Le coût de l'opération s'en trouve augmenté au détriment de la collectivité. Or cette mesure n'est pas justifiée puisque le bien porte à vocation à revenir dans le patrimoine de la collectivité et qu'une convention acte ces faits. Dès lors, il propose de rendre les travaux réalisés sur le bien d'un tiers éligibles au FCTVA dès lors qu'une convention de portage foncier a été établie, obligeant le bénéficiaire du portage à racheter le bien en vue de le réintégrer dans son patrimoine dans un délai déterminé. – **Question signalée.**

Réponse. – Conformément aux dispositions des articles L. 324-1 et suivants du code de l'urbanisme, les établissements publics fonciers locaux (EPFL) sont des établissements publics locaux à caractère industriel et commercial compétents pour réaliser, pour leur compte, pour celui de leurs membres ou de toute autre personne publique, toute acquisition foncière ou immobilière en vue de la constitution de réserves foncières ou de la réalisation d'actions ou d'opérations d'aménagement. Les travaux réalisés par une collectivité sur un bien qui a fait l'objet d'une convention de portage foncier ne sont pas éligibles au bénéfice du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) s'ils sont effectués avant la remise du bien à la collectivité en fin de portage. En effet, ces travaux sont assimilables à des travaux pour compte de tiers que l'article R. 1615-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT) définit comme inéligibles au FCTVA. Ces dépenses ne respectent pas le critère de patrimonialité : pour pouvoir donner lieu à attribution du FCTVA, la dépense réalisée par le bénéficiaire du fonds doit entraîner une augmentation de son patrimoine. Or durant toute la période de portage, le bien est propriété de l'EPFL et non de la collectivité. Les travaux réalisés par cette dernière sur le bien dans le cadre d'une convention avec l'EPFL le sont donc sur le patrimoine d'autrui. Par ailleurs, la plupart des achats de terrains ne sont pas grevés de TVA. Or l'article R. 1615-2 du CGCT dispose que figurent au nombre des dépenses inéligibles celles qui n'ont pas été grevées de TVA, à l'exception de celles mentionnées aux articles 294 à 296 du code général des impôts. En outre, les opérations d'aménagement, mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme, concernent de nombreuses zones commerciales ou industrielles mais également des logements permettant à la collectivité de récupérer la TVA afférente à ces opérations par la voie fiscale, lors de la vente du bien ou à travers le versement de redevances de la part des usagers. De surcroît, élargir l'éligibilité à une dépense réalisée sur un bien faisant l'objet d'un portage foncier complexifierait le dispositif du FCTVA d'une nouvelle dérogation. Dans l'hypothèse de cette extension de l'éligibilité, des contrôles a posteriori devraient être nécessairement prévus pour s'assurer ensuite que le bien est entré dans le patrimoine de la collectivité et qu'une double attribution du FCTVA n'a pas été réalisée, ce qui alourdirait encore le dispositif. En revanche, il convient de noter que, lors de la revente à la collectivité, les biens éligibles peuvent bénéficier du FCTVA sous condition d'un transfert de propriété de l'actif prévu dans la convention de portage. La réforme relative à l'automatisation du FCTVA, prévue à compter du 1^{er} janvier 2020 par l'article 258 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, vise à

simplifier la gestion du dispositif par le biais du recours à une base comptable des dépenses engagées et mises en paiement. Les travaux réalisés par une collectivité, sous réserve d'être inscrits sur un compte éligible au FCTVA, pourront être bénéficiaires du FCTVA ; l'achat d'un bien par une collectivité, sous réserve de l'inscription comptable sur un compte éligible, pourra aussi l'être. La liste des comptes éligibles est étroitement concertée en lien avec les associations représentatives des collectivités locales.

Taxe sur la valeur ajoutée

Éligibilité fonds de compensation de TVA

4771. – 23 janvier 2018. – **M. Belkhir Belhaddad** attire l'attention de **M. le ministre de l'action et des comptes publics** sur l'éligibilité au fonds de compensation de la TVA des travaux portés par les établissements publics fonciers. En effet, un grand nombre de collectivités qui ne disposent pas immédiatement des ressources budgétaires suffisantes procèdent à des opérations de portage foncier, bâti ou non bâti. Or dans le cas d'un portage d'un bien immobilier sur lequel la collectivité devrait réaliser des travaux avant la remise du bien en fin de portage, ces travaux ne sont pas éligibles au FCTVA, ce qui a pour effet d'augmenter le coût de l'opération pour la collectivité. Si le bien porté a vocation à entrer dans le patrimoine de la collectivité au terme de l'opération de portage, l'éligibilité des travaux considérés au FCTVA paraîtrait légitime et pourrait justifier un contrôle *a posteriori*. Tel est le sens d'une proposition de loi enregistrée à la présidence de l'Assemblée nationale le 13 mars 2013, sous la quatorzième législature, restée sans suite. Aussi, il souhaiterait connaître les intentions du Gouvernement pour donner suite à cette attente de nombreuses collectivités. – **Question signalée.**

Réponse. – Conformément aux dispositions des articles L. 324-1 et suivants du code de l'urbanisme, les établissements publics fonciers locaux (EPFL) sont des établissements publics locaux à caractère industriel et commercial compétents pour réaliser, pour leur compte, pour celui de leurs membres ou de toute autre personne publique, toute acquisition foncière ou immobilière en vue de la constitution de réserves foncières ou de la réalisation d'actions ou d'opérations d'aménagement. Les travaux réalisés par une collectivité sur un bien qui a fait l'objet d'une convention de portage foncier ne sont pas éligibles au bénéfice du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) s'ils sont effectués avant la remise du bien à la collectivité en fin de portage. En effet, ces travaux sont assimilables à des travaux pour compte de tiers que l'article R. 1615-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT) définit comme inéligibles au FCTVA. Ces dépenses ne respectent pas le critère de patrimonialité : pour pouvoir donner lieu à attribution du FCTVA, la dépense réalisée par le bénéficiaire du fonds doit entraîner une augmentation de son patrimoine. Or durant toute la période de portage, le bien est propriété de l'EPFL et non de la collectivité. Les travaux réalisés par cette dernière sur le bien dans le cadre d'une convention avec l'EPFL le sont donc sur le patrimoine d'autrui. Par ailleurs, la plupart des achats de terrains ne sont pas grevés de TVA. Or l'article R. 1615-2 du CGCT dispose que figurent au nombre des dépenses inéligibles celles qui n'ont pas été grevées de TVA, à l'exception de celles mentionnées aux articles 294 à 296 du code général des impôts. En outre, les opérations d'aménagement, mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme, concernent de nombreuses zones commerciales ou industrielles mais également des logements permettant à la collectivité de récupérer la TVA afférente à ces opérations par la voie fiscale, lors de la vente du bien ou à travers le versement de redevances de la part des usagers. De surcroît, élargir l'éligibilité à une dépense réalisée sur un bien faisant l'objet d'un portage foncier complexifierait le dispositif du FCTVA d'une nouvelle dérogation. Dans l'hypothèse de cette extension de l'éligibilité, des contrôles *a posteriori* devraient être nécessairement prévus pour s'assurer que le bien est entré dans le patrimoine de la collectivité, ce qui alourdirait encore le dispositif. En revanche, il convient de noter que, lors de la revente à la collectivité, les biens éligibles peuvent bénéficier du FCTVA sous condition d'un transfert de propriété de l'actif prévu dans la convention de portage. La réforme relative à l'automatisation du FCTVA, prévue à compter du 1^{er} janvier 2020 par l'article 258 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, vise à simplifier la gestion du dispositif par le biais du recours à une base comptable des dépenses engagées et mises en paiement. Les travaux réalisés par une collectivité, sous réserve d'être inscrits sur un compte éligible au FCTVA, pourront être bénéficiaires du FCTVA ; l'achat d'un bien par une collectivité, sous réserve de l'inscription comptable sur un compte éligible, pourra aussi l'être. La liste des comptes éligibles est étroitement concertée en lien avec les associations représentatives des collectivités locales.

Impôts et taxes

TICPE pour les entreprises agricoles

10166. – 3 juillet 2018. – **M. Denis Masségli** alerte **M. le ministre de l'action et des comptes publics** sur la situation des exploitants agricoles. En effet, le 23 mai 2018, il a été annoncé le retour sur le taux réduit de la taxe

intérieure de consommation sur les produits énergétiques sur le GNR agricole. Il en résulte une hausse du GNR de 30 % en un an. Pour les agriculteurs, il est difficile voire impossible de répercuter la hausse du coût du carburant dans leur prix de vente : confrontés à des prix agricoles très bas, des charges courantes élevées et une diminution possible des soutiens publics à terme (projet de révision à la baisse du montant de la PAC), ils ne pourraient impacter cette hausse dans leurs tarifs. Au total, le poste des carburants a subi une hausse de plus de 20 000 euros par an ce qui peut entraîner une mise en danger des entreprises agricoles. Dans la seule région des Pays de la Loire, plus de 320 % des entreprises agricoles sont en redressement ou en liquidation judiciaire. Cela ne manquera pas de provoquer aussi du chômage technique et des licenciements. C'est pourquoi il l'alerte sur cette situation et lui demande de revenir sur cette décision très pénalisante pour la survie de nombreuses exploitations.

Réponse. – En France, le gazole non routier (GNR) est un carburant gazole faiblement taxé (18,82 €/hl en 2018 contre 59,40 €/hl en 2018 pour le gazole) coloré (rouge) et tracé. Il est destiné à alimenter certains moteurs spécifiques, à savoir notamment, les engins mobiles non routiers, les tracteurs agricoles et forestiers pour des usages agricoles et forestiers. En outre, les exploitants agricoles à titre individuel ou sociétaire, y compris dans le secteur de l'aquaculture marine, les entreprises de travaux agricoles et forestiers, les coopératives d'utilisation en commun du matériel agricole (CUMA) et les autres sociétés ou personnes morales ayant une activité agricole au sens des articles L.722 (1° à 4°) à L.722-3 du code rural et de la pêche maritime peuvent prétendre à un remboursement partiel du GNR qu'ils achètent. Le montant de ce remboursement est fixé à 0,1123€/litre, soit 11.23€/hl en 2018. Le dispositif fiscal pré-cité en faveur du GNR utilisé par les agriculteurs n'a pas vocation à être remis en cause.

Impôts et taxes

Augmentation de la taxe sur les produits énergétiques

10792. – 17 juillet 2018. – M. Pierre Vatin appelle l'attention de M. le ministre de l'action et des comptes publics sur l'augmentation de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE, ex-TIPP). Elle s'applique sur un certain nombre de produits énergétiques fossiles lorsqu'ils sont destinés à être utilisés en tant que carburant ou combustible de chauffage. À partir du 1^{er} avril 2018, la TICPE sera applicable au butane et au propane. Cette contribution représente une augmentation de 66,30 euros HT par tonne livrée pour 2018, soit 79,56 euros TTC la tonne pour le continent et 74,92 euros TTC la tonne pour la Corse, la TICPE étant elle-même assujettie à la TVA. De 2009 à 2018 le prix de la tonne de gaz est passé de 999 euros à 2009 euros. Cette taxe va augmenter chaque année jusqu'en 2022 pour atteindre 397,56 euros. Cette taxe qui augmente dans des proportions démesurées n'est pas appliquée dans les autres pays membres de l'Union européenne, ce qui provoque un affaiblissement des entreprises comme un amenuisement considérable du pouvoir d'achat des Français n'ayant pas le choix du mode de chauffage. De plus, les « aides » annoncées ne concernent que les ménages bénéficiaires des minimas sociaux. Elles ne concernent pas ceux qui sont déjà surtaxés par la hausse de la CSG notamment, alors même qu'ils demeurent des ménages modestes. Si la règle européenne ne permet d'aider que les plus modestes, bénéficiaires d'aides sociales, les citoyens qui, tout aussi pauvres, ont des revenus à peine supérieurs sont victimes de ces charges contraintes. Quant aux entreprises, la réglementation concerne toutes les catégories, quelle que soit leur taille, autorisant des aides n'excédant pas le plafond de 200 000 euros par entreprise consolidée sur une période de trois exercices fiscaux. L'assiette des coûts éligibles n'est pas prédéfinie et tous les types de coûts peuvent être pris en considération pour l'octroi ou non d'une aide. Aussi il lui demande quelles mesures il entend prendre afin de cesser de taxer les Français de façon insidieuse sous couvert d'écologie.

Réponse. – Jusqu'à la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, la France avait décidé d'appliquer une exonération totale de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) sur l'usage combustible du gaz de pétrole liquéfié (GPL). En revanche, l'usage carburant du GPL était d'ores et déjà soumis à la TICPE (20,71 euros /100 kg nets en 2018). Il en résultait donc une différence de traitement, pour le même produit et le même impôt selon l'usage combustible ou carburant. Une initiative parlementaire a abouti à la fin de l'exonération totale de la TICPE sur le GPL à usage combustible dans la loi de finances pour 2018 (6,63 euros / 100 kg nets depuis le 1^{er} avril 2018). Le législateur a toutefois veillé à une application équilibrée de ce nouveau cadre en prévoyant une augmentation progressive du taux de la TICPE applicable au GPL combustible par l'article 16 de la loi de finances pour 2018 afin que le coût financier de la fiscalité pour les ménages et les entreprises soit lissé sur plusieurs années. De plus, dans le cadre spécifique de l'usage du GPL combustible par le secteur professionnel, les exonérations et exemptions de TICPE prévues par les articles 265 C, 265 bis et 265 nonies du code des douanes pour l'ensemble des produits énergétiques s'appliquent. Le GPL à usage combustible peut ainsi être exonéré, exempté ou soumis à un taux réduit de TICPE en cas d'utilisation : - dans le cadre d'un double usage du produit : lorsque le GPL est utilisé comme combustible et pour un usage autre que

carburant ou combustible ; - dans le cadre d'un procédé de fabrication de minéraux non métalliques ; - lorsqu'il est utilisé pour produire de l'électricité ; - lorsqu'il est utilisé dans l'enceinte d'établissements de production de produits énergétiques ; - lorsqu'il est utilisé comme combustible pour les besoins d'une installation grande consommatrice d'énergie. Dans ce dernier cas, par exemple, une activité de distillation relevant d'une activité code NACE 1101 utilisant du GPL à usage combustible est susceptible de bénéficier du taux réduit de la TICPE. En effet, cette activité est reprise à l'annexe I de la directive 2003/87/CE en tant que combustion de combustibles et dans la liste des secteurs et sous-secteurs considérés comme exposés à un risque important de fuite de carbone, établie par la décision 2014/746/UE de la Commission du 27 octobre 2014 pour la période 2015-2019. Dans une telle hypothèse, le taux réduit est en réalité un taux nul.

Impôts et taxes

Accroissement de la fiscalité énergétique sur le GPL - TICPE

11571. – 7 août 2018. – **Mme Emmanuelle Anthoine** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les conséquences de l'accroissement de la fiscalité énergétique sur le gaz de pétrole liquéfié, GPL. En effet, jusqu'au 1^{er} avril 2018, les GPL étaient la seule source d'énergie tirée des hydrocarbures à être exonérée de la TICPE. Adoptée par le projet de loi de finances pour 2018, cette mesure étend l'application de la contribution climat énergie au butane et au propane utilisés comme combustibles. Pourtant, les GPL sont les sources d'énergie les moins polluantes par rapport à toutes les autres énergies fossiles et une solution dans les territoires non raccordés au réseau de gaz naturel. Cette mesure met donc gravement en danger les PME, notamment les distilleries drômoises. Alors qu'elles ont une place de *leader* mondial sur le secteur du lavandin, cette mesure va accentuer la forte distorsion de concurrence étrangère. Aussi, elle lui demande les mesures qu'entend prendre le Gouvernement afin d'instaurer une exonération de TICPE sur le butane et le propane dans ce domaine pour soutenir cette activité économiquement importante sur le territoire. – **Question ayant fait l'objet d'un changement d'attributaire.** – **Question signalée.**

Réponse. – Jusqu'à la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, la France avait décidé d'appliquer une exonération totale de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) sur l'usage combustible du gaz de pétrole liquéfié (GPL). En revanche, l'usage carburant du GPL était d'ores et déjà soumis à la TICPE (20,71 euros / 100 kg nets en 2018). Il en résultait donc une différence de traitement, pour le même produit et le même impôt selon l'usage combustible ou carburant. Une initiative parlementaire a abouti à la fin de l'exonération totale de la TICPE sur le GPL à usage combustible dans la loi de finances pour 2018 (6,63 euros / 100 kg nets depuis le 1^{er} avril 2018). Le législateur a toutefois veillé à une application équilibrée de ce nouveau cadre en prévoyant une augmentation progressive du taux de la TICPE applicable au GPL combustible par l'article 16 de la loi de finances pour 2018 afin que le coût financier de la fiscalité pour les ménages et les entreprises soit lissé sur plusieurs années. De plus, dans le cadre spécifique de l'usage du GPL combustible par le secteur professionnel, les exonérations et exemptions de TICPE prévues par les articles 265 C, 265 *bis* et 265 *nonies* du code des douanes pour l'ensemble des produits énergétiques s'appliquent. Le GPL à usage combustible peut ainsi être exonéré, exempté ou soumis à un taux réduit de TICPE en cas d'utilisation : - dans le cadre d'un double usage du produit : lorsque le GPL est utilisé comme combustible et pour un usage autre que carburant ou combustible ; - dans le cadre d'un procédé de fabrication de minéraux non métalliques ; - lorsqu'il est utilisé pour produire de l'électricité ; - lorsqu'il est utilisé dans l'enceinte d'établissements de production de produits énergétiques ; - lorsqu'il est utilisé comme combustible pour les besoins d'une installation grande consommatrice d'énergie. Dans ce dernier cas, par exemple, une activité de distillation relevant d'une activité code NACE 1101 utilisant du GPL à usage combustible est susceptible de bénéficier du taux réduit de la TICPE. En effet, cette activité est reprise à l'annexe I de la directive 2003/87/CE en tant que combustion de combustibles et dans la liste des secteurs et sous-secteurs considérés comme exposés à un risque important de fuite de carbone, établie par la décision 2014/746/UE de la Commission du 27 octobre 2014 pour la période 2015-2019. Dans une telle hypothèse, le taux réduit est en réalité un taux nul.

Énergie et carburants

Taxes sur le diesel

11799. – 28 août 2018. – **M. Julien Dive** interroge **M. le ministre de l'action et des comptes publics** sur l'augmentation des taxes sur le diesel, dans un but de rapprochement des prix du diesel et de l'essence. Le prix du gazole a ainsi augmenté de près de 20,6 % en l'espace d'un an, soit une hausse de 24,9 centimes par litre. Les Français partagent le souhait du Gouvernement d'évoluer vers des modes de consommation plus responsables et

moins nuisibles pour l'environnement, toutefois le levier financier pénalise avant tout les consommateurs qui n'ont pas le choix du fait de moyens modestes. Les véhicules diesel ont ainsi été privilégiés pendant de nombreuses années par les catégories moyennes et populaires, les mêmes qui doivent prendre leur voiture pour tous les déplacements du quotidien (travail, accompagnement des enfants, courses). Le ministre justifie cette décision du Gouvernement en soulignant qu'il s'agit d'une « façon d'inciter les gens à changer leur mode de transport » pour « pouvoir aller vers une économie décarbonée ». Il demande donc combien de déplacements ministériels ont été réalisés depuis le début de l'année par M. le ministre, et parmi ceux-là, combien ont été effectués en voiture alors qu'une alternative plus écologique, comme le ferroviaire, était envisageable.

Réponse. – La politique du gouvernement en matière de fiscalité sur les carburants repose sur deux principes : i) Aligner la fiscalité du gazole sur celle de l'essence : les particules fines dans l'atmosphère sont responsables de 48 000 décès par an. Il n'est pas justifié de continuer à avantager le gazole qui est plus générateur de particules que les autres carburants. ii) Renforcer la fiscalité sur les carburants pour mieux refléter l'impact environnemental de leur consommation sur la pollution de l'air et sur le réchauffement climatique lié aux émissions de gaz à effet de serre. L'application de ces deux principes, en 2018, représente une augmentation du prix des carburants de 4 centimes d'euro par litre pour les supercarburants et de 8 centimes d'euro sur le gazole. Tout le reste de l'augmentation constatée des prix résulte de la variation des prix du pétrole. Le Gouvernement a mis en place des mesures permettant d'accompagner financièrement les Français dans l'évolution de leurs habitudes de consommation d'énergie tout en préservant les équilibres économiques. Ainsi et afin de répondre à votre préoccupation principale, le Gouvernement a décidé d'annuler la trajectoire de la composante carbone ainsi que la convergence gazole-essence pour l'année 2019. D'ores et déjà, un « chèque énergie » permet d'aider les ménages modestes à payer leur facture d'énergie. Son montant est de 150 euros en moyenne en 2018. En 2019, il sera augmenté de 50 euros en moyenne pour les 3,6 millions de foyers bénéficiaires et élargit à 2,2 millions de foyers supplémentaires. La « prime à la conversion » permet d'aider les Français à acheter des véhicules neufs ou d'occasion plus respectueux de l'environnement. Ainsi, la prime à la conversion, qui permet d'aider les Français à acheter des véhicules neufs ou d'occasion plus respectueux de l'environnement, sera doublée pour 2,2 millions de ménages modestes en 2019, et atteindra 4 000 € pour un véhicule classique et 5 000 € pour un véhicule électrique. Par exemple, une personne seule au SMIC avec deux enfants à charge et qui roule 12 000 km par an avec une voiture essence de 1996 peut acheter un véhicule essence de 2012 dont le coût de 4 000 € est intégralement financé par la prime. Le changement de véhicule permet à cette personne de réaliser une économie annuelle sur le carburant de 606 € par an. Si la même personne roule au contraire 25 000 km par an, elle réalisera, avec le même changement de véhicule intégralement financé, une économie annuelle de 1 363 € sur le carburant. Le barème des indemnités kilométriques utilisé par les personnes déclarant aux frais réels leurs déplacements professionnels dans leur déclaration de revenus sera revalorisé par les petites cylindrées (véhicules jusqu'à 4 CV fiscaux). Cela profitera aux grands rouleurs parcourant plus de 60 à 70 km par jour. Les aides versées par les collectivités locales ou les employeurs en vue du financement des trajets professionnels en véhicule individuel bénéficieront d'une exonération d'impôt et de prélèvements sociaux à compter du 1^{er} janvier 2019. En outre, le projet de loi d'orientation des mobilités, qui sera prochainement discuté au Parlement, proposera d'assurer la couverture complète de notre territoire par des autorités organisatrices de la mobilité, afin d'offrir des solutions alternatives à l'utilisation de la voiture individuelle, de soutenir la mobilité inclusive et de développer les plateformes de conseil en mobilité. Dans ce même objectif de lutte contre les fractures territoriales, les travaux du Conseil d'orientation des infrastructures prévoient un plan de désenclavement du territoire par la mise à niveau du réseau routier. Par l'ensemble de ces mesures, le Gouvernement souhaite accompagner la transition énergétique tout en rendant soutenable la fiscalité sur les énergies fossiles dont nous sommes encore dépendants. De manière générale, la fiscalité des carburants ne peut être appréhendée isolément et doit s'analyser au regard de l'ensemble de la politique fiscale du Gouvernement, notamment les baisses de cotisations salariales et des exonérations de taxe d'habitation.

600

Impôts et taxes

Effet de l'augmentation de la TICPE sur les professionnels agricoles

11817. – 28 août 2018. – M. Pierre Vatin appelle l'attention de M. le ministre de l'action et des comptes publics sur l'augmentation de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE, ex-TIPP). Elle s'applique sur un certain nombre de produits énergétiques fossiles lorsqu'ils sont destinés à être utilisés en tant que carburant ou combustible de chauffage. Cette taxe va augmenter chaque année jusqu'en 2022 comme le prévoit le projet de loi de finances pour 2018. Cette taxe qui augmente dans des proportions démesurées n'est pas appliquée dans les autres pays de l'Union européenne, ce qui provoque un affaiblissement et une perte de compétitivité de

nos entreprises. Les professionnels agricoles peuvent obtenir un remboursement partiel des taxes perçues sur les carburants utilisés dans leur exploitation. Ce remboursement concerne la taxe intérieure de consommation (TIC), sur les achats de gazole non routier et de fioul lourd, et la taxe intérieure de consommation de gaz naturel (TICGN). Les montants du remboursement des taxes perçues sur les quantités achetées sont modifiés chaque année. Ces aides « *de minimis* » agricoles, en référence au règlement de l'Union européenne n° 1408/2013, ne peuvent excéder le plafond de 15 000 euros sur une période de trois exercices fiscaux. Or, dans le même temps, les taxes continuent d'augmenter sans que le plafond n'évolue. C'est pourquoi il lui demande les mesures qu'il entend prendre afin de ne pas pénaliser les entreprises agricoles de l'augmentation des taxes sur les produits énergétiques.

Réponse. – En France, le gazole non routier (GNR) est un carburant gazole faiblement taxé (18,82 €/hl en 2018 contre 59,40 €/hl en 2018 pour le gazole) coloré (rouge) et tracé. Il est destiné à alimenter certains moteurs spécifiques, à savoir notamment, les engins mobiles non routiers, les tracteurs agricoles et forestiers pour des usages agricoles et forestiers. En outre, les exploitants agricoles à titre individuel ou sociétaire, y compris dans le secteur de l'aquaculture marine, les entreprises de travaux agricoles et forestiers, les coopératives d'utilisation en commun du matériel agricole (CUMA) et les autres sociétés ou personnes morales ayant une activité agricole au sens des articles L.722 (1° à 4°) à L.722-3 du code rural et de la pêche maritime peuvent prétendre à un remboursement partiel du GNR qu'ils achètent. Le montant de ce remboursement est fixé à 0,1123€/litre, soit 11.23€/hl en 2018. Le dispositif fiscal pré-cité en faveur du GNR utilisé par les agriculteurs n'a pas vocation à être remis en cause.

Impôts et taxes

FNGIR

14141. – 13 novembre 2018. – **M. Olivier Dassault** attire l'attention de **M. le ministre de l'action et des comptes publics** sur le montant exorbitant du FNGIR. Calculé sur la base de 2010, certaines communes ne sont plus capables d'assumer financièrement cette dépense lorsque l'entreprise, sur laquelle cette fiscalité est fondée, n'existe plus. La loi de finances pour 2012, précise « qu'à compter de 2014, les montants de la dotation ainsi que du prélèvement ou du reversement au titre du FNGIR sont désormais figés ». La compensation financière devant atténuer la perte de la base de la Contribution économique territoriale (CET), n'atteint pas le montant du prélèvement au titre du FNGIR. Il souhaite savoir si la base de ressources fiscales va être réévaluée afin d'éviter d'affecter les budgets communaux.

Réponse. – Le fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) permet de compenser pour chaque commune et établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, les conséquences financières de la réforme de la fiscalité locale, en application du point 2.1 de l'article 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010. Les prélèvements (ou reversements) au titre du FNGIR ont été calculés sur la base d'une comparaison des ressources avant et après réforme de la taxe professionnelle pour le seul exercice 2010. Conformément à l'article 40 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, qui résulte d'un amendement parlementaire, qui précise qu'« à compter de 2014, les montants de la dotation ainsi que du prélèvement ou du reversement [...] correspondent aux montants perçus ou versés en 2013 », les montants des prélèvements (ou reversements) au titre du FNGIR sont désormais figés. Le FNGIR fonctionnant en enveloppe fermée sans contribution ni prélèvement de l'Etat, toute réduction des prélèvements sur certaines collectivités se traduirait par une réduction des versements bénéficiant à d'autres collectivités. Le dispositif du FNGIR n'a pas vocation à remédier aux conséquences fiscales des fermetures d'entreprises, ce qui contreviendrait aux principes d'autonomie fiscale et de territorialisation des ressources qui fondent le pouvoir fiscal des collectivités territoriales. Toutefois, une commune membre d'un EPCI à fiscalité propre a la possibilité de transférer à ce dernier la prise en charge du prélèvement qu'elle supporte, sous réserve que des délibérations concordantes soient prises en ce sens avant le 1^{er} octobre d'une année pour être applicables l'année suivante.

Collectivités territoriales

Dotation globale de fonctionnement

14307. – 20 novembre 2018. – **Mme Barbara Bessot Ballot** interroge **M. le ministre de l'action et des comptes publics** au sujet de la dotation globale de fonctionnement (DGF). La dotation globale de fonctionnement, principale dotation de fonctionnement de l'État aux collectivités territoriales, constitue le pivot des relations financières entre l'État et les collectivités locales. À ce jour, la DGF comporte 12 dotations (4 pour les communes, 2 pour les EPCI, 4 pour les départements et 2 pour les régions) qui se déclinent elles-mêmes en plusieurs parts ou fractions. Pour chaque catégorie de collectivité, elle se divise en deux parts : la part forfaitaire (qui correspond à un tronc commun perçu par toutes les collectivités bénéficiaires) et la part péréquation (dont les composantes sont

reversées aux collectivités les plus défavorisées). Dans le cadre de la DGF des communes et des EPCI, cette deuxième composante correspond à la dotation d'aménagement composée elle-même de quatre fractions : la dotation d'intercommunalité, la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU), la dotation de solidarité rurale (DSR), et la dotation nationale de péréquation (DNP). Les départements reçoivent en plus de la dotation forfaitaire, la dotation de compensation, la dotation de péréquation urbaine (DPU), et la dotation de fonctionnement minimale (DFM). Enfin, la DGF des régions se compose plus simplement d'une dotation forfaitaire et d'une dotation de péréquation. Le 5 avril 2018, la direction générale des collectivités locales a publié les montants individuels de DGF aux collectivités territoriales, ainsi que les critères de répartition. Concernant les communes, certaines d'entre elles ont pu constater la baisse de certaines de leurs dotations, alors que d'autres ont constaté des hausses, ce qui a pu susciter des interrogations après l'annonce d'une DGF globalement stable. Dans ce contexte, et à la suite de consultations citoyennes réalisées sur les territoires, nombreuses sont les communes qui attirent toujours son attention sur la complexité des modes de calcul de la DGF et donc, sur le caractère illisible des dotations perçues. En effet, les critères d'attribution sont si complexes que de nombreux maires n'en connaissent pas précisément les modalités. En ce sens, les députés font preuve de pédagogie. Soucieux des préoccupations de tous les acteurs des territoires, ils les informent de la façon la plus exhaustive possible. Néanmoins, la complexité demeure, et certaines communes restent dans l'incompréhension face à une hausse ou une baisse de leur DGF. La DGF constitue une part majeure du financement des dépenses et des investissements des collectivités. Dans un contexte de simplification, elle l'interroge afin de connaître les outils mis en œuvre par le Gouvernement afin de rendre plus lisibles et compréhensibles les critères de dotations ainsi que leurs modes de calcul, et permettre aux communes d'apprécier au mieux leur situation budgétaire réelle.

Réponse. – Conformément à ses engagements, le Gouvernement a stabilisé le niveau global de la dotation globale de fonctionnement (DGF) en 2018 ainsi qu'en 2019 alors que celle-ci était en baisse continue depuis 6 ans. Néanmoins, au niveau individuel, la DGF est une dotation « vivante », qui est chaque année calculée et répartie pour tenir compte de la réalité de la situation de chaque collectivité, à partir de critères objectifs de ressources et charges : population, ressources fiscales, longueur de voirie, revenus, logements sociaux, recettes réelles de fonctionnement, etc. Naturellement, ces indicateurs évoluent chaque année. C'est la condition d'une répartition juste et équitable des ressources versées par l'Etat aux collectivités. Par conséquent, les variations individuelles, à la baisse comme à la hausse, s'expliquent principalement par l'actualisation des critères. Les modalités de répartition de la DGF permettent ainsi une adaptation des attributions aux réalités locales : ainsi, à titre d'illustration, une hausse de la population se traduit par une augmentation de la dotation forfaitaire pour tenir compte des charges supplémentaires engendrées par cette population ; la fermeture d'une entreprise et la disparition des bases et produits fiscaux apportés par cette entreprise sur le territoire de la commune se traduit dès l'année suivante, et toutes choses égales par ailleurs, par une diminution du potentiel financier et potentiellement par une augmentation de la péréquation dont bénéficie la commune, traduisant une solidarité accrue au bénéfice de cette commune. Chaque composante de dotation vise un objectif particulier fixé par la loi. S'agissant plus spécifiquement des dotations de péréquation, et notamment de celles spécifiquement destinées aux communes rurales, elles sont réparties selon des critères de ressources et de charges visant, dans un objectif de solidarité, à assurer aux communes les plus fragiles les moyens leur permettant d'exercer leurs compétences. Les dotations de péréquation ciblent et visent les collectivités dont la situation financière défavorable nécessite la solidarité territoriale. Par exemple, la « DSR cible » cible les 10 000 premières communes rurales (moins de 10 000 habitants) les plus défavorisées au regard d'un indice synthétique composé du potentiel financier par habitant et du revenu par habitant. Des efforts importants sont effectués pour permettre aux collectivités de comprendre en quoi leur situation explique le montant de DGF qui leur est attribué. La direction générale des collectivités locales (DGCL) publie, ainsi chaque année, des notes d'information dans lesquelles sont détaillées et précisées ces modalités de répartition propres à chaque dotation. Des fiches individuelles, contenant l'ensemble des données et attributions individuelles, sont également communiquées à chaque collectivité. Par ailleurs, les services préfectoraux, appuyés par la DGCL, sont les interlocuteurs des collectivités territoriales afin de fournir des explications aux collectivités territoriales sur le montant de leurs attributions individuelles. En complément, depuis 2018, l'ensemble des données et critères nécessaires à la répartition de la DGF sont mis à la disposition des collectivités sur le site de la DGCL à l'adresse : <http://www.dotations-dgcl.interieur.gouv.fr/consultation/accueil.php>. Lors des discussions sur le projet de loi de finances pour 2019 à l'Assemblée Nationale et au Sénat, le Gouvernement a soutenu les dispositions visant à améliorer l'information à destination des collectivités territoriales, en cas de fortes variations des attributions, sans exclure d'autres travaux sur la mise en place d'outils afin d'accroître la prévisibilité et l'anticipation dans l'élaboration des budgets pour les collectivités territoriales. En ce qui concerne la simplification des dotations, certaines composantes de la DGF ont fait l'objet de réformes ces

dernières années : la dotation forfaitaire en 2015, la transformation de la DGF des régions en fraction de TVA, la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale en 2017, la dotation d'intercommunalité en 2019. Une simplification d'ampleur de la DGF devra s'appuyer sur une réforme d'architecture globale de ces concours, à laquelle le Président de la République et le Premier Ministre ont annoncé être ouverts.

Fonction publique territoriale

Réorganisation du CNFPT et des CDG

14348. – 20 novembre 2018. – **Mme Françoise Dumas** attire l'attention de **M. le ministre de l'action et des comptes publics** sur le projet de réorganisation du Centre national de la fonction publique territoriale et des centres de gestion. Ce projet suscite de vives inquiétudes au sein des centres de gestion quant à une réorganisation régionale de nature à éluder l'échelon de proximité qu'est le département. Aujourd'hui, les centres de gestion départementaux représentent l'outil dont disposent les élus municipaux pour décider de la création de services mutualisés dans le domaine des ressources humaines. Ils assument des missions indispensables pour le recrutement et la gestion des agents territoriaux et proposent de surcroît de nombreux services aux bénéfices des communes et EPCI en termes de médiation, d'accompagnement dans l'adaptation aux évolutions de leurs missions, de conseil juridique. Aussi, partenaires privilégiés et essentiels des élus locaux, les centres de gestion souhaitent que leurs missions soient confortées. En conséquence, elle lui demande de bien vouloir lui apporter des précisions quant à ce projet de réorganisation de nature à rassurer les agents et les élus.

Réponse. – La formation et la gestion des carrières des agents des collectivités territoriales sont au cœur du chantier relatif à la modernisation de la fonction publique territoriale et figurent parmi les priorités du Gouvernement, pour renforcer l'accompagnement des transitions professionnelles et la mobilité des agents. Le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) et les centres de gestion (CDG) forment les deux réseaux, financés par les collectivités territoriales, chargés d'assurer ces missions. Le Gouvernement n'ignore pas le rôle essentiel de ces réseaux et l'atout que constitue leur maillage territorial permettant d'assurer un service de proximité au profit des collectivités territoriales et de leurs établissements publics. Plusieurs rapports récents, réalisés par l'inspection générale de l'administration (IGA) en 2014, par la Cour des comptes (rapport public annuel 2016) et conjointement par l'IGA et le Contrôle général économique et financier (revue de dépenses 2017) permettent de disposer d'un diagnostic solide sur la gestion de ces réseaux, leur fonctionnement et leurs missions. C'est dans ce contexte que le 4 octobre 2018, le Premier ministre a chargé le sénateur Arnaud de Belenet et le député Jacques Savatier d'une mission sur le CNFPT et les CDG afin d'élaborer des pistes de réflexion prenant en compte l'évolution des attentes des agents et de leurs employeurs territoriaux. Les conclusions de cette mission parlementaire seront rendues prochainement et permettront de nourrir la réflexion du Gouvernement afin d'améliorer l'efficacité de ces deux réseaux, dans le respect du principe de libre administration des collectivités territoriales.

603

Sports

Agence du sport - PAP et RAP

14660. – 27 novembre 2018. – **M. François Cornut-Gentile** interroge **M. le ministre de l'action et des comptes publics** sur la traçabilité budgétaire de l'agence du sport. Dans le cadre d'une profonde réforme de la gouvernance du sport, dont la mise en œuvre doit intervenir en 2019, est créée une agence du sport sous la forme d'un groupement d'intérêt public (GIP). Cette agence est appelée à prendre en charge le développement des pratiques sportives et le sport de haut niveau. Elle remplacerait ainsi le Centre national pour le développement du sport et plusieurs entités de la direction des sports par le transfert de crédits et d'emplois du programme budgétaire 219 « Sport ». Au regard des enjeux de politique publique et des moyens budgétaires alloués à cette agence, le maintien d'un contrôle parlementaire efficient est indispensable, notamment lors de l'examen des lois de règlement et des lois de finances. Aussi, il lui demande de préciser si les crédits et emplois alloués à l'Agence du sport seront clairement identifiables dans les documents budgétaires transmis au Parlement (PAP et RAP) et d'indiquer les indicateurs de performances qui accompagneront ces chiffres.

Réponse. – L'exercice par le Parlement d'un pouvoir de contrôle et d'évaluation, à travers notamment l'appréciation de la performance des administrations, est au cœur de l'esprit de la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (LOLF). Cette prérogative s'appuie en particulier sur l'examen des projets annuels de performance (PAP) et des rapports annuels de performance (RAP), qui sont annexés respectivement aux projets de loi de finances (PLF) et de loi de règlement en vertu de l'article 51 de la LOLF. Une fois la nouvelle agence créée puis intégrée dans la liste des opérateurs de l'État, les crédits qui lui sont alloués, ainsi

que son plafond d'autorisations d'emploi en équivalent temps plein travaillé (ETPT), figureront dans la partie « Opérateurs » du PAP et du RAP du programme de rattachement de l'opérateur. Les crédits en provenance de l'État seront également indiqués dans la partie « Justification au premier euro » (JPE) du PAP et du RAP. S'agissant des indicateurs, la conférence de performance qui réunira à partir du printemps 2019 la direction du budget et le ministère des sports devrait permettre d'engager une réflexion sur l'actualisation du dispositif de performance actuel, à la lumière notamment de la création de la nouvelle agence. Intégrés à la partie « Performance » du PAP annexé au PLF et du RAP annexé au projet de la loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020, les indicateurs issus de cette démarche permettront aux parlementaires de mesurer le degré de réalisation d'objectifs préalablement définis.

AFFAIRES EUROPÉENNES

Heure légale

Quel processus pour le changement d'heure ?

15475. – 25 décembre 2018. – M. Fabien Matras attire l'attention de M^{me} la ministre, auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, sur le choix d'un processus pour le changement d'heure. Ce processus soulève en effet la question de la pertinence du choix du maintien ou de l'abandon du changement d'heure, d'une part, et le cas échéant le choix d'un fuseau à GMT+1 (heure d'hiver) ou GMT+2 d'autre part. Le 12 septembre 2018, le président de la Commission européenne a annoncé l'abolition du changement d'heure pour l'année 2019, jusque-là régi par la directive 2000/84/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 janvier 2001 concernant les dispositions relatives à l'heure d'été. Mis en place en France à la suite du premier choc pétrolier de 1973, le changement d'heure avait pour objectif de réaliser des économies pétrolières à une époque où l'électricité était produite, pour une large part, à partir de centrales au fuel lourd. Le gain alors estimé était d'environ 450 Gwh pour une année, en équivalent en tonnes de pétroles. En 2010, l'ADEME a réalisé une étude démontrant que le changement d'heure permettait des économies en énergie et CO₂, notamment sur l'éclairage public. Néanmoins, la question des gains sur les usages thermiques restant toutefois en suspens, les gains étant difficile à estimer sur ce plan. Par ailleurs, les détracteurs du changement d'heure mettent en exergue le fait que ce système, appliqué par seulement 70 pays dans le monde, est non universel et peu compréhensible. Enfin, si l'abandon du changement d'heure est adopté, se pose la question du choix de l'heure d'été ou de l'heure d'hiver, la consultation européenne ayant fait ressortir une majorité favorable à l'heure d'été (56 %). Pour toutes ces raisons, il lui demande quel processus procédant au choix sera mis en œuvre. Il lui demande également si la France organisera une consultation citoyenne sur ce sujet dans les mois à venir.

Réponse. – Aujourd'hui, il existe une compétence communautaire concernant l'utilisation du régime de changement d'heure bisannuel. Ainsi la directive 2000/84/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 janvier 2001 impose-t-elle des dates communes à tous les Etats membres pour le début et la fin du régime d'heure d'été. C'est cette directive que la Commission propose d'amender pour mettre fin au régime de changement d'heure. Chaque Etat membre étant et restant libre de choisir souverainement son fuseau horaire de rattachement, se poserait alors la question du choix permanent d'un fuseau, dont tout naturellement celui correspondant à l'heure d'hiver (UTC+1) ou celui correspondant à l'heure d'été (UTC+2). Cette initiative vise à apporter une réponse aux inconvénients du système actuel. Cette proposition touche à des sujets essentiels de la vie quotidienne : santé et respect des biorythmes, économies d'énergie et protection de l'environnement, organisation des activités économiques, sécurité routière et bien d'autres, qui devront faire l'objet d'une évaluation adéquate. Mais elle pourrait aussi être source de changements profonds pour les citoyens français qui doivent être parfaitement anticipés. En effet, le choix du fuseau UTC+2 conduirait à des levers de soleil tardifs en hiver, en particulier dans le nord-ouest du pays, alors que le choix du fuseau UTC+1 conduirait à des couchers de soleil précoces en été, en particulier dans le sud-est du pays. Par ailleurs, cette initiative pourrait entraîner l'apparition d'un décalage horaire permanent à certaines de nos frontières terrestres, pouvant affecter quotidiennement jusqu'à 360 000 travailleurs frontaliers. Pour toutes ces raisons, les autorités françaises souhaiteront appréhender les incidences de cette proposition, comprendre les attentes profondes des parties prenantes et connaître les orientations des autres Etats membres avant de se prononcer.

AGRICULTURE ET ALIMENTATION

*Animaux**Abeilles - Classement du frelon asiatique en danger sanitaire de 1ère catégorie*

12313. – 25 septembre 2018. – Mme Claire O’Petit* attire l’attention de M. le ministre de l’agriculture et de l’alimentation sur la nécessaire modification de l’arrêté du 26 décembre 2012 inscrivant le frelon asiatique dans la liste des dangers sanitaires de deuxième catégorie. En effet, alors que les dangers de seconde catégorie concernent des dangers affectant l’économie d’une ou plusieurs filières pour lesquels il peut être nécessaire de mettre en place des programmes collectifs de prévention, de surveillance et de lutte, ceux de première catégorie concernent les atteintes graves à la santé publique ou les risques majeurs pour l’environnement ou les capacités de production françaises et requièrent, dans un but d’intérêt général, des mesures obligatoires de prévention, de surveillance ou de lutte. Or la disparition en cours des abeilles qui s’accélère par les attaques systématiques des frelons asiatiques aux abords des ruches est une catastrophe planétaire qui met en danger l’humanité, puisque 75 % de la production mondiale de nourriture dépend des insectes pollinisateurs. En outre, depuis l’entrée en vigueur de l’arrêté du 26 décembre 2012, la prolifération des frelons asiatiques, en Normandie notamment, est exponentielle et les particuliers ne prennent pas les mesures nécessaires à leur éradication compte tenu du coût prohibitif de certaines interventions lorsque les nids sont situés à des endroits difficiles d’accès. Aussi, afin de ralentir la disparition des abeilles, elle lui demande s’il compte saisir le Conseil national d’orientation de la politique sanitaire animale et végétale sur l’opportunité de classer le frelon asiatique dans la liste des dangers sanitaires de première catégorie.

*Animaux**Lutte contre le frelon asiatique en Haute-Loire*

12556. – 2 octobre 2018. – M. Jean-Pierre Vigier* attire l’attention de M. le ministre de l’agriculture et de l’alimentation sur l’apparition du frelon asiatique en Haute-Loire. Un nid pouvant engendrer 500 fondatrices, le risque est de voir se multiplier les nids l’année suivante. Pour limiter la prédation sur les ruches, seule la destruction de ces nids de frelons asiatiques est efficace. Aussi, il le remercie de bien vouloir lui indiquer les mesures qui peuvent être prises par le Gouvernement afin de lutter contre ce fléau potentiel, notamment en autorisant le recours aux sapeurs-pompiers pour contribuer à la destruction de ces nids.

*Animaux**Prolifération - Frelons asiatiques - Éradication*

12559. – 2 octobre 2018. – Mme Séverine Gipson* appelle l’attention de M. le ministre de l’agriculture et de l’alimentation sur les mesures qu’il entend prendre en vue d’endiguer la prolifération du frelon asiatique. Cette espèce est arrivée de Chine et a été identifiée pour la première fois en France en 2005 dans le département du Lot-et-Garonne. Depuis, le frelon asiatique n’a cessé de proliférer. Un nid qu’on ne détruit pas donne quatre nids l’année suivante. Comme il n’a pas de prédateur, le seul moyen d’intervenir est de détruire les nids. Trois personnes sont décédées dû à une attaque de frelons asiatiques ce 4 août en Normandie. L’inquiétude grandit au sein de la population. Le frelon asiatique progresse dans les zones périurbaines. Les réseaux de surveillance normands dénoncent la nette augmentation du nombre de nids signalés et ce n’est pas fini : le pic serait attendu en novembre lorsque les feuilles tombent et que l’on découvre les nids perchés à 10 mètres de hauteur. Avant l’automne, les signalements concernent majoritairement les nids dans des buissons ou des habitats. En octobre 2012, avait été annoncé le classement du frelon asiatique comme « espèce exotique envahissante » et comme « espèce nuisible à l’apiculture. En effet, il se nourrit abondamment d’abeilles, met la biodiversité en danger et occasionne des préjudices non négligeables aux apiculteurs déjà en crise du fait de la surmortalité des abeilles, en menaçant les ruchers et essaims. (danger sanitaire de catégorie 1) ». Cette décision avait alors reçu l’approbation de la filière apicultrice, première concernée par les conséquences de ce danger nouveau ; un tel classement permettait en effet l’élaboration et la mise en œuvre de programmes de lutte obligatoire au niveau national et départemental. Se pose aussi la question des conditions d’intervention ou de non-intervention des pompiers pour la destruction des nids de frelons. Les centres d’incendie et de secours n’intervenant plus qu’en cas de danger sur la voie publique, les particuliers doivent à leurs frais faire détruire les nids par des sociétés privées, nids souvent situés à la cime des arbres, nécessitant l’utilisation d’une nacelle, d’où un coût difficilement supportable pour les intéressés. Aussi, devant l’importance et l’urgence de la situation, elle souhaite savoir quelles dispositions le Gouvernement entend prendre pour endiguer et éradiquer cette espèce.

*Animaux**Prolifération du frelon asiatique*

12561. – 2 octobre 2018. – **Mme Véronique Louwagie*** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation** sur la prolifération du frelon asiatique sur le territoire national. Depuis ses premiers signalements en 2003 dans les départements de la Gironde, du Lot-et-Garonne et de la Dordogne, le frelon *vespa velutina nigrithorax*, plus communément appelé « frelon asiatique », a repoussé les limites de son territoire d'environ 100 km par an au point de coloniser aujourd'hui la quasi-totalité du territoire français et de faire son apparition dans les zones frontalières. Cette prolifération est inquiétante, et ce, à plusieurs titres. Il s'agit d'une part d'un enjeu de santé publique, la piqûre du frelon asiatique étant potentiellement mortelle pour l'Homme. Par ailleurs, les abeilles étant une source d'alimentation privilégiée par les frelons, les attaques de ruches ont déjà entraîné l'anéantissement de nombreuses colonies et préoccupent les apiculteurs depuis de nombreuses années. Aussi, afin de lutter contre cette menace, plusieurs textes législatifs et réglementaires ont d'ores et déjà été adoptés au niveau national et extracommunautaire. Le frelon *vespa velutina nigrithorax* a notamment été classé nuisible de catégorie 2 (arrêté du 26 décembre 2012) et le code rural prévoit qu'il peut « être nécessaire, dans un but d'intérêt collectif, de mettre en œuvre des mesures de prévention, de surveillance ou de lutte ». Malheureusement, aucune stratégie collective ne semble avoir porté ses fruits et le frelon asiatique continue de progresser malgré une réelle prise de conscience des autorités locales, nationales et communautaires. Aussi, elle souhaiterait connaître les intentions du Gouvernement quant au renforcement du dispositif de lutte.

Réponse. – Depuis la découverte du frelon asiatique *Vespa velutina nigrithorax* en France en 2004, plusieurs textes législatifs et réglementaires ont été adoptés, tant au niveau européen que national, dans l'objectif de limiter sa diffusion et de favoriser la lutte contre sa présence. La réglementation relative aux dangers sanitaires relève du ministère de l'agriculture et de l'alimentation, et *Vespa velutina* est classé dans la liste des dangers sanitaires de deuxième catégorie (DS2) (arrêté du 26 décembre 2012). Cela implique que l'élaboration et le déploiement d'une stratégie nationale de prévention, de surveillance et de lutte est de la responsabilité de la filière apicole, l'État pouvant apporter son appui sur le plan réglementaire [article L. 201-1 du code rural et de la pêche maritime (CRPM)] notamment en imposant des actions de lutte aux apiculteurs (article L. 201-4 du CRPM) pour favoriser la réussite de la stratégie. Or, actuellement, aucune stratégie collective contre ce frelon n'est reconnue efficace. Ce constat a été partagé avec les membres du comité d'experts apicole du conseil national d'orientation de la politique sanitaire animale et végétale. Ainsi, le ministère de l'agriculture et de l'alimentation subventionne des actions de recherche visant à valider des méthodes de lutte sur le plan de leur efficacité et de leur innocuité sur l'environnement. Une fois que des méthodes auront été validées, une stratégie nationale pourra être mise en place et s'appuyer, si nécessaire, sur une base réglementaire en application de l'article L. 201-4 du CRPM. Dans l'attente, aucune mesure obligatoire ne peut être imposée. Il convient de souligner que le frelon asiatique fait par ailleurs partie de la liste des espèces exotiques envahissantes dont la réglementation relève du ministère de la transition écologique et solidaire.

*Aquaculture et pêche professionnelle**Interdiction de la pêche électrique*

13440. – 23 octobre 2018. – **M. Alain Bruneel*** interroge **M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire**, sur les actions concrètes menées par la France pour obtenir l'interdiction complète et totale de la pêche électrique. Malgré un vote du Parlement européen en janvier 2018, l'interdiction totale de la pêche électrique fait encore l'objet de négociations. Les industriels et les lobbys ne désarment pas pour continuer d'utiliser cette méthode de pêche radicale qui transforme les écosystèmes marins en déserts. Au-delà de ce drame pour l'écosystème marin, la pêche électrique met également en péril les équilibres économiques des territoires du bord de mer et les moyens de subsistance des pêcheurs artisans qui œuvrent au quotidien pour une pêche réellement durable. Il lui demande donc comment la France compte mettre en pratique les propos du Président de la République qui s'était opposé publiquement à ces méthodes. Il aimerait connaître par quels actes concrets la France compte agir pour interdire définitivement la pêche électrique, sans possibilité de dérogation arbitraires. – **Question ayant fait l'objet d'un changement d'attributaire.**

Aquaculture et pêche professionnelle
Pour une vraie interdiction de la pêche électrique

15166. – 18 décembre 2018. – M. François Ruffin* interpelle M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation sur l'inaction de la France pour obtenir une interdiction de la pêche électrique en Europe. En janvier 2018, le Parlement européen s'est prononcé à une très large majorité (402 voix pour, 232 contre) pour l'interdiction de cette technique destructrice. En mars 2018, les députés français ont voté à l'unanimité une résolution des députés Joachim Son-Forget et Jean-Pierre Pont demandant la même chose. À cette occasion, son prédécesseur, M. le ministre Stéphane Travert, avait clarifié la position du Gouvernement et affirmé « une obligation de moyens » pour obtenir l'interdiction totale et convaincre les pays européens. Le même mois, le Président Emmanuel Macron prenait publiquement position pour l'interdiction lors d'une conférence de presse à La Haye au côté du premier ministre néerlandais. Huit mois plus tard, alors que les pêcheurs artisans européens manifestent régulièrement leur désarroi, où en est-on ? Nulle part. Les fileyeurs des Hauts-de-France sont à l'agonie. Depuis 2014, leurs captures diminuent, principalement la sole qui représentait 80 % de leur chiffre d'affaires et que les chalutiers électriques ciblent également. Sept navires ont été démolis à la suite d'un plan de sortie de flotte en 2017 et les artisans dunkerquois vont pêcher à Dieppe pour pouvoir exercer correctement leur métier. Ces pêcheurs ne cessent d'interpeller M. le ministre afin de rencontrer le Président et d'obtenir des actions concrètes du Gouvernement. De plus, de nouveaux scandales ont été révélés comme l'illégalité de la majorité des licences néerlandaises délivrées pour pratiquer la pêche électrique, et le subventionnement illégal de son développement par des fonds européens. Or, force est de constater, les résultats ne sont pas là et les négociations européennes semblent se diriger vers un compromis scandaleux et contraire aux engagements pris devant les Français et la représentation nationale. Le 4 octobre 2018, le Conseil de l'Union européenne a proposé lors d'une réunion de Trilogue sur le règlement « Mesures techniques » un compromis dénoncé par les ONG et les pêcheurs artisans européens car permettant de poursuivre la pêche électrique pendant encore trois ans tout en légitimant des licences illégales. Ce compromis a été heureusement rejeté, puisqu'il allait clairement à l'encontre des votes du Parlement européen et de l'Assemblée nationale. Or cette proposition, mise sur la table par la Présidence du Conseil, a dû être validée par tous les États membres dont la France. Pourquoi la France a-t-elle accepté un tel compromis ? Ne devons nous pas *make the planet green again* ? Quand le Gouvernement va-t-il enfin agir pour obtenir une interdiction totale de la pêche électrique comme il s'y est engagé ? Il lui demande ce qu'il s'est passé pour qu'il renie ses engagements, et celui de l'Assemblée avec, à ce point.

Réponse. – Depuis 1998, la technique de pêche au chalut associé au courant électrique impulsif, dit « pêche électrique », fait partie des méthodes de pêche non traditionnelles interdites en Europe en vertu de l'article 31 du règlement CE n° 850/98, dit règlement « Mesures techniques ». Ce règlement a été modifié à maintes reprises. A notamment été introduit en 2007 l'article 31 *bis* qui autorise, par dérogation, la pratique de pêche électrique en mer du Nord, sous certaines conditions : « 5 % de la flotte de chalutiers à perche de chaque État membre peut avoir recours à cette pratique ». Seuls les Pays-Bas, et la Belgique de façon beaucoup plus anecdotique, utilisent cette possibilité. La France n'y a pas recours. La Commission européenne a présenté une proposition de révision du règlement « Mesures techniques » en mars 2016, qui visait à supprimer la limite des 5 %, dans une vaste zone de pêche en mer du Nord. Le conseil des ministres chargés de la pêche a adopté une position différente le 11 mai 2017, maintenant le principe général d'interdiction du chalut électrique et la limite des 5 %. Lors du vote en plénière les 15 et 16 janvier 2018, le Parlement européen s'est prononcé pour le maintien de l'interdiction de principe de la pêche électrique. Depuis lors, au sein du Conseil européen, la France n'a eu de cesse de réaffirmer son opposition à toute généralisation du chalut électrique et de demander le maintien de son interdiction à court terme, en rappelant notamment le vote unanime de l'assemblée nationale en faveur de l'interdiction totale de la pêche électrique. Le quatrième « trilogue », associant Conseil de l'Union européenne, Parlement européen et Commission européenne qui s'est tenu le 4 octobre 2018, en vue de l'adoption formelle du projet de règlement portant mesures techniques dans le secteur des pêches maritimes, n'a malheureusement pu être conclusif, en dépit du fort investissement de la France et du rôle moteur de la présidence autrichienne de l'Union européenne. L'équilibre rédactionnel proposé permettait d'inscrire dans le projet de règlement l'interdiction de toute forme de pêche électrique, tout en laissant jusqu'à 2021 aux armements néerlandais pour changer d'engins. Le Gouvernement reste mobilisé pour obtenir l'interdiction de la pêche électrique dans les eaux européennes.

*Bois et forêts**Contribution volontaire obligatoire*

14074. – 13 novembre 2018. – **M. Bertrand Pancher** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation** sur la contribution volontaire obligatoire (CVO) demandée aux communes propriétaires d'un domaine forestier percevant des recettes issues des ventes de bois. Cette contribution qui vise à financer les actions collectives de promotions, de communication, de recherche et de développement, d'innovation et d'analyses statistiques et économiques au sein de la filière forêt-bois vient s'ajouter aux nombreux autres prélèvements dont doivent s'acquitter les collectivités. Celles-ci font notamment déjà l'objet d'un prélèvement d'environ 12 % de frais de garderie proportionnelle aux produits des forêts (ventes de bois, chasse, pêche, conventions d'occupation ou concessions) par l'Office national des forêts. Le paiement de cette CVO apparaît comme un prélèvement supplémentaire. Il lui demande donc quelles sont les sanctions envisagées si les communes ne versent pas cette contribution, compte tenu des difficultés financières qui sont aujourd'hui les leurs.

Réponse. – La contribution volontaire obligatoire (CVO) est une cotisation décidée et perçue par une interprofession pour financer des actions d'intérêt collectif pour la filière concernée, en application des articles L. 632-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime (CRPM). Son objectif est de promouvoir une filière professionnelle et son développement économique, notamment au moyen d'actions d'information, de communication, et de recherche. S'agissant de la filière forêt-bois, la CVO a été adoptée pour la période 2017-2019 au moyen de l'accord interprofessionnel conclu au sein de l'association France bois forêt (FBF) le 9 juin 2016, puis rendue obligatoire à la demande de l'interprofession par l'intermédiaire de l'arrêté interministériel d'extension du 20 décembre 2016. La fédération nationale des communes forestières, en tant que membre de l'interprofession FBF représentant les propriétaires de la forêt publique, a été signataire de cet accord interprofessionnel, qui fixe l'assujettissement, l'assiette et le taux de la CVO. Dans ce cadre, l'acquittement de la CVO est rendu obligatoire pour l'ensemble des opérateurs, privés ou publics, réalisant une activité dans le champ de compétence de l'organisation interprofessionnelle FBF, y compris les communes forestières. Dans l'hypothèse d'un manquement à l'obligation de règlement de la CVO, une procédure contentieuse par voie judiciaire pourra alors, après une mise en demeure, être mise en œuvre devant une juridiction civile par l'interprofession FBF en vue du recouvrement, en application des articles L. 632-6, D. 632-7 et D. 632-8 du CRPM repris et précisés dans l'accord interprofessionnel. Il est à noter que la CVO a un objet totalement différent de celui des frais de garderie. Les frais de garderie sont destinés à rémunérer l'office national des forêts pour les missions de gestion durable, intégrant la triple vocation écologique, sociale et économique des forêts, qu'il exerce dans les forêts des collectivités dans le cadre du régime forestier. Les communes forestières contribuent à hauteur de 17 % aux frais de garderie des forêts. L'essentiel des coûts du régime forestier dans les forêts des collectivités est assumé par l'État *via* le versement compensateur financé, sur le budget du ministère de l'agriculture et de l'alimentation, à hauteur de 140,4 millions d'euros.

608

*Environnement**Pyrale du buis en Ariège*

15010. – 11 décembre 2018. – **M. Michel Larive** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation** sur les dégâts conséquents liés à la prolifération de la pyrale du buis en Ariège et dans de nombreux départements français. La pyrale du buis est arrivée d'Asie en France au début des années 2000, sans doute suite à l'introduction de buis importés sur le territoire. Elle est présente depuis 2012 dans le sud-ouest de la France et cible en particulier les jardins privés, les parcs publics et impacte surtout la biodiversité des forêts ariégeoises et françaises. L'insecte ne laisse pas aux arbustes le temps de se régénérer et dégrade les jeunes pousses ainsi que l'écorce, mettant en péril tout le cycle de vie du buis. Cette plante a un grand intérêt forestier car, grâce à ses racines, elle retient particulièrement bien les sols. L'impact de sa disparition n'est donc pas qu'une affaire d'esthétisme des domaines forestiers nationaux. Cela aurait une incidence à la fois sur les sols, mais également sur l'écosystème forestier de régions entières. Le buis est indispensable à l'écosystème français et à la biodiversité des territoires, ce n'est pas le cas de la pyrale venue d'Asie. En Ariège, la pyrale du buis a colonisé tous les espaces, des jardins aux forêts et tue consciencieusement, les buis du département. Pourtant, plusieurs solutions pouvant freiner, voire stopper le développement du parasite du buis existent. L'introduction de mésanges peut, par exemple, entraîner une baisse conséquente du nombre de larves de la pyrale du buis. Ces décisions doivent être prises au niveau national pour endiguer ce phénomène qui pose de graves problématiques environnementales. Face à ce constat, il souhaite connaître les dispositions que compte prendre le Gouvernement pour remédier à ce fléau qui menace la flore de l'Ariège ainsi qu'une cinquantaine de départements du territoire français.

Réponse. – Le buis est présent sur tout le territoire national, et en particulier dans des lieux à fort enjeu patrimonial. La pyrale du buis (*Cydalima perspectalis*) est un papillon natif des régions subtropicales humides d'Asie. Défoliateur des buis, il a été introduit en Europe dans les années 2000 et est désormais largement présent sur le territoire européen et français en particulier. Ainsi, la pyrale du buis a été retirée des listes d'alerte de l'organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes et ne fait pas l'objet de réglementation au niveau européen ou national. Réglementer la lutte contre la pyrale du buis au niveau national n'est plus envisageable du fait de la large dissémination du ravageur sur le territoire, de sa forte implantation en milieu naturel et de l'absence de moyens de lutte susceptibles de conduire à son éradication. Localement et temporairement, les collectivités ou particuliers peuvent lutter contre la pyrale du buis par des méthodes de bio-contrôle, voire, dans les espaces verts ouverts au public, à titre exceptionnel et dérogatoire, au moyen de produits hors bio-contrôle (article L. 253-7 du code rural et de la pêche maritime). Cependant, la lutte par traitement dans les zones forestières n'est pas envisageable actuellement tant sur le plan technique (accès en forêt, épandage en sous-bois), économique (analyse coût/bénéfice) qu'environnemental (impact sur les lépidoptères sauvages et protégés). Conscient de l'impact de cet insecte pathogène sur les buis, le ministère de l'agriculture et de l'alimentation évalue chaque année l'étendue de sa dissémination grâce à une surveillance ciblée du territoire et accompagne la recherche de solutions de bio-contrôle. Sur ce sujet, l'institut national de la recherche agronomique dispose déjà de résultats encourageants, en particulier dans le cadre du programme SaveBuxus. La première phase de ce programme s'achève cette année et sera suivie d'un plan d'actions de trois ans, visant à tester l'efficacité de différents modes de lutte biologique, notamment la recherche de parasitoïdes (parasites naturels des œufs de pyrale). La surveillance de la pyrale du buis s'inscrit dans le cadre du réseau national d'épidémiologie-surveillance financé par Ecophyto 2. Cette surveillance se matérialise par l'existence d'un protocole national d'observations du buis et en particulier de la pyrale et par des données d'observations collectées dans la base centrale des observations du ministère : Epiphyt. Les observations sont réalisées chaque semaine dans le cadre du bulletin de santé du végétal, de mars à juillet, tant sur larves que sur les adultes de pyrale. En 2018, 438 relevés ont été répertoriés sur buis dans Epiphyt dont 232 consistaient en des observations spécifiques sur la pyrale. En forêt, la progression des attaques est suivie par le département de la santé des forêts, qui a également mis en place un réseau de placettes pour analyser la réaction des buis, le ministère de l'agriculture et de l'alimentation a chargé l'institut national de l'information géographique et forestière de mesurer l'étendue des dégâts lors de la prochaine campagne d'inventaire forestier.

609

Santé

Confiance en l'ANSES et l'EFSA

15106. – 11 décembre 2018. – M. Jean-Marie Sermier attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation sur la confiance accordée par les pouvoirs publics dans le système d'homologation de produits phytosanitaires. Les autorités sanitaires françaises et européennes, l'ANSES et l'EFSA, réalisent, depuis leur création, un travail considérable d'évaluation scientifique de l'ensemble des substances et produits phytosanitaires avant leur mise sur le marché mais également de surveillance pour ceux déjà autorisés. Cependant, depuis quelques années, les avis de ces agences sont régulièrement défiés par certaines ONG environnementalistes. Plus récemment, ce sont les plus hautes instances de l'État qui ont pris des décisions ne tenant pas compte des conclusions de l'ANSES et de l'EFSA sur le caractère non cancérigène du glyphosate, alimentant ainsi la défiance des Français envers ces instances indépendantes. Compte tenu de l'urgente nécessité de repositionner la science au cœur des décisions publiques, il lui demande de bien vouloir lui indiquer de quelle manière le Gouvernement compte reconstruire le lien de confiance entre les agences sanitaires, les citoyens et les professionnels tout en rassurant les consommateurs sur le sérieux du système d'homologation.

Réponse. – La transparence relative aux évaluations scientifiques et aux prises de décision est essentielle pour asseoir la confiance dans le système réglementaire européen. C'est pourquoi, les agences sanitaires doivent garantir la rigueur scientifique des avis qu'elles rendent, mais également leur indépendance. Pour répondre à cette attente citoyenne que reflète l'initiative citoyenne européenne sur le glyphosate, la Commission européenne a communiqué, le 11 avril 2018, une proposition de règlement sur la transparence et la durabilité du modèle d'évaluation des risques de l'Union européenne (UE) dans la chaîne alimentaire. Cette proposition résulte en partie d'une sollicitation de la France qui avait plaidé en faveur d'une évaluation scientifique plus transparente dans les instances européennes. Le Gouvernement soutient la proposition de la Commission qui contribue à améliorer le fonctionnement de l'autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) chargée notamment de l'évaluation des substances actives des produits phytopharmaceutiques au niveau européen. L'adoption de ce règlement conduira à ce que les données non confidentielles des dossiers déposés devant l'EFSA pour autorisation soient publiées pendant le processus d'évaluation des risques, et non à son issue. La mise en transparence des

données sur lesquelles l'EFSA fonde son avis scientifique permettra ainsi à la société civile de prendre connaissance des études scientifiques et, le cas échéant, d'apporter d'autres preuves utiles à l'évaluation scientifique. La proposition de règlement a également pour intérêt de créer un dispositif d'études de vérification qui, dans des circonstances exceptionnelles, pourra être activé pour développer de nouvelles connaissances scientifiques en cas de controverse scientifique. Dans le cadre des discussions européennes encore en cours, les autorités françaises souhaitent que la gouvernance de ce mécanisme soit aussi large et ouverte que possible et qu'elle inclue non seulement la Commission européenne mais aussi le Parlement et les États membres. Enfin, un plan général de communication des risques au niveau de l'Union européenne, piloté par la Commission européenne. Définissant et coordonnant le rôle des différents acteurs (Commission européenne, EFSA, États membres et agences nationales) sur la communication des risques, ce plan devrait concourir à ce que l'ensemble des citoyens de l'UE bénéficient de la même information sur les risques. L'adoption de ce règlement participera à l'amélioration de la confiance des citoyens dans le processus européen d'évaluation des risques et, *in fine*, des consommateurs en leur alimentation.

Commerce extérieur

Contrôles sanitaires effectués sur les importations agricoles

15187. – 18 décembre 2018. – **M. Loïc Kervran** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation** sur les contrôles sanitaires effectués sur les importations agricoles. À l'heure où des efforts considérables sont faits par les agriculteurs européens et français pour réduire l'usage des intrants d'origine industrielle, il souhaiterait savoir quels sont les contrôles effectués par le SIVEP, leurs résultats et l'évaluation de leur degré d'efficacité en termes de recherche de résidus de produits interdits. Il souhaiterait également savoir si un dispositif de contrôle est prévu pour s'assurer de l'application des autres interdictions en vigueur dans l'Union européenne comme par exemple dans le cas de la ractopamine, un accélérateur de croissance que l'on retrouve dans des viandes élevées au Canada et qui sont ensuite exportées vers l'Europe. Enfin, le député souhaiterait connaître l'évaluation qui est faite par le SIVEP de la fréquence et de la rigueur des contrôles sanitaires effectués par ses homologues européens.

Réponse. – En France, les postes d'inspection frontaliers (PIF) du service d'inspection vétérinaire et phytosanitaire aux frontières (SIVEP) ont la charge du contrôle des denrées alimentaires d'origine animale importées dans l'Union européenne (UE) en provenance des pays tiers (plus de 40 000 lots annuels). Ces lots font l'objet d'un contrôle sanitaire sur la base d'un référentiel législatif européen unique qui est appliqué par tous les États membres. Ceci implique la vérification du certificat sanitaire qui doit accompagner chaque lot. Par ce certificat, les autorités sanitaires compétentes du pays tiers d'origine s'engagent à satisfaire chacune des exigences de l'UE relatives au produit considéré, aussi bien en matière de santé humaine qu'en matière de santé animale. La qualité de la certification est vérifiée au sein des PIF de tous les États membres par des prélèvements aléatoires effectués pour analyse en laboratoire. Ces analyses visent les contaminants potentiels (par exemple la ractopamine) : en France plus de 5 200 analyses ont été réalisées en 2017 parmi lesquelles quatorze se sont révélées non conformes et ont immédiatement fait l'objet d'une notification au réseau d'alerte européen. Une fois l'alerte lancée, tous les lots provenant de l'établissement en cause dans le pays tiers ont fait l'objet d'analyses systématiques dans tous les États membres de l'UE, et c'est seulement après dix analyses consécutives conformes sur dix lots que les lots provenant de cet établissement pourront être importés à nouveau selon la procédure normale. Des audits sont d'autre part régulièrement organisés par la Commission européenne dans les pays tiers : en 2018 plus de quinze pays ont été audités pour des problématiques en lien avec les importations de produits d'origine animale. La Commission européenne veille par ailleurs à l'homogénéité des procédures de contrôle au sein de l'UE par des audits au sein des États membres. Tous les rapports d'audit de la Commission sont accessibles en ligne à l'adresse : http://ec.europa.eu/food/audits-analysis/audit_reports/index.cfm. En parallèle, le SIVEP organise régulièrement des rencontres techniques informelles avec les autorités compétentes des États membres voisins qui facilitent l'harmonisation des pratiques de contrôle.

Animaux

Souffrance des homards destinés à la consommation

15381. – 25 décembre 2018. – **M. Éric Coquerel** interpelle **M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation** sur la souffrance des homards destinés à la consommation. Chaque année, ce ne sont pas moins de 3 815 tonnes de homards vivants qui sont importés pour être consommés notamment dans l'industrie gastronomique. Des souffrances terribles sont infligées à ces crustacés. Que ce soit leurs conditions de transports insupportables dans de

la glace ou de l'eau glacée ou la mise à mort consistant à les plonger dans de l'eau ébouillante, ces pratiques ne tiennent pas compte de la souffrance animale. Aussi, et selon l'Agence France-Presse, le sur-stress engendré par le mauvais traitement envers ces crustacés, provoque des réactions terriblement néfastes dans le système nerveux de cet animal très sensible, ce qui augmente sa douleur. Il souhaite que la législation française développe une conscientisation à la souffrance animale en se référant notamment au modèle suisse qui, depuis le 1^{er} mars 2018, inclut, par voie d'ordonnance, l'obligation d'assommer le crustacé avant la cuisson. Cela passe par un renforcement de la législation en vigueur. Il déplore ces souffrances inutiles subies par les homards. Il lui demande donc de procéder à l'interdiction de la mise à mort du homard par bouillonnement, et plus largement, d'apporter davantage de protection et de considération pour les autres crustacés et décapodes.

Réponse. – Le règlement (CE) 1099/2009 sur la protection des animaux au moment de leur mise à mort est applicable aux seuls animaux vertébrés autres que reptiles et amphibiens. Le homard est donc exclu de son champ d'application. La France n'envisage pas la mise place d'une réglementation nationale allant au-delà de la réglementation européenne. Le ministère de l'agriculture et de l'alimentation a en effet pour priorité d'œuvrer à une meilleure application de la réglementation en vigueur. La question de la sensibilité des animaux hors champs d'application des textes portant sur la protection ou le bien-être des animaux émerge cependant comme un sujet devant être débattu. Des discussions ont été entamées au sein de la plateforme bien-être animal de l'Union européenne sur l'élevage, le transport et l'étourdissement des poissons. Ces échanges, qui n'ont pas vocation à donner lieu dans l'immédiat à un encadrement réglementaire, pourraient par la suite être étendus aux crustacés.

Produits dangereux

Prosulfocarbe - Désherbants

15548. – 25 décembre 2018. – **M. Jean-Charles Larssonneur** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation** sur les inquiétudes soulevées par la molécule « prosulfocarbe » contenue dans certains désherbants. Cette molécule est très volatile, de sorte que des contaminations aux pesticides sur vergers ont été relevées en 2017 dans les Côtes-d'Armor. L'ANSES a ainsi publié début octobre 2018 de nouvelles conditions d'emploi réglementaire et étendu la liste des produits non cibles à risque. Jugeant ces mesures insuffisantes, certains producteurs considèrent que des précisions sont à apporter concernant les distances réglementaires à respecter vis-à-vis des cultures non cibles, en fonction des dates de récoltes. Aujourd'hui, ces précautions sont indiquées dans les notices d'utilisation mais ne sont nullement contraignantes. Les producteurs demandent donc la suppression de l'autorisation de mise sur le marché de cette molécule. Il souhaite donc connaître les intentions du Gouvernement à propos de cette revendication.

Réponse. – Les risques de contamination, en arboriculture fruitière notamment, à l'occasion du désherbage des céréales avec des produits à base de prosulfocarbe, a fait l'objet d'une déclaration au titre de la phytopharmacovigilance dès 2016. Il en a résulté des enquêtes, conduites par le ministère chargé de l'agriculture, ainsi qu'une demande d'appui scientifique et technique à l'agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES). Les conclusions ont été publiées le 16 novembre 2017 (saisine n° 2017 – SA – 0150). Elles ont confirmé l'absence de risque de toxicité aiguë pour les niveaux de résidus détectés. Elles suggèrent une pollution d'origine environnementale, par contamination aérienne directe. Du fait des distances parfois importantes entre le lieu du traitement et celui de la récolte contaminée, il semblerait que le phénomène de dérive aérienne ne soit pas seul en jeu, mais qu'un transfert par voie gazeuse impliquant une revolatilisation des dépôts foliaires puisse également intervenir. Sur la base de l'analyse des données collectées lors des enquêtes, l'ANSES a modifié les autorisations de mise sur le marché (AMM) des produits contenant du prosulfocarbe en octobre 2017, pour rendre obligatoire l'utilisation de buses homologuées pour la réduction de la dérive de pulvérisation. Toutefois, cette modification n'a pas permis d'atteindre les résultats attendus, les données collectées en 2017 ayant encore mis en évidence la présence de résidus sur certaines cultures non traitées. Le 4 octobre 2018, l'ANSES a de nouveau modifié les AMM afin de renforcer les mesures de gestion des risques de contamination environnementale. Pour les traitements d'automne, l'application des produits à base de prosulfocarbe doit désormais être différée après la récolte des cultures non cibles situées à moins d'un kilomètre (Km) de la parcelle traitée. Lorsqu'il n'est pas possible de respecter cette interdiction et si la culture non cible est située entre 500 mètres et 1 km de la parcelle à traiter, le traitement au prosulfocarbe peut être réalisé le matin avant 9 heures ou le soir après 18 heures, en conditions de température faible et d'hygrométrie élevée. Ces nouvelles dispositions vont faire l'objet de contrôles ciblés, qui incluront la réalisation de prélèvements pour rechercher la présence de résidus de prosulfocarbe sur des productions n'ayant pas fait l'objet d'un traitement par cette substance. La situation sera réexaminée en 2019 sur la base des résultats collectés, et de nouvelles mesures de restriction voire d'interdiction

pourront être prises si le dispositif actuel ne permettait pas de gérer de façon satisfaisante ce problème de contamination aérienne dans un objectif de préserver l'arboriculture de toute contamination et permettant aux producteurs de céréales de poursuivre leur activité.

CULTURE

Audiovisuel et communication

Subventions du FSER attribuées aux radios associatives

13016. – 9 octobre 2018. – **M. Laurent Garcia** attire l'attention de **Mme la ministre de la culture** sur le Fonds de soutien à l'expression radiophonique (FSER), créé en 1982 dans le cadre de la politique de libéralisation des ondes radiophoniques. Les subventions du FSER sont attribuées aux radios associatives accomplissant une mission de communication sociale de proximité et dont les ressources publicitaires sont inférieures à 20 % de leur chiffre d'affaires total. La subvention d'exploitation et la subvention sélective à l'action radiophonique sont versées en application des barèmes fixés par arrêté conjoint du ministre de la culture et du ministre de l'action et des comptes publics et publiés au *Journal officiel* de la République française. Ces arrêtés sont généralement publiés au mois d'août (le barème de la subvention sélective a été publié cette année au JO du 24 août 2018 et celui de la subvention d'exploitation au JO du 28 août 2018). Or cette parution tardive constitue un handicap pour les radios associatives car elles doivent respecter des tranches de ressources pour continuer à percevoir la même subvention l'année suivante. Par ailleurs, du fait du passage à la radio numérique terrestre (RNT), les radios associatives sont tenues à une double diffusion (hertzien et numérique) induisant des charges supplémentaires qui ne sont pas pris en compte dans le calcul du montant de l'aide. Il lui demande, en conséquence, si le Gouvernement envisage de publier les barèmes plus tôt dans l'année afin de répondre aux demandes des radios associatives et si les subventions octroyées sont susceptibles de prendre en compte les frais supplémentaires occasionnés par la double diffusion.

612

Réponse. – Le ministère de la culture porte une attention toute particulière au tissu exceptionnel de radios associatives dont la France est riche. Chaque année, près de 700 radios associatives bénéficient de l'aide financière du fonds de soutien à l'expression radiophonique locale (FSER), qui représente en moyenne 40 % de leurs ressources. Réformé en 2015 pour renforcer la sélectivité des aides versées au bénéfice des radios les plus actives dans la communication sociale de proximité, le FSER a vu ses moyens renforcés en 2017, afin de faire face à l'augmentation du nombre de radios associatives éligibles autorisées à émettre par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et pouvant bénéficier des aides. En 2019, la loi de finances a maintenu le budget du FSER à 30,8 M€. Ce soutien historiquement élevé marque la volonté du Gouvernement de favoriser le développement d'un dispositif qui a fait ses preuves et de soutenir l'économie parfois fragile de ces acteurs, dont la contribution au pluralisme du paysage radiophonique est essentielle. Sur l'ensemble du territoire, dans l'hexagone comme en outre-mer, et en particulier dans les quartiers de la politique de la ville et dans les zones rurales, les radios associatives contribuent, souvent de façon décisive, à la vitalité des territoires et au renforcement du lien social. Concernant la date de publication des arrêtés fixant les barèmes des subventions de fonctionnement, qui conditionne le versement des aides aux radios associatives, les textes, cosignés par le ministre de la culture et le ministre de l'action et des comptes publics, sont désormais pris sur une base pérenne, ce qui évitera d'avoir à les reconduire chaque année à l'identique. Cette modification n'a pas d'incidence sur le rôle de la commission qui, tous les ans, sera amenée à décider de les réviser ou non. Elle devrait permettre, dès l'année 2019, un raccourcissement significatif des délais de paiement des premières subventions. Par ailleurs, le ministère de la culture est conscient du caractère crucial que revêt, pour les radios associatives, la question de l'accompagnement financier de la radio numérique. À cet égard, les nouvelles radios associatives autorisées exclusivement en mode numérique par le CSA sont déjà soutenues par le FSER, dans la mesure où l'article 80 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, qui fonde le dispositif de soutien aux radios associatives, est indifférent au mode de diffusion analogique ou numérique pour l'attribution des aides. À ce stade, il n'est toutefois pas prévu que les crédits du FSER soient utilisés pour financer les frais supplémentaires occasionnés par la double diffusion analogique et numérique. Dans le cadre des crédits alloués au FSER, le montant moyen des subventions devrait en effet être revu à la baisse, ce qui mettrait en danger les radios les plus fragiles.

EUROPE ET AFFAIRES ÉTRANGÈRES

*Politique extérieure**Transparence en matière d'armements*

9910. – 26 juin 2018. – M. Fabien Gouttefarde alerte M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères sur l'absence de déclaration de l'État français, depuis 2014, au Registre des Nations unies sur les armes classiques. Ce registre, établi par le Secrétaire général le 1^{er} janvier 1992 en application de la résolution 46/36 L de l'Assemblée générale de l'ONU en date du 9 décembre 1991 intitulée « Transparence dans le domaine des armements », est destiné à rassembler les données relatives aux importations et exportations d'armes sur la base du volontariat des États membres, lesquels sont également invités à fournir leur rapport annuel sur leurs importations et exportations d'armes, et les informations générales disponibles concernant leurs dotations militaires, notamment. Mis en place après la fin de la guerre du Golfe contre l'Irak en 1991, ce Registre des Nations unies, instrument de transparence, a pour ambition et objet de rendre compte de la masse des échanges mondiaux des principaux types d'armes classiques, d'une part, et de prévenir l'accumulation excessive et déstabilisatrice d'armes pour favoriser la stabilité et renforcer la paix et la sécurité internationales, d'autre part. Or, malgré l'affirmation permanente par l'ONU des besoins légitimes des États en matière de sécurité et de leur droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, conformément à l'article 51 de sa Charte, de nombreuses interrogations se posent, notamment dans la société civile, quant à l'implication d'armes françaises dans le conflit armé au Yémen au regard des conséquences humanitaires d'une particulière gravité subies par la population civile. En outre, au 31 mai 2018, le rapport de la France au Secrétariat du Bureau des affaires de désarmement des Nations unies relevant du traité sur le commerce des armes (TCA) n'avait pas été transmis. Aussi, il lui demande les raisons de cette absence de déclaration de la France au Registre des Nations unies sur les armes classiques, depuis 2014, ainsi que du retard de la transmission du rapport annuel au secrétariat du TCA. – **Question signalée.**

Réponse. – La France applique pleinement la résolution 46/36 L de l'Assemblée générale des Nations unies du 6 décembre 1991, et a donc bien soumis ses rapports annuels au Registre des Nations unies sur les armes classiques, y compris pour les années postérieures à 2014. Leur publication en ligne n'est retardée, comme pour d'autres pays, qu'à la suite de difficultés propres au Bureau des affaires de désarmement des Nations unies (UNODA) en charge du suivi du Registre, que la France a alerté à plusieurs reprises sur la nécessité de résoudre ce problème. Une copie desdits rapports est néanmoins transmise et rendue publique par le Secrétariat du Traité sur le commerce des armes (TCA) au titre de ses obligations au regard de l'article 13 de ce traité, et l'annexe relative aux armes légères et de petit calibre figure dans le rapport annuel public au Parlement sur les exportations d'armement de la France. La France a, il est vrai cette année, et pour la première fois, eu quelques semaines de retard dans la transmission de son rapport au TCA. Ce retard est dû à l'engagement pris par le gouvernement français, en respect des plus hautes exigences démocratiques, d'informer en premier lieu la représentation nationale par la transmission du Rapport au Parlement sur les exportations d'armement : la transmission de ce rapport ayant été légèrement retardée cette année, cela a mécaniquement entraîné un retard exceptionnel dans la transmission du rapport au TCA, dont le Secrétariat, la Présidence et les États parties ont été dûment informés. Le rapport de la France est désormais disponible, et accessible à tous. La France est par ailleurs pleinement impliquée dans le cadre du traité : elle soutient les efforts en faveur de son universalisation, et a notamment formulé des propositions, largement soutenues par les autres États parties, concernant la lutte contre le détournement dans le cadre de la 4^{ème} conférence des États parties au TCA, tenue en août 2018 au Japon. S'agissant par ailleurs du contrôle des exportations d'armement, la France applique une politique reposant sur une analyse rigoureuse et au cas par cas dans le cadre de la Commission interministérielle pour l'exportation de matériels de guerre (CIEEMG). Chaque décision est prise par le Premier ministre, après avis de la CIEEMG, dans le strict respect des obligations internationales de la France, notamment les dispositions du TCA et la position commune 2008/944/PESC du Conseil du 8 décembre 2008. Cette dernière, de même que l'article 7 du TCA, précise les critères d'évaluation des demandes de transferts. La sécurité des civils et le respect des engagements internationaux de la France en matière de droits de l'Homme font bien entendu partie des critères pris en compte. C'est là une préoccupation continue des autorités françaises. La France invite de manière constante les parties impliquées au Yémen au respect des principes du droit international humanitaire dans la conduite des hostilités. Devant la dégradation de la situation humanitaire, la France a rehaussé le niveau de vigilance de sa procédure d'examen des demandes de licences d'exportation vers la coalition arabe. Cependant, il n'y aura pas de paix durable, pas de soulagement de la situation humanitaire, pas de sécurité pour les voisins du Yémen sans solution politique. Les pourparlers inter-yéménites qui se sont tenus au mois de décembre dernier en Suède sous l'autorité des Nations unies ont ouvert, pour la première

fois depuis des années, une perspective de paix. La France, aux côtés de ses alliés et en lien avec ses différents interlocuteurs dans la région, mobilise l'ensemble de ses capacités pour consolider ces premières avancées et mettre un terme à ce conflit qui n'a que trop duré.

INTÉRIEUR

Automobiles

Délégation du service public de fourrière

1965. – 17 octobre 2017. – **M. Laurent Furst** appelle l'attention de M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur, sur l'application de l'article R. 325-19 du code de la route relatif à l'institution de services publics de fourrières pour automobiles. Aux termes de cet article, chaque fourrière doit relever d'une autorité publique unique, celle-ci pouvant être le maire, le président d'un établissement public de coopération intercommunale, le président du conseil départemental et à Paris, le maire de Paris (article L. 325-13 du même code). L'interprétation stricte de cet article R. 325-19 crée de nombreuses difficultés. En effet, lorsque la taille de la commune n'est pas pertinente pour l'installation d'une fourrière municipale, la logique serait que l'intercommunalité se saisisse de la question. Or cette « mutualisation » du service public de la fourrière, qui est l'esprit de cet article, n'est pas non plus l'échelon pertinent car souvent trop étroit. À titre d'exemple, le département du Bas-Rhin compte 518 communes, 24 établissements publics de coopération intercommunale, et 9 fourrières. L'échelon communal reste dans l'absolu le plus approprié pour la gestion de la fourrière, compte tenu du pouvoir de police du maire. La réponse apportée jusque-là à ce problème d'optimalité des tailles des collectivités a été que plusieurs communes confient à un même délégataire la gestion du service public de fourrière. Ce fonctionnement de bon sens est efficace. Il l'invite donc à introduire plus de souplesse dans la délégation du service public de fourrière.

Réponse. – Aux termes de l'article L. 325-13 du code de la route, le maire, le président d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) ou le président du conseil départemental, ont chacun la faculté d'instituer un ou plusieurs services publics de fourrière pour automobiles relevant de leur autorité respective. Par ailleurs, l'article R. 325-19 du code de la route dispose que chaque fourrière automobile relève d'une autorité publique unique. Cette autorité peut être, en application de l'article R. 325-20 du code de la route, le préfet, le président du conseil départemental, le président du conseil exécutif de Corse, le président de l'organisme de coopération intercommunale ou le maire. La qualité d'autorité de fourrière est attestée par le lien juridique (convention, contrat de concession, régie) qui existe entre le gardien de fourrière et l'autorité publique. Ce cadre juridique définit notamment le périmètre au sein duquel le gardien de fourrière doit intervenir sous le contrôle de l'autorité de fourrière. La notion d'autorité de fourrière unique s'apprécie, en effet, à l'échelle d'un territoire. Il en résulte que toute convention conclue entre un gardien de fourrière et une municipalité confère à cette dernière le statut juridique d'autorité unique de fourrière sur l'ensemble du territoire de sa commune. Toutefois, la conclusion d'une convention ne dispense pas le gardien de fourrière de l'obligation de répondre, dans le cadre de sa mission de service public, à une demande de mise en fourrière adressée par les forces de l'ordre, pour un véhicule enlevé sur le territoire d'une commune sur laquelle aucune collectivité n'a institué un service public local de fourrières. L'État sera ainsi, en application de l'article R. 325-21 du code de la route, autorité de fourrière par substitution sur le territoire de cette commune. Il est donc possible que plusieurs communes confient à un même gardien de fourrière la gestion du service public de la fourrière, l'autorité sur la fourrière ne s'exerçant que sur le territoire respectif de chaque commune. Ainsi, en application de l'article R. 325-29 du code de la route, chaque collectivité sera tenue de prendre en charge l'indemnisation des véhicules abandonnés et mis en fourrière à partir de son territoire. Dans le cadre des réflexions menées par le ministère de l'intérieur pour simplifier et moderniser la réglementation relative aux fourrières automobiles, il est cependant apparu que la notion d'autorité de fourrière unique prévue à l'article R. 325-19 du code de la route gagnerait à être clarifiée.

Gens du voyage

Accueil de missions évangéliques estivales

2040. – 17 octobre 2017. – **M. Didier Le Gac** attire l'attention de M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur, sur l'accueil des missions évangéliques et des grands rassemblements. En France, il existe une centaine de missions de ce type qui sillonnent le pays tout l'été. La loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage renforce les obligations d'élaboration et de mise en œuvre d'un dispositif d'accueil départemental pour les gens du voyage. Elle prévoit, dans un premier temps, l'élaboration et l'approbation, conjointement par le préfet et le

président du conseil départemental, d'un schéma d'accueil des gens du voyage, dans chaque département, et l'obligation pour les communes (de plus de 5 000 habitants) de réaliser les aires d'accueil prévues par ce schéma. La réalisation ou la réhabilitation des aires d'accueil conditionne la mise en œuvre des pouvoirs de police du maire. L'article L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales, dans sa rédaction issue de la loi n° 2010-1533 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, transfère les pouvoirs de police spéciale du maire concernant le stationnement des résidences mobiles au président de l'EPCI à fiscalité propre compétent en matière d'accueil des gens du voyage excepté dans les communes membres pour lesquelles les maires ont notifié expressément leur opposition à ce transfert. Ainsi, si la loi oblige les collectivités à s'organiser pour accueillir les gens du voyage en partie sédentarisés, les aires d'accueil aménagées n'ont pour autant pas vocation à accueillir ces passages estivaux (grands passages, missions évangéliques). Dans certains secteurs, on note que les communes s'organisent à tour de rôle, de manière convenue à l'avance, pour assurer l'accueil et trouver le terrain pour ces rassemblements évangéliques. Mais sur le terrain, il n'est pas rare que l'arrivée d'une mission évangélique se révèle un véritable casse-tête pour les élus. En effet, les élus sont conduits à réquisitionner un terrain et à indemniser forfaitairement le propriétaire pour sa perte d'usage temporaire. Ces cas de figure aboutissent souvent à des conflits entre riverains, agriculteur, populations et s'avèrent générateurs de tensions. De plus, au-delà de la recherche d'un terrain disponible, l'installation temporaire de missions évangéliques exige souvent une intervention des services communautaires : installation de compteurs électriques sécurisés, d'une alimentation en eau, d'équipements de collecte des déchets voire travaux de terrassement. C'est pourquoi il souhaiterait connaître les intentions du Gouvernement en la matière et savoir s'il est envisagé l'instauration d'un schéma départemental des accueils de missions évangéliques et de grands rassemblements. – **Question signalée.**

Réponse. – Sur la base d'une évaluation préalable des besoins et de l'offre existante, le schéma départemental d'accueil des gens du voyage prévoit les secteurs géographiques d'implantation et les communes où doivent notamment être réalisées des aires de grand passage, destinées à l'accueil des gens du voyage se déplaçant collectivement à l'occasion des rassemblements traditionnels ou occasionnels, ainsi que la capacité et les périodes d'utilisation de ces aires. Par ailleurs, l'article 1^{er} de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage prévoit que le schéma départemental définit les conditions dans lesquelles l'Etat intervient pour assurer le bon déroulement des rassemblements traditionnels ou occasionnels et des grands passages. Ainsi, ce schéma départemental, élaboré et approuvé conjointement par le représentant de l'Etat dans le département et le président du conseil départemental, prend déjà en compte les conditions d'accueil des gens du voyage, notamment au cours des stationnements estivaux. En outre, pour répondre aux enjeux spécifiques liés aux grands passages de gens du voyage, une circulaire ayant pour objet la préparation en amont des stationnements des grands groupes de gens du voyage, en particulier pendant la période estivale, est adressée chaque année aux préfetures. Cette circulaire invite notamment les associations de gens du voyage à adresser, au moins deux mois avant la date prévue, les demandes de stationnement temporaire des grands groupes de caravanes à la fois aux maires et aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents. En effet, une programmation en amont de l'occupation des terrains permet d'éviter des demandes simultanées et contribue à prévenir les occupations illicites. Cette circulaire invite également les préfets de région à soutenir, dans la mesure du possible, les initiatives qui concourent au bon déroulement des grands passages au niveau régional avec les représentants des collectivités territoriales ou des établissements publics de coopération intercommunale concernés et des associations de gens du voyage. Pour mémoire, la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté a récemment renforcé la procédure administrative de mise en demeure et d'évacuation forcée en cas d'occupation illégale troublant l'ordre public prévue par la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, dans le but de prendre en compte les difficultés et évolutions rencontrées dans les territoires. Le cadre législatif et réglementaire actuel apparaît donc équilibré entre, d'une part, la liberté d'aller et venir et l'aspiration légitime des gens du voyage à pouvoir stationner dans des conditions décentes et, d'autre part, le souci non moins légitime des élus locaux d'éviter des installations illicites susceptibles de porter atteinte au droit de propriété et d'occasionner des troubles à l'ordre public. Sans rompre cet équilibre, une proposition de loi relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites, adoptée définitivement à la suite de sa seconde lecture au Sénat le 23 octobre 2018, a fait évoluer le cadre juridique applicable en ce domaine. Ainsi, ce texte clarifie les compétences des collectivités locales en matière d'aménagement d'aires d'accueil et précise les pouvoirs des élus locaux en matière de police spéciale relative aux gens du voyage. Il prévoit également une obligation d'information préalable des autorités locales pour le stationnement des groupes de plus de cent cinquante résidences mobiles. Enfin, il double les peines encourues en cas d'installation en réunion et sans titre sur le terrain d'autrui et applique à ce délit la procédure d'amende forfaitaire délictuelle.

*Gens du voyage**Accueil des missions évangéliques et des grands rassemblements*

2041. – 17 octobre 2017. – **M. Philippe Michel-Kleisbauer** attire l'attention de M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur, sur l'accueil des missions évangéliques et des grands rassemblements. En France, il existe une centaine de missions de ce type qui sillonnent le pays tout l'été. La loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage renforce les obligations d'élaboration et de mise en œuvre d'un dispositif d'accueil départemental pour les gens du voyage. Elle prévoit, dans un premier temps, l'élaboration et l'approbation, conjointement par le préfet et le président du conseil départemental, d'un schéma d'accueil des gens du voyage, dans chaque département, et l'obligation pour les communes (de plus de 5 000 habitants) de réaliser les aires d'accueil prévues par ce schéma. La réalisation ou la réhabilitation des aires d'accueil conditionne la mise en œuvre des pouvoirs de police du maire. L'article L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales, dans sa rédaction issue de la loi n° 2010-1533 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, transfère les pouvoirs de police spéciale du maire concernant le stationnement des résidences mobiles au président de l'EPCI à fiscalité propre compétent en matière d'accueil des gens du voyage excepté dans les communes membres pour lesquelles les maires ont notifié expressément leur opposition à ce transfert. Ainsi, si la loi oblige les collectivités à s'organiser pour accueillir les gens du voyage en partie sédentarisés, les aires d'accueil aménagées n'ont pour autant pas vocation à accueillir ces passages estivaux (grands passages, missions évangéliques). Dans certains secteurs, on note que les missions évangéliques s'installent sur des terrains privés avec ou sans le consentement du propriétaire. Cela peut devenir une véritable problématique pour les élus. Ces cas de figure aboutissent souvent à des conflits entre riverains, agriculteur, populations et s'avèrent générateurs de tensions. C'est pourquoi il souhaiterait connaître les intentions du Gouvernement en la matière et savoir s'il est envisagé l'instauration d'un schéma départemental des accueils de missions évangéliques et de grands rassemblements.

Réponse. – Sur la base d'une évaluation préalable des besoins et de l'offre existante, le schéma départemental d'accueil des gens du voyage prévoit les secteurs géographiques d'implantation et les communes où doivent notamment être réalisées des aires de grand passage, destinées à l'accueil des gens du voyage se déplaçant collectivement à l'occasion des rassemblements traditionnels ou occasionnels, ainsi que la capacité et les périodes d'utilisation de ces aires. Par ailleurs, l'article 1^{er} de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage prévoit que le schéma départemental définit les conditions dans lesquelles l'Etat intervient pour assurer le bon déroulement des rassemblements traditionnels ou occasionnels et des grands passages. Ainsi, ce schéma départemental, élaboré et approuvé conjointement par le représentant de l'Etat dans le département et le président du conseil départemental, prend déjà en compte les conditions d'accueil des gens du voyage, notamment au cours des stationnements estivaux. En outre, pour répondre aux enjeux spécifiques liés aux grands passages de gens du voyage, une circulaire ayant pour objet la préparation en amont des stationnements des grands groupes de gens du voyage, en particulier pendant la période estivale, est adressée chaque année aux préfetures. Cette circulaire invite notamment les associations de gens du voyage à adresser, au moins deux mois avant la date prévue, les demandes de stationnement temporaire des grands groupes de caravanes à la fois aux maires et aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents. En effet, une programmation en amont de l'occupation des terrains permet d'éviter des demandes simultanées et contribue à prévenir les occupations illicites. Cette circulaire invite également les préfets de région à soutenir, dans la mesure du possible, les initiatives qui concourent au bon déroulement des grands passages au niveau régional avec les représentants des collectivités territoriales ou des établissements publics de coopération intercommunale concernés et des associations de gens du voyage. Pour mémoire, la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté a récemment renforcé la procédure administrative de mise en demeure et d'évacuation forcée en cas d'occupation illégale troublant l'ordre public prévue par la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, dans le but de prendre en compte les difficultés et évolutions rencontrées dans les territoires. Le cadre législatif et réglementaire actuel apparaît donc équilibré entre, d'une part, la liberté d'aller et venir et l'aspiration légitime des gens du voyage à pouvoir stationner dans des conditions décentes et, d'autre part, le souci non moins légitime des élus locaux d'éviter des installations illicites susceptibles de porter atteinte au droit de propriété et d'occasionner des troubles à l'ordre public. Sans rompre cet équilibre, une proposition de loi relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites, adoptée définitivement à la suite de sa seconde lecture au Sénat le 23 octobre 2018, a fait évoluer le cadre juridique applicable en ce domaine. Ainsi, ce texte clarifie les compétences des collectivités locales en matière d'aménagement d'aires d'accueil et précise les pouvoirs des élus locaux en matière de police spéciale relative aux gens du voyage. Il prévoit également une

obligation d'information préalable des autorités locales pour le stationnement des groupes de plus de cent cinquante résidences mobiles. Enfin, il double les peines encourues en cas d'installation en réunion et sans titre sur le terrain d'autrui et applique à ce délit la procédure d'amende forfaitaire délictuelle.

Sécurité routière

Lutte contre l'insécurité routière : quelles mesures ?

2143. – 17 octobre 2017. – **M. Philippe Chalumeau**, député d'Indre-et-Loire, interroge M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur, sur la mortalité routière en France. Récemment interpellé par l'Association des familles de victimes des accidents de la circulation (AFVAC), le député souhaiterait connaître les initiatives et les mesures qui seront adoptées pour le renforcement de la lutte contre l'insécurité routière. Bien que le nombre de victimes sur les routes soit en baisse de 13,5 % pour ce mois de septembre, la France continue de compter plus de victimes que la moyenne européenne. Il lui demande sa position en la matière.

Réponse. – Les actions menées par le Gouvernement en matière de sécurité routière ont un seul but : réduire le nombre de victimes, tuées ou blessées, sur les routes. L'évolution de la mortalité routière est le fruit, d'une part, des progrès techniques sur les véhicules, de l'amélioration des infrastructures et du niveau de formation des conducteurs et, d'autre part, de l'adoption de nouvelles mesures participant de la prise de conscience des usagers et les conduisant à modifier leur comportement. Le 9 janvier 2018, le Premier ministre a réuni un comité interministériel de la sécurité routière (CISR) pour l'adoption d'un plan d'action interministériel en faveur de la sécurité routière particulièrement ambitieux. Le CISR a ainsi adopté 18 mesures fortes, comme la mobilisation de l'ensemble des acteurs de la société, la réduction de la vitesse maximale autorisée sur les routes du réseau secondaire, la protection des usagers vulnérables. Le Gouvernement ne peut pas passer sous silence ceux qui ont été tués sur les routes métropolitaines et ultra-marines, ce sont 3 684 tués en 2017, comme il ne peut pas ignorer les 76 840 blessés en 2017 dont plus de 29 000 hospitalisés, dont beaucoup garderont des séquelles toute leur vie. C'est bien pour réduire ces chiffres dramatiques qu'il a pris les mesures nécessaires. Lors de ce comité interministériel précité, trois axes majeurs pour la politique de sécurité routière du quinquennat ont été retenus : l'engagement de chaque citoyen en faveur de la sécurité routière ; la protection de l'ensemble des usagers de la route ; l'anticipation pour mettre les nouvelles technologies au service de la sécurité routière. Ces trois axes renvoient à 18 mesures fortes dont la baisse de la vitesse maximale sur les routes à double sens sans séparateur central, une plus grande sévérité pour les conduites addictives et l'usage des téléphones mobiles en conduisant, ainsi qu'une protection accrue des piétons. Le calendrier de mise en œuvre de ces mesures se répartit pour la plupart d'entre elles sur 2018 et 2019, selon qu'elles requièrent ou non des dispositions législatives ou des développements informatiques significatifs. Plusieurs de ces mesures sont déjà entrées en vigueur dans le courant de l'année 2018 : - la mesure n° 2 « *Signature d'une charte numérique par tous ceux qui viennent de réussir l'examen du permis de conduire qui les engage à se comporter dans tous les actes de leur vie de conducteur, de façon à respecter et à protéger l'ensemble des usagers de la route. La signature sera le préalable à l'obtention du certificat permettant de conduire.* » ; - la mesure n° 5 « *Réduire de 90 km/h à 80 km/h les vitesses maximales autorisées sur les routes à double-sens, sans séparateur central en dehors des routes à deux fois deux voies et des routes à trois voies qui sont conçues pour permettre des dépassements sécurisés* » entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2018 ; - la mesure n° 7 « *publication carte radars fixes* » qui s'est traduite en août 2018 par la publication des radars sur le site de la sécurité routière ; - ainsi que trois mesures par la publication le 18 septembre 2018 d'un décret mettant en œuvre : la mesure n° 9_5 « *Permettre la constatation sans interception, notamment par vidéo-verbalisation, des infractions liées au non-respect des règles de priorité de passage accordées par le code de la route aux piétons.* », la mesure n° 9_6 « *Renforcer les sanctions contre un conducteur qui a commis une telle infraction* », et la mesure n° 11_2_2 « *Donner la possibilité à un conducteur contrôlé avec un taux d'alcool supérieur à 0,8 g/l dans le sang dont le permis a été suspendu par décision préfectorale de conduire pendant le temps de cette suspension à condition de ne conduire qu'un véhicule équipé d'un éthylotest antidémarrage (EAD), à ses frais.* » D'autres mesures, qui requièrent une disposition législative, verront leur application en 2019, notamment celles-ci : la mesure n° 4 « *Dans le cadre des textes financiers pour 2019, le Gouvernement créera un fonds d'investissement pour la modernisation des structures sanitaires et médico-sociales destinées à la prise en charge des accidentés de la route. Ce fonds sera doté de l'intégralité du surplus des recettes perçues par l'Etat lié à l'abaissement des vitesses maximales* » : la disposition est insérée au projet de loi de finance et son entrée en vigueur a lieu le 1^{er} janvier 2019 ; la mesure n° 13 « *Les forces de l'ordre pourront retenir le permis de conduire d'une personne sanctionnée pour conduite avec usage de téléphone tenu en main : le permis sera retenu lorsque le conducteur tient son téléphone en main et commet en même temps une infraction menaçant la sécurité d'autrui.* » ; la mesure n° 14 « *Priver immédiatement l'auteur d'une infraction grave au code de la route (conduite sans permis, usage de stupéfiants, conduite*

avec un taux d'alcool supérieur délictuel) de la libre disposition de son véhicule. Sur décision préfectorale, celui-ci pourra être placé immédiatement en fourrière, pour une durée de 7 jours. Pour rappel, pour pouvoir récupérer son véhicule, il faudra s'acquitter des frais de fourrière, présenter le permis de conduire et l'attestation d'assurance du véhicule. »

Sécurité routière

Situation des établissements d'enseignement de la conduite

2581. – 31 octobre 2017. – **Mme Isabelle Rauch** attire l'attention de M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur, sur la situation précaire dans laquelle se trouvent aujourd'hui les établissements d'enseignement de la conduite. En effet, ils se retrouvent confrontés à une nouvelle concurrence dématérialisée, par laquelle des plateformes mettent en relation des candidats au permis de conduire et des enseignants indépendants, qui proposent leurs services grâce à la location de véhicules à double-commande. Ces nouveaux acteurs semblent représenter une menace, aussi bien pour la sécurité routière que pour les 13 000 entreprises de proximité agréées par l'État qui assurent la mission d'éducation à la route. Dans le cadre du plan « Préfectures nouvelle génération », le précédent gouvernement a entrepris de dématérialiser l'ouverture du dossier administratif du permis de conduire. La fermeture de bureaux dédiés et l'ouverture d'une démarche dématérialisée vont faciliter la publicité et l'accès à ces plateformes, quand bien même les enseignants indépendants auxquels elles ont recours œuvrent dans l'illégalité, échappant à tout contrôle de l'État et ne disposant d'aucun agrément. Aussi, elle souhaite connaître les dispositions prévues pour réguler et contrôler une situation qui se développe au mépris des enjeux de sécurité routière et de l'équilibre économique des professionnels agréés.

Réponse. – L'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur ne peut être organisé que « dans le cadre d'un établissement agréé » (article L. 213-1 du code de la route), l'école de conduite. Cet agrément est délivré par le préfet de département du lieu d'établissement. Au sein de cet établissement, l'enseignement est dispensé par un enseignant titulaire d'une autorisation délivrée également par le préfet de département. L'article R. 212-1 précise que cette autorisation d'enseigner est valable sur l'ensemble du territoire national. L'établissement est défini par l'arrêté du 8 janvier 2001 relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, comme étant constitué par deux éléments : un exploitant et un local. Jusqu'à l'adoption de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, l'inscription au permis de conduire ne pouvait se faire que dans le local, ce qui interdisait la conclusion des contrats en ligne. Cette obligation de s'inscrire dans le local qui était également inscrite dans l'arrêté du 8 janvier 2001, n'existe plus depuis la loi du 6 août 2015 précitée qui a inscrit dans l'article L. 213-2 du code de la route la possibilité de conclure des contrats à distance. Ainsi, sous la seule réserve qu'une évaluation préalable ait été réalisée dans le local ou dans le véhicule, un établissement agréé peut proposer la vente à distance de prestations de formation à la conduite. Par ailleurs, les nouveaux acteurs de l'enseignement de la conduite se distinguent également des établissements traditionnels en ne présentant pas leurs candidats à l'examen. Leurs élèves sont des candidats libres, qui accomplissent eux-mêmes leurs démarches de demande de places d'examen auprès de la préfecture (bureau en charge des examens) de leur lieu de résidence. En outre, les enseignants attachés à l'établissement travaillent en général sous couvert d'un contrat de prestation de services et peuvent donc être basés dans un autre département. Ainsi, en l'état actuel du droit, très récemment précisé par la jurisprudence, rien ne s'oppose à ce qu'un établissement agréé dans un département dispense des cours sur tout ou partie du territoire national. La réglementation du code de la route ne doit pas être un obstacle à l'émergence de nouveaux modèles économiques, dès lors que l'enseignement dispensé permet aux apprentis conducteurs d'apprendre à conduire en toute sécurité et de se présenter avec les meilleures chances de réussite à l'examen. L'objectif du Gouvernement en la matière est très clair : garantir un très haut niveau de compétences pour les conducteurs ayant passé avec succès l'examen du permis de conduire et s'assurer que cet examen puisse être accessible, tant en termes de coûts que de délais. Dans cette perspective, avec 1 164 opérations de contrôle menées sur l'ensemble du territoire (plateformes dématérialisées comprises), l'exécutif est pleinement engagé pour que, sans préjudice du modèle économique choisi, les lois soient respectées par tous et que les jeunes puissent accéder à un permis de qualité, rapidement et à un coût raisonnable. S'agissant du « plan préfectures nouvelle génération », des centres d'expertise et de ressources titres (CERT) se sont substitués depuis le 6 novembre 2017 aux réseaux traditionnels des préfectures et sous-préfectures. 3 580 211 dossiers d'inscription et de demandes de titre ont été traités par les CERT. La dématérialisation de la demande d'inscription au permis de conduire est une simplification pour l'usager, qu'il souhaite s'inscrire en candidat libre ou par le biais d'une école de conduite. Cette dernière conserve un rôle important pour accompagner leurs élèves en réalisant ces démarches administratives pour leur compte. Ce rôle est rappelé dans la communication qui accompagne ce plan. En outre, des réunions d'information à l'attention des écoles de conduite ont été organisées dans tous les départements par les services en

charge localement de l'organisation des examens du permis de conduire et un guide « pas à pas » leur a été diffusé. Enfin, le Gouvernement a souhaité engager une réflexion sur l'éducation routière en France afin de dresser le bilan des réformes mises en place et d'examiner les évolutions envisageables. Dans ce cadre, Madame Françoise DUMAS, députée du Gard et Monsieur Stanislas GUERINI, député de Paris, ont été nommés, par le Premier ministre, parlementaires en mission auprès du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'intérieur pour mener cette réflexion avec l'ensemble des acteurs de l'éducation routière. La mission parlementaire formulera des propositions permettant de garantir, dans le temps et en tout point du territoire, une formation de qualité au permis de conduire tout en assurant son accessibilité et celle des examens en termes de délais et de prix.

Laïcité

Veiller au respect de la loi 1905

3288. – 28 novembre 2017. – **Mme Muriel Ressiguié** attire l'attention de **M. le ministre de la cohésion des territoires** sur la nécessité de faire respecter et appliquer la loi de séparation des Églises et de l'État par les collectivités territoriales, et ce en toutes occasions. En effet, la France est un État laïc depuis la promulgation de la loi du 9 décembre 1905 « La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte » et la laïcité est un principe fondamental à valeur constitutionnelle de la Vème République : « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion ». Pour rappel, la loi de 1905 a organisé l'exercice du culte dans un cadre associatif et a créé le statut d'associations cultuelles, associations conformes à la loi du 1^{er} juillet 1901 mais qui doivent respecter des obligations supplémentaires. Celles-ci doivent avoir exclusivement pour objet l'exercice d'un culte, elles ne peuvent pas recevoir sous quelque forme que ce soit des subventions de l'État ou des collectivités territoriales. En vertu de l'article 2 de la loi de séparation, les associations cultuelles ne peuvent donc recevoir aucune subvention publique, directe ou indirecte. En effet, l'attribution d'une subvention pourrait être interprétée comme la reconnaissance officielle d'un culte, ce qui est exclu par la loi. Enfin, la laïcité assure la possibilité de défendre ses croyances, comme celle de ne pas en avoir. La loi de 1905 de séparation des Églises et de l'État vient clairement établir la barrière entre les croyances personnelles (sphère privée) et ce qui relève des institutions de l'État et des collectivités territoriales (sphère publique). Dans l'Hérault, des brochures, émanant d'associations dénommées « Tourisme Religieux - Hérault - Sud de France » et « Pastorale, Tourisme et loisirs - Diocèse de Montpellier », invitent les touristes de passage à visiter les lieux de cultes afin de leur « susciter un éveil spirituel » et les informent des horaires des offices religieux, en affichant les logos de nombreuses intercommunalités du département (Béziers Méditerranée, Montpellier Métropole, Thau, Pic Saint Loup, La Domitienne, Grand Orb, pays de l'or, Hérault méditerranée agglomération, Sud Hérault communauté de communes, communauté de communes du Clermontais, Mont de Lacau Montagne du Haut Languedoc, communauté de commune Avant Monts, Orb/Jaur, Pays de Lunel, Vallée de l'Hérault, Lodévois et Larzac) soit 16 sur 22 pour être précis. Récemment, dans son édition du 22 octobre 2017, le quotidien régional *Midi Libre* révélait que l'association « Tourisme Religieux - Hérault - Sud de France » avait touché des subventions de la part des intercommunalités, tout en refusant d'en indiquer le montant. Depuis plusieurs années également, une association organise la promotion du culte dudit « Saint Roch », accompagnée dans son œuvre par la ville de Montpellier au travers notamment d'une délégation du conseil municipal destinée à promouvoir, une subvention désormais à hauteur 15 000 euros pour l'association organisatrice des messes et processions ou l'émission de publicités communes de la messe et des processions (site, programme commun). Il revient à l'État d'exiger le respect strict de la laïcité et l'arrêt des aides publiques de toute nature pour la promotion d'un culte quel qu'il soit. Il n'est pas acceptable que s'installe ici ou là une sorte de territoire « hors République » qui, sous prétexte de favoriser le tourisme, représenterait une reconnaissance et une promotion d'un culte par des institutions de l'État, ni même qu'une propagande en faveur d'une religion soit soutenue par une institution publique, ou une collectivité. C'est pourquoi elle l'interpelle pour qu'il confirme strictement l'interdiction des subventionnements publics aux cultes par les collectivités territoriales, et lui demande de bien vouloir veiller au respect de la loi de 1905. – **Question ayant fait l'objet d'un changement d'attributaire.** – **Question signalée.**

Réponse. – Aux termes de l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État, « la République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte ». En conséquence, ni l'État ni les collectivités territoriales ne peuvent accorder une subvention à une manifestation qui participerait de l'exercice d'un culte. Aucune subvention publique ne peut donc en principe être accordée à une association cultuelle dont l'objet est exclusivement cultuel. La loi et la jurisprudence ont cependant prévu des dérogations au principe de non subventionnement. En l'espèce, les associations ciblées n'ont pas un objet exclusivement cultuel et ne sont donc pas des associations cultuelles régies par le titre IV de la loi du 9 décembre 1905. Il s'agit d'associations simplement

déclarées conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901 dont l'objet, qui n'est que partiellement culturel, comporte aussi des finalités touristiques, culturelles, patrimoniales ou encore sociales. Elles peuvent donc à ce titre recevoir des subventions publiques, à condition que celles-ci soient exclusivement affectées au financement d'activités non culturelles présentant un intérêt public local (Conseil d'Etat, 15 février 2013, n° 347049). Le fait de constater que le logo d'une administration publique figure sur une brochure distribuée par une association à objet mixte ne permet donc pas de déduire que l'aide publique apportée à l'association serait destinée au culte. S'agissant de la subvention accordée par la ville de Montpellier à l'association qui promeut le culte de Saint-Roch, il convient d'abord de préciser que l'association bénéficiaire, s'il s'agit de l'« Association internationale Saint Roch de Montpellier », est simplement déclarée et a pour objet de « promouvoir le rayonnement de Saint-Roch de Montpellier dans le monde ». Elle ne constitue donc pas une association culturelle régie par la loi de 1905 et peut recevoir des aides publiques pour des activités non culturelles et présentant un intérêt public local. Il conviendra alors de déterminer, pour apprécier la légalité de cette subvention, si les activités menées par cette association et soutenues par la ville de Montpellier revêtent ou non un caractère culturel. Si ces activités ne se caractérisent que par leur nature touristique, patrimoniale ou culturelle, sans pouvoir être considérées comme partiellement culturelles, et si leur poursuite présente un intérêt public local, alors elles peuvent faire l'objet d'un soutien financier de la part de la puissance publique.

Sécurité des biens et des personnes

Dotation d'appareils multiparamétriques aux centres d'incendie et de secours

4566. – 16 janvier 2018. – **M. André Chassaigne** interroge M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur, sur les dotations d'appareils multiparamétriques aux centres d'incendie et de secours. Les petits centres d'incendie et de secours, dits centres de première intervention, ne disposant pas de véhicule de secours et d'assistance aux victimes (VSAV) ne sont pas équipés d'appareil multiparamétrique. Or ces appareils permettent, dans certains cas, d'effectuer un pré-diagnostic qui peut s'avérer crucial afin d'orienter les mesures à prendre avant l'arrivée d'autres équipes de pompiers ou du SAMU. Cette situation est courante dans les zones rurales où les centres équipés de matériel conséquent peuvent être éloignés de plus de trente minutes du lieu d'intervention. C'est notamment le cas des centres de première intervention situés en zone de montagne et distants de plus de 20 km du centre de secours de rattachement. Cette distance peut paraître minime, mais, au regard des routes de montagne et de l'altitude, le temps de trajet peut dépasser les 30 minutes, voire davantage. Aussi, la dotation de ce type d'appareil permettrait à certains centres de première intervention d'établir un diagnostic fiable et plus rapide et permettrait éventuellement de mettre en œuvre des dispositifs requis avant l'arrivée d'autres intervenants. Il lui demande si des mesures dérogatoires sont prévues afin que les centres de première intervention désireux d'être équipés d'appareil multiparamétrique puissent en être dotés. – **Question signalée.**

Réponse. – Les véhicules de secours et d'assistance aux victimes (VSAV) relèvent de la norme EN1789 +A2 de 2014. Celle-ci définit, au-delà des caractéristiques techniques des véhicules, la liste des matériels présents à bord et notamment les équipements de diagnostic (tableau 12, p.42). Toutefois, ces caractéristiques normatives constituent un seuil minimal de performance à atteindre et de matériels à détenir. Le moniteur multiparamétrique n'entre pas dans cette liste. Par ailleurs, la dotation de ce type de matériel n'impose pas de contraintes supplémentaires. Aucun texte n'interdit leur emploi ou n'impose de formation spécifique à leur mise en œuvre par des secouristes ou des infirmiers de sapeurs-pompiers. Aussi, l'opportunité de doter en moniteurs multiparamétriques les VSAV du département ou les centres de première intervention qui ne sont pas dotés de VSAV relève d'un choix du service départemental d'incendie et de secours, coordonné avec l'ensemble des acteurs du secours et basé sur le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques. La plus-value apportée par ce type d'équipement dans le cadre de la réponse globale à une demande de secours d'urgence doit également être appréciée au regard du coût complet de détention.

Gens du voyage

Gens du voyage

4892. – 30 janvier 2018. – **Mme Marion Lenne** alerte M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur sur la situation des gens du voyage à travers l'incident du « TGV dérouté » en gare de Lyon-Part-Dieu. Le 13 janvier 2018, 660 passagers se dirigent vers les domaines skiables, dont environ 120 sont issus de la communauté dite des gens du voyage aujourd'hui sédentarisés. Une quarantaine de fauteurs de troubles, d'humeur festive, donne au wagon-bar des allures de boîte de nuit. Cet événement à fort écho médiatique, attire, une fois de plus, l'attention sur les gens du voyage. À l'heure où la saison hivernale bat son plein et que les stations de ski se remplissent, la décision de la

SNCF de dévier ce train du fait d'incivilités de certains voyageurs, a eu des conséquences sur l'image des stations, citées dans la presse, qui investissent fortement pour valoriser leur marque. La réactivité de tous les acteurs concernés lors de cet incident peut être saluée. Toutefois, alors que la grande majorité des gens du voyage se déclare prête à se soumettre aux règles de la République si leur mode de vie est reconnu, cette mobilisation des forces de l'ordre symbolise seulement la défense de l'ordre public. Alors que les schémas départementaux d'accueil et d'habitat des gens du voyage, institués par la loi Besson du 5 juillet 2000, sont en pleine révision pour la période 2019-2024 et dans la volonté d'assurer le bien-vivre ensemble tout en renforçant l'attractivité des territoires, elle l'interroge sur les nouvelles mesures à destination de cette communauté qui évolue, afin de la soutenir dans son mode de vie.

Réponse. – L'objectif de l'État est d'assurer l'équilibre entre, d'une part, le respect des obligations d'aménagement et d'accueil permettant le bien vivre ensemble, d'autre part la prévention ou, le cas échéant, la gestion des troubles à l'ordre public. A cette fin, la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté a récemment fait évoluer, de manière significative, le cadre juridique applicable aux gens du voyage. Cette loi a notamment abrogé les dispositions de la loi n° 69-3 du 3 janvier 1969 relative à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe. Dans son dernier état, cette loi prévoyait que les personnes âgées de plus de seize ans qui n'avaient ni domicile ni résidence fixe de plus de six mois dans un Etat membre de l'Union européenne devaient être en possession d'un titre de circulation délivré et visé régulièrement par les autorités administratives. L'absence de domicile ou de résidence fixe avait comme corollaire pour les intéressés l'obligation de rattachement à une commune, qui produisait tout ou partie des effets attachés au domicile, notamment pour l'exercice des droits civiques. Par ailleurs, les obligations à la charge des collectivités territoriales et de leurs établissements publics intercommunaux inscrites dans le schéma départemental d'accueil des gens du voyage ont été précisées par cette même loi. Désormais, en application de l'article 1^{er} (II) de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, les schémas départementaux prévoient les secteurs géographiques d'implantation et les communes où doivent être réalisés les aires permanentes d'accueil, les aires de grand passage, mais aussi les terrains familiaux locatifs destinés à l'installation prolongée de résidences mobiles, le cas échéant dans le cadre des mesures définies par le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées. L'assiette des obligations prévues par les schémas départementaux est désormais plus large. En effet, si dans le régime précédent les terrains familiaux locatifs étaient recensés en annexe au schéma départemental, désormais la réalisation de ces terrains par une collectivité est à considérer au même niveau que la réalisation d'aires permanentes d'accueil ou d'aires de grand passage. Cette évolution a pour objectif de permettre de retenir un choix qui est adapté à la demande locale des gens du voyage et une certaine souplesse du schéma. En outre, le décret n° 2017-921 du 9 mai 2017 modifiant le décret n° 2001-540 du 25 juin 2001 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission départementale consultative des gens du voyage permet désormais de créer au sein de cette commission un comité permanent et des groupes de travail thématiques. Ce comité permanent et chaque groupe de travail comprennent au moins une personnalité désignée sur proposition des associations représentatives des gens du voyage et de la diversité de leurs modes d'habitat et de vie, ainsi que des associations intervenant auprès des gens du voyage présentes dans le département ou parmi des personnalités qualifiées en raison de leur connaissance des gens du voyage. En dernier lieu, une proposition de loi relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites, adoptée définitivement à la suite de sa seconde lecture au Sénat le 23 octobre 2018, a fait évoluer le cadre juridique applicable en ce domaine. Ainsi, ce texte clarifie les compétences des collectivités locales en matière d'aménagement d'aires d'accueil et précise les pouvoirs des élus locaux en matière de police spéciale relative aux gens du voyage. Il prévoit également une obligation d'information préalable des autorités locales pour le stationnement des groupes de plus de cent cinquante résidences mobiles. Enfin, il double les peines encourues en cas d'installation en réunion et sans titre sur le terrain d'autrui et applique à ce délit la procédure d'amende forfaitaire délictuelle.

621

Étrangers

Droit d'asile - Déboutés - CADA

5873. – 27 février 2018. – M. Guy Teissier interroge M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur, sur la présence sur le territoire des déboutés du droit d'asile. En effet, la France et l'Europe font face depuis plus de deux ans à une crise migratoire inédite. Des milliers de migrants arrivent sur les rives nord de la Méditerranée chaque année, et parmi eux des milliers de migrants perdent la vie. Aussi, le cap des 100 000 demandes d'asile a été atteint en 2017. Aujourd'hui, près de 60 % des demandes d'asile ne sont pas accordées. Or, de toutes évidences, il existe de réelles difficultés pour s'assurer que les déboutés du droit d'asile rentrent dans leur pays. En juin 2015, lors de l'examen

de la loi asile, le Sénat avait introduit un certain nombre de mesures visant à faciliter l'éloignement des personnes s'étant vu définitivement refuser l'asile. Malheureusement, ces mesures avaient été repoussées par l'ancienne majorité. Aussi, lorsqu'ils ne quittent pas le territoire, certains déboutés du droit d'asile continuent par ailleurs d'occuper indument une place en centre d'accueil des demandeurs d'asile (CADA). Pour continuer à accueillir dignement les réfugiés qui en ont besoin, il faut être ferme avec celles et ceux qui ont reçu un refus définitif du droit d'asile. Afin d'avoir une connaissance plus précise de la situation, il souhaiterait donc savoir combien de déboutés du droit d'asile continuent d'occuper indument une place en CADA. Aussi, il lui demande de préciser les mesures que le Gouvernement envisage concrètement pour faciliter l'éloignement des personnes s'étant vu définitivement refuser l'asile. – **Question signalée.**

Réponse. – La résorption de la présence indue des déboutés du droit d'asile ainsi que leur éloignement effectif s'appuient sur plusieurs dispositifs conjuguant des approches à la fois coercitives et d'accompagnement. Ces mesures ont été rappelées aux préfets par le ministère de l'intérieur en juillet 2018. Dans ce cadre, les personnes déboutées se voient notifier une obligation de quitter le territoire français et la fin de la prise en charge l'hébergement. L'office français de l'immigration et de l'intégration propose des aides au retour volontaire et des dispositifs de réinsertion, outils d'accompagnement auxquels s'ajoutent des dispositifs de préparation au retour volontaire. Par ailleurs, le préfet peut recourir à la force publique, sous le contrôle du juge, en cas de maintien indu des déboutés en centre d'hébergement, et assurer la mise en œuvre contrainte des mesures d'éloignement. Enfin, la loi n° 2018-778 du 10 septembre 2018 pour une immigration maîtrisée renforce les moyens de lutter contre ces présences indues avec la possibilité d'assigner à résidence les personnes pendant le délai de départ volontaire et l'annulation du caractère suspensif de recours contre une décision de refus d'octroi du statut de réfugié. Le recours à ces dispositifs et la mobilisation de l'ensemble des acteurs concernés permettront de réduire la présence indue des déboutés et de renforcer la fluidité dans les hébergements.

Numérique

Protection de l'identité des utilisateurs des réseaux sociaux

6874. – 27 mars 2018. – M. Philippe Huppé interroge M. le secrétaire d'État, auprès du Premier ministre, chargé du numérique, sur la protection de l'identité des utilisateurs des réseaux sociaux, en particulier du principal réseau social utilisé en France, Facebook. Alors que plus de 33 millions de Français sont inscrits sur Facebook, et que ce réseau social régit de plus en plus les relations humaines et professionnelles des citoyens du pays, et plus spécifiquement chez les publics les plus jeunes, la facilité avec laquelle il est possible d'usurper l'identité de quiconque sur ce réseau social apparaît d'autant plus inquiétante que les réponses apportées par la direction de l'entreprise sont souvent loin d'être satisfaisantes. À titre d'exemple, le député Philippe Huppé a lui-même été victime d'une usurpation d'identité, l'usurpateur utilisant le statut de député pour inciter par message certains citoyens à financer une prétendue fondation publique. Malgré les dizaines de signalements et le caractère évident de l'usurpation d'identité, Facebook a plusieurs fois refusé de supprimer le faux profil. Ce n'est qu'après plusieurs coups de téléphone auprès du siège parisien, et en devant mettre en avant le statut de député de Philippe Huppé que le faux profil a pu être supprimé. Les difficultés rencontrées par un représentant élu de la Nation pour faire fermer un faux compte posent de sérieuses questions sur la capacité du Français moyen à se faire entendre face aux violations d'identité et à faire valoir ses droits. En effet, l'article 226-4-1 du code pénal dispose très clairement que « le fait d'usurper l'identité d'un tiers ou de faire usage d'une ou plusieurs données de toute nature permettant de l'identifier en vue de troubler sa tranquillité ou celle d'autrui, ou de porter atteinte à son honneur ou à sa considération, est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende » et que « cette infraction est punie des mêmes peines lorsqu'elle est commise sur un réseau de communication au public en ligne. ». Par conséquent, alors que certains pays européens, comme l'Allemagne, se sont dotés d'un arsenal juridique conséquent pour encadrer les pratiques sur les réseaux sociaux, il souhaite connaître ses intentions sur le sujet de l'usurpation d'identité sur Internet, afin de garantir à tous les Français leur sécurité « numérique » et l'application effective de l'article 226-4-1 précité. – **Question ayant fait l'objet d'un changement d'attributaire.** – **Question signalée.**

Réponse. – Le Gouvernement a conscience de l'importance prise par les réseaux sociaux et veille à ce que des dispositions soient prévues pour que les comportements illicites, tels que des usurpations d'identité, ne puissent pas y prospérer. Les réseaux sociaux assurent un service d'hébergement au sens de l'article 6-I-2 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique. Si un réseau social ne fait pas droit à une demande de suppression d'un contenu illicite signalé, sa responsabilité civile et sa responsabilité pénale peuvent être engagées dans les conditions prévues par les articles 6-I-2, 6-I-3 et 6-I-5 de cette même loi. La personne qui

s'estime victime d'un dommage peut également demander à l'autorité judiciaire d'ordonner toutes mesures permettant de faire cesser ce dommage, sur le fondement de l'article 6-I-8 de la loi précitée. En cas d'urgence, et en l'absence de contestation sérieuse ou en présence de trouble manifestement illicite - ce qui est le cas pour une usurpation d'identité - le juge des référés peut être saisi. Si le réseau social tarde à réagir à un signalement d'usurpation d'identité, il sera susceptible d'être condamné par la suite à réparer le préjudice résultant de cette fraude. En outre, le Gouvernement, comme ses homologues européens, mène une réflexion sur les mesures à prendre pour que les plateformes comme les réseaux sociaux retirent plus rapidement des contenus illicites signalés, tels que les contenus incitant au terrorisme ou ceux incitant à la haine raciale ou xénophobe. Des pistes afin de responsabiliser davantage ces plateformes sont étudiées, notamment dans le cadre des états généraux des nouvelles régulations numériques lancés en juillet 2018. Ainsi, l'instauration de délais de traitement des contenus illicites signalés ou la mise en place d'une autorité indépendante chargée du contrôle des plateformes par exemple, pourraient constituer des solutions incitant les réseaux sociaux à réagir plus promptement en cas d'usurpation du compte d'un de leurs utilisateurs.

Sécurité routière

Voitures privées équipées de radars

8377. – 15 mai 2018. – **M. Christophe Naegelen** appelle l'attention de M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur, sur l'incompréhension que soulève l'annonce du Gouvernement de multiplier les voitures privées équipées de radars. Les premières voitures privées équipées de radars ont d'ores et déjà commencé à flasher les automobilistes en excès de vitesse en avril 2018 dans l'Eure. Selon les annonces du délégué interministériel à la sécurité routière, ce dispositif devrait être étendu à la région durant l'été 2018, et à toute la France métropolitaine entre 2019 et 2020. Tout en restant propriété de l'État, ces véhicules actuellement affectés à la police et à la gendarmerie (cinq avant les 383 prévus) vont progressivement être transférés à des sociétés privées avec l'objectif d'opérer 8 heures par jour, au lieu de 1h30 aujourd'hui. Alors que les automobilistes sont déjà sanctionnés par une politique du tout radar, par la baisse de la limitation de vitesse sur les routes nationales à 80 km/h et par la hausse du prix de l'essence et du diesel, cette nouvelle mesure suscite leur stupéfaction. En effet, ils ont l'impression d'être la cible d'une accumulation de mesures répressives injustifiées. C'est pourquoi il lui demande quelle est la nature des motivations d'une telle mesure, et si le Gouvernement a conscience des conséquences négatives que cette dernière aura sur la grande majorité des Français qui utilisent leur voiture pour leurs tâches quotidiennes.

Réponse. – Le ministre de l'intérieur rappelle que la vitesse excessive ou inadaptée est présente dans un tiers des accidents mortels, soit la première cause de mortalité routière comme l'attestent les bilans annuels de l'accidentalité de l'observatoire national interministériel pour la sécurité routière (ONISR). Aussi, l'externalisation de la conduite des voitures radars, décidée lors du comité interministériel de la sécurité routière (CISR) du 2 octobre 2015 a pour objectif prioritaire de lutter contre la vitesse excessive ou inadaptée des usagers de la route. En outre, ces véhicules radars à conduite externalisée ont vocation principalement à contrôler le réseau bidirectionnel sur lequel les incidents les plus meurtriers ont lieu et sur lesquels l'abaissement de la vitesse maximale autorisée a été décidé à l'occasion du comité interministériel de la sécurité routière du 9 janvier 2018. Par ailleurs, cette mesure d'externalisation de la conduite des voitures radars est lancée au moment où la mobilisation durable des forces de l'ordre sur de multiples missions ne leur permet pas d'utiliser suffisamment les voitures-radars dont sont dotées les forces de l'ordre. Sans augmenter substantiellement le parc des radars tout en libérant des effectifs pour d'autres missions, cette mesure doit inciter tous les conducteurs français comme étrangers, à respecter les vitesses maximales autorisées et à garantir ainsi leur sécurité comme celle de leurs passagers et de l'ensemble des usagers de la route.

Police

Fonctionnement BAC de l'Essonne

8549. – 22 mai 2018. – **M. Franck Marlin** appelle l'attention de M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur, sur les préoccupations des brigades anti-criminalité (BAC) de l'Essonne et notamment sur le manque de moyens dont elles disposent. Le constat à dresser de la diminution de l'engagement de l'État dans une politique sécuritaire de proximité conduit les commissariats et BAC de Brunoy, Montgeron et Draveil à mutualiser leurs moyens. Il faut alors acter d'une déficience à deux échelles : la diminution des moyens matériels et humains alloués à ces unités. Aussi, en Essonne, les brigades anti-criminalité dont l'essence même de la mission nécessite les plus grandes discrétion et sécurité se voient contraintes d'exercer leurs patrouilles dans des véhicules estampillés « Police nationale », qui ne permettent pas de surcroît d'assurer le transport d'armes lourdes dans des conditions

sécuritaires optimales voire même normales. Quand bien même la volonté d'investir dans de nouveaux véhicules et de remplacer des véhicules endommagés est présente, celle-ci n'est pas le reflet de la réalité de terrain, notamment dû à l'engorgement du site de réparation des véhicules d'Île-de-France situé au Chesnay. Cette situation qui apparaît circonscrite à ces communes étant le résultat d'une politique sécuritaire en manque de moyens pourrait tout à fait se propager à d'autres villes. Au vu de l'impératif sécuritaire qui en découle non seulement pour les agents mais également pour les Français, il lui demande de bien vouloir lui indiquer quelles mesures le Gouvernement compte prendre en matière de sécurité de proximité pour garantir l'efficacité de l'action des commissariats et BAC.

Réponse. – Le Président de la République a fait de la sécurité un des enjeux fondamentaux du quinquennat. 10 000 postes seront ainsi créés au sein de la police et de la gendarmerie nationales durant le quinquennat. En 2019, les crédits des forces de sécurité augmenteront de 2,6 % par rapport à 2018, soit 335 M€ supplémentaires. Le Gouvernement fait également le choix de l'efficacité et des réformes en profondeur. La police de sécurité du quotidien (PSQ) a été lancée en février 2018. Replaçant le contact avec la population au centre de l'action, elle permet d'accroître la présence des policiers sur la voie publique. Elle monte progressivement en puissance, dans l'Essonne comme partout sur le territoire national. Dans ce département, la PSQ, qui se déploie dans une démarche de « résolution de problème » avec des priorités et des secteurs clairement identifiés, vise notamment à renforcer la lutte contre les cambriolages, les rodéos motorisés, l'occupation des halls d'immeubles et l'économie souterraine. Elle s'attache aussi à une meilleure prise en compte des doléances du public et à un meilleur accueil dans les commissariats, à un suivi renforcé avec les différents partenaires (bailleurs, organismes de transport, etc.). La PSQ va également se traduire par une action renforcée dans un nombre limité de quartiers, là où l'insécurité est la plus forte. C'est ainsi que des renforts à hauteur de 1 300 policiers seront dédiés à 60 quartiers en zone police (« quartiers de reconquête républicaine ») d'ici 2020. La ville de Corbeil-Essonnes (quartier Les Tarterêts) fait partie, depuis septembre 2018, de la première vague de déploiement des quartiers de reconquête républicaine, avec des effectifs renforcés et des axes d'action forts : renforcement de la présence policière sur la voie publique, intensification du partenariat avec la police municipale, développement des contacts avec la population, etc. Dans l'Essonne comme ailleurs, les policiers sont totalement mobilisés au quotidien et l'engagement du Gouvernement pour renforcer leurs moyens se poursuit. Les effectifs de la police nationale dans le département s'élèvent (données au 30 novembre 2018) à 3 085 agents et devraient atteindre 3 125 agents d'ici fin mai 2019. S'agissant des personnels de la direction départementale de la sécurité publique (inclus le renseignement territorial), qui sont les principaux présents au quotidien sur la voie publique, ils sont au nombre de 2 144 (données fin novembre 2018) et devraient atteindre 2 177 fin mai 2019. La direction départementale de la sécurité publique de l'Essonne dispose déjà de 336 terminaux numériques NEO (et devrait disposer de près de 400 terminaux supplémentaires dans le cadre du déploiement 2018-2019) et d'une centaine de caméras piétons (une centaine de caméras supplémentaires seront livrées en 2019). 31 véhicules ont par ailleurs été commandés dans le cadre du plan de renouvellement automobile 2018, dont 5 bénéficieront aux brigades anti-criminalité (BAC) qui jouent un rôle essentiel dans la lutte contre la délinquance de voie publique et donc dans la protection quotidienne de nos concitoyens. A ce jour, 34 véhicules équipent les BAC du département. S'agissant des brigades anti-criminalité des circonscriptions de sécurité publique de Brunoy, Draveil et Montgeron, elles bénéficient chacune, en propre, d'un véhicule. Par ailleurs, la circonscription de sécurité publique de Brunoy a vu son véhicule BAC retenu au titre du plan de renouvellement automobile 2018 et disposera au premier trimestre 2019 du véhicule de remplacement. Leurs équipages fonctionnent à trois policiers effectivement présents afin d'offrir le maximum de garanties de sécurité à leurs interventions. Le principe d'un renfort obligatoire entre circonscriptions de sécurité publique est donc prévu pour chaque vacation durant laquelle ce dispositif ne pourrait être mis en œuvre. Cette organisation permet de maintenir *a minima* deux équipages de BAC composés chacun de trois policiers au minimum dans les trois circonscriptions de police précitées. Enfin, il convient de rappeler que ces trois circonscriptions de police peuvent, chaque fois que nécessaire, recevoir le soutien d'unités départementales, par exemple de la BAC départementale. Le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur ont personnellement salué l'engagement des policiers de ce département lors d'une visite de terrain le 31 décembre 2018. Il convient de souligner qu'en zone de compétence de la sécurité publique, cette mobilisation a permis d'enregistrer des résultats encourageants dans la lutte contre la délinquance au cours des 11 premiers mois de 2018 par rapport à la même période de 2017, puisque le nombre de violences physiques crapuleuses a diminué de 9,3 % durant cette période et le nombre d'atteintes aux biens de 3,8 %.

*Catastrophes naturelles**Bilan des inondations*

10051. – 3 juillet 2018. – **Mme Jacqueline Maquet** interroge M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur, sur le bilan des inondations qui ont touché le territoire des Hauts-de-France au printemps 2018. Elle souhaiterait connaître les statistiques relatives à ces inondations par ville, ainsi que leurs principales causes. Elle souhaiterait également connaître le nombre de dossiers de reconnaissance d'état de catastrophe naturelle déposés ainsi que les motifs de refus et d'acceptation. Elle souhaiterait enfin connaître l'impact financier estimé de ces épisodes.

Réponse. – L'ensemble du territoire métropolitain a subi des épisodes pluvio-orageux intenses au cours du printemps 2018. S'agissant des départements des Hauts-de-France, les orages les plus violents se sont concentrés entre le 20 mai et le 5 juin 2018. Ils ont donné lieu localement à des inondations par débordement de cours d'eau et par ruissèlements et coulées de boues à l'origine dans de nombreuses communes de dégâts importants sur les biens des particuliers, des entreprises et des collectivités. Le ministère de l'intérieur a été saisi de 314 demandes communales de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle des départements de cette région :

Département	Total	Décision de reconnaissance	Décision de non-reconnaissance
Aisne – 02	27	23	4
Nord – 59	37	31	6
Somme – 60	74	53	21
Pas-de-Calais – 62	95	76	19
Somme - 80	80	56	24
Total	313	239	74

Il ressort de la loi que, pour décider de la reconnaissance d'une commune en état de catastrophe naturelle, les ministères concernés sont tenus de se prononcer sur l'intensité anormale de l'agent naturel à l'origine des dégâts et non sur l'importance des dégâts eux-mêmes. Les critères pris en compte en matière d'inondation sont fondés sur l'occurrence statistique des phénomènes établie sur les événements passés effectivement recensés. Lorsque les niveaux de précipitation ou les débits et hauteurs des cours d'eau relevés ont une durée de retour supérieure ou égale à 10 ans, l'intensité de l'événement est considérée comme anormale et la commune est alors reconnue en état de catastrophe naturelle. Cela signifie que le niveau de précipitation ou de crue constaté ne se produit en moyenne que tous les 10 ans ou plus dans la commune concernée. Sur les 313 dossiers instruits pour la région des Hauts-de-France au titre des inondations du printemps 2018, 239 demandes, soit plus de 76 %, ont fait l'objet d'une décision de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle. Les décisions ont été formalisées dans une série d'arrêtés interministériels portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle publiés au *Journal officiel* entre juillet et décembre 2018. Les services des mairies concernées ont été informés par les préfectures des motivations des décisions prises à l'occasion de ces publications. Au plan financier, le coût des épisodes pluvio-orageux du printemps 2018 n'est pas encore consolidé. Au plan national, son coût global pour les assureurs a été évalué à environ 430 millions d'euros par la fédération française d'assurance (FFA). Pour les seuls dommages couverts par le régime des catastrophes naturelles, il est évalué entre 150 et 200 millions d'euros.

*Papiers d'identité**Format et numérisation de la carte nationale d'Identité*

11105. – 24 juillet 2018. – **M. Frédéric Petit** attire l'attention de M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur, sur l'application de la loi relative à la protection de l'identité et la numérisation des cartes nationales d'identités (CNI). La loi relative à la protection de l'identité, adoptée le 27 mars 2012, prévoyait le passage d'un document plastifié au format ID-2 de 105mm x 74mm, sans microprocesseur et sans fonctionnalités, à une carte au format ID-1 de type carte bancaire avec des fonctionnalités électroniques. Or, malgré l'adoption du texte, aucun changement n'est advenu. Changer de format de carte permet de réduire le risque de perte ou d'égarement et de répondre aux attentes des Français. C'est ensuite assumer un choix politique européen en donnant à la carte nationale d'identité un format similaire à celui adopté en Allemagne, en Italie, en Belgique et dans nombres d'autres pays européens. Numériser la CNI permet de la rendre intelligente, de faciliter l'identification et l'authentification biométrique et de rendre les services publics plus accessibles. La numérisation est aussi utile en matière de lutte contre la fraude et la contrefaçon, de facilitation des démarches administratives et quotidiennes des citoyens et de meilleure

protection de l'identité des personnes en particulier dans l'usage des services numériques. Au vu de l'accord de principe trouvé le 28 février 2014 entre les États membres de l'Union européenne pour rendre interopérables les systèmes d'identification électroniques à travers les pays membres de l'Union européenne, au vu de la création le 5 janvier 2018 d'un programme interministériel chargé de concevoir et de mettre sur pied, d'ici la rentrée 2019, une « solution complète » d'identité numérique sécurisée et au vu du refus d'application du texte de loi relatif à la protection de l'identité exprimé en 2013 par l'ancien ministre de l'intérieur, il lui demande quelles mesures sont prévues afin de moderniser les cartes nationales d'identité. – **Question signalée.**

Réponse. – Le ministre de l'intérieur rappelle que la loi n° 2012-410 du 27 mars 2012 relative à la protection de l'identité est parue au *Journal officiel* du 28 mars 2012 après une censure partielle de ses dispositions par le Conseil constitutionnel. Bien que le Conseil constitutionnel n'ait pas censuré le principe d'une carte nationale d'identité (CNI) dotée d'un composant électronique contenant l'état civil du titulaire avec sa photographie et ses empreintes digitales, la censure des dispositions afférentes à la mise en place d'une base commune aux deux titres, CNI et passeport, dotée d'une fonction d'identification du demandeur à partir de ses données biométriques, a eu pour conséquence de « geler » les travaux réglementaires de mise en œuvre de la loi. Ultérieurement, et tirant les conséquences de cette décision, le Gouvernement a jugé prioritaire d'axer son action sur la sécurisation des procédures de délivrance (lutte contre l'obtention induue de titres d'identité ou l'utilisation frauduleuse de titres authentiques perdus volés ou invalidés), le développement d'un nouveau support plus coûteux ne permettant pas, à lui seul, de lutter contre la falsification des justificatifs produits à l'appui d'une demande de titre. Dans cette optique, l'action du Gouvernement a conduit au déploiement de nouveaux outils de lutte contre la fraude, à l'occasion de l'instruction d'une demande de CNI. Ces avancées ont été permises par la mise en place d'une base commune aux deux titres, dénommée « titres électroniques sécurisés » (TES) par le décret n° 2016-1460 du 28 octobre 2016. Ce décret adopté dans le cadre du plan préfectures nouvelle génération (PPNG) a conduit à étendre aux CNI les garanties de sécurité mises en œuvre pour le passeport. Si l'action du Gouvernement s'est attachée, au cours des dernières années, à réduire les risques de fraude dans le cadre de la procédure de délivrance des titres, la sécurisation de la carte d'identité elle-même est demeurée un objectif à mettre en œuvre dans une seconde étape. Cette seconde étape en matière de lutte contre la fraude au titre d'identité a été récemment enclenchée par une proposition de règlement du Parlement et du Conseil européens renforçant la sécurité des cartes d'identité des citoyens de l'Union et des titres de séjour délivrés aux citoyens de l'Union européenne et aux membres de leur famille exerçant leur droit à la libre circulation. Ce projet vise à harmoniser les normes de sécurité applicables aux cartes d'identité délivrées par les États membres et prévoit notamment un passage au format carte bancaire avec insertion d'un composant électronique. Les négociations sont actuellement en cours. Par ailleurs, ces travaux doivent être articulés étroitement avec les réflexions en cours au niveau ministériel sur la recherche d'une solution d'identité numérique de niveau élevé au sens du règlement « eIDAS » du 23 juillet 2014 permettant aux usagers de s'identifier sur internet pour l'accomplissement notamment de démarches administratives en ligne. En effet, de manière accrue, dans leur quotidien, les usagers, les entreprises ou encore les associations sont confrontées, face à des démarches et transactions, publiques ou privées, de plus en plus dématérialisées, à la nécessité de devoir justifier de leur identité. Le Président de la République a, par ailleurs, annoncé que de profondes réformes devaient être engagées pour faciliter le quotidien de nos concitoyens, en poursuivant notamment l'effort de dématérialisation des démarches administratives. Cette avancée permettra ainsi à chacun, qu'il s'agisse de personnes privées ou de personnes morales, de justifier de leur identité, de façon sécurisée, ergonomique et accessible aussi bien lors d'échanges de données liées à des démarches administratives, que pour des usages plus étendus. Mais une telle évolution implique un préalable : garantir la fiabilité et la sécurité des données échangées par la mise en place de solutions d'identité numérique sécurisées. A cette fin, une direction de programme interministérielle a été mise en place en janvier 2018 par les ministres de l'intérieur, de la justice et le secrétaire d'Etat au numérique pour dégager des solutions tenant compte de ce nouveau cadre communautaire.

626

Sécurité routière

Externalisation de l'examen pratique du permis de conduire

11437. – 31 juillet 2018. – M. M'jid El Guerrab interroge M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur, sur la procédure d'inscription à l'examen pratique du permis de conduire. Alors que l'arrêté du 21 juillet 2016 modifiant l'arrêté du 22 octobre 2014 fixant la méthode nationale d'attribution des places d'examen du permis de conduire établit que « les places d'examen sont accordées aux candidats libres se présentant pour la première fois dans un délai qui ne saurait être supérieur à deux mois et dans le délai d'attente moyen constaté entre la première et la deuxième présentation dans le département pour ceux ayant échoué une première fois », les délais d'attente pour passer l'épreuve pratique du permis de conduire ne cessent de s'allonger. En juin 2016, l'externalisation de

l'organisation et de la surveillance de l'examen de l'épreuve théorique générale a permis d'offrir progressivement plus de lieux d'examen, de dégager 142 000 places supplémentaires pour l'épreuve pratique du permis de conduire et de générer des économies. Il souhaite savoir, dans le cadre des réflexions menées par le Gouvernement, si une procédure d'externalisation de l'examen pratique du permis de conduire était envisagée et, dans cette hypothèse, à quelle échéance. À défaut, une solution permettant aux candidats libres de choisir, en ligne, une date d'examen en ligne pour passer cette épreuve pourrait-elle être mise en place. – **Question signalée.**

Réponse. – L'arrêté modifié du 22 octobre 2014 fixant la méthode nationale d'attribution des places d'examen du permis de conduire précise qu'« *un candidat libre est un candidat qui n'est pas présenté sur les droits à places d'un établissement et qui a fait l'objet d'une convocation nominative de la part de l'administration.* » Il est également précisé que le nombre de places offertes aux candidats libres doit permettre d'offrir à l'ensemble des candidats un égal accès aux épreuves, indépendamment des conditions dans lesquelles ces derniers ont été formés. Cette évolution réglementaire a entraîné une forte hausse du nombre de demandes de places en candidat libre, en particulier dans les départements à forte densité urbaine. Cette forte augmentation s'explique par le développement soutenu des auto-écoles « plateformes » et la volonté d'une nouvelle génération de candidats de s'affranchir de l'intermédiation de l'auto-école traditionnelle pour obtenir sa place d'examen. Les services en charge de la répartition des places du permis de conduire ont tenté de mettre en place des solutions, mais ces outils ne permettent pas de répondre aux demandes et d'organiser la filière des candidats libres. Le ministère de l'intérieur a élaboré et expérimente actuellement dans le département de la Seine-Saint-Denis une solution de gestion automatisée des demandes de places d'examen du permis de conduire. Cette expérimentation doit permettre de faire évoluer la solution technique avant sa généralisation à l'ensemble du territoire. Par ailleurs, la mission parlementaire nommée par le Premier ministre doit remettre, d'ici la mi-février, ses propositions visant à garantir, dans le temps et en tous points du territoire, une formation de qualité du permis de conduire, tout en assurant son accessibilité et celle des examens en termes de délais et de prix.

Retraites : fonctionnaires civils et militaires

Parité retraites gendarmes - policiers

11672. – 7 août 2018. – **Mme Frédérique Lardet** alerte M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur, sur l'évolution de la parité en matière de retraites entre les gendarmes et les policiers. Depuis 2009, gendarmerie et police sont sous l'égide du même ministère afin d'optimiser la sécurité des Français. Cependant, l'évolution de la parité entre les deux corps souffre de quelques manquements en matière de retraites, les avantages octroyés aux gendarmes ayant été maintenus, voire accentués, mais pas pour la police. De fait, les bonifications de dépaysement concernant la Corse ou l'Outre-mer ne sont pas prises en compte de la même manière pour les gendarmes (demi-campagne, campagne simple, campagne double) que pour les policiers (aucune bonification pour la Corse, un tiers pour les DOM-TOM), au détriment des seconds quand les premiers peuvent bénéficier d'un accroissement de leur taux de pension suite à un service dans ces territoires. Ensuite, sur le cumul d'activité après le départ à la retraite, depuis 2014 les gendarmes peuvent cumuler leur pension avec une activité dans le privé sans plafond de revenus. Pour les policiers, les plafonds opposés rendent dissuasive cette éventualité. Aussi, elle souhaiterait savoir si un rapprochement des conditions applicables aux deux corps est envisagé, alors qu'une nouvelle réforme des retraites va s'engager.

Réponse. – La loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale définit celle-ci comme « *une force armée instituée pour veiller à l'exécution des lois* », précise son rattachement et ses missions consubstantiels à son statut militaire. Outre le caractère de force armée de la gendarmerie (articles L. 3211-1 et L. 3225-1 du code de la défense), le caractère militaire de ses personnels est affirmé par les articles L. 4111-1 et L. 4145-1 du même code. C'est la raison pour laquelle les militaires de la gendarmerie ne peuvent se voir appliquer le régime civil de retraite des fonctionnaires de police, car leur régime militaire de retraite appelle des garanties et compensations pour les devoirs que l'état militaire comporte et les sujétions qu'il implique, telles que prévues par les dispositions de l'article L. 4111.1 du code de la défense comme suit : « *Le statut énoncé au présent livre assure à ceux qui ont choisi cet état les garanties répondant aux obligations particulières imposées par la loi. Il prévoit des compensations aux contraintes et exigences de la vie dans les forces armées et formations rattachées. Il offre à ceux qui quittent l'état militaire les moyens d'un retour à une activité professionnelle dans la vie civile et assure aux retraités militaires le maintien d'un lien avec l'institution* ». Dans le cadre de la réforme générale du système de retraite préparée par le Gouvernement, le Haut-Commissaire Jean-Paul DELEVOYE a entamé des discussions et des consultations depuis plusieurs mois. Le système universel qui sera instauré permettra de prendre en compte les spécificités de certaines situations, comme celles des militaires. C'est le sens des propos que le Président de la République a tenus le 13 juillet dernier :

« La préservation de ce modèle d'armée est essentielle et j'y tiens. Chef de l'Etat et chef des armées, je l'assume. Et dans le cadre de la réforme des retraites qui, je le sais, vous préoccupe, je veillerai à ce que les spécificités du métier militaire et cette exigence du modèle soient prises en compte. »

Gendarmerie

Réservistes pour soutenir les missions des gendarmes engagés

12693. – 2 octobre 2018. – **M. Xavier Breton** attire l'attention de M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur, sur l'importance des réservistes de la gendarmerie nationale pour soutenir les missions des gendarmes engagés, notamment dans la lutte contre le terrorisme, mais aussi dans leurs missions quotidiennes. Étaient dénombrés en 2017 près de 30 000 volontaires au sein de la réserve opérationnelle de la gendarmerie nationale. Il apparaît cependant que les crédits de ces réserves ne cessent de diminuer, bien que les effectifs de la réserve soient sur une dynamique de progression. Or cette diminution des crédits entraîne de fait des diminutions d'effectifs au sein des compagnies de réserve territoriale, dont l'efficacité est pourtant démontrée. Il souhaiterait savoir quelles mesures le Gouvernement envisage de mettre en place pour soutenir la réserve opérationnelle de la gendarmerie nationale qui, face à la menace terroriste, est un atout précieux.

Réponse. – La réserve de la gendarmerie nationale constitue un levier essentiel pour entretenir le lien avec la population et, dans une organisation territoriale très déconcentrée, pour renforcer la capacité opérationnelle des unités dans leurs missions au service de la sécurité des Français. Conscient de ses atouts indéniables pour le dispositif global de sécurité intérieure (souplesse d'emploi, modularité et réactivité), le Gouvernement a véritablement fait effort sur la montée en puissance de la réserve de la gendarmerie nationale, contribuant à la croissance de ses effectifs, portés de 22 500 réservistes en 2015 à près de 30 000 en 2018. Cet effort de recrutement s'est accompagné d'une hausse substantielle des dotations budgétaires consacrées par la gendarmerie nationale à la mobilisation de la réserve, qui ont plus que doublé en cinq ans. Ce dispositif a démontré toute son efficacité et il n'est pas question de remettre en cause la montée en puissance de la réserve opérationnelle, dont les moyens sont à l'inverse confortés dans le projet de loi de finances pour 2019. En outre, la loi de finances initiale pour 2019 inclut 17 M€ de crédits destinés à financer le changement d'outil de solde des réservistes opérationnels. Cette mesure garantira désormais le paiement mensuel des missions effectuées.

628

Ordre public

Sur la banalisation du racisme anti-blancs dans la société française

12771. – 2 octobre 2018. – **M. Bruno Bilde** alerte M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur, sur la banalisation et la propagation inquiétante du racisme anti-blancs dans la société française. Le 17 septembre 2018, un rappeur parisien a publié sur sa chaîne Youtube un clip intitulé « Pendez les blancs ». La vidéo met en scène un homme blanc lynché par plusieurs personnes noires sur fond de propos haineux explicites qui appellent au meurtre dans des termes immondes : « J'rentre dans des crèches, j'tue des bébés blancs, attrapez-les vite et pendez leurs parents ». Si l'auteur de cette incitation à la haine raciale doit être condamné lourdement, ce clip révèle la progression du racisme anti-blancs en France. Considéré comme un mythe par les élites politico-médiatiques, le racisme anti-blancs est une souffrance subie par de plus en plus de Français. Dans les banlieues, à l'école, dans les clubs sportifs, dans certaines entreprises, le harcèlement est quotidien et les agressions verbales et physiques se multiplient dans l'indifférence générale. En effet, dans bien des cas, les victimes n'osent pas porter plainte ou ne sont pas prises au sérieux. Les médias français, pourtant réactifs quand il s'agit de traiter des discriminations diverses et variées, préfèrent passer sous silence les situations insupportables vécues par bon nombre de nos compatriotes. Il lui demande si le Gouvernement compte s'attaquer franchement à ce fléau et mettre un terme à cette hiérarchie des racismes qui justifie aujourd'hui la défense des uns et l'abandon des autres à la violence.

Réponse. – Le code pénal et la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse sanctionnent les discriminations, les provocations à la haine, à la discrimination et à la violence, ainsi que les injures et diffamations à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une Nation, une race ou une religion déterminée. Ces dispositions sont applicables à toutes les formes de racisme, quel que soit le groupe auquel appartiennent la ou les victimes. Le ministère de l'intérieur veille à systématiquement signaler à l'autorité judiciaire tous les faits portés à sa connaissance qui lui semblent constitutifs d'infractions pénales, y compris lorsqu'elles sont commises à raison de l'origine, de l'appartenance ou de la non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée. S'agissant plus précisément du rappeur cité en exemple, son clip « Pendez les Blancs » a fait l'objet d'un retrait sur la plateforme Youtube suite à l'intervention des services du ministère de l'intérieur. Le clip ayant ensuite été

republié sur de nombreux autres sites ou comptes de réseaux sociaux, de nouvelles demandes de retrait ont été adressées à chaque détection. Par ailleurs, le délégué interministériel à la lutte contre le racisme et la haine anti-LGBT a adressé un signalement pour provocation à la haine au parquet de Paris, qui a ouvert une enquête pour provocation à la commission de crime et délit.

Sécurité des biens et des personnes

Dangers de la DETT sur l'activité de SPV

12891. – 2 octobre 2018. – **M. Arnaud Viala** alerte M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur, sur les risques liés à la transposition de la directive européenne 2003/88/CE sur le temps de travail (DETT) pour les activités de sapeur-pompier volontaire. Le Président de la République le 6 octobre 2017, dans son discours aux forces mobilisées sur les feux de forêt et ouragans déclarait : « Je défendrai farouchement le modèle reposant sur le volontariat des sapeurs-pompiers qui n'est ni du salariat ni du bénévolat ». Or la transposition de la DETT menace fortement le bénévolat au sein des forces de sapeurs-pompiers. L'arrêt Matzak rendu le 21 février 2018 par la Cour de justice de l'Union européenne, statuant sur un contentieux opposant un SPV belge à la commune de Nivelles à propos de la rémunération de son service d'astreinte considère que les SPV sont des « travailleurs » au sens de la DETT ; les périodes de garde sont du temps de travail ; mais aussi que les périodes d'astreinte peuvent être exclues du temps de travail lorsque les contraintes ne sont pas excessives et ne peuvent être assimilées à celles découlant d'un travail. Cet arrêt risque de faire jurisprudence en France, en cas de recours. Devant la difficulté et le caractère aléatoire d'une révision de ce texte, le ministère de l'intérieur envisage la transposition en droit français de la DETT. Cela risque de plafonner de manière cumulée le travail du salarié et son activité de SPV à 48 heures par semaine et de faire émerger pour les SPV un repos de sécurité quotidien entre le travail et l'activité de SPV. Les quelques dérogations permises par la DETT seraient loin de compenser les forts effets induits en termes de réduction de la disponibilité des SPV. De telles dispositions risquent de détruire le volontariat chez les sapeurs-pompiers, rendant la compatibilité entre vie professionnelle et engagement auprès d'un SDIS impossible, bloquant totalement les formations dispensées à ces personnels leur empêchant ainsi d'évoluer et de gagner en compétence. Si la directive a pour objet la protection des travailleurs, elle ne doit pas en contrepartie menacer les structures censées protéger les citoyens du fait d'une application *stricto sensu* et sans adaptations aux spécificités des engagements volontaires et bénévoles auprès des activités liées à la sécurité et la protection des Français. Une telle décision remettrait totalement et brutalement en cause notre modèle de sécurité civile. Il lui demande de détailler les dispositions que le Gouvernement compte prendre à ce sujet, au niveau français et européen, afin de protéger l'activité des SPV.

Réponse. – La sécurité civile française repose sur un modèle qui démontre chaque jour sa pertinence et sa robustesse : par son organisation et son implantation territoriale cohérente, notre modèle permet aussi bien de faire face aux accidents du quotidien, que d'affronter les crises exceptionnelles. Ce modèle, garant de la sécurité des français au quotidien, doit être protégé et conforté. Il convient en premier lieu de rappeler que l'objectif de la directive européenne, concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail (2003/88/CE), est de garantir à tous les travailleurs de l'Union européenne un socle de droits communs, harmonisé et protecteur. L'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne, dit arrêt « Matzak », suscite une inquiétude chez les sapeurs-pompiers volontaires (SPV), qui craignent une remise en cause du modèle français de sécurité civile. En effet, l'assimilation sans aménagement du volontariat à un travail pourrait limiter sa compatibilité avec tout autre emploi salarié en ce que le cumul d'activité résultant de cette assimilation pourrait potentiellement conduire à un dépassement des plafonds, rendant le salarié inemployable à l'issue d'une période d'activité de sapeur-pompier volontaire. Dès lors, le Gouvernement, qui entend et partage la préoccupation des SPV et des élus, a immédiatement fait part de sa volonté de protéger notre système de secours, reposant précisément, pour sa plus grande part, sur l'engagement citoyen des SPV. Plusieurs pistes de travail sont engagées afin de protéger ce modèle de volontariat : d'une part via une démarche auprès des autorités européennes pour consacrer le caractère spécifique de l'activité de SPV à travers la directive, et d'autre part, au travers de la proposition de transposition de la directive, afin d'en exploiter les larges facultés de dérogation. Les élus et les sapeurs-pompiers peuvent compter sur la mobilisation du Gouvernement pour préserver le modèle français de sécurité civile.

Sécurité routière

Barème PV excès de vitesse

12916. – 2 octobre 2018. – **M. Alain David** attire l'attention de M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur, sur le courrier pétition envoyé par de nombreux citoyens à leur député et porté par la Ligue de défense des

conducteurs, demandant un assouplissement du barème des procès-verbaux pour excès de vitesse. En effet, avec l'abaissement de la vitesse à 80 km/h sur la plupart des routes nationales ou départementales, un conducteur qui se fait flasher à 101 km/h écope désormais d'une amende de 135 euros et d'un retrait de 2 points de permis qu'il ne pourra récupérer qu'après trois années complètes sans la moindre infraction. Les risques de perdre son permis de conduire n'ont jamais été aussi élevés, poussant de nombreuses personnes à prendre le risque inconsidéré et condamnable de rouler sans permis et donc sans assurance. Face à ce danger accru et afin de permettre une meilleure gestion de leur permis de conduire par les automobilistes, il lui semble nécessaire d'adopter un assouplissement du barème des procès-verbaux pour excès de vitesse. Il lui demande de bien vouloir lui faire savoir dans quelle mesure le Gouvernement entend répondre à cette revendication.

Réponse. – Le bilan de l'accidentalité de 2017, disponible en ligne sur <http://www.securite-routiere.gouv.fr/la-securite-routiere/l-observatoire-national-interministeriel-de-la-securite-routiere>, confirme si besoin était que la vitesse est la première cause d'accidents mortels de la route. Lorsqu'elle n'est pas la cause principale, elle en constitue systématiquement le facteur de gravité. C'est pour cela que lutter contre les vitesses excessives reste la priorité du Gouvernement en matière de lutte contre l'insécurité routière, dans le cadre d'un plan ambitieux et global que le comité interministériel de la sécurité routière (CISR) du 9 janvier 2018 a validé. De ce fait, la décision du Gouvernement d'abaisser à 80 km/h la vitesse maximale autorisée (VMA) sur les routes bidirectionnelles hors agglomération n'a pas pour finalité d'augmenter le nombre des contraventions en matière d'excès de vitesse mais, à l'inverse, d'agir de manière équilibrée sur tous les leviers afin de réviser à la baisse le taux de mortalité sur ces routes étant les plus accidentogènes. Les barèmes en matière de sanctions pénales en cas de dépassement de la vitesse sont déjà adaptés. D'une part, ils sont proportionnels, en prenant en compte la dangerosité du comportement : le nombre de points retirés sur le permis de conduire dépend du niveau de dépassement de la vitesse maximale autorisée : 1 point pour un dépassement de moins de 20 km/h, 2 points pour un dépassement entre 20 et 30 km/h, 3 points entre 30 et 40 km/h, 4 points entre 40 et 50 km/h et 6 points à partir de 50 km/h au-dessus de la VMA. D'autre part, ils sont adaptés aux circonstances : le code de la route distingue déjà un excès de vitesse inférieur à 20 km/h s'il a été commis hors agglomération où il est puni d'une amende de prévue par les contraventions de la 3^{ème} classe. Ce même dépassement de la vitesse, commis en agglomération, se trouve sanctionné d'une amende de la 4^{ème} classe. En matière de contrôle des excès de vitesse, une marge technique s'établit automatiquement sur les appareils de contrôle. Les forces de l'ordre appliquent en effet, à l'avantage du conducteur, un abattement de 5 % par rapport à la mesure effectuée par l'appareil de contrôle de la vitesse pour une vitesse supérieure à 100 km/h et de 5 km/h pour une vitesse inférieure. Ainsi, un conducteur qui se fait « flasher » à 101 km/h sur une route dont la vitesse est limitée à 80 km/h, roule en réalité à une vitesse de 106 km/h, soit 6 km/h de plus que la vitesse maximale autorisée. Rouler 6 km/h au-dessus d'une vitesse autorisée constitue un comportement très dangereux sur une route sans séparateur central et bidirectionnelle où le flux des autres véhicules est à 80 km/h. La perte de points, qui repose sur un principe égalitaire, constitue un signal/avertissement donné au conducteur qu'il doit adopter une conduite plus prudente. Ce principe fonctionne, il suffit de regarder la manière dont les points se reconstituent sur les permis de conduire de la grande majorité de nos concitoyens après la perte de 1 ou deux points. Les automobilistes disposent de la possibilité de récupérer jusqu'à quatre points de leurs permis de conduire perdus en suivant des stages de sensibilisation à la sécurité routière, qui peut s'effectuer dans un des centres agréés par les préfetures. D'autre part, le système de pertes-récupération permet également pour les excès de vitesse inférieurs à 20 km/h, de récupérer le point perdu en six mois en l'absence d'autre infraction. Dans tous les cas, si le permis de conduire n'est pas invalidé, sans infraction pendant trois ans, un automobiliste récupère tous ses points. A titre d'illustrations, 8 personnes sur 10 ont 12 points sur leur permis, 3,1 millions de conducteurs ont vu le rétablissement de leur capital initial de 12 points après 2 ou 3 ans sans nouvelle infraction, et 6,1 millions de conducteurs ont récupéré un point au terme de 6 mois sans nouvelle infraction. En ce sens, les règles en vigueur sont adaptées. En outre, l'hypothèse que de nombreux permis de conduire seraient invalidés par le fait d'une commission de plusieurs infractions pour « petits excès de vitesses » n'est pas fondée : en 2017, seules 121 personnes ont vu leur permis de conduire invalidé pour le seul motif d'excès de vitesse de moins de 20 km/h (1 point) ; 105 personnes en 2016. Aussi, pour l'ensemble des raisons évoquées ci-dessus, le Gouvernement n'envisage pas de modifier le barème des sanctions prévues par le code de la route pour excès de vitesse.

630

Ordre public

Incivilités, tensions, violences mouvements idéologiques

13548. – 23 octobre 2018. – **Mme Séverine Gipson** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation** sur les problèmes des incivilités, tensions et violences, liés à différents mouvements idéologiques et

exercés à l'encontre des agriculteurs tant pour le bien-être animal que pour l'utilisation de produits phytosanitaires. Au travers de propos et de situations vécues par un grand nombre d'entre eux, force est de constater l'accroissement d'un sentiment de peur pour eux-mêmes mais aussi pour leur famille de plus en plus présent. Ils subissent des pressions de plus en plus violentes des groupes idéologiques et des lobbys contre les produits phytosanitaires. Aussi, face à cette montée d'opposition violente, de menaces de mort, d'agression et de vandalisme extrême de ces mouvements, elle souhaite savoir quelles dispositions le Gouvernement entend prendre pour en enrayer les actions. – **Question ayant fait l'objet d'un changement d'attributaire.**

Réponse. – Les incivilités et les actions parfois violentes perpétrées par certains mouvements écologistes extrémistes ou de défense de la cause animale à l'encontre d'agriculteurs font l'objet d'une attention spécifique du Gouvernement, qui déploie des moyens adaptés pour permettre à ces professionnels de travailler en toute sérénité. Dans ce cadre, l'État met en œuvre 79 plans départementaux dédiés à la sécurité des exploitations agricoles. Élaboré à partir d'un constat local partagé avec les différents représentants du monde agricole, chaque plan comprend une analyse exhaustive des menaces pesant sur les exploitations agricoles dans le département et détermine des axes d'amélioration de l'action des forces de sécurité. Ces analyses sont mises à jour régulièrement. Dans ce cadre, la police de sécurité du quotidien complète les efforts déployés par les services de l'État, en apportant des réponses spécifiques en matière de prévention technique de la malveillance. Différentes mesures préventives et répressives sont ainsi mises en place : - renforcement des échanges entre les forces de sécurité et le monde agricole : signature de conventions de partenariat avec les acteurs du monde agricole (chambre d'agriculture, fédérations départementales des syndicats d'exploitants agricoles - FDSEA, etc.) dans 24 groupements de gendarmerie départementale (GGD). Afin d'encourager les initiatives au plan local et de renforcer le partage d'informations, la direction générale de la gendarmerie nationale et la fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) ont signé une convention nationale de partenariat le 24 juillet 2014. Parallèlement, 60 conventions établissant un dispositif d'alerte des agriculteurs par SMS ou mail ont été signées entre les GGD et les chambres d'agriculture ; - appui dans la mise en sûreté des sites : l'ensemble des plans départementaux prévoit des mesures visant à informer les exploitants agricoles des menaces et des mesures de protection pouvant être mises en œuvre, notamment par l'organisation de réunions publiques animées par les correspondants territoriaux prévention de la délinquance et les référents et correspondants sûreté de la gendarmerie. Ces référents derniers interviennent également au profit du monde agricole par la réalisation de diagnostics écrits ou de consultations orales, délivrant aux exploitants des préconisations humaines, organisationnelles et techniques, ciblées et adaptées aux sites, afin de renforcer la sécurité passive et de réduire le risque de malveillance sur les exploitations. Ainsi, 191 diagnostics écrits et consultations orales de sûreté ont été réalisés en 2017 au profit des exploitations agricoles les plus vulnérables et 75 au bénéfice des concessionnaires agricoles.

631

Police

Aggression de policiers et moyens de la police nationale

14187. – 13 novembre 2018. – M. Jean-Louis Masson attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur l'insupportable agression dont a été victime un policier de la brigade anti-criminalité (BAC) de Toulon devant son domicile hyérois. En effet, depuis dix-huit mois, de nombreux maires de la métropole toulonnaise n'ont cessé d'alerter le Gouvernement et le ministère de l'intérieur sur l'insécurité grandissante et le manque de moyens criant, tant humains que matériels, dont souffrent les forces de sécurité dans leurs communes. Ces maires, loin de rester inactifs, continuent d'accentuer leurs partenariats avec les forces de police nationale ainsi que leurs efforts, notamment par le développement de leurs polices municipales. Cependant, ces dernières ne peuvent en aucun cas se substituer à l'État dans l'exercice de ses compétences régaliennes. Elles n'en ont d'ailleurs pas les prérogatives. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir lui indiquer très précisément les moyens supplémentaires indispensables pour assurer dans les meilleures conditions possibles leurs missions régaliennes de sécurité au service des citoyens qu'il souhaite attribuer à la police nationale.

Réponse. – Le Président de la République a fait de la sécurité un des enjeux fondamentaux du quinquennat. Dans l'agglomération toulonnaise comme ailleurs, ces défis appellent des moyens accrus pour les forces de l'ordre. Tel est le sens de la politique menée. 10 000 postes seront ainsi créés au sein de la police et de la gendarmerie nationales durant le quinquennat. En 2019, les crédits des forces de sécurité augmentent de 2,6 % par rapport à 2018, soit 335 M€ supplémentaires. Le budget dédié aux équipements atteint 236 M€ pour les deux forces, permettant aux policiers et aux gendarmes d'être mieux équipés et surtout mieux protégés. Le département du Var a bénéficié de dotations supplémentaires d'armements collectifs et de matériels de protection (fusils-mitrailleurs,

casques balistiques, boucliers et gilets porte-plaques). Comme ailleurs, le déploiement d'outils modernes qui facilitent l'action de la police sur le terrain s'y poursuit (terminaux numériques NEO, etc.). La question des moyens est d'autant plus essentielle que les policiers font l'objet de violences et de menaces croissantes. Ces atteintes aux forces de l'ordre sont inadmissibles et aucune ne saurait rester impunie. La protection des policiers est donc une priorité absolue du ministre de l'intérieur. A cet égard, il convient de souligner que l'ignoble et lâche agression d'un policier de la brigade anti-criminalité de Toulon, devant son domicile, à Hyères, le 1^{er} novembre, a rapidement abouti à l'interpellation de deux individus, mis en examen et écroués dès le 3 novembre. S'agissant des effectifs, la police nationale dispose dans le Var de 1 719 agents (données au 30 novembre 2018), contre 1 684 fin 2016. Cet effectif devrait rester stable dans les mois à venir, avec une dotation de 1 720 agents prévue fin mai 2019. S'agissant de la direction départementale de la sécurité publique (DDSP), dont les personnels sont les principaux présents au quotidien sur la voie publique, elle dispose de 1 353 agents (données au 30 novembre 2018), contre 1 329 fin 2016, et devrait s'appuyer sur 1 357 agents d'ici fin mai 2019. La circonscription de sécurité publique de Toulon dispose de 691 agents - contre 687 fin 2016 -, auxquels il convient d'ajouter les agents du renseignement territorial. Le ministre de l'intérieur sera particulièrement attentif à cette situation. Le Gouvernement fait également le choix de l'efficacité et des réformes en profondeur, avec en particulier la police de sécurité du quotidien (PSQ), lancée en février 2018. Au sein de la circonscription de sécurité publique de Toulon, elle va notamment permettre de moderniser et d'améliorer le contact avec la population ainsi que l'accueil des victimes, d'intensifier les partenariats, déjà soutenus par exemple avec les bailleurs sociaux, la ville de Toulon et les polices municipales des 6 communes de la circonscription de police. L'agglomération toulonnaise fait également face aux défis du « narco-trafic » et des violences qui l'accompagnent. Cette situation, qui préoccupe légitimement les élus locaux et les habitants, exige des modes d'action adaptés. A cet égard, la lutte contre les stupéfiants est un volet important de la police de sécurité du quotidien, qui se traduit par un renforcement de la présence policière sur la voie publique, en particulier dans les lieux que cherchent à s'approprier les trafiquants. En complément de l'action de la sécurité publique, la police judiciaire est mobilisée. L'antenne de police judiciaire de Toulon se concentre désormais sur les dossiers criminels liés à la drogue. Le service régional d'identité judiciaire de Marseille est systématiquement dépêché sur les affaires d'homicide ou de tentative d'homicide confiées à l'antenne de police judiciaire. Un renfort est également apporté à l'antenne de police judiciaire de Toulon par les enquêteurs du siège de la direction interrégionale de la police judiciaire de Marseille, tant par ceux de la brigade de répression du banditisme que par ceux de la division des stupéfiants et du proxénétisme. Cette action va s'intensifier dans l'agglomération toulonnaise comme sur tout le territoire national. A la demande du Président de la République, un plan de mobilisation générale de lutte contre les trafics de stupéfiants dans les quartiers sensibles est en effet en cours d'élaboration.

632

Sécurité routière

Excès de vitesse avec une voiture d'entreprise

14232. – 13 novembre 2018. – **M. Jean-Luc Warsmann** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le manque de clarté des documents que doivent compléter les conducteurs ayant commis un excès de vitesse avec une voiture de leur entreprise. Plusieurs personnes concernées lui ont, en effet, indiqué avoir été condamnées pour non-transmission de l'identité et de l'adresse du conducteur, alors même que leurs entreprises n'employaient pas de salariés et qu'elles étaient les seules à pouvoir utiliser ce véhicule, qu'elles n'avaient pas contesté l'infraction et avaient acquitté l'amende dont elles avaient fait l'objet. Leur seul tort, en l'espèce, aurait été de ne pas comprendre le document complexe qui leur avait été communiqué. Il propose une simplification des formulaires, qui permette au conducteur se trouvant dans cette situation de se déterminer suivant une formule qui pourrait, par exemple, s'inspirer de celle-ci : « 1. J'étais le conducteur et reconnais être l'auteur de l'infraction ; 2. Je n'étais pas le conducteur et transmets l'identité et les coordonnées de celui-ci ; 3. Je ne transmets pas l'identité du conducteur et serai donc susceptible d'être poursuivi à ce titre. ». Il souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur cette proposition.

Réponse. – Depuis le 1^{er} janvier 2017, les personnes morales dont le représentant légal ne désigne pas la personne physique qui a commis une infraction au volant d'un véhicule leur appartenant ou qu'elles détiennent reçoivent un avis de contravention pour non désignation. L'envoi de ce nouvel avis de contravention doit mettre fin à la situation qui voit certains contrevenants ayant commis une infraction au volant d'un véhicule professionnel échapper au retrait de points. Il arrivait même, dans certains cas, que la personne morale, en lieu et place du contrevenant, paie directement l'amende. De tels procédés sont déresponsabilisants pour les auteurs d'infraction et contraires aux objectifs de sécurité routière. Le représentant légal d'une personne morale doit donc, à la suite de la réception d'un avis de contravention, désigner le conducteur ayant commis l'infraction ou se désigner

personnellement s'il a lui-même commis l'infraction, en communiquant notamment la référence de son permis de conduire. En effet, s'il ne le fait pas, son permis de conduire ne pourra pas faire l'objet du retrait du nombre de points correspondant à l'infraction commise. Aussi, lorsqu'il reçoit un avis de contravention en tant que représentant légal, il doit d'abord se désigner en tant que personne physique auprès de l'officier du ministère public, par voie papier ou électronique. Il reçoit par la suite un avis de contravention qui lui est personnellement adressé, par voie postale ou par voie électronique (e-ACO), et peut alors régler l'amende associée à l'infraction qu'il a commise. Afin de faciliter les démarches des représentants légaux et préciser les procédures à suivre, l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions a procédé à l'adaptation des documents qu'elle leur envoie dans le cadre du contrôle automatisé. L'ensemble des informations utiles aux représentants légaux ressortent ainsi de la lecture combinée de l'avis de contravention et du document « notice de paiement » qui y est joint. Si ces documents permettaient de bien comprendre le dispositif mis en œuvre, ils ont néanmoins prochainement l'objet d'amélioration conformément aux recommandations du Défenseur des Droits. Il n'est pas prévu de modifier ces documents dès lors que la notice de paiement comporte clairement les quatre situations que le représentant légal de la personne morale peut rencontrer ainsi que les procédures à suivre, à savoir « vous avez vous-même commis l'infraction », « l'infraction a été commise par quelqu'un d'autres que vous », « vous n'êtes pas en mesure de désigner la personne qui a commis l'infraction » et « vous voulez contester l'infraction ». A partir du moment où un véhicule est enregistré dans le système d'immatriculation des véhicules (SIV) au nom d'une personne morale, entraînant l'établissement d'un certificat d'immatriculation à son nom, son représentant légal a l'obligation de désigner le conducteur qui commet une infraction au volant de ce véhicule. En effet, dans ce cas de figure, les informations relatives à la personne morale ne mentionnent ni sa taille, ni ses effectifs, ni son objet social ni encore l'identité du conducteur effectif du véhicule ou celle de son représentant légal. Les agents de police judiciaire du Centre automatisé de constatation des infractions routières, qui ont accès aux informations enregistrées dans le SIV, ne sont donc pas en mesure d'identifier le représentant légal comme l'auteur de l'infraction constatée. C'est du reste l'une des raisons pour lesquelles l'infraction de non désignation a été créée. Les avis de contravention envoyés aux représentants légaux ne leur sont pas nommément adressés. Ils se limitent à la mention de la qualité de représentant légal du destinataire de l'avis, celle de la raison sociale de la personne morale qu'il représente, ainsi que l'adresse de cette dernière. Si dans certaines situations professionnelles, la distinction entre les actes relevant de l'activité professionnelle et ceux relevant de la vie personnelle est difficile, la démarche d'immatriculer un véhicule au titre de la personne morale est toujours un choix, matérialisé par les informations inscrites dans le CERFA de demande d'immatriculation, ou communiquées dans le cadre des télé-procédures, et par les pièces justificatives produites à l'appui de cette démarche. Ce choix confère aux représentants légaux des droits et des avantages, mais aussi des obligations. Parmi ces obligations, figurent notamment celle d'être en mesure d'identifier et de désigner le conducteur qui commet des infractions au volant du véhicule et celle de se désigner en tant que conducteur lorsque le représentant légal commet lui-même une infraction au volant du véhicule. Si l'immatriculation de leur véhicule au nom d'une personne morale relève d'une erreur, les autoentrepreneurs et les chefs d'entreprises ne comptant aucun salarié ont la possibilité de faire une demande de correction des certificats d'immatriculation correspondants à ces véhicules afin de ne plus être soumis, le cas échéant, à l'obligation de se désigner avant de s'acquitter de l'amende encourue correspondant à une infraction qu'ils ont personnellement commise. Ces corrections peuvent être réalisées par voie électronique dans le cadre des procédures dématérialisées accessibles via le site internet du ministère de l'intérieur (<https://www.demarches.interieur.gouv.fr/>).

Sécurité routière

Allocation du produit des amendes dues à l'abaissement de la vitesse à 80km/h

14457. – 20 novembre 2018. – M. Pierre Morel-À-L'Huissier interroge M. le ministre de l'intérieur sur la destination du surplus de recettes générées par les amendes sanctionnant le non-respect de l'abaissement de la limitation de la vitesse à 80km/h sur le réseau secondaire. Lors du comité interministériel du 9 janvier 2018, il a été déclaré que cet excédent doit être versé à des « établissements qui participent à la reconstruction des blessés », et cette volonté a notamment été réaffirmée le 2 juillet 2018. Or il semblerait que seule une fraction de ce produit soit en fait redirigée vers ces hôpitaux. Il souhaite donc lui demander quelles sont les modalités pratiques de cette allocation de crédits, et notamment les sommes concernées ainsi que le fléchage précis.

Réponse. – Le comité interministériel de la sécurité routière du 9 janvier 2018 a décidé que, dans le cadre des textes financiers pour 2019, le Gouvernement dotera de l'intégralité du surplus des recettes perçues lié à l'abaissement des vitesses maximales un fonds d'investissement pour la modernisation des structures sanitaires et médico-sociales destiné à la prise en charge des accidentés de la route. Ce fonds doit accélérer la réalisation des investissements mais aussi permettre de rechercher des innovations pratiques. Le fonds n'a pas vocation à accorder des aides

individuelles (par exemple pour aménager le domicile des grands blessés), ces aides relevant de dispositifs déjà existants (maison départementale des personnes handicapées). Le fonds doit financer des besoins spécifiques d'investissement, par exemple dans les services de soins post réanimation ou de soins de suite et de réadaptation (rénovation de services, équipements sur les plateaux de rééducation, besoin de robotisation, appartements thérapeutiques, etc.), ou dans les structures accompagnant à domicile les grands blessés dans leur retour à la vie. Des appels à projets copilotés par le ministère en charge de la santé et le ministère de l'intérieur, en charge de la sécurité routière, permettront de valider les projets. Aussi, il est prévu que le fonds pour la modernisation des établissements de santé publics ou privés (FMESPP) soit doté du surplus de recettes dans le cadre de la loi de finances pour 2019. Un article spécifique du projet de loi de finances (PLF) lui est consacré. Le fonds permet d'ores et déjà aujourd'hui d'octroyer des subventions d'investissement pour la modernisation des établissements de santé, il s'agit donc d'un instrument juridique adapté. La mesure d'abaissement de la vitesse maximale a été mise en œuvre au 1^{er} juillet 2018. Par conséquent, elle génère des recettes sur le second semestre 2018. Ainsi, le PLF 2019 dote le fonds d'une estimation du surplus de recettes correspondant à environ une demi-année. Le fonds sera ensuite doté en PLF 2020 d'une estimation extrapolant le volume de recettes réellement constaté sur la période juillet 2018 - juillet 2019 (dernière donnée disponible lors de la construction du PLF 2020). En moyenne, les radars automatiques placés sur les routes concernées par l'abaissement de la vitesse ont émis 6 flashes par jour en 2017. Aussi, il est considéré que dès lors qu'un radar automatique placé sur ces routes émettra plus de 6 flashes par jour, les flashes supplémentaires seront liés à l'abaissement de la vitesse maximale autorisée. S'agissant de la première période de 6 mois (juillet – décembre 2018), il est fait l'hypothèse d'un volume de 867 000 messages d'infraction supplémentaires au titre de la mesure liée à l'abaissement de la vitesse maximale à 80 km/h, ce volume correspondrait à un doublement des flashes habituellement constatés et aboutirait à l'envoi de 660 000 avis de contravention, compte tenu du taux habituel de transformation des messages d'infraction en avis de contravention. Par conséquent, la recette qui sera reversée au FMESPP est estimée à 26 M€ compte tenu du taux de paiement habituel de 76 % pour une amende moyenne de 52 euros constatée en 2017. Le ministère des solidarités et de la santé et le ministère de l'intérieur ont prévu un appel à projets à la fin du mois de janvier 2019 afin de désigner les premiers projets financés. Les lauréats seront connus à mi-année après réception et examen des demandes.

Ordre public

Décision de la préfecture de Moselle concernant les supporters du RC Lens

14583. – 27 novembre 2018. – **M. Benoit Potterie** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les conditions dans lesquelles la préfecture de Moselle a interdit le déplacement des supporters du Racing Club de Lens, en vue du match de football de Ligue 2 opposant le FC Metz au RC Lens le 1^{er} septembre 2018 à Metz. Par un arrêté signé le 17 août 2018, M. le préfet de Moselle a interdit à « toute personne se prévalant de la qualité de supporter du RC Lens ou se comportant comme tel d'accéder au stade Saint-Symphorien » et dans un périmètre déterminé par l'arrêté. Certains des considérants pris à l'appui de cette décision ont surpris. Ainsi, la mesure est justifiée par exemple par l'insuffisante disponibilité des forces de l'ordre, due notamment à l'organisation, le même jour, de la braderie de Lille, pourtant distante de plus de 350 km. Une partie des supporters lensois attendus pour ce match ont choisi de se rendre à Metz le jour de la rencontre et des forces de l'ordre importantes ont été mobilisées pour les contrôler et les interpeller, parfois, semble-t-il, en dehors du périmètre précité. Ainsi, il souhaiterait connaître le nombre de forces de l'ordre mobilisées pour faire respecter l'arrêté précité, connaître le nombre de forces de l'ordre qui auraient été nécessaires pour encadrer le déplacement normal en bus des supporters lensois et comprendre pourquoi des forces de l'ordre qui, le 17 août 2018, n'étaient pas jugées en nombre suffisant pour encadrer le déplacement normal des supporters lensois ont, le 1^{er} septembre 2018, été rendues disponibles pour faire appliquer ledit arrêté.

Réponse. – Le 1^{er} septembre 2018, le Football Club de Metz recevait le Racing Club de Lens au stade Saint-Symphorien de Longeville-les-Metz. Au regard de l'évaluation des risques de troubles à l'ordre public établie au cours d'une réunion préparatoire organisée par la préfecture, en présence notamment des représentants des clubs et des services spécialisés de la police nationale (division nationale de lutte contre le hooliganisme/direction centrale de la sécurité publique), le préfet de la Moselle décidait de prendre un arrêté en date du 17 août 2018 portant interdiction d'accès au stade Saint-Symphorien et de stationnement et de circulation sur la voie publique, dans un périmètre défini, à toute personne se prévalant de la qualité de supporter du RC Lens, du samedi 1^{er} septembre 2018 à 8h au dimanche 2 septembre 2018 à minuit. L'organisation à la même date de la braderie de Lille, d'ampleur nationale, qui s'ajoutait aux velléités des supporters des deux clubs (volonté affichée des ultras artésiens de ne pas respecter les points de rendez-vous, etc.), justifiait cette mesure. En effet, la manifestation

lilloise, bien que distante de Metz, impliquait la mobilisation d'un nombre élevé de forces de l'ordre. Près de 3 000 personnels, dont des unités des compagnies républicaines de sécurité (CRS) et des escadrons de gendarmerie mobile (EGM), étaient ainsi engagés pour la sécurisation, en période de posture Vigipirate renforcé, de la braderie, obérant les capacités de déploiement de forces de l'ordre pour le match. Pour autant, un solide dispositif de sécurité était nécessaire. La direction du club lensois redoutait la venue de 500 à 600 ultras artésiens et leur volonté affichée de ne pas respecter d'éventuels points de rendez-vous fixés pour une prise en charge jusqu'au stade. Les renseignements recueillis permettaient d'établir que plusieurs centaines de supporters à risque lensois souhaitaient braver l'interdiction en maintenant leur déplacement et en recherchant l'affrontement avec les supporters messins. Un dispositif mobilisant une soixantaine d'effectifs de la direction départementale de la sécurité publique de la Moselle, renforcés par une CRS à 3 sections (68 policiers) et un demi EGM (38 militaires), était mis en place le jour du match. Dès 11h, 150 supporters lensois étaient détectés en périphérie du périmètre délimité par l'arrêté précité. A partir de 13h45, ils se dirigeaient à bord de leurs véhicules personnels vers le centre-ville de Metz et le stade. Plusieurs contrôles étaient réalisés aux points d'entrée du périmètre d'interdiction et les supporters lensois étaient sommés de faire demi-tour sous peine d'infraction. A partir de 15h, plusieurs incidents impliquant des ultras artésiens éclataient. Ainsi, cinq d'entre eux étaient contrôlés aux abords du stade et bousculaient un fonctionnaire de police pour prendre la fuite. Deux individus étaient cependant interpellés. Une rixe entre supporters à risque mosellans et lensois occasionnait un mouvement de foule près du stade. Cet incident aboutissait à l'interpellation de trois supporters lensois. Un nouvel affrontement entre ultras éclatait sur un parking à proximité de l'enceinte et deux autres supporters lensois étaient interpellés. Enfin, un groupe d'une quarantaine de supporters lensois était signalé dans le centre-ville de Metz, soit dans le périmètre interdit, et dix étaient interpellés pour violation des dispositions de l'arrêté précité. La récurrence des incidents, parfois particulièrement violents, entre supporters à risque et les conséquences possibles vis-à-vis des supporters « traditionnels » rendaient donc indispensable la mise en place de dispositifs de sécurité spécifiques et renforcés. Si les ultras lensois avaient dans un premier temps annoncé leur volonté de rester en dehors du périmètre pour démontrer leur capacité de mobilisation et leur respect de la légalité, leurs agissements durant la journée ont malheureusement démontré la pertinence de l'évaluation des risques qui avaient conduit le préfet à prendre un arrêté. Les dispositifs de sécurité mis en œuvre ont de surcroît prouvé leur efficacité : ils ont permis de contenir la plupart des tentatives d'affrontements entre ultras messins et lensois. La réactivité et l'efficacité des forces de police ont assuré à la majorité des supporters la sécurité et la tranquillité. Un simple encadrement du déplacement des supporters lensois aurait, au vu de leur comportement, nécessité de doubler les effectifs des forces de sécurité pour mettre en place un dispositif de sécurité en centre-ville et organiser l'acheminement jusqu'au stade des supporters.

635

Police

Prise en charge des agents de la police nationale blessés en service

14600. – 27 novembre 2018. – M. Jean-Michel Jacques interroge M. le ministre de l'intérieur sur la prise en charge des agents de la police nationale blessés en service. En 2017, près de 11 000 policiers ont déclaré avoir été blessés ou s'être blessés dans le cadre de leurs activités (5 910 blessés en service et 5 164 blessés en mission). Mobilisés sur tous les fronts et parfois pris pour cibles, ces professionnels doivent faire face aux risques inhérents à des missions chaque jour plus complexes pouvant induire des souffrances tant physiques que psychologiques. Aussi, il lui demande de bien vouloir lui indiquer plus précisément les différents dispositifs existants permettant la prise en charge des agents de police blessés dans le cadre de leurs activités.

Réponse. – L'accompagnement des personnels blessés en service constitue une préoccupation ancienne et constante du ministère de l'intérieur, qui a pris une importance accrue dans le contexte terroriste et face à la multiplication des actes de violence. Il était dès lors impératif, et le plan stratégique triennal de la police nationale 2017-2020 l'a expressément inscrit au titre de ses objectifs majeurs, que l'administration adapte son mode opératoire pour être en capacité de mieux répondre aux attentes légitimes des personnels blessés, qui doivent pouvoir bénéficier d'un soutien efficace, simple d'accès et parfaitement coordonné. Plus que jamais dans le contexte actuel, l'administration se doit d'apporter à ces agents, en situation de fragilité physique et psychologique, la protection, le soutien et les réponses qu'ils attendent, en inscrivant davantage son action dans la durée et en actionnant plus efficacement l'ensemble des réseaux de soutien. L'expérience montre en effet la nécessité d'une approche plus transversale et pluridisciplinaire des services et des professionnels de soutien concernés, à chaque étape de l'instruction des dossiers, dans ses différents volets (administratif, médico-social, etc.). A cet effet, le ministère de l'intérieur a décidé de privilégier un modèle d'organisation qui s'articule autour d'un guichet unique identifiable et facilement accessible tant par les personnels et leurs familles que par les services. Mis en place en avril 2018, ce dispositif vise à assurer le suivi de la situation médico-administrative des agents blessés en service, de la déclaration

de blessure jusqu'à la reprise d'activité, pour améliorer la prise en charge et s'assurer, notamment, du respect de leurs droits. Ce dispositif couvre également la situation des familles, en les faisant bénéficier notamment de la prise en charge financière de leur transport et de leur hébergement en cas d'hospitalisation longue de policiers. La mission d'accompagnement des blessés créée au sein de l'administration centrale du ministère de l'intérieur (direction des ressources et des compétences de la police nationale) s'accompagne d'une déclinaison territoriale dans chaque secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur (SGAMI). Elle est chargée de détecter, de coordonner et de suivre, dans la durée, la situation des agents blessés en service. Cette nouvelle organisation monte en puissance, avec la mise en place de premiers outils communs garantissant la cohérence, sur l'ensemble du territoire, du traitement des dossiers des blessés et des familles. Deux circulaires ont été diffusées le 9 avril 2018 aux services et réseaux concernés, accompagnées d'un guide de procédures d'accompagnement des blessés. Des réseaux de référents de la mission d'accompagnement des blessés et, à l'échelon zonal, des guichets uniques des SGAMI, sont en cours de constitution. Par ailleurs, dans le cadre du renforcement de la prise en charge proprement dite des blessés, de premières conventions de partenariat ont été conclues avec des établissements hospitaliers. Elles permettent d'offrir, dans certaines situations particulières, un accompagnement global intégré dans la perspective d'une reprise de fonctions. Des actions de communication ont été menées auprès des personnels de la police nationale pour faire connaître non seulement le nouveau dispositif d'accompagnement dont eux et leurs familles peuvent bénéficier, mais aussi les droits dont ils peuvent se prévaloir en tant que victimes de blessures en service. Deux guides d'information ont été mis en ligne sur le site intranet de la direction générale de la police nationale.

Sécurité routière

Évolution des certifications européennes en matière de barrières anti agression

14902. – 4 décembre 2018. – **Mme Patricia Mirallès** attire l'attention de **Mme la ministre, auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes**, sur les certifications applicables aux barrières dites anti agression. En effet, alors que les certifications IWA14 et PASS68 appliquées en Europe explicitent simplement des critères (méthodologie du test, résultats acceptables, type de véhicule acceptés pour les tests...) qui s'ils sont respectés permettent d'obtenir la certification en cause comme cela s'applique également aux États-Unis avec le certificat ASTMP3, rien n'indique les résultats concrets des candidats aux tests et plus encore les différentes efficacités des instruments qui s'y soumettent. Dès lors, et alors que les résultats en matière de protection réelle de ces barrières n'est pas sans conséquence, les prospects (souvent les collectivités publiques) à l'achat de ce type de matériel ne sont pas en capacité de pouvoir les comparer et surtout de connaître la fiabilité réelle des outils qu'ils font le choix d'acquérir au nom de la mise en sécurité de leurs administrés. C'est pourquoi, elle lui demande comment une négociation pourrait être ouverte à l'échelle européenne aux fins de rendre ces certifications plus exigeantes et surtout plus précises dans l'intérêt de tous. – **Question ayant fait l'objet d'un changement d'attributaire.**

Réponse. – La certification BSI PAS68 est une norme européenne visant à garantir la résistance d'un équipement de sécurisation périmétrique à l'attaque d'un véhicule bélier par choc frontal. Les tests pratiqués permettent d'évaluer le degré de performance de l'équipement. La certification est délivrée lorsque le véhicule est stoppé et les mesures effectuées servent à attribuer un niveau de performance à l'équipement. Dès qu'un équipement obtient la certification, les résultats des tests sont communiqués et il est alors facile de comparer les équipements entre eux. Les normes IW14 et ASTM sont des équivalents. Elles permettent de tester le ou les matériel (s) en question. Il faut noter que la norme s'applique également à l'utilisation qui est faite du matériel ou lors de sa mise en place, qui doivent respecter les règles définies par ladite norme.

Sécurité des biens et des personnes

Mise en péril du modèle français des sapeurs-pompiers volontaires

15582. – 25 décembre 2018. – **M. Emmanuel Maquet** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les conséquences de l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 21 février 2018 relatif aux pompiers volontaires belges. Cet arrêt pourrait avoir d'importantes conséquences sur le modèle de sécurité civile français basé sur le volontariat. La France compte aujourd'hui 80% de volontaires parmi ses effectifs de sapeurs-pompiers. La loi précise que « l'activité de sapeur-pompier volontaire repose sur le volontariat et le bénévolat. Elle n'est pas exercée à titre professionnel mais dans des conditions qui lui sont propres ». La décision de la CJUE qualifie de

« travailleurs » les sapeurs-pompiers belges, excluant de fait toute notion de volontariat, et pourrait ainsi remettre en question notre modèle. Il lui demande donc comment envisage-t-il de protéger le statut de sapeur-pompier volontaire face à la jurisprudence de la CJUE.

Réponse. – La sécurité civile française repose sur un modèle qui démontre chaque jour sa pertinence et sa robustesse : par son organisation et son implantation territoriale cohérente, notre modèle permet aussi bien de faire face aux accidents du quotidien, que d'affronter les crises exceptionnelles. Ce modèle, garant de la sécurité des Français au quotidien, doit être protégé et conforté. Il convient en premier lieu de rappeler que l'objectif de la directive européenne, concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail (2003/88/CE), est de garantir à tous les travailleurs de l'Union européenne un socle de droits communs, harmonisé et protecteur. L'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne, dit arrêt « Matzak », suscite une inquiétude chez les sapeurs-pompiers volontaires (SPV), qui craignent une remise en cause du modèle français de sécurité civile. En effet, l'assimilation sans aménagement du volontariat à un travail pourrait limiter sa compatibilité avec tout autre emploi salarié en ce que le cumul d'activité résultant de cette assimilation pourrait potentiellement conduire à un dépassement des plafonds, rendant le salarié inemployable à l'issue d'une période d'activité de sapeur-pompier volontaire. Dès lors, le Gouvernement, qui entend et partage la préoccupation des SPV et des élus, a immédiatement fait part de sa volonté de protéger notre système de secours, reposant précisément, pour sa plus grande part, sur l'engagement citoyen des SPV. Plusieurs pistes de travail sont engagées afin de protéger ce modèle de volontariat : d'une part via une démarche auprès des autorités européennes pour consacrer le caractère spécifique de l'activité de SPV à travers la directive, et d'autre part, au travers de la proposition de transposition de la directive, afin d'en exploiter les larges facultés de dérogation. Les élus et les sapeurs-pompiers peuvent compter sur la mobilisation du Gouvernement pour préserver le modèle français de sécurité civile.

JUSTICE

Lieux de privation de liberté

Prisons - Téléphones fixes

5668. – 20 février 2018. – **M. Jean-Claude Bouchet** interroge **Mme la garde des sceaux, ministre de la justice**, sur l'initiative de la chancellerie qui a prévu d'équiper les cellules de téléphones fixes. Soit 50 000 téléphones qui vont être progressivement installés sur trois ans dans 178 établissements pénitentiaires. Cette mesure viserait à éviter les trafics de téléphones portables puisqu'il a été constaté que les fouilles et les brouilleurs ne suffisaient pas à les arrêter. En 2016, d'après les chiffres communiqués, 33 000 mobiles et accessoires auraient été saisis. À l'heure où il est question de protéger davantage les personnels pénitentiaires en engageant pour leur sécurité des moyens supplémentaires indispensables, où il est question de renseignement pénitentiaire et que le problème du sous-effectif est crucial, quelles mesures seront envisagées pour que certains appels ne soient pas détournés même s'ils sont enregistrés et surveillés et quels seront les effectifs pour les écoutes alors que le nombre d'appels fixes sera inévitablement exponentiel et qu'il s'ajoutera aux trafics inévitables des autres téléphones portables ? En conclusion, il souhaiterait connaître le montant des crédits alloués spécifiquement à l'encadrement technique et humain dédié à la surveillance de ces nouvelles installations dans les prisons.

Réponse. – Réaffirmant la priorité de la lutte contre l'utilisation des moyens de communications illicites en détention, afin d'améliorer la sécurité des personnels et des établissements, et de diminuer les risques et conséquences liés au trafic de téléphones portables en détention, la direction de l'administration pénitentiaire (DAP) a engagé une démarche globale : déployer d'une part un système performant de neutralisation par brouillage des téléphones portables en détention, et élargir en parallèle les conditions d'accès des détenus à la téléphonie légale. Au 1^{er} janvier 2018, 110 établissements pénitentiaires étaient équipés de 894 appareils de brouillage. S'agissant du brouillage, la direction de l'administration pénitentiaire a récemment conclu un marché de service qui inclut non seulement le déploiement et la maintenance de brouilleurs efficaces pour toutes les fréquences d'émission commerciales existantes, mais également leur évolution tout au long du marché de sorte qu'ils ne deviennent pas rapidement inopérants dans le contexte d'évolution permanente des technologies de communication (par exemple avec le prochain déploiement de la 5G) . Cette approche s'inscrit dans une logique de sécurisation des détentions indispensable face à l'accroissement des saisies de matériels illicites (35 997 téléphones et accessoires découverts en 2017). Le marché a été attribué en décembre 2017 pour une durée de six ans. Les établissements les plus sensibles sont dotés en priorité (début 2019 : CP Paris la Santé, CP Vendin Le Vieil, MA Osny et CP Condé Sur Sarthe), avec l'objectif d'équiper l'essentiel des établissements sensibles dans les délais du marché et le budget imparti sur le quinquennat, soit 14,7 M€ pour 2018, 19,9 M€ en 2019, 24,8 M€

pour 2020, 30,6 M€ pour 2021 et 35,5 M€ pour 2022. S'agissant de l'accès des personnes détenues à la téléphonie légale, qui est un droit prévu par l'article 39 de la loi pénitentiaire du 24 novembre 2009, il est aujourd'hui limité à l'accès à des cabines téléphoniques situées en coursives et cours de promenade : cet accès est donc contraint par les temps autorisés en dehors de la cellule, peu compatibles avec les plages horaires pendant lesquelles les proches des détenus sont joignables. En outre, il ne permet pas toujours d'assurer la confidentialité des échanges téléphoniques. L'installation de téléphones filaires en cellules a fait l'objet d'une expérimentation conduite depuis l'été 2016 au centre de détention de Montmédy. Ce dispositif présentait dès son ouverture des moyens de sécurité adaptés : appels autorisés uniquement vers des numéros préalablement déclarés et communications systématiquement enregistrées. Ce dispositif a permis de favoriser l'accès aux moyens de communication autorisés dans l'établissement, la baisse des coûts des communications facturés aux détenus et l'amélioration du contrôle des communications. L'administration pénitentiaire a également constaté un gain significatif dans la gestion quotidienne en détention, notamment dans la gestion des mouvements et des incidents qu'ils occasionnent régulièrement. Suite à cet essai concluant, la direction de l'administration pénitentiaire a décidé de généraliser cette expérimentation, en retenant le principe d'une concession de service publique (CSP) : ce portage permet d'exempter l'État des coûts d'investissement et de maintenance de l'infrastructure et des équipements associés ; le concessionnaire se rémunère sur les communications passées par les détenus. Quant à la surveillance des communications, il est rappelé que, par définition, celles passées sur les téléphones portables introduits illicitement dans les établissements aujourd'hui ne sont ni contrôlées, ni écoutées ; à l'inverse, la nouvelle téléphonie permet de limiter les numéros appelés (liste limitative), d'enregistrer toutes les conversations, de les écouter en direct et en différé (les établissements disposent de personnels pour cela), localement et, ce qui est nouveau, au niveau national (le système en cours de déploiement est centralisé).

Lieux de privation de liberté

Évolution de la population carcérale au centre pénitentiaire d'Orléans-Saran

7500. – 17 avril 2018. – **Mme Caroline Janvier** interroge **Mme la garde des sceaux, ministre de la justice**, sur l'évolution de la population carcérale au centre pénitentiaire d'Orléans-Saran. Dans un contexte social en tension, avec le mouvement des surveillants pénitentiaires qui s'est déroulé au cours du mois de janvier 2018, le Président de la République a présenté les mesures sur le milieu carcéral que le Gouvernement entend prendre. Au niveau national, avec 69 000 détenus pour 59 765 places, la France a un taux d'occupation de ses prisons de 116 %, au-delà de la moyenne européenne qui se situe elle à 94 %. L'Île-de-France est particulièrement touchée par la surpopulation carcérale avec un taux d'occupation de 148,5 % au 1^{er} février 2018. À Fresnes, le taux atteint presque les 200 %. Cette situation pose la question du taux d'encadrement qui est une réelle inquiétude pour le personnel pénitentiaire, les surveillants les premiers. Au centre pénitentiaire d'Orléans-Saran, les inondations de 2016 ont condamné deux de ses bâtiments qui devraient rouvrir au mois de juillet 2018. Grâce à ces places supplémentaires, il pourrait être prévu de transférer des prisonniers d'Île-de-France vers ce centre pénitentiaire, sans pour autant qu'il soit annoncé de renforts de surveillance grâce aux promotions sorties de l'école d'Agen. Cette situation inquiète beaucoup le personnel : il n'y a en effet pas assez d'activités pour tous les détenus au sein d'un même bâtiment ce qui crée des tensions. Enfin, l'attention des surveillants est rendue plus difficile au quotidien, par exemple pour la détection des signaux faibles de radicalisation de certains détenus, ou pour seulement contrôler les détenus jugés plus durs, compte tenu de l'ampleur de la tâche. Elle souhaiterait savoir comment la situation va évoluer au centre pénitentiaire d'Orléans-Saran, dans un contexte d'engagement fort du Président de la République et du Gouvernement pour le milieu carcéral.

Réponse. – Dans le cadre de la rénovation de l'établissement d'Orléans-Saran engagée à la suite des inondations du printemps 2016, une enveloppe de 5,4 M€ a été mobilisée. Les travaux ont débuté en janvier 2018 et se sont achevés en juillet 2018. Ils ont permis la réouverture progressive de 137 places en maison d'arrêt à partir du 19 septembre et de 217 places de centre de détention à partir du 5 novembre, soit 354 places au total. La réouverture de ces quartiers a été réalisée avec un taux de couverture des postes de surveillants et de brigadiers de 92,9 %, c'est-à-dire dans la moyenne nationale (93,4 %). Par ailleurs, le taux de couverture de ces postes, au début du deuxième semestre 2019, devrait atteindre 97 %.

Famille

Prise en compte des congés scolaires anticipés dans le droit de visite

8945. – 5 juin 2018. – **M. Philippe Latombe** attire l'attention de **Mme la garde des sceaux, ministre de la justice**, sur la situation particulière des enfants de parents divorcés, lorsque les établissements scolaires, notamment parce

qu'ils sont centres d'examen, décident de libérer leurs élèves plusieurs jours, voire plusieurs semaines avant la date officielle des congés scolaires. Certains parents qui ne bénéficient que du régime de garde classique (un week-end sur deux et la moitié des vacances) voudraient pouvoir être autorisés à intégrer la moitié de ces jours supplémentaires à leur droit de visite et d'hébergement. Ils se heurtent alors au refus des juges aux affaires familiales qui refusent de considérer qu'il s'agit bien là de vacances scolaires. Or selon l'article 2 de l'arrêté du 17 juillet 2017 du ministère de l'éducation nationale qui fixe les dates de vacances scolaires pour l'année 2018-2019 (ce principe permanent est rappelé dans tous les arrêtés de même objet), « L'année scolaire s'étend du jour de la rentrée des élèves au jour précédant la rentrée suivante ». Autrement dit : l'année scolaire est une succession de périodes de classe et de périodes de congé jusqu'à la nouvelle rentrée. Par conséquent, durant l'année scolaire, quand les élèves ne sont pas en classe, ils sont en congé scolaire. Il découle donc de ce principe que, lorsque la fin des cours est officiellement prononcée par le chef d'établissement (conseils de classes achevés, élèves libérés), les enfants ne sont plus en classe et se retrouvent *de facto* en congé scolaire. Il lui demande s'il lui serait possible de formaliser, de la façon qui lui semblera la plus opportune, le fait que ces jours font bien partie des congés scolaires, et de contribuer ainsi à ce que le parent qui s'est vu attribuer le mode de garde le plus défavorable puisse passer un peu plus de temps avec son enfant, ce qui ne peut être que bénéfique pour l'équilibre de ce dernier.

Réponse. – Comme a déjà pu l'indiquer le ministre de l'Éducation nationale (réponse à la question écrite n° 9210), la période pendant laquelle les cours sont interrompus pour organiser des examens dans les locaux d'un établissement d'enseignement du second degré ne peut être considérée comme une période de congé scolaire. La décision d'un juge aux affaires familiales portant, en cas de séparation parentale, sur le temps passé par l'enfant avec chacun de ses parents pendant les congés scolaires ne saurait donc être étendue à cette période. Les parents peuvent toutefois s'entendre pour que l'enfant réside pendant cette période avec le parent chez qui il ne réside pas habituellement. Conformément aux dispositions sur l'autorité parentale, il convient d'ailleurs qu'ils associent l'enfant à cette décision qui le concerne, puisque par hypothèse, étant scolarisé dans un établissement d'enseignement du second degré, il a un âge et un degré de maturité suffisants pour exprimer son opinion à ce sujet. En cas de désaccord, le parent d'un enfant scolarisé dans un établissement susceptible d'organiser des examens dans ses locaux conserve la faculté, lorsque l'enfant ne réside pas à titre principal avec lui, de demander au juge aux affaires familiales que son droit de visite et d'hébergement s'exerce également pendant cette période où les cours sont interrompus, sans qu'il soit utile de les assimiler à des congés scolaires. Le juge aux affaires familiales statuera alors sur cette demande spécifique en considération de l'intérêt de l'enfant, selon les circonstances propres à chaque situation, y compris la disponibilité de chacun des parents, l'importance des éventuels trajets supplémentaires imposés à l'enfant et l'opinion exprimée par celui-ci le cas échéant. Cette solution au cas par cas, qui existe déjà, s'avère par ailleurs plus adaptée à l'équilibre des enfants qu'une préconisation générale portant sur la prise en compte des périodes d'interruption des cours pour examens.

639

Terrorisme

Risque de radicalisation en prison

9340. – 12 juin 2018. – Mme Pascale Fontenel-Personne interroge Mme la garde des sceaux, ministre de la justice, sur le risque de radicalisation en prison. À l'heure où le tourisme reprend des couleurs en France selon tous les acteurs du secteur, on peut craindre un nouveau risque terroriste. En effet, le 29 mai 2018 à Liège, un homme a tué par balles trois personnes, dont deux policières, avant de prendre un otage dans un établissement scolaire, et d'être finalement abattu par les forces de l'ordre. Cette tuerie s'apparente à un acte terroriste selon la justice belge. L'homme bénéficiait d'une permission de sortie de prison en vue de préparer sa réinsertion. La police belge indique que cet individu, multi récidiviste, est passé du trafic de stupéfiants à l'acte de terrorisme et qu'il s'est radicalisé lors de ses incarcérations successives. On sait que la radicalisation intervient souvent au cours d'une détention parce que c'est un moment propice au développement spirituel, à des idéologies fortes, les conditions sont propices, l'individu étant déstabilisé et ayant beaucoup de temps libre. Les attentats survenus sur le territoire national depuis 2015 ont mis en lumière les liens que nouaient les détenus radicalisés et les autres prisonniers. S'ajoute à ce phénomène la saturation numérique des prisons françaises où le taux d'occupation avoisine en moyenne les 142 % et l'imperfection des procédures d'évaluation, jugeant de la dangerosité des détenus à placer à l'isolement. Le nombre limité de places dans ces quartiers spéciaux et le manque de personnels qualifiés ne permettent pas de faire un diagnostic de qualité. Actuellement, plus de 1 200 personnes écrouées pour des faits de droit commun sont radicalisées tandis que plus de 500 sont en prison pour terrorisme. Le milieu carcéral peut être qualifié sur ce point de dangereux. Lundi 28 mai 2018, le procureur de Paris François Molins annonçait qu'une vingtaine de détenus radicalisés vont être libérés en 2018 et une vingtaine en 2019. Il a été très clair, les détenus radicalisés qui s'apprêtent à sortir de prison après avoir exécuté leur peine constituent selon lui « un risque

majeur », avec un risque de voir sortir de prison des personnes qui ne se seront pas repenties voire plus endurcies. Lutter contre ce danger nécessite un travail collégial entre l'administration pénitentiaire, les services de renseignements, les préfectures, les acteurs judiciaires et le parquet. La possibilité pour les maires de savoir si un individu recensé au sein du Fichier des signataires pour la prévention et la radicalisation à caractère terroriste (FSPRT) habite leur ville a été évoquée par le chef de l'État. Où en est-on de la réflexion ? Près de 20 000 personnes figurent dans ce fichier, fichier plus restrictif que la fiche S et regroupant les suspects judiciairisés ou incarcérés et ceux présentant des signes de radicalisation. Il semble légitime qu'un maire ait connaissance de ces situations. Ces questions méritent d'être posées et traitées par la société française, il s'agit de sécurité nationale. Face à ce constat très inquiétant, elle lui demande comment elle compte lutter efficacement contre le fléau de la radicalisation dans les prisons, et les conditions de mise à l'isolement des détenus radicalisés. Surtout, elle lui demande comment les parlementaires peuvent contribuer à cette lutte. – **Question signalée.**

Réponse. – Le ministère de la justice contribue activement et durablement aux politiques de lutte contre la menace terroriste et la prévention de la radicalisation. Dès 2015, la direction de l'administration pénitentiaire a expérimenté des modalités spécifiques de prise en charge spécifiques des personnes détenues radicalisées, terroristes ou de droit commun, qui ont été généralisées sur l'ensemble du territoire. Ces actions sont aujourd'hui développées à travers plusieurs dispositifs cohérents consacrés notamment par le plan national de prévention de radicalisation arrêté par le Gouvernement le 23 février 2018 : l'administration pénitentiaire a élaboré des grilles de détection de la radicalisation, défini des programmes de prévention de la radicalisation violente et créé des quartiers d'évaluation (QER) et de prise en charge des personnes radicalisées (QPR). L'organisation d'un maillage territorial d'agents dédiés (90 binômes de soutien en 2017 composés d'un psychologue et d'un éducateur, conseillers d'insertion et de probation, officiers, etc.) et la mise en place d'un plan de formation spécifique par la formation initiale et continue des personnels pénitentiaires sur les thématiques liées à l'islam radical, la formation spécialisée des personnels en contact avec les détenus radicalisés, ainsi que la mise en place de référents sur cette même thématique, sont autant de premières mesures qui ont permis de faciliter la détection précoce des processus de radicalisation et de renforcer les capacités pénitentiaires d'évaluation des différents niveaux de radicalité. En 2016, des unités de prévention de la radicalisation (UPRA) destinées à accueillir des terroristes islamistes ont été ouvertes au sein d'établissements situés en Ile-de-France. Des études-actions sur la radicalisation en prison, dans différentes disciplines, ont été confiées à des chercheurs reconnus, en lien avec les services pénitentiaires, permettant d'enrichir la connaissance des phénomènes d'endoctrinement comme celle des processus de désengagement. Les services d'insertion et de probation ont développé sur l'ensemble du territoire des programmes de prévention primaire axés sur la laïcité, le renoncement à la violence à l'attention de l'ensemble des détenus, tandis que des programmes secondaires de désengagement ont également été déployés pour toucher les publics radicalisés. Entre 2012 et 2018, le nombre des aumôniers musulmans a cru de 53 % (231 à ce jour), montrant l'effort significatif du ministère pour accompagner et aider les détenus religieux qui pourraient être tentés par un discours radical. Les personnels de l'éducation nationale, les personnels soignants travaillant en détention ont également été invités à participer aux formations pénitentiaires spécifiques et à développer leurs propres axes de prévention de la radicalisation, quelle qu'en soit la cause. En février 2017, le service du renseignement pénitentiaire a intégré le deuxième cercle de la communauté française du renseignement. Poursuivant notamment la finalité de prévention du terrorisme (L.811-3 4° CSI), il dispose de pouvoirs d'investigations très étendus, notamment le recours possible aux technologies de recueil de renseignement. Les effectifs du bureau central du renseignement pénitentiaire ont quadruplé depuis 2 ans pendant qu'un réseau territorial de renseignement pénitentiaire était développé dans chaque établissement, chaque direction interrégionale et dans chaque service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP). Aujourd'hui, ce service dont les progrès et la maîtrise sont reconnus des services partenaires avec lesquels ils collaborent étroitement pendant et après le temps d'incarcération, est en voie de devenir un service à compétence nationale. Ainsi, forte de son expérience et de ses partenariats institutionnels, l'administration pénitentiaire a adopté une stratégie globale face au défi de la radicalisation violente : la détection et l'évaluation des publics en sont le cœur, avec pour finalité la dispersion sur le territoire et l'individualisation de la prise en charge des détenus radicalisés, qu'ils soient terroristes ou de droit commun. Une démarche d'évaluation pluridisciplinaire renforcée est mise en œuvre au sein des quartiers d'évaluation de la radicalisation (QER, ex-UPRA), dont l'objectif est de mesurer pendant des sessions de 19 semaines le niveau de radicalité des terroristes islamistes (évaluation systématique) et des détenus radicalisés de droit commun, mais aussi d'apprécier leur dangerosité. 5 QER sont aujourd'hui ouverts en région parisienne (Fresnes, Fleury-Mérogis, Osny) et près de Lille (Vendin-le-Vieil). A l'issue de l'évaluation en établissement ou dans un QER, les détenus peuvent être affectés, en fonction de leur imprégnation idéologique et de leur dangerosité, en quartier d'isolement, en quartier de prise en charge de la radicalisation ou en détention ordinaire :

- les détenus évalués appartenant à la catégorie des idéologues très violents, présentant un risque d'agression physique et jugés incompatibles avec une prise en charge collective en détention, sont affectés en quartier d'isolement afin de répondre aux enjeux de sécurité du personnel et d'endigement du discours insurrectionnel ; - les détenus évalués appartenant à la catégorie des idéologues prosélytes ou susceptibles d'être violents, accessibles à une prise en charge collective, sont affectés dans des quartiers étanches de prise en charge de la radicalisation (QPR) avec des objectifs d'endigement du prosélytisme et de désengagement de la violence, à l'appui de dispositifs de contre-discours ; 2 QPR sont aujourd'hui ouverts au centre pénitentiaire d'Annœullin et au centre pénitentiaire de Condé-sur-Sarthe ; - les détenus rigoristes, non-prosélytes et ne présentant pas de risque de violence sont affectés en détention ordinaire. Ils bénéficient de programmes secondaires de prévention de la radicalisation violente et font l'objet d'un suivi spécifique par le renseignement pénitentiaire. Le nombre des détenus radicalisés suit une tendance régulière à la baisse depuis 3 ans : l'administration pénitentiaire a professionnalisé ses capacités de détection, d'évaluation et de renseignement, permettant d'avoir une approche par risque et non plus en recourant simplement à une comptabilisation trop subjective de signes plus ou moins évidents. D'autre part, les dispositifs de désengagement et la politique de dispersion ont été mis en œuvre à grande échelle. Ainsi, alors que le nombre de terroristes islamistes ne croît plus (500 à ce jour environ), le nombre de détenus radicalisés de droit commun, tous niveaux de radicalisation confondus, est aujourd'hui inférieur à 1 100. Ces chiffres ne déterminent cependant pas l'état de la menace : ils sont un indicateur du volume des détenus suivis, à des degrés divers, après un signalement ; la catégorie pénale non plus ne suffit pas à déterminer l'état de la menace : il faut rappeler que tous les détenus incarcérés pour des infractions à caractère terroriste ne présentent pas un niveau égal de dangerosité individuelle, en particulier en détention, laquelle dépend autant de leur rôle réel dans une organisation terroriste, de leur niveau d'endoctrinement, que de leurs capacités d'action personnelle, etc. Enfin, en milieu ouvert, la direction de l'administration pénitentiaire a expérimenté, pendant deux ans à partir du mois d'octobre 2016, un dispositif de prise en charge intensive des radicalisés (RIVE) dans le cadre d'un marché public. L'objectif était de mettre en place, en complément de la prise en charge par un service pénitentiaire d'insertion et de probation qui demeure titulaire du mandat judiciaire, un suivi renforcé et pluridisciplinaire de personnes faisant l'objet d'une procédure ou exécutant une peine en lien avec une infraction terroriste. L'évaluation de ce dispositif a mis en exergue l'efficacité d'un accompagnement intensif dans le processus de désengagement de l'idéologie violente. Aussi, le plan national de prévention de la radicalisation a-t-il étendu et rénové ce dispositif à Marseille, Lyon et Lille. Le nouveau marché prévoit des prises en charge intensives allant jusqu'à 20 heures par semaine, en fonction du degré d'imprégnation idéologique. Le dispositif a par ailleurs été étendu aux personnes radicalisées, condamnés ou prévenues pour des faits de droit commun. Le centre de Paris a poursuivi son activité en assurant le suivi des personnes précédemment suivies par RIVE. Le centre de Marseille prend quant à lui en charge ses premiers suivis. Les dispositifs de Lille et Lyon ouvriront au cours du premier semestre 2019. Cette collaboration entre partenaires institutionnels, associatifs et culturels constitue l'une des réponses les plus efficaces au défi sécuritaire posé par le jihadisme. Elle nécessite cependant une coordination qui respecte tant les libertés individuelles, que les nécessités opérationnelles des services compétents. S'agissant du FSPRT, fichier de renseignement administré par le ministère de l'intérieur, le ministère de la justice ne peut répondre à la question de son extension à des accédants.

641

Emploi et activité

Incompatibilité statut demandeurs d'emploi/personnes en détention

10718. – 17 juillet 2018. – M. Sylvain Maillard attire l'attention de Mme la garde des sceaux, ministre de la justice, sur les difficultés occasionnées par l'impossibilité d'accéder au statut de demandeur d'emploi pour les personnes en détention pouvant prétendre à un aménagement de peine. En effet, les personnes détenues ne peuvent pas être inscrites comme demandeurs d'emploi (sauf dans les six derniers mois de leur incarcération). Il semble en effet qu'il y ait incompatibilité entre le statut de détenu et celui de demandeur d'emploi, ce qui complexifie la préparation à la sortie de prison de bon nombre de détenus pouvant bénéficier d'un aménagement de peine. De ce statut de demandeur d'emploi découle en effet l'accès à de nombreux dispositifs de formation professionnelle. Sans inscription au registre du chômage, les détenus ne peuvent accéder à des formations qui leur permettraient pourtant de retrouver un emploi, gage d'une meilleure insertion dans notre société et également une certitude de non-récidive. De plus, les régions financent exclusivement des formations opérationnelles de niveau V à la typologie du public des détenus. Or il apparaît que certains détenus devraient avoir la possibilité d'accéder également à des formations de niveau IV, III ou II en fonction de leurs besoins. Aussi, il faudrait élargir les possibilités de financement à d'autres niveaux de formation et ainsi permettre aux détenus d'avoir réellement la liberté de choisir leur avenir professionnel. Cette démarche s'inscrit pleinement dans les objectifs de la réforme

copernicienne de l'apprentissage et de la formation professionnelle. Il lui demande donc s'il peut être envisagé de permettre aux détenus pouvant bénéficier d'un aménagement de peine d'accéder au statut de demandeur d'emploi ou à une disposition susceptible de leur ouvrir l'accès aux services des structures de formation et d'emploi et d'élargir le financement des régions à des formations professionnelles de niveau IV, III et II.

Réponse. – La convention cadre entre la direction de l'administration pénitentiaire et Pôle emploi a organisé, en lien avec les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP), l'inscription sur la liste des demandeurs d'emploi non immédiatement disponibles des personnes détenues qui sont condamnées à 6 mois de leur libération (sortie sèche) ou dans les 6 mois précédant leur éligibilité à un aménagement de peine et prêtes à entreprendre une démarche sincère d'insertion professionnelle. Ainsi, depuis 2014, les conseillers Pôle emploi/Justice ont accès en détention au système d'information de Pôle emploi via une connexion dédiée, facilitant l'accès anticipé à l'offre de services de droit commun de Pôle emploi (évaluation des compétences, orientation professionnelle, inscription sur une action de formation de droit commun, mise en contact avec des entreprises, accès aux prestations Pôle emploi, etc.). De ce fait, le nombre de personnes détenues incarcérées inscrites comme demandeurs d'emploi de manière anticipée a fortement progressé passant de 4 000 en 2014, année de mise en place progressive des connexions informatiques dans les établissements pénitentiaires, à 9 721 en 2017. Par ailleurs, Pôle emploi et l'administration pénitentiaire ont travaillé au déploiement du dispositif CléA, visant à apporter à ces personnes le 1^{er} niveau de certification professionnelle. S'agissant de la formation initiale, il convient d'indiquer qu'au cours de l'année scolaire 2017-2018, 493 personnes détenues (dont 38 mineurs) ont validé un diplôme de niveau 4 ou supra, et 471 personnes ont bénéficié de programmes d'enseignement à distance pilotés par des universités. S'agissant du financement par les régions des formations professionnelles de niveau IV, III et II, depuis la loi du 5 mars 2014, la formation professionnelle des personnes détenues est décentralisée aux régions. La compétence a été définitivement transférée aux régions le 1^{er} janvier 2018 (sauf pour les établissements en partenariat public-privé) ; elles ont la faculté d'utiliser les montants transférés pour financer des actions de formation de différents niveaux. Enfin, la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel a introduit la possibilité d'expérimenter l'apprentissage au sein des établissements pénitentiaires à partir du 1^{er} janvier 2020. La direction de l'administration pénitentiaire et la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle travaillent actuellement à la préparation de cette mise en œuvre en faveur de l'accroissement de l'offre de formations qualifiantes au bénéfice des personnes détenues.

642

Lieux de privation de liberté

Situation de la maison d'arrêt de la Talaudière

13096. – 9 octobre 2018. – **Mme Valéria Faure-Muntian** alerte **Mme la garde des sceaux, ministre de la justice**, sur la situation de la maison d'arrêt de la Talaudière dans le département de Loire et l'interroge sur le devenir de ce site. En dépit de l'importance primordiale du secteur pénitencier pour l'État de droit, les inégalités territoriales en matière d'entretien du parc immobilier pénitencier ne permettent plus de garantir la sécurité du personnel pénitencier et des riverains des centres de détentions dans la Loire. Malgré les annonces successives des différents gardes des sceaux, dont le dernier en date, M. Jean-Jacques Urvoas, qui avait annoncé en 2015 la création d'un établissement en 2023 à Saint-Bonnet-les-Oules, les habitants de la Loire ne savent toujours pas quelle sera l'évolution du parc immobilier pénitencier dans leur département. Alors que le projet de loi de programmation pour la justice 2018-2022 annonce 7 000 à 8 000 places de prison supplémentaires et que la réforme de la justice permettra de limiter les peines d'emprisonnement, le centre de détention de la Talaudière ne peut faire l'objet d'un *statu quo*. Mme la députée a précédemment interpellé Mme la ministre à ce sujet et s'est déplacée à plusieurs reprises sur ce site où elle a pu constater son état de vétusté qui, bien qu'ayant été remis aux normes à plusieurs reprises, n'a pas fait l'objet de travaux suffisants lui permettant d'accueillir dignement les détenus, ceci laissant craindre de nouvelles condamnations de la Cour européenne des droits de l'Homme. La présence d'un centre de détention est une contrainte pour les riverains qui, tant bien que mal, s'accommodent de cette situation. Cependant, ils ne peuvent, à juste titre, accepter que le délitement d'une prison soit à l'origine de graves problèmes de sécurité. En effet, cette maison d'arrêt qui se caractérise par son importante vétusté est aujourd'hui tristement connue pour avoir été le lieu de nombreuses évasions et tentatives d'évasions. Par ailleurs, les riverains subissent quotidiennement des nuisances sonores ainsi que des jets de projectiles sur leurs propriétés. Ce sont même des tierces personnes qui s'infiltrèrent sur leurs propriétés pour envoyer des objets aux détenus. Ils ne peuvent accepter ces désagréments qui n'auraient pas lieu si le centre pénitencier de la Talaudière, et notamment son mur d'enceinte, était réaménagé. Mais au-delà, c'est également le personnel pénitencier qui est aujourd'hui à bout de souffle. Les agents font face à une multitude d'agressions rendues notamment possibles par l'état de vétusté de la prison. Ces surveillants attendent depuis plusieurs années une amélioration de leurs conditions de travail. En

janvier 2018, face à l'absence de réponse et d'avancée dans les négociations, les syndicats ont ainsi bloqué les prisons de la Talaudière et Roanne. La non-réponse à ce jour aux problèmes pénitenciers dans la Loire laisse craindre une montée de la violence. Aussi, elle l'interroge sur les pistes étudiées par le Gouvernement en matière d'aménagement du parc immobilier pénitencier de la Loire afin d'offrir de meilleures conditions de travail au personnel pénitencier et assurer la sécurité des riverains.

Réponse. – 7 000 nouvelles places de prison doivent être créées d'ici 2022 et 8 000 places supplémentaires seront en cours de construction avant la fin du quinquennat. Ces places se concentrent dans les régions où la densité carcérale est la plus forte, à savoir l'Île-de-France, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Sud-Ouest. Des recherches foncières ont été engagées en octobre 2016 pour les besoins d'une nouvelle maison d'arrêt de 500 places dans le département de la Loire. Ces recherches avaient permis d'identifier un site potentiel sur la commune de Saint-Bonnet-les Oules. Cependant, faute d'accord avec les collectivités locales, ce projet a dû être abandonné. En outre, la réforme pénale actuellement en débat devant le Parlement ambitionne de redonner du sens et de l'efficacité aux peines prononcées. Pour cela, les peines alternatives à l'incarcération seront développées, telles que la détention domiciliaire sous surveillance électronique, les travaux d'intérêt général ou la fusion de la contrainte pénale et du sursis avec mise à l'épreuve. La prise en compte de l'impact de cette réforme sur les projections de population pénale conduit à réinterroger les besoins de création de nouvelles places, notamment dans la Loire où ce besoin actualisé est inférieur à 150 places. Dans ces conditions, le choix a été fait de programmer des travaux de rénovation et de modernisation de l'actuelle prison de Saint-Etienne, pour un investissement de 12 millions d'euros environ d'ici à 2022, afin d'améliorer les conditions de travail des personnels et les conditions de détention. Ces travaux concerneront le désamiantage, le remplacement des menuiseries extérieures, la réhabilitation et l'agrandissement du greffe et de l'administration, la réfection des miradors, divers travaux sur les installations techniques et la sûreté pénitentiaire, ainsi que la mise en accessibilité des bâtiments.

Sociétés

Mise en place du registre des bénéficiaires effectifs

13199. – 9 octobre 2018. – **Mme Florence Lasserre-David** interroge **Mme la garde des sceaux, ministre de la justice**, sur l'interprétation actuelle de certains tribunaux de commerce des articles L. 561-46 et R. 561-55 et suivants du code monétaire et financier portant sur la mise en place du registre des bénéficiaires effectifs. Ces articles issus de l'article 139 de la loi n° 2016-1691, dite « Loi Sapin II », du 9 décembre 2016, prévoient une nouvelle obligation de désignation des bénéficiaires effectifs à la charge de toutes sociétés commerciales, civiles, des GIE et autres entités tenues de s'immatriculer au RCS. Les entreprises immatriculées avant le 1^{er} août 2017 se sont déjà vues contraintes de déposer ces formulaires pour un coût de 54,42 euros. Depuis lors, certains tribunaux de commerce exigent qu'il soit déposé une déclaration modificative y compris en cas de changement affectant la société ou l'entité juridique pour laquelle une déclaration a été déposée et non pas seulement en cas de changement de bénéficiaire effectif. En pratique, cette interprétation implique un surcoût de 46,41 euros pour toute formalité de changement de siège social, de forme juridique et de dénomination sociale, tant pour les sociétés commerciales que pour les sociétés civiles ou autres entités telles que les GIE. Ce surcoût entraîne un renchérissement sans précédent des formalités des modifications les plus courantes des sociétés, alors que les récentes interventions législatives et réglementaires en la matière ont toutes conduit à en faire baisser les coûts. Par conséquent, elle lui demande de bien vouloir lui indiquer si elle entend mettre fin à cette interprétation et libérer ainsi les entreprises françaises d'un surcoût préjudiciable à leur compétitivité et à l'attractivité juridique de la France.

Réponse. – Le considérant (14) de la directive (UE) 2015/849 du Parlement Européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, énonce : La nécessité de disposer d'informations exactes et actualisées sur le bénéficiaire effectif joue un rôle déterminant pour remonter jusqu'aux criminels, qui pourraient autrement masquer leur identité derrière une structure de société. Les États membres devraient donc veiller à ce que les entités constituées sur leur territoire conformément au droit national recueillent et conservent des informations suffisantes, exactes et actuelles sur leurs bénéficiaires effectifs, outre les informations de base telles que le nom et l'adresse de la société, et la preuve de constitution et de propriété légale. Dans le cadre du dispositif français de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, les sociétés et entités juridiques sont tenues d'obtenir et de conserver des informations sur leurs bénéficiaires effectifs qui doivent non seulement être exactes mais également actualisées (alinéa 1^{er} de l'article L. 561-46 du code monétaire et financier). Au moment de l'immatriculation de la société ou entité, ces informations font l'objet d'un dépôt au greffe du tribunal de

commerce via un document contenant un ensemble d'informations (énumérées par l'article R. 561-56 du code monétaire et financier) qui sont non seulement relatives à l'identité de leurs bénéficiaires (2°) mais également à leur propre situation juridique (dénomination ou raison sociale, forme juridique et adresse de leur siège social) (1°). Le greffier vérifie alors que toutes ces informations sont complètes et conformes aux dispositions législatives et réglementaires et qu'elles correspondent aux pièces justificatives et déposées (article L. 561-47 du code monétaire et financier). L'ensemble des informations ainsi collectées permettra d'apprécier la situation juridique de la société et notamment son contrôle au moment de la constitution de la société. La communication de ces informations constitue un élément essentiel du dispositif français de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Dès lors, en cas de changement postérieur de la situation juridique de la société modifiant l'une quelconque des informations contenues dans le document initialement déposé au greffe lors de l'immatriculation, il convient de procéder à un nouveau dépôt afin de permettre au greffier de procéder à un contrôle de l'ensemble des informations relatives à la situation nouvelle de la société.

Outre-mer

Quelle application du plan pénitentiaire en Guadeloupe ?

14176. – 13 novembre 2018. – M. Olivier Serva attire l'attention de Mme la garde des sceaux, ministre de la justice, sur la mise en œuvre de la future politique pénitentiaire du gouvernement en Guadeloupe. Le 12 septembre 2018, Mme la ministre a présenté un plan pénitentiaire ambitieux en Conseil des ministres visant notamment à construire 7 000 places de prison d'ici 2022, à développer des structures d'accompagnement vers la sortie (SAS) afin de faciliter la réinsertion des détenus et à renforcer la sécurité des établissements. Ce plan souligne également la volonté gouvernementale d'avoir une meilleure prise en charge des détenus, de développer le travail d'intérêt général à travers la création d'une Agence du travail d'intérêt général et du travail en détention mais également 1 500 emplois dans les services d'insertion et de probation. À travers ce plan ambitieux se traduit la volonté du Gouvernement de réformer en profondeur le système pénitentiaire tout en assurant des conditions de travail et de détention optimale dans le monde carcéral. Cependant, face à ce constat, il est important de souligner la situation accablante dans laquelle se trouvent les centres pénitentiaires de la Guadeloupe. Aujourd'hui, on se retrouve avec des prisons surpeuplées, des détenus vivant dans des conditions inhumaines et un personnel pénitentiaire travaillant avec des moyens plus qu'insuffisants. En accord avec les annonces qu'elle a effectuées en novembre 2017 par la garde des sceaux suite au cri d'alarme de l'ensemble des députés de la Guadeloupe face à la situation dégradante des prisons guadeloupéennes, il souhaiterait savoir quelle application le Gouvernement entend donner au plan pénitentiaire en Guadeloupe.

Réponse. – Le programme immobilier pénitentiaire, qui prévoit la livraison de 7 000 places de prisons à l'horizon 2022 et le lancement de 8 000 places durant l'actuel quinquennat, comprend deux opérations qui seront réalisées en Guadeloupe dans le cadre de la première vague. La démolition-reconstruction de la maison d'arrêt de Basse Terre a pour objectifs de remplacer l'établissement existant vétuste et d'augmenter sa capacité, grâce à la création de 71 places nettes supplémentaires. À l'issue de la consultation, les candidats ont remis leurs offres en avril 2018 et le marché sera notifié au groupement retenu dans les prochains jours. Les travaux débiteront cette année pour une livraison des premiers bâtiments en 2021. Par ailleurs, il a été décidé d'accroître la capacité du centre pénitentiaire de Baie-Mahault afin notamment de répondre à la forte sur-occupation de ses quartiers maison d'arrêt. L'opération, qui permettra de créer 300 nouvelles places à l'horizon 2022, est entrée en phase opérationnelle en mars 2018. Les groupements candidats doivent remettre leurs offres début 2019.

SOLIDARITÉS ET SANTÉ

Sang et organes humains

Don du sang

3816. – 12 décembre 2017. – M. Philippe Vigier* attire l'attention de Mme la ministre des solidarités et de la santé sur le projet d'ouverture d'un lieu de prélèvements fixe à Chartres. En effet, malgré leurs initiatives et leurs demandes constantes et répétées, les associations locales n'ont toujours reçu aucune réponse positive sur l'ouverture de ce site, l'Établissement du sang français leur opposant le manque de médecins sur le territoire. Pourtant, pour que ce projet voit le jour, le département d'Eure-et-Loir peut s'appuyer sur de nombreux atouts, et notamment la forte implication des donneurs dans ce territoire. En outre, la Fédération française pour le don de sang bénévole a proposé des solutions pour pallier le manque de médecins, en mettant en lien dix médecins

disponibles avec l'Établissement français de sang, dans la perspective d'un recrutement. Elle a également procédé à la recherche d'un lieu et de locaux pouvant accueillir ce site, locaux que la direction régionale de l'Établissement français du sang a validé. Les blocages sur ce projet font peser un vrai risque sur le maintien de la collecte du sang sur le territoire à terme, et les associations s'inquiètent de voir des produits issus du corps humain d'origine non-éthiques arriver sur le territoire. Il lui demande donc sa position sur l'ouverture d'un lieu de prélèvements fixe à Chartres, qui permettrait la collecte de plasma, ainsi que de lui préciser les décisions qu'elle entend prendre pour que ce projet se concrétise enfin.

Sang et organes humains

Avenir du don du sang

7123. – 3 avril 2018. – **Mme Véronique Louwagie*** attire l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur la question du don du sang. Depuis le 1^{er} janvier, l'EFS de Normandie et l'EFS des Hauts-de-France ont réuni leurs moyens pour ne former plus qu'une seule grande région administrative. Pour répondre aux besoins des patients, l'EFS Hauts-de-France Normandie devrait réaliser, chaque jour, 1 700 dons de sang, de plasma et plaquettes. Pour cela, ce même EFS organise 5 000 collectes mobiles chaque année et dispose de 13 maisons du don sur l'ensemble de son territoire. Mais alors que les besoins en sang ne sont pas, encore, totalement couverts et qu'il serait nécessaire d'améliorer les dispositifs, plusieurs points de collecte ont été supprimés et des fermetures de centres de transfusion sont en projet (Alençon, Évreux...). Si les fermetures des sites d'Évreux et d'Alençon (1^{er} janvier 2019) sont confirmées, il n'y aura plus de lieux de collecte de plasma dans les deux départements concernés : Orne et Eure. L'inquiétude des bénévoles est donc forte quant aux moyens de leurs actions et aux conséquences que ces suppressions pourront avoir sur le nombre de collectes. Sachant cela, elle souhaite savoir comment le Gouvernement compte se saisir de cette problématique de santé publique et assurer la pérennité du don du sang et la promotion d'un dispositif au service de l'intérêt général.

Sang et organes humains

Pénurie de médecins en transfusion

9316. – 12 juin 2018. – **M. Christophe Naegelen*** alerte **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur la pénurie de médecins en transfusion qui frappe aujourd'hui les établissements français du sang (EFS) en France, surtout dans les territoires ruraux. En effet, de nombreux EFS locaux ont été fermés ou vont fermer à cause du manque de médecins. C'est le cas de l'EFS de Saint-Dié-des-Vosges à partir du 1^{er} juillet 2018, mais aussi de celui d'Alençon en 2019 ou plus récemment de l'EFS de Bourges pendant une semaine. Le manque de médecins en transfusion est une illustration criante de la désertification médicale qui frappe les territoires ruraux. Pourtant, les habitants de ces territoires ont les mêmes besoins vitaux que ceux des villes et les besoins en sang sont énormes sur tout le territoire français. Une solution serait, comme c'est le cas en Suisse, que les infirmiers puissent s'entretenir médicalement avec les donneurs pour valider leurs questionnaires, avec la possibilité de joindre en télémedecine et à tout moment un médecin. Cette piste permettrait de pallier le problème actuel qui malheureusement va sans aucun doute s'amplifier. Par conséquent, il lui demande l'avis du Gouvernement sur cette proposition visant à endiguer la désertification médicale. Il souhaite également connaître les mesures qu'elle entend prendre afin de préserver le réseau des EFS français et de permettre aux donneurs bénévoles de continuer à effectuer cet acte de générosité absolue qu'est le don du sang.

Sang et organes humains

Don du sang - Changement des horaires de collecte

15734. – 1^{er} janvier 2019. – **M. Loïc Kervran*** attire l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur les conséquences de la décision de l'Établissement français du sang (EFS) de diminuer les horaires de collecte du sang dans le département du Cher, notamment en milieu rural. Sans aucune concertation des associations bénévoles ou des élus, plusieurs communes du Cher ont vu leur horaire de collecte baisser. C'est par exemple le cas de Sancoins ou de Dun-sur-Auron. La collecte, qui a lieu une fois tous les deux mois, a vu son amplitude horaire réduite d'une heure, passant ainsi d'un créneau compris entre 14 heures et 19 heures à un créneau de 15 heures à 19 heures, cela étant justifié par la nécessité d'avoir un temps de repos de trente minutes pour les équipes de collecte quand l'amplitude de travail est supérieure à six heures, déplacement compris. Avec cette nouvelle organisation, ce sont entre dix et vingt donneurs que l'on perd, essentiellement des personnes donnant leur sang avant de se rendre au travail, alors que la pause des équipes pourrait se faire à un moment creux de la collecte

(entre 16h30 et 17 heures par exemple). Alors qu'il n'y aura plus de déplacement des équipes de l'EFS dans les secteurs qui comptent moins de cinquante donneurs, cette nouvelle organisation participe à la réduction encore plus drastique du nombre de collectes possibles. La solution du déplacement des populations donneuses à Bourges, ville éloignée de plusieurs dizaines de kilomètres, n'est pas envisageable pour beaucoup (impossibilité ou coût excessif du déplacement). Sachant que le pourcentage de donneurs est supérieur en milieu rural (2,5 % contre 1,2 % en milieu urbain) et que l'on a vu récemment une forte chute des dons en Île-de-France, il est dommageable de réduire le nombre de donneurs potentiels pour cette activité vitale, qui implique de nombreux bénévoles dévoués (donneurs mais aussi toutes les associations qui militent pour inciter les gens au don), au risque peut-être un jour de ne plus être autosuffisant en sang et donc de devoir en importer. En conséquence, il souhaiterait savoir quelles actions envisage le ministère pour créer les conditions favorisant le maximum de dons sur l'ensemble du territoire et garantir l'autosuffisance du pays en la matière.

Réponse. – La fermeture de certains sites de collecte de sang sur le territoire est la conséquence directe de la pénurie de médecins dont la présence physique est aujourd'hui obligatoire sur tous les sites de collecte. Cette situation a été examinée par les services du ministère chargé de la santé, l'Etablissement français du sang et l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) afin de trouver la meilleure solution garantissant la plus grande sécurité aux donneurs et aux receveurs. En ce sens, et à l'image de ce qui est pratiqué dans d'autres pays européens il est envisagé de faire évoluer la réglementation afin de confier à des infirmiers expérimentés et formés, la surveillance des collectes de sang. Pour exercer cette mission, ces auxiliaires médicaux auraient à leur disposition un moyen de communication à distance vers un médecin qui serait en mesure de répondre à toutes les interrogations auxquelles l'infirmier coordinateur pourrait être confronté lors de la collecte. Un projet de décret sera très prochainement étudié par le Conseil d'Etat après avis de l'ANSM et du Haut Conseil des Professions Paramédicales qui veillent respectivement à la sécurité sanitaire et aux compétences des professionnels paramédicaux.

Assurance maladie maternité

Déremboursement de l'acide hyaluronique pour le traitement de l'arthrose

4118. – 26 décembre 2017. – M. Jean-Marie Sermier* interroge Mme la ministre des solidarités et de la santé sur le traitement de l'arthrose du genou par injection d'acide hyaluronique. Il rappelle que l'arthrose, provoquée par l'usure du cartilage articulaire, touche 60 % des plus de 65 ans. L'efficacité thérapeutique de l'injection d'acide semble par les médecins, notamment ses effets anti-douleur et anti-inflammatoire. Or il semble que le traitement ne soit bientôt plus remboursé par la sécurité sociale. Il lui demande de lui confirmer ou d'infirmier cette information qui suscite une vive inquiétude chez les patients concernés.

Assurance maladie maternité

Arthrum Ostenil

4320. – 2 janvier 2018. – M. Olivier Falorni* attire l'attention de Mme la ministre des solidarités et de la santé sur la prise en charge de traitement visco-supplémentation pour les personnes souffrant d'arthrose du genou. Arthrum et Ostenil étaient les deux seuls des dix dispositifs médicaux à base d'acide hyaluronique injectable à avoir bénéficié d'une prolongation de leur remboursement au-delà du 1^{er} juin 2017, suite à un recours de leurs fabricants devant le Conseil d'Etat. Finalement, ils ne seront plus remboursés, en raison d'un service rendu jugé insuffisant par la Commission nationale d'évaluation des dispositifs médicaux et des technologies de santé (CNEDIMTS). Pourtant de nombreux patients sont soulagés par ces traitements car la chirurgie ne peut pas être proposée à tous les malades souffrant d'une arthrose du genou. Ce traitement plutôt efficace ne comporte pas d'effet secondaire notable et pouvait être utilisé sans crainte chez des patients souffrant de comorbidités importantes et notamment auprès des patients diabétiques et ceux atteints antérieurement d'infections ostéoarticulaires pour lesquels l'usage des corticoïdes est prescrit. Ce traitement est toujours proposé à la vente mais il sera donc déremboursé ainsi que l'acte médical associé. Aussi, il souhaite savoir comment le Gouvernement entend répondre aux attentes des patients souffrant de cette pathologie et ne pouvant être soulagés par la chirurgie.

Assurance maladie maternité

Déremboursement des injections contre la gonarthrose

5289. – 13 février 2018. – M. Jacques Marilossian* alerte Mme la ministre des solidarités et de la santé sur le déremboursement des injections d'acide hyaluronique dans le traitement de la gonarthrose (arthrose du genou).

Depuis le 1^{er} décembre 2017, le juge des référés du Conseil d'État a confirmé la fin du remboursement de toutes les injections d'acide hyaluronique dans le traitement de la gonarthrose. Cette décision, qui vise en particulier le traitement Hyalgan, fait suite à un arrêté du ministère de la santé du 24 mars 2017 portant radiation de produits au titre I de la liste des produits remboursables prévue à l'article L. 165-1 du code de la sécurité sociale. Or l'arrêté a été suspendu par le juge des référés au Conseil d'État le 24 mai 2017 (ordonnance n° 409983), au motif qu'il provoquait un préjudice pour un laboratoire commercialisant un autre produit que le Hyalgan. Le juge des référés a aussi souligné dans son ordonnance qu'« il existe un sérieux doute quant à la légalité de l'arrêté contesté ». En dehors des considérations économiques et thérapeutiques avérées ou non autour de ces injections d'acide hyaluronique, ainsi que des soubresauts juridiques autour de l'arrêté en question, ce sont les patients atteints de la gonarthrose qui découvrent du jour au lendemain qu'ils ne seront plus remboursés suite à l'injection d'acide hyaluronique. Les patients ne doivent pas être les victimes de bras de fer entre différents intérêts. Le Gouvernement doit tenir compte de cela et agir pour permettre aux patients de poursuivre des traitements efficaces qui puissent être remboursés. Dans cette démarche, il souhaite savoir si le Gouvernement compte prendre des mesures concrètes pour permettre aux patients atteints de gonarthrose, particulièrement les plus modestes, d'être soignés correctement et remboursés des frais engagés pour leur santé.

Assurance maladie maternité

Déremboursement total de la visco-supplémentation

10665. – 17 juillet 2018. – M. Jean Lassalle* alerte Mme la ministre des solidarités et de la santé sur les conséquences du déremboursement total de la visco-supplémentation faisant partie du traitement de l'arthrose. En effet, après le déremboursement en janvier 2015 des anti-arthrosiques symptomatiques d'action lente (AASAL), ce nouveau déremboursement indigné l'ensemble des acteurs qui s'occupe de rhumatismes et des patients lourdement touchés. Selon plusieurs estimations, 10 millions de personnes en France (soit 17 % de la population) sont touchées par l'arthrose qui est la première cause d'incapacité fonctionnelle pour les personnes de plus de 40 ans. Cette technique de soins de l'arthrose du genou, fondée sur l'injection de produits à base d'acide hyaluronique, permet, selon les associations de malades, de réduire sensiblement les douleurs physiques des patients tout en évitant le recours à une prothèse du genou. Les chirurgiens français poseraient ainsi environ deux fois moins de prothèses de genou par an que leurs homologues européens, notamment grâce à cette prise en charge médicale de l'arthrose et aux soins des médecins généralistes, rhumatologues et médecins rééducateurs. Ce déremboursement a deux conséquences, d'une part de priver les patients les plus défavorisés d'accéder aux soins, alors que 85 % des patients avec un revenu inférieur à 1 000 euros rencontrent des problèmes d'accès aux soins de l'arthrose, et d'autre part de reporter les prescriptions vers des traitements plus dangereux, plus coûteux pour l'assurance maladie et pas plus efficaces. Le Collège français des médecins rhumatologues, la Société française de rhumatologie, le conseil d'administration du Syndicat national des médecins rhumatologues, l'AFLAR et les patients concernés sont catastrophés par l'ampleur des conséquences de ce déremboursement. Dans ce contexte, il lui demande de revoir sa position et de réinstaurer un remboursement de la visco-supplémentation, pour ainsi démontrer un engagement de l'État auprès des malades de l'arthrose.

Pharmacie et médicaments

Déremboursement de l'acide hyaluronique

11840. – 28 août 2018. – M. Olivier Faure* attire l'attention de Mme la ministre des solidarités et de la santé sur le déremboursement des injections d'acide hyaluronique pour atténuer les douleurs entraînées par l'arthrose. Leur prix prohibitif, près d'une centaine d'euros les 3 ampoules, rend les accès impossible pour de nombreux malades. De nombreux rhumatologues craignent que ce déremboursement favorise le recours à la pose de prothèse de genou, ce qui coûtera au final plus cher à la sécurité sociale. Aussi, il souhaite connaître comment le Gouvernement entend répondre aux angoisses des patients atteints d'arthrose.

Réponse. – En France, le bien-fondé du remboursement des médicaments par l'assurance maladie est régulièrement réévalué par la Haute autorité de santé (HAS) afin de s'assurer qu'ils présentent un intérêt thérapeutique suffisamment important. La commission de la transparence composée d'experts indépendants de la HAS a ainsi réévalué les spécialités à base d'acide hyaluronique, gels utilisés par les rhumatologues dans les injections visant à soulager l'arthrose du genou. A partir de l'ensemble des données médicales et scientifiques disponibles, elle a mis en évidence que ces médicaments présentent une efficacité très faible sur les symptômes de l'arthrose du genou concluant ainsi que l'intérêt médical de ces produits était insuffisant pour justifier leur prise en charge par l'assurance maladie. C'est au regard de ces éléments, que depuis décembre 2017, l'assurance maladie ne rembourse

plus les gels utilisés par les rhumatologues pour les injections dans le ou les genoux et qu'en l'absence d'une évaluation favorable de ces produits par la HAS, le Gouvernement ne prévoit pas de restaurer le remboursement des spécialités à base d'acide hyaluronique.

Santé

Lutte contre le tabac - Papier à cigarette - Modification réglementation

6939. – 27 mars 2018. – **M. Romain Grau** attire l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur certaines dispositions réglementaires prises en application de l'article 27 de la loi du 26 janvier 2016 de modernisation du système de santé instaurant le paquet neutre. Certaines des dispositions du décret n° 2016-334 et de l'arrêté du 21 mars définissant les conditions de mise en œuvre et les caractéristiques techniques du paquet neutre, portent sur le cas de figure où des unités de tabac à rouler les cigarettes sont vendues avec des produits connexes du type filtres ou papier à rouler. Ces dispositions reconnaissent ainsi implicitement la possibilité de commercialiser dans une même unité de conditionnement du tabac et des accessoires, ce qui s'apparente à de la vente groupée. Or la commercialisation de ce type de produits deux-en-un, où le prix de vente du lot pourra s'avérer inférieur au prix de vente du tabac et des accessoires vendus séparément, représente un élément d'attractivité, notamment auprès des jeunes, qui rentre en totale contradiction avec l'objectif poursuivi par le Gouvernement de dénormaliser la consommation de tabac et d'en limiter l'accès. Ainsi il lui demande si elle compte modifier la réglementation en cause, afin de proscrire cette pratique, en cohérence avec les objectifs de réduction du tabagisme portés par le Gouvernement.

Réponse. – La mise en place du paquet neutre fait partie de l'ensemble des mesures prévues dans le cadre de la politique de lutte contre le tabac et s'inscrit dans les objectifs de dénormalisation sociale du tabac et de réduction de l'attractivité de ces produits. Elle est accompagnée de nombreuses autres actions de lutte contre le tabac, telles l'augmentation des taxes, l'interdiction de certains arômes et additifs ou encore le renforcement du dispositif national et régional d'aide à l'arrêt du tabac, initiées grâce au Programme national de réduction du tabagisme et poursuivies dans le cadre du Programme national de lutte contre le tabac (PNLT) 2018-2022. Cette politique représente un investissement important de notre société dans la santé des générations futures. Le décret n° 2016-334 du 21 mars 2016 relatif au paquet neutre des cigarettes et de certains produits du tabac définit les conditions de neutralité et d'uniformisation des conditionnements de certains produits du tabac les aspects techniques de la neutralité et d'uniformisation des conditionnements étant quant à eux fixés par arrêté du 21 mars 2016. Ce décret exige de tout conditionnement contenant du tabac à rouler, même lorsqu'il est vendu avec des produits autres que le tabac, qu'il respecte les conditions de neutralité et d'uniformisation. Par ailleurs, lors de leur mise sur le marché, les produits du tabac doivent respecter, outre le code de la santé publique, le code général des impôts, ainsi que le code de la consommation. Sont ainsi interdits les produits commercialisés en violation de l'article L. 121-19 du code de la consommation, lequel pose le principe d'une interdiction de la vente avec prime, dès lors que celle-ci présente un caractère déloyal. Le même principe s'applique dans le cas de ventes subordonnées (qui consistent à subordonner la vente d'un produit à l'achat d'une quantité imposée ou à l'achat concomitant d'un autre produit). L'efficacité des mesures de lutte contre le tabac est désormais mesurable. Plusieurs outils de surveillance permettent d'observer l'impact incontestable des diverses mesures adoptées depuis 2016 : une diminution de plus d'1 million des fumeurs de 18 à 75 ans entre 2016 et 2017 (Baromètre santé-Santé publique France) ; le recul des ventes de 9.1% pour les cigarettes et de 10.7 % pour le tabac à rouler, au premier semestre 2018 par rapport au premier trimestre 2017, à jours de livraison constants (Tableau de bord tabac-OFDT) ; un recul dans l'usage quotidien des jeunes de 17 ans de 32,4 % à 25,1 % (Enquête ESCAPAD –OFDT). Ces résultats incitent le Gouvernement à persévérer dans sa politique.

Maladies

Diagnostic et prise en charge des malades cœliaques

9545. – 19 juin 2018. – **M. Jean-Carles Grelier*** attire l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur l'absence de diagnostic et de prise en charge nutritionnelle adéquate des malades cœliaques. Cette situation engendre des pathologies qui pourraient aisément être prévenues. En effet, l'Association française des intolérants au gluten (AFDIAG) estime que seuls 10 à 20 % des cas seraient aujourd'hui diagnostiqués alors que cette maladie touche environ 500 000 personnes en France. Par ailleurs, le manque de données françaises sur la prévalence et d'un état des lieux sur la connaissance de la maladie par les praticiens, ainsi que sur la façon dont les

patients font face à cette maladie, empêchent d'établir une politique de santé publique efficace dans ce domaine. Il lui demande donc de bien vouloir indiquer les propositions du Gouvernement pour définir une stratégie de santé publique sur la maladie cœliaque.

Maladies

Prise en charge de l'intolérance au gluten

13886. – 6 novembre 2018. – **M. Guillaume Chiche*** attire l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur la maladie cœliaque, intolérance permanente à certaines fractions protéiques du gluten. Cette maladie auto-immune provoque une atrophie villositaire correspondant à la destruction des villosités de l'intestin grêle. À ce jour et malgré les nombreuses recherches scientifiques sur le sujet, il n'existe aucun traitement médicamenteux capable de la guérir. L'unique solution pour les malades est d'adopter un régime alimentaire sans gluten, strict et à vie. Une personne sur dix peut développer cette maladie en Europe, près de 500 000 seraient déjà malades. Toutefois, seuls 10 à 20 % des cas seraient diagnostiqués. L'absence de diagnostic précoce et de prise en charge nutritionnelle adéquate engendre des pathologies qui pourraient facilement être prévenues. En 2015, le ministère de la santé avait annoncé la saisine de la Haute autorité de santé pour remettre à jour les bonnes pratiques de diagnostic et de prise en charge *via* la publication d'un rapport notamment. Aussi, il souhaiterait connaître les résultats des travaux engagés par la Haute autorité de santé et la prise en compte de la maladie cœliaque dans la stratégie de santé publique.

Réponse. – La maladie cœliaque ou intolérance au gluten est une maladie inflammatoire chronique de l'intestin grêle, d'origine auto-immune, qui entraîne une malabsorption de divers nutriments, vitamines et sels minéraux. Elle est provoquée par un antigène alimentaire contenu dans la fraction protéique (gluten) de certaines céréales (blé, seigle, orge). En l'absence de traitement médicamenteux curatif, le traitement repose sur le retrait complet et permanent du gluten de l'alimentation. La maladie cœliaque peut toucher les enfants comme les adultes. Chez ces derniers, les manifestations sont de caractère et d'intensité variables tout comme l'âge de survenue, ce qui conduit à un sous-diagnostic et à des prises en charge longtemps inadaptées. Le suivi comprend la recherche de comorbidités et de complications. La prévalence de la maladie cœliaque en population générale n'est pas connue : le chiffre de 1 % de la population est régulièrement cité pour la France. Un caractère familial est décrit dans environ 10 % des cas. La maladie cœliaque doit être distinguée de l'allergie au gluten, qui est une allergie alimentaire, et de la sensibilité non cœliaque au gluten, qui reste une entité nosologique controversée. Comme annoncé, la ministre des solidarités et de la santé a effectivement demandé à la Haute autorité de santé de rédiger des recommandations de bonne pratique sur le diagnostic, le traitement et le suivi de la maladie cœliaque chez les enfants et les adultes, en complétant et en actualisant si besoin les travaux qu'elle a déjà menés sur le diagnostic biologique. Ces recommandations doivent permettre de mieux identifier les personnes malades et de définir leur parcours de soins optimal. Elles sont un préalable nécessaire à la construction d'une stratégie de santé publique.

649

Santé

Interdictions de fumer et de vapoter

9649. – 19 juin 2018. – **M. Guillaume Vuilletet** attire l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur la politique menée en France en termes de lutte contre le tabagisme et sur les ambiguïtés du décret du 25 avril 2017 (décret n° 2017-633), issu de la loi de modernisation du système de santé. Ce décret visait à préciser les conditions d'interdiction de vapoter : dans les locaux accueillant du public selon l'article L. 3513-6 du code de la santé publique (bars, restaurants ou hôtels exemptés de l'interdiction sauf si le règlement intérieur le prévoit). Aujourd'hui, à défaut d'interdiction, il est encore possible de vapoter seul dans son bureau si le règlement intérieur de l'entreprise ne le prohibe pas. Dans le même sens, les lieux de travail en extérieur ne sont pas non plus concernés par l'interdiction. Ces exemples confortent la position d'équilibre que prône depuis 2016 le ministère. En effet, s'il peut être considéré comme une aide pour arrêter ou réduire la consommation de tabac des fumeurs, il peut aussi constituer une porte d'entrée dans le tabagisme et induire un risque de renormalisation de la consommation de tabac compte tenu de l'image positive véhiculée par son marketing et sa visibilité dans les espaces publics. La législation française sur l'usage des produits de vapotage dans les lieux publics est beaucoup plus souple que nombre de pays voisins européens qui assimilent vapoter et fumer du tabac. À l'occasion de la journée mondiale sans tabac, qui s'est déroulée fin mai 2018, un institut de sondages s'est penché sur l'impact de la cigarette électronique sur la baisse du nombre de fumeurs. Si les Français ont conscience à 80 % que la hausse des prix est une des causes majeures de la baisse du nombre de fumeurs, ils sont 68 % à estimer que le développement de la cigarette électronique joue un rôle dans cette baisse. À noter qu'ils ne sont que 29 % à penser que le paquet

neutre a eu une influence importante. Il lui demande comment le ministère va arbitrer, alors que les avantages et inconvénients de la cigarette électronique sont de plus connus et reconnus, entre la volonté d'unification des réglementations (inscrire systématiquement l'interdiction de vapoter à la suite de celle de fumer) et les bénéfices avérés de la cigarette électronique - les niveaux de substances toxiques et cancérigènes retrouvés chez les vapoteurs étant très inférieurs à ceux des fumeurs de cigarettes ? Il lui demande s'il ne serait cependant pas judicieux, dans un esprit d'égalisation et de prévention, d'inscrire l'interdiction de vapoter au sein des interdictions destinées au public.

Réponse. – Le décret n° 2017-633 du 25 avril 2017 relatif aux conditions d'application de l'interdiction de vapoter dans certains lieux à usage collectif est entré en vigueur le 1^{er} octobre 2017. Les établissements scolaires et les établissements destinés à l'accueil, à la formation et à l'hébergement des mineurs, les moyens de transport collectif fermés (bus, métros, trains...) ainsi que les lieux de travail fermés et couverts à usage collectif sont concernés par cette interdiction. En effet, à la différence de l'interdiction de fumer, qui répond à la nécessité de protection de la santé des personnes exposées à la fumée du tabac au regard de l'impact nocif avéré pour la santé, en l'état actuel de connaissances l'interdiction de vapoter a été fondée sur des considérations visant à assurer la tranquillité publique et la protection de la jeunesse. S'agissant des lieux de travail, le vapotage y est interdit uniquement dans les pièces de travail partagées, c'est-à-dire les bureaux partagés, les salles de réunions etc. Ce n'est pas le cas, sauf lorsque le règlement intérieur de l'établissement ou de l'entreprise prévoit des dispositions contraires, dans les couloirs, les lieux de convivialité ou les bureaux individuels. Par contre, les locaux qui accueillent du public (supermarchés, cinémas, bars, restaurants ou hôtels par exemple) ne sont pas concernés par cette interdiction, sauf si le règlement intérieur de l'établissement le prévoit. Dans tous les locaux concernés, une signalisation apparente doit rappeler le principe de l'interdiction de vapoter et, le cas échéant, ses conditions de mise en œuvre. Il n'existe pas de signalétique officielle, chaque responsable de lieux pouvant adopter une signalétique adaptée. L'interdiction de vapoter dans certains lieux publics a ainsi vocation à respecter un équilibre entre, d'une part, les libertés individuelles et la bienveillance à l'égard des vapoteurs ex-fumeurs, et, d'autre part, la protection des jeunes et la tranquillité publique. En cohérence avec les interdictions de vente de produits du vapotage aux mineurs et de faire de la publicité, le décret interdit le vapotage dans les enceintes scolaires afin d'éviter que ces produits deviennent des produits d'initiation au tabagisme. Les produits du vapotage peuvent représenter pour certains fumeurs un outil d'aide à l'arrêt du tabac lorsqu'ils sont consommés de manière exclusive et non concomitante avec le tabac. Du fait de leur statut de produit de consommation courante, ils sont disponibles sans prescription médicale et peuvent être achetés par toute personne adulte intéressée par le dispositif.

650

Politique sociale

Situation des jeunes majeurs accompagnés par les EPDSAE

9911. – 26 juin 2018. – **M. Dimitri Houbbron** alerte **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur la situation des jeunes accompagnés par les établissements publics au service de l'action sociale (EPDSAE). Il rappelle que ces établissements ont pour objectif d'accueillir, sans discrimination, des enfants et des adultes pour lesquels ils assurent un accompagnement spécifique. À cet effet, ils interviennent dans les grands secteurs de l'action sociale à savoir la prévention, la protection de l'enfance, et le handicap. Il précise que ces établissements contribuent à la préparation et à l'exécution des politiques départementales et nationales en matière d'accompagnement, d'accueil, d'hébergement et de suivi à domicile pour des personnes en situation de fragilité. Concrètement, ces missions se décomposent en trois ordres : la mise en œuvre des politiques sociales en cohérence avec les orientations des schémas départementaux et régionaux ; l'accueil, l'hébergement, et le suivi à domicile à travers des accompagnements adaptés ; et la création de dispositifs innovants et diversifiés. Il ajoute que ces établissements comptent 3 426 places d'accueil et d'accompagnement dont 2 606 dans un pôle dédié à la protection de l'enfance. Il constate que ces établissements constituent un vecteur majeur au profit de la cohésion sociétale notamment pour les territoires dont le tissu socio-économique est particulièrement fragile. Cependant, les EPDSAE ne peuvent plus accompagner les jeunes le jour où ils atteignent la majorité. À cet effet, ils doivent quitter leurs logements et ne disposent plus de dispositifs d'accompagnements. Cette échéance fatidique, véritable crainte des jeunes, coïncide pourtant avec l'acquisition de nouveaux droits et devoirs et notamment l'éligibilité à certaines prestations sociales. Par conséquent, les jeunes majeurs ne disposent plus d'accompagnements des EPDSAE, notamment sur le plan administratif, à l'aube de l'obtention de ces nouveaux droits sociaux. À cet effet, il semblerait plus cohérent de repousser la fin de cet accompagnement d'une année afin que l'échéance ait lieu à la veille de la dix-neuvième année de ces jeunes. Ainsi, il la remercie de lui faire part de ses orientations et avis sur cette problématique relative à l'échéance de la fin de l'accompagnement des EPDSAE pour les jeunes majeurs.

Réponse. – L'Etablissement public départemental pour soutenir, accompagner, éduquer du département du Nord accueille notamment, au sein de son pôle Protection de l'enfance, des mineurs protégés confiés à l'aide sociale à l'enfance. Si l'obligation d'accueil des jeunes confiés à l'aide sociale à l'enfance s'arrête à 18 ans, nombre de départements ont mis en place des dispositifs de sortie adaptés, qu'il s'agisse d'habitats et d'accompagnements passerelles ou toute autre forme de soutien à l'entrée dans l'autonomie afin que ces jeunes, qui ont souvent peu ou pas d'adultes sur qui compter, puissent prendre un bon départ dans la vie. Cette problématique est traitée dans la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté qui s'articule autour de cinq engagements prioritaires, dont l'un porte sur la garantie d'un parcours d'insertion pour tous les jeunes. Il s'agit notamment d'éviter que les jeunes protégés sortent de l'aide sociale à l'enfance sans solution lorsqu'ils deviennent majeurs, et éviter ainsi toutes les ruptures sociales et professionnelles. 12 millions d'euros par an seront consacrés à cette mesure dès 2019. Elle fera l'objet d'une contractualisation avec les conseils départementaux. Sa mise en œuvre permettra de mieux préparer le passage à la majorité et d'accompagner les jeunes majeurs dans leur parcours d'autonomie. Le référentiel d'action qui sera annexé aux contrats matérialisant les engagements respectifs de l'Etat et des départements définira un socle commun autour d'un accompagnement social renforcé, en continu, en amont et en aval, pour permettre aux jeunes d'accéder à leurs droits. Le déploiement opérationnel de la mesure est prévu pour 2019.

Santé

Arrêt du tabac - Recherche et information sur le vapotage

9957. – 26 juin 2018. – M. **Thierry Benoit*** attire l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur la Journée mondiale sans tabac qui s'est déroulée le 31 mai 2018 et plus particulièrement sur la question du vapotage. Le Gouvernement a fait de la lutte contre le tabagisme une priorité et a pris plusieurs mesures fortes, l'augmentation du prix du paquet de cigarettes, avec un objectif à 10 euros en 2020, ou encore le remboursement intégral des substituts nicotiniques. Une solution n'est pourtant pas explorée : le vapotage. Le dernier baromètre de Santé publique France indique pourtant que la moitié des fumeurs ayant choisi de se faire aider pour arrêter la cigarette a retenu cette option. Tandis que le Royaume-Uni promeut massivement l'utilisation de ces dispositifs pour favoriser le passage de la cigarette vers des pratiques moins risquées, la France, elle, continue de faire le choix des substituts nicotiniques. Dans la perspective du mois sans tabac de novembre 2018, il est urgent de prendre des mesures qui feront réellement baisser la prévalence tabagique. Il convient de s'inspirer du modèle britannique, investir dans la recherche et l'information sur le vapotage et soutenir son développement pour en faire un outil au service de la santé publique. Aussi, il demande au Gouvernement de clarifier sa position sur la cigarette électronique et *la vape* notamment, comme aide à l'arrêt du tabac.

651

Santé

Conséquences du vapotage pour la santé

13814. – 30 octobre 2018. – M. **Frédéric Barbier*** interroge **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur les conséquences du vapotage pour la santé. Il est reconnu que le tabac tue chaque année 78 000 personnes en France et que c'est la première cause de mortalité évitable dans le monde. Depuis 2003, de plus en plus de personnes se tournent vers la cigarette électronique. Son marché est en pleine expansion, avec trois millions de vapoteurs, qui s'alimentent dans 2 500 boutiques spécialisées, 200 *e-shops* et 15 000 buralistes. Si l'augmentation du marché est indéniable, l'effet du produit s'avère davantage soumis à discussion. Alors que la Fédération interprofessionnelle de la vape (FIVAPE) considère la *e-cig* comme « une solution innovante et prometteuse de réduction du risque tabagique », d'autres comme le Comité national contre le tabagisme considère que « la cigarette électronique, comme le tabac contiennent de la nicotine qui est la plus puissante parmi les drogues licites et illicites actuellement sur le marché ». Aussi, s'il est possible de recenser le nombre de Français qui commencent à vapoter, il est beaucoup plus difficile de déterminer ceux qui en sortent. Ainsi, selon le baromètre santé 2014 de l'Inpes, on compte plus de 3 000 000 utilisateurs de cigarettes électroniques en France, dont 40,7 % seraient d'anciens fumeurs et 48 % des fumeurs quotidiens. Selon la revue *Addiction* de juin 2016 : « Electronic cigarette use in the European Union : analysis of a representative sample of 27 460 Europeans from 28 countries », 35,1 % des utilisateurs actifs de la *e-cig* ont arrêté de fumer et 32,2 % ont réduit leur consommation tabagique. En France, le Haut conseil de la santé publique, dans un avis du 24 février 2016, affirme que la cigarette électronique « peut être considérée comme une aide pour arrêter ou réduire la consommation de tabac des fumeurs », mais aucune étude

sérieuse permettant d'affirmer ou d'infirmer ces données n'est disponible. Il lui demande donc combien de Français sortent chaque année du vapotage afin de mesurer l'impact de celui-ci et pouvoir renforcer la santé publique.

Réponse. – En quelques années, le vapotage est devenu une pratique qui suscite beaucoup de passions et de discussions : de nombreux points de vue, institutionnels, scientifiques, associatifs voire économiques existent et s'expriment sur ce sujet. Ces divergences nourrissent une controverse, qui est loin d'être tranchée. En effet, les avis des diverses autorités d'expertise (Haute autorité de santé, Haut conseil de la santé publique), permettent d'envisager les produits du vapotage comme un outil de réduction ou d'aide à l'arrêt du tabac pour certains fumeurs, mais seulement lorsque ces produits sont utilisés de manière exclusive et sans consommation concomitante du tabac. Toutefois, les effets de la consommation régulière de ces produits restent à ce jour méconnus (toxicité des molécules utilisées dans les liquides, toxicité des liquides contenant de la nicotine). Ainsi, s'il est recommandé aux professionnels de santé de ne pas décourager et d'accompagner les fumeurs qui sont dans cette démarche, il est indispensable de bien informer le fumeur et son entourage et de leur faire part des avantages et inconvénients des différentes prises en charge existantes pour arrêter de fumer. Le Programme national de lutte contre le tabac a défini comme l'un de ses axes prioritaires celui d'encourager et d'accompagner les fumeurs pour aller vers le sevrage. Des actions visant à améliorer l'accessibilité des traitements et des prises en charge, en particulier, pour des catégories de la population les plus vulnérables seront mises en œuvre au niveau national et régional. Ainsi, il a été constaté par l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies, une augmentation de 21,2% de la vente de traitements d'aide à l'arrêt (traitements de substitution nicotinique, dont deux spécialités sont désormais remboursées par l'assurance maladie). Entre le mois de juin 2018 et juin 2017, le nombre estimé de patients bénéficiant de ce type de traitements a augmenté de 57 %. Le programme prévoit également des actions visant à soutenir les professionnels de santé afin qu'ils puissent assurer un accompagnement bienveillant du fumeur dans sa démarche d'arrêt et à promouvoir une prise en charge intégrale du tabagisme dans les lieux de santé et les établissements médico-sociaux. En ce qui concerne le vapotage plus spécifiquement, le Programme national prévoit des actions permettant d'améliorer les connaissances sur les produits du vapotage : les systèmes électroniques de délivrance de nicotine sont l'un des thèmes identifiés dans l'appel à projets de soutien à la recherche piloté par l'Institut national du cancer et l'Institut de recherche en santé publique. L'analyse des données recueillies par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail dans le cadre des déclarations et notifications des industriels du vapotage vont par ailleurs, permettre d'améliorer la connaissance sur la composition de ces produits. Sur la base des résultats de ces travaux et des éléments apportés par la littérature scientifique, et en fonction de l'évolution des connaissances, la Haute autorité de santé pourra prévoir l'actualisation de ses recommandations de bonne pratique pour l'accompagnement au sevrage tabagique. Enfin, le risque de l'initiation au tabagisme et l'exposition à un marketing structuré sont des points de vigilance pour ne pas renormaliser le tabac. En effet, il y a un enjeu fort à ce que ces produits ne deviennent pas des portes d'entrée vers le tabac et le gouvernement y est donc particulièrement vigilant.

652

Santé

Risque de banalisation de la vente de produits de vapotage avec nicotine

9963. – 26 juin 2018. – M. Gérard Menuel attire l'attention de Mme la ministre des solidarités et de la santé sur le risque de banalisation de la vente, par certaines enseignes de grandes distributions, de produits de vapotage avec nicotine. En effet, dans le cadre de sevrage de personnes dépendantes à la cigarette, un public de plus en plus nombreux fait appel à ce type de produit dont la vente était quasi exclusivement réservée, pour des raisons entre autre de conseils, aux distributeurs buralistes. Or il s'avère que certaines enseignes de grandes distributions profitent des effets de vente chez les buralistes pour proposer ces produits en distributeur automatique, alors que les buralistes sont plus à même d'informer et de conseiller les clients. C'est la raison pour laquelle il lui demande quelle est la position du Gouvernement concernant cette situation et quel cadre juridique le Gouvernement entend donner à ces produits de vapotage.

Réponse. – Les produits du vapotage sont réglementés au niveau européen par la directive 2014/40/UE relative aux produits du tabac et produits connexes, transposée en France par l'ordonnance n° 2016-623 du 19 mai 2016. Ils sont considérés comme des produits de consommation courante qui doivent répondre aux obligations générales de sécurité des produits et aux normes particulières applicables aux diverses substances rentrant dans leur composition. Ainsi, outre les avertissements sanitaires imposés par le code de la santé publique, ils doivent comporter dans les étiquettes les mentions de sécurité obligatoires pour les produits présentant un certain danger (obligations de classification, d'étiquetage et d'emballage des mélanges dangereux du règlement européen dit

« CLP »). Les appareils doivent également respecter les normes applicables à la compatibilité électromagnétique des appareils électriques. Les produits du vapotage peuvent être commercialisés librement dans tout commerce, et non pas seulement chez les débitants de tabac, à condition que le commerçant respecte les obligations concernant l'interdiction de la publicité. Ils peuvent être achetés par toute personne adulte, leur vente étant interdite aux mineurs. Dans ce cadre, le vendeur est dans l'obligation de demander la preuve de la majorité du client, quelle que soit la modalité de vente (vente in situ, à distance ou automatique). Tout commerçant qui ne respecterait pas cette obligation d'obtenir la preuve de la majorité est passible de l'amende prévue pour les contraventions de 4ème classe. Par ailleurs, pour pouvoir être commercialisés, les produits du vapotage et l'ensemble des ingrédients intervenant dans leur composition, doivent être déclarés via un Portail de notification unifié au niveau de l'Union Européenne. Les données sont gérées ensuite au niveau national par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail. La mise sur le marché d'un produit du vapotage qui n'aurait pas fait l'objet de cette déclaration constitue un délit passible d'être sanctionné par une amende de 45 000 euros.

Santé

Augmentation préoccupante de la consommation d'anti-douleurs opioïdes

10897. – 17 juillet 2018. – **M. Bernard Perrut*** attire l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur l'augmentation préoccupante de la consommation d'antidouleurs opioïdes en France qui entraîne une hausse des dépendances, des intoxications, des hospitalisations et des décès. En 2017, 17,3 % de la population, soit 12 millions de personnes, ont eu au moins une prescription d'antalgiques opioïdes. C'est surtout dans le traitement des douleurs chroniques non cancéreuses que l'usage a fortement augmenté. Bien qu'en France les ordonnances soient très encadrées, les patients ont tendance à recourir de manière systématique à ce type de médicaments, ce qui n'est pas sans conséquence sur leur santé. Afin d'éviter une situation similaire à celle des Etats-Unis qui connaissent une véritable crise sanitaire due à l'explosion de la consommation des antalgiques opioïdes souvent assimilés à des super anxiolytiques capables d'apaiser à la fois les douleurs psychiques et physiques, il souhaite connaître les intentions du Gouvernement afin de mieux encadrer l'usage de ces médicaments.

653

Pharmacie et médicaments

Surconsommation d'antalgiques opioïdes - Prévention

12243. – 18 septembre 2018. – **M. Christophe Arend*** alerte **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur l'augmentation de la consommation des antalgiques opioïdes en France. La crise des opioïdes, qui ravage les Etats-Unis et le Canada, pourrait prochainement atteindre la France. Dans le monde, les stupéfiants ont entraîné 190 000 décès prématurés en 2015, parmi lesquels les opioïdes portent une lourde responsabilité puisqu'ils en sont la première cause. Leur production et leur consommation explosent : sur 255 millions usagers de drogue dans le monde, 35 millions ont eu recours à ces substances au cours de l'année 2015, soit 2 millions de plus que l'année précédente. Rien qu'aux États-Unis, les antalgiques, initialement destinés aux patients souffrant de douleurs sévères comme ceux atteints du cancer, ont été prescrits de façon si extensive par les médecins au début des années 2000 qu'ils figuraient sur plus de 250 millions d'ordonnances en 2013. En France, les experts s'alarment sur une augmentation des prescriptions d'antalgiques opioïdes forts (morphine, oxycodone, Fentanyl) et l'accroissement du nombre d'overdoses. L'usage des opioïdes forts a plus que doublé entre 2004 et 2017. Aujourd'hui, 12 millions de Français sont traités chaque année avec un analgésique opioïde, dont un million avec un opioïde fort. La consommation d'oxycodone a été multipliée par 20 en 10 ans. De plus, les études montrent un risque accru de surdose chez les patients consommant des psychotropes. Or la France est le deuxième plus gros consommateur d'anxiolytiques en Europe. Face à ces chiffres inquiétants et à la situation en Amérique du Nord, il lui demande quelles mesures préventives et envers les professionnels de santé compte prendre le Gouvernement pour éviter une potentielle catastrophe sanitaire.

Réponse. – Les opioïdes sont des substances d'origine naturelle ou de synthèse, ayant un potentiel d'abus et de dépendance élevé, mais possédant des propriétés pouvant être utiles en thérapeutique. Certains opioïdes sont utilisés comme médicaments, dans le traitement de la douleur ou pour la prise en charge de la dépendance aux opiacés (traitement de substitution). Ils peuvent parfois faire l'objet d'un usage non conforme aux standards thérapeutiques. L'enjeu pour les autorités sanitaires est de garantir l'accessibilité des médicaments opioïdes pour toute personne en ayant besoin tout en sécurisant au mieux leur utilisation. D'autres opioïdes sont illicites et utilisés pour des usages récréatifs ou dans un contexte d'addiction. Les opioïdes, licites ou illicites, peuvent être à l'origine de surdoses avec un risque de décès. En France, le nombre de décès par surdose aux opioïdes (licites et

illicites) était estimé à 373 en 2015. Ce nombre tend à augmenter ces 15 dernières années, mais reste sans commune mesure avec la situation des Etats-Unis. L'évolution de la consommation des antalgiques opioïdes est à mettre en perspective avec l'amélioration de la prise en charge de la douleur. Certains signaux incitent cependant à la vigilance, comme le développement d'usages problématiques ou de dépendance concernant des personnes avec des prescriptions d'opioïdes initialement à visée antalgique, et la hausse des hospitalisations en lien avec des intoxications par des opioïdes. Par ailleurs, la diffusion de nouveaux opioïdes de synthèse très puissants tels que les analogues du Fentanyl incite également à une vigilance accrue. Plusieurs mesures en place contribuent à la prévention des surdoses et des décès par surdoses d'opioïdes, parmi lesquelles : un encadrement étroit des conditions de prescription et de délivrance des médicaments opioïdes, une offre sanitaire spécialisée en addictologie en ville et à l'hôpital incluant soins et réduction des risques, une offre de soins structurée pour la prise en charge de la douleur, un dispositif de surveillance (en particulier le dispositif d'addictovigilance de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé organisé dans les territoires par les centres d'évaluation et d'information sur la pharmacodépendance et le dispositif TREND/SINTES de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies). En 2017, a débuté la mise à disposition de Naloxone (antidote spécifique des surdoses aux opioïdes) pour les usagers d'opioïdes et leur entourage afin de permettre une intervention rapide face à un cas de surdose, dans l'attente des secours, suivant les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé. Des travaux sont en cours pour consolider et amplifier ces mesures.

Santé

Place de la cigarette électronique dans les dispositifs de lutte contre le tabac

10901. – 17 juillet 2018. – **Mme Nicole Trisse*** attire l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur la place des dispositifs de vapotage (ou « cigarettes électroniques ») dans le processus de sevrage tabagique. Le *bulletin épidémiologique hebdomadaire* (BEH) n° 14-15, publié par Santé Publique France le 29 mai 2018, indique que parmi les fumeurs ayant fait une tentative d'arrêt au dernier trimestre 2016, la moitié a déclaré avoir utilisé une aide pour arrêter de fumer. La principale aide utilisée était la cigarette électronique (26,9 %), loin devant les substituts nicotiniques (18,3 %), le recours à un professionnel de santé (10,4 %) ou la consultation du site Tabac Info Service (9,1 %). Santé Publique France a, par ailleurs, souligné une baisse considérable du nombre de fumeurs entre 2016 et 2017 (équivalent à un million de fumeurs quotidien), bien que le taux de prévalence du tabagisme quotidien (26,9 % en 2017) demeure bien plus élevé que dans d'autres pays européens, tel le Royaume-Uni (15,8 % en 2016). Partant de ces éléments, elle souhaite connaître la position du Gouvernement au sujet de la place de la cigarette électronique dans la lutte contre le tabac, et plus largement sur sa potentielle intégration dans le Programme national de réduction du tabagisme.

654

Santé

Vapotage

15345. – 18 décembre 2018. – **M. Paul Christophe*** appelle l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur l'utilité du vapotage dans la lutte contre le tabagisme. Les conclusions énoncées dans le *Bulletin épidémiologique hebdomadaire* (BEH) n° 14-15, publié par Santé publique France le 29 mai 2018, indiquent que, parmi les fumeurs ayant fait une tentative d'arrêt au dernier trimestre 2016 et ayant utilisé une aide, 56 % d'entre eux ont plébiscité la cigarette électronique, soit deux fois plus que les substituts nicotiniques ayant pourtant statut de médicament. Par ailleurs, l'avis du 24 février 2016 émis par le Haut conseil de la santé publique reconnaît la pratique du vapotage « comme une aide pour arrêter ou réduire la consommation de tabac des fumeurs ». Malgré ces preuves concrètes du rôle de la cigarette électronique dans la réduction de la prévalence tabagique, le vapotage n'a pas été intégré par les pouvoirs publics dans la stratégie de lutte contre le tabagisme. Le Gouvernement en a pourtant fait une priorité, le taux de prévalence tabagique en France figurant encore parmi les hauts d'Europe : 36 % en 2017 selon la Commission européenne, juste derrière la Grèce et à égalité avec la Bulgarie. L'absence de soutien concret de l'État vis-à-vis de la cigarette électronique apparaît donc paradoxale, celle-ci n'ayant pas fait l'objet d'une information claire et incitative auprès des 15 millions de fumeurs, et n'ayant pas été non plus intégrée dans le cadre du programme national de lutte contre le tabac présenté en juillet de cette année. Aussi, il lui demande de clarifier sa position sur la place de la cigarette électronique dans une stratégie de réduction des risques et, plus largement, sur sa potentielle intégration dans le programme national de réduction du tabagisme.

*Santé**Lutte contre le tabagisme - Cigarette électronique*

15737. – 1^{er} janvier 2019. – M. Jean-Luc Reitzer* attire l'attention de Mme la ministre des solidarités et de la santé sur le mois sans tabac qui s'est déroulé en novembre 2018 et sur l'utilité du vapotage constaté à cette occasion. Les conclusions énoncées dans le Bulletin épidémiologique hebdomadaire (BEH) n° 14-15, publié par Santé publique France, le 29 mai 2018, sont sans appel et indiquent que, parmi les fumeurs ayant fait une tentative d'arrêt au dernier trimestre 2016 et ayant utilisé une aide, 56 % d'entre eux ont plébiscité la cigarette électronique, ce qui est deux fois plus que les substituts nicotiniques ayant pourtant statut de médicament. Par ailleurs, l'avis du 24 février 2016 émis par le Haut conseil de la santé publique reconnaît la pratique du vapotage « comme une aide pour arrêter ou réduire la consommation de tabac des fumeurs ». Malgré ces preuves concrètes du rôle de la cigarette électronique dans la réduction de la prévalence tabagique, cette année encore, le vapotage n'a pas été intégré par les pouvoirs publics dans sa stratégie de lutte contre le tabagisme. Le Gouvernement en a pourtant fait une priorité, le taux de prévalence tabagique en France figurant encore parmi les plus hauts d'Europe : 36 % en 2017 selon la Commission européenne, juste derrière la Grèce et à égalité avec la Bulgarie. L'absence de soutien concret de l'État vis-à-vis de la cigarette électronique apparaît donc paradoxale, celle-ci n'ayant pas fait l'objet d'une information claire et incitative auprès des 15 millions de fumeurs, et n'ayant pas été non plus intégrée dans le cadre du Programme national de lutte contre le tabac présenté en juillet 2018. Aussi, il demande au Gouvernement de clarifier sa position sur la place de la cigarette électronique dans une stratégie de réduction des risques et, plus largement, sur sa potentielle intégration dans le Programme national de réduction du tabagisme.

Réponse. – Les avis des diverses autorités nationales d'expertise (Haute autorité de santé, Haut conseil de la santé publique), permettent d'envisager les produits du vapotage comme un outil de réduction ou d'aide à l'arrêt du tabac pour certains fumeurs, seulement lorsque ces produits sont utilisés de manière exclusive et sans consommation concomitante du tabac. Toutefois, les effets de la consommation régulière de ces produits restent méconnus (toxicité des molécules utilisées dans les liquides, toxicité des liquides contenant de la nicotine). Ainsi, s'il est recommandé aux professionnels de santé de ne pas décourager et d'accompagner les fumeurs qui sont dans cette démarche, il convient cependant, de bien informer le fumeur et son entourage et de leur faire part des avantages et inconvénients des différentes prises en charge existantes pour arrêter de fumer. L'un des axes du Programme national de lutte contre le tabac vise fondamentalement à encourager et à accompagner les fumeurs pour aller vers le sevrage. Des actions seront mises en oeuvre au niveau national et régional, visant à améliorer l'accessibilité des traitements et des prises en charge, en particulier, pour des catégories de la population les plus vulnérables ; à soutenir les professionnels de santé afin qu'ils puissent assurer un accompagnement bienveillant du fumeur dans sa démarche d'arrêt et à promouvoir une prise en charge intégrale du tabagisme dans les lieux de santé et les établissements médico-sociaux. En ce qui concerne le vapotage spécifiquement, le Programme national prévoit également des actions permettant d'améliorer les connaissances sur les produits du vapotage : les systèmes électroniques de délivrance de nicotine sont l'un des thèmes identifiés dans l'appel à projets de soutien à la recherche piloté par l'Institut national du cancer et l'Institut de recherche en santé publique. L'analyse des données recueillies par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail dans le cadre des déclarations et notifications des industriels du vapotage vont par ailleurs, permettre d'améliorer la connaissance sur la composition de ces produits. Le Programme national envisage en outre que la Haute autorité de santé puisse être alimentée par les résultats de ces travaux ainsi que par la littérature scientifique afin d'actualiser ses recommandations de bonne pratique pour l'accompagnement au sevrage tabagique. Enfin, le risque de l'initiation au tabagisme et l'exposition à un marketing structuré sont des points de vigilance pour ne pas renormaliser le tabac. En effet il y a un enjeu fort à ce que ces produits ne deviennent pas des portes d'entrée vers le tabac et le gouvernement y est donc particulièrement vigilant.

*Famille**PAJE*

11043. – 24 juillet 2018. – M. Marc Delatte attire l'attention de Mme la ministre des solidarités et de la santé sur les modalités de calcul et de versement de la prime à la naissance de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE), versée par la Caisse d'allocations familiales (CAF) pour faire face aux dépenses liées à la naissance d'un enfant. Il convient de ne pas ignorer les préoccupations quant à l'indice conjoncturel de fécondité évalué à 1,88 en 2017, n'assurant pas le renouvellement des générations (on évalue le taux à 2,07 en vue d'un équilibre satisfaisant). Ces enjeux démographiques auront une répercussion sur le dynamisme de l'économie, le financement des pensions

de retraite et sur la réforme nécessaire des retraites par répartition. Des mesures pertinentes sont et ont été engagées par le Gouvernement et soutenues par sa majorité en améliorant les conditions de travail des femmes et, conséquemment, on peut l'espérer, cet indice. Ainsi, les mesures en faveur du télétravail et les mesures afin de restaurer le principe de justice avec la parité femmes/hommes vont dans le bon sens. Mais, il nous faut améliorer l'offre d'accueil « petite enfance » pour concilier la vie professionnelle et familiale car aujourd'hui, les évolutions sociétales font que l'âge de la première grossesse, souvent en lien avec l'évolution des carrières, est reporté après 30 ans, avec une baisse de fécondité conséquente après 35 ans. Pour autant, il faut continuer à corriger les inégalités et c'est tout le sens de cette double question. En premier lieu, les prestations étant calculées sur le revenu net catégoriel 2016 pour 2018 (N-2), il l'interroge sur un calcul du taux des prestations dans leur contemporanéité, basé sur les ressources les plus récentes afin de permettre de mieux tenir compte des aléas de la vie. En second lieu, s'il salue la revalorisation de la prime versée à la naissance de 923,09 euros à 941,67 euros en mars 2018, il relève que cette prime est versée avant le dernier jour du deuxième mois suivant la naissance ou la justification de fin de grossesse. Or, pour une famille monoparentale, en règle générale une femme seule avec enfants, il est très difficile de faire face aux dépenses qu'il est nécessaire d'anticiper quelques semaines avant la naissance. C'est pourquoi, il souhaite savoir si elle envisage un versement d'une partie de la prime de naissance au premier jour du huitième mois de grossesse à hauteur de 50 % et le solde, comme il est signalé précédemment, avant le dernier jour du deuxième mois suivant la naissance.

Réponse. – La prime à la naissance est, pour les grossesses déclarées depuis le 1^{er} janvier 2015, versée le deuxième mois civil suivant la naissance ou la justification de la fin de grossesse. Les conditions d'ouverture du droit demeurent inchangées et restent appréciées au cours du sixième mois de grossesse. Cette date de versement coïncide avec le premier versement de l'allocation de base de la prestation d'accueil du jeune enfant. Il n'est, à ce stade, pas envisagé de modifier ce calendrier de versement pour revenir à un versement avant la naissance compte tenu du coût qu'engendrerait une telle modification pour la branche Famille (environ 200 M€). Il convient toutefois de rappeler que la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) pour 2018 a mis fin au gel du montant de cette prime prévu par la LFSS pour 2014, ce qui a permis une revalorisation de près de 19 euros au 1^{er} avril 2018. Par ailleurs, pour aider les familles modestes confrontées à des difficultés de trésorerie à faire face aux premières dépenses liées à l'arrivée d'un nouvel enfant, les caisses d'allocations familiales (CAF) peuvent avancer cette somme aux familles sous forme de prêt sur leur fonds d'action sociale. Afin d'harmoniser les pratiques des caisses, le Conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales, lors de sa séance du 2 février 2016, a souhaité confirmer cette possibilité. Il a notamment rappelé à toutes les CAF que ces prêts ont vocation à être mobilisés en faveur des familles confrontées à des difficultés financières pour faire face à des événements de la vie familiale, tels qu'une naissance. Cette aide constitue une réponse à des difficultés ponctuelles aux fins de permettre aux familles de mener à bien leurs projets.

656

Produits dangereux

Perturbateurs endocriniens

11760. – 14 août 2018. – M. Frédéric Reiss interroge Mme la ministre des solidarités et de la santé au sujet de la réglementation sur les perturbateurs endocriniens. Différentes études relayées par les associations de consommateurs soulignent régulièrement la présence importante de perturbateurs endocriniens dans l'organisme humain. À titre d'exemple, une étude du magazine 60 millions de consommateurs, parue en 2017, dénonce la contamination des cheveux des enfants, notamment par des produits pourtant interdits depuis 30 ans en France. En moyenne, ce sont 34 contaminants qui ont été répertoriés, parmi lesquels des bisphénols, phtalates, pesticides, mais aussi métaux lourds, PCB ou encore HAB. Dès lors que, souvent, les effets nocifs de ces produits sont *« minima »* incertains, parfois avérés, sur le développement de l'organisme, leur impact, notamment par des effets « cocktail », ne fait que commencer. Si la Commission européenne travaille à améliorer la prise en compte de ces substances, notamment par l'interdiction de certaines d'entre elles dans la fabrication de produits du quotidien, le parlementaire souhaite connaître sa position sur ce sujet et les mesures concrètes engagées pour répondre à cet important défi sanitaire. Hormis l'information des consommateurs et l'encadrement plus strict des produits autorisés, il souhaite savoir quelle importance est accordée à la recherche médicale dans ce domaine. – **Question signalée.**

Réponse. – Les perturbateurs endocriniens, omniprésents dans l'environnement et les produits de consommation courante, sont suspectés d'avoir de multiples effets sur la santé, en particulier en période périnatale : troubles de la reproduction, troubles du métabolisme, troubles neuro développementaux. La France est un des rares pays en Europe à avoir adopté, depuis avril 2014, une stratégie nationale sur les perturbateurs endocriniens (SNPE) et est

force d'impulsion aux niveaux européen et international en matière de lutte contre les risques liés à ces substances. Cette stratégie, est co-pilotée par les ministères chargés de la santé et de l'écologie. Une révision de la stratégie nationale sur les perturbateurs endocriniens est actuellement en cours par le Gouvernement suite aux résultats de l'évaluation de la première stratégie par l'inspection générale des affaires sociales, le conseil général de l'environnement et du développement durable et le conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux, qui ont été saisis par les ministères chargés du travail, de l'écologie, de l'agriculture, de la recherche, de l'économie et de la santé. Cette nouvelle stratégie devrait être publiée début 2019 et comportera de nouvelles actions afin de renforcer la lutte contre les perturbateurs endocriniens. L'objectif de la SNPE2 est de réduire l'exposition de la population et de l'environnement aux perturbateurs endocriniens. Les populations les plus vulnérables à une exposition aux perturbateurs endocriniens, les femmes enceintes et les jeunes enfants, sont prioritairement ciblées. Les actions de cette stratégie sont structurées selon trois axes : protéger la population, prévenir l'imprégnation de l'environnement et améliorer les connaissances. La recherche appliquée en santé sur les perturbateurs endocriniens fait partie des nouvelles thématiques abordées dans le cadre de cette stratégie. L'objectif est de croiser davantage les études de surveillance développées par Santé publique France et les études cliniques concernant les perturbateurs endocriniens pour mieux étudier les liens entre exposition et effet sur la santé et également de développer la recherche translationnelle pour articuler la recherche fondamentale avec la recherche appliquée en santé dans ce domaine. Dans le cadre de cette nouvelle stratégie, la France souhaite également porter au niveau européen une harmonisation de la réglementation qui s'applique à certains objets ou produits du quotidien afin d'avoir une définition identique des perturbateurs endocriniens dans toutes les réglementations sectorielles et assurer un niveau de protection approprié pour tous les modes et voies d'exposition. Ce projet de nouvelle stratégie nationale sur les perturbateurs endocriniens a été présenté au groupe santé environnement, présidé par Mme la députée Elisabeth Toutut Picard le 13 décembre 2018 et fera l'objet d'une consultation publique dès le mois de janvier 2019.

Commerce et artisanat

Législation - Bar à chicha

12137. – 18 septembre 2018. – M. Guy Teissier attire l'attention de M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur, sur la situation réglementaire des bars à chicha. Les cœurs de ville sont confrontés de plus en plus régulièrement au développement de ce type d'établissement. Cette activité supposée commerciale étant nouvelle, il souhaiterait connaître l'état de la législation en la matière ainsi que les intentions du Gouvernement pour les encadrer. – **Question ayant fait l'objet d'un changement d'attributaire.**

Réponse. – Les établissements proposant à la vente et à la consommation sur place du tabac à narguilé sont encadrés par la réglementation relative à la consommation et la vente de tabac. L'article L. 3511-7 du code de la santé publique prévoit qu'il est interdit de fumer dans tous les lieux affectés à un usage collectif, quel que soit le statut juridique de l'exploitant (CA Dijon, 12 Octobre 2012). Un établissement passant outre cette interdiction est passible d'une amende prévue pour les contraventions de 3ème classe. Cependant, l'établissement peut prévoir des emplacements réservés aux fumeurs mais ces emplacements doivent alors respecter des conditions techniques spécifiques (extraction de l'air pollué, ouverture-fermeture automatique, surface...) destinées à éviter la diffusion des substances toxiques présentes dans la fumée du tabac aux autres locaux de l'établissement. Le non-respect de ces conditions d'installation est susceptible d'être sanctionné par l'amende prévue pour les contraventions de 4ème classe. Par ailleurs, en France métropolitaine, la vente au détail des tabacs manufacturés est confiée par l'État aux seuls débitants de tabac. A titre exceptionnel, les débits de boissons à consommer sur place titulaires d'une licence de 3ème ou de 4ème catégorie peuvent, sous certaines conditions, revendre du tabac à leur clientèle. Le représentant légal de l'établissement doit alors transmettre au directeur interrégional des douanes et droits indirects de la circonscription dans laquelle l'établissement est situé une déclaration par laquelle il s'engage à respecter l'ensemble des obligations prévues pour la revente du tabac ainsi que l'attestation par laquelle le gérant du débit de rattachement accepte de l'approvisionner en produits du tabac. Ces établissements sont ainsi tenus au respect des dispositions du code de la santé publique, et en particulier l'interdiction de vente aux mineurs et l'interdiction de la publicité et de la promotion en faveur du tabac. Sont habilités à constater ces infractions les professionnels suivants : agents de police municipale, gardes champêtres, pharmaciens et médecins inspecteurs de santé publique, inspecteurs de l'action sanitaire et sociale, ingénieurs du génie sanitaire, ingénieurs d'études sanitaires, inspecteurs et contrôleurs désignés par l'agence régionale de santé, inspecteurs et contrôleurs du travail. Dans la continuité du Plan « priorité prévention » lancé en mars 2018, le nouveau Programme national de lutte contre le tabac 2018-2022, porté avec le ministre de l'action et des comptes publics, marque une nouvelle étape dans la lutte contre le tabac, en associant actions sociales et sanitaires et actions économiques. Cette politique représente un

investissement important de notre société dans la santé des générations futures. Son premier axe vise à poursuivre et amplifier la dénormalisation sociale du tabac et la réduction de son attractivité, en particulier au bénéfice des jeunes, dans la suite de la mise en place du paquet neutre. L'efficacité des mesures de lutte contre le tabac est désormais mesurable. Plusieurs outils de surveillance permettent d'observer l'impact incontestable des diverses mesures adoptées depuis 2016 : une diminution de plus d'1 million des fumeurs de 18 à 75 ans entre 2016 et 2017 (Baromètre santé-Santé publique France) ; le recul des ventes de 9.1% pour les cigarettes et de 10.7 % pour le tabac à rouler, au premier semestre 2018 par rapport au premier trimestre 2017, à jours de livraison constants (Tableau de bord tabac-OFDT) ; un recul dans l'usage quotidien des jeunes de 17 ans de 32,4 % à 25,1 % (Enquête ESCAPAD –OFDT). Ces résultats incitent à persévérer dans cette politique.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Victimes de l'amiante : mêmes droits pour tous

12515. – 2 octobre 2018. – **M. Christophe Bouillon*** interroge **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur la création d'une deuxième voie d'accès à la cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante. Le droit à une allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante (ACAATA) a représenté une importante mesure de justice sociale, permettant à ceux qui risquaient de mourir plus tôt de bénéficier d'une cessation d'activité avant la date de leur retraite. Toutefois, cette mesure demeure inaccessible à des travailleurs qui ont été exposés de façon importante à l'amiante, si l'entreprise au sein de laquelle ils sont ou étaient salariés n'est pas inscrite sur les listes référençant les établissements présentant des risques. C'est le cas tout particulièrement des personnes ayant travaillé dans le secteur du bâtiment et travaux publics et dans les garages automobiles, y compris dans la fonction publique. Il semblerait pourtant juste que tous les salariés qui ont été exposés à l'amiante, quelle que soit leur situation, bénéficient des mêmes droits. Le critère d'admission pourrait reposer sur un dossier réunissant un faisceau d'indices démontrant une exposition professionnelle à l'amiante susceptible de réduire l'espérance de vie. En raison de son impact financier pour la branche accidents du travail-maladies professionnelles de la sécurité sociale, la création de cette deuxième voie d'accès à l'ACAATA n'a pas été reprise, il y a quelques années. Or le nombre de bénéficiaires de cette allocation diminue sous l'effet de la démographie. Il lui demande donc quelles dispositions elle entend prendre pour assurer le même accès aux droits de l'ensemble des victimes de l'amiante.

Maladies

Procédure de prise en charge des victimes de l'amiante.

13106. – 9 octobre 2018. – **M. Hubert Wulfranc*** interroge **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur le dispositif d'indemnisation des victimes de l'amiante. Véritable scandale sanitaire du XXe siècle, les victimes de l'amiante et leurs proches attendent depuis de nombreuses années le procès pénal des responsables, notamment celui des parties prenantes au Comité permanent amiante, instrument de *lobbying* des industriels du secteur auprès des pouvoirs publics qui a tout fait pour retarder le plus longtemps possible l'interdiction de l'usage de l'amiante. Si 35 000 personnes sont mortes en France d'une maladie de l'amiante entre 1965 et 1995, de 50 000 à 100 000 décès liés à l'amiante sont prévus sur la période courant de 2000 à 2025 dans le pays. Deux tiers des décès seront causés par un cancer du poumon et le dernier tiers par des mésothéliomes pleuraux. L'amiante est également responsable de pathologies invalidantes plus bénignes telles que l'asbestose ou des plaques pleurales et des épaississements pleuraux sans traitement médical à ce jour. Si le risque amiante est essentiellement un risque professionnel, les victimes sont avant tout des salariés ayant travaillé dans l'industrie de l'amiante, la pétrochimie, l'industrie navale, le BTP, sur les docks des ports, d'autres individus exposés à la fibre cancérogène ont également développés des pathologies spécifiques à l'amiante, les victimes dites « environnementales ». Suite à l'interdiction définitive de l'usage amiante en 1997, des dispositifs ont été mis en place par le législateur au bénéfice des victimes directes ainsi que pour leurs ayants droits. D'un côté, un système de rente versé par le Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (FIVA), de l'autre, un dispositif de préretraite, l'Allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante (ACAATA). En 15 ans, 87 000 personnes ont bénéficié de l'ACAATA sur 132 000 demandes déposées, 21 000 personnes la touchent actuellement. Du fait parfois de la modestie de l'allocation, égale à 65 % du salaire brut, de nombreux salariés rémunérés au SMIC ont renoncé à l'ACAATA ne pouvant vivre dignement avec une allocation fixée alors entre 800 et 850 euros. Une autre injustice découle du système de listes des entreprises reconnues amiantées, établies par décret ministériel, qui exclut du bénéfice de l'ACAATA de très nombreux salariés d'entreprises sous-traitantes ainsi que des intérimaires, alors même qu'ils travaillaient dans des établissements reconnus amiantés. Ainsi, deux personnes qui ont fait le même travail, au même endroit, toute leur

vie, exposées aux mêmes risques liés à l'amiante ont des droits différents au moment du départ en retraite. Or, à exposition identique à l'amiante, les conditions de départ devraient être identiques. Dans les faits, seul le salarié ayant un lien juridique avec une entreprise listée pourra bénéficier de l'ACAATA. Cette situation est objectivement source de discrimination. La mise en place d'un accès individuel à la préretraite amiante doit donc être envisagée pour les salariés d'entreprise sous-traitante non inscrites sur les listes ou mis à disposition par des sociétés de travail temporaire sur la base de l'établissement d'un dossier réunissant un faisceau d'indices. Ces indices pourraient être le secteur d'activité, le métier, la durée et la période d'exposition, les situations de travail et gestes professionnels ou encore l'exercice d'une activité professionnelle sur le site d'un établissement ouvrant droit à l'ACAATA, ou le nombre de malades démontrant une exposition professionnelle à l'amiante susceptible de réduire l'espérance de vie. Le Gouvernement s'était engagé, en décembre 2012, à étudier la faisabilité d'une voie d'accès individuelle à l'ACAATA pour des travailleurs qui en sont aujourd'hui exclus. La mesure n'a pas été reprise au motif qu'elle pèserait trop lourd sur la branche accidents du travail et maladies professionnelles de la sécurité sociale. Cet argument est contestable du fait de la forte diminution du nombre de personnes allocataires de l'ACAATA ces dernières années. Un autre point problématique réside dans la dissymétrie de droits entre les salariés exposés à l'amiante et les employeurs dans le cadre de la procédure d'inscription des listes des entreprises amiantées ouvrant droit au versement de l'ACAATA. En effet, la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 dispose que cette inscription ne peut intervenir qu'après information de l'employeur concerné. La décision d'inscription d'un établissement ou de modification doit être notifiée à l'employeur. À l'inverse, lorsqu'un établissement a été inscrit sur demande d'un salarié, d'une association ou d'une organisation syndicale, la législation ne prévoit aucune information du demandeur lorsque l'employeur demande l'annulation ou la modification de l'arrêté d'inscription. Cette dissymétrie entre les différentes parties prive le demandeur de la possibilité de faire valoir ses arguments en temps voulu et de les porter à la connaissance des pouvoirs publics dans des délais raisonnables. L'instruction qui précède la décision ministérielle se doit de respecter le principe du contradictoire. Un amendement dans ce sens avait été déposé pour le PLFSS pour 2017 par des sénateurs de trois groupes. Celui-ci avait reçu un avis favorable de la commission des affaires sociales du Sénat puis avait été adopté par le Sénat. Cet amendement a malheureusement été rejeté par l'Assemblée nationale. Par conséquent, il lui demande de lui préciser si le Gouvernement est prêt à faire évoluer le droit à l'information des salariés dans ce sens afin de faire respecter le principe du contradictoire de la procédure de classement et de déclassement des établissements et entreprises amiantés. De plus, il lui demande de préciser si le Gouvernement entend mettre en œuvre une procédure d'accès complémentaire à l'ACAATA individuelle pour les personnes ayant été exposées à l'amiante dont l'entreprise n'a pas été classée sur les listes officielles amiantes et ce, dans un souci de stricte justice sociale.

659

Réponse. – L'article 90 de la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 prévoit la remise par le Gouvernement au Parlement d'un rapport sur les modalités de création d'une nouvelle voie d'accès individuelle au dispositif de l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante (ACAATA). Ce rapport présente la faisabilité d'une admission sur présomption d'exposition significative à partir d'un faisceau d'indices tels le secteur d'activité, la durée d'exposition, la période d'activité ou les conditions d'exercice. Le rapport gouvernemental susmentionné a été transmis au Parlement le 7 août 2015. Il observe que le dispositif d'ACAATA collectif actuel s'inscrit dans un large ensemble de politiques et de financements dédiés au traitement des conséquences de l'exposition à l'amiante (dispositif de droit commun de reconnaissance des maladies professionnelles, indemnisation des victimes de l'amiante par le Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante). L'effort financier réalisé par la branche accidents du travail et maladies professionnelles du régime général pour prendre en charge les dépenses relatives aux dommages liés à l'amiante apparaît important. En particulier, plus de 9 Mds € de dépenses ont été effectuées au bénéfice de plus de 85 000 salariés depuis la création du Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante (FCAATA) en 1999. Contrairement à la voie collective qui repose sur une présomption d'exposition des salariés ayant travaillé dans les établissements listés pendant une période où était manipulée de l'amiante, la création d'une voie individuelle implique la mise en place d'un dispositif d'évaluation individuelle préalable de l'exposition professionnelle à l'amiante et de sa durée. Elle nécessite en conséquence la mise en place d'un dispositif d'instruction et de gestion nettement plus élaboré et fin que le dispositif actuel. Le rapport relève que la reconstitution préalable du parcours professionnel du demandeur et de son exposition à l'amiante serait extrêmement difficile et source de contentieux. L'ouverture d'une voie d'accès individuelle entraînerait par ailleurs un important flux de demandes générant un fort impact en gestion. Comme l'a montré l'exemple de l'Italie, seul autre pays avec la France à avoir instauré un dispositif de préretraite « amiante », aujourd'hui fermé, la complexité de gestion du dispositif serait très élevée et conduirait à une activité contentieuse très importante. La première année, l'impact financier de l'ouverture de la voie individuelle pourrait être compris entre 600 M€ (hypothèse de 5 000 attributions par génération) et 1,2 Md€ (hypothèse de 10 000

nouveaux allocataires par génération) avec une montée en charge les années suivantes. Ces dépenses s'ajouteraient aux dépenses actuelles du FCAATA estimées à un peu moins de 790 M€ pour 2014. Dans ces conditions, l'instauration d'une voie individuelle ne serait concevable qu'avec des conditions d'accès potentiellement restrictives, lesquelles devraient être nécessairement étendues à la voie collective. La mise en place de conditions d'accès différentes entre le dispositif collectif actuel et le nouveau dispositif individuel ne serait en effet pas envisageable au regard du principe d'égalité. Les constats dressés dans ce rapport restent d'actualité.

Maladies

Pénurie des médicaments contre la maladie de Parkinson

12747. – 2 octobre 2018. – Mme Élodie Jacquier-Laforge* interroge Mme la ministre des solidarités et de la santé sur la pénurie des médicaments contre la maladie de Parkinson. En effet, le sinemet (traitement principal pour les malades), n'est plus disponible depuis août 2018 pour le dosage 250 mg. L'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) a annoncé que les formules 100 et 200 mg ne le seront plus non plus dans les prochains jours et jusqu'en mars 2019, alors qu'il s'agit d'un médicament d'intérêt thérapeutique majeur. Le laboratoire MSD, qui les produit, a indiqué rencontrer des difficultés de production. Quant au laboratoire qui produit le générique, il a d'ores et déjà précisé qu'il ne pourrait pas pallier cette pénurie. Les associations de malades sont donc particulièrement inquiètes des ruptures de stocks à venir. Cela fait deux années consécutives que cela arrive, alors que l'arrêt brutal du traitement peut être dangereux pour les patients. L'ANSM leur recommande de consulter leur médecin pour trouver un traitement de substitution. Il y aurait une possibilité d'utilisation du modopar, mais certaines personnes ne le tolèrent pas. Face aux enjeux de santé publique que représente cette pénurie, elle lui demande comment le Gouvernement compte agir afin que les malades puissent se soigner.

Pharmacie et médicaments

Traitement maladie de Parkinson

12805. – 2 octobre 2018. – M. Patrice Verchère* attire l'attention de Mme la ministre des solidarités et de la santé sur la pénurie annoncée de médicaments contre la maladie de Parkinson. En effet, le Sinemet, médicament « d'intérêt thérapeutique majeur », se trouve aujourd'hui en rupture d'approvisionnement. Il devrait rester introuvable jusqu'en mars 2019 à cause des « difficultés de production » invoquées par le laboratoire. Or cette rupture de stock est préjudiciable pour les 45 000 patients traités par Sinemet dans la mesure où le traitement, à base de lévodopa, compense le déficit de dopamine dans le cerveau qui caractérise la maladie. Il en améliore fortement les symptômes : lenteur et raideurs qui entraînent une difficulté gestuelle ou une gêne à la marche, tremblements. De plus, le sevrage de lévodopa peut s'avérer particulièrement dangereux. Enfin, les génériques du Simenet ne peuvent être une solution alternative dès lors qu'ils ne semblent pas en mesure de répondre à la demande. Les associations de malades de Parkinson sont inquiètes. Aussi, il lui demande son sentiment sur ce problème.

Pharmacie et médicaments

Pénurie de médicaments pour la prise en charge de la maladie de Parkinson

14412. – 20 novembre 2018. – M. Stéphane Peu* attire l'attention de Mme la ministre des solidarités et de la santé sur la pénurie récurrente de médicaments excessivement dans la prise en charge des personnes atteintes de la maladie de Parkinson. Depuis plusieurs mois, des ruptures de stocks de médicaments de fond essentiels dans la prise en charge des patients atteints de cette maladie sont constatées. Elles inquiètent les familles, les médecins et les associations qui les soutiennent car elles entraînent chez les malades une détresse physique et morale terrible. Ces ruptures de stock sont le fait des laboratoires qui les produisent et ont des causes multiples dont certaines sont injustifiées voire non avouées à l'instar d'une moindre rentabilité. La législation actuelle ne prévoit aucune sanction dissuasive de ces laboratoires qui mettent pourtant la santé des patients en danger. Associations et praticiens sont mobilisés depuis de longs mois pour que ces ruptures de stocks ne soient plus possibles et que des sanctions efficaces soient prises. Aussi, au regard des inquiétudes et des conséquences de ces ruptures de stocks, il souhaite connaître les solutions qu'elle envisage pour que ces ruptures de stocks cessent et assurent ainsi une continuité dans la prise en charge de cette maladie.

*Pharmacie et médicaments**Pénurie de médicaments*

15068. – 11 décembre 2018. – **Mme Jacqueline Maquet*** attire l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur la pénurie de médicaments qui ne cesse de prendre de l'ampleur. De nombreux médicaments essentiels manquent ou risquent de manquer aux malades qui en ont besoin. Un médicament essentiel dans le traitement de la maladie de Parkinson est, par exemple, en rupture de stock pour plusieurs mois. Le 2 octobre 2018, une mission d'information du Sénat rendait un rapport où trente propositions étaient déclinées. Aussi, elle souhaite connaître la position du Gouvernement sur les conclusions de ce rapport et les actions que le Gouvernement compte engager.

*Pharmacie et médicaments**Parkinson - Rupture de stock chronique des médicaments*

15901. – 15 janvier 2019. – **Mme Maud Petit*** appelle l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur la rupture de stock des médicaments destinés au traitement de la maladie de Parkinson. À plusieurs reprises, des associations de malades de Parkinson et des professionnels de santé ont tenté d'alerter l'opinion publique et le gouvernement, sur la rupture de stock du médicament Sinemet contenant comme principe actif du Levodopa utilisé par les personnes souffrantes de la maladie de Parkinson. La maladie de Parkinson touche près de 200 000 français et 60 % d'entre eux utilisent la Levodopa dans leur traitement car cette molécule permet de combler le déficit en dopamine engendré par la maladie. À cause de cette rupture de stock, les personnes atteintes de la maladie de Parkinson sont soit dans l'obligation de diminuer le dosage de leur traitement (ce qui est dangereux et peut perturber l'équilibre du souffrant), ou soit d'utiliser des médicaments génériques (Les médecins déconseillent un changement de médicament aux patients, les génériques ne contenant pas les mêmes excipients). Elle souhaite donc l'interroger sur les mesures envisagées par le Gouvernement afin d'améliorer la gestion des stocks de médicaments pour endiguer une pénurie pénalisante pour les patients.

Réponse. – L'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) a été informée le 27 juillet 2018 par le laboratoire MSD, de ruptures de stocks liées à des difficultés de production, concernant les spécialités pharmaceutiques SINEMET LP 100 mg/10 mg, comprimé, SINEMET 250 mg/25 mg, comprimé et SINEMET LP 200 mg/50 mg, comprimé à libération prolongée (lévodopa/carbidopa), prévues respectivement en septembre 2018, fin août 2018 et mi-octobre 2018 et ce, jusqu'au mois de mars 2019. Dans ce contexte et afin de pallier l'indisponibilité des spécialités SINEMET précitées, les spécialités LEVODOPA CARBIDOPA TEVA, 100 mg/10 mg, comprimé sécable, LEVODOPA CARBIDOPA TEVA 250 mg/25 mg, comprimé sécable, et LEVODOPA CARBIDOPA TEVA LP 200 mg/50 mg, comprimé à libération prolongée, seules spécialités génériques commercialisées en France par le laboratoire TEVA SANTE, ont été davantage délivrées aux patients concernés. Des tensions d'approvisionnement concernant les spécialités TEVA ont alors été constatées. Au vu de ces éléments et afin de favoriser un approvisionnement homogène des pharmacies françaises, le laboratoire TEVA SANTE, en accord avec l'ANSM, a informé fin août 2018 les professionnels de santé concernés de la mise en place de mesures temporaires de contingentement pour ces spécialités. En parallèle, consciente des graves difficultés générées par cette situation, l'ANSM a mis en place en collaboration avec les sociétés savantes et les associations de patients un plan d'actions afin d'éviter toute interruption de traitement chez les patients concernés. Dans ce cadre, l'ANSM a émis à destination des professionnels de santé des recommandations de prise en charge des patients pendant la période d'indisponibilité des spécialités SINEMET. Un document a également été mis à disposition des patients concernés, leur précisant notamment la conduite à tenir face à cette situation et les consignes importantes à respecter. La loi du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé et son décret d'application du 20 juillet 2016 relatif à la lutte contre les ruptures d'approvisionnement de médicaments ont apporté des mesures de prévention et de gestion des ruptures de stock au niveau national afin de redéfinir les instruments à la disposition des pouvoirs publics et de renforcer les obligations qui pèsent sur les acteurs du circuit de fabrication et de distribution. En ce sens, pour les médicaments d'intérêt thérapeutique majeur (MITM) mentionnés à l'article L. 5111-4 du code de la santé publique et pour certains vaccins pour lesquels du fait de leurs caractéristiques, la rupture ou le risque de rupture de stock présente pour les patients un risque grave et immédiat, les entreprises exploitant ces médicaments sont désormais contraintes d'élaborer et de mettre en place des plans de gestion des pénuries (PGP) dont l'objet est de prévenir et de pallier toute rupture de stock. Ces plans prévoient ainsi par anticipation notamment la création de stocks de sécurité, le recours à d'autres sites alternatifs de fabrication des matières premières et des spécialités pharmaceutiques, l'identification de spécialités équivalentes à l'étranger en vue d'une éventuelle importation, etc. Ces dispositions sont entrées en vigueur en janvier 2017 et

font l'objet d'une mise en œuvre progressive par les industriels concernés. Dans ce cadre, l'ANSM intervient lorsqu'une rupture de stocks ou un risque de rupture lui est signalé, afin d'assurer au mieux la sécurisation, au plan national, de l'accès des patients aux MITM ne disposant pas d'alternatives thérapeutiques, par l'accompagnement des laboratoires dans la gestion de telles difficultés (notamment par le biais de contingentement des stocks et de l'information des professionnels de santé et des patients). Pour autant, elle ne peut se substituer aux industriels en ce qui concerne la production ou le stockage de médicaments, ni imposer à ce jour de contraintes précises en la matière. De plus, il appartient à l'ANSM de publier, sur son site internet (www.ansm.sante.fr), la liste des MITM ne disposant pas d'alternatives thérapeutiques appropriées ou disponibles en quantité suffisante pour lesquels une rupture ou un risque de rupture de stock est mis en évidence, et de décider si ces médicaments peuvent être vendus au détail par les pharmacies à usage intérieur des hôpitaux ou si les spécialités importées, le cas échéant, peuvent être délivrées en officine. L'ANSM tient également à jour sur son site internet, une rubrique qui recense ces médicaments faisant l'objet de difficultés d'approvisionnement en France, accompagnée d'un certain nombre de documents d'information à l'attention des professionnels de santé et des patients, sur la situation relative à l'approvisionnement de la spécialité concernée ainsi que sur les mesures mises en œuvre pour assurer le traitement des patients. Enfin, le fait pour un laboratoire pharmaceutique de ne pas respecter l'obligation d'information de tout risque de rupture de stock ou de toute rupture de stock qui lui incombe ou le fait de ne pas respecter son obligation de mettre en place des solutions alternatives ou des mesures prévues par les PGP et des mesures d'accompagnement des professionnels de santé et des patients expose ce laboratoire pharmaceutique à des sanctions financières prononcées par l'ANSM, pouvant aller jusqu'à 30% du chiffre d'affaires réalisé en France par le produit concerné. Dans le même sens, la méconnaissance pour un grossiste-répartiteur de ses obligations de service public est également passible de sanction financière. Le bilan de ces mesures dressé en 2018 montre une augmentation de plus de 40% de rupture de stock et permet de pointer les axes d'amélioration qu'il convient de renforcer, notamment au regard des propositions issues du rapport du 2 octobre 2018 de la mission d'information du Sénat n° 737 (2017-2018) de M. Jean-Pierre Decool sur les pénuries de médicaments et de vaccins. En parallèle, l'ANSM continue d'échanger avec ses homologues européens afin de faire des propositions d'actions au niveau européen, le phénomène n'étant pas limité au seul territoire français.

662

Prestations familiales

Aide à la crèche versée par la caisse d'allocations familiales (CAF)

12831. – 2 octobre 2018. – M. Damien Adam interroge Mme la ministre des solidarités et de la santé sur l'aide versée par les caisses d'allocations familiales aux familles ayant recours à une crèche pour la garde de leur enfant. Le montant de cette aide, déterminé d'après les ressources, l'âge et le nombre d'enfants accueillis et du nombre d'heures d'accueil, peut atteindre jusqu'à 85 % du montant total de la prestation. Or plusieurs parents de la circonscription dans laquelle il est élu s'interrogent sur la conséquence du passage à l'école obligatoire à l'âge de 3 ans pour le versement de cette aide. L'aide sera-t-elle maintenue pour les familles dont l'enfant entrant à l'école à l'âge de 3 ans révolu aura passé quelques mois en crèche la même année ? Autrement dit, un enfant ayant effectivement 3 ans en entrant en maternelle sera-t-il éligible à l'aide ? Il lui demande de bien vouloir l'éclairer sur ce point.

Réponse. – La prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) comprend quatre aides destinées à soutenir les familles pour l'accueil d'un enfant dont l'âge est inférieur à trois ans. La PAJE a pour objet d'une part, d'aider les familles à faire face aux dépenses liées à l'arrivée de l'enfant et, d'autre part, de concilier vie professionnelle et vie familiale, lorsque l'enfant est âgé de moins de trois ans. Pour ce faire, la PAJE se compose de la prime à la naissance ou à l'adoption, de l'allocation de base, de la prestation partagée d'éducation de l'enfant qui est l'indemnisation du congé parental et du complément de libre choix du mode de garde (CMG) en cas de recours à un assistant maternel, une garde à domicile ou une micro crèche. Le CMG déroge à la limite d'âge de la PAJE en permettant aux familles d'ouvrir droit à cette prestation jusqu'aux six ans de leur enfant. Plus précisément, jusqu'aux six ans de l'enfant, le CMG prend en charge jusqu'à 85 % du coût de la garde par un assistant maternel, une garde à domicile ou une micro-crèche, dans la limite d'un montant maximum modulé selon les ressources et la composition de la famille. A partir du troisième anniversaire de l'enfant, le montant du CMG versée aux parents par la branche famille au titre de la prise en charge partielle du coût de la garde est actuellement divisé par deux. En revanche, les parents peuvent continuer à bénéficier du crédit d'impôt sur les dépenses qu'ils auront engagées pour les frais de garde de leur enfant, après déduction des aides versées par la caisse d'allocations familiales et le cas échéant, par l'employeur ou le comité d'entreprise. Cependant, afin de répondre aux besoins de garde à temps plein des familles d'enfants qui n'ont pas pu être accueillis à l'école maternelle à leurs trois ans, la loi n° 2018-1203 du 22 décembre 2018 de financement de la sécurité sociale pour 2019 prévoit de prolonger le droit du CMG à

taux plein jusqu'à la prochaine rentrée scolaire suivant le troisième anniversaire de ces enfants. Cette réforme sera mise en place pour les gardes d'enfants réalisées à compter du 1^{er} janvier 2020. Elle permettra un gain mensuel jusqu'à 233,70 € pour les familles employant directement un assistant maternel ou une garde à domicile et jusqu'à 427,35 € pour les familles ayant recours pour la garde de leur enfant à une micro crèche ou une structure employant des gardes à domicile. Cette mesure constituera un élément de convergence des modalités et niveaux de prise en charge entre accueil individuel et collectif, la prestation d'action sociale de la branche famille (PSU) étant déjà versée aux crèches pour l'accueil d'enfants jusqu'à leur 4^{ème} anniversaire.

Sécurité des biens et des personnes

Risque radon - Cancer - Gaz

12903. – 2 octobre 2018. – M. Stéphane Trompille alerte Mme la ministre des solidarités et de la santé sur les risques reconnus du radon. Le décret du 1^{er} juin 2018 reconnaît désormais le radon comme un problème santé publique. Et pour cause, le radon est un gaz radioactif d'origine naturelle, présent dans tous les sols et particulièrement dans les massifs granitiques, indolore, incolore et indétectable qui se concentre dans les habitats, profitant du moindre défaut d'étanchéité. L'estimation des risques liés à la présence de radon est répartie en trois zones. Les zones 1 constituent les espaces où le risque est faible, les zones 2, des espaces où des concentrations en radon élevées peuvent être observées. Enfin, les zones 3 constituent des espaces où les sols sont riches en uranium et où les risques liés à la concentration de radon sont forts. Le décret, entré en vigueur le 4 juillet 2018, oblige la communication d'informations relatives à la présence de radon dans l'habitat lors des transactions immobilières (locations et achats). Il abaisse également le seuil jugé acceptable à l'intérieur des bâtiments, passant de 400 à 300 becquerels par mètre cube d'air. Néanmoins, ce droit à l'information au bénéfice des acquéreurs et des locataires se limite à la zone 3. Cette cartographie demeure biaisée et incomplète puisqu'un logement en zone 2, donc à « potentiel radon faible », peut comporter des facteurs susceptibles de faciliter la concentration de ce gaz nocif. Alors que chaque individu passe en moyenne, 67 % de son temps (83 % pour un jeune enfant) dans son habitat, il conviendrait de mettre en œuvre une meilleure prévention et d'établir une cartographie plus précise des risques liés à la présence de radon. Ce gaz, qui se situe en deuxième position derrière le tabac comme cause des cancers du poumon, devrait faire l'objet d'une réglementation à la hauteur des risques encourus par les citoyens. Il lui demande ainsi les mesures envisagées par le Gouvernement pour mieux prévenir des risques liés à l'exposition au radon.

Réponse. – Le radon est un gaz radioactif issu de la désintégration de l'uranium du sol qui, du fait de sa cancérogénicité pulmonaire, fait l'objet d'une prise en compte par l'Etat depuis 2002. En premier lieu, la surveillance et la gestion du radon sont obligatoires dans certains lieux ouverts au public. Cette disposition s'applique dans les territoires visés par une cartographie du risque radon. Le zonage, initialement départemental, est devenu communal suite à la parution d'un arrêté du 27 juin 2018, ce qui en fait un outil plus précis. Cette cartographie a été établie sur la base de données scientifiques recueillies par l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire en prenant appui sur les concentrations en uranium du sol et sur la présence de facteurs géologiques aggravants tels que des failles ou des cavités. Le décret du 4 juin 2018 dispose que la cartographie repose sur trois zones à potentiel de risque allant de 1 à 3, conformément aux orientations de la directive no 2013/59 Euratom. En second lieu, sur la base de ce zonage, un droit à l'information des acquéreurs et locataires lors des transactions immobilières a été introduit par le décret précité en juin 2018, pour les zones à potentiel 3. Cependant, la connaissance du potentiel des sols ne permet pas de statuer avec certitude sur le risque. En effet, l'accumulation du radon dans les environnements intérieurs dépend notamment des caractéristiques du bâti (nature et ventilation du soubassement par exemple), qui varie d'une habitation à une autre. Ainsi, la meilleure des préventions consiste, dans un premier temps, à mesurer le radon dans son logement et, dans un second temps, à réduire l'exposition par l'aération et/ou la réalisation de travaux d'étanchéification contre les remontées de gaz. Un particulier peut réaliser la mesure du radon de façon simple au moyen de détecteurs passifs valant quelques dizaines d'euros et qui peuvent être commandés sur internet. Par ailleurs, un Plan national d'action radon a été élaboré et comporte les mesures interministérielles envisagées pour mieux prévenir les risques. Il vise notamment à mieux informer la population en mettant en place un site internet dédié (action en cours) et à renforcer la réalisation de campagnes de dépistages volontaires. Le ministère de la santé a ainsi publié en février 2018 un guide méthodologique pour la mise en œuvre d'actions locales. De plus, en lien avec les agences régionales de santé, il finance des dosimètres qui sont mis gratuitement, à disposition des territoires souhaitant s'engager dans des campagnes de sensibilisation. Enfin, le ministère du travail met en œuvre la déclinaison de la directive Euratom visant la protection des travailleurs.

*Pharmacie et médicaments**Problèmes de tolérance de vaccins combinés dans les patientèles âgées*

13140. – 9 octobre 2018. – **M. Laurent Garcia** attire l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur les problématiques rencontrées par des médecins libéraux lors de la vaccination de leur patientèle âgée. Les observations desdits médecins concernent le cas spécifique de personnes de grand âge souvent confinées à leur domicile mais confrontées à des chutes itératives dans le périmètre de leur logement ou leur jardin. Il apparaît que lors de la vaccination de ces personnes par un vaccin combiné en remplacement du vaccin antitétanique seul, des réactions locales et loco-régionales importantes se manifestent, ainsi que de fortes poussées de fièvre à 40° nécessitant une nouvelle intervention des praticiens. Ces médecins ne remettent pas en cause la politique vaccinale mise en place, cependant les désagréments physiques subis par leurs patients les inquiètent et ce d'autant plus qu'une forme de défiance se développe parmi l'ensemble de leurs patients âgés suite à la multiplication des effets indésirables constatés. Il aimerait connaître les conditions d'évaluation de la politique vaccinale menée, en particulier sur cette population fragilisée de personnes de grand âge, l'orientation que souhaite prendre le Gouvernement devant la multiplication des cas avérés de réactions indésirables suite à l'injection des vaccins combinés chez ces patients en particulier, ainsi que la potentialité de remise sur le marché de vaccins antitétaniques seuls qui permettrait une prise en charge moins invasive des aînés.

Réponse. – La vaccination des personnes âgées s'effectue selon les recommandations du calendrier des vaccinations mis à jour annuellement. A ce titre, les vaccinations recommandées afin d'assurer une protection contre la diphtérie, le tétanos et la poliomyélite (DTP) s'effectuent selon le schéma d'un rappel du vaccin DTP tous les dix ans à partir de 65 ans. L'ensemble des vaccins utilisés fait l'objet d'une procédure de pharmacovigilance comprenant un recensement des effets indésirables signalés. Les réactions locales sont connues et demeurent bénignes ; s'agissant de manifestations générales à type d'hyperthermie ou d'autres manifestations générales contemporaines d'une vaccination, elles sont tout à fait exceptionnelles puisque l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé fait état de 8 cas depuis 2000. La balance bénéfice/risque penche très largement en faveur de la vaccination. En outre, les personnes âgées étant souvent polymédicamentées ou atteintes de pathologies sous-jacentes, il est parfois difficile d'établir l'imputabilité des symptômes rencontrés. Compte tenu de la nécessité de protéger les personnes âgées contre le risque de tétanos, il convient d'effectuer les rappels nécessaires avec le vaccin trivalent (DTP), le vaccin monovalent contre le tétanos n'étant plus disponible.

*Maladies**Prévention des cancers du sein*

14165. – 13 novembre 2018. – **Mme Valérie Petit** attire l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur les rumeurs circulant sur les réseaux sociaux à propos du dépistage des cancers du sein. Actuellement, une campagne de dénigrement circule sur les réseaux sociaux affirmant que de nombreuses femmes présentant une anomalie se feraient traiter pour retirer une petite tumeur alors que celle-ci aurait pu ne pas augmenter, voire régresser. Le président de l'Institut national du cancer (INCa) considère que ces détracteurs sont irresponsables et que ces informations erronées pourraient éloigner certaines femmes des dépistages. Alors qu'Octobre Rose s'est terminé il y a quelques jours, Mme la députée s'inquiète de ces campagnes. Elle l'interroge pour savoir si le Gouvernement a conscience de ce phénomène actuel et pour connaître les actions envisagées pour renforcer la prévention, en particulier sur les réseaux sociaux.

Réponse. – Le cancer du sein est le cancer le plus fréquemment observé et la première cause de décès par cancer chez la femme. En 2015, en France, près de 54 062 nouveaux cas et 11 913 décès ont été recensés. On estime qu'une femme sur huit sera confrontée à cette maladie au cours de sa vie. Son dépistage est donc un enjeu majeur de santé publique. En France, le programme organisé de dépistage du cancer du sein a été généralisé en 2004. Il permet à toutes les femmes entre 50 et 74 ans de bénéficier, tous les deux ans, d'un dépistage avec une double lecture pris en charge à 100 % par l'assurance maladie, sans avance de frais. Ce programme de dépistage est conforme aux recommandations européennes et aux recommandations de bonnes pratiques établies par la Haute autorité de santé. Cependant, en 2015, devant le constat d'une stagnation du taux de participation au programme et de remise en cause de la balance entre les bénéfices et les risques du dépistage, la ministre en charge de la santé a missionné l'Institut national du cancer (INCa) pour organiser une large concertation citoyenne et scientifique dans le but d'améliorer la politique de dépistage, en écoutant les propositions et points de vue de chacun : femmes, citoyens, professionnels de santé, associations, structures régionales. Le rapport final de cette concertation qui a été remis en septembre 2016 a permis la publication par le ministère en charge de la santé en avril 2017 d'un plan de

renovation du dépistage du cancer du sein s'appuyant sur les préconisations du rapport. L'un des axes principaux de ce plan concerne l'information éclairée des femmes sur les bénéfices et risques du dépistage : réduction de la mortalité, traitements moins mutilants et moins pénibles mais aussi possibilité de découverte par le dépistage d'un petit cancer qui n'aurait pas été diagnostiqué du vivant de la personne (sur-diagnostic). L'INCa a en conséquence renouvelé, dès septembre 2017, l'information sur ce sujet, sur son site et sur les documents adressés aux femmes. En octobre, à l'occasion du mois du dépistage du cancer du sein, des messages sont délivrés sur les réseaux sociaux afin de toucher un public large. La ministre a ouvert, en 2017, dans le plan Prévention, une nouvelle consultation en faveur du dépistage, pour informer les femmes dès l'âge de 25 ans, au sujet du cancer du sein mais également du cancer du col de l'utérus. Cette consultation est prise intégralement en charge par la sécurité sociale. La Haute autorité de santé définit aujourd'hui les contours du contenu de cette consultation qui visera à informer les femmes de leur niveau de risques et du type de dépistage auquel elles devront adhérer durant toute leur vie.

Santé

Vaccination contre les papillomavirus humains (HPV)

14451. – 20 novembre 2018. – **Mme Sylvie Tolmont** interroge **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur la vaccination contre les papillomavirus humains (HPV). Il est aujourd'hui établi que les HPV augmentent les risques de développement de cancer et, notamment, celui du col de l'utérus. À l'heure actuelle, la vaccination contre les HPV n'a pas été rendue obligatoire mais reste recommandée pour les jeunes filles de 11 à 14 ans et pour les hommes âgés de moins de 26 ans ayant des relations sexuelles avec des hommes. La question spécifique de la vaccination des garçons contre les infections HPV a fait l'objet d'une seconde saisine du Haut conseil de la santé publique en février 2018. Ses recommandations sont attendues pour le début 2019. En parallèle, il est soutenu par certains députés que cette vaccination devrait être rendue obligatoire. Une proposition de loi, en ce sens, a justement été enregistrée à la Présidence de l'Assemblée nationale le 27 juin 2018. Le sujet de la vaccination obligatoire est délicat et les craintes des citoyens se sont multipliées suite aux différents scandales pharmaceutiques récents. Dans ce climat de défiance à l'égard des industries pharmaceutiques, plusieurs organisations militent pour que soit assurée une pleine information de la population quant aux risques de ces vaccinations et que soit assurée une liberté vaccinale. Face à ce sujet qu'elle sait sensible, oscillant entre santé et liberté publique, elle l'interroge sur les mesures que compte prendre le Gouvernement afin d'assurer une pleine information des citoyens sur les risques liés à la vaccination obligatoire et l'interroge sur ses intentions quant à la vaccination obligatoire contre les papillomavirus humains.

Réponse. – La vaccination est une des mesures de prévention les plus efficaces pour protéger de certaines maladies infectieuses. Une information claire et transparente est indispensable pour les citoyens. Depuis mars 2017, un site internet grand public sur la vaccination (vaccination-info-service.fr) permet à tous les citoyens d'être informés sur les infections et les vaccins qui les préviennent. Ce site s'est enrichi en 2018, d'une partie réservée aux professionnels de santé. Concernant la vaccination contre les Human Papilloma Virus (HPV), des actions ciblées visant à mieux informer sur cette vaccination sont menées régulièrement par l'Institut national du cancer. Ces campagnes d'information sont destinées, pour certaines, aux professionnels de santé et, pour d'autres, au grand public. La vaccination contre les HPV est recommandée pour les jeunes filles âgées de 11 à 14 ans. Un nouveau schéma vaccinal à 2 doses et un abaissement de l'âge de la vaccination sont préconisés depuis 2015. Il existe un rattrapage vaccinal pour les jeunes filles et jeunes femmes entre 15 et 19 ans révolus avec un schéma vaccinal à 3 doses. Concernant, la vaccination des garçons contre les infections à HPV, de nouvelles recommandations de vaccination contre les HPV pour les hommes âgés de moins de 26 ans ayant des relations sexuelles avec des hommes existent depuis 2017 en France. Plusieurs pays ayant étendu la vaccination à tous les garçons, la Haute autorité de santé a été saisie de la question de la vaccination de l'ensemble des garçons en février 2018. Ses conclusions sont attendues en 2019. Elles sont indispensables avant d'envisager une éventuelle obligation de cette vaccination. Les premières estimations de couvertures vaccinales, depuis la mise en place de l'extension des obligations vaccinales, indiquent une légère progression. En ce qui concerne celle du vaccin HPV, en 2017, la couverture vaccinale à 16 ans pour 3 doses était à 21,4% (+2% en 1 an) et la couverture vaccinale à 15 ans pour 1 dose à 26,2% (+3% en 1 an). Cette couverture reste cependant trop faible. Des actions spécifiques en faveur de cette vaccination vont être mises en œuvre en 2019. Dans le cadre du plan cancer 2014-2019, un appel à projets de recherche, en cours de sélection, devrait permettre de mieux comprendre les réticences et d'agir sur les freins à la vaccination contre les HPV. Plusieurs études de recherche interventionnelle seront menées auprès des parents, des adolescents et des professionnels de santé afin d'identifier des leviers pouvant favoriser cette vaccination. Enfin, la loi n° 2018-1203 du 22 décembre 2018 de financement de la sécurité sociale pour 2019 prévoit un article visant à expérimenter des actions de promotion de cette vaccination auprès des professionnels de santé, pour in fine les

inciter à vacciner plus souvent. Les expérimentations seront lancées en 2019 dans deux régions pilotes, dont une région ultra-marine. L'évaluation de ces expérimentations permettra d'identifier de nouvelles pistes d'action pour améliorer la couverture vaccinale du vaccin contre les HPV.

Immigration

Politique vaccinale en faveur des migrants

14556. – 27 novembre 2018. – **M. Benoit Potterie** appelle l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur l'importance de renfoncer la politique de vaccination des migrants. Il s'agit d'un enjeu sanitaire majeur dans la mesure où l'état vaccinal des individus peut avoir un impact important sur la transmission des agents infectieux à l'ensemble de la population. Dans un rapport de 2017 portant sur la vaccination des migrants en Europe, l'OMS met en évidence le fait que les migrants, et particulièrement les enfants, présentent un risque supérieur et ont une moindre couverture vaccinale que les Français. Dans ses conclusions, le rapport préconise de mener des politiques de vaccination plus volontaristes. La politique vaccinale en France est ambitieuse. Néanmoins, les barrières socioculturelles, linguistiques et administratives sont à l'origine d'une plus grande difficulté pour l'accès aux soins de ces populations. Cela implique que des actions plus volontaristes doivent être menées afin de remédier à ce problème. C'est la raison pour laquelle il souhaite l'interroger sur des actions entreprises pour élargir la couverture vaccinale effective des populations migrantes.

Réponse. – Comme l'Organisation mondiale de la santé le précise « la transmission de maladies à prévention vaccinale aux populations d'un pays d'accueil a autant de probabilités de se produire lorsqu'un habitant de ce pays rentre de vacances passées dans un pays endémique qu'après l'arrivée de réfugiés et de migrants ». La lutte contre la transmission d'agents infectieux à l'ensemble de la population repose donc aussi sur une amélioration de la couverture en population générale. Il s'agit d'une priorité du ministère des solidarités et de la santé concrétisée, entre autres mesures, par l'extension de l'obligation vaccinale de 3 à 11 maladies chez les enfants. S'agissant de la santé des migrants primo-arrivants, le ministère des solidarités et de la santé a engagé plusieurs actions afin de renforcer leur accès à la santé en général et la couverture vaccinale en particulier. Une instruction du 8 juin 2018 mobilise les agences régionales de santé autour de la construction d'un parcours de santé des migrants, afin de les faire tous bénéficier, quelle que soit leur situation vis-à-vis du séjour, d'un rendez-vous de santé incluant la mise à jour vaccinale dans les mois suivant l'arrivée sur le territoire. Afin d'améliorer la pertinence et la qualité des mises à jour vaccinales auprès de ces populations, la Haute autorité de santé a également été saisie pour produire des recommandations nationales concernant les vaccins à réaliser chez les personnes dont le statut vaccinal est inconnu ou incomplètement connu. D'autres mesures visent à lever les barrières linguistiques, socio-culturelles, et administratives à l'accès à la prévention et aux soins des migrants en général. Des outils multilingues ont été développés pour orienter les personnes dans notre système de santé et informer des dispositifs et des moyens de prévention disponibles, y compris la vaccination. L'interprétariat sanitaire a été inscrit dans le code de la santé publique suite à la loi du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé, et fait l'objet d'un référentiel national paru récemment.

666

Professions et activités sociales

Retraite des aidants familiaux - parents d'enfant handicapé

15097. – 11 décembre 2018. – **M. Guillaume Garot** attire l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur la retraite des aidants familiaux, en particulier des parents d'enfant en situation de handicap. Ces aidants, en grande majorité des femmes, se sont arrêtés de travailler, mettant ainsi de côté leur vie professionnelle et parfois personnelle, pour se consacrer pleinement au soin de leur enfant. Au moment de la retraite, après s'être investies quotidiennement au service de leur enfant devenu adulte, ces mères se retrouvent avec des niveaux de pension très faibles, faute d'avoir cotisé suffisamment. Si la réforme des retraites de 2014 a permis des améliorations - affiliation automatique à l'Assurance vieillesse des parents au foyer (AVPF), validation de trimestres de cotisations vieillesse - la situation reste très difficile pour ces mères qui n'ont pas pu travailler autant qu'elles l'auraient souhaité. Aussi, dans un souci de solidarité, et compte tenu du service rendu par ces parents à la collectivité, il lui demande si des mesures sont envisagées par le Gouvernement pour améliorer leur niveau de ressources au moment de leur départ à la retraite.

Réponse. – Dans notre système de retraite, les droits à pension sont normalement acquis en contrepartie de cotisations prélevées sur le revenu d'activité et leur montant est largement fonction de l'effort contributif de l'assuré. Toutefois, des mécanismes de solidarité peuvent intervenir en complément. Tel est notamment le cas des dispositifs prévus en faveur des parents d'enfants handicapés. Ainsi, le parent au foyer qui n'exerce pas ou exerce à

temps partiel une activité peut acquérir des droits propres au régime général au titre de l'assurance vieillesse des parents au foyer. En particulier, pour le parent, qui a élevé un enfant de moins de 20 ans présentant au moins 80 % d'incapacité permanente, les cotisations d'assurance vieillesse sont à la charge de la Caisse nationale des allocations familiales, avec des droits à retraite équivalents à ceux d'un salarié travaillant 169 heures par mois sur la base du SMIC. A ces droits à retraite ainsi acquis peut s'ajouter, en faveur des deux parents, une majoration de durée d'assurance pour enfant handicapé. En application de l'article 33 de la loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites, les assurés sociaux, ayant élevé un enfant lourdement handicapé ouvrant droit à l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (anciennement allocation d'éducation spéciale) et à son complément, bénéficient d'une majoration de leur durée d'assurance d'un trimestre par période d'éducation de trente mois, dans la limite de 8 trimestres par enfant et sans condition de cessation d'activité. Par ailleurs, la loi du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites prévoit une dérogation à l'âge de départ en retraite à taux plein, dorénavant fixé à 67 ans. Cette dérogation ouvre droit à chacun des parents d'un enfant handicapé à un départ dès 65 ans, dès lors qu'il a validé au moins un trimestre au titre de la majoration de durée d'assurance pour enfant handicapé ou qu'il a apporté une aide effective en tant que salarié ou aidant familial pendant au moins 30 mois à leur enfant bénéficiaire de la prestation de compensation du handicap. Le Gouvernement travaille actuellement à une refondation de l'architecture globale de notre système de retraites en vue de le rendre plus juste et plus lisible pour les assurés. Les réflexions engagées et la concertation avec les partenaires sociaux permettront d'examiner les modalités les plus adaptées, dans le futur système, pour les mécanismes de solidarité afin de prendre en compte la situation spécifique des parents d'enfants handicapés.

Santé

Avenir groupe de travail « vapotage »

15340. – 18 décembre 2018. – **M. Guillaume Vuilletet** attire l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur l'arrêt des travaux du groupe de travail « vapotage » au sein de la direction générale de la santé. Première cause de mortalité évitable en France, le tabac tue chaque année 73 000 personnes en France. Le 28 mai 2018, le ministère des solidarités et de la santé a annoncé la baisse d'un million de fumeurs en France sur l'année 2017. La troisième édition du mois sans tabac s'est déroulée dernièrement, et le Gouvernement ambitionne de parvenir à « la première génération adulte non-fumeur d'ici à 2032 ». Aujourd'hui, les produits du « vapotage » comptent parmi les moyens les plus populaires des tentatives d'arrêt avec une aide, devant les substituts nicotiniques. Cependant, le Gouvernement ne se prononce pas concernant leur rôle dans le sevrage tabagique. Il y a encore évidemment besoin de recul concernant la cigarette électronique et ses effets sur la santé, même si le Haut Conseil de la santé publique s'est prononcé dès février 2016 en faveur de l'utilisation de l'e-cigarette dans le sevrage tabagique. En juillet 2016, les pouvoirs publics ont commencé à travailler en concertation avec l'ensemble des acteurs luttant contre le tabagisme, y compris la filière des produits du « vapotage », au sein du « groupe de travail vapotage » piloté par la direction générale de la santé. Ce groupe de travail avait pour objectif de travailler concrètement sur le rôle de la « vape » dans la lutte contre le tabac, mais aussi de mieux comprendre les conséquences de ce produit sur la santé. Il incluait des fédérations professionnelles, des associations de consommateurs, des professionnels de l'addiction ainsi que différentes autorités publiques. Malgré la bonne avancée des travaux et les échanges constructifs que pouvaient avoir ces différents acteurs dans la lutte contre le tabagisme, la dernière réunion s'est tenue le 20 juillet 2017, sans qu'aucune suite ne soit donnée de la part du ministère. Alors que de nombreuses associations souhaiteraient pouvoir participer à la construction, en coopération avec les pouvoirs publics, d'une politique de lutte contre le tabagisme efficace à l'instar de ce qui est fait au Royaume-Uni, le ministère se prive depuis l'arrêt de ce groupe de travail d'une réflexion unique et innovante dans un objectif commun de santé publique. Par conséquent, il lui demande de bien vouloir éclaircir la situation sur l'avenir de ce groupe de travail « vapotage » au sein de la direction générale de la santé, qui aurait pu apporter un éclairage fondamental sur toutes ces pistes de réflexions.

Réponse. – Le statut des produits du vapotage et leur éventuelle utilité dans le cadre d'une politique de lutte contre le tabac, fait l'objet de très fortes divergences au sein des États membres de l'Union Européenne. Lors des négociations de la directive 2014/40/UE, et face à l'impossibilité d'avoir une base scientifique suffisamment solide pour accorder à ce produit un rôle dans l'arrêt du tabac, il a été convenu d'un statut juridique ad hoc de « produit connexe du tabac » (produit de consommation courante très réglementé). Au niveau national, le Programme national de réduction du tabagisme (PNRT) lancé en 2014, a permis de mettre en place une politique globale et cohérente visant à la réduction de la prévalence dans la population française, très élevée par rapport à celle constatée dans les autres pays membres de l'Union. Le programme national de lutte contre le tabac pour la période 2018-2022, lancé en juillet 2018 par la ministre en charge de la santé et le ministre de l'action et des comptes

publics, vise à amplifier cette dynamique en combinant des actions sanitaires et économiques. Pour accompagner la mise en œuvre de ces programmes, des organes de pilotage et de coordination ont été installés. Les associations d'usagers de la vape et les associations de prévention des addictions, sont devenues membres du comité de coordination du PNRT, l'une des instances de gouvernance de ce programme. Elles ont donc été régulièrement consultées dans ce cadre. Cela a été le cas lors de l'élaboration du Programme national de lutte contre le tabac (PNLT). Parallèlement, un groupe de réflexion sur le vapotage a été organisé, auquel tous les acteurs, à l'exclusion de ceux ayant des liens avec l'industrie du tabac, ont été associés. Ce groupe de réflexion a travaillé durant la période de mise en œuvre du PNRT et notamment lors de l'adoption des mesures de transposition de la directive 2014/40/UE, afin de trouver une stratégie permettant de réglementer ces produits, permettant de limiter leur accessibilité auprès des jeunes particulièrement, sans entraver leur développement auprès de fumeurs. Les travaux de ce groupe ont permis notamment de préparer le décret sur l'interdiction de vapoter dans certains lieux à usage collectif et ont contribué à la préparation de la réglementation en matière de publicité et propagande. Les travaux de ce groupe ont impulsé également la prise en compte du vapotage dans la stratégie de la campagne Moi (s) sans tabac. Aujourd'hui, le comité de coordination du PNLRT constitue le lieu d'échanges stratégiques pour l'ensemble des acteurs de la lutte contre le tabac. Les usagers du vapotage devront privilégier cet espace pour faire connaître leurs positions et faire évoluer la connaissance sur ces produits. Les acteurs économiques ne font pas partie du comité de coordination, cette instance étant réservée à des organisations et institutions sans intérêts commerciaux.

Assurance maladie maternité

Avenir du remboursement des traitements homéopathiques

15826. – 15 janvier 2019. – **Mme Sandrine Josso*** attire l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur la poursuite du remboursement par l'assurance maladie des traitements et médicaments homéopathiques prescrits par les médecins. La Haute autorité de santé (HAS) a été saisie en août 2018 par son ministère pour évaluer le bien-fondé des conditions de prise en charge et du remboursement des médicaments homéopathiques. Mme la députée entend l'inquiétude des citoyens, désireux d'être soignés par un traitement homéopathique, qui lui écrivent. Actuellement, certains médicaments homéopathiques sont remboursés à hauteur de 30 % par l'assurance maladie. Il serait incompréhensible pour eux, cotisants, que ces traitements ne soient plus pris en charge. L'arrêt de la prise en charge par l'assurance maladie des traitements homéopathiques constituant une réduction de l'éventail de soins pour ces citoyens, elle souhaite savoir si son ministère entend prendre en compte ces différents éléments et témoignages ou se limiter aux conclusions de la Haute autorité de santé.

668

Assurance maladie maternité

Maintien du remboursement des médicaments homéopathiques

15827. – 15 janvier 2019. – **Mme Élisabeth Toutut-Picard*** attire l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur le maintien du remboursement des médicaments homéopathiques. Bien moins chers que les médicaments traditionnels, ils sont actuellement remboursés par la sécurité sociale à hauteur de 30 % et près d'un tiers des Français en utilisent régulièrement, en prévention de certaines maladies. La loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 prévoit une clarification, par décret, du cadre d'évaluation par la Haute autorité de santé (HAS) de la prise en charge des médicaments homéopathiques par l'assurance maladie. Ce décret doit préciser notamment la procédure et les modalités d'évaluation ou de réévaluation de ces médicaments par la commission de la HAS, ainsi que les conditions dans lesquelles ils peuvent être admis ou exclus de la prise en charge. La commission de la transparence doit rendre en février 2019 son avis sur le maintien des conditions de remboursement de l'homéopathie. Des professionnels de santé et des patients s'inquiètent d'un éventuel déremboursement de ces médicaments, dont l'usage permet pourtant de réduire la consommation de médicaments traditionnels et coûte bien moins cher à la sécurité sociale. Un tel déremboursement constituerait une atteinte au libre choix des patients sur leur mode de traitement et risquerait de réorienter les prescriptions médicales vers des solutions plus coûteuses pour l'assurance maladie. Elle souhaite donc savoir si le Gouvernement compte bien maintenir le remboursement des médicaments homéopathiques.

Réponse. – Le ministère des solidarités et de la santé attend l'avis de la commission de la transparence sur le maintien des conditions de remboursement de l'homéopathie d'ici le deuxième trimestre 2019. Le ministère souhaite recueillir l'avis de la commission de transparence quant au bien-fondé des conditions de prise en charge et du remboursement des médicaments homéopathiques. L'avis devra se baser sur l'efficacité de ces produits et leurs effets indésirables, leur place dans la stratégie thérapeutique, la gravité des affections auxquelles ils sont destinés,

leur caractère préventif, curatif ou symptomatique, et leur intérêt pour la santé publique. Enfin, la loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 prévoit à l'article 65 de préciser les règles de prise en charge de l'homéopathie. Cette mesure doit permettre à la commission de la transparence de rendre un avis global sur le bienfondé de la prise en charge de ces médicaments.

Maladies

Reconnaissance de l'hypersensibilité chimique multiple

15880. – 15 janvier 2019. – **M. Benoit Potterie** alerte **Mme la ministre des solidarités et de la santé** au sujet de la reconnaissance de l'hypersensibilité chimique multiple. L'hypersensibilité chimique multiple est une maladie chronique causée par l'incapacité d'une personne à tolérer un produit chimique ou une classe de produits chimiques. Ses symptômes sont variés et incluent, entre autres, la nausée, la fatigue chronique, les vertiges et les migraines. D'autres symptômes récurrents incluent l'asthme ou encore des inflammations de la peau, des articulations, des voies gastro-intestinales et des voies respiratoires. Cette maladie, qui peut être extrêmement invalidante, n'est à ce jour pas reconnue en France. Elle est pourtant reconnue par d'autres pays européens. De son côté, le Parlement européen recommande sa reconnaissance par l'OMS depuis 2012. Faute de reconnaissance en France, de nombreux patients se retrouvent laissés à l'abandon. On recense d'ailleurs de nombreux cas de patients, qui faute de solution, demandent l'euthanasie à l'étranger. Ayant été alerté sur ce phénomène par des experts du corps médical, il appelle son attention sur la souffrance des patients concernés, et lui demande quelles solutions pourraient être adoptées afin d'y remédier.

Réponse. – Le rapport et l'avis de l'agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) relatifs à l'expertise sur « l'hypersensibilité électromagnétique (EHS) ou intolérance environnementale idiopathique attribuée aux champs électromagnétiques (IEI-CEM) » ont été publiés le 26 mars 2018. L'expertise réalisée constitue un travail d'ampleur de revue de la littérature, travail complété par des auditions. L'analyse des études, notamment des études de provocation, a conduit l'agence à conclure que « au final, en l'état actuel des connaissances, il n'existe pas de preuve expérimentale solide permettant d'établir un lien de causalité entre l'exposition aux champs électromagnétiques et les symptômes décrits par les personnes se déclarant électro-hypersensibles. » Parmi les hypothèses de recherche analysées par l'agence pour interpréter les symptômes des personnes, aucune n'a pu être retenue comme probante. Depuis 2011, l'ANSES a lancé un programme de recherche sur l'impact des radiofréquences sur la santé. Dans ce cadre une dizaine de projets de recherche ont eu pour objet l'électro-hypersensibilité. Les personnes concernées se trouvent, pour une grande partie d'entre elles, dans un état de souffrance physique ou psychique, plus ou moins important. L'ANSES souligne en particulier l'errance médicale qui caractérise le parcours de ces personnes et formule des recommandations sur leur prise en charge. Conformément à l'article 8 de la loi n° 2015-136 du 9 février 2015 relative à la sobriété, à la transparence, à l'information et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques, le Gouvernement examinera les suites à donner à ces recommandations et remettra au Parlement un rapport sur l'électro-hypersensibilité qui précisera les mesures concernant la prise en charge des personnes indiquant être hypersensibles aux ondes électromagnétiques. Concernant le syndrome de l'hypersensibilité chimique, malgré les recherches étiopathogéniques qui lui ont été consacrées, il demeure médicalement inexpliqué. Les personnes concernées peuvent être prises en charge par les centres de consultations de pathologies professionnelles (CCPP). Actuellement, les 32 CCPP sont réunis au sein du réseau national de vigilance et de prévention des pathologies professionnelles (RNV3P), réseau national d'experts médicaux qui recense de façon systématique et standardisée l'ensemble des problèmes de santé au travail donnant lieu à une consultation dans un de ces CCPP. Ce réseau a pour vocation essentielle de détecter des liens non connus entre santé et travail mais a également développé une compétence sur les questions de santé liées à l'environnement en général. L'ANSES en assure la coordination depuis 2006. Dans son expertise relative à l'électrohypersensibilité, publiée en mars 2018, l'ANSES a fait le constat qu'il existe de nombreuses associations entre l'hypersensibilité chimique multiple et l'hypersensibilité aux champs électromagnétiques et l'agence recommande l'élaboration de recommandations de prise en charge de ces personnes.

Professions de santé

Reconnaissance de la profession d'hypnothérapeute

15910. – 15 janvier 2019. – **Mme Sylvie Tolmont*** interroge **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur la reconnaissance de la profession d'hypnothérapeute par le biais d'une certification. En effet, cette profession attire de plus en plus de Français souffrants, par exemple, de phobies, de stress chronique, d'insomnies et d'addictions.

Elle représente également une voie intéressante pour les personnes en reconversion professionnelle. C'est pourquoi le Syndicat national des hypnothérapeutes a demandé l'inscription au Répertoire national des certifications professionnelles d'une certification d'hypnothérapie. Toutefois, le ministère des solidarités et de la santé a refusé de reconnaître cette profession et d'instituer une certification pour ces professionnels. Cette décision est malheureuse pour les patients en ce qu'une telle certification aurait permis d'apporter une garantie pour les patients relativement à la qualité des soins prodigués et à la compétence de l'hypnothérapeute qu'ils sollicitent. Elle est également inadaptée pour les praticiens, lesquels sont désormais passibles de poursuites pour exercice illégal de la médecine. Aussi, elle l'interroge pour obtenir des explications quant à ce refus de mettre en place une certification et, en tout état de cause, les mesures qu'elle compte prendre pour encadrer l'exercice de cette profession.

Professions de santé

Reconnaissance de l'hypnothérapie

15911. – 15 janvier 2019. – **Mme Bérengère Poletti*** attire l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur l'hypnothérapie. Reconnue depuis 2013 comme l'une des quatre thérapies complémentaires ayant leur place parmi les ressources de soin par un rapport de l'académie de médecine, l'hypnothérapie est aujourd'hui exercée de manière libérale par près de 6 000 personnes, et est de plus en plus régulièrement sollicitée, encouragée voire recommandée par la médecine généraliste ou hospitalière. Ce procédé, qui ne nécessite aucune intervention physique, médicale ou médicamenteuse, est indolore pour les patients et ne prétend pas les guérir mais simplement les aider à se sentir mieux. Des solutions et un accompagnement au quotidien sont proposés par les hypnothérapeutes, par exemple pour lutter contre les effets du stress ou bien à l'école pour vaincre des phobies scolaires, et même à l'entreprise pour surmonter les *burn-out* et l'absentéisme. « Nous offrons également des alternatives pour surmonter les addictions au tabac et au sucre, aux troubles du comportement alimentaire et du sommeil. Nous sommes aussi là pour soutenir les professionnels de la santé qui sont confrontés à de nombreux problèmes et qui ont eux aussi besoin d'être aidés ». Il s'inscrit dans la droite lignée des pratiques des sophrologues, praticiens en PNL et des coaches, des professionnels de la relation d'aide. De très nombreux emplois sont concernés. À cet égard, cette profession attire de nombreuses personnes en reconversion. Elle contribue ainsi à offrir une seconde partie de carrière aux seniors qui souhaitent valoriser leur maturité professionnelle et personnelle. Pourtant les hypnothérapeutes du secteur peinent encore à faire reconnaître leur droit d'exercer. La profession s'est toutefois organisée afin d'opérer des contrôles sur le contenu et la durée des formations délivrées, et ainsi labelliser hypnothérapeutes et écoles. Elle a également adopté un code de déontologie qui détermine un cadre éthique pour l'exercice de cette pratique. La reconnaissance de la profession permettrait de garantir le niveau de compétences des hypnothérapeutes, et ainsi protéger au mieux les consommateurs et patients français. Aussi, elle souhaiterait connaître son avis sur une future reconnaissance de l'hypnothérapie dans le cadre de développement de médecines douces et alternatives.

Réponse. – La demande d'enregistrement de la certification « hypnothérapeute » au Registre national de la certification professionnelle (RNCP) a fait l'objet d'un refus au motif de la différenciation entre l'hypnose dit "de mieux être" et l'hypnose à visée médicale. En effet, le contenu du dossier déposé auprès de la Commission nationale de certification professionnelle (CNCP) a montré que l'usage du terme d'hypnothérapeute peut laisser à penser pour le public la réalisation d'un diagnostic et la mise en œuvre d'un protocole de soins propre au corps médical. De même, le spectre des domaines pouvant être abordés par l'hypnothérapeute est large et recouvre certains champs qui sont habituellement traités par la médecine conventionnelle (état dépressifs, douleurs chroniques, mal-être sans causes précises, burn-out, sevrage en hypnotique...). Au regard du contenu de l'organisation et de la durée des formations académiques sur plusieurs années en matière de médecine conventionnelle, la durée des formations menant à la certification d' "hypnothérapeute confirmé" sont fixées à 20 jours, selon le site internet de l'organisme qui a sollicité la certification. Ainsi, cette activité ne saurait se distinguer d'un métier relevant du champ médical dont elle pourrait constituer un complément d'activités. Dans ce prolongement, la jurisprudence de la Cour de Cassation dans un arrêt du 9 mars 2010 précise que l'exercice notamment de l'hypnose dans un cadre autre que médical s'apparente à l'exercice illégal de la médecine (n° 09-81.778 de la chambre criminelle du 9 mars 2010). En conséquence, cette certification ne répond pas aux exigences posées par l'article R. 335-17 du code de l'éducation qui exige un métier à part entière. Toutefois, notamment dans le cadre hospitalier, l'hypnose reste une pratique qui a toute sa place dans la prise en charge soignante. Des études scientifiques basées sur une démarche scientifique académique en ont par ailleurs reconnu l'utilité médicale pour certaines pathologies (rapport de l'Inserm intitulé : « évaluation de l'efficacité de la pratique de l'hypnose » établi en juin 2015).

*Sang et organes humains**Don du sang pour les hommes homosexuels*

15918. – 15 janvier 2019. – **M. Raphaël Gérard** interroge **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur le calendrier envisagé par son ministère en vue de modifier les critères de restriction au don du sang pour les hommes homosexuels. Comme rappelé, à l'occasion de l'examen en première lecture de la proposition de loi visant à la consolidation du modèle français du don du sang, les critères définis par l'arrêté ministériel du 5 avril 2016 instaurant une obligation d'abstinence d'une durée de 12 mois pour les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes, contre une durée d'ajournement de 4 mois prévue pour les personnes hétérosexuelles entretiennent des représentations stigmatisantes à l'égard des hommes homosexuels. En effet, ils induisent une confusion manifeste entre orientation sexuelle et pratiques à risque. Or, l'homosexualité masculine ne constitue pas en soi un comportement sexuel à risque. Comme le rappelle l'enquête Anrs-EN12-VESPA relative aux comportements à risque sexuel chez les homosexuels séropositifs en France, en dépit de l'existence de socialisations homosexuelles qui valorisent le multipartenariat sexuel, une large proportion d'hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes est engagée dans une relation stable avec une seule personne du même sexe. Ainsi, 68 % des répondants ont déclaré avoir eu une relation stable avec un homme au cours des douze derniers mois. Cette aspiration croissante des homosexuels à vivre en couple, corroborée par les revendications liées à la reconnaissance sociale de leur union, s'accompagne, par ailleurs, d'une gestion négociée du risque, et notamment, relation non protégée dans la relation stable, protection en dehors, dialogue sincère concernant le statut sérologique de chaque partenaire. Si le principe de précaution est une exigence légitime en matière de santé publique, les premiers résultats de l'enquête Complidon réalisée par Santé publique France en collaboration avec l'établissement français du sang (EFS) et le centre de transfusion sanguine des armées (CTSA) auprès de 110 000 donneurs, a démontré que le risque de transmission du VIH par transfusion n'a pas augmenté depuis l'ouverture du don du sang aux homosexuels. On estime qu'il y a un don infecté tous les deux ans, soit 1 sur 5,2 millions. Ces données relatives à la surveillance épidémiologique des donneurs de sang fournissent au ministère de la santé les éléments nécessaires en vue d'assouplir les critères de restriction du don du sang. À la suite de données similaires, en novembre 2017, le Royaume-Uni a autorisé les HSH à donner leur sang, à condition qu'ils n'aient pas eu de rapports sexuels entre hommes dans les 3 mois précédant le don. Mme la ministre s'était engagée à rendre compte des travaux issus des concertations avec l'ensemble des acteurs devant la représentation nationale avant la fin de l'année 2018, suite à la réunion du comité de suivi des critères de sélection des donneurs qui s'est tenue le 14 novembre 2018. Aussi, il lui demande de lui indiquer le calendrier aujourd'hui fixé en vue de modifier par arrêté ministériel les critères de contre-indication relative au don du sang pour les hommes homosexuels et bisexuels.

Réponse. – Lors de l'examen de la proposition de loi sur le don du sang du groupe Les Républicains en octobre 2018, la ministre des solidarités et de la santé s'était engagée à présenter les résultats de l'étude COMPLIDON afin d'évaluer le respect et la compréhension des critères de sélection des donneurs en particulier des donneurs ayant des relations sexuelles avec des hommes. C'est ce qui a été fait le 14 novembre 2018. 110 000 questionnaires ont été exploités et les résultats de l'enquête publiée que l'ouverture du don de sang aux hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes depuis 2016 n'a pas fait augmenter le risque d'infection par le VIH par transfusion sanguine. La présentation de ces résultats au Comité de suivi de l'arrêté de sélection des donneurs constitue la première étape de concertation avec l'ensemble des parties prenantes. Les agences sanitaires, Santé Publique France et l'Agence nationale de sécurité du médicament ont été saisies pour conduire des analyses de risque résiduel de transmission transfusionnelle du VIH et faire évoluer le questionnaire préalable au don. Le prochain comité de suivi se réunira fin janvier 2019 pour partager les résultats de ces analyses de risque. Un nouvel arrêté sera ensuite rédigé et soumis aux consultations obligatoires. Il pourra entrer en vigueur d'ici l'été 2019. Ce travail confirme que le Gouvernement est très attaché au principe de non-discrimination au don en fonction de l'orientation sexuelle. Ce principe, inscrit dans la loi depuis 2016, est un principe général fort et dès sa nomination la ministre en charge de la santé a pris l'engagement de retravailler les critères des 12 mois d'abstinence pour les personnes homosexuelles.

*Santé**Prévention des pathologies bucco-dentaires*

15920. – 15 janvier 2019. – **Mme Sylvie Tolmont*** interroge **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur la prévention des pathologies bucco-dentaires. Alors que le bucco-dentaire est l'un des domaines de santé où la prévention peut permettre d'éviter le développement d'une pathologie, les acteurs de ce domaine considèrent que la prévention bucco-dentaire est aujourd'hui insuffisante. Ce constat est notamment établi s'agissant de prévention

de la maladie parodontale, pathologie affectant directement le soutien des dents, c'est-à-dire l'os et la gencive. Cette maladie touche 80 % des Français de plus de 35 ans. Or il apparaît aujourd'hui que 4 Français sur 10 ne consultent pas de chirurgien-dentiste parce qu'ils ne sont pas bénéficiaires des messages de sensibilisation ni des messages d'incitation indispensables. Aussi, elle lui demande les mesures que compte prendre le Gouvernement afin d'assurer la prévention de la santé bucco-dentaire.

Santé

Santé bucco-dentaire

15921. – 15 janvier 2019. – M. Martial Saddier* attire l'attention de Mme la ministre des solidarités et de la santé sur la santé bucco-dentaire. La santé bucco-dentaire est aujourd'hui un indicateur majeur de la santé globale des individus. En effet, si les maladies bucco-dentaires peuvent avoir des conséquences sur la santé globale (pathologies cardio-vasculaires, accouchements prématurés, diabète...), certaines maladies générales, telles que le diabète ou le cancer, peuvent aussi favoriser l'apparition, la progression ou la gravité de maladies bucco-dentaires. La prévention et la prise en charge des patients sont donc primordiales. Or, bien que le nouveau dispositif conventionnel apporte des réponses en termes de prévention et de prise en charge précoce de la maladie carieuse chez les enfants et les adolescents, la maladie parodontale en demeure exclue. Seuls les patients diabétiques pourront bénéficier d'un bilan parodontal pris en charge alors que cette maladie touche 80 % des Français de plus de 35 ans, dont 47 % sont atteints d'une forme sévère, la parodontite. Tandis que 4 Français sur 10 ne consultent pas de chirurgien-dentiste parce qu'ils ne sont pas bénéficiaires des messages d'incitation indispensables, il souhaite connaître les mesures que le Gouvernement envisage pour améliorer la sensibilisation et la prise en charge des maladies bucco-dentaires.

Réponse. – La prévention et la promotion de la santé sont des axes majeurs de la stratégie nationale de santé. Le renforcement de la prévention et de la promotion de l'hygiène buccodentaire tout au long de la vie y a toute sa place. Le champ de la prévention bucco-dentaire en favorisant précocement l'éducation à la santé orale et en organisant l'accès précoce aux soins, s'appuie sur différents dispositifs et actions particulièrement chez les jeunes enfants, les adolescents et jeunes adultes. A titre d'exemple, il peut être cité, l'examen de prévention bucco-dentaire chez la femme enceinte à compter du 4ème mois de grossesse jusqu'au 12ème jour après l'accouchement qui permet une sensibilisation très précoce des parents à la santé bucco-dentaire de leur enfant (hygiène orale, hygiène alimentaire, prévention de la carie de la petite enfance) et une sensibilisation au bilan bucco-dentaire annuel. Ces mêmes informations sont relayées par les professionnels de la petite enfance et notamment les professionnels de la Protection maternelle et infantile. Ceux-ci réalisent le bilan à 3-4 ans en école maternelle qui inclut un examen bucco-dentaire et une orientation vers un chirurgien-dentiste soit pour la prise en charge des caries sur dent de lait soit pour le bilan bucco-dentaire annuel. Dans le cadre de l'arrêté du 3 novembre 2015 relatif à la périodicité et au contenu des visites médicales et de dépistage obligatoires prévues à l'article L. 541-1 du code de l'éducation, le médecin réalise un examen obligatoire à 6 ans qui comprend un examen bucco-dentaire. Enfin le dispositif MT'dents de l'assurance maladie aux âges les plus exposés au risque carieux à savoir à 6, 9, 12, 15, 18 ans et récemment à 21 et 24 ans permet suite au dépistage précoce un accès aux soins pris en charge à 100% par l'assurance maladie. Ce dispositif contribue à la réduction des inégalités sociales de santé. Il a d'ailleurs été renforcé pour les établissements scolaires en zone prioritaire en classe de CP, avec la possibilité de réaliser l'examen bucco-dentaire dans l'établissement scolaire. En 2019, ce dispositif MT'dents sera étendu aux enfants de 3 ans. Afin de renforcer la prévention en matière de santé bucco-dentaire incluant les maladies parodontales, des objectifs nationaux de prévention et de promotion de l'hygiène bucco-dentaire ont été déclinés dans le cadre du plan national de santé publique « priorité prévention », notamment en direction de publics spécifiques (personnes âgées, personnes en situation de handicap et personnes précaires).

672

SPORTS

Sports

Matches de football à huis clos

10317. – 3 juillet 2018. – Mme Jacqueline Maquet interroge Mme la ministre des sports sur le nombre de matchs de football de Ligue 1 et de Ligue 2 se jouant à huis clos suite à décision de la LFP. Plus précisément elle

souhaiterait connaître : le nombre de huis clos total ou partiel prononcés par la LFP ces cinq dernières années, le nombre de huis clos prononcés en Allemagne, Angleterre et Espagne sur la même période, les raisons justifiant un éventuel écart, les barèmes utilisés par la LFP pour sanctionner les clubs.

Réponse. – Nombre des matchs de ligue 1 et 2 de football qui se sont tenus à huis-clos. Il est observé qu'en 2017-2018, hors arrêtés préfectoraux ou ministériels, les huis clos prononcés par la LFP sont légèrement en baisse par rapport à 2016-17.

Football Saisons 2016 – 2017 (Source : LFP)	Huis clos total (dont sursis)	Huis clos partiel (dont sursis)	Fermeture espace visiteur (dont sursis)
Ligue 1 Conforama	5	20 (9)	6
Domino's Ligue 2	0	3 (2)	0
Total	5	23 (11)	6

Football Saisons 2017 – 2018 (Source : LFP)	Huis clos total (dont sursis)	Huis clos partiel (dont sursis)	Fermeture espace visiteur (dont sursis)
Ligue 1 Conforama	1 (1)	19 (6)	3 (2)
Domino's Ligue 2	3 (1)	7 (5)	0
Total	4 (2)	26 (11)	3 (2)

Par huis-clos total, il s'agit d'un match se disputant sans aucune présence de spectateurs/supporters. Par huis-clos partiel, il s'agit d'un match se disputant en présence seulement de certains spectateurs/supporters. S'agissant des données avec d'autres Etats européens, les comparaisons sont difficiles à établir car chacun d'eux a mis en place son propre dispositif. Il n'y a pas à ce jour d'harmonisation des mesures adoptées par les clubs européens. Une approche comparative ne semble donc pas pertinente. Viennent s'y ajouter d'autres facteurs tels que les politiques préventives mises en place dans chaque Etat pour prévenir d'éventuels débordements des supporters et, in fine, de possibles sanctions contre les clubs. La France s'emploie depuis 2016 à développer une véritable approche préventive dans le cadre des travaux de l'Instance Nationale du Supportérisme (INS) pilotée par le ministère des sports. Parmi les travaux engagés, il est prévu la mise en place progressive d'un référent supporters dans chaque club professionnel (dont le football), notamment chargé du dialogue constant entre les autorités du club et ses supporters. Cette mise en place vise, à terme, à restreindre le recours à la solution de matchs se disputant à huis-clos. Enfin, la LFP fait savoir qu'il n'existe pas de barème en France pour ces sanctions. Les sanctions sont prononcées sur la base d'incidents graves et majeurs qui se sont déroulés dans une enceinte sportive. Les dossiers sont instruits au cas par cas en respectant la procédure du contradictoire.

673

Sports

Construction d'ouvrages publics : pour une meilleure prise en compte du sport

12935. – 2 octobre 2018. – M. **Éric Pauget** appelle l'attention de Mme la ministre des sports sur la nécessaire prise en compte de la pratique sportive, dans la construction et dans les aménagements des ouvrages publics. Il lui rappelle que le décret n° 2002-677 du 29 avril 2002 relatif à l'obligation de décoration des constructions publiques et précisant les conditions de passation des marchés ayant pour objet de satisfaire à cette obligation, dispose que 1 % du budget (dit 1 % artistique) consacré à la construction d'un ouvrage immobilier public doit être affecté à la décoration dudit bâtiment ou de ses abords, par des œuvres d'art. Le sport fait partie intégrante de la vie des citoyens tout comme la culture et sa pratique doit être encouragée et accessible au plus grand nombre. Aussi, il appelle de ses vœux la création d'un « 1 % sportif », permettant la réalisation d'aménagements sportifs annexes à la construction des équipements en milieu urbain. Il lui demande en conséquence, si le Gouvernement entend modifier le décret précité aux fins de permettre à l'État et aux collectivités territoriales, d'appliquer, selon leur choix, soit la règle du « 1 % artistique » existant, soit celle d'un « 1 % sportif » nouvellement créé, dans le cadre de la construction d'un ouvrage immobilier public.

Réponse. – Le décret n° 2002-677 du 29 avril 2002, relatif à l'obligation de décoration des constructions publiques et précisant les conditions de passation des marchés ayant pour objet de satisfaire à cette obligation, a rendu obligatoire, lors de la construction d'un ouvrage immobilier public, la mobilisation de 1 % du montant hors taxes des travaux pour soutenir la création artistique par la commande d'une œuvre originale à un artiste-plasticien et

pour sensibiliser nos concitoyens à l'art de notre temps. Depuis sa création en 1951, cette obligation s'est en effet progressivement étendue à l'ensemble des champs d'intervention de l'État, de ses établissements publics et des collectivités territoriales. Dans son rapport remis au Premier ministre et à la ministre des Sports en décembre 2018, la Députée Perrine GOULET propose de réfléchir aux modalités d'ouverture du dispositif du "1% artistique" applicable à l'Etat et aux collectivités territoriales aux dépenses relatives aux équipements sportifs. Cette proposition est actuellement à l'étude par les différents services concernés. Alors que le principe de libre administration des collectivités territoriales leur confère la responsabilité de déterminer et mettre en œuvre leur programme d'équipements collectifs, il apparaît par contre important de soutenir le développement de l'offre des équipements sur les territoires les plus carencés de l'Etat à travers les différents dispositifs de soutien à l'investissement de l'Etat et notamment ceux du Centre national pour le développement du sport (CNDS) et prochainement de l'Agence du sport. Le ministère des Sports est entièrement engagé pour que le sport dispose des moyens nécessaires.

Sécurité routière

Sécurité - Cyclistes

13194. – 9 octobre 2018. – M. Marc Delatte interroge Mme la ministre des solidarités et de la santé sur le port du casque et la sécurité des cyclistes. Le Gouvernement a présenté un ambitieux plan vélo que M. le député a suivi avec grande attention. Le développement de la pratique du vélo est, au-delà d'un enjeu de transition écologique, un enjeu de santé publique majeur. Le vélo, sport-plaisir mais aussi sport-santé, présente de nombreux atouts. En qualité de médecin, comme tout un chacun, il sait à quel point la pratique du cyclisme peut être bénéfique pour prévenir les pathologies chroniques à croissance exponentielle comme le diabète et les maladies cardiovasculaires. Par ailleurs, le vélo peut jouer un rôle majeur dans le lien social et le bien-être des personnes. Pour toutes ces raisons, le soutien à la pratique du vélo s'inscrit totalement dans les priorités de santé publique fixées par le Gouvernement. Pour autant, la sécurité en la matière est essentielle et il est important de s'intéresser à la problématique de l'accidentologie des cyclistes. Si le nombre de cyclistes morts sur les routes a très fortement diminué depuis les années 60, il reste bien trop élevé (173 morts dans le rapport 2017 de l'Observatoire national interministériel de la sécurité routière). Cette question est toutefois complexe. En effet, la prévention des accidents ne doit pas être perçue de manière anxiogène par les utilisateurs (effectifs ou potentiels) car cela pourrait engendrer un recul de la pratique, avec un effet inverse aux résultats attendus. La sensibilité de la question mérite une étude approfondie. Il est intéressant d'observer les mesures prises au-delà de l'Hexagone, notamment sur l'obligation du casque pour les cyclistes. Le casque est obligatoire en Australie depuis 1991, mais il l'est également en Finlande ou encore dans plusieurs provinces du Canada. En Espagne, le port du casque est obligatoire sur les routes nationales hors agglomération. Les résultats de ces mesures sont très largement discutés. Certains soulignent leurs effets positifs sur le nombre de traumatismes crâniens, d'autres insistent au contraire sur la baisse de la pratique et sur un certain excès de confiance développé par les cyclistes. S'il est intéressant d'avoir ces éléments en tête, la comparaison n'est pas toujours possible. Le décret n° 2016-1800 du 21 décembre 2016, entré en vigueur le 22 mars 2017, a rendu obligatoire le port du casque pour les enfants de moins de 12 ans. Les chiffres de la sécurité routière concernant les cyclistes restent cependant partiels (avec l'absence notamment d'indications sur le port du casque), rendant difficile la réflexion sur le sujet de l'accidentologie des cyclistes. En 2006, la Commission de la sécurité des consommateurs avait rédigé un avis relatif à la prévention des traumatismes crâniens dans la pratique de la bicyclette, pour préciser les données de l'Observatoire national interministériel de la sécurité routière et adresser des recommandations. Ces données sont toutefois aujourd'hui pour la plupart dépassées et elles ne couvrent que le sujet des traumatismes crâniens. Il l'interroge donc sur l'opportunité d'un rapport commandé par le ministère sur l'accidentologie des cyclistes, permettant de disposer de données précises et actualisées sur ce sujet important. Ce rapport pourrait ensuite servir de base aux décideurs publics pour améliorer la sécurité des cyclistes tout en préservant la croissance du nombre d'utilisateurs. – **Question ayant fait l'objet d'un changement d'attributaire.** – **Question signalée.**

Réponse. – La sécurité des pratiquants cyclistes est une préoccupation constante du ministère des sports. En effet, 77 % des accidents cyclistes ont lieu au cours d'une pratique sportive ou de loisir. L'accidentalité est aujourd'hui mesurée par l'Observatoire national interministériel de la sécurité routière et l'Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux. Pour compléter ces données, le ministère des sports travaille actuellement à la création d'un observatoire national de l'accidentalité du sport dont l'objectif est d'obtenir une vision fine et exhaustive de l'accidentalité en général pour construire des politiques publiques au service de la protection des usagers. Cet outil répondra ainsi pleinement au souhait de disposer de données plus précises et actualisées sur l'accidentalité chez les pratiquants cyclistes, qui prennent en compte toutes les données

produites aujourd'hui : celles des déclarations des accidents graves survenus dans les établissements d'activité physique et sportive ainsi que celles relatives aux sinistres déclarés aux fédérations sportives organisant la pratique du cyclisme. En outre, le ministère des sports mène d'ores et déjà, chaque année, des campagnes de prévention des accidents liés aux pratiques sportives en insistant particulièrement sur le recours au port du casque, lors d'une pratique loisir comme à l'occasion d'une pratique sportive. Ce focus, sur le port du casque, s'accompagne d'autres messages : renforcer la faculté des pratiquants à être vus par les autres usagers de la route, rappeler l'importance de l'entretien du matériel, sensibiliser à la vigilance sur le choix du parcours et des horaires, évaluer et réduire les risques liés au port d'écouteurs sont quelques-uns des messages sur lesquels il est pertinent de communiquer. Par ailleurs, un nouveau programme, « le Savoir Rouler à Vélo », piloté par le ministère des sports, en partenariat avec les ministères de l'Éducation nationale, de l'intérieur et des transports et de nombreuses associations de pratiquants, d'usagers et de professionnels, sera déployé dès avril 2019. Il vise à sensibiliser les enfants de 6 à 11 ans et leurs parents afin que les premiers acquièrent les compétences nécessaires à l'autonomie à vélo sur la voie publique. L'objectif est de permettre, d'ici à 2022, à tous les enfants qui entrent au collège de bénéficier de ce programme. Si l'obligation du port du casque pour les cyclistes de moins de 12 ans sera rappelée, c'est la nécessité du port du casque à tout âge qui sera enseignée.

Sports

La normalisation volontaire dans les équipements sportifs

13845. – 30 octobre 2018. – M. Michel Zumkeller* attire l'attention de Mme la ministre des sports sur l'excès de normes réglementaires imposées aux collectivités territoriales en ce qui concerne le sport et les équipements dédiés. Le constat des collectivités est unanime sur le sujet : les lois, directives, règlements et arrêtés brident les collectivités territoriales dans leur capacité à innover et pèsent sur leurs budgets. Pour des résultats par ailleurs parfois insatisfaisants, le cadre juridique évoluant souvent moins vite que les pratiques et les attentes. En parallèle des normes d'origine juridiques, qui sont obligatoires et contribuent à l'abondance normative, se développent, en concertation avec les parties prenantes, des normes dites volontaires. Élaborées par *consensus* et révisées régulièrement, lorsque cela est nécessaire, elles favorisent l'initiative des acteurs. Une meilleure articulation entre le droit dur, c'est-à-dire les normes obligatoires et le droit souple, les normes volontaires, serait de nature à soutenir le choc de simplification qu'attendent les décideurs publics locaux. Un mécanisme systématique amenant les autorités réglementaires et les fédérations sportives à s'interroger sur la pertinence d'un recours aux normes volontaires, avant toute mise en place d'une nouvelle norme juridique, irait par exemple dans ce sens. Par conséquent, il souhaiterait savoir de quelle manière elle souhaite développer cette complémentarité entre les normes juridiques et les normes volontaires dans ce domaine.

675

Sports

Excès de normes réglementaires - Sport

14017. – 6 novembre 2018. – Mme Agnès Firmin Le Bodo* attire l'attention de Mme la ministre des sports sur l'excès de normes réglementaires imposées aux collectivités territoriales en ce qui concerne le sport et les équipements dédiés. En effet, le constat des collectivités est unanime sur le sujet : les lois, directives, règlements et arrêtés brident les collectivités territoriales dans leur capacité à innover et pèsent sur leurs budgets. Pour des résultats par ailleurs parfois insatisfaisants, le cadre juridique évoluant souvent moins vite que les pratiques et les attentes. En parallèle des normes d'origine juridiques, qui sont obligatoires et contribuent à l'abondance normative, se développent, en concertation avec les parties prenantes, des normes dites volontaires. Élaborées par *consensus* et révisées régulièrement, lorsque cela est nécessaire, elles favorisent l'initiative des acteurs. Une meilleure articulation entre le droit dur, c'est-à-dire les normes obligatoires et le droit souple, les normes volontaires, serait de nature à soutenir le choc de simplification qu'attendent les décideurs publics locaux. Un mécanisme systématique amenant les autorités réglementaires et les fédérations sportives à s'interroger sur la pertinence d'un recours aux normes volontaires, avant toute mise en place d'une nouvelle norme juridique, irait par exemple dans ce sens. Par conséquent, elle souhaiterait savoir de quelle manière elle souhaite développer cette complémentarité entre les normes juridiques et les normes volontaires dans ce domaine.

*Sports**La normalisation volontaire dans les équipements sportifs*

14019. – 6 novembre 2018. – M. **Christophe Naegelen*** attire l'attention de **Mme la ministre des sports** sur l'excès de normes réglementaires imposées aux collectivités territoriales en ce qui concerne le sport et les équipements dédiés. Le constat des collectivités est unanime sur le sujet : les lois, directives, règlements et arrêtés brident les collectivités territoriales dans leur capacité à innover et pèsent sur leurs budgets. Pour des résultats par ailleurs parfois insatisfaisants, le cadre juridique évoluant souvent moins vite que les pratiques et les attentes. En parallèle des normes d'origine juridiques, qui sont obligatoires et contribuent à l'abondance normative, se développent, en concertation avec les parties prenantes, des normes dites volontaires. Élaborées par *consensus* et révisées régulièrement, lorsque cela est nécessaire, elles favorisent l'initiative des acteurs. Une meilleure articulation entre le droit dur, c'est-à-dire les normes obligatoires et le droit souple, les normes volontaires, serait de nature à soutenir le choc de simplification qu'attendent les décideurs publics locaux. Par conséquent, il souhaiterait savoir de quelle manière elle souhaite développer cette complémentarité entre les normes juridiques et les normes volontaires dans ce domaine.

Réponse. – La réglementation relative aux équipements sportifs qui demeure dans le code du sport comprend un corpus de textes relatifs à l'hygiène et la sécurité des pratiquants et concerne notamment les enceintes sportives, les espaces aquatiques, les buts ou encore les toboggans. Ce corpus s'est réduit ces dernières années par le recours aux normes d'application volontaire, telle la suppression de l'article A.322-141 remplacée par la norme fixant les bonnes pratiques en matière de conception, d'aménagement et d'utilisation des salles d'arts martiaux. Les travaux de normalisation du champ sport sont d'ores et déjà pilotés par le ministère des sports et l'association française de normalisation (AFNOR) à travers une convention annuelle et trois réunions du comité de pilotage par an, composé de représentants de l'Etat, des collectivités territoriales, des professionnels du secteur sportif et du mouvement sportif. Pour leur part, les réglementations fédérales, obligatoires uniquement pour les équipements devant accueillir des compétitions sportives, doivent faire l'objet d'un avis de la Commission d'examen des projets de règlements fédéraux relatifs aux équipements sportifs (CERFRES). Composée paritairément de représentants de l'Etat, des collectivités territoriales et du mouvement sportif et présidée par un membre du collège des collectivités territoriales, la CERFRES a ainsi pour rôle de veiller à limiter l'inflation des règles imposables aux collectivités territoriales, propriétaires de 80 % des équipements sportifs. L'allègement des règles relatives aux équipements sportifs est ainsi suivi de près par le ministère des sports qui s'implique pleinement dans l'organisation des travaux normatifs d'application volontaire menés par l'AFNOR et mène le renforcement du champ de compétences de la CERFRES, préconisé par le rapport de la « mission pour la simplification des normes applicables aux collectivités territoriales » (Lambert-Boulard, septembre 2018).

676

*Sports**Prise en compte des femmes enceintes dans le domaine du sport à haut niveau*

14473. – 20 novembre 2018. – M. **Cédric Roussel** interroge **Mme la ministre des sports** sur la place des femmes enceintes dans le domaine du sport à haut niveau. Plusieurs affaires ont défrayé la chronique en ce qui concerne la place et le traitement réservé aux sportives de haut niveau qui tombent enceinte durant leur carrière. Dans une société de plus en plus sensible aux bonnes pratiques et tournée vers l'excellence dans le domaine sportif, il semble aujourd'hui nécessaire d'améliorer la prise en compte de la maternité dans ce parcours professionnel très spécial. En effet, le sport à haut niveau requiert des sacrifices, demande une rigueur depuis le plus jeune âge. C'est un projet de vie décidé dans les premières années de sa vie qui ne devrait avoir aucune conséquence sur l'avenir de ces femmes. Il souhaite, dès lors, connaître des futures mesures mises en place afin de pallier cette absence de protection à l'égard de ces femmes, futures mères certes, mais sportives de haut niveau avant tout.

Réponse. – L'augmentation du nombre de pratiquants d'activités physiques et sportives est un des objectifs prioritaires de la feuille de route de la ministre des sports. Cet objectif ne pourra être atteint sans assurer l'égalité d'accès de chacun et chacune à la pratique sportive. Les avancées en matière d'égalité entre les femmes et les hommes dans le sport sont significatives avec des résultats concrets : - entre 2012 et 2016, la progression de la pratique sportive licenciée est tirée par l'augmentation des licences féminines (+ 355 000 licences, soit 38 % de licences féminines contre 37 %) ; - les missions de directeur technique national (DTN) ont été confiées à 12 femmes contre 7 lors de la précédente olympiade ; - entre 2012 et 2018, le nombre de sportives de haut niveau (catégorie Elite) a augmenté de 3,3 % contre une baisse de 0,3 % chez les hommes. Bien que significatifs, ces résultats méritent d'être confortés. Pour cela, l'ensemble des acteurs concernés est mobilisé pour parvenir à un

développement d'une pratique sportive mixte. La Conférence permanente du sport féminin, créée par la loi du 1^{er} mars 2017 visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs, a été installée le 5 septembre 2017 par la ministre des sports. Cette instance représente le lieu d'échanges et de débats adapté car elle a la particularité de rassembler l'ensemble de ces acteurs : sportifs, médiatiques, économiques, institutionnels... Instrument de veille, force de propositions compte tenu de la qualité de ses membres, elle est l'outil d'appui du ministère pour proposer des évolutions. La ministre des Sports a souhaité réunir de nouveau cette instance début 2019, la date étant fixée au 28 janvier prochain. Concernant plus spécifiquement la prise en compte des femmes enceintes dans le domaine du sport de haut niveau, ce sujet est aujourd'hui identifié. Jusque vers la fin des années 1990 les athlètes qui devenaient mères en cours de carrière faisaient figure d'exception. Dans les années 2000, un allongement sensible de la durée des carrières sportives est noté. L'amélioration des conditions de la préparation sportive (qualité de l'entraînement, pratiques de récupération, suivi de prévention) et des conditions d'accompagnement des athlètes (formations aménagées, aménagements professionnels, soutien financier de l'Etat) contribuent à cette longévité des carrières. En parallèle, un accroissement du phénomène de professionnalisation du sport, même dans les sports amateurs est repérable. Dans ce contexte, 45 % des sportifs de haut niveau français sont actuellement âgés de plus de 28 ans et les retraites après 35 ans ne sont pas rares, ce qui, chez les femmes, renforce le dilemme entre désir d'enfant et ambition sportive. Le ministère des sports prend en compte la situation des sportives de haut niveau enceinte pendant leur carrière : Concernant les listes ministérielles des sportifs de haut niveau, la situation particulière des sportives enceintes est prise en compte : elle leur permet d'être maintenues sur ces liste sans avoir réalisé de performance sportive. Le dispositif des Aides Personnalisées permet aux DTN de proposer le versement aux sportives enceintes malgré une période sans activité sportive. Par ailleurs un des groupes de travail installé par la Conférence permanente du sport féminin réfléchit spécifiquement à des mesures pour améliorer les conditions de la pratique sportive féminine de haut niveau et plusieurs préconisations pourront prochainement être mises en œuvre.

Sports

Budget du sport

15599. – 25 décembre 2018. – **M. Patrice Verchère*** attire l'attention de **Mme la ministre des sports** sur les conséquences des importantes réductions budgétaires prévues dans le monde sportif français. En effet, les annonces récentes du Gouvernement inquiètent les dirigeants bénévoles du mouvement sportif en ce qu'elles concernent notamment la diminution des emplois aidés, la suppression annoncée de 1 600 postes de cadres techniques sportifs, la disparition du Centre national pour le développement du sport (CNDS), la réduction du budget du ministère des sports. Alors que le sport est un enjeu de santé publique et qu'il est porteur de valeurs éducatives et sociales pour les jeunes, la réduction drastique des moyens alloués au secteur sportif ne peut que lui être préjudiciable. Face à l'inquiétude des acteurs concernés, il lui demande de lui préciser les mesures que le Gouvernement entend prendre pour maintenir le financement du monde associatif sportif.

Sports

Devenir des Conseillers techniques sportifs (CTS)

15601. – 25 décembre 2018. – **Mme Émilie Bonnivard*** appelle l'attention de **Mme la ministre des sports** sur le devenir des conseillers techniques sportifs (CTS) dans le cadre de la réforme de la gouvernance du sport français. L'Agence nationale du sport a vocation à remplacer le centre national pour le développement du sport (CNDS). Or de nombreuses interrogations concernant le devenir des conseillers techniques sportifs demeurent sans réponse. Elle souhaite savoir quel sera le statut des CTS dans la nouvelle Agence nationale du sport ? Par ailleurs, qui assurera le maintien de l'éthique du sport et de ses valeurs actuellement défendues par les CTS, cadres de la fonction publique ? Elle lui demande également qu'une concertation qui définisse précisément les périmètres d'intervention, la gestion ou le statut soit lancée avec l'ensemble des acteurs : élus, présidents de fédérations, acteurs de terrain, CTS, sportifs et pratiquants. Un groupe national de réflexion devrait aussi être installé au ministère des sports. Enfin, elle lui demande de rendre public le rapport de l'Inspection générale sur les CTS qui lui a été remis début octobre 2018.

*Sports**Statut des CTS*

15750. – 1^{er} janvier 2019. – **Mme Carole Grandjean*** interroge **Mme la ministre des sports** sur le devenir du statut des Conseillers techniques sportifs (CTS). Les CTS jouent un rôle essentiel dans l'organisation et le développement des pratiques sportives dans les territoires, dans le cadre de leurs actions éducatives et de leurs missions relatives au sport santé. Ils remplissent efficacement leur mission de service public et de cohésion sociale. Ils s'inquiètent aujourd'hui du devenir de leur statut suite aux annonces de réforme les concernant. Aussi, elle souhaite savoir quelles sont les orientations qui seront prises par Mme la ministre concernant le statut de ces conseillers techniques. Elle sollicite également que ces derniers soient associés à un groupe de réflexion leur permettant de contribuer aux discussions les concernant.

Réponse. – Le ministère des sports est entièrement engagé pour que le sport dispose des moyens nécessaires pour faire face aux enjeux majeurs que sont le développement des pratiques sportives pour tous et la réussite des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024. Afin de relever ces défis, une agence du sport sera créée en 2019. La responsabilité de cette structure collégiale nationale sera partagée entre l'État, le monde sportif, les collectivités et le monde économique. Sa création remplacera l'actuel centre national pour le développement du sport (CNDS). Elle sera financée par le transfert des taxes actuellement affectées au CNDS ainsi que par des crédits du ministère des sports. En 2019, le ministère des sports aura des moyens à la hauteur de ses ambitions : les dépenses concrètes d'intervention du ministère, tant en matière de haut-niveau que de développement des pratiques sportives, atteindront en effet un niveau record, supérieur aux dépenses exécutées en 2017 et 2018 sur ces dispositifs. La diminution budgétairement apparente entre 2018 et 2019 est en réalité principalement liée à un ajustement technique dû à une surévaluation d'une dépense contrainte, liée aux charges sociales des arbitres et juges sportifs. Le PLF 2019 intègre en outre une enveloppe de 40 millions d'euros de crédits supplémentaires. Ceux-ci viendront renforcer les moyens alloués aux fédérations et au mouvement sportif dans le cadre de la préparation des Jeux Olympiques et Paralympiques et viseront à réduire les inégalités d'accès à la pratique sportive. En complément, pour donner une nouvelle impulsion au financement du développement des pratiques, la Ministre des sports a défendu lundi 22 octobre 2018 à l'Assemblée nationale un amendement gouvernemental augmentant de 15 millions d'euros le plafond de la taxe sur les droits de retransmission audiovisuelle des événements sportifs dite taxe « Buffet ». Voté à la majorité, celui-ci permet de porter à 55 millions d'euros les mesures nouvelles de 2019 pour accompagner la création de la future agence et mettre en œuvre des dispositifs concrets en faveur de la lutte contre les inégalités d'accès à la pratique sportive, tels que le programme « savoir nager ». Au final, le budget du sport pour 2019, hors Société de livraison des équipements olympiques (SOLIDEO) et restes à payer du CNDS, sera ainsi supérieur aux moyens d'intervention obtenus en 2017, montant référence pour le budget des sports. Par ailleurs, le Gouvernement s'est engagé dans une démarche ambitieuse de rénovation de la gestion publique, dans laquelle la ministre s'inscrit, afin de mieux répondre aux attentes des citoyens impliquant des évolutions nécessaires des modes d'intervention de l'État. La rénovation du mode de gestion des cadres techniques sportifs (CTS), intervenant sous statut public au sein des fédérations, y contribuera, étant entendu qu'aucun des 1 600 CTS ne perdra son emploi. Il s'agira en effet de renforcer l'autonomie des fédérations sportives en leur permettant de pleinement tirer parti de ces personnels dont la compétence et la qualité du travail sont reconnues comme tout à fait nécessaires au développement du sport français. Enfin, le Gouvernement a souhaité recentrer l'ensemble des politiques de l'emploi vers un objectif d'insertion professionnelle au bénéfice des publics les plus en difficulté. A cet égard, les contrats aidés ont été transformés en parcours emploi compétences (PEC) avec pour ambition une insertion durable sur le marché du travail pour plus de 50 % des bénéficiaires. Les contrats aidés vont donc continuer à évoluer en 2019 vers ce nouveau parcours qui permet aux Préfets de région d'aider localement différentes associations en capacité de favoriser le retour à l'emploi. Le Gouvernement témoigne ainsi de sa volonté de faire de la France, pour des enjeux de santé, d'éducation, d'émancipation, de cohésion sociale ou même économiques, une véritable nation sportive.

678

TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE*Environnement**Accès des TPE et PME aux marchés de l'économie verte*

3259. – 28 novembre 2017. – **M. Yannick Favennec Becot** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire**, sur l'accès des TPE et PME aux appels d'offre nationaux pour l'installation

des panneaux solaires photovoltaïques. Depuis le mois de novembre 2017, la puissance globale nationale de la prochaine tranche, à savoir 2GWc (giga watt crête), soit environ 12 millions de m² de surface de toiture ou de parking couverts de panneaux photovoltaïques, sera encadrée par des appels d'offres nationaux. Ces exigences posées par la direction générale de l'énergie et du climat (DGEC) affiliée au ministère de l'environnement ne seront plus adaptées aux réalités des entreprises du bâtiment. En effet, il sera imposé aux entreprises qui réalisent les travaux d'être certifiées ISO 9001 et ISO 14001. Or ces certifications correspondent à une obligation de moyens et non de résultats en faveur de la qualité d'une part et de l'environnement d'autre part, sans pour autant présager d'une réelle qualité d'installation. En conséquence, les entreprises du bâtiment engagées dans des certifications ou qualifications imposant des résultats (et non des objectifs), se retrouveront de fait exclues de ce marché, en particulier des projets inférieurs à 500 kWc, pour lesquels les entreprises du bâtiment sont légitimes et compétentes. Les entreprises concernées considèrent que ces exigences sont disproportionnées, discriminatoires et contreviennent à la liberté d'accès aux candidats à la commande publique. Elles demandent donc d'élever le seuil d'obligation des certifications ISO 9001 et 14001 pour les projets au-delà de 500 kWc d'une part, et d'autre part, de se référer aux outils mis en place et éprouvés par la profession, que sont les qualifications professionnelles portées par les organismes de qualification (Qualibat, Qualifelec, Qualit'EnR). C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir lui indiquer quelles suites il entend donner à ces légitimes revendications.

Réponse. – Le Gouvernement est conscient du rôle essentiel de la commande publique pour les PME et TPE du fait de son volume d'affaires mais aussi des garanties qui y sont associées. Les marchés publics constituent un des leviers utiles au développement des petites et moyennes entreprises. Le nombre croissant de retours de particuliers se plaignant des conditions de réalisation des installations photovoltaïques a fait apparaître une nécessité d'améliorer fortement la qualité des prestations et a amené à considérer le besoin d'exiger une certification des installateurs pour bénéficier des tarifs, tout en mettant en place des exigences supplémentaires. La normalisation ISO 9001 et 14001 (normes relatives respectivement au management de la qualité et au management environnemental publiées par l'organisation internationale de normalisation) entend ainsi aider à la prévention et à la gestion de ces risques. La certification aux normes ISO dans les appels d'offres nationaux pour l'installation des panneaux solaires photovoltaïques répond aussi à une nécessité de transparence et de concurrence dans les marchés publics. Il s'agit d'éviter toute mesure discriminatoire et toute atteinte à un des principes fondamentaux de la commande publique, à savoir l'égalité de traitement des candidats. Le recours et la référence aux normes ISO est considéré comme faisant partie intégrante des bonnes pratiques réglementaires et de la bonne gouvernance publique. Les normes ISO 9001 et 14001 comprennent enfin des modalités d'adaptation aux PME et aux TPE, avec une mise en place progressive, un coût moindre tout en apportant une garantie supplémentaire en termes de qualité managériale et environnementale. Toutefois, conscient des difficultés que cela peut représenter pour certains projets, le Gouvernement a décidé dans le cadre de la démarche « Place au soleil » de ne garder cette exigence relative aux normes ISO 9001 et 14001 qu'aux projets de taille supérieure à 500 kW. Cette disposition est d'ores et déjà mise en œuvre, notamment pour les appels d'offres du ministère de la transition écologique et solidaire concernant les projets photovoltaïques sur bâtiment. Par ailleurs, l'accès des PME et TPE aux marchés publics doit être facilité, c'est pourquoi le Gouvernement encourage la professionnalisation des acheteurs publics et la diffusion de toutes les bonnes pratiques. Il favorise la recherche constante d'améliorations pouvant être apportées à la réglementation en vigueur, notamment dans le sens de la simplification des formalités administratives et des procédures.

679

Pollution

Pollution de l'air

5186. – 6 février 2018. – **Mme Liliana Tanguy** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire**, sur le non-respect par la France de la « directive relative à la qualité de l'air ambiant » en dépassant les valeurs limites d'émission de dioxyde d'azote et particules fines. La pollution de l'air est considérée comme la première cause environnementale de mort prématurée dans le monde. Selon la Commission européenne, cette pollution cause toujours le décès prématuré de près de 400 000 personnes en Europe. En France, plus de 48 000 citoyens meurent chaque année prématurément de maladies respiratoires et cardiovasculaires. Depuis 2008, la Commission a engagé plusieurs procédures d'infraction à l'encontre d'États membres, dont la France, qui a fait en 2015 et en 2017 l'objet d'un avis motivé pour non-respect des valeurs limites. En 2017, elle avait, par ailleurs, proposé aux États concernés, un plan d'action les aidant à faire respecter les règles de prévention de la pollution et des atteintes à l'environnement. Après le sommet ministériel du

30 janvier 2018 à Bruxelles, elle lui demande en conséquence quelles mesures seront prises par le Gouvernement afin de réduire les émissions polluantes et de garantir une bonne qualité de l'air aux Français. – **Question signalée.**

Réponse. – Depuis ces 20 dernières années, des progrès importants ont déjà été faits en faveur de la qualité de l'air : par exemple, les émissions d'oxydes d'azote (NOx) et de particules fines (PM10) ont été divisées par deux depuis 2000, et les concentrations moyennes annuelles de ces polluants ont baissé de l'ordre de 20 à 30 % sur la même période. Toutefois, la qualité de l'air reste un enjeu majeur de santé publique. Dans sa dernière estimation publiée le 21 juin 2016, l'Agence nationale de santé publique estime que la pollution atmosphérique est responsable en France de 48 000 décès par an. Il reste plusieurs zones dans lesquelles les valeurs limites réglementaires ne sont pas respectées. La France est ainsi en situation de contentieux européen pour le dioxyde d'azote et de précontentieux pour les PM10. La décision du Conseil d'État du 12 juillet 2017 enjoint par ailleurs de prendre toutes les mesures nécessaires pour repasser sous les seuils sanitaires dans les délais les plus courts possibles. Il n'y a plus de solution univoque pour réduire la pollution : il faut agir dans tous les secteurs, en conjuguant les efforts des instances européennes, de l'État, des collectivités territoriales, des citoyens et des acteurs économiques, pour garantir à chacun le droit de respirer un air qui ne nuise pas à sa santé. De nombreuses mesures sont régulièrement prises au niveau national en faveur de la qualité de l'air : - la mutation du parc automobile est accélérée, en imposant le renouvellement des flottes publiques par des véhicules peu polluants, et en facilitant le déploiement de bornes de recharge pour les véhicules électriques et hybrides avec un objectif de 7 millions de points de recharge d'ici à 2030 sur le territoire ; - les entreprises ayant plus de 100 salariés sur un même site couvert par un plan de déplacements urbains doivent élaborer un plan de mobilité depuis le 1^{er} janvier 2018 ; - la prime de conversion des véhicules a été renforcée et élargie. Depuis le 1^{er} janvier 2018, cette aide a été sollicitée pour plus de 300 000 véhicules ; - le suramortissement pour les poids lourds roulant au gaz naturel a été prolongé jusqu'à fin 2019 ; - une enveloppe de 10 M€ a été mobilisée sur le fonds de financement de la transition énergétique pour financer des investissements permettant de réduire les émissions polluantes d'origine agricole. L'appel à projets « Agr'air » financé par l'ADEME (10 M€ sur 5 ans) accompagne également des projets collectifs pilotes afin de réduire les émissions de polluants dans les exploitations agricoles ; - les collectivités territoriales peuvent créer des zones à faibles émissions et octroyer des tarifs de stationnement préférentiels pour les véhicules les moins polluants, grâce aux « certificats qualité de l'air ». Le service de délivrance des certificats qualité de l'air est ouvert depuis le 1^{er} juillet 2016. Plus de 12 millions de certificats ont déjà été délivrés. - en complément du crédit d'impôt transition énergétique, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) a mis en place des aides permettant aux collectivités de subventionner les particuliers souhaitant renouveler leurs appareils de chauffage au bois par des appareils plus performants ; - une meilleure prise en compte de la qualité de l'air est prévue dans les documents de planification : les plans climat-énergie-territoriaux (PCET) comportent désormais des mesures relatives à la qualité de l'air en devenant ainsi des plans climat-air-énergie-territoriaux (PCAET) qui concerneront d'ici 2019 tous les Établissements publics de coopération intercommunale de plus de 20 000 habitants ; - le plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques (PREPA) a été adopté le 10 mai 2017 après une large concertation des parties prenantes et du public. Il prévoit des mesures de réduction des émissions dans tous les secteurs, ainsi que des mesures de contrôle et de soutien des actions mises en œuvre. De plus, conformément à la décision du Conseil d'État du 12 juillet 2017, des « feuilles de route » pour parvenir à une amélioration rapide et notable de la qualité de l'air ont été élaborées dans l'ensemble des territoires français présentant des dépassements des normes de qualité de l'air. Ces feuilles de route amplifient les dynamiques déjà localement engagées en faveur de la qualité de l'air que ce soit dans le cadre des Plans de Protection de l'Atmosphère ou de politiques propres des collectivités. Opérationnelles et multi-partenariales, elles définissent des actions concrètes de court terme permettant d'aller plus loin et plus vite, en renforçant les moyens mobilisés en faveur de la qualité de l'air. Le fonds « air-mobilité » mis en place par l'ADEME et doté de 140 M€ sur la période 2018-2020, permettra notamment d'accompagner la mise en œuvre de ces feuilles de route, à hauteur de 2 M€ pour chaque territoire concerné, et 3 M€ pour les territoires concernés par le dépassement des normes pour les particules fines. L'ensemble de ces actions renforce l'efficacité des plans de protection de l'atmosphère (PPA) adoptés par les préfets après concertation avec les acteurs locaux dans les zones les plus polluées, et qui sont régulièrement révisés. Le nouveau PPA d'Île-de-France a été approuvé en janvier 2018, l'enquête publique du projet de PPA de la Vallée de l'Arve va prochainement être lancée et la révision des PPA de la région PACA a été annoncée. Ces derniers mois, des mesures renforcées ont été prises ou annoncées : - le Plan de rénovation énergétique des bâtiments a été adopté le 26 avril 2018. Il prévoit notamment, pour la rénovation du parc tertiaire public, de mobiliser le grand plan d'investissement à hauteur de 1 Mds€ supplémentaire pour la rénovation des cités administratives, et 3 Mds€ pour les projets de rénovation des collectivités, le déploiement d'aides à l'ingénierie, l'encouragement des contrats de

performance énergétique, ou le soutien à la massification. Une campagne nationale de communication, avec la nouvelle marque commune « Faire », a débuté le 10 septembre 2018 ; - le projet de loi de finances pour 2019 prolonge le crédit d'impôt transition énergétique (CITE), qui a été recentré sur les gestes les plus efficaces, afin de faciliter le financement des travaux de rénovation, en particulier pour les ménages à faibles revenus ; - les objectifs du dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE) ont été quasiment doublés pour la période 2018 2020 par rapport à la période 2015 2017 ; - dans le secteur industriel, la France soutient activement l'adoption des textes relatifs aux meilleures techniques disponibles, qui se traduisent par des baisses régulières des émissions ; - le projet de loi de finances pour 2019 crée un dispositif de suramortissement destiné à soutenir les investissements des armateurs dans des navires à énergies propres ; - le Gouvernement a présenté le 14 septembre 2018 son « plan vélo et mobilités actives » qui prévoit notamment, en complément de la dotation de soutien à l'investissement local qui peut soutenir les projets des collectivités de mobilités alternatives à la voiture individuelle, la création d'un Fonds national « mobilité actives », d'un montant de 350 M€, visant à soutenir, accélérer et amplifier les projets de création d'axes cyclables structurants dans les collectivités ; - le 8 octobre 2018, 15 villes et métropoles se sont engagées à déployer ou à renforcer une zone à faibles émissions sur leur territoire d'ici fin 2020. L'État s'est engagé à apporter son soutien aux territoires dans le cadre de leurs travaux préparatoires et à mettre en place les mesures réglementaires nécessaires pour permettre un développement et un fonctionnement efficaces des zones ; - le 14 novembre 2018, le Premier ministre a annoncé le doublement de la prime à la conversion pour les 20 % des ménages les plus modestes et pour les actifs non imposables qui roulent plus de 60 km par jour pour aller au travail ; - Enfin la loi d'orientation des mobilités, adoptée en Conseil des Ministres le 26 novembre 2018, apportera par ailleurs de nouveaux outils aux collectivités pour faciliter le développement des nouvelles mobilités, comme le covoiturage domicile-travail. Elle permettra par exemple à tous les employeurs privés et publics de contribuer aux frais de déplacement domicile-travail à vélo ou en covoiturage de leurs salariés sur une base forfaitaire jusqu'à 400 €/an en franchise d'impôt et de cotisations sociales. Cette contribution, appelée « Forfait mobilité durable » remplacera l'indemnité kilométrique vélo mise en place jusqu'à ce jour mais qui n'avait pas bien fonctionné car trop complexe. Enfin, la politique d'amélioration de la qualité de l'air doit mobiliser tous les acteurs concernés chacun à son niveau de compétence. Cela nécessite un changement d'habitudes qui ne sera accepté que si les enjeux sont bien compris et qu'un accompagnement des acteurs est mis en place. C'est pourquoi, afin de sensibiliser toutes les parties prenantes, la 4^e journée nationale de la qualité de l'air s'est tenue le 19 septembre 2018 afin de mettre en valeur les bonnes pratiques et les solutions pour améliorer la qualité de l'air, ainsi que les 4^{ème} assises nationales de l'air, organisées les 9 et 10 octobre 2018. Au niveau européen, les autorités françaises sont particulièrement attentives et veillent à l'ambition des textes qui ont un impact sur la qualité de l'air, par exemple ceux relatifs aux émissions des véhicules, aux meilleures techniques disponibles dans l'industrie ou encore à l'écoconception des produits destinés aux ménages. Par ailleurs, dans le cadre de la révision des directives 2004/107/CE et 2008/50/CE qui a été annoncée par la Commission européenne, les autorités françaises veilleront à ce que les nouvelles règles fixées au niveau européen contribuent à poursuivre l'amélioration de la qualité de l'air pour permettre à chacun de respirer un air qui ne nuise pas à sa santé.

681

Administration

Commissaires enquêteurs

5500. – 20 février 2018. – M. Jean-Claude Bouchet appelle l'attention de M. le secrétaire d'État, auprès du ministre de l'action et des comptes publics, sur les inquiétudes exprimées par les commissaires enquêteurs au regard du texte gouvernemental « pour un État au service d'une société de confiance ». Il est proposé de simplifier, avec une expérimentation de 3 ans, la procédure de participation du public pour certains projets soumis à législation sur l'eau ou à la législation sur les installations classées nécessaires à l'exercice d'une activité agricole. Les commissaires enquêteurs prennent acte de cette disposition, qui, certes, accélérera les dossiers, mais avec le risque plus important, en contrepartie de beaucoup plus de recours, ce qui au final prendra plus de temps. Selon eux, l'enquête publique fait l'objet de nombreuses critiques et de mises en causes particulièrement injustifiées alors que les délais et les coûts ont déjà été réduits depuis ces dernières années, avec les différents textes adoptés en 2010, 2016 et 2017. Depuis, à ce titre, aucun bilan n'a été établi sur l'apport de ces évolutions. Aussi, il lui demande si cela est envisagé. Par ailleurs, il lui demande de préciser les termes du rapport qui sera remis 6 mois avant le terme de l'expérimentation. Il souhaite également savoir si le nombre de recours, les mesures de simplification, de consultation par voie électronique seront évaluées afin de connaître au plus juste l'implication et la participation des populations concernées. – **Question ayant fait l'objet d'un changement d'attributaire.**

Réponse. – La réforme de l'information et de la participation du public, adoptée par une ordonnance du 3 août en 2016 et ratifiée par la loi du 2 mars 2018, a permis de moderniser les modalités de participation du public prévues

par le code de l'environnement. Comme le prévoit l'article 56 de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance, le bilan de l'application de cette réforme sur les procédures d'autorisation des projets et sur l'approbation des plans et programmes sera remis au Parlement par le Gouvernement d'ici au 2 mars 2020. Parallèlement à ce bilan, le Parlement a adopté à l'article 56 de la même loi le principe d'une expérimentation de trois ans portant sur la procédure de délivrance de l'autorisation environnementale. Cette disposition vise à remplacer l'enquête publique par une procédure de participation par voie électronique pour certains projets ayant fait l'objet d'une concertation préalable avec garant (articles L. 121-16 et L. 121-16-1 du code de l'environnement) en amont de la demande d'autorisation environnementale. Il s'agit là d'une proposition de simplification en ce que la désignation d'un tiers tel que le commissaire enquêteur n'est plus nécessaire. Néanmoins, la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 a rapproché les modalités d'affichage de l'avis d'ouverture de cette participation par voie électronique de celles prévues pour l'avis d'enquête publique. Le Gouvernement a, en outre, prévu d'associer pleinement la compagnie nationale des commissaires enquêteurs (CNCE) à cette expérimentation. Il sera attentif à faire une évaluation de cette expérimentation, qui alimentera notamment le bilan de la réforme de 2016. S'agissant de ce dernier, il est envisagé qu'il précise notamment le nombre de procédures dérogatoires organisées, la nature des projets concernés par ces procédures, le nombre d'observations du public reçues et apprécie les effets de l'expérimentation au regard de la situation antérieure à l'expérimentation. Il devra enfin faire état des éventuelles difficultés d'application de la dérogation.

Énergie et carburants

Distance minimale d'éloignement entre les éoliennes et les habitations

6796. – 27 mars 2018. – **M. Julien Aubert** interroge **M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire**, sur la distance minimale d'éloignement entre les éoliennes dont les mâts dépassent 50 mètres et les habitations, fixée à 500 mètres par l'article L. 553 du code de l'environnement. Cette question constitue un véritable enjeu de sécurité publique. Alors que les éoliennes construites deviennent de plus en plus hautes et imposantes, la distance minimale de sécurité prévue par la loi ne varie pas. Pourtant l'accidentologie mondiale des éoliennes appelle à une réflexion en matière de sécurité des infrastructures éoliennes terrestres. Depuis le début de l'année 2018, trois éoliennes se sont effondrées en Allemagne ainsi qu'une éolienne au Canada. En France, le 1^{er} janvier 2018, c'est à Bouin qu'une éolienne s'est effondrée, suite au passage de la tempête Carmen. Si les conclusions de l'enquête ne déterminent pas avec exactitude la distance de projection des débris de cette éolienne, des témoignages affirment pourtant avoir retrouvé des débris à 519 mètres de l'emplacement de l'éolienne. Par ailleurs, l'enquête a permis d'indiquer les causes de cet effondrement : il s'agit d'une série de dysfonctionnements techniques additionnée à une erreur humaine. Cet accident pourrait donc potentiellement se reproduire et apporte la démonstration du risque des éoliennes terrestres pour les habitations qui se trouvent à proximité. C'est pourquoi il lui demande s'il ne conviendrait pas d'augmenter la distance de sécurité réglementaire entre les éoliennes et les habitations.

Réponse. – Le développement de l'énergie éolienne constitue un enjeu particulièrement important pour la transition énergétique et la croissance verte. Le Gouvernement est particulièrement attentif à ce que ce développement s'inscrive pleinement dans le respect de l'environnement, les paysages ainsi que de la sécurité de la santé des populations. Depuis 2011, les éoliennes terrestres sont soumises à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), et, afin d'assurer la sécurité des riverains et de limiter les nuisances des parcs, l'implantation d'éoliennes de grande hauteur est soumise à une distance d'éloignement minimale de 500 mètres, qui est toutefois appréciée pour chaque projet et peut ainsi être supérieure si cela est nécessaire. En effet, la procédure d'instruction d'une demande d'autorisation pour un parc éolien prévoit la réalisation d'une étude d'impacts (incluant les impacts cumulés) et d'une étude de dangers qui évalue les risques pour les riverains en prenant en compte l'environnement du projet (routes, champs, forêt...). Après examen de ces études et des conclusions de l'enquête publique, le préfet rend sa décision par voie d'arrêté préfectoral. En cas d'autorisation, il peut fixer dans cet arrêté préfectoral des prescriptions complémentaires et compensatoires (éloignement le cas échéant supérieur à la distance minimale, niveau de bruit, contrôles réguliers, mesures de sécurité spécifiques...).

État

Devenir de l'établissement public administratif Météo-France

6827. – 27 mars 2018. – **M. Jean-Luc Lagleize** interroge **M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire**, sur le devenir de l'établissement public administratif Météo-France et sur les intentions du Gouvernement pour promouvoir ses activités internationales dans le domaine de la prévision, de l'observation et

de la climatologie. En effet, avec l'essor des technologies de l'information et de la communication, la prévision météorologique, cœur de métier de Météo-France, est de plus en plus automatisée. En effet, au cours des trois dernières années, la puissance de calcul a été multipliée par 12. Par conséquent, un phénomène de centralisation va s'opérer inexorablement au détriment des centres régionaux et départementaux et l'expertise humaine territoriale sera amenée à évoluer sur le fond et la forme, ce qui obligera à former les agents à ne pas seulement établir des prévisions, mais également à les communiquer et à les vulgariser. Cette centralisation va s'opérer au sein de la Météopole, cœur scientifique, technique et opérationnel de Météo-France implantée à Toulouse depuis 1982. La Météopole regroupe en effet les services de recherche, de développement, de formation initiale et permanente, de prévision, de climatologie, de production, et ceux en charge des systèmes d'observation et d'information. Elle héberge également des partenaires œuvrant dans les domaines opérationnels et de recherche connexes, comme le Centre interarmées de soutien météorologique aux Forces (CISMF), le Service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations (Schapi), ou le Centre européen de recherche et formation avancées en calcul scientifique (Cerfacs). Au total, 1 500 personnes travaillent sur ce site de 45 hectares, ce qui fait d'elle un acteur économique local et régional essentiel. En même temps, alors que le changement climatique et les phénomènes météorologiques majeurs se font de plus en plus ressentir sur le territoire français et à travers la planète, il semble crucial de capitaliser sur le savoir-faire, la qualité des services et l'excellence de l'expertise de Météo-France pour faire de cet établissement public administratif un acteur majeur sur la scène internationale. Il est notamment essentiel de préserver les axes de recherches cruciaux pour faire avancer la recherche sur le climat. Il apparaît donc nécessaire de mener une réflexion de fond sur l'avenir des métiers de ce service public météorologique afin qu'il continue de fournir un service national de qualité dans tous les domaines (sécurité des personnes et des biens, aéronautique, défense) et qu'il participe de manière croissante aux programmes d'observation, de prévision et de climatologie avec les partenaires internationaux clés dans ce domaine que sont l'Organisation météorologique mondiale (OMM), l'ONU Environnement, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), ainsi qu'au niveau européen avec l'EUMETNET, l'Organisation européenne pour l'exploitation des satellites météorologiques (EUMETSAT) ou le Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme (CEPMET). Météo-France doit, en tant que service météorologique national, être un interlocuteur essentiel de ces instances internationales dans l'établissement de normes, la diffusion des meilleures pratiques, ou encore dans le développement de systèmes mondiaux d'information et d'observation, notamment satellitaires. Il l'interroge donc sur le devenir de l'établissement public administratif Météo-France et sur les intentions du Gouvernement pour promouvoir ses activités internationales dans le domaine de la prévision, de l'observation et de la climatologie.

683

Réponse. – Dans le cadre du programme Action publique 2022, le ministère de la transition écologique et solidaire a demandé à l'établissement Météo-France de se transformer pour continuer à fournir des services de qualité dans le domaine de la météorologie et du climat, tout en optimisant ses ressources. Le projet retenu maintient les ambitions de l'établissement formulées dans son contrat d'objectifs et de performance pour la période 2017-2021, y compris en matière de dynamisme et de présence à l'international. Le projet de Météo-France prévoit en particulier le maintien de son rôle institutionnel au sein des organismes internationaux de coopération (Organisation météorologique mondiale, Centre européen de prévisions météorologiques à moyen terme, Eumetsat...), ainsi que la poursuite de l'exercice des responsabilités internationales déjà confiées à l'établissement, notamment : - veille cyclonique sur l'océan Indien ; - suivi pour l'aéronautique des cendres volcaniques sur l'Europe continentale, l'Afrique et l'ouest de l'Asie ; - diffusion de bulletins marine de sécurité dans le cadre du Système mondial de détresse et de sécurité en mer (SMDSM) ; - contribution au programme de prévision des événements sévères SWFDP (Caraïbes), aux dispositifs d'alerte précoce aux catastrophes du climat CREWS... L'établissement est également très attentif à renforcer son positionnement dans le programme européen pour l'observation et la surveillance de la Terre Copernicus. Ce programme qui est devenu très structurant dans le champ d'activités de Météo-France vise à mutualiser au niveau européen les compétences et les observations sur l'environnement afin de construire des « services d'intérêt général à accès libre, plein et entier », au bénéfice des politiques environnementales et des citoyens. L'accent est également mis sur le maintien au meilleur niveau international des capacités scientifiques de l'établissement, notamment dans les domaines de la prévision numérique du temps et de la simulation climatique à fine échelle. En effet, l'amélioration de la capacité de Météo-France à anticiper les phénomènes extrêmes et leur évolution avec le climat repose très largement sur les progrès dans ce domaine. L'excellence de ses modèles climatiques permet ainsi à Météo-France d'être un contributeur reconnu aux travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et il a été demandé à l'établissement de continuer à proposer une contribution scientifique de premier plan en vue du prochain rapport du GIEC. Afin de permettre à Météo-France d'être à la hauteur de ces enjeux, le ministère de la

transition écologique et solidaire a fait le choix de soutenir le projet de renouvellement du supercalculateur de l'établissement avec comme cible une augmentation d'un facteur 5 de sa puissance de calcul à l'horizon 2020. Enfin, Météo-France est le moteur d'un certain nombre de coopérations internationales qui permettent de partager entre pays européens des investissements lourds (satellites météorologiques, recherche et développement de modèles numériques...) nécessaires à ses activités.

Administration

Commissaires enquêteurs

9099. – 12 juin 2018. – **Mme Claire O'Petit** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire** sur le mode de désignation des commissaires enquêteurs lors des enquêtes publiques instaurées par la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983. Lors de ces enquêtes, bien souvent, seule la population défavorable au projet se mobilise et inscrit ses observations sur les registres dédiés. Aussi, lorsque le commissaire enquêteur rend un avis favorable, tout se passe comme si les avis de la population consultée contenus sur les registres n'avaient pas été suivis. Il s'ensuit un sentiment de suspicion quant à l'impartialité du commissaire enquêteur. Aussi, elle lui demande s'il envisage de remplacer, dans tous les cas, le commissaire enquêteur par une commission d'enquête aux fins d'ôter tout doute dans l'esprit des opposants au projet. En outre, elle lui demande de bien vouloir lui communiquer un état des lieux récent précisant la proportion d'avis favorables, d'avis favorables avec réserves et d'avis défavorables rendus par les commissaires enquêteurs lors de la remise de leurs conclusions.

Réponse. – L'enquête publique constitue une étape importante de la procédure d'autorisation d'un projet et elle est, à ce titre, strictement encadrée juridiquement. Le code de l'environnement prévoit ainsi que le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête conduit l'enquête en toute indépendance de manière à permettre au public de participer effectivement au processus de décision. Les articles L. 123-5 et R. 123-4 du code de l'environnement interdisent que soit désigné un commissaire enquêteur ou un membre de la commission d'enquête intéressé au projet à titre personnel ou en raison de ses fonctions. À ce principe directeur s'ajoutent plusieurs dispositions garantissant l'indépendance des commissaires enquêteurs : leur inscription sur des listes d'aptitudes régulièrement révisées (L. 123-4), leur désignation par le président du tribunal administratif (L. 123-4), la signature d'une déclaration sur l'honneur attestant l'absence d'intérêt personnel susceptible de mettre en cause leur impartialité (R. 123-4). Par ailleurs, au terme de l'enquête, le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête a l'obligation de rendre, d'une part, un rapport et, d'autre part, des conclusions motivées (L. 123-15 et R. 123-19). Le rapport a pour objet de faire un bilan objectif de la procédure. À ce titre, il comporte notamment une synthèse des observations et une analyse des propositions du public. Les conclusions traduisent quant à elles la position du commissaire ou de la commission à l'issue de la procédure, et peuvent être favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet. Elles doivent toujours être motivées, indiquant quels aspects du dossier et quels éléments issus de l'enquête ont justifié le sens des conclusions. La position du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête n'est pas liée par les avis exprimés par les participants à l'enquête publique, qu'ils soient opposés ou favorables au projet. Cette liberté est un corollaire indissociable de leur indépendance. En application de l'article L. 123-4, le choix entre la désignation d'un commissaire enquêteur ou d'une commission d'enquête est déterminé par « la nature et l'importance des opérations ». Cette logique de proportionnalité permet à la fois l'opérationnalité du dispositif et l'effectivité de la participation du public. Systématiser la mise en place d'une commission d'enquête entraînerait un fort alourdissement de la procédure et de son coût, et n'apparaît pas nécessaire au regard des règles garantissant l'indépendance des commissaires enquêteurs. Le ministère de la transition écologique et solidaire ne dispose pas d'éléments chiffrés quant au nombre d'avis favorables, d'avis favorables avec réserves et d'avis défavorables émis par les commissaires enquêteurs, en raison du grand nombre d'enquêtes publiques et d'autorités en charge de les organiser. Une grande majorité des enquêtes publiques concernent en effet les documents d'urbanisme et relèvent à ce titre de la responsabilité des collectivités territoriales.

Bois et forêts

Destruction des forêts primaires en France

9738. – 26 juin 2018. – **M. Alexis Corbière** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire** sur la nécessité de protéger les quelques forêts primaires que le pays possède encore sur son territoire. Ces forêts sont des niches écologiques, qui sont restées jusqu'à présent protégées des activités humaines. En France, on n'en recense plus que 7 500 hectares, soit à peine 0,2 % de la surface boisée totale. À ce jour, seule une infime partie de ces quelques forêts primaires encore répertoriées sur le territoire national est officiellement

protégée. C'est le cas par exemple de la réserve naturelle du Grand Ventron, située dans les Vosges et créée en 1989. Mais les autres forêts primaires, qui ne font pas l'objet de protection ou de réglementation particulière, demeurent donc menacées par différentes activités humaines qui bouleversent leur écosystème et remettent parfois en cause jusqu'à leur survie. Pourtant, ces forêts sont une extraordinaire richesse naturelle et biologique. Des espèces animales et végétales indigènes, qui ne peuvent vivre autre part, y résident. Ces espaces abritent 25 % d'espèces en plus que les forêts exploitées, et c'est toute cette biodiversité que le député suggère de mieux protéger. La destruction d'une forêt primaire est irréversible. Car même dans le cas où des arbres seraient replantés sur le même périmètre, les propriétés naturelles de cette forêt nouvelle ne seront plus jamais les mêmes. Dans le monde, c'est environ 15 millions d'hectares de forêts primaires qui sont déboisés chaque année, soit l'équivalent de la superficie de l'Angleterre. À ce rythme, les forêts primaires pourraient disparaître d'ici 2020. Il est donc de la responsabilité de la France de préserver ces lieux exceptionnels, en interdisant toute activité susceptible de nuire à la sauvegarde de leur écosystème. Il lui demande donc quelles sont les mesures qu'il compte mettre en place afin de protéger les forêts primaires françaises. – **Question signalée.**

Réponse. – La menace pesant sur les forêts primaires à l'échelle planétaire est bien réelle, en particulier en région inter-tropicale où environ 50 % des forêts primaires ont disparu depuis le milieu du 20^{ème} siècle. Une forêt primaire est un espace boisé continu de grande taille établi depuis la fin de la dernière glaciation par colonisation spontanée des espèces d'arbres et n'ayant subi aucune exploitation de bois, pâturage ou chasse (*d'après Cateau et al. 2014*). Il n'existe donc plus de forêt primaire en France métropolitaine puisque, même si des forêts dites « sub-naturelles » existent encore, les communautés de grands herbivores (bison d'Europe, cheval sauvage, élan, etc.) et les grands prédateurs associés ont disparu entre le 1^{er} siècle de notre ère et la fin du Moyen-Âge. Ces communautés animales font partie intégrante de l'écosystème forestier primaire. La situation en Europe est similaire. Par exemple, la forêt du parc national de Muddus en Suède ne répond que partiellement à la définition d'une forêt primaire puisque cet écosystème a été utilisé depuis 8 000 ans par les Samis à des fins de piégeage ainsi que pour l'élevage extensif du renne domestiqué, même si par ailleurs la grande faune y est encore présente (élan, glouton, ours, etc.). C'est donc une forêt sub-naturelle, tout comme la forêt de Bialowiesza en Pologne ou de Slatioara en Roumanie pourtant considérées à tort comme des forêts primaires. Il existe en France métropolitaine au moins 7500 ha de forêts sub-naturelles identifiées par une étude de Réserves Naturelles de France. Toutes impactées par l'Homme à un moment de leur histoire, elles sont néanmoins exemptes de toute exploitation de bois depuis au moins 50 ans. Ces forêts abritent des peuplements mûres, présentant de vieux arbres et du bois mort en quantité importante, dont le maintien assure la survie de 25 % de la biodiversité forestière (insectes, oiseaux, mammifères, champignons, lichens, etc.) (*Stokland et al. 2012*). L'intégralité de ces 7 500 ha est classée en réserve naturelle mais seuls 1200 ha bénéficient d'une protection stricte. L'État doit donc veiller à apporter de la cohérence entre les politiques publiques de prélèvement de biomasse et de préservation de la biodiversité forestière dans des réserves naturelles nationales ou sur des sites classés Natura 2000. En Outre-mer, la Guyane dispose de la plus vaste forêt primaire de France, mais aussi d'Europe, couvrant environ 95 % du territoire guyanais, soit près de 80 000 km². La création du Parc Amazonien en 2007 dont le cœur protégé représente plus de 20 000 km², et avant lui des Réserves nationales des Nouragues (100 000 ha) et de La Trinité (76 000 ha) ont permis de donner un statut de protection forte à plus du quart de la forêt guyanaise. Des parcs nationaux et réserves nationales existent également à La Réunion et en Guadeloupe ce qui confère aux Outre-mer un réseau d'espaces protégés exceptionnel où l'exploitation forestière est soit interdite, soit fortement réglementée. Par ailleurs, les réserves biologiques intégrales (RBI) des forêts gérées par l'Office national des forêts représentent 22 490 ha et bénéficient d'une protection stricte qui permettra à terme de retrouver des écosystèmes forestiers subnaturels par « libre évolution ». En intégrant l'Outre-Mer, le réseau des réserves biologiques intégrales et dirigées représente 170 000 ha. Dans le cadre du plan biodiversité, l'État s'est également engagé à créer le nouveau Parc national des forêts en Champagne et en Bourgogne en 2019, dont plus de 3 000 ha seront classés en réserve intégrale. Dans ces écosystèmes forestiers préservés sur le long terme, la reconstitution des guildes de grands herbivores avec un contrôle cynégétique et/ou par des grands carnivores permettrait d'affirmer ce caractère subnaturel pour tendre autant que faire se peut vers une très grande naturalité proche du stade « forêt primaire ». Pour conclure, s'il n'existe plus de forêts primaires en France, hormis en Outre-mer où ces forêts sont déjà largement protégées, l'effort de préservation piloté par l'État à travers le réseau des réserves biologiques, des réserves naturelles et des parcs nationaux doit permettre de mieux protéger les forêts sub-naturelles existantes et garantir que de nouvelles surfaces de forêts sub-naturelles seront gagnées dans l'avenir. Pour ce faire, le Plan Biodiversité a confirmé la création d'un 11^e parc national dédié aux forêts de plaines en Champagne-Bourgogne au sein duquel la réserve intégrale précitée permettra de constituer une

vaste zone forestière en libre évolution devenant ainsi la plus grande réserve forestière de France métropolitaine. Nous devons cependant poursuivre l'effort d'inventaire des forêts subnaturelles, notamment en dehors du domaine public et être vigilants quant à la protection effective des peuplements forestiers dans les sites protégés.

État

Pertinence des enquêtes publiques

9814. – 26 juin 2018. – **M. Emmanuel Maquet** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire**, sur le devoir d'impartialité des commissaires enquêteurs. Dans le cadre de l'enquête publique relative au projet d'implantation de 62 éoliennes en mer entre les îles d'Yeu et de Noirmoutier, un message électronique a été diffusé contenant des insultes proférées par l'un des commissaires enquêteurs à l'égard des citoyens opposés au projet. Ces propos n'ont entraîné aucune mesure disciplinaire. Les enquêtes publiques sont la garantie d'un débat démocratique associant tous les citoyens à la prise de décision. De ce fait, l'impartialité des enquêteurs est une condition essentielle de la confiance dans la bonne tenue de ces discussions. Confrontés à de tels propos, les citoyens sollicités par l'enquête publique ne l'associent plus à une démarche impartiale, respectueuse et ouverte à tous. De ce fait, elle perd son intérêt initial qui était de désamorcer les conflits qui ont régulièrement paralysé de grands projets. À l'instar des débats publics qui n'ont que très rarement eu l'influence escomptée sur le sort réservé aux projets, cet outil de démocratie participative semble se limiter à relayer les décisions de l'État, en écoutant les opinions des citoyens sans les prendre en compte. De ce fait il lui demande s'il ne serait pas temps de refonder les outils de consultation citoyenne dans le pays.

Réponse. – L'enquête publique a été profondément réformée et modernisée au cours des dernières années, que ce soit à la suite du Grenelle de l'environnement ou, plus récemment, dans le cadre de la réforme de l'information et de la participation du public adoptée par l'ordonnance du 3 août 2016 et ratifiée par la loi du 2 mars 2018. Le bilan de l'application de cette dernière réforme sera d'ailleurs remis au Parlement par le Gouvernement d'ici au 2 mars 2020, comme le prévoit l'article 56 de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance. L'enquête publique est une étape importante de la préparation d'un projet et elle est à ce titre strictement encadrée juridiquement. Le code de l'environnement prévoit ainsi que le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête conduit l'enquête en toute indépendance afin de permettre au public de participer effectivement au processus de décision. Les articles L. 123-5 et R. 123-4 du code de l'environnement interdisent que soit désigné un commissaire enquêteur ou un membre de la commission d'enquête intéressé au projet à titre personnel ou en raison de ses fonctions. À cette interdiction s'ajoutent plusieurs dispositions garantissant l'indépendance des commissaires enquêteurs : leur inscription sur des listes d'aptitudes régulièrement révisées (article L. 123-4), leur désignation par le président du tribunal administratif (article L. 123-4), la signature d'une déclaration sur l'honneur attestant l'absence d'intérêt personnel susceptible de mettre en cause leur impartialité (article R. 123-4). La création d'une procédure de dessaisissement et de remplacement pour défaillance d'un commissaire enquêteur et la possibilité de radier un commissaire enquêteur pour manquement à ses obligations offrent des garanties supplémentaires tant pour le public que pour le décideur. Par ailleurs, au terme de l'enquête, le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête a l'obligation de rendre, d'une part, un rapport et, d'autre part, des conclusions motivées (L. 123-15 et R. 123-19). Le rapport a pour objet de faire un bilan objectif de la procédure. À ce titre, il comporte notamment une synthèse des observations et une analyse des propositions du public. Le rapport doit faire état des observations et propositions qui ont été produites pendant la durée de l'enquête ainsi que des réponses éventuelles du maître d'ouvrage. Le rapport et les conclusions motivées sont rendus publics. Les conclusions traduisent quant à elles la position du commissaire ou de la commission à l'issue de la procédure et peuvent être favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet. Elles doivent toujours être motivées, indiquant quels aspects du dossier et quels éléments issus de l'enquête ont justifié le sens des conclusions. La position du commissaire enquêteur ou la commission d'enquête n'est pas liée par les avis exprimés par les participants à l'enquête publique, qu'ils soient opposés ou favorables au projet. Cette liberté est un corollaire indissociable de leur indépendance. En revanche, dans les deux mois après la clôture de l'enquête, l'autorité compétente pour prendre la décision peut organiser, en présence du maître d'ouvrage, une réunion publique afin de répondre aux éventuelles réserves, recommandations ou conclusions défavorables du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête.

*Animaux**Lutte contre le commerce d'ivoire illicite*

10024. – 3 juillet 2018. – Mme Émilie Guerel* interroge M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, sur la lutte, en France, contre le braconnage des éléphants et le trafic d'ivoire qui en découle. En moyenne, 20 000 éléphants d'Afrique sont braconnés chaque année pour leur ivoire. Leurs effectifs ont chuté de plus de 30 % entre 2007 et 2014. Or le commerce légal de l'ivoire dans l'Union européenne favorise ce déclin. Celle-ci sert de plaque tournante du commerce illicite, *via* les exportations légales vers les pays consommateurs d'ivoire en Asie du Sud-Est. Si la France a récemment effectué une avancée majeure en interdisant le commerce d'ivoire brut et en restreignant le commerce d'ivoire travaillé sur son territoire, à travers l'arrêté du 16 août 2016 relatif à l'interdiction du commerce de l'ivoire d'éléphants et de la corne de rhinocéros sur le territoire national, aujourd'hui cela semble toujours insuffisant au regard du trafic d'ivoire persistant. Selon un sondage IFOP commandé par IFAW en avril 2017, 72 % de Français sont tout à fait favorables à une interdiction totale du commerce de l'ivoire en France. Cette interdiction devrait s'accompagner de mesures visant à assurer la transition professionnelle du métier d'ivoirier (au lieu de chercher, à l'heure actuelle, à relancer cette activité). En 2017, la Commission européenne a publié un document d'orientation qui recommande la suspension des (ré) exportations d'ivoire brut. Des actions plus significatives pourraient donc être entreprises par la France. C'est pourquoi, elle souhaite savoir quelles actions supplémentaires le Gouvernement entend engager afin de lutter contre le braconnage des éléphants et le trafic d'ivoire qui en résulte. En ce sens, il apparaîtrait indispensable de réfléchir à une interdiction globale et juridiquement contraignante de toute importation, exportation et vente d'ivoire sur le territoire français.

*Animaux**Le braconnage des éléphants à des fins commerciales*

10974. – 24 juillet 2018. – M. Michel Larive* attire l'attention de M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, sur le braconnage des éléphants à des fins commerciales. Les défenses des éléphants, nécessaires à leur survie, attisent la convoitise de nombreux braconniers pour alimenter le marché de l'ivoire, causant la mort de 20 000 éléphants chaque année, soit 55 éléphants tués par jour. La population d'éléphants a chuté de plus d'un tiers en 7 ans, atteignant un effectif extrêmement bas. L'existence d'un marché légal dans l'Union européenne (UE) stimule la demande d'ivoire, pour la fabrication d'objets de décoration ou de bijoux, et est en train de pousser les éléphants vers l'extinction. Cependant, une prise de conscience émerge au sein des peuples européens. 72 % des Français sont favorables à une interdiction totale du commerce de l'ivoire, selon un sondage IFOP commandé par IFAW en avril 2017. Après un débat houleux, la France a fait une avancée majeure. Par un décret du 16 avril 2016, elle a complètement interdit le commerce de l'ivoire brut sur son territoire et a restreint le commerce de l'ivoire travaillé. Toutefois, cette avancée majeure risque aujourd'hui d'être remise en cause par la volonté de valoriser les métiers de l'ivoire. Il semble que le Gouvernement souhaite mettre en place un accompagnement et un dispositif de reconversion du métier d'ivoirier dans un but de relancer ces métiers artisanaux. Mais un accroissement du nombre d'ivoiriers favorisera le maintien, voire la hausse de la demande d'ivoire. Or, comme l'ont démontré Lusseau D et Phyllis C. dans leur étude de 2016, intitulée *Can we sustainably harvest ivory ?*, pour que le commerce de l'ivoire soit écologiquement soutenable, il faudrait prélever environ trois fois moins d'ivoire que ce qui est fait actuellement. Alors certes le marché légal peine à fournir la demande mondiale en ivoire, ce qui encourage effectivement les actes de braconnage, mais il semble que le seul moyen de sauvegarder durablement les populations d'éléphants serait de mettre en œuvre des mesures visant à réduire la demande en ivoire. C'est la raison pour laquelle les associations de défense des animaux s'interrogent sur la cohérence de ses décisions. D'un côté la France interdit le commerce d'ivoire sur son territoire, et de l'autre elle envisage de favoriser la transmission du métier d'ivoirier. La position de la France doit être plus claire. Elle se doit de jouer un rôle central pour la sauvegarde des éléphants et la lutte contre le braconnage, en portant un message fort afin d'être l'une des voix influentes au sein de l'UE sur ce sujet. En 2017, la Commission européenne a publié un document dans lequel elle incite les États membres à interdire les exportations de l'ivoire brut. Malgré le travail remarquable du Conseil de l'environnement, qui aux côtés du Royaume-Uni, agit afin d'interdire complètement le commerce de l'ivoire brut sur le territoire européen, la position de l'UE est encore trop timide. Il est nécessaire d'aller plus loin. L'UE doit interdire dans les plus brefs délais l'importation, les exportations et la vente domestique de l'ivoire, en mettant en place des sanctions juridiques fortes. Considérant ces éléments, il aimerait savoir quelles sont les mesures concrètes qu'il envisage de mettre en place afin d'œuvrer à la protection des éléphants.

Réponse. – Au plan national, la France s'inscrit depuis plusieurs années dans l'effort collectif de réduction de la demande en ivoire. Elle a cessé d'exporter des défenses d'éléphants depuis le 27 janvier 2015. S'agissant du commerce intérieur, l'arrêté du 16 août 2016 relatif à l'interdiction du commerce de l'ivoire d'éléphant et de la corne de rhinocéros a institué un régime particulièrement strict, les possibilités de commerce d'objets en ivoire étant extrêmement limitées. Cet arrêté ne permet plus la création de pièces en ivoire travaillé, à l'exception de certaines composantes d'instrument de musique. D'autre part, la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages permet désormais des enquêtes sous pseudonyme, renforce la coopération entre services, cible en particulier la cybercriminalité et augmente considérablement les sanctions en cas d'infractions. Ces dispositions s'appliquent notamment au commerce de l'ivoire. Au plan européen, des lignes directrices ont été publiées le 17 mai 2017 au *Journal officiel* de l'Union européenne (EU) suspendent les expéditions d'ivoire brut hors de l'Union à compter du 1^{er} juillet 2017. Elles durcissent également les conditions de dérogations ponctuelles à l'interdiction de commerce actuellement en vigueur au sein de l'UE pour tous les objets en ivoire d'éléphant, hormis les antiquités. La Commission européenne travaille maintenant à déterminer si l'Union doit mettre en place des restrictions supplémentaires, eu égard à l'objectif de réduction du braconnage de l'éléphant et du trafic international de l'ivoire. Pour évaluer l'impact de telles mesures, les données concernant le commerce intérieur de l'ivoire et son utilisation dans les 28 États membres, ainsi que les résultats de la consultation publique réalisée par la Commission européenne (du 15 septembre au 8 décembre 2017), ont été analysées par la Commission. Selon les données actuellement disponibles, l'Union ne constituerait pas un marché pour l'ivoire braconné ces dernières années. En effet, les infractions constatées dans l'Union ou en frontières résultent de lacunes documentaires pour de l'ivoire ancien ou concernent de l'ivoire africain en transit vers l'Asie via l'Union européenne, mouvements déjà totalement interdits par la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES). Au plan international, la France est engagée depuis décembre 2013 au plus haut niveau en faveur de la sauvegarde des éléphants, ainsi que dans la lutte contre le braconnage et les trafics associés. Elle soutient le Consortium international de lutte contre la criminalité des espèces sauvages, le programme mondial pour la lutte contre la criminalité faunique et forestière de l'Office des nations unies contre la drogue et le crime, et le Fonds pour l'éléphant d'Afrique. Elle finance des actions de protection de la grande faune et de lutte anti-braconnage au Gabon et au Mozambique, à hauteur de 10 et 8.5 millions d'euros, respectivement. Elle apporte enfin un soutien actif à Interpol par la mise à disposition d'un expert technique international.

688

Déchets

REFIOM - Gestion des déchets - Réglementation européenne

10083. – 3 juillet 2018. – **M. Romain Grau** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire**, sur la question de la valorisation des résidus d'épuration des fumées d'incinérateurs d'ordures ménagères (REFIOM). Les REFIOM sont des résidus de l'incinération, qui eu égard aux critères de nocivité de ce matériau nécessite un traitement spécifique, techniquement et hautement qualifié. L'Unité de valorisation énergétique de Calce dans le département des Pyrénées-Orientales envoie ces résidus, avec l'accord du gouvernement allemand, à Leipzig afin de combler les mines de sel qui aujourd'hui désaffectées posent un problème de sécurité publique. Ainsi ces déchets outre le fait d'être traités, sont également valorisés et trouvent ainsi un intérêt environnemental. Cet aspect environnemental est accru par le transport de la plupart de ces déchets par feroutage sur 1 300 kilomètres. La nouvelle directive européenne cadre sur les déchets semble remettre en question la valorisation de ces déchets. Il souhaiterait connaître les intentions du Gouvernement concernant la gestion des résidus d'épuration des fumées d'incinérateurs d'ordures ménagères (REFIOM).

Réponse. – La nouvelle directive cadre sur les déchets n° 2018/851 introduit plusieurs définitions dont celle des opérations de remblayage. Par cette définition, l'Union européenne a souhaité se doter d'outils permettant de limiter le risque d'élimination déguisée sous couvert d'une opération fictive de remblaiement. La définition du remblayage vise donc « toute opération de valorisation par laquelle des déchets appropriés non dangereux sont utilisés à des fins de remise en état dans des zones excavées ». Les résidus d'épuration des fumées d'incinération des ordures ménagères (REFIOM), qui sont des déchets dangereux, sont donc exclus de cette définition. Cela ne signifie pas pour autant que leur valorisation est interdite. Cependant, cette valorisation ne peut pas se faire dans le cadre générique d'un remblayage mais dans un autre cadre, plus précis, afin de limiter le risque d'opération d'élimination déguisée ne respectant pas les normes environnementales. Ainsi, la reconnaissance d'une opération de valorisation pour l'emploi de REFIOM en mine de sel pourrait par exemple reposer sur la démonstration : - que les REFIOM ont des propriétés mécaniques adaptées au besoin de comblement ; - que l'usage de REFIOM permet une économie de matières premières en démontrant le besoin de comblement ; - que les REFIOM ne

seront pas soumis à un risque d'ennuiement et que leur utilisation sera réalisée dans des conditions environnementales et sanitaires satisfaisantes. Cependant, au regard de la hiérarchie des modes de traitement des déchets, il convient de privilégier l'émergence d'une solution pérenne de recyclage des REFIOM permettant de mettre fin à l'utilisation de REFIOM dans les mines de sel, puisque ce type d'opération est d'un rang inférieur au recyclage dans cette hiérarchie.

Déchets

Lutte contre la prolifération des particules plastiques dans les océans

11003. – 24 juillet 2018. – **Mme Jacqueline Dubois** alerte **M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire**, sur l'asphyxie de la mer Méditerranée due au plastique. Un rapport publié par le WWF (*World wide fund of nature*) le 8 juin 2018 dresse un constat alarmant sur la santé des mers et océans. Il révèle un niveau de concentration de microplastiques extrêmement élevé, mettant ainsi en péril l'équilibre de toute la biodiversité. Les oiseaux, les poissons, les tortues sont particulièrement impactés par ces détritiques. Aussi, la présence estimée de 1,25 million de particules de plastique par kilomètre carré représente une menace majeure pour la vie marine. Ces éléments ont été retrouvés ingérés par 134 espèces, et découverts notamment dans les coquillages. Non seulement on assiste à une intoxication de la faune et de la flore aquatiques, et les organismes humains, mais au bout de la chaîne, ces poussières de morceaux de plastique finissent par se retrouver dans certains aliments que l'on consomme avec des effets que l'on peut imaginer nocifs pour la santé humaine. Elle lui demande quelle est la stratégie du Gouvernement pour faire cesser en France, à l'échelle de l'Union européenne et au niveau mondial, la prolifération des déchets plastiques qui nuisent grandement aux écosystèmes dans la mer Méditerranée et, plus largement, dans les océans.

Réponse. – La présence de déchets, notamment plastiques, en mer et sur le littoral est un sujet de préoccupation majeur comme le montre le rapport de WWF. Ces déchets étouffent progressivement la vie dans les océans et défigurent les plages. Aussi, le ministre de la transition écologique et solidaire souhaite mener une politique ambitieuse pour lutter contre cette source de pollution. Il s'agit d'agir vite, concrètement et d'être à la hauteur de l'enjeu, en impliquant tous les acteurs concernés. Cet engagement s'est concrétisé par l'élaboration d'une feuille de route pour la Méditerranée qui constitue une déclinaison méditerranéenne du plan d'actions mer et littoral 2018-2020 et une traduction du plan biodiversité. Cette feuille de route s'articule autour de 4 grandes priorités : - développer les connaissances en Méditerranée en favorisant la participation des jeunes et du public ; - protéger la biodiversité marine et réduire les pollutions en Méditerranée ; - déployer les solutions fondées sur la nature pour favoriser l'adaptation au changement climatique ; - promouvoir une économie bleue, sociale et solidaire en Méditerranée. Le ministère intervient également dans cette zone biogéographique à travers les engagements internationaux (tels que la convention de mer régionale de Barcelone ou le programme des Nations unies pour l'environnement). La convention de Barcelone prévoit des partages de bonnes pratiques ainsi que des actions de nettoyage de plage, de pêche aux déchets et d'interdiction des sacs plastiques que doivent mener les pays de la zone méditerranéenne. Une campagne anti-plastique a ainsi été lancée par le programme des Nations unies pour l'environnement auquel la France a participé. Les actions que mène la France sur l'ensemble de son territoire, participent à l'amélioration de la qualité des eaux méditerranéennes. Les solutions consistent à agir de façon préventive. Dans ce but, le Gouvernement met l'accent sur le développement de l'éco-conception, le recyclage, les filières à responsabilité élargie du producteur (recensées dans la feuille de route économie circulaire, <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/feuille-route-economie-circulaire-frec>). Il a également pris d'importantes mesures en instaurant des interdictions légales concernant divers articles en plastiques à usage unique ou ayant un impact sur le milieu marin (sacs en plastique, assiettes et gobelets en plastique, cotons-tiges, microbilles en cosmétique). L'action du ministère porte également sur la réduction des transferts de macro-déchets vers le milieu marin par les cours d'eau et les réseaux de collecte des eaux usées et pluviales (pour répondre à l'objectif de « zéro plastique rejeté en mer d'ici 2025 » du plan biodiversité du 4 juillet 2018), l'amélioration de la collecte et de la gestion des déchets issus de la pêche, le renforcement de la coordination des acteurs impliqués dans la mise en œuvre des politiques relatives aux déchets d'une part et aux milieux aquatiques et marins d'autre part, le déploiement des dispositifs de surveillance et des programmes de recherche, l'apport d'un appui aux collectivités et acteurs publics pour lutter contre les déchets sauvages et la sensibilisation du public. La France est enfin engagée au niveau international dans de nombreux plans d'actions relatifs aux déchets marins, que ce soit au travers du G7, du G20 ou de conventions de mer régionales (convention de Barcelone déjà citée mais également convention OSPAR), et est également signataire du « *New Plastics Economy Global Commitment* » de la fondation Ellen MacArthur et s'engage sur des solutions pour lutter contre la pollution plastique et favoriser une économie circulaire.

*Animaux**Alouette des champs*

11470. – 7 août 2018. – **Mme Claire O’Petit*** attire l’attention de **M. le ministre d’État, ministre de la transition écologique et solidaire**, sur la baisse des effectifs de l’alouette des champs. En effet, les études du CNRS confirment un effondrement de un tiers des effectifs des oiseaux inféodés aux milieux agricoles en 15 ans. Parmi les espèces les plus impactées, les chercheurs soulignent notamment la situation catastrophique de l’alouette des champs. Déjà en 2014, l’Office national de la chasse et de la faune sauvage alertait : « En Europe, les tendances fournies par le Pan-European Common Bird Monitoring Scheme (EBCC) témoignent d’un déclin continu des populations nicheuses d’alouettes des champs depuis les années 80 (-55 % sur la période 1980-2014) ». Un déclin d’une magnitude similaire est également observé en France depuis le milieu des années 1990. Actuellement, il est autorisé de tuer 180 000 alouettes des champs au fusil par saison. De plus, sur la saison 2017-2018, environ 107 000 piégeages autorisés ont été effectués. Selon certaines associations comme la Ligue pour la protection des oiseaux, il est prévu de porter l’autorisation maximale de piégeage à 370 000 pour la saison 2018-2019. Si tel est le cas, elle le remercie de bien vouloir lui fournir les éléments justifiant cette mesure compte tenu de la chute inquiétante des effectifs de l’alouette des champs.

*Animaux**Arrêté relatif à la chasse à l’alouette des champs*

11471. – 7 août 2018. – **Mme Corinne Vignon*** attire l’attention de **M. le ministre d’État, ministre de la transition écologique et solidaire**, sur la prise d’un arrêté relatif à la chasse de l’alouette des champs. Cet arrêté pourrait ainsi autoriser cet automne le piégeage de 370 000 alouettes des champs s’ajoutant ainsi au quota des 180 000 qu’il est possible de tuer au fusil chaque année. Le piégeage est autorisé à titre dérogatoire, à condition notamment de fournir chaque année le nombre d’oiseaux capturés. Pour la saison 2017-2018, les chasseurs disent avoir piégé 106 285 alouettes dans les quatre départements autorisés en plus des tirs. Cet arrêté fixerait un quota pour la saison 2018-2019 trois fois supérieur aux prélèvements de l’année précédente alors que cette espèce est en fort déclin. À cette décision, s’ajoute l’agriculture intensive, qui reste l’une des premières causes du déclin des alouettes des champs. De plus, une étude du CNRS et du MNHN confirme, un effondrement d’un tiers des effectifs des oiseaux inféodés aux milieux agricoles en 15 ans. Parmi les espèces les plus impactées, les chercheurs soulignaient notamment la situation catastrophique de l’alouette des champs. Cette décision, si elle est confirmée, semble aller à l’encontre de la ligne conductrice que souhaite se donner le ministère, qui est la préservation des oiseaux. En effet, beaucoup d’espèces d’oiseaux sont en voie d’extinction. Aussi, elle aimerait avoir des informations complémentaires sur cet arrêté.

690

*Chasse et pêche**Bon état de conservation de l’alouette des bois*

12587. – 2 octobre 2018. – **Mme Frédérique Tuffnell*** attire l’attention de **M. le ministre d’État, ministre de la transition écologique et solidaire**, sur les inquiétudes du monde associatif relatives à l’utilisation de la matole dans le cadre de la chasse aux alouettes. Par un jugement en date du 5 juillet 2018, la cour d’appel de Pau a statué sur une affaire de violences entre une famille de chasseurs et des militants associatifs survenues, dans le département des Landes, en novembre 2015. La cour d’appel a prononcé des sanctions pécuniaires à l’encontre des prévenus et les a condamnés au paiement de dommages et intérêts en raison des violences qui leur étaient reprochées. Les prévenus ont toutefois été relaxés des accusations de chasse prohibée puisqu’aucun oiseau n’était prisonnier dans leurs matoles lors des affrontements. L’alouette se chasse aujourd’hui au fusil et, de manière traditionnelle, avec des filets appelés « pantes ». D’après l’ONCFS, il se chasse environ 180 000 alouettes au fusil, auxquelles s’ajoutent les dérogations par piégeage avec des pantes et matoles à savoir 210 000 pour le département des Landes, 120 000 pour la Gironde, 25 000 pour les Pyrénées-Atlantiques, 15 000 pour le Lot-et-Garonne. Des dernières études du CNRS et du MNHN, remontant au printemps 2018, démontrent cependant que l’alouette des champs fait partie des espèces d’oiseaux qui ont connu la plus forte diminution en termes d’effectifs (30 % d’oiseaux en moins en quelques années). En l’état du droit positif, une dérogation datant de 1989 permet l’utilisation des matoles pour la capture des alouettes. Or ces cages métalliques ne permettent pas de discriminer entre les espèces et peuvent conduire à des captures involontaires pour lesquelles il est très difficile de vérifier que toutes les espèces protégées sont effectivement relâchées et en bonne santé. Alors que les associations ont annoncé vouloir revenir en novembre 2018 dans les Landes, avec la presse nationale, pour dénoncer le braconnage à la matole, et alors même

qu'un projet d'arrêté du MTES prévoit d'autoriser le piégeage de trois fois plus d'alouettes par rapport à la saison précédente, elle souhaite connaître les pistes envisagées pour mettre un terme, dès l'automne 2018, à l'atteinte à l'état de conservation des alouettes et aux risques de braconnage induit par l'utilisation de la matole.

Réponse. – L'alouette des champs (*Alauda arvensis*) est un passereau emblématique du déclin des oiseaux communs en milieux agricoles. En France, comme en Europe occidentale, elle est victime de l'intensification des pratiques agricoles, des travaux du sol plus fréquents, d'une utilisation abondante de pesticides. Son déclin en France, lent mais régulier, s'est traduit par une perte de 20 % de ses effectifs en moins de 15 ans. L'espèce est classée dans la catégorie « quasi menacée » de l'Union internationale pour la conservation de la nature (liste rouge des espèces menacées en France). Dans ce contexte, se pratique une chasse traditionnelle aux pantès (filets) et matoles dans 4 départements du Sud-Ouest de la France : Gironde, Landes, Lot-et-Garonne et Pyrénées-Atlantiques. Le mode de chasse traditionnel des alouettes des champs aux pantès et matoles entre dans le cadre dérogatoire de la directive 2009/147/EC qui introduit pour les prélèvements, la notion de « petite quantité ». Celle-ci est définie comme au maximum 1 % de la mortalité annuelle de la population concernée. L'ensemble des installations de chasse aux alouettes étant distribué sur le quart Sud-Ouest de la France, cette disposition a nécessité de disposer d'estimations à la fois sur la mortalité des oiseaux ainsi que sur les effectifs susceptibles de transiter ou rejoindre la région Sud-Ouest. En 2015, une étude associant l'Office national de la chasse et de la faune sauvage et le Centre de recherche sur la biologie des populations d'oiseaux (Centre de recherches sur la biologie des populations d'oiseaux (CRBO) au Muséum national d'Histoire naturelle (MNHN) a permis de réactualiser les connaissances sur l'origine géographique des alouettes des champs, réévaluer le flux d'oiseaux empruntant la voie de migration atlantique, réévaluer certains traits démographiques tels que le taux de survie annuelle. Ses conclusions conduisent à considérer qu'un prélèvement de 390 000 oiseaux correspond à 1 % de la mortalité annuelle de la population concernée. Suite à cette étude, il a été décidé de ramener à 370 000 oiseaux le quota annuel autorisé par le ministre de la chasse, fixé jusqu'en 2015 à 430 000 oiseaux. Le Président de la République et le Gouvernement ont conduit ces derniers mois une grande réflexion sur la chasse dont les principales mesures ont été annoncées le 28 août 2018. L'objectif de cette réforme vise à moderniser l'organisation de la chasse, assurer la protection de la biodiversité et mieux prendre en compte le bien-être animal. Ainsi, une première mesure a été prise sur les chasses traditionnelles, le ministre ayant décidé de fixer les quotas de 2018 au niveau des prélèvements réalisés en 2017. En conséquence, pour ce qui concerne les chasses traditionnelles pratiquées dans les quatre départements du Sud-Ouest de la France précités, le quota de prélèvement des alouettes des champs est ainsi passé de 370 000 à 106 500 oiseaux.

691

Animaux

Capture des loups pour protection des éleveurs, pastoralisme et biodiversité

11784. – 28 août 2018. – M. Fabien Matras attire l'attention de M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire sur l'existence de solutions annexes à l'abattage des loups. Le 19 février 2018 le Gouvernement publiait le « Plan loup » visant à prendre en compte deux intérêts majeurs nécessaires à la préservation de la biodiversité : le soutien de l'activité pastorale indispensable sur nos territoires d'une part, et la préservation d'une espèce protégée dont le rôle dans la chaîne naturelle n'est plus à démontrer, d'autre part. Le pastoralisme est une filière essentielle dans la vie de nos terroirs à l'image du haut-Var et de la Provence. Pour autant ceux-ci connaissent de nombreuses attaques, cet état de fait mettant en péril l'équilibre entre la présence des hommes et celles du Loup. Le « Plan loup » a répondu à certaines attentes en mettant en place un volet pédagogique et économique caractérisé par le renforcement et le financement des mesures de défense des troupeaux qui deviennent aujourd'hui un prérequis à toute indemnisation ou action contre le loup. Le second volet priorise les tirs avec un droit de défense permanent des troupeaux et un plafond évolutif de tirs de prélèvements. A cet égard, il convient de constater les limites de la logique du tir de prélèvement et la nécessité, face à l'arrivée inéluctable de nouvelles lignées de loups (polonais, allemand) qui s'étendent à travers l'Europe, de mettre en œuvre des méthodes alternatives permettant d'agir à court, moyen et long terme. Dans un temps quasi immédiat et pour répondre à l'urgence, l'organisation de captures des loups à proximité des troupeaux ont démontré leur efficacité dans certains pays, comme les États unis d'Amérique ou le Canada. En effet, les loups capturés n'attaquent plus les troupeaux et une fois le retour de l'animal, les meutes fonctionnant par analogie comportementale, les attaques de leur part cessent. Cette pratique a également fait preuve de ses avantages à long terme permettant de faciliter le suivi scientifique, d'autant plus qu'elle serait une extension des méthodes actuellement employées pour l'estimation des populations lupines (modélisation de type capture, marquage et recapture). Le loup fait partie d'un écosystème à part entière et faciliter l'étude de sa prédation permettrait d'anticiper et d'adapter les modèles d'effarouchement existants, afin d'accroître leur efficacité. Jusqu'à présent les

freins à ce type de pratiques s'articulaient notamment autour du coût financier immédiat, mais aujourd'hui le poids de ces arguments est à réévaluer, d'autant que sur le long terme les bénéfices ne sont pas à négliger. Le travail pédagogique ne peut s'imposer qu'aux seuls éleveurs, le loup est un animal qui s'adapte et qui apprend, à cet égard il l'interroge sur la mise en place d'un modèle de capture-relâche du loup dans une optique « d'effarouchement pédagogique ».

Réponse. – L'extension du loup sur notre territoire, depuis son retour naturel en 1992, conduit à l'adaptation constante des mesures d'accompagnement des activités d'élevage ainsi que des modalités de gestion de la population de loups. Il est, en effet, nécessaire d'assurer l'adéquation entre état de la population de loups, capacité des territoires à supporter sa présence et maîtrise des engagements financiers. Le plan national d'actions « Loups et activités d'élevage » 2018-2023 a mis l'accent sur les mesures de protection des troupeaux et propose des expérimentations pour lutter contre la prédation. En revanche, il ne prévoit pas de piégeage de loup. Le piégeage physique d'un individu ne doit pas être confondu avec la modélisation de type « capture, marquage, recapture » dite « CMR » utilisée pour le suivi de la population des loups. Cette méthode repose sur un marquage génétique par identification individuelle grâce à l'analyse de l'ADN retrouvé dans les excréments, poils, urines, sang que les animaux ont laissés sur le terrain, ce qui ne nécessite pas de capturer physiquement les animaux. L'opération de capture de loup et la pose de colliers émetteurs sont en effet difficiles. L'office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS), qui a réalisé une opération de piégeage en 2006, a constaté le coût élevé en moyens et en effectifs humains (30 à 40 k€ pour la capture d'un loup et 400 nuits-homme, soit 12 millions d'euros pour équiper la population lupine française) et les contraintes administratives pour la manipulation des produits anesthésiants (mobilisation des vétérinaires). Néanmoins, dans l'objectif de rechercher des solutions alternatives efficaces, le plan a prévu plusieurs études concernant le pastoralisme, l'éthologie du loup dans le système agropastoral (mécanismes de prédation des foyers d'attaque), l'impact des tirs sur la prédation et la population de loup, l'impact du loup sur les écosystèmes (programme prédateur-proie), le coût des pertes indirectes lors des attaques, la cartographie de la vulnérabilité des territoires. En outre, une action est consacrée au développement d'expérimentations en vue de la mise en place de dispositifs innovants de protection et d'effarouchement. Ces projets feront l'objet d'un protocole approuvé par le conseil scientifique permanent du plan loup, en cours de constitution, et seront mis en œuvre prioritairement dans les cœurs de parcs et réserves naturelles où les tirs sont interdits.

692

Aménagement du territoire

Avenir du parc de la Poudrerie

12113. – 18 septembre 2018. – Mme Clémentine Autain interroge M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, sur l'avenir du parc de la Poudrerie. Lors d'une réunion qui s'est tenue au mois de juillet 2018, des représentants de l'État et un cabinet d'étude ont présenté diverses pistes et propositions concernant le réaménagement d'une partie du parc. L'État, toujours propriétaire des lieux, envisagerait de céder certains bâtiments historiques afin de créer, entre autres, un hôtel, une base de loisirs ou encore des logements. Cette décision, dictée uniquement par l'obsession de la rentabilité, va à l'encontre de la nature même du parc, véritable poumon vert. Imaginerait-on pareille situation à Paris, qui dispose de deux fois plus d'espaces verts qu'en Seine-Saint-Denis ? À l'heure où l'urgence climatique et la nécessité de préserver l'environnement et la biodiversité sonnent comme un impératif majeur pour des millions de Français, cette décision de l'État est anachronique et incompréhensible. Elle lui demande donc de dévoiler clairement et de façon transparente les intentions de l'État concernant le réaménagement du parc de la Poudrerie.

Réponse. – Le parc de la Poudrerie de Sevrans, qui s'étend sur les communes de Sevrans, Livry-Gargan, Villepinte et Vaujours dans le département de la Seine-Saint-Denis, est une ancienne poudrerie militaire qui est propriété de l'État. Il a fait l'objet d'un classement au titre des sites depuis 1994 et, depuis 2006, est classé en site Natura 2000. Ouvert au public, il connaît chaque année une grande fréquentation qui témoigne du succès de l'engagement du conseil départemental et des autres collectivités pour le faire vivre. Des échanges ont eu lieu en 2017 entre l'État et les collectivités locales afin de définir un cadre pérenne qui permette de mieux préserver son patrimoine et d'accueillir au mieux le public. À cet effet, un protocole relatif à la mise en œuvre du projet d'avenir du parc forestier de la Poudrerie a été signé le 21 décembre 2017 entre le conseil départemental de Seine-Saint-Denis, le conseil régional d'Île-de-France, l'établissement public territorial Terre d'envol et les communes de Livry-Gargan, Sevrans, Vaujours et Villepinte. Il définit les conditions d'une gestion de ce parc par les collectivités, l'État transférant à titre gracieux la gestion du site au conseil départemental. Il prévoit, également, des travaux notamment de rénovation du bâti et de dépollution des sols, travaux actuellement en cours et qui sont financés par l'État à hauteur de 2 108 000 €. Le conseil départemental a organisé, le 3 juillet 2018, une réunion pour présenter

une étude visant à proposer des pistes de mise en valeur du parc. Cette étude n'a pas été commanditée par l'État, mais par le conseil départemental dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'avenir élaboré par les collectivités territoriales concernées. Avec l'accord du ministère des armées, cette étude a inclus dans son périmètre les parcelles limitrophes du parc actuel qui appartiennent encore à ce ministère. En effet, celui-ci n'ayant plus l'utilité de ces parcelles et de leurs bâtiments, prévoit de les céder. L'objectif poursuivi par l'État est donc de favoriser autant que possible une reprise de ces emprises par les collectivités territoriales impliquées dans le projet d'avenir du parc. Ce n'est qu'à défaut de cession aux collectivités désormais en charge de la gestion du parc de la Poudrerie que ces emprises seraient mises en vente, comme cela a toujours été indiqué aux élus concernés. En tout état de cause, l'État reste pleinement mobilisé aux côtés du conseil départemental et des autres collectivités concernées pour préserver et valoriser le parc de la Poudrerie.

Pollution

Rapport du 11 septembre 2018 de la CCE sur la pollution de l'air

12252. – 18 septembre 2018. – M. Hubert Julien-Laferrrière interroge M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, sur les suites qu'il entend donner au rapport édifant publié mardi 11 septembre 2018 par la Cour des comptes européenne (CCE) consacré à la pollution de l'air. La pollution de l'air est responsable chaque année de 400 000 morts prématurées dans l'Union européenne et de centaines de milliards d'euros de coûts de santé. Pourtant, la directive de 2008 sur la qualité de l'air sur laquelle s'appuient les politiques européennes en la matière n'a jamais été mise à jour. Les normes sur lesquelles la directive se fonde ne prennent pas en compte les données existantes depuis plus de 15 ans. Le rapport de la CCE publié le 11 septembre 2018 est sans appel : certaines normes de la directive de 2008 sont aujourd'hui « très peu exigeantes » au regard de l'évolution des connaissances de la pollution de l'air, et surtout beaucoup plus faibles que les lignes directrices de l'OMS. Les seuils limites de la directive de 2008 sont jusqu'à 6 fois inférieurs aux seuils de l'OMS, c'est le cas par exemple pour la limite d'exposition quotidienne en dioxyde de soufre. (Limite à 125 µg/m³ pour l'UE, 20 µg/m³ pour l'OMS) Le rapport fait état, dans le même temps, de niveaux de pollution « sous-estimés » par les États européens, les taux de gaz réglementés n'étant pas toujours surveillés au bon endroit. À l'heure où la transition écologique et la lutte contre la pollution doivent plus que jamais être au cœur des préoccupations, la France a été renvoyée devant le Cour de justice de l'Union européenne pour non-respect de normes de NO₂ ou de PM₁₀. Pourtant, plusieurs années seront encore nécessaires avant que la saisine de la CJUE par la Commission n'aboutisse à d'éventuelles sanctions financières. Déjà il aura fallu entre six et huit ans pour que Bruxelles passe de l'étape de l'avertissement à la saisine de la CJUE, années pendant lesquelles les États membres continuent à violer fréquemment les normes de la qualité de l'air, alors même que ces normes sont insuffisantes. Il y a urgence à protéger à la fois la planète et la santé des européens. Comme le préconise le rapport, une « ambitieuse mise à jour » de la directive de 2008 doit être mise en œuvre en y ajustant les seuils aux données scientifiques et médicales actuelles. Il souhaite savoir quelles seront les suites que la France entend donner au rapport de la CCE et connaître comment il entend œuvrer pour que la France se plie aux normes européennes et entreprenne un dialogue avec l'Union européenne pour mettre à jour la directive de 2008. – **Question signalée.**

Réponse. – Depuis ces 20 dernières années, des progrès importants ont déjà été faits en faveur de la qualité de l'air : par exemple, les émissions d'oxydes d'azote (NO_x) et de particules fines (PM₁₀) ont été divisées par deux depuis 2000, et les concentrations moyennes annuelles de ces polluants ont baissé de l'ordre de 20 à 30 % sur la même période. Toutefois, la qualité de l'air reste un enjeu majeur de santé publique. Dans sa dernière estimation publiée le 21 juin 2016, l'agence nationale de santé publique estime que la pollution atmosphérique est responsable en France de 48 000 décès par an. Il reste plusieurs zones dans lesquelles les valeurs limites réglementaires ne sont pas respectées. La France est ainsi en situation de contentieux européen pour le dioxyde d'azote et de précontentieux pour les PM₁₀. La décision du Conseil d'État du 12 juillet 2017 enjoint par ailleurs de prendre toutes les mesures nécessaires pour repasser sous les seuils sanitaires dans les délais les plus courts possibles en tous points du territoire. Il n'y a plus de solution univoque pour réduire la pollution : il faut agir dans tous les secteurs, en conjuguant les efforts des instances européennes, de l'État, des collectivités territoriales, des citoyens et des acteurs économiques, pour garantir à chacun le droit de respirer un air qui ne nuise pas à sa santé. De nombreuses mesures sont régulièrement prises au niveau national en faveur de la qualité de l'air : - la mutation du parc automobile est accélérée, en imposant le renouvellement des flottes publiques par des véhicules peu polluants, et en facilitant le déploiement de bornes de recharge pour les véhicules électriques et hybrides avec un objectif de 7 millions de points de recharge d'ici à 2030 sur le territoire ; - les entreprises ayant plus de 100 salariés sur un même site couvert par un plan de déplacements urbains doivent élaborer un plan de mobilité depuis le 1^{er} janvier 2018 ; - la prime de conversion des véhicules a été renforcée et élargie. Depuis le 1^{er} janvier 2018, cette aide a été sollicitée

pour plus de 300 000 véhicules ; - le suramortissement pour les poids lourds roulant au gaz naturel a été prolongé jusqu'à fin 2019 ; - une enveloppe de 10 M€ a été mobilisée sur le fonds de financement de la transition énergétique pour financer des investissements permettant de réduire les émissions polluantes d'origine agricole. L'appel à projets « Agr'air » financé par l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (10 M€ sur 5 ans) accompagne également des projets collectifs pilotes afin de réduire les émissions de polluants dans les exploitations agricoles ; - les collectivités territoriales peuvent créer des zones à faibles émissions et octroyer des tarifs de stationnement préférentiels pour les véhicules les moins polluants, grâce aux « certificats qualité de l'air ». Le service de délivrance des certificats qualité de l'air est ouvert depuis le 1^{er} juillet 2016. Plus de 12 millions de certificats ont déjà été délivrés. - en complément du crédit d'impôt transition énergétique, l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) a mis en place des aides permettant aux collectivités de subventionner les particuliers souhaitant renouveler leurs appareils de chauffage au bois par des appareils plus performants ; - une meilleure prise en compte de la qualité de l'air est prévue dans les documents de planification : les plans climat-énergie-territoriaux (PCET) comportent désormais des mesures relatives à la qualité de l'air en devenant ainsi des plans climat-air-énergie-territoriaux (PCAET) qui concerneront d'ici 2019 tous les Établissements publics de coopération intercommunale de plus de 20 000 habitants ; - le plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques (PREPA) a été adopté le 10 mai 2017 après une large concertation des parties prenantes et du public. Il prévoit des mesures de réduction des émissions dans tous les secteurs, ainsi que des mesures de contrôle et de soutien des actions mises en œuvre. Il prévoit également des actions d'amélioration des connaissances, de mobilisation des territoires et de financement. De plus, conformément à la décision du Conseil d'État du 12 juillet 2017, des « feuilles de route » pour parvenir à une amélioration rapide et notable de la qualité de l'air ont été élaborées dans l'ensemble des territoires français présentant des dépassements des normes de qualité de l'air. Ces feuilles de route amplifient les dynamiques déjà localement engagées en faveur de la qualité de l'air que ce soit dans le cadre des plans de protection de l'atmosphère ou de politiques propres des collectivités. Opérationnelles et multi-partenariales, elles définissent des actions concrètes de court terme permettant d'aller plus loin et plus vite, en renforçant les moyens mobilisés en faveur de la qualité de l'air. Le fonds « air-mobilité » mis en place par l'ADEME et doté de 140 M€ sur la période 2018 2020, permettra notamment d'accompagner la mise en œuvre de ces feuilles de route, à hauteur de 2 M€ pour chaque territoire concerné, et 3 M€ pour les territoires concernés par le dépassement des normes pour les particules fines. L'ensemble de ces actions renforce l'efficacité des plans de protection de l'atmosphère (PPA) adoptés par les préfets après concertation avec les acteurs locaux dans les zones les plus polluées, et qui sont régulièrement révisés. Le nouveau PPA d'Île-de-France a été approuvé en janvier 2018, l'enquête publique du projet de PPA de la Vallée de l'Arve va prochainement être lancée et la révision des PPA de la région PACA a été annoncée. Ces derniers mois, des mesures renforcées ont été prises ou annoncées : - le plan de rénovation énergétique des bâtiments a été adopté le 26 avril 2018. Il prévoit notamment, pour la rénovation du parc tertiaire public, de mobiliser le grand plan d'investissement à hauteur de 1 Mds€ supplémentaire pour la rénovation des cités administratives, et 3 Mds€ pour les projets de rénovation des collectivités, le déploiement d'aides à l'ingénierie, l'encouragement des contrats de performance énergétique, ou le soutien à la massification. Une campagne nationale de communication, avec la nouvelle marque commune « Faire », a débuté le 10 septembre 2018 ; - le projet de loi de finances pour 2019 prolonge le crédit d'impôt transition énergétique (CITE), qui a été recentré sur les gestes les plus efficaces, afin de faciliter le financement des travaux de rénovation, en particulier pour les ménages à faibles revenus ; - les objectifs du dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE) ont été quasiment doublés pour la période 2018 2020 par rapport à la période 2015 2017 ; - dans le secteur industriel, la France soutient activement l'adoption des textes relatifs aux meilleures techniques disponibles, qui se traduisent par des baisses régulières des émissions ; - le projet de loi de finances pour 2019 crée un dispositif de suramortissement destiné à soutenir les investissements des armateurs dans des navires à énergies propres ; - le Gouvernement a présenté le 14 septembre 2018 son « plan vélo et mobilités actives » qui prévoit notamment, en complément de la dotation de soutien à l'investissement local qui peut soutenir les projets des collectivités de mobilités alternatives à la voiture individuelle, la création d'un fonds national « mobilité actives », d'un montant de 350 M€, visant à soutenir, accélérer et amplifier les projets de création d'axes cyclables structurants dans les collectivités ; - le 8 octobre 2018, 15 villes et métropoles se sont engagées à déployer ou à renforcer une zone à faibles émissions sur leur territoire d'ici fin 2020. L'État s'est engagé à apporter son soutien aux territoires dans le cadre de leurs travaux préparatoires et à mettre en place les mesures réglementaires nécessaires pour permettre un développement et un fonctionnement efficaces des zones ; - le 14 novembre 2018, le Premier ministre a annoncé le doublement de la prime à la conversion pour les 20 % des ménages les plus modestes et pour les actifs non imposables qui roulent plus de 60 km par jour pour aller au travail ; - la loi d'orientation des mobilités, adoptée en conseil des ministres le 26 novembre 2018, apportera par ailleurs de nouveaux outils aux collectivités pour faciliter

le développement des nouvelles mobilités, comme le covoiturage domicile-travail. Elle permettra par exemple à tous les employeurs privés et publics de contribuer aux frais de déplacement domicile-travail à vélo ou en covoiturage de leurs salariés sur une base forfaitaire jusqu'à 400 €/an en franchise d'impôt et de cotisations sociales. Cette contribution, appelée « Forfait mobilité durable » remplacera l'indemnité kilométrique vélo mise en place jusqu'à ce jour mais qui n'avait pas bien fonctionné car trop complexe. Enfin, la politique d'amélioration de la qualité de l'air doit mobiliser tous les acteurs concernés chacun à son niveau de compétence. Cela nécessite un changement d'habitudes qui ne sera accepté que si les enjeux sont bien compris et qu'un accompagnement des acteurs est mis en place. C'est pourquoi, afin de sensibiliser toutes les parties prenantes, la 4e journée nationale de la qualité de l'air s'est tenue le 19 septembre 2018 afin de mettre en valeur les bonnes pratiques et les solutions pour améliorer la qualité de l'air, ainsi que les 4e assises nationales de l'air, organisées les 9 et 10 octobre 2018. Au niveau européen, les autorités françaises sont particulièrement attentives et veillent à l'ambition des textes qui ont un impact sur la qualité de l'air, par exemple ceux relatifs aux émissions des véhicules, aux meilleures techniques disponibles dans l'industrie ou encore à l'écoconception des produits destinés aux ménages. Par ailleurs, dans le cadre de la révision des directives 2004/107/CE et 2008/50/CE qui a été annoncée par la Commission européenne, les autorités françaises veilleront à ce que les nouvelles règles fixées au niveau européen contribuent à poursuivre l'amélioration de la qualité de l'air pour permettre à chacun de respirer un air qui ne nuise pas à sa santé.

Pollution

Pollution de l'air : suite au rapport de la CCE du 11 septembre 2017

12445. – 25 septembre 2018. – Mme Mireille Clapot interroge M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, sur les suites qu'il entend donner au rapport alarmant publié mardi 11 septembre 2018 par la Cour des comptes européenne (CCE) consacré à la pollution de l'air. En effet, dans l'Union européenne (UE), la pollution atmosphérique provoque, en moyenne, plus de 1 000 décès prématurés par jour, chiffre 10 fois supérieur à celui des morts par accident de la route. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) la considère d'ailleurs comme le principal facteur environnemental de risque pour la santé en Europe. Par ailleurs, en 2013, la Commission européenne a estimé que le coût externe sanitaire total de la pollution atmosphérique se situait entre 330 et 940 milliards d'euros par an. Pourtant, la plupart des États membres, dont la France, ne respectent toujours pas les normes de l'UE en la matière et n'agissent pas avec suffisamment d'efficacité pour améliorer la qualité de l'air, cela alors même que certaines normes de la directive de 2008 sont aujourd'hui très peu exigeantes, datant de près de 20 ans, et surtout beaucoup plus faibles que les lignes directrices de l'OMS. Les seuils limites de la directive de 2008 sont jusqu'à 6 fois inférieurs aux seuils de l'OMS, c'est le cas par exemple pour la limite d'exposition quotidienne en dioxyde de soufre (limite à 125 µg/m³ pour l'UE, 20 µg/m³ pour l'OMS.) Le rapport fait état, dans le même temps, de niveaux de pollution sous-estimés par les États européens. Ainsi, à l'heure où la transition écologique et la lutte contre la pollution doivent plus que jamais être au cœur des préoccupations, il y a urgence à protéger à la fois la planète et la santé des Européens et des Français. Comme le préconise le rapport, une ambitieuse mise à jour de la directive de 2008 doit être mise en œuvre en y ajustant les seuils aux données scientifiques et médicales actuelles. Elle lui demande donc de bien vouloir lui faire connaître quelles seront les suites que la France entend donner au rapport de la CCE, comment il entend faire appliquer les normes européennes et œuvrer pour que la France entreprenne un dialogue avec l'Union européenne afin de mettre à jour la directive de 2008.

Réponse. – Depuis ces 20 dernières années, des progrès importants ont déjà été faits en faveur de la qualité de l'air : par exemple, les émissions d'oxydes d'azote (NOx) et de particules fines (PM10) ont été divisées par deux depuis 2000, et les concentrations moyennes annuelles de ces polluants ont baissé de l'ordre de 20 à 30 % sur la même période. Toutefois, la qualité de l'air reste un enjeu majeur de santé publique. Dans sa dernière estimation publiée le 21 juin 2016, l'agence nationale de santé publique estime que la pollution atmosphérique est responsable en France de 48 000 décès par an. Il reste plusieurs zones dans lesquelles les valeurs limites réglementaires ne sont pas respectées. La France est ainsi en situation de contentieux européen pour le dioxyde d'azote et de précontentieux pour les PM10. La décision du Conseil d'État du 12 juillet 2017 enjoint par ailleurs de prendre toutes les mesures nécessaires pour repasser sous les seuils sanitaires dans les délais les plus courts possibles. Il n'y a plus de solution univoque pour réduire la pollution : il faut agir dans tous les secteurs, en conjuguant les efforts des instances européennes, de l'État, des collectivités territoriales, des citoyens et des acteurs économiques, pour garantir à chacun le droit de respirer un air qui ne nuise pas à sa santé. De nombreuses mesures sont régulièrement prises au niveau national en faveur de la qualité de l'air : - la mutation du parc automobile est accélérée, en imposant le renouvellement des flottes publiques par des véhicules peu polluants, et en facilitant le déploiement de bornes de

recharge pour les véhicules électriques et hybrides avec un objectif de 7 millions de points de recharge d'ici à 2030 sur le territoire ; - les entreprises ayant plus de 100 salariés sur un même site couvert par un plan de déplacements urbains doivent élaborer un plan de mobilité depuis le 1^{er} janvier 2018 ; - la prime de conversion des véhicules a été renforcée et élargie. Depuis le 1^{er} janvier 2018, cette aide a été sollicitée pour plus de 300 000 véhicules ; - le suramortissement pour les poids lourds roulant au gaz naturel a été prolongé jusqu'à fin 2019 ; - une enveloppe de 10 M€ a été mobilisée sur le fonds de financement de la transition énergétique pour financer des investissements permettant de réduire les émissions polluantes d'origine agricole. L'appel à projets « Agr'Air » financé par l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) (10 M€ sur 5 ans) accompagne également des projets collectifs pilotes afin de réduire les émissions de polluants dans les exploitations agricoles ; - les collectivités territoriales peuvent créer des zones à faibles émissions et octroyer des tarifs de stationnement préférentiels pour les véhicules les moins polluants, grâce aux « certificats qualité de l'air ». Le service de délivrance des certificats qualité de l'air est ouvert depuis le 1^{er} juillet 2016. Plus de 12 millions de certificats ont déjà été délivrés ; - en complément du crédit d'impôt transition énergétique (CITE), l'Ademe a mis en place des aides permettant aux collectivités de subventionner les particuliers souhaitant renouveler leurs appareils de chauffage au bois par des appareils plus performants ; - une meilleure prise en compte de la qualité de l'air est prévue dans les documents de planification : les plans climat-énergie-territoriaux (PCET) comportent désormais des mesures relatives à la qualité de l'air en devenant ainsi des plans climat-air-énergie-territoriaux (PCAET) qui concerneront d'ici 2019 tous les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 20 000 habitants ; - le plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques (PREPA) a été adopté le 10 mai 2017 après une large concertation des parties prenantes et du public. Il prévoit des mesures de réduction des émissions dans tous les secteurs, ainsi que des mesures de contrôle et de soutien des actions mises en œuvre. De plus, conformément à la décision du Conseil d'État du 12 juillet 2017, des « feuilles de route » pour parvenir à une amélioration rapide et notable de la qualité de l'air ont été élaborées dans l'ensemble des territoires français présentant des dépassements des normes de qualité de l'air. Ces feuilles de route amplifient les dynamiques déjà localement engagées en faveur de la qualité de l'air que ce soit dans le cadre des plans de protection de l'atmosphère (PPA) ou de politiques propres des collectivités. Opérationnelles et multi-partenariales, elles définissent des actions concrètes de court terme permettant d'aller plus loin et plus vite, en renforçant les moyens mobilisés en faveur de la qualité de l'air. Le fonds « air-mobilité » mis en place par l'Ademe et doté de 140 M€ sur la période 2018-2020, permettra notamment d'accompagner la mise en œuvre de ces feuilles de route, à hauteur de 2 M€ pour chaque territoire concerné, et 3 M€ pour les territoires concernés par le dépassement des normes pour les particules fines. L'ensemble de ces actions renforce l'efficacité des PPA adoptés par les préfets après concertation avec les acteurs locaux dans les zones les plus polluées, et qui sont régulièrement révisés. Le nouveau PPA d'Île-de-France a été approuvé en janvier 2018, l'enquête publique du projet de PPA de la Vallée de l'Arve va prochainement être lancée et la révision des PPA de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a été annoncée. Ces derniers mois, des mesures renforcées ont été prises ou annoncées : - le plan de rénovation énergétique des bâtiments a été adopté le 26 avril 2018. Il prévoit notamment, pour la rénovation du parc tertiaire public, de mobiliser le grand plan d'investissement à hauteur de 1 Mds€ supplémentaire pour la rénovation des cités administratives, et 3 Mds€ pour les projets de rénovation des collectivités, le déploiement d'aides à l'ingénierie, l'encouragement des contrats de performance énergétique, ou le soutien à la massification. Une campagne nationale de communication, avec la nouvelle marque commune « Faire », a débuté le 10 septembre 2018 ; - le projet de loi de finances pour 2019 prolonge le CITE, qui a été recentré sur les gestes les plus efficaces, afin de faciliter le financement des travaux de rénovation, en particulier pour les ménages à faibles revenus ; - les objectifs du dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE) ont été quasiment doublés pour la période 2018-2020 par rapport à la période 2015-2017 ; - dans le secteur industriel, la France soutient activement l'adoption des textes relatifs aux meilleures techniques disponibles, qui se traduisent par des baisses régulières des émissions ; - le projet de loi de finances pour 2019 crée un dispositif de suramortissement destiné à soutenir les investissements des armateurs dans des navires à énergies propres ; - le Gouvernement a présenté le 14 septembre 2018 son « plan vélo et mobilités actives » qui prévoit notamment, en complément de la dotation de soutien à l'investissement local qui peut soutenir les projets des collectivités de mobilités alternatives à la voiture individuelle, la création d'un fonds national « mobilité actives », d'un montant de 350 M€, visant à soutenir, accélérer et amplifier les projets de création d'axes cyclables structurants dans les collectivités ; - le 8 octobre 2018, 15 villes et métropoles se sont engagées à déployer ou à renforcer une zone à faibles émissions sur leur territoire d'ici fin 2020. L'État s'est engagé à apporter son soutien aux territoires dans le cadre de leurs travaux préparatoires et à mettre en place les mesures réglementaires nécessaires pour permettre un développement et un fonctionnement efficaces des zones ; - le 14 novembre 2018, le Premier ministre a annoncé le doublement de la prime à la conversion pour les 20 % des ménages les plus modestes et pour les actifs non imposables qui roulent plus de 60 km par jour pour aller au travail ; - la loi

d'orientation des mobilités, adoptée en Conseil des ministres le 26 novembre 2018, apportera par ailleurs de nouveaux outils aux collectivités pour faciliter le développement des nouvelles mobilités, comme le covoiturage domicile-travail. Elle permettra par exemple à tous les employeurs privés et publics de contribuer aux frais de déplacement domicile-travail à vélo ou en covoiturage de leurs salariés sur une base forfaitaire jusqu'à 400 €/an en franchise d'impôt et de cotisations sociales. Cette contribution, appelée « forfait mobilité durable » remplacera l'indemnité kilométrique vélo mise en place jusqu'à ce jour mais qui n'avait pas bien fonctionné car trop complexe. Enfin, la politique d'amélioration de la qualité de l'air doit mobiliser tous les acteurs concernés chacun à son niveau de compétence. Cela nécessite un changement d'habitudes qui ne sera accepté que si les enjeux sont bien compris et qu'un accompagnement des acteurs est mis en place. C'est pourquoi, afin de sensibiliser toutes les parties prenantes, la 4^e journée nationale de la qualité de l'air s'est tenue le 19 septembre 2018 afin de mettre en valeur les bonnes pratiques et les solutions pour améliorer la qualité de l'air, ainsi que les 4^e assises nationales de l'air, organisées les 9 et 10 octobre 2018. Au niveau européen, les autorités françaises sont particulièrement attentives et veillent à l'ambition des textes qui ont un impact sur la qualité de l'air, par exemple ceux relatifs aux émissions des véhicules, aux meilleures techniques disponibles dans l'industrie ou encore à l'écoconception des produits destinés aux ménages. Par ailleurs, dans le cadre de la révision des directives 2004/107/CE et 2008/50/CE qui a été annoncée par la Commission européenne, les autorités françaises veilleront à ce que les nouvelles règles fixées au niveau européen contribuent à poursuivre l'amélioration de la qualité de l'air pour permettre à chacun de respirer un air qui ne nuise pas à sa santé.

Environnement

« Permis d'expérimenter » et obligations énergétiques et environnementales

13067. – 9 octobre 2018. – **M. Hubert Wulfranc*** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire**, sur le projet d'ordonnance « visant à favoriser l'innovation technique et architecturale » découlant de l'article 49 de la loi pour un État au service d'une société de confiance dans le domaine des normes de performance énergétique et environnementale. Cette ordonnance en cours d'élaboration est chargée d'établir le contour du « permis d'expérimenter » qui permettra aux maîtres d'ouvrage de proposer des projets de constructions contenant des solutions d'effet équivalent aux dispositions constructives applicables. Les maîtres d'ouvrage usant de ce dispositif seraient tenus d'apporter la preuve de l'atteinte de résultats équivalents aux dispositions constructives auxquelles ils dérogeraient. Missionné par le Gouvernement pour identifier les normes pouvant faire l'objet du droit à dérogation dans le cadre du permis d'expérimenter, le Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique (CSCEE) a constitué plusieurs groupes de travail sous l'autorité de la direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages relevant du ministère de la transition écologique et solidaire. Le groupe de travail dédié à la performance énergétique et environnementale a rendu à l'unanimité un avis indiquant que les normes relatives à la performance énergétique étant d'ores et déjà libellées sous forme d'obligation de résultats, aucune norme en la matière n'est susceptible de faire l'objet du « permis de faire », dénomination antérieure du « permis d'expérimenter ». Or, à l'occasion de la réunion de synthèse des différents groupes de travail qui s'est tenue le 12 juin 2018, l'Union sociale pour l'habitat a demandé par écrit à la DHUP, de bien vouloir intégrer les articles L. 111-9 et L. 111-10 du code de la construction et de l'habitation au dispositif du « permis de faire » contredisant ainsi les conclusions du groupe de travail performance énergétique et environnementale. La législation prévoyant des obligations de résultats, et non de moyens, en termes de respect d'objectifs de performance énergétique et environnementale, la position de l'USH ne peut s'analyser que comme une volonté de réduire ses exigences. En effet, les maîtres d'ouvrage disposent déjà de toutes facultés en termes de solutions techniques pour atteindre les objectifs normatifs assignés. Cette demande de l'USH, conséquence vraisemblable de la réduction des fonds propres des bailleurs sociaux liée à la baisse des allocations personnalisées au logement, serait synonyme, si elle aboutissait, d'un moins disant qualitatif sur le patrimoine locatif social. Une fois la brèche ouverte, les acteurs de l'habitat privé s'engouffreraient dans celle-ci pour proposer des logements de moindre qualité énergétique et environnementale. En outre, si la législation prévoit la délivrance d'une attestation d'effet équivalent, celle-ci pourrait être délivrée par un détenteur d'un certificat de qualification en matière de maîtrise d'œuvre dans le domaine considéré, rémunéré par le maître d'ouvrage, et non pas par les services de l'État pour ce qui relève dispositions tenant à la performance énergétique. Cette faculté laisse planer davantage encore un doute sur le respect des objectifs de performance énergétique et environnementale sur l'ensemble des projets de constructions. Par conséquent, il lui demande quelles dispositions entend prendre le Gouvernement pour assurer un haut niveau d'exigence énergétique et environnementale pour l'ensemble des projets de constructions, y compris ceux relevant du dispositif « permis d'expérimenter ».

*Logement**Ordonnance relative au « permis de faire »*

13536. – 23 octobre 2018. – M. Olivier Marleix* attire l'attention de M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, sur les dérives relatives au « permis de faire » dont l'élaboration en cours fait suite à l'adoption de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance (dite loi ESSOC). Le « permis de faire » prévu à l'article 49 de la loi ESSOC permet en effet de déroger à certaines règles de construction sous réserve que le maître d'ouvrage apporte la preuve qu'il parvient, par les moyens qu'il entend mettre en œuvre, à des résultats équivalents à ceux découlant de l'application des règles auxquelles il a dérogé et que ces moyens présentent un caractère innovant. Cependant, certains intervenants et donneurs d'ordres tentent de profiter de la rédaction de l'ordonnance relative au « permis de faire » pour s'exonérer des dispositions de la loi ESSOC, en particulier s'agissant des obligations d'atteindre des résultats équivalents. Ainsi, l'union sociale pour l'habitat (USH) a écrit à la direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (DHUP) pour indiquer qu'elle tenait à ce que les articles L. 111-9 et L. 111-10 du code de la construction et de l'habitat (CCH) puisse faire l'objet du « permis de faire » contredisant pourtant les conclusions du groupe de travail « performance énergétiques et environnementales » qui considérait que « les normes relatives à la performance énergétique étant d'ores et déjà libellés sous forme d'obligation de résultats, aucune norme en la matière ne serait susceptible de faire l'objet du permis de faire ; ». Aussi, une telle position revient à œuvrer en faveur de la dégradation de la performance énergétique des logements sociaux et à accentuer drastiquement la précarité énergétique contre laquelle lutte précisément le Gouvernement. C'est pourquoi il souhaite connaître les dispositions que le ministre compte prendre pour empêcher une telle dérive. Le logement social ne peut être synonyme de passoire thermique, au risque, notamment, d'augmenter la fracture énergétique des plus démunis et de contredire les engagements de la France en matière de transition énergétique.

Réponse. – L'article 49 de la n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance (dite « ESSOC ») autorise le Gouvernement à prendre deux ordonnances afin de faciliter l'innovation technique et architecturale. La première ordonnance publiée le 30 octobre 2018 vise à faciliter la réalisation de projets de construction et à favoriser l'innovation. Elle vient cadrer les modalités selon lesquelles les maîtres d'ouvrage peuvent réaliser des projets de construction en mettant en œuvre des solutions d'effet équivalent aux dispositions constructives applicables à l'opération. Ces solutions ne seront autorisées que sous réserve d'apporter la preuve de l'atteinte de résultats équivalents aux dispositions constructives auxquelles il est dérogé. Cette ordonnance est prise dans l'attente d'une seconde ordonnance qui a pour objectif de réécrire le code de la construction et de l'habitation selon une logique de résultats et dont l'entrée en vigueur est prévue d'ici 15 mois. Les solutions d'effet équivalent ne peuvent en aucun cas aboutir à une baisse de la performance que l'application de la réglementation en vigueur permet d'atteindre et ce, quel que soit le domaine ciblé. Les opérations s'inscrivant dans la démarche de l'ordonnance I ne subiront aucunement une dégradation de leur performance énergétique. Il en est de même pour les autres dispositions constructives entrant dans le champ d'application de cette ordonnance. Il semble nécessaire de rappeler qu'au cours de la concertation menée avec les acteurs en lien avec le conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique (CSCEE), un groupe de travail fut spécifiquement dédié à la question de la performance énergétique et environnementale des bâtiments. Il a été convenu dans ce groupe de travail d'exclure du champ de l'ordonnance les domaines suivants : la réglementation thermique par élément pour les bâtiments existants, les objectifs de résultats de la réglementation thermique pour les bâtiments neufs (besoin bioclimatique - Bbio, la consommation d'énergie primaire - Cep et la température intérieure conventionnelle - Tic) et les dispositifs d'attestation du respect de la réglementation. Il sera précisé dans le décret d'application que les exigences de résultats déjà inscrites dans la réglementation thermique pour les bâtiments neufs ne pourront pas faire l'objet de solution d'effet équivalent. Ce même groupe de travail du CSCEE a établi la pertinence de conserver la thématique de la thermique du bâtiment dans le champ de l'ordonnance, compte tenu d'exigences de moyens qu'elle contient : exigence de 1/6 de parois vitrées, dont l'objectif sous-jacent correspond à des apports solaires minimaux ; exigence de chauffage qui peut être superflue pour un bâtiment dont la conception bioclimatique est particulièrement poussée (bâtiment passif) ; éventuelle dérogation à des éléments du moteur de calcul si ces derniers s'avèrent insuffisants pour évaluer le réel potentiel du bâtiment. Le groupe de travail a également insisté sur la nécessité de respecter les directives européennes et tous les objectifs de résultats visant à maximiser la sobriété des bâtiments, limiter des consommations en énergie primaire, assurer le confort d'été et la perméabilité à l'air des bâtiments. Enfin, il a été rappelé que la non-performance énergétique pouvait être un motif d'impropriété à destination (engageant la garantie décennale), ce qui représente une sécurité quant au maintien de la qualité de conception énergétique des bâtiments. Le contrôle prévu par l'ordonnance I est multiple et renforcé par rapport au droit commun. Le premier contrôle a lieu avant la demande d'autorisation d'urbanisme par un

organisme indépendant du projet qui vérifie l'équivalence de résultat atteint par la solution proposée. Selon la thématique sur laquelle porte la solution d'effet équivalent, cet organisme peut être : un contrôleur technique agréé, le centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB), le centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema) ou un bureau d'étude qualifié par un organisme agréé par le comité français d'accréditation (COFRAC). Ainsi, la compétence de l'organisme délivrant l'attestation est assurée. Tout au long des travaux, un contrôleur technique s'assure de la bonne mise en œuvre de la solution et en atteste auprès de l'autorité compétente à l'achèvement des travaux. Le projet reste par ailleurs soumis au contrôle régalien des règles de construction (CRC). Tout ce processus est de plus sécurisé par les régimes d'assurances des acteurs ainsi que par le respect de l'indépendance des entités de contrôle vis-à-vis du projet. Pour toutes ces raisons, les acteurs qui se sont montrés inquiets à l'idée d'une baisse de la qualité énergétique des bâtiments peuvent être rassurés.

Aménagement du territoire

Réflexion stratégique de l'État sur le CEREMA

13431. – 23 octobre 2018. – M. Jean-Christophe Lagarde interroge M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, sur l'avenir du centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA). En effet, le Gouvernement met régulièrement en avant le CEREMA afin de répondre aux besoins d'ingénierie et d'expertise des collectivités territoriales. D'ailleurs, suite à l'accident de Gênes, qui a coûté la vie à 43 personnes, la ministre chargée des transports a précisé dans sa communication : « concernant les routes départementales et communales, les collectivités sont en charge de leur entretien. Cependant, l'État apporte son soutien technique aux collectivités à travers l'expertise et l'ingénierie du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement ». Pourtant, le discours du Gouvernement apparaît en contradiction avec la politique réellement menée. Dans la réalité, le CEREMA voit ses moyens et ses effectifs réduire comme une peau de chagrin et dans ces conditions son expertise et sa pérennité mises en péril. Aussi, il l'interroge sur la réflexion stratégique du Gouvernement à l'égard de cet établissement et lui demande si les moyens qui lui sont alloués seront rapidement augmentés.

Réponse. – Le centre d'études et d'expertise pour les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema) a été créé en 2014 par le regroupement de onze services techniques. Ce regroupement vise à favoriser les synergies entre les métiers et la mutualisation des expertises avec l'objectif de constituer un centre de ressources partagé entre l'État et les collectivités territoriales. Le Cerema a ainsi vocation à devenir un acteur majeur de la mise en œuvre de la transition écologique et solidaire dans les territoires. Concernant ses moyens, le Cerema est appelé en tant qu'opérateur de l'État à contribuer à l'effort de réduction des dépenses publiques, qui constitue l'une des priorités de la loi de finances pour 2019 et de la programmation budgétaire pluriannuelle. Il est en outre partie prenante de la démarche de transformation de l'action publique « Action publique 2022 » engagée par le Gouvernement. Dans ces conditions, l'allocation des moyens budgétaires et humains au Cerema depuis sa création en 2014 a été fixée globalement en conformité avec les évolutions générales enregistrées dans les services de l'État et ses opérateurs. Une grande attention a été portée pour 2018, comme depuis sa création, au niveau des moyens qui sont alloués au Cerema pour l'exécution de ses missions. À cet égard, son budget 2018 présente plusieurs indicateurs positifs : la subvention dont il bénéficie est en quasi stabilité par rapport à l'exercice 2017 (soit - 0,6 %), le compte de résultat est bénéficiaire, et les charges de fonctionnement sont prévues également en stabilité au regard de 2017 (soit + 0,2 %). En outre, l'effort qui a été fait en faveur de l'investissement depuis la création de l'établissement se poursuit en 2018, avec un montant dédié de 5,5 M€. Les moyens alloués au Cerema sont ainsi dimensionnés de façon à lui permettre d'accomplir ses missions et à préparer l'avenir, ceci alors même qu'il participe, comme l'ensemble de tous les opérateurs, à la mise en œuvre du projet de redressement des finances publiques. Parmi ces missions, le Cerema constitue un outil technique essentiel venant en appui aux collectivités territoriales en termes d'ingénierie et d'expertise, non seulement dans le domaine des infrastructures routières mais aussi dans l'ensemble des composantes techniques des projets territoriaux portés par les collectivités. C'est à ce titre que les orientations soutenues par le Gouvernement privilégient une relation partenariale entre la future Agence nationale de cohésion des territoires et le Cerema, fondée sur un conventionnement pluriannuel entre les deux établissements. Ce positionnement confortera ainsi de façon pérenne l'activité du Cerema au service des territoires.

*Animaux**Prise en charge du coût destruction nids d'insectes dangereux, frelons et guêpes*

13437. – 23 octobre 2018. – M. André Chassaigne* attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les conditions de prise en charge du coût de destruction des nids d'insectes dangereux, en particulier les guêpes et frelons. Par leur dangerosité, les nids de guêpes ou de frelons doivent être détruits, qu'ils soient situés chez un particulier ou dans l'espace public. Ces deux espèces se sont en effet particulièrement développées. Les guêpes prolifèrent désormais en milieu urbain où elles se sont adaptées en devenant agressives, avec des nids atteignant parfois un mètre de diamètre. Les frelons sont aujourd'hui présents dans la quasi-totalité des départements français, s'attaquant aux vergers et abeilles, parfois même aux êtres humains. Dans le cas des guêpes, les pompiers n'interviennent plus hors de l'espace public et le propriétaire doit faire appel à une société privée spécialisée, avec parfois des tarifs opaques et des factures disproportionnées. En raison du coût, certains propriétaires procèdent eux-mêmes à la destruction du nid, malgré les très gros risques de piqûre ou de chute. Pourtant, même situé sur une propriété privée, le nid est dangereux pour l'espace public, surtout à proximité des établissements recevant du public ou en bordure de voirie. Il paraîtrait donc logique que la collectivité assume aussi dans ces cas le coût de cette destruction. Dans le cadre de la lutte contre le frelon asiatique (*vespa velutina*), espèce invasive et nuisible, l'article L. 411-8 du code de l'environnement permet seulement aux préfets d'ordonner des opérations de destruction des nids, y compris sur les propriétés privées. Dans ces conditions, il lui demande son avis sur la pertinence de faire prendre en charge par la collectivité le coût de destruction des nids d'insectes dangereux lorsque ceux-ci impactent la sécurité dans l'espace public ou pour lutter contre le frelon asiatique. Il l'interroge aussi sur la mise en œuvre d'une stratégie collective efficace contre le frelon asiatique, comme le demande le comité d'experts agricoles du Conseil national d'orientation de la politique sanitaire animale et végétale. – **Question ayant fait l'objet d'un changement d'attributaire.**

*Animaux**Prolifération du frelon asiatique en Île-de-France*

15161. – 18 décembre 2018. – M. Stéphane Testé* attire l'attention de M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, sur la prolifération du frelon asiatique sur le territoire national et plus particulièrement en Île-de-France. Depuis son introduction accidentelle sur le territoire national, en 2004, sa présence progresse de façon très importante. En région parisienne, 2 253 nids ont été recensés en 2018 contre 550 nids en 2017 et 31 nids en 2014, ce qui marque une très forte augmentation, sachant que ces chiffres semblent bien en deçà de la réalité. Il lui indique que cet insecte représente une menace à la fois pour les abeilles, mais pour l'ensemble de l'écosystème, la biodiversité et pour l'Homme (2 morts en France en 2018 suite à des piqûres de frelons asiatiques). Tous les autres insectes sont des proies pour ce prédateur, qui s'attaque également aux fruits des vergers. Le caractère invasif et nuisible du frelon asiatique a été confirmé par un arrêté ministériel. Cependant, cette classification n'oblige pas la destruction de nids. Ainsi, de nombreux nids de frelons asiatiques ne sont pas exterminés avant l'arrivée de l'hiver. Un manque qui peut amener leur prolifération l'année suivante. De plus, de nombreux citoyens peuvent parfois rester inactifs devant cette prolifération du fait de la charge financière que cela représente. Au-delà du coût, cette lutte est efficace uniquement si elle revêt un caractère collectif. Or il y a un manque énorme de communication, d'information et de coordination. Certaines communes ne sont pas informées à ce sujet et il n'y a pas d'actions coordonnées d'envergure menées contre le frelon asiatique. Il lui demande par conséquent quelles mesures d'urgence sont envisagées par le Gouvernement afin de renforcer les moyens dédiés à la lutte contre le frelon asiatique.

Réponse. – Les espèces exotiques proliférantes ayant un impact sanitaire au sens large (« santé » de l'environnement, santé des cultures et des élevages, santé humaine) sont susceptibles d'être réglementées par les ministères chargés de ces problématiques respectives (ministère de la transition écologique et solidaire, ministère de l'agriculture et de l'alimentation, ministère des solidarités et de la santé). Dans le cas du frelon asiatique, apparu accidentellement en Aquitaine en 2004 et ayant connu une expansion rapide, deux réglementations concourent à la lutte contre cette espèce. Au niveau européen, le frelon asiatique figure sur la liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union européenne (UE) qui a été adoptée au niveau communautaire le 13 juillet 2016 (règlement d'exécution (UE) 2016/1141), conformément aux dispositions du règlement (UE) n° 1143/2014 du 22 octobre 2014 du Parlement et du Conseil européen du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes). Au niveau national, la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages a complété le code de l'environnement pour intégrer les dispositions législatives permettant d'agir contre les espèces exotiques

envahissantes (articles L. 411-5 et suivants du code de l'environnement). L'article L. 411-6 de ce code indique qu'au regard d'intérêts de préservation du patrimoine biologique, des milieux naturels et des usages associés, sont interdits, l'introduction sur le territoire national, la détention, le transport, le colportage, l'utilisation, l'échange, la mise en vente, la vente ou l'achat de tout spécimen vivant d'espèces exotiques envahissantes (EEE), dont la liste est fixée par l'arrêté ministériel du 14 février 2018 signé par le ministère de l'agriculture et de l'alimentation et le ministère de la transition écologique et solidaire. Cette liste comprend le frelon asiatique. Les opérations de lutte sont définies par l'article L. 411-8 du Code de l'environnement : dès constat de la présence dans le milieu d'une espèce figurant dans les arrêtés ministériels, l'autorité administrative, c'est-à-dire le préfet de département désigné par le décret n° 2017-595, peut « procéder ou faire procéder (...) à la capture, au prélèvement, à la garde ou à la destruction de spécimens » d'EEE. Un arrêté préfectoral précisera les conditions de réalisation des opérations. Les préfets pourront notamment ordonner la destruction de nids sur des propriétés privées. Le financement des opérations de lutte (exigeant des moyens humains et techniques) contre le frelon n'est pas pris en charge par l'État, au regard du degré d'envahissement du territoire métropolitain par l'espèce. La destruction des nids reste à la charge des particuliers, et peuvent être le cas échéant pris en charge en tout ou partie par des financements locaux émanant de collectivités territoriales. Dans le cadre de la réglementation sur les dangers sanitaires mise en œuvre par le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, le frelon asiatique est classé au niveau national sur la liste des dangers sanitaires de deuxième catégorie pour l'abeille domestique *Apis mellifera* sur tout le territoire français (arrêté du 26 décembre 2012). Cela implique que l'élaboration et le déploiement d'une stratégie nationale de prévention, de surveillance et de lutte est de la responsabilité de la filière apicole, l'État pouvant apporter son appui sur le plan réglementaire [article L. 201-1 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM)] notamment en imposant des actions de lutte aux apiculteurs (article L. 201-4 du CRPM) pour favoriser la réussite de la stratégie. Au regard des dispositions de l'article L. 201-8 du CRPM, ces opérations, réalisées par les organismes à vocation sanitaire, sont à la charge des apiculteurs. Une note de service du 10 mai 2013, relative aux mesures de surveillance, de prévention et de lutte permettant de limiter l'impact du frelon asiatique sur les colonies d'abeilles domestiques sur le territoire national, a défini le rôle des différents partenaires et des services de l'État. Le a été partagé avec les membres du comité d'experts apicole du conseil national d'orientation de la politique sanitaire animale et végétale. Concernant les méthodes de lutte contre l'espèce, le constat a été fait qu'il n'y a actuellement aucune stratégie collective reconnue efficace. Afin d'y remédier, le ministère de l'agriculture et de l'alimentation a décidé de subventionner des actions de recherche visant à valider des méthodes de lutte sur le plan de leur efficacité et de leur innocuité sur l'environnement. Une fois que des méthodes auront été validées, une stratégie nationale pourra être mise en place et s'appuyer, si nécessaire, sur une base réglementaire en application de l'article L. 201-4 du CRPM. Dans l'attente, aucune mesure obligatoire ne peut être imposée. Concernant enfin la santé humaine, le frelon asiatique ne présente pas un danger supérieur par rapport à d'autres hyménoptères (frelon européen, guêpes, ...), de par son comportement ou la puissance de son venin. De fait, l'espèce n'est pas réglementée au titre des espèces nuisibles pour la santé humaine au niveau du ministère de la santé et des solidarités.

701

Catastrophes naturelles

Mise en œuvre des Accords de Paris

13698. – 30 octobre 2018. – Mme Sandrine Josso attire l'attention de M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, sur les inondations meurtrières ayant touché l'Aude dans la nuit du lundi 15 octobre 2018, et sur les inquiétudes grandissantes quant aux dérèglements climatiques. Les constats sont alarmants, et les prédictions climatiques ne sont guère apaisantes. Les rapports du GIEC prévoient une intensification des vagues de chaleur, des sécheresses agricoles continues, un accroissement des risques d'incendies et des zones concernées, ainsi que des pluies extrêmes. Au rythme d'émissions actuelles, le réchauffement climatique atteindra 1,5 °C entre 2030 et 2052. Faute de réaction et d'un engagement concret des pays signataires des Accords de Paris, il pourrait atteindre 3°C d'ici 2100. Elle l'interroge sur l'état des lieux de la mise en œuvre de l'Accord de Paris et du « plan climat » présenté en septembre 2017, et sur le rôle qu'entend jouer l'État français dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Réponse. – Le Groupe intergouvernemental d'experts sur le changement climatique (GIEC) a publié le 8 octobre dernier son rapport spécial sur « les impacts d'un réchauffement climatique global de 1,5°C par rapport à 2°C et les trajectoires d'émissions de gaz à effet de serre (GES) à suivre pour limiter le réchauffement à 1,5°C » dans le cadre plus général du développement durable et de l'éradication de la pauvreté. Les constats du GIEC sont sans équivoque : le climat mondial s'est déjà réchauffé d'un degré environ en moyenne par rapport à l'être pré-industrielle, mais il est encore possible de limiter cette hausse à 1,5° et de limiter les dégâts pour l'homme et son environnement que le rapport du GIEC décrit en détail : recrudescence et intensification des événements

climatiques extrêmes, hausse du niveau des mers, fonte des glaces, raréfaction des ressources en eau, diminution de la production agricole, accentuation des menaces sur la biodiversité terrestre et marine, atteintes à la santé, pertes économiques, accroissement de la pauvreté. Le rapport présente les différentes options possibles pour ne pas dépasser 1,5°C, qui nécessiteront des transformations radicales dans tous les secteurs de la société et dans le monde entier. La rapidité avec laquelle elles doivent être mises en œuvre est essentielle pour atteindre cet objectif. Après plusieurs années de stabilisation, les émissions mondiales sont reparties à la hausse ces deux dernières années. Il faut inverser cette tendance de toute urgence en renforçant l'action climatique dans tous les pays. L'Accord de Paris adopté en 2015 définit le cadre international de lutte contre les changements climatiques, et a été ratifié par 184 pays. Malgré le retrait annoncé des États-Unis, l'Accord bénéficie d'un fort soutien international et devrait être pleinement opérationnel une fois que ses règles d'application seront adoptées à la COP24 en décembre 2018. Toutefois, le rapport du GIEC souligne que les contributions communiquées par les États dans le cadre de l'accord sont à l'heure actuelle insuffisantes pour parvenir à limiter l'augmentation des températures à 2°C, et a fortiori 1,5°C. Ces contributions (sous l'hypothèse où elles seraient entièrement mises en œuvre) mises bout à bout ne conduisent qu'à un tiers des réductions des émissions de GES requises, conduisant à un réchauffement global moyen de 3-3,5°C. Dans le cadre du dialogue Talanoa, l'ensemble des pays sont ainsi invités à revoir leurs contributions d'ici 2020, et à produire une stratégie de long terme de développement bas carbone et résilient au changement climatique. L'Union européenne (UE) doit contribuer à cette dynamique collective. La France joue un rôle moteur pour que l'UE révise à la hausse l'ambition de sa contribution à l'Accord de Paris (qui est aujourd'hui de réduire d'au moins 40 % les émissions de GES en 2030 par rapport au niveau de 1990), et qu'elle adopte une stratégie de long terme à la hauteur des enjeux soulignés par le rapport 1,5°C du GIEC, en particulier en visant la neutralité carbone dans l'UE d'ici 2050. Avec l'Union Européenne, un important travail diplomatique est mis en œuvre pour inciter les autres États, et en particulier les grands émetteurs, à réviser leurs contributions et à accélérer leur mise en œuvre. Aussi, le One Planet Summit, organisé par le Président de la République avec le Secrétaire Général de l'ONU et la Banque Mondiale, continue à fédérer une variété d'acteurs (entreprises, états, régions, villes, philanthropies, détenteurs d'actifs financiers, banques de développement, etc.) autour de la redirection des flux financiers vers la transition écologique, ainsi qu'au renforcement de l'action sur la réduction des émissions de gaz à effet de serres et l'adaptation aux conséquences du changement climatique. La France doit également renforcer ses propres efforts. Le Gouvernement s'y est engagé dès juillet 2017 au travers d'un Plan climat qui renforce l'ambition de la France, en visant notamment l'atteinte de la neutralité carbone sur le territoire français en 2050. Un an après le lancement du Plan climat, de nombreuses avancées sont déjà constatées : - concernant les transports, le plan climat fixe un objectif de fin de vente de véhicules émetteurs de gaz à effet de serre en 2040. Les Assises de la mobilité, qui se sont tenues de septembre à décembre 2017, ont permis de préparer l'avenir de la mobilité en France. Les conclusions des Assises de la mobilité proposent plusieurs mesures à fort impact, visant à soutenir le développement des filières de véhicules électriques et de carburants alternatifs (aides à l'achat, mesures de développement des infrastructures de recharge) et à valoriser l'usage de ces véhicules au travers des mesures de restriction de la circulation. Les Assises ont également recommandé d'accompagner l'essor des modes partagés et les mobilités actives (notamment avec le Plan vélo). Concernant le transport de marchandises, le volet « fret » vise des réductions d'émissions ambitieuses au travers de différents leviers, dont un report modal plus prononcé. Le projet de loi sur l'orientation des mobilités, déposé en première lecture au Sénat le 26 novembre 2018, intègre ces recommandations ; - concernant les bâtiments, conformément au Plan climat, le plan rénovation énergétique des bâtiments présenté le 26 avril 2018 vise la fin des « passoires thermiques » en 10 ans avec 4 milliards d'euros dédiés à la rénovation énergétique. Ce dernier intègre plusieurs mesures phares telles que le lancement d'un fonds de garantie pour les ménages aux revenus modestes ou encore la fiabilisation des diagnostics de performance énergétique (DPE) ; - la transformation de nos systèmes agricoles et alimentaires est également engagée à la suite des États généraux de l'alimentation (EGA) menés du 20 juillet au 30 novembre 2017. Plusieurs recommandations qui en découlent, reprises dans la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous, sont directement favorables à l'atténuation des gaz à effet de serre comme : le soutien aux systèmes de production biologique, avec notamment la réglementation de la part minimale, à l'horizon 2022, de produits agricoles locaux ou sous signes de qualité (dont les produits issus de l'agriculture biologique) servis en restauration collective, la mise en place de diagnostics préalables à la démarche de lutte contre le gaspillage alimentaire (incluant l'approvisionnement durable) obligatoires pour l'ensemble des opérateurs de la restauration collective. - de même, la feuille de route sur l'économie circulaire, publiée le 23 avril 2018, contribue directement à la réduction des consommations de matières et d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre ; - le Plan climat a également ouvert la voie vers la fin du recours aux hydrocarbures en France. Plusieurs mesures phares pour sortir des énergies fossiles ont été mises en œuvre. En particulier, la loi

hydrocarbures a été adoptée en décembre 2017 (loi N°2017-1839 du 30 décembre 2017). Elle constitue une première étape importante vers la sortie des énergies fossiles, en interdisant tout nouveau permis d'exploration ou d'exploitation d'énergies fossiles et en asseyant l'objectif de fin des exploitations de production existantes en 2040. Au-delà de ces mesures phares, l'objectif de l'atteinte de la neutralité carbone à l'horizon 2050 est intégré dans la révision en cours de la stratégie nationale bas-carbone (SNBC), qui se fait de manière conjointe à la révision de la programmation pluriannuelle de l'énergie de la métropole. L'atteinte de la neutralité carbone à l'échelle nationale implique d'accentuer fortement la réduction des émissions de gaz à effet de serre. La SNBC décrira la feuille de route de la France pour y parvenir et se base sur un travail de scénarisation pour atteindre la neutralité carbone en 2050. Une très grande partie des politiques publiques dans les domaines de l'aménagement et de l'urbanisme, de la construction et du logement, des transports, de l'économie circulaire, de l'agriculture et de la sylviculture vont être réinterrogées par l'objectif de neutralité carbone. Un tel objectif implique en particulier de réduire fortement les consommations d'énergie dans tous les secteurs et de décarboner complètement d'ici 2050 l'énergie que nous consommons. La Programmation pluriannuelle de l'énergie, également en cours de révision et couvrant la période 2019-2028, reprendra ces objectifs et visera spécifiquement la réduction de consommation d'énergies fossiles. Elle entérinera en particulier la fermeture des centrales à charbon d'ici 2022. Le projet de SNBC a été publié en décembre 2018 et le projet de PPE sera publié prochainement. Ils feront l'objet d'une consultation du public. Si les actions de réduction des émissions de gaz à effet de serre sont incontournables pour limiter l'aggravation du changement climatique, ses effets se font déjà sentir sur le territoire national et vont s'amplifier. Inscrit dans le Plan climat, le deuxième plan national d'adaptation au changement climatique, qui sera bientôt publié, prévoit un ensemble de mesures pour préparer la France aux impacts que les émissions passées de gaz à effet de serre rendent désormais inéluctables.

Climat

Rapport du GIEC sur le réchauffement climatique

13704. – 30 octobre 2018. – M. Stéphane Testé interroge M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, sur les conclusions du dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur les changements climatiques (GIEC). Dans ses conclusions le GIEC précise que si les émissions de gaz à effet de serre, dues à l'activité humaine, continuent à ce rythme, en 2050 les températures moyennes sur la terre auront augmenté de 1,5°C, voire plus. Le rapport confirme que le réchauffement climatique s'accélère, ce qui entraîne des effets négatifs sur les populations humaines, les écosystèmes et la biodiversité (hausse des catastrophes naturelles, fonte des glaces, augmentation du niveau de la mer, dérèglement climatique, pénurie d'eau...). Selon le rapport, les efforts actuels des principaux pays émetteurs de CO₂ (Chine, Inde, États-Unis d'Amérique, Union européenne) sont insuffisants, tant au niveau politique que financier. Il lui rappelle que l'urgence climatique doit être une priorité et lui demande quelles initiatives le Gouvernement entend prendre au niveau national et international.

Réponse. – Le Groupe intergouvernemental d'experts sur le changement climatique (GIEC) a publié le 8 octobre dernier son rapport spécial sur « les impacts d'un réchauffement climatique global de 1,5°C par rapport à 2°C et les trajectoires d'émissions de gaz à effet de serre (GES) à suivre pour limiter le réchauffement à 1,5°C » dans le cadre plus général du développement durable et de l'éradication de la pauvreté. Les constats du GIEC sont sans équivoque : le climat mondial s'est déjà réchauffé d'un degré environ en moyenne par rapport à l'ère pré-industrielle, mais il est encore possible de limiter cette hausse à 1,5 °C et de limiter les dégâts pour l'homme et son environnement que le rapport du GIEC décrit en détail : recrudescence et intensification des événements climatiques extrêmes, hausse du niveau des mers, fonte des glaces, raréfaction des ressources en eau, diminution de la production agricole, accentuation des menaces sur la biodiversité terrestre et marine, atteintes à la santé, pertes économiques, accroissement de la pauvreté. Le rapport du GIEC présente les différentes options possibles pour ne pas dépasser 1,5°C, qui nécessiteront des transformations radicales dans tous les secteurs de la société et dans le monde entier. La rapidité avec laquelle elles doivent être mises en œuvre est essentielle pour atteindre cet objectif. Après plusieurs années de stabilisation, les émissions mondiales sont reparties à la hausse ces deux dernières années. Il faut inverser cette tendance de toute urgence en renforçant l'action climatique dans tous les pays. L'Accord de Paris, adopté en 2015, définit le cadre international de lutte contre les changements climatiques. Malgré le retrait annoncé des États-Unis, l'Accord bénéficie d'un fort soutien international et devrait être pleinement opérationnel une fois que ses règles d'application seront adoptées à la COP24 en décembre 2018. Toutefois, le rapport du GIEC souligne que les contributions communiquées par les États dans le cadre de l'accord sont à l'heure actuelle insuffisantes pour parvenir à limiter l'augmentation des températures à 2°C, et a fortiori 1.5°C. Dans le cadre du dialogue Talanoa, l'ensemble des pays sont ainsi invités à revoir leurs contributions d'ici 2020, et l'Union

Européenne (EU) doit contribuer à cette dynamique collective. La France joue un rôle moteur pour que l'UE révisé à la hausse l'ambition de sa contribution à l'Accord de Paris (qui est aujourd'hui de réduire d'au moins 40 % les GES en 2030 par rapport au niveau de 1990), et qu'elle adopte une stratégie de long terme à la hauteur des enjeux soulignés par le rapport 1,5°C du GIEC, en particulier en visant la neutralité carbone dans l'UE d'ici 2050. La France doit également renforcer ses propres efforts. Le Gouvernement s'y est engagé dès juillet 2017 au travers d'un Plan climat qui renforce l'ambition de la France, en visant notamment l'atteinte de la neutralité carbone sur le territoire français en 2050. Un an après le lancement du Plan climat, de nombreuses avancées sont déjà constatées : - concernant les transports, le plan climat fixe un objectif de fin de vente de véhicules émetteurs de gaz à effet de serre en 2040. Les Assises de la mobilité, qui se sont tenues de septembre à décembre 2017, ont permis de préparer l'avenir de la mobilité en France. Les conclusions des Assises de la mobilité proposent plusieurs mesures à fort impact, visant à soutenir le développement des filières de véhicules électriques et de carburants alternatifs (aides à l'achat, mesures de développement des infrastructures de recharge) et à valoriser l'usage de ces véhicules au travers des mesures de restriction de la circulation. Les Assises ont également recommandé d'accompagner l'essor des modes partagés et les mobilités actives (notamment avec le Plan vélo). Concernant le transport de marchandises, le volet « fret » vise des réductions d'émissions ambitieuses au travers de différents leviers, dont un report modal plus prononcé. Le projet de loi sur l'orientation des mobilités, déposé en première lecture au Sénat le 26 novembre 2018, intègre ces recommandations ; - concernant les bâtiments, conformément au Plan climat, le plan rénovation énergétique des bâtiments présenté le 26 avril 2018 vise la fin des « passoires thermiques » en 10 ans avec 4 milliards d'euros dédiés à la rénovation énergétique. Ce dernier intègre plusieurs mesures phares telles que le lancement d'un fonds de garantie pour les ménages aux revenus modestes ou encore la fiabilisation des diagnostics de performance énergétique (DPE) ; - la transformation de nos systèmes agricoles et alimentaires est également engagée à la suite des États généraux de l'alimentation (EGA) menés du 20 juillet au 30 novembre 2017. Plusieurs recommandations qui en découlent, reprises dans la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous, sont directement favorables à l'atténuation des gaz à effet de serre comme : le soutien aux systèmes de production biologique, avec notamment la réglementation de la part minimale, à l'horizon 2022, de produits agricoles locaux ou sous signes de qualité (dont les produits issus de l'agriculture biologique) servis en restauration collective, la mise en place de diagnostics préalables à la démarche de lutte contre le gaspillage alimentaire (incluant l'approvisionnement durable) obligatoires pour l'ensemble des opérateurs de la restauration collective. - de même, la feuille de route sur l'économie circulaire, publiée le 23 avril 2018, contribue directement à la réduction des consommations de matières et d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre ; - le Plan climat a également ouvert la voie vers la fin du recours aux hydrocarbures en France. Plusieurs mesures phares pour sortir des énergies fossiles ont été mises en œuvre. En particulier, la loi hydrocarbures a été adoptée en décembre 2017 (loi N° 2017-1839 du 30 décembre 2017). Elle constitue une première étape importante vers la sortie des énergies fossiles, en interdisant tout nouveau permis d'exploration ou d'exploitation d'énergies fossiles et en asseyant l'objectif de fin des exploitations de production existantes en 2040. Au-delà de ces mesures phares, l'objectif de l'atteinte de la neutralité carbone à l'horizon 2050 est intégré dans la révision en cours de la stratégie nationale bas-carbone (SNBC), qui se fait de manière conjointe à la révision de la programmation pluriannuelle de l'énergie de la métropole. L'atteinte de la neutralité carbone à l'échelle nationale implique d'accentuer fortement la réduction des émissions de gaz à effet de serre. La SNBC décrira la feuille de route de la France pour y parvenir et se base sur un travail de scénarisation pour atteindre la neutralité carbone en 2050. Une très grande partie des politiques publiques dans les domaines de l'aménagement et de l'urbanisme, de la construction et du logement, des transports, de l'économie circulaire, de l'agriculture et de la sylviculture vont être réinterrogées par l'objectif de neutralité carbone. Un tel objectif implique en particulier de réduire fortement les consommations d'énergie dans tous les secteurs et de décarboner complètement d'ici 2050 l'énergie que nous consommons. La Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), également en cours de révision et couvrant la période 2019-2028, reprendra ces objectifs et visera spécifiquement la réduction de consommation d'énergies fossiles. Elle entérinera en particulier la fermeture des centrales à charbon d'ici 2022. Le projet de SNBC a été publié en décembre 2018 et le projet de PPE sera publié prochainement. Ils feront l'objet d'une consultation du public. Si les actions de réduction des émissions de gaz à effet de serre sont incontournables pour limiter l'aggravation du changement climatique, ses effets se font déjà sentir sur le territoire national et vont s'amplifier. Inscrit dans le Plan climat, le deuxième plan national d'adaptation au changement climatique, qui sera bientôt publié, prévoit un ensemble de mesures pour préparer la France aux impacts que les émissions passées de gaz à effet de serre rendent désormais inéluctables.

*Climat**Respect des normes de l'accord de Paris*

14077. – 13 novembre 2018. – M. Claude Goasguen attire l'attention de M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, sur la nécessité à respecter les normes prévues par l'accord de Paris sur le climat. Le respect de cet accord dépasse les clivages politiques et suscite beaucoup d'intérêt. Néanmoins, il pose un certain nombre de questions. Il lui demande si le Gouvernement respecte les normes qu'il a lui-même proposé à la communauté internationale et comment il compte le faire. Enfin, il souhaite savoir si le Gouvernement a l'intention de procéder à une révision conforme à ses propos et quelles seront les conséquences financières.

Réponse. – L'objectif de l'Accord de Paris est triple : limiter l'augmentation de la température moyenne globale bien en dessous de 2°C, en poursuivant les efforts pour la maintenir à 1.5°C au travers des efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre communiqués par chaque pays dans leur contribution nationale (NDC) et leur stratégie de long terme accroître la résilience des pays et leur capacité à faire face aux impacts des changements climatiques rendre les flux financiers compatibles avec une trajectoire de développement à basses émissions de gaz à effet de serre GES). Dans ce cadre, la France s'est engagée de façon conjointe avec le reste de l'Union européenne (EU), à réduire les émissions européennes de GES d'au moins 40 % en 2030 par rapport à 1990. Cet objectif se partage entre une réduction collective de - 43 % par rapport à 1990 dans le secteur couvert par le marché d'échanges de quota carbone (ETS - production d'énergie et industrie) et de - 30 % par rapport à 2005 pour les autres secteurs non couverts par le marché carbone (émissions diffuses des secteurs des transports, de l'agriculture, des déchets...). Ce second objectif est ensuite partagé entre les États membres de l'UE avec un objectif assigné à la France pour ces secteurs diffus de - 37 %. L'Union européenne a récemment adopté l'ensemble des textes législatifs de mise en œuvre de cet engagement, qui pourraient mener à dépasser l'objectif initialement visé. La France est également engagée, avec l'ensemble des pays développés, à fournir collectivement 100 milliards de dollars (88 milliards d'euros) par an à partir de 2020 aux pays en développement pour les aider à mettre en œuvre leurs politiques d'atténuation et à s'adapter aux conséquences du changement climatique. La France met en œuvre ces engagements, notamment en : révisant sa Stratégie nationale bas carbone, qui illustre la manière selon laquelle la France compte atteindre ses objectifs climatiques en 2030, et atteindre la neutralité carbone en 2050 révisant la Programmation pluriannuelle de l'énergie, qui définit, entre autre, comment les secteurs liés à la production et à la consommation d'énergie contribueront à l'atteinte des objectifs climatiques poursuivant la hausse de ses financements internationaux pour le climat, notamment via sa contribution au fonds vert pour le climat, et via l'augmentation du budget d'action de l'Agence française de développement, dont le mandat est, depuis l'an dernier, explicitement de mettre en œuvre l'Accord de Paris.

705

*Énergie et carburants**Bioéthanol*

14325. – 20 novembre 2018. – M. Antoine Herth attire l'attention de M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, sur la politique du Gouvernement en faveur du bioéthanol. Le bioéthanol, dont la France est le premier producteur européen, présente en effet de nombreux avantages : pour l'économie, c'est un carburant « local », issu de productions sucrières et amidonnières ; pour l'environnement, il réduit significativement les émissions de CO₂ ; pour l'automobiliste, le bioéthanol E85 est le carburant le moins cher à la pompe. Au regard de ces éléments, le choix du Gouvernement d'ouvrir son marché à l'huile de palme importée et d'augmenter dans des proportions inférieures au potentiel de production le taux d'incorporation du bioéthanol dans l'essence, semble pour le moins incompréhensible. Aussi, alors même que de nombreuses régions françaises proposent quant-à-elles d'accompagner les automobilistes dans la conversion des véhicules essence au bioéthanol, il souhaiterait que le gouvernement n'oublie pas le bioéthanol et lui précise, en conséquence, les mesures qu'il envisage de prendre à ce sujet.

Réponse. – L'éthanol est aujourd'hui incorporé dans les essences sous forme d'éthanol pur ou d'ETBE, dans les carburants E5, E10 et E85, et participe au développement des énergies renouvelables dans le secteur des transports. Les spécifications techniques de ces carburants imposent une limitation à l'incorporation d'éthanol, et nous atteignons aujourd'hui ces limites, étant donné les volumes mis à la consommation. Le développement de l'E85 devrait permettre d'incorporer plus d'éthanol dans les carburants, mais il doit se faire de manière sûre. L'immense majorité du parc de véhicules est aujourd'hui incompatible avec le carburant E85, et son utilisation dans un véhicule incompatible expose le consommateur à de sérieux risques de panne et de casse moteur. Par ailleurs et indépendamment des contraintes techniques, les biocarburants issus de matières premières en

concurrence alimentaire sont limités à une incorporation dans les carburants à hauteur de 7 % en énergie, limite qui a été fixée au niveau européen pour lutter contre le changement d'affectation des sols, et qui est aujourd'hui atteinte. La croissance de la part de biocarburants dans les transports ne peut donc se faire que par des biocarburants sans concurrence alimentaire, en particulier les biocarburants dits de deuxième génération (à base de bois, paille, algue...), dont la production et l'utilisation sont encore en émergence. La mélasse est un coproduit de l'industrie sucrière obtenu après trois extractions du sucre contenu dans le jus de betterave et est notamment une matière première non substituable et particulièrement importante dans l'industrie de la levure. Le Gouvernement a proposé au Parlement un déplaçonnement d'une partie limitée des sucres contenus dans le jus obtenu après deux extractions du sucre de betterave, qui peut dorénavant être considérée comme n'entrant pas en concurrence avec l'alimentaire. Cet amendement permet de répondre à la demande de la filière sucrière et d'augmenter l'incorporation d'éthanol dans les carburants, tout en préservant une partie de la production de mélasse pour l'industrie de la levure.

Climat

Contribution de la France en matière de réduction d'émission de CO2

14711. – 4 décembre 2018. – **Mme Patricia Mirallès** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire**, sur les engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris et du rôle particulier que se doit d'avoir la France en la matière. Alors que la COP 24 se tiendra du 2 au 14 décembre 2018 en Pologne, l'un des sujets majeurs qui sera à l'ordre du jour sera la soumission de la contribution des États signataires en matière de réduction d'émission de CO2 d'ici à 2020. En effet, alors que des scientifiques ont établi une série d'actions qui permettrait de maintenir la planète sur la trajectoire d'un réchauffement maximal de 2 °C, les pays doivent commencer par renforcer leurs engagements de réduction des émissions de CO2 avec, si possible, un mécanisme de hausse de l'ambition tous les cinq ans. Pour l'instant, seules les îles Marshall ont soumis leurs contributions. Elle souhaiterait donc savoir quand la France qui doit avoir un rôle incitatif en la matière soumettra ses contributions.

Réponse. – Le climat mondial s'est déjà réchauffé de 1°C et les effets du changement climatique sont maintenant sensibles en Europe. Les épisodes caniculaires sont ainsi de plus en plus fréquents et les températures ont atteint 45°C dans la péninsule Ibérique cet été. Le récent rapport spécial 1,5 °C du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) confirme l'impérieuse nécessité de limiter le réchauffement climatique autant que possible. Les impacts d'une hausse des températures mondiales de 1,5°C seront considérables, mais pourtant bien moindre que si cette hausse atteint 2°C : recrudescence et intensification des événements climatiques extrêmes, hausse du niveau des mers, fonte des glaces, raréfaction des ressources en eau, diminution de la production agricole, accentuation des menaces sur la biodiversité terrestre et marine, atteintes à la santé, pertes économiques, accroissement de la pauvreté, etc. Pourtant, les contributions des pays à l'Accord de Paris (les « NDC »), c'est-à-dire leurs engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre, sont nettement insuffisants et conduisent, s'ils sont respectés, à une hausse des températures de 3°C. Les conséquences pour les activités humaines seraient inacceptables. Le rapport du GIEC souligne également qu'il est encore possible de ne pas dépasser 1,5°C, sous réserve d'une mobilisation mondiale sans précédent et de transformations radicales dans tous les secteurs économiques et dans le monde entier. La rapidité avec laquelle elles doivent être mises en œuvre est essentielle pour atteindre cet objectif. Il est donc urgent que tous les pays revoient à la hausse l'ambition de leurs NDC, afin que l'objectif de l'Accord de Paris, à savoir limiter la hausse des températures bien en-dessous de 2°C et poursuivre les efforts pour la limiter à 1,5 °C, puisse être atteint. L'Accord de Paris prévoit un mécanisme afin d'inciter les États signataires à revoir périodiquement leur ambition à la hausse. Ainsi, durant l'année 2018, s'est tenu le dialogue Talanoa, qui a été conclu au niveau ministériel lors de la COP 24 « en soulignant l'urgence d'une ambition renforcée ». Ce dialogue a permis de dresser un état des lieux des avancées de chaque pays, des efforts restants et des solutions possibles. À la lumière de ses résultats, les signataires sont invités à revoir leurs NDC d'ici 2020. Dans ce cadre, le Secrétaire général des Nations Unies a annoncé la tenue d'un sommet en septembre 2019 pour encourager le nécessaire rehaussement de l'ambition mondiale. En 2015, les États membres de l'UE ont déposé un engagement conjoint à réduire les émissions de l'Union européenne (UE) de 40 % d'ici 2030, par rapport aux niveaux de 1990. Cet engagement conjoint constitue la contribution de l'UE à l'Accord de Paris (sa « NDC »). La France n'a donc pas présenté de contribution nationale indépendante, si ce n'est pour ses territoires d'outre mer, qui ne sont pas couverts par les engagements européens. Consciente de l'urgence et de l'ampleur des efforts supplémentaires qui doivent être fournis, la France joue un rôle moteur pour que l'UE puisse créer un élan positif parmi la communauté mondiale en annonçant un rehaussement de l'ambition de sa NDC lors du sommet de l'ONU de septembre 2019. La France se mobilise de plus pour que l'UE se dote également

d'une stratégie énergie-climat de long terme ambitieuse, visant la neutralité carbone d'ici 2050. Les autorités françaises sont par exemple à l'origine d'une déclaration en ce sens, faite par 14 États membres ambitieux du *Green Growth Group* en juin 2018. De plus, au niveau domestique, la France révisé sa stratégie de long terme (la stratégie nationale bas-carbone) pour viser la neutralité carbone en 2050, ce qui va au-delà de notre engagement précédent qui consistait en une réduction de - 75 % des émissions de gaz à effet de serre en 2050 par rapport au niveau de 1990. L'adoption, début 2019, de cette nouvelle stratégie devrait consolider le momentum pour fixer un objectif de neutralité carbone au niveau européen. Plus généralement, la France joue un rôle moteur dans l'Union européenne pour promouvoir l'ambition climatique, ce qui a notamment été le cas lors des négociations des textes législatifs permettant de décliner l'engagement européen de réduire de 40 % les émissions de gaz à effet de serre de l'UE d'ici 2030 par rapport à 1990. Ainsi, grâce à l'action de la France, la directive encadrant le marché carbone européen a été sensiblement renforcée lors de sa révision, ce qui a conduit à une très forte augmentation du prix du carbone, qui est passé de 5 €/t à l'été 2017 à plus de 20 €/t aujourd'hui. Cette hausse significative devrait engendrer une réduction sensible des émissions des industriels européens. La France a également défendu des positions ambitieuses sur plusieurs textes européens sectoriels, comme le paquet « énergie propre » ou le règlement européen sur les émissions des véhicules légers, ce qui a contribué à l'atteinte du récent compromis, qui prévoit un objectif de - 37,5 % d'émissions pour les véhicules neufs par rapport à 2021, soit bien mieux que la proposition initiale de la Commission européenne (- 30 %). Grâce à ces règlements sectoriels, l'UE sera en mesure de dépasser son objectif de - 40 % d'émissions en 2030 et devrait atteindre environ - 45 %. Ces politiques sectorielles ambitieuses mettent donc l'UE en position de pouvoir réviser sa NDC, au moins à ce niveau.

Impôts et taxes

Dispositif d'encadrement de l'augmentation de la taxe carbone

14801. – 4 décembre 2018. – Mme Patricia Mirallès attire l'attention de M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, sur le mécanisme d'encadrement de la taxe carbone annoncée par le président le 27 novembre 2018. Alors que ce dispositif fera l'objet d'un amendement dans le cadre du projet de loi de finances pour 2019 autorisant le Gouvernement, par voie réglementaire et au terme d'une clause de revoyure trimestrielle, à suspendre tout ou partie de la hausse de fiscalité décidée au début de l'année en cours. Toutefois, et alors qu'en l'état il n'est envisagé qu'un actionnement politique du dispositif, elle souhaiterait savoir s'il ne serait pas opportun, sans calquer à proprement parler le mécanisme des 10 % d'augmentation de la TIPP, d'*a minima* définir une fourchette d'augmentation du coût du baril pour activer la neutralisation qui permettrait de l'encadrer tout en conservant la souplesse du dispositif à venir.

Réponse. – Lors de son discours du 4 décembre 2018, le Premier ministre a notamment annoncé, dans un souci d'apaisement et de prise en compte des problèmes de pouvoir d'achat d'une grande part de la population, plusieurs décisions prises avec le Président de la République. Ces décisions ont été confirmées devant l'Assemblée nationale et le Sénat respectivement les 5 et 6 décembre 2018. Il a été notamment décidé de renoncer aux hausses de la fiscalité sur les carburants et le gazole non routier qui devaient entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2019. Par ailleurs, un débat national a été lancé mi-janvier afin de répondre à plusieurs questions. L'une d'elle concerne le rythme, les modalités, le calendrier de la transition écologique qui demeure une nécessité pour notre pays, nos territoires, notre économie, notre agriculture et notre pouvoir d'achat. Le Premier ministre a proposé une première série de mesures d'accompagnement à cette transition qui venaient s'ajouter à des mesures déjà existantes, comme par exemple, le chèque énergie, ou la prime à la conversion automobile. Une autre question concerne les trajets « domicile/travail ». Le Premier ministre a chargé la ministre du travail, la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et la ministre chargée des transports de conduire une concertation avec les organisations syndicales et les élus pour nous aider à trouver des solutions rapides et concrètes, qui s'adaptent aux spécificités de chaque territoire. Un certain nombre de ces consultations avaient été engagées dans le cadre de la préparation de la loi d'orientation des mobilités mais ce travail de concertation peut être approfondi pour trouver, territoire par territoire, les solutions adaptées aux besoins exprimés par nos concitoyens.

Industrie

Accompagnement de l'industrie dans le cadre de la stratégie bas carbone

14808. – 4 décembre 2018. – Mme Patricia Mirallès attire l'attention de M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, sur la neutralité carbone. Alors que le budget carbone de la période 2019-2023

a été révisé à la hausse dans le cadre de la Stratégie nationale bas carbone et que 17 % des émissions proviennent de l'industrie, elle souhaiterait savoir quels seront les dispositifs d'accompagnements, voire incitatifs, qui vont être mis en place sur la prochaine période pour promouvoir des technologies bas carbone.

Réponse. – Les évaluations ont montré que la France ne serait pas en mesure de respecter ses budgets carbone pour les périodes 2015-2018 et 2019-2023. Les causes sont en partie conjoncturelles, notamment le prix bas des énergies et l'indisponibilité d'une partie des centrales nucléaires en 2016 et 2017, mais surtout structurelles, avec notamment des résultats nettement moins bons que prévus dans les secteurs du transport et du bâtiment, ainsi que, dans une moindre mesure, de l'agriculture. Ces causes structurelles ne pourront pas être entièrement corrigées ou compensées à l'horizon du deuxième budget carbone compte tenu de l'inertie importante des systèmes. Dans un souci de réalisme et de sincérité, cela a donc conduit à réviser le niveau global du deuxième budget carbone dans le cadre de la révision de la Stratégie nationale bas-carbone (SNBC), ainsi que sa répartition sectorielle. Au total, le budget-carbone pour la période 2019-2023 est donc modifié pour passer de 398 MtCO_{2e} à 421 MtCO_{2e} en moyenne annuelle. La révision à la hausse du deuxième budget carbone ne remet cependant pas en cause la capacité de la France à tenir ses engagements européens et internationaux. En application de la directive sur l'objectif européen 2020, le niveau des émissions françaises non couvertes par le marché d'échange de quota européen devra être inférieur en 2020 à 342 MtCO_{2e}. Le niveau d'émission moyen sur la période 2019-2023 de 319 MtCO_{2e} prévu par le deuxième budget révisé respecte cet objectif. À l'horizon du troisième budget carbone (2024-2028), selon les projections réalisées dans le cadre de la révision de la SNBC, le plan climat de juillet 2017 et les mesures adoptées dans le cadre de différentes initiatives sectorielles ou thématiques (plan de rénovation énergétique des bâtiments, projet de loi d'orientation sur les mobilités, feuille de route pour l'économie circulaire...) ont suffisamment d'impact pour tenir le budget adopté en 2015. Les émissions de l'industrie ont fortement baissé depuis 1990 (- 46 % entre 1990 et 2016). Elles représentent toutefois encore 17 % des émissions nationales et leur diminution est donc un enjeu important pour que la France puisse atteindre son objectif de neutralité carbone en 2050 et prendre ainsi sa part des efforts nécessaires au niveau mondial pour limiter le réchauffement climatique à un niveau acceptable. Le projet de SNBC révisée prévoit une baisse de 35 % des émissions de l'industrie par rapport à 2015 à l'horizon du quatrième budget carbone (2029-2033) et une réduction de 81 % à l'horizon 2050. Les émissions résiduelles de l'industrie correspondent à des émissions incompressibles (production de produits minéraux, métallurgie, primaire, certains procédés chimiques, gaz fluorés), qui devront être compensées par les puits de carbone naturels ou des installations de capture technologique du CO₂. Les 4/5 des émissions de l'industrie sont soumises au marché carbone européen (EU ETS). Or, la directive européenne encadrant ce marché a été révisée fin 2017 et sensiblement renforcée à cette occasion. Cela a conduit à une très forte augmentation du prix du carbone sur le marché, qui est passé de 5 €/t à l'été 2017 à plus de 20 €/t aujourd'hui. Cette hausse significative devrait engendrer une réduction sensible des émissions des industriels européens, y compris des industriels français. La directive ETS prévoit plusieurs dispositifs pour accompagner la nécessaire transformation de l'industrie : - afin de protéger l'industrie contre la concurrence des pays hors UE n'ayant pas une réglementation environnementale aussi développée, les industriels reçoivent une partie de leurs quotas carbone gratuitement. Ce dispositif vise à éviter les délocalisations dans les pays les moins disant sur le plan climatique (phénomène de fuite de carbone). Pour maintenir une incitation à réduire les émissions, ces quotas gratuits sont distribués sur la base des émissions des 10 % meilleures installations européennes. Un industriel plus performant que cette référence pourra donc recevoir plus de quotas gratuits qu'il ne doit en rendre du fait de ses émissions. En moyenne, les industriels français ont reçu des quotas gratuits à hauteur de 90 % de leurs émissions en 2017. - la directive ETS prévoit également la création dès 2021 d'un fonds d'innovation alimenté par une partie des recettes des enchères de quotas. Ce fonds financera des projets innovants permettant de réduire les émissions de l'industrie. Au niveau français des dispositifs de soutien aux entreprises ont été également mis en place, en particulier : - le prêt éco-énergie (PEE) distribué par BPIFrance qui est dédié aux Très petites entreprise (TPE) et aux Petites et moyennes entreprises (PME) réalisant des travaux éligibles aux certificats d'économies d'énergie ; - le fonds chaleur, qui permet de financer en partie des investissements pour utiliser de la biomasse ou de la chaleur de récupération ; - le fonds déchets, qui soutient l'utilisation de déchets comme source d'énergie ; - la loi plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises (loi PACTE) permettra d'étendre le dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE) aux industriels soumis au marché carbone européen, afin de pouvoir financer des travaux d'économie d'énergie. Le projet de SNBC révisée donne également plusieurs orientations pour atteindre les objectifs de réduction des émissions de l'industrie. Ces orientations visent à : - accompagner les entreprises dans leur transition vers des systèmes de production bas-carbone et le développement de nouvelles filières ; - engager dès aujourd'hui le développement et l'adoption de technologies de rupture ; - donner un cadre incitant à la maîtrise de la demande en énergie et en matières.

*Cours d'eau, étangs et lacs**Prolifération de plantes aquatiques invasives*

15191. – 18 décembre 2018. – M. Arnaud Viala alerte M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, sur la prolifération de plantes aquatiques invasives dans les lacs d'eau douce en France. De plus en plus de lacs en France sont gravement touchés par la prolifération exponentielle de plantes aquatiques invasives, importées malencontreusement par l'aquariophile sur le territoire français et déversées dans les écosystèmes. Il s'agit principalement de la *lagarosiphon major* et des *egerias*. La prolifération de ces plantes constitue une réelle nuisance et à terme une menace pour les écosystèmes aquatiques de ces lacs, mais aussi pour les riverains, plaisanciers, communes, pêcheurs. Outre les odeurs parfois nauséabondes que les amas de plantes peuvent dégager en période de forte chaleur, leur concentration et leur densité rendent de nombreux espaces impossibles à la navigation, à la pêche, aux activités nautiques, avec un danger potentiel pour les personnes tombant à l'eau de se retrouver emmêlées et noyées, prises au piège dans ces plantes (cela est déjà arrivé dans les lacs médocains notamment). Ces nuisances constituent un réel manque à gagner pour les communes vivant des activités nautiques ainsi que pour les activités de pisciculture. Les espaces se retrouvent asphyxiés, la densité de plantes prive tout l'écosystème aquatique de soleil et plus rien ne parvient à se développer. À terme, il y a un risque de mort de ces espaces aquatiques. Les communes se retrouvent très souvent sans moyens matériels ou financiers face à cette invasion et les campagnes d'arrachage ne résolvent le problème de manière très ponctuelle et quelques mois après les plantes reviennent encore plus densément. Il lui demande quelles sont les mesures d'accompagnement et de lutte qui peuvent être mise en place pour aider les communes à endiguer la prolifération de ces plantes de façon pérenne.

Réponse. – Au niveau européen, au titre du règlement n° 1143/2014 sur les espèces exotiques envahissantes (EEE) (règlement (UE) n° 1143/2014 du 22 octobre 2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des EEE), plusieurs espèces de plantes aquatiques figurent dans les listes d'espèces préoccupantes pour l'Union européenne (règlement d'exécution (UE) 2016/1141 de la Commission du 13 juillet 2016 adoptant une liste des EEE préoccupantes pour l'Union conformément au règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil + règlement d'exécution (UE) 2017/1263 de la Commission du 12 juillet 2017 portant mise à jour de la liste européenne des EEE préoccupantes pour l'Union établie par le règlement d'exécution (UE) 2016/1141 conformément au règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil) : 2 espèces de jussies : jussie à grandes fleurs (*Ludwigia grandiflora*) et jussie rampante (*Ludwigia peploides*), éventail de Caroline (*Cabomba caroliniana*), grand lagarosiphon (*Lagarosiphon major*), 2 espèces de myriophylles : myriophylle du Brésil (*Myriophyllum aquaticum*) et myriophylle à feuilles hétérogènes (*Myriophyllum heterophyllum*), élodée de Nuttall (*Elodea nuttallii*). Au niveau national, ces espèces figurent sur la liste des espèces soumises à l'article L. 411-6 du code de l'environnement, qui prévoit qu'au regard d'intérêts de préservation du patrimoine biologique, des milieux naturels et des usages associés, sont interdits l'introduction sur le territoire national, la détention, le transport, le colportage, l'utilisation, l'échange, la mise en vente, la vente ou l'achat de tout spécimen vivant d'EEE. Cette liste d'espèces est fixée par l'arrêté ministériel du 14 février 2018 signé par le ministère de l'agriculture et de l'alimentation et le ministère de la transition écologique et solidaire. Les espèces largement répandues (jussies, myriophylle du Brésil, grand lagarosiphon, élodée de Nuttall) devraient faire prochainement l'objet d'un plan de gestion au niveau national, compte-tenu des prescriptions de l'article 19 du règlement précité. Ces plans de gestion permettront d'identifier les secteurs prioritaires d'intervention au niveau national et les méthodes les plus appropriées. En raison de leur caractère largement répandu, de leurs facultés de propagation et, pour certaines espèces, de leur résistance à des conditions climatiques difficiles (sécheresse, froid), la lutte contre les végétaux aquatiques exotiques envahissants apparaît complexe à mettre en œuvre, pour des résultats qui peuvent apparaître décevants. D'où l'importance de cette priorisation des actions de lutte sous un double angle espèces/espaces, et ce afin de concentrer l'action là où elle est réellement efficace. À cet égard, le plan régional d'action 2013-2018 relatif aux plantes exotiques envahissantes (établi sur Midi-Pyrénées) ainsi que le centre national de ressources sur les EEE, coanimé par l'agence française pour la biodiversité et le comité français de l'union internationale pour la conservation de la nature (UICN) (<http://www.gt-ibma.eu/>), fournissent aux gestionnaires des informations sur les méthodes de gestion, la dynamique des espèces, la réglementation. Les moyens financiers, abondés par différentes structures (collectivités, opérateurs de l'État...) restent cependant notoirement insuffisants au regard des objectifs de contrôle voire d'éradication sur certains secteurs sensibles.

*Animaux**Interdiction des animaux dans les cirques*

15379. – 25 décembre 2018. – M. **Guillaume Chiche** attire l'attention de M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, sur la captivité des animaux utilisés pour le divertissement, en particulier dans les cirques. En effet, à l'emprisonnement à vie s'ajoute la violence du dressage. La fédération des vétérinaires européens a d'ailleurs pris position sans ambiguïté sur cette question en 2015 en recommandant « à toutes les autorités compétentes européennes et nationales d'interdire l'utilisation de mammifères sauvages dans les cirques itinérants dans toute l'Europe, compte tenu de l'impossibilité absolue de répondre de façon adéquate à leurs besoins psychologiques, mentaux et sociaux ». Cette prise de position s'inscrit dans un contexte de plus grande prise en considération de la situation des animaux en général, alors que, même en France métropolitaine, une espèce de mammifère sur trois est en péril. Les préoccupations de la société civile en matière de défense des animaux sont grandissantes, aussi il souhaiterait savoir quelles mesures vont être prises pour amorcer une transition vers des spectacles sans animaux et quelle est la date butoir de cette transition.

Réponse. – Le Gouvernement est sensible à la prise en compte du bien être animal dans notre société et la lutte contre la maltraitance animale reste plus que jamais un sujet prioritaire. Cette question est aujourd'hui une préoccupation grandissante de l'opinion publique, qui s'exprime également sur la situation des animaux des cirques. Un certain nombre d'États membres de l'Union européenne ont déjà mis en place une interdiction totale ou partielle d'utilisation des animaux sauvages dans les cirques. L'activité des cirques détenant des animaux sauvages en France est strictement encadrée et réglementée par les prescriptions de l'arrêté ministériel du 18 mars 2011 fixant les conditions de détention et d'utilisation des animaux vivants d'espèces non domestiques dans les établissements de spectacles itinérants. Ce texte impose des prescriptions précises en termes de confort et d'espace de vie des espèces d'animaux qui participent à l'activité de spectacles de cirque, tout en imposant également des précautions en matière de sécurité du personnel et du public fréquentant ces établissements. Le responsable de l'entretien des animaux doit par ailleurs être titulaire d'un certificat de capacité pour la présentation au public mobile des espèces non domestiques exposées en spectacle et l'établissement doit disposer d'une autorisation préfectorale d'ouverture pour pouvoir exercer cette activité. En France, les circassiens rencontrent des difficultés face au refus croissant des maires d'autoriser l'installation de cirques sur le territoire de leur commune alors même que la plupart de leurs établissements, régulièrement contrôlés, sont en conformité avec la réglementation. Cette situation illustre la sensibilité de la détention des animaux sauvages par les cirques. Au regard de la préoccupation croissante sur la place des animaux dans les cirques, une réflexion doit être conduite avec les acteurs concernés pour examiner les évolutions envisageables. Pour appréhender au mieux ce débat sociétal, il est cependant nécessaire de bien prendre en compte tous les enjeux, bien être animal, enjeux sociaux et économiques pour les circassiens, d'écouter toutes les parties mais aussi d'instaurer un dialogue entre ces parties. À cette fin, le Gouvernement a décidé de confier à la Commission nationale des professions foraines et circassiennes le soin de travailler sur le sujet. Installée début 2018 suite aux conclusions d'une mission interministérielle, cette commission, présidée par un préfet et réunissant la profession, l'État et les élus, permet d'appréhender dans leur globalité les difficultés rencontrées par la profession circassienne. Fin octobre 2018, cette commission a décidé à l'unanimité la mise en place d'un groupe de travail dédié au bien-être des animaux dans les cirques. Ce groupe de travail examinera les évolutions envisageables en matière de bien-être des animaux et formulera dans les prochains mois des propositions de mesures concernant la place et l'utilisation des animaux sauvages dans les cirques, tout en tenant compte de la situation sociale et économique des professionnels du cirque. Dans le contexte global d'une meilleure prise en compte du bien-être animal, un encadrement plus strict, voire l'interdiction de certains spectacles de type « music-hall », ou télévisuels, impliquant des simiens ou des grands animaux dans des conditions incompatibles avec leurs besoins physiologiques, sera également étudié. Le ministère chargé de l'écologie travaille par ailleurs depuis 2016, en collaboration avec les professionnels des établissements concernés, à l'amélioration du bien-être des cétacés en captivité. Les discussions se poursuivent suite à l'annulation par le Conseil d'État, le 29 janvier 2018, de l'arrêté du 3 mai 2017 fixant les conditions d'aménagement et de fonctionnement des établissements détenant des cétacés sur le fondement d'une irrégularité de procédure. L'objectif est de définir, dans le cadre d'un nouvel arrêté, les modalités permettant d'assurer une transition du modèle existant vers des activités à la fois plus respectueuses des mammifères marins et de leurs conditions de vie, et viables économiquement pour les territoires concernés.

TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE (MME POIRSON, SE AUPRÈS DU MINISTRE D'ÉTAT)

Déchets

Lutte contre les déchetteries sauvages

14970. – 11 décembre 2018. – Mme Typhanie Degois attire l'attention de Mme la secrétaire d'État, auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, sur l'existence et le développement des décharges sauvages et sur leur préjudice environnemental et paysager. Tandis qu'une législation spécifique dispose que le contrôle et la régularisation ou fermeture de décharges illégales relèvent de la compétence du préfet au titre de la police sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), le contrôle et la sanction de dépôts sauvages relèvent du champ de compétence des maires. En effet, l'article L. 541-3 du code de l'environnement permet au maire de prendre, après mise en demeure, des sanctions administratives en cas de constat de dépôts non autorisés de déchets sur le territoire de sa commune. Toutefois, ces outils semblent aujourd'hui peu efficaces, puisque chaque jour, les citoyens font remonter leurs expériences quant à l'augmentation du nombre de décharges sauvages, et ce phénomène touche aussi bien les communes rurales que les grandes villes, mais est d'autant plus visible dans les lieux remarquables comme l'est le lac du Bourget. Les incidences sont multiples : ces décharges sauvages génèrent des conséquences environnementales, sociales et économiques importantes. Elles portent atteinte à la propreté des espaces publics ou privés, parfois même à leur salubrité. Le coût de leur ramassage régulier est une charge lourde à supporter pour les collectivités. Dans ce contexte, et alors qu'un groupe de travail a été lancé le 22 mai 2018, elle lui demande quelles sont les premières pistes de travail évoquées, quelles mesures elle compte mettre en place et selon quel échéancier afin de lutter plus efficacement contre les décharges sauvages, et si l'État envisage de mettre en place une plateforme permettant à tout particulier de signaler un lieu de stockage sauvage.

Réponse. – La secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, est très sensible aux nuisances et enjeux paysagers et environnementaux associés aux décharges sauvages. Elle a décidé de mettre en place un groupe de travail, en lien avec les collectivités, qui s'est réuni pour la première fois le 22 mai 2018 afin de mettre à disposition des collectivités des outils plus performants pour lutter contre ces phénomènes. Ces outils pourront être de nature juridique, technique ou numérique. Il s'agit ici d'un engagement de la feuille de route pour une économie circulaire, adopté par le Gouvernement au printemps 2018. Les travaux du groupe de travail se poursuivent, des pistes sont identifiées par les membres du groupe de travail mais les conclusions n'ont pas encore été rendues. La secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, souhaite que les conclusions soient disponibles au début de l'année 2019, afin que celles qui nécessitent des dispositions législatives puissent être intégrées par le Gouvernement dans un projet de loi dès 2019.

711

TRAVAIL

Travail

Médecins du travail

4086. – 19 décembre 2017. – M. Marc Delatte interroge Mme la ministre des solidarités et de la santé sur les médecins du travail. Elle a, à juste raison, fait de la prévention une priorité nationale et cette priorité s'applique tant à la population générale qu'au milieu du travail. Pour autant il existe une pénurie avec 5 524 médecins du travail au dernier recensement de 2016, le ratio s'établissant à 8,3 MT /100 000 habitants, avec de forte disparité, un âge moyen de 55 ans, un taux de féminisation de 70 %, expliquant un mode d'exercice à temps partiel et en moyenne une carrière moins longue et un taux élevé de départ en retraite. Cette constatation amène aux défis qu'il faudra surmonter pour apporter des réponses satisfaisantes, au-delà du principe de réparation, quant aux plans de prévention primaire et de suivi de santé efficaces et efficients dans les entreprises. En effet, il y a une inflation de pathologies induites. À titre d'exemple : les surmenages musculo-tendineux et les pathologies du rachis lombaire (il lui rappelle à ce sujet que cela représente un coût non négligeable d'un milliard d'euros par an pour la collectivité, un arrêt de travail sur cinq et que c'est la troisième cause d'admission en invalidité) et les troubles psycho-sociaux. Il souligne que le bon sens, selon lequel « le travail doit être confortable lorsque nous nous sentons

bien et accommodant lorsque nous sommes malades », est partagé de tous. Il lui demande dès lors quels moyens, quelles actions nouvelles ou à pérenniser pourraient être mises en œuvre pour faire face, pour relever ces défis et développer cette culture de prévention. – **Question ayant fait l'objet d'un changement d'attributaire.**

Réponse. – La ministre du travail a pris connaissance avec intérêt de votre question relative à la mise en place d'une politique de prévention primaire des risques professionnels pérenne, dans un contexte de démographie médicale difficile dans les services de santé au travail. Tout d'abord et à cet égard, le 3ème plan de santé au travail 2016-2020 (PST3) est fondé sur trois axes stratégiques qui donnent la priorité à la prévention primaire et au développement de la culture de prévention, à l'amélioration de la qualité de la vie au travail, au maintien en emploi et au renforcement du dialogue social et des ressources de la politique de prévention. Ce plan confirme la mobilisation pleine et partagée de l'ensemble des acteurs de la santé au travail. Dans un certain nombre de domaines, ces actions portent d'ores et déjà des effets visibles, mobilisables et opérationnels pour l'entreprise. Par ailleurs, la réforme de la médecine du travail, initiée par la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, permet d'ores et déjà au médecin du travail d'exercer pleinement ses missions grâce à une meilleure mobilisation de l'ensemble des professionnels de santé de l'équipe pluridisciplinaire qu'il dirige. Le médecin peut désormais se concentrer sur la conduite d'actions de prévention en entreprise, le conseil aux employeurs, aux salariés et à leurs représentants sur la mise en œuvre de la prévention et du maintien en emploi, le suivi de l'état de santé des travailleurs en fonction des risques auxquels ils sont exposés, de leur âge et de leur état de santé ainsi que sur la participation à la veille sanitaire et à la traçabilité des expositions aux risques. Enfin, une mission parlementaire relative à l'évaluation et l'amélioration de l'efficacité de l'ensemble du système de prévention, pilotée par la députée Charlotte LECOCQ, a rendu un rapport au Premier ministre en août dernier. Ce rapport comporte de nombreuses préconisations, à l'appui d'un état des lieux des enjeux et des acteurs, qui sont en cours d'analyse dans la perspective d'une réforme à venir dont l'objectif sera de rénover l'ensemble du système de prévention afin de favoriser la mise en œuvre d'une politique active de prévention des risques professionnels touchant l'ensemble des entreprises en particulier les plus petites d'entre elles. Ce rapport devrait trouver une traduction rapide dans la loi, suite à une phase de dialogue social avec les organisations syndicales et patronales.

712

Travail

Protection des salariés en longue maladie contre les discriminations

4389. – 2 janvier 2018. – **M. Christophe Blanchet** appelle l'attention de **Mme la ministre du travail** sur la nécessité de protéger les salariés contre les discriminations liées à leur état de santé. Dans la population générale, au cours des 5 dernières années et tous domaines confondus, près de 40 % des personnes déclarent avoir fait l'objet de discriminations. L'emploi, et en particulier le déroulement de carrière, est le premier domaine cité comme vecteur de discrimination, ce que corroborent les saisines reçues par le Défenseur des droits (Enquête sur l'accès aux droits, volume 3, 10ème baromètre de la perception des discriminations dans l'emploi). Le groupe des personnes en situation de handicap ou ayant une maladie chronique ou durable apparaît particulièrement exposé aux discriminations. Ainsi, tous critères confondus (sexe, âge, handicap, origine), près d'une personne sur deux en situation de handicap ou de longue maladie déclare avoir été discriminée dans l'emploi (49 %), contre 31 % des personnes non concernées par le handicap ou la maladie. Les personnes en situation de handicap ou de longue maladie se trouvent donc exposées à de multiples formes de discriminations qui se cumulent et renforcent les obstacles qu'elles rencontrent dans leur parcours social et professionnel. Il est vrai que les discriminations en matière de handicap ont diminué suite au renforcement de la législation et à l'adoption des différents mécanismes favorisant l'insertion. Néanmoins, les personnes en situation de maladie chronique ou durable semblent les oubliées de ces mécanismes de protection, notamment lorsque la maladie frappe subitement. Effectivement, il semblerait que nombre de salariés ayant informé leur employeur sur leur état de santé aient eu à subir des freins quant à leur évolution de carrière ou de salaire, à l'accès aux formations ou ont été licenciés pour un motif discriminatoire. Il s'agit là d'une double peine insoutenable dans un pays tel que la France. L'annonce d'une maladie est le début d'un combat non seulement pour le malade mais également pour son entourage. Le fait d'avoir à s'inquiéter de son futur en cas de survie ajoute au malaise du patient et fait peser sur son moral une chape de plomb alors même que de l'avis de tous les médecins, la part psychologique est primordiale dans la guérison. Ces comportements indignes de la part d'employeurs malveillants ayant perdu toute part d'humanité placent les salariés dans une forme de « presque mort » puisqu'ils sont déjà considérés comme étant « hors-jeux ». Ainsi, il lui demande quelles sont les mesures que le Gouvernement compte développer pour garantir la protection des salariés en situation de longue maladie contre les discriminations dont ils sont couramment victimes. – **Question signalée.**

Réponse. – Le handicap et l'état de santé sont au nombre des critères dont la prise en compte constitue une discrimination, à la fois au regard du droit du travail (article L. 1132-1 code du travail) et du droit pénal (article 225-1 code pénal). Ainsi, le fait de refuser d'embaucher, de sanctionner ou de licencier une personne en raison de son handicap ou de son état de santé est passible d'une peine de de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende (article 225-2 du code pénal). En outre, notre arsenal juridique en matière de lutte contre les discriminations au travail et dans l'accès à l'emploi a été renforcé avec l'introduction, au cours de ces deux dernières années, de nouvelles mesures répressive et préventive. D'abord, la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle a instauré un dispositif d'action de groupe applicable en matière de lutte contre les discriminations survenant dans le champ du travail. D'un point de vue pratique, l'action de groupe peut être enclenchée par une organisation syndicale et peut tendre à la cessation d'un manquement et, le cas échéant, à la réparation des préjudices subis. Les associations régulièrement déclarées depuis au moins cinq ans intervenant dans la lutte contre les discriminations ou œuvrant dans le domaine du handicap peuvent également introduire des actions pour la défense des candidats à l'emploi. Ensuite, la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté oblige désormais toute entreprise d'au moins 300 salariés et toutes celles assurant des missions de recrutement, à former tous les 5 ans leurs salariés chargés des missions de recrutement aux problématiques liées la non-discrimination à l'embauche (article L. 1131-2 du code du travail). Par ailleurs, la question du maintien en emploi des travailleurs dont la santé est altérée est devenue, depuis plusieurs années, un sujet de préoccupation prioritaire des politiques publiques dédiées tant à la santé publique qu'à la santé au travail. En effet, depuis le lancement, en 2014, du 3^e plan cancer qui a renforcé les actions de l'Etat et des préventeurs autour de la prévention de la désinsertion professionnelle des personnes atteintes de maladies chroniques évolutives, de nombreux plans d'action nationaux ont pris en compte cette thématique, dans le cortège du plan santé au travail 2016-2020 qui en a fait un de ses axes prioritaires. Désormais, la question du maintien en emploi est appréhendée, de manière collégiale et partagée, par l'ensemble des programmes d'action (exemple : COG de la branche accidents du travail-maladies professionnelles de la Caisse nationale d'assurance maladie, Convention nationale pluriannuelle multipartite de mobilisation pour l'emploi des personnes en situation de handicap...). Cette action a par ailleurs pu prendre la forme de diverses expérimentations sur le territoire, dont celle portée par l'agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail et son réseau régional, visant notamment à permettre aux entreprises de mieux prendre en compte la situation des travailleurs dont la santé est altérée. Cette prise de conscience est devenue très large puisque, au-delà de rapports importants publiés sur cette question (IGAS, « La prévention de la désinsertion professionnelle des salariés malades ou handicapés », décembre 2017 ; Taquet-Serres, « Plus simple la vie : 113 propositions pour améliorer le quotidien des personnes en situation de handicap », mai 2018 ; Gillot, « Personnes handicapées : sécuriser les parcours, cultiver les compétences », juin 2018 ; rapport Lecocq, « Santé au travail : vers un système simplifié pour une prévention renforcée », août 2018), la Haute autorité de santé s'apprête à publier une recommandation à destination des professionnels de santé portant sur cette question, afin de faciliter la prise en charge des travailleurs.

713

Personnes âgées

Dispositif de soutien aux aidants-épargne salariale

7806. – 24 avril 2018. – Mme Frédérique Lardet interroge Mme la ministre des solidarités et de la santé sur une mesure de nature à favoriser la prise en charge des aidants familiaux. Outil particulièrement plébiscité par les salariés, l'épargne salariale obéit à des règles précises. Il est suggéré de permettre aux salariés de débloquer cette épargne pour financer un séjour temporaire ou permanent dans un établissement d'hébergement collectif pour personnes âgées pour un parent âgé en perte d'autonomie. Elle souhaiterait connaître sa position sur ce sujet. – **Question ayant fait l'objet d'un changement d'attributaire.**

Réponse. – En France, 8,3 millions de personnes de 16 ans ou plus aident de façon régulière et à domicile une ou plusieurs personnes de leur entourage pour des raisons de santé, en perte d'autonomie ou en situation de handicap. Plusieurs actions ont déjà été conduites, (loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement dite loi ASV, plan relatif aux maladies neurodégénératives qui court sur la période 2014-2019). Conscient des attentes qui subsistent, le Premier ministre a inscrit la question des aidants de personnes âgées et de personnes handicapées dans la feuille de route de la ministre des solidarités et de la santé et de la secrétaire d'Etat chargée des personnes handicapées. Il s'agit de concevoir une stratégie globale de soutien aux aidants, qui reconnaisse leur place dans l'accompagnement des plus fragiles, leurs difficultés, et qui prévienne leur épuisement. S'agissant plus particulièrement de l'épargne salariale, l'article L. 3324-10 du code du travail prévoit que, lorsque les droits attribués aux intéressés au titre de la participation ont été affectés dans les conditions prévues à l'article L. 3323-2, un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions, liées à la situation ou aux projets du bénéficiaire, dans lesquelles ces droits peuvent être, en totalité ou

en partie, exceptionnellement liquidés ou transférés avant l'expiration du délai d'indisponibilité de cinq ans. Les cas de déblocage applicables aux sommes et valeurs inscrites aux plans d'épargne entreprise (PEE), sont énumérés à l'article R. 3324-22 du code du travail et s'appliquent aux salariés et aux autres bénéficiaires éventuels (chef d'entreprise, anciens salariés, retraités, etc.). Ces cas de déblocage anticipés sont : - le mariage de l'intéressé ou la conclusion d'un pacte civil de solidarité (PACS) ; - la naissance ou l'adoption d'un troisième enfant ; - le divorce, séparation ou dissolution d'un PACS assorti de la garde d'un enfant ; - l'invalidité du bénéficiaire, de ses enfants, de son conjoint ou de la personne qui lui est liée par un PACS ; - le décès du bénéficiaire, de son conjoint ou de la personne liée au bénéficiaire par un PACS ; - la rupture du contrat de travail ou la cessation de son activité par le chef d'entreprise ; - la création ou reprise d'entreprise par le bénéficiaire, ses enfants, son conjoint ou la personne liée au bénéficiaire par un PACS ; - l'affectation des sommes épargnées à l'acquisition ou agrandissement de la résidence principale ou sa remise en état suite à une catastrophe naturelle ; - la situation de surendettement du salarié. L'article L. 3334-14 du code du travail prévoit quant à lui que les sommes ou valeurs inscrites aux comptes des participants à un plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO) sont indisponibles jusqu'au départ à la retraite de l'intéressé sauf, à titre exceptionnel, dans des cas liés à la situation ou au projet du participant prévus à l'article R. 3334-4 du code précité. Les conditions fixées pour le déblocage du PERCO sont plus restrictives que pour le PEE et le décret en Conseil d'Etat ne prévoit que cinq cas de déblocage anticipé : - le décès du bénéficiaire, de son conjoint ou de la personne qui lui est liée par un PACS ; - l'invalidité du bénéficiaire, de ses enfants, de son conjoint ou de la personne qui lui est liée par un PACS ; - l'expiration des droits à l'assurance chômage du titulaire ; - la situation de surendettement du participant ; - l'affectation des sommes épargnées à l'acquisition de la résidence principale ou à sa remise en état suite à une catastrophe naturelle. Ainsi, les bénéficiaires d'un PEE ou d'un PERCO peuvent d'ores et déjà débloquent leurs avoirs à tout moment lorsqu'ils sont eux-mêmes, leurs enfants ou leurs conjoints en situation d'invalidité (à condition que le taux d'incapacité atteigne au moins 80 % et que l'intéressé n'exerce aucune activité professionnelle). Ce cas de déblocage anticipé n'est cependant pas ouvert aux ascendants dont la perte d'autonomie nécessiterait un séjour temporaire ou permanent dans un établissement d'hébergement collectif pour personnes âgées. La question de l'ouverture des cas de déblocage anticipé de l'épargne du salarié à la situation de dépendance d'un parent âgé est éminemment d'actualité et entre dans le champ de compétence du Conseil d'orientation de la participation, de l'intéressement, de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié (COPIESAS). L'opportunité de saisir le COPIESAS est en cours de réflexion afin d'expertiser le sujet pour formuler éventuellement toute proposition visant à permettre aux salariés de débloquent leur épargne salariale pour financer la prise en charge d'un parent âgé en perte d'autonomie. Au-delà de la modification des conditions actuelles d'utilisation de l'épargne salariale, si cette réforme devait intervenir, elle s'inscrirait dans le cadre de la réflexion globale développée en faveur de l'accompagnement des aidants de personnes en situation de handicap ou de perte d'autonomie.

714

Français de l'étranger

Protection des travailleurs français au Luxembourg

8485. – 22 mai 2018. – **M. Brahim Hammouche** interroge **Mme la ministre du travail** sur les travailleurs français, employés par des entreprises luxembourgeoises, qui exercent leurs activités professionnelles en France principalement sans pour autant que cela ne soit déclaré par ces sociétés. Ces travailleurs qui participent au bénéfice de ces entreprises ne bénéficient pas d'une protection sociale adéquate lorsqu'ils travaillent sur le territoire national. Aussi, afin d'éviter ces abus et protéger ces salariés, il semblerait pertinent de procéder à un contrôle accru de toutes ces sociétés. Des mesures coercitives devraient également être mises en œuvre afin de dissuader ces dernières de procéder à de tels agissements qui se transforment souvent en véritable *dumping* social. Aussi, il demande si ce genre de dispositifs est prévu dans les prochains mois par le Gouvernement.

Réponse. – Si l'ensemble du territoire national est concerné par l'intervention de salariés détachés, celle-ci est importante et visible dans les bassins d'emploi particulièrement intégrés à des marchés transfrontaliers. En 2017, 43 764 salariés détachés sur le territoire national sont de nationalité française : 50% d'entre eux ont été détachés dans le cadre d'une prestation de service ou pour compte propre, 6% dans le cadre d'une mobilité intragroupe, 30% dans le cadre du travail temporaire et 14% dans le cadre des formalités très spécifiques du transport. Par ailleurs, 26% de l'ensemble de ces salariés français étaient détachés par un employeur établi au Luxembourg. Il faut aussi relever que cette situation concerne également pour une part importante des salariés français travaillant habituellement à l'étranger et revenant ponctuellement en France pour réaliser un projet ou une mission temporaire. Cette situation, conforme à l'esprit du détachement, s'inscrit de façon licite dans la réalité des relations économiques entre les Etats membres et de la mobilité des salariés français. Par ailleurs, les dispositions relatives au détachement de travailleurs issues de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir

professionnel apportent des précisions juridiques sur le caractère licite du détachement. En effet, l'article 94 de la loi modifiant l'article L. 1261-3 du code du travail, précise que le détachement de travailleur est véritablement constitué lorsque le salarié effectue habituellement son travail « hors du territoire national ». En vertu de cette définition plus stricte, des salariés n'exerçant leur activité qu'en France pour le compte de leur employeur établi à l'étranger ne pourraient donc relever des règles du détachement. S'agissant du respect du droit du travail et de la lutte contre la fraude, les services d'inspection sont pleinement engagés. Chaque mois, en moyenne, 149 infractions ont été relevées par procès-verbal pour non-respect des règles relatives au détachement. Dans les secteurs identifiés comme prioritaires [Plan national de lutte contre le travail illégal 2016-2018] pour les actions de contrôle, 74 043 établissements ont fait l'objet d'un contrôle en 2016, tous agents de contrôle confondus (hors gendarmerie et police). Enfin, 2 987 entreprises étrangères ont été contrôlées en 2016, contre 1 711 en 2015. Ces chiffres confirment que les agents de contrôle ont notablement renforcé leur activité sur les prestations de services internationales. A titre d'illustration, une enquête pour travail dissimulé en bande organisée a abouti récemment à la mise en examen récente des personnes responsables d'un réseau frauduleux entre la France et le Luxembourg, avec un préjudice social et fiscal estimé à plusieurs millions d'euros. L'enquête, diligentée par le juge d'instruction et menée par plusieurs services spécialisés, ciblait une société luxembourgeoise suspectée de détacher frauduleusement plusieurs dizaines de salariés sur des chantiers situés sur le territoire français. En outre, au-delà des procédures judiciaires introduites par l'inspection du travail, il est à noter la montée en puissance extrêmement forte des amendes administratives, introduites par la loi du 10 juillet 2014. Sur 2016, 453 amendes (titres émis) avaient été prononcées pour un montant de 2,4 millions d'euros. En 2017, 1 034 amendes ont été mises en recouvrement pour un montant de 5,9 millions d'euros. Sur ces sommes, 882 000 euros ont été recouvrées pour l'exercice comptable 2016, soit un taux de recouvrement de 36 %, et 3,2 millions d'euros pour 2017, soit un taux de recouvrement en progression, de 53,46 %. Ces amendes visent à sanctionner spécifiquement le non-respect des formalités déclaratives liées au détachement de travailleurs en France : envoi d'une déclaration préalable de détachement à l'inspection du travail et désignation d'un représentant en France, ainsi que le défaut de vigilance des donneurs d'ordre. Le montant de ces amendes initialement plafonné à 2 000 euros par salarié a été porté par la loi du 5 septembre 2018 à 4 000 euros, voire 8 000 euros en cas de réitération de l'entreprise sanctionnée. Enfin, il est rappelé que des objectifs clairs ont été définis lors de la commission nationale de lutte contre le travail illégal (CNLTI) le 12 février 2018, et notamment une action prioritaire consacrée à l'amélioration des pouvoirs de sanction de l'inspection du travail en cas de recours illicites au détachement conjugués à des constats d'activité habituelle, stable et continue par des entreprises sans établissement sur le territoire national. Ces objectifs sont également traduits dans la loi du 5 septembre 2018, par la possibilité de faire cesser pour une durée maximale de 3 mois une activité exercée, même sans établissement, ou dans le cadre d'activités de prestataires extérieurs, avec une situation faisant l'objet d'un constat de travail illégal.

715

Tourisme et loisirs

Situation des gérants-mandataires d'hôtel - Hôtellerie - Calvados

8814. – 29 mai 2018. – M. Christophe Blanchet attire l'attention de M. le ministre de la cohésion des territoires sur une problématique particulière et propre aux gérants-mandataires de l'hôtellerie : une profession assimilée à des prestataires de service, celle de leur remplacement pendant leurs congés. Ce sont des personnes qui vivent dans des conditions difficiles ; ils travaillent durement et avec des revenus très limités : à savoir qu'ils sont 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 sur leur lieu de travail et que leurs temps de repos sont très rares. De plus, ils touchent le plus souvent moins de 20 % du chiffre d'affaires de l'établissement, alors qu'ils gèrent pourtant l'hôtel en famille toute l'année. Pendant de nombreuses années, dans le Calvados, lorsque les gérants-mandataires de l'hôtellerie voulaient s'absenter de leur établissement pour prendre des jours de congés, ils disposaient d'assistants conseils agréés (ACA) ; dispositif parfaitement adapté à la situation et à leurs besoins. Les ACA ayant été supprimés, ils ont aujourd'hui recours à l'emploi d'autoentrepreneurs qu'ils rémunèrent à la journée. Compte tenu de la nécessité de souplesse et de flexibilité inhérente au travail de gérants-mandataires, ce modèle de recrutement répond parfaitement au besoin de remplacement exprimé par ces derniers lors de leur absence pour congés. En effet, il est difficile de recruter trois à quatre personnes, disponibles et compétentes en tant que salarié (e) s pour remplacer un seul gérant mandataire. Le recours à un travailleur disposant du statut « autoentrepreneur » est donc le moyen le plus adéquat. Or l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) du Calvados refuse désormais que les gérants-mandataires aient recours à des travailleurs sous le statut d'autoentrepreneurs pour les remplacer pendant leur absence. Cette obligation cause de nombreuses difficultés aux gérants-mandataires qui, sous peine de redressement et de sanctions financières, sont contraints à l'emploi de travailleurs salariés. Cette situation paraît injuste à l'égard des gérants-mandataires du Calvados puisque dans le

même temps, les URSSAF d'autres départements autorisent quant à elles le recours à l'emploi d'autoentrepreneurs. Afin qu'il n'y ait pas d'asymétrie dans les droits et les devoirs des gérants-mandataires de France pouvant conduire à des déséquilibres économiques et sociaux, il conviendrait de permettre officiellement, et ce sur l'ensemble du territoire, le remplacement des gérants mandataires de l'hôtellerie en cas d'absence par des autoentrepreneurs. Il lui demande ainsi de bien vouloir indiquer sa position sur cette proposition. – **Question ayant fait l'objet d'un changement d'attributaire. – Question signalée.**

Réponse. – Le dispositif de l'auto-entrepreneur a été créé par la loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie du 4 août 2008 pour simplifier la création et les déclarations sociales et fiscales d'entreprises individuelles relevant du régime fiscal de la micro-entreprise. Ce régime, désormais qualifié de micro-entreprise, constitue un dispositif de simplification du calcul et du paiement des prélèvements obligatoires applicables à une activité indépendante. Une activité indépendante se caractérise essentiellement par le fait que son auteur a pris librement l'initiative de créer ou de reprendre une activité et qu'il conserve, pour son exercice, la maîtrise de l'organisation des tâches à effectuer et du matériel nécessaire, ainsi que la recherche de sa clientèle. En application des articles L. 8221-6 du code du travail et L. 311-11 du code de la sécurité sociale, il existe un principe juridique de présomption simple de travail indépendant et d'absence de contrat de travail, lorsqu'une personne est inscrite au répertoire des métiers, au registre du commerce et des sociétés ou, pour les professions libérales, immatriculées auprès de l'Union de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales (URSSAF) au titre de leur activité. Toutefois, et selon une jurisprudence abondante et constante de la Cour de cassation, l'existence d'un lien de subordination ne dépend ni de la volonté des parties ni de la qualification donnée à la prestation effectuée mais des conditions de fait dans lesquelles est exercée l'activité du travailleur. Est ainsi considéré comme travailleur salarié celui qui accomplit un travail pour un employeur dans un lien de subordination juridique permanente, défini comme « l'exécution d'un travail sous l'autorité d'un employeur qui a le pouvoir de donner des ordres et des directives, d'en contrôler l'exécution et de sanctionner les manquements de son subordonné ». Les services de contrôle comme le juge, lorsqu'il est saisi, analysent de manière concrète la relation qui lie les parties selon la méthode dite du faisceau d'indices. Parmi les indices d'une relation salariée, peuvent être cités, sans que cela soit exhaustif : l'initiative même de la déclaration en travailleur indépendant (démarche non spontanée, a priori incompatible avec le travail indépendant), l'absence ou une limitation forte d'initiatives dans le déroulement du travail, l'intégration à une équipe de travail salariée, le respect d'horaires, le respect de consignes autres que celles strictement nécessaires aux exigences de sécurité sur le lieu d'exercice, pour les personnes intervenantes, une facturation au nombre d'heures ou en jours, la fourniture de matériels ou d'équipements (sauf équipements importants ou de sécurité). Aussi, le recours à un micro entrepreneur ne peut être dicté par la difficulté des gérants mandataires de l'hôtellerie de recruter plusieurs personnes, disponibles et compétentes sur une même période, en tant que salarié (e) s pour remplacer un seul gérant mandataire. Seules les conditions dans lesquelles est exercée l'activité du travailleur sont prises en compte. Dans le cas évoqué du remplacement du gérant mandataire d'hôtel, le recours à un micro-entrepreneur n'est pas approprié puisque les critères de la subordination juridique sont en pratique réunis. Par ailleurs, le fait de recourir sciemment à un travailleur indépendant en lieu et place d'un travailleur salarié pour échapper à ses obligations d'employeur caractérise une fraude constitutive du délit de travail dissimulé par dissimulation d'emploi salarié. Eu égard aux positions divergentes des URSSAF évoquées, les services du ministère du travail se rapprocheront de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale afin que celle-ci veille à l'uniformité des pratiques sur le territoire.

716

Emploi et activité

Emplois aidés dans les quartiers prioritaires de la ville (QPV)

10095. – 3 juillet 2018. – **Mme Marietta Karamanli** attire l'attention de **Mme la ministre du travail** sur les emplois aidés dans les quartiers prioritaires de la ville (QPV). Les entreprises vont bénéficier d'aides financières (5 000 euros par an sur trois ans pour un contrat à durée indéterminée ou 2 500 euros par an sur deux ans pour un contrat à durée déterminée) si elles embauchent des demandeurs d'emplois résidant dans un quartier prioritaire de la ville (QPV). Elle lui demande s'il ne faudrait pas inscrire et accompagner ces personnes dans un dispositif de formation en alternance permettant de leur proposer un parcours de qualification et d'expérience qui, au-delà de l'emploi présent, leur permettrait de s'adapter durablement au marché du travail. Elle lui demande si un tel dispositif est en l'état prévu.

Réponse. – Les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) sont marqués par une situation de l'emploi dégradée par rapport à celle de leur environnement urbain. En 2017, le taux de chômage en QPV s'élevait à 24,7%, soit plus de deux fois et demie la moyenne observée au plan national, et plus de deux adultes sur cinq en

âge de travailler sont à l'écart du marché de l'emploi. Par ailleurs, à niveau de formation comparable, les habitants des QPV ont souvent un emploi moins qualifié que ceux de leur agglomération. Ainsi la situation de l'emploi dans les quartiers prioritaires est une manifestation significative de la fracture économique et sociale qui persiste entre ces zones et l'environnement urbain auxquelles elles appartiennent. Au-delà du déficit de formation et de qualification observé dans les quartiers de la politique de la ville, cette fracture s'explique en partie par la discrimination à l'embauche pour des motifs tenant au lieu de résidence à laquelle sont confrontés les habitants des quartiers prioritaires. Les emplois francs constituent un des leviers mobilisés pour apporter une solution concrète à cette situation, dans une logique de lutte contre les discriminations. Conformément au décret n° 2018-230 du 30 mars 2018, ce dispositif permet à toute entreprise ou association, où qu'elle soit située sur le territoire national, de bénéficier d'une aide financière pour l'embauche en CDI ou en CDD d'au moins six mois d'un demandeur d'emploi résidant dans l'un des QPV des territoires retenus pour l'expérimentation. Pour les CDI, l'aide s'élève à 5000 euros par an pendant trois ans ; pour les CDD, elle est de 2500 euros par an sur deux ans. Pour être éligible aux emplois francs, les demandeurs d'emploi doivent être inscrits à Pôle emploi et habiter un des quartiers prioritaires retenus dans le cadre de l'expérimentation. Ces deux critères remplis, le dispositif peut être sollicité quel que soit l'âge du demandeur d'emploi, son niveau de diplôme, son ancienneté d'inscription à Pôle emploi, son temps de travail et sa rémunération au moment de l'embauche. Les emplois s'inscrivent donc dans une logique distincte de celle des emplois aidés, puisque le versement de l'aide n'est pas conditionné à la mise en place d'actions de formation ou d'accompagnement. Le dispositif est par ailleurs conçu pour faciliter l'accès à l'emploi durable. Ainsi, les premiers mois de montée en charge du dispositif montrent que 80% des recrutements en emplois francs se font en CDI, ce qui correspond parfaitement à la volonté de faire de l'aide un tremplin vers l'emploi stable. 89% des employeurs sont des entreprises (11% des associations, les collectivités et les établissements publics ne pouvant pas prétendre à l'aide). Un tiers environ des embauches sont réalisées par des entreprises implantées en dehors des territoires expérimentateurs, ce qui correspond aussi aux objectifs du dispositif de favoriser la mobilité géographique professionnelle. De nombreux autres outils au service de l'emploi dans les QPV sont mobilisés dans le cadre de la convention d'objectifs 2016-2020 signée par la Ministre chargée de l'emploi, le Ministre chargé de la Ville, le Directeur général de Pôle emploi et le Président de l'Union nationale des missions locales, avec pour objectif de réduire de moitié les écarts entre le taux d'emploi observé dans les QPV et ceux observés dans les agglomérations qui les abritent. L'élévation du niveau de qualification des habitants des QPV est ainsi recherchée, et dans ce cadre, le comité de pilotage de la convention du 17 janvier 2018 prévoit notamment, outre le recours aux emplois francs, une mobilisation du parrainage et des clauses sociales, ainsi que l'accompagnement renforcé par le service public de l'emploi au bénéfice des habitants des QPV. Enfin, il convient de souligner que le faible taux d'apprentis au sein des QPV (à peine 6 %, alors que les jeunes de 16-25 ans habitant en QPV représentent 10% des jeunes de 16 à 25 ans en France) est d'autant plus regrettable que l'apprentissage constitue une voie de réussite d'insertion professionnelle. Agir pour l'apprentissage des jeunes des quartiers, c'est leur donner un destin, et ainsi renforcer notre cohésion sociale. C'est pourquoi développer l'apprentissage dans les QPV est une priorité du gouvernement. Plusieurs moyens, qui dépassent le cadre des QPV, ont été mis en œuvre à cet effet. Ainsi, les transformations introduites par la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel offrent en effet des opportunités nouvelles aux entreprises et aux branches professionnelles pour développer l'apprentissage. Par ailleurs, le Plan d'Investissement dans les Compétences permet, grâce au dispositif des prépas apprentissage, de conforter les compétences de base des élèves afin de permettre leur intégration réussie dans un collectif de travail en tant qu'apprentis. Toutefois, pour donner leur pleine mesure, ces outils doivent se doubler d'une mobilisation sans faille des acteurs de terrain. Il s'agit, de façon coordonnée, d'accroître l'orientation des jeunes des QPV vers l'apprentissage, tout en incitant les entreprises à développer celui-ci. C'est le sens de la mission qui a été confiée, par le décret du 19 septembre 2018, à Patrick Toulmet, délégué interministériel au développement de l'apprentissage dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

717

Emploi et activité

Calcul du SMIC journalier pour indemnisation chômage intermittents du spectacle

13721. – 30 octobre 2018. – **Mme Laurianne Rossi** appelle l'attention de **Mme la ministre du travail** sur les modalités de calcul des indemnités chômage des intermittents du spectacle. Dans le cadre du calcul des droits des intermittents du spectacle et notamment celui de la « franchise salaire », il a en effet été porté à sa connaissance que la valeur du salaire journalier entrant dans la formule de calcul peut être déterminée sur la base de 35 heures par semaine selon une répartition sur 7 jours, soit 5 heures par jour (au lieu de 7 heures par jour à raison de 5 jours par semaine). Saisi sur cette question, Pôle emploi explique en réponse que la formule trouve son fondement dans les textes de l'assurance chômage (art. 29 para. 1^{er} a) des annexes VIII et X issues du décret n° 2016-961 du

13 juillet 2016. Il s'agit en effet d'une réglementation fixée avec les partenaires sociaux. Cette réponse, qui a également été apportée à des citoyens de la circonscription de Mme la députée, reste cependant insatisfaisante. En effet, alors que les contrats à durée hebdomadaire de 35 heures prévoient deux jours de repos, il semble contradictoire de calculer des indemnités de chômage sur une base de 7 jours et non de 5. Cette baisse artificielle du SMIC journalier fausse la formule de calcul de l'Unedic et peut ainsi conduire à augmenter ainsi le nombre de jours de franchise salaires. Elle appelle son attention sur la nécessaire clarification de la formule de calcul des droits des intermittents.

Réponse. – Les modalités de calcul des indemnités chômage des intermittents du spectacle sont définies par les annexes VIII et X au règlement général annexé à la convention d'assurance chômage du 14 avril 2017. L'article 29 §1er de ces annexes prévoit notamment que la prise en charge financière de l'indemnisation des intermittents du spectacle n'est due qu'à l'expiration d'une franchise (ou différé d'indemnisation). Un nombre de jours de franchise est déterminé en fonction du montant des salaires perçus au cours de la période de référence retenue pour l'ouverture de droits ou la dernière réadmission, du salaire journalier moyen et de la valeur du salaire journalier minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) au dernier jour de la période de référence déterminé sur la base de 35 heures par semaine, diminuée de 27 jours. Le résultat obtenu est arrondi au nombre entier immédiatement inférieur. Les salaires de la période de référence (PRC) correspondent à la somme des rémunérations soumises à contributions non plafonnées et afférentes à toutes les activités exercées au cours de la PRC et ce, quel que soit le régime dont elles relèvent, à l'exception de celles correspondant à des activités déjà prises en compte pour une ouverture de droits précédente. La valeur du SMIC dit « *journalier* » est obtenue en prenant le SMIC horaire multiplié par 35 divisé par 7 arrondi au centime le plus proche (49,40 € au 1^{er} janvier 2018). La valeur du SMIC est exprimée, dans le cadre de ce calcul, en jours calendaires et non en jours travaillés au motif que les allocations chômage versées aux intermittents du spectacle sont actuellement versées pour tous les jours de la semaine et du mois, et non pas seulement pour cinq jours par semaine. Pour cette raison, tous les paramètres d'indemnisation sont déterminés selon une approche calendaire pour assurer la cohérence d'ensemble du dispositif. Ainsi, cette méthode permet de prendre en compte tous les salaires perçus sur la période d'affiliation (y compris les rémunérations perçues pendant les périodes de suspension du contrat de travail, notamment en cas de maladie), la période de référence pour les rémunérations prises en compte étant appréciée indépendamment des jours travaillés. Toutefois, la circulaire n° 2018-04 du 7 février 2018 relative à l'indemnisation du chômage dans les branches du spectacle – annexes VIII et X au règlement général annexé à la convention du 14 avril 2017 relative à l'assurance chômage n'est pas suffisamment explicite sur ce point. Une clarification de la formule de calcul sera demandée à l'Unedic pour s'assurer de la bonne compréhension des règles applicables par les demandeurs d'emploi.

718

Emploi et activité

Suppression cumul emploi-chômage

14737. – 4 décembre 2018. – **M. Alain David*** attire l'attention de **Mme la ministre du travail** sur la suppression du « cumul emploi-chômage » en cas d'activité réduite. En effet, le projet de loi de réforme de l'assurance chômage semble prévoir la suppression de cette mesure. Cette suppression aurait de lourdes conséquences sur les salariés multi-employeurs comme c'est le cas des assistants maternels, dont le métier suggère qu'ils perdent plusieurs contrats par an du fait de l'entrée à l'école des enfants qu'ils gardent, des déménagements ou de la volonté des parents. De plus, une réforme de ce dispositif a déjà eu lieu il y a moins d'un an, et aucune conclusion ne peut encore en être retirée. Aussi, souhaite-il connaître la position du Gouvernement sur cet enjeu majeur pour les salariés multi-employeurs.

Professions et activités sociales

Cumul emploi et chômage en direction des assistants maternels

14870. – 4 décembre 2018. – **M. Boris Vallaud*** attire l'attention de **Mme la ministre du travail** sur le projet de modification des règles relatives au cumul emploi et chômage prévues dans le projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel concernant les assistantes maternelles. Professionnels de la petite enfance, les assistants maternels sont chargés d'accueillir, à leur domicile ou dans une maison d'assistantes maternelles, jusqu'à 4 enfants mineurs généralement âgés de moins de 6 ans. Les assistants maternels, régis par le code de l'action sociale et des familles, sont agréés par le conseil départemental et bénéficient d'une rémunération composée d'une rémunération de base et de diverses indemnités, liées aux frais d'entretien, de repas, de déplacement et de congés payés. Cette rémunération, souvent modeste et irrégulière participe au statut fragile et précaire de cette profession. Le document de cadrage gouvernemental en vue de la négociation de la convention d'assurance chômage, prévoit

notamment une révision des règles de cumul de l'allocation avec le revenu d'une activité réduite ou conservée afin de lutter contre la précarité et d'inciter à la reprise d'emploi durable. Exclue de la liste des bénéficiaires susceptibles de percevoir des allocations chômage, les assistantes maternelles sont confrontées à des périodes d'activité réduite liée au renouvellement des jeunes enfants accueillis. En conséquence, il lui demande quelles seront les dispositions du régime d'assurance chômage adoptées pour sécuriser le statut et valoriser la profession des assistantes maternelles aujourd'hui exclus du régime de cumul d'activité.

Professions et activités sociales

Cumul emploi et chômage pour les assistantes maternelles

15094. – 11 décembre 2018. – **M. Jean-Jacques Gaultier*** attire l'attention de **Mme la ministre du travail** sur la situation des assistantes maternelles dans le cadre du projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel qui remet en cause le cumul emploi-chômage. Les assistantes maternelles, régies par le code de l'action sociale et des familles, sont agréées par le conseil départemental et peuvent accueillir jusqu'à 4 enfants de moins de 6 ans. Or les assistantes maternelles souvent confrontées à des périodes d'activité réduite liées au renouvellement des jeunes enfants accueillis, recouraient aux indemnités chômage pour compenser la perte d'un ou plusieurs contrats dans l'attente de nouveaux accueils. Si les assistantes maternelles ne sont plus en mesure de percevoir ces allocations chômage, leur statut, déjà précaire par une rémunération souvent modeste et irrégulière va encore se détériorer. En conséquence, il lui demande quelles seront les dispositions adoptées pour sécuriser le statut et valoriser la profession des assistantes maternelles aujourd'hui exclus du régime de cumul emploi-chômage.

Professions et activités sociales

Cumul emploi-chômage - Activité réduite pour les assistantes maternelles

15095. – 11 décembre 2018. – **M. Christian Hutin*** alerte **Mme la ministre du travail** sur les conséquences du projet concernant le cumul emploi et chômage lors d'une activité réduite pour les assistantes maternelles. Chaque jour le métier se précarise davantage. Outre la difficulté qu'elles rencontrent pour trouver des enfants à garder, elles se heurtent à des ruptures de contrats régulières, au bon vouloir des employeurs, avec seulement 15 jours de préavis pour une ancienneté de moins d'un an, et un mois si ancienneté de plus d'un an. Cette loi est censée « inciter au retour à l'emploi et lutter contre la précarité », mais lorsqu'elles perdent un ou plusieurs contrats, elles se retrouvent dans une extrême précarité. Le vote de cette loi supprimerait les allocations chômage qui les aident à compenser cette perte d'activité, en attendant de compléter leurs effectifs. Il est parfois nécessaire d'attendre plusieurs semaines ou plusieurs mois pour remplacer un ou plusieurs enfants qui ont quitté leur domicile, ce qui occasionne une importante perte de revenu. Cela représente un revenu de 3,50 voire 4,50 euros de l'heure. Elles effectuent entre 45 à 55 heures par semaine, cette « incitation au retour à l'emploi » ne les concerne pas car, si elles se retrouvent sans emploi, elles n'y sont pour rien. Le risque est celui d'être en activité réduite et sans allocations chômage. Cette mesure qui est à l'étude, remet en cause la pérennité de leur profession. En effet, ne plus avoir cette sécurité en cas de perte de contrat va entraîner des situations financières dramatiques pour un grand nombre d'entre elles. Il lui demande donc de bien vouloir prendre les mesures nécessaires pour ne pas toucher aux intérêts des assistantes maternelles.

Professions et activités sociales

Cumul allocation de chômage et rémunération salariale

15327. – 18 décembre 2018. – **Mme Élisabeth Toutut-Picard*** interroge **Mme la ministre du travail** sur le cumul entre allocation de chômage et rémunération salariale. Ce dispositif permet à certains demandeurs d'emploi de percevoir une partie de leur allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) parallèlement à la reprise ou la poursuite d'une activité salariée réduite, et de reporter les droits non consommés dans le temps. Il est notamment utilisé par les assistantes maternelles, dont la rémunération est fréquemment impactée par la perte d'un contrat (à l'occasion de l'entrée à l'école des enfants ou du déménagement des parents par exemple) alors qu'elles poursuivent leur activité auprès d'autres employeurs. Un des points de discussion sur la réforme de l'assurance chômage concerne l'activité réduite et une éventuelle modification de ses règles d'indemnisation. Si l'indemnité chômage calculée à la suite de la perte d'un ou plusieurs contrats ne peut plus être cumulée avec la ou les activités conservées, les assistantes maternelles, déjà fortement précarisées (taux horaire bas, amplitude horaire de travail importante) seront placées dans une situation très difficile. Certaines seront sans doute amenées à arrêter toute activité afin de percevoir une indemnisation chômage pleine, en contradiction avec l'objectif initial du dispositif de

l'activité réduite, censé encourager la reprise d'emploi. Sans préjuger de l'issue des négociations en cours entre les partenaires sociaux, elle souhaite donc connaître les intentions du Gouvernement en la matière et les mesures qu'il envisage afin de garantir aux assistantes maternelles un salaire décent.

Professions et activités sociales

Révision du cumul de l'allocation chômage avec une activité réduite

15328. – 18 décembre 2018. – **M. Francis Vercamer*** attire l'attention de **Mme la ministre du travail** sur la révision des règles de cumul de l'allocation chômage avec une activité réduite ou conservée. Le Premier ministre a transmis aux partenaires sociaux le 25 septembre 2018 le document de cadrage en vue de la négociation anticipée de la convention d'assurance chômage, annoncée par la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel. Les règles de cumul de l'allocation chômage avec une activité réduite ou conservée autorisent les chômeurs à être indemnisés au titre de la perte d'un emploi à temps partiel tout en se maintenant dans un autre emploi. Ledit document invite les partenaires sociaux à revoir les règles de cumul de l'allocation avec le revenu d'une activité réduite ou conservée afin de lutter contre la précarité et d'inciter à la reprise d'emploi durable. Dans le cas des assistants maternels, cet objectif est cependant inadéquat. Les assistants maternels ont en effet souvent plusieurs contrats et les motifs de rupture sont divers ; la rentrée scolaire d'un enfant, le déménagement de la famille ou le simple bon-vouloir des parents. Les places vacantes ne sont pas toujours immédiatement réoccupées par l'enfant d'une famille à la recherche d'un mode de garde. Les règles de cumul permettent de compenser cette perte d'activité, en attendant de compléter leurs effectifs. Les modifier aurait pour conséquence de les plonger dans une grande précarité. Cette mesure qui est à l'étude dans le cadre de la négociation de la nouvelle convention, serait donc de nature à remettre en cause la pérennité de leur profession. Si de nombreux assistants maternels devaient cesser leur activité, cela serait également dommageable pour les familles. En effet, ils représentent 33 % de l'ensemble des modes de garde en France, ce qui en fait le mode d'accueil le plus important. Il lui demande donc quelles mesures peuvent être adoptées afin de sécuriser le statut des assistants maternels.

Professions et activités sociales

Suppression du cumul emploi-chômage

15330. – 18 décembre 2018. – **M. Bertrand Sorre*** attire l'attention de **Mme la ministre du travail** sur les vives inquiétudes exprimée par les assistantes maternelles quant à la réforme de l'assurance chômage à venir. En effet, ce projet semble prévoir la suppression du « cumul emploi-chômage » pour les activités réduites. Or les assistantes maternelles bénéficient de ce dispositif puisqu'elles perdent régulièrement des contrats du fait de l'entrée à l'école des enfants, du déménagement des parents-employeurs ou pour d'autres raisons indépendantes de leur volonté... De plus, il arrive souvent, selon l'endroit où elles exercent, qu'elles ne retrouvent pas toujours, dans l'immédiateté, de contrat afin de remplacer celui perdu. Ainsi, si une telle mesure venait à s'appliquer, une assistante maternelle qui perdrait à l'avenir un contrat, devrait s'inscrire à Pôle emploi et verrait, *de facto*, ses ressources diminuer très considérablement. Cette réforme, si elle s'appliquait sans prendre en compte les spécificités de ce métier d'assistante maternelle, risquerait donc de créer plus de précarité dans ce corps de métier voire d'inciter les personnes qui l'exercent à y renoncer. Aussi, il aimerait connaître les intentions du Gouvernement à ce sujet.

Professions et activités sociales

Assistants maternelles et dispositifs d'aide au retour à l'emploi

15561. – 25 décembre 2018. – **M. Didier Le Gac*** attire l'attention de **Mme la ministre des solidarités et de la santé** sur le cumul entre allocation de chômage et rémunération salariale. Ce dispositif permet à certains demandeurs d'emploi de percevoir une partie de leur allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) parallèlement à la reprise ou la poursuite d'une activité salariée réduite, et de reporter les droits non consommés dans le temps. Il est notamment utilisé par les assistantes maternelles, dont la rémunération est fréquemment impactée par la perte d'un contrat (à l'occasion de l'entrée à l'école des enfants ou du déménagement des parents par exemple) alors qu'elles poursuivent leur activité auprès d'autres employeurs. Un des points de discussion sur la réforme de l'assurance chômage concerne l'activité réduite et une éventuelle modification de ses règles d'indemnisation. Si l'indemnité chômage calculée à la suite de la perte d'un ou plusieurs contrats ne peut plus être cumulée avec la ou les activités conservées, les assistantes maternelles, déjà fortement précarisées (taux horaire bas, amplitude horaire de travail importante) seront placées dans une situation très difficile. Certaines seront sans doute amenées à arrêter toute activité afin de percevoir une indemnisation chômage pleine, en contradiction avec l'objectif initial du

dispositif de l'activité réduite, censé encourager la reprise d'emploi. Sans préjuger de l'issue des négociations en cours entre les partenaires sociaux, il souhaite donc connaître les intentions du Gouvernement en la matière et les mesures qu'il envisage afin de garantir aux assistantes maternelles un salaire décent. – **Question ayant fait l'objet d'un changement d'attributaire.**

Professions et activités sociales

Précarité des assistantes maternelles

15563. – 25 décembre 2018. – M. Damien Abad* attire l'attention de Mme la ministre du travail sur la précarité des assistantes maternelles. En effet, le projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel remet en cause le cumul emploi-chômage. Ce dispositif est utilisé par les assistantes maternelles dont la rémunération est fréquemment impactée par la perte d'un contrat alors qu'elles poursuivent leur activité auprès d'un autre employeur. Outre leurs difficultés pour trouver de nouveaux enfants à garder, elles se heurtent également à des ruptures de contrats régulières. Si les assistantes maternelles ne sont plus en mesure de percevoir ces allocations chômage, leur statut, déjà précaire par une rémunération souvent modeste et irrégulière va encore se détériorer. Aussi, il lui demande quelles mesures compte prendre le Gouvernement afin d'assurer la pérennité de la profession des assistantes maternelles.

Professions et activités sociales

Réforme du dispositif emploi-chômage

15564. – 25 décembre 2018. – M. Pierre Henriot* attire l'attention de Mme la ministre du travail sur la situation des salariés qui, comme les assistantes maternelles, bénéficient du dispositif du cumul emploi-chômage à l'heure où les partenaires sociaux négocient une meilleure articulation entre le régime d'assurance et le régime de solidarité d'indemnisation du chômage. Dans sa lettre de cadrage adressée aux partenaires sociaux, le Gouvernement souhaite que ces règles soient revues. Ce dispositif qui vise à soutenir la reprise d'une activité, même à temps partiel, sans perte financière, doit être un tremplin vers la reprise d'une activité à temps plein. Si la direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES), dans une étude parue en septembre 2017, en reconnaît le bien-fondé et souligne qu'il favorise une meilleure insertion professionnelle, il reste que le risque de l'enfermement dans la précarité existe bien ; c'est le cas, en milieu rural pour les assistantes maternelles. En effet, leurs contrats de travail sont toujours à temps partiel et représentent chacun un revenu d'environ 500 euros par mois dans le sud de la Vendée ; le préavis de leur rupture qui varie entre 15 jours et un mois amplifie son caractère précaire. Ce type d'emploi n'est pas durable et les revenus atteignent péniblement et rarement 1 200 euros par mois, c'est la raison pour laquelle, il lui demande que le public précaire des assistantes maternelles ne devienne pas le laisser pour compte dans les territoires ruraux.

Professions et activités sociales

Statut des assistantes maternelles quant à la réforme de l'assurance chômage

15566. – 25 décembre 2018. – M. Michel Zumkeller* interroge Mme la ministre du travail sur les vives inquiétudes exprimées par les assistantes maternelles quant à la réforme de l'assurance chômage à venir. En effet, ce projet semble prévoir la suppression du « cumul emploi-chômage » pour les activités réduites. Le Premier ministre a transmis aux partenaires sociaux le 25 septembre dernier le document de cadrage en vue de la négociation anticipée de la convention d'assurance chômage, annoncée par la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel. Ledit document invite les partenaires sociaux à revoir les règles de cumul de l'allocation avec le revenu d'une activité réduite ou conservée afin de lutter contre la précarité et d'inciter à la reprise d'emploi durable. Dans le cas des assistants maternels, cet objectif est cependant inadéquat. Les assistants maternels ont en effet souvent plusieurs contrats et les motifs de rupture sont divers ; la rentrée scolaire d'un enfant, le déménagement de la famille ou le simple bon-vouloir des parents. Les places vacantes ne sont pas toujours immédiatement réoccupées par l'enfant d'une famille à la recherche d'un mode de garde. Les règles de cumul permettent de compenser cette perte d'activité, en attendant de compléter leurs effectifs. Les modifier aurait pour conséquence de les plonger dans une grande précarité. Si l'indemnité chômage calculée à la suite de la perte d'un ou plusieurs contrats ne peut plus être cumulée avec la ou les activités conservées, les assistantes maternelles, déjà fortement précarisées (taux horaire bas, amplitude horaire de travail importante) seront placées dans une situation très difficile. Certaines seront sans doute amenées à arrêter toute activité, ce qui serait préjudiciables pour les

familles, afin de percevoir une indemnisation chômage pleine, en contradiction avec l'objectif initial du dispositif de l'activité réduite, censé encourager la reprise d'emploi. Il souhaite connaître les intentions du Gouvernement en la matière et les mesures qu'il envisage de mettre en place afin de sécuriser le statut des assistants maternels.

Professions et activités sociales

Suppression éventuelle « cumul emploi-chômage » pour les assistantes maternelles

15567. – 25 décembre 2018. – **M. Xavier Batut*** attire l'attention de **Mme la ministre du travail** sur la réforme de l'assurance chômage à venir. En effet, la lettre de cadrage parvenue aux syndicats fin septembre 2018 semble préconiser une révision drastique du « cumul emploi-chômage » pour les activités réduites. Bien que ce dispositif favorise les contrats fractionnés plutôt que les contrats à durée indéterminée (CDI), il apparaît que les assistants maternels seraient défavorisés par la suppression de ce dispositif. Plus précisément, un assistant maternel est amené à perdre rapidement un ou plusieurs contrats du fait de l'entrée à l'école des enfants gardés, du déménagement des parents, changement d'avis, etc. Dès lors, l'allocation chômage vient pallier cette perte, le temps qu'un nouveau contrat soit signé. Ainsi la suppression du « cumul emploi-chômage » en cas d'activité réduite, dans ce cas de figure, viendrait fragiliser une profession déjà précaire. Aussi il aimerait connaître les intentions du Gouvernement à ce sujet.

Emploi et activité

Maintien du cumul emploi-chômage pour activité réduite

15653. – 1^{er} janvier 2019. – **M. Régis Juanico*** interroge **Mme la ministre du travail** sur le projet de modification des règles relatives au cumul emploi et chômage en cas d'activité réduite. Le document de cadrage gouvernemental en vue de la négociation de la convention d'assurance chômage prévoit notamment une révision des règles de cumul de l'allocation avec le revenu d'une activité réduite. La suppression de cette possibilité de cumul aurait de lourdes conséquences sur les salariés multi-employeurs comme c'est le cas des assistants maternels. Cette profession implique la perte de plusieurs contrats par an, du fait de l'entrée à l'école des enfants gardés, de déménagements ou autres raisons indépendantes de la volonté des assistants maternels. Une réforme de ce dispositif ayant déjà eu lieu il y a moins d'un an, il semble en outre trop tôt pour en tirer un bilan. En conséquence, il lui demande les intentions du Gouvernement, dans le cadre de la réforme à venir de l'assurance chômage, en matière de cumul « emploi-chômage » en cas d'activité réduite pour les assistants maternels.

722

Professions et activités sociales

Cumul emploi chômage chez les assistantes maternelles

15729. – 1^{er} janvier 2019. – **M. Alain Bruneel*** alerte **Mme la ministre du travail** sur les vives inquiétudes émises par les assistantes maternelles concernant les réformes à venir de l'assurance chômage et la suppression du « cumul emploi-chômage » pour activité réduite. Les assistantes maternelles agréées en bénéficient car le métier induit la perte régulière d'un ou plusieurs contrats du fait de l'entrée à l'école des enfants gardés ou encore des déménagements et changements d'avis des parents employeurs. La perte de ces contrats qui ne seraient plus indemnisés par le chômage serait un coup dur pour l'ensemble des assistantes maternelles agréées qui ont déjà un statut professionnel et financier marqué par la précarité. Il lui demande des précisions sur ce point afin de rassurer l'ensemble des assistantes maternelles agréées.

Professions et activités sociales

La réforme de l'assurance chômage pour les assistantes maternelles agréées

15730. – 1^{er} janvier 2019. – **M. Didier Quentin*** attire l'attention de **Mme la ministre du travail** sur la réforme de l'assurance chômage pour les assistantes maternelles agréées. En effet, les salariés en situation de multi-emplois, y compris les assistantes maternelles, en cas de perte de leur emploi, peuvent bénéficier d'une allocation d'aide de retour à l'emploi (de 57 % à 75 % de leur revenu perdu) qui s'ajoute aux revenus des autres emplois « conservés ». Or la réforme qui est envisagée ne permettrait plus aux assistantes maternelles de bénéficier de cette aide pour activité réduite. Il en résulte que cette réforme risque de renforcer la précarité et d'accroître le chômage, car certaines assistantes maternelles préféreront rester sans emploi, plutôt que de travailler pour gagner moins. C'est pourquoi il lui demande les mesures qu'elle entend prendre pour maintenir le dispositif d'une allocation d'aide de retour à l'emploi.

*Emploi et activité**Situation des assistantes maternelles*

15778. – 8 janvier 2019. – **M. Jean-Luc Warsmann*** attire l'attention de **Mme la ministre du travail** sur les inquiétudes des assistantes maternelles quant à la prise en compte de leur perte partielle d'emploi dans la future réforme de l'assurance chômage. Il la remercie des éléments d'information que le Gouvernement pourrait transmettre sur la prise en compte de ces situations particulières.

Réponse. – La possibilité de cumuler la rémunération provenant d'une activité professionnelle avec les allocations de chômage vise à inciter les demandeurs d'emploi à reprendre un emploi. Ce cumul peut se produire dans deux cas : lorsqu'un allocataire de l'Assurance chômage en cours d'indemnisation retrouve une activité (activité « reprise »), ou lorsqu'un allocataire dispose de plusieurs contrats de travail et en perd un ou plusieurs contrats mais en conserve au moins un (activité « conservée »). La situation particulière des salariés qui cumulent plusieurs emplois pour le même employeur est à signaler. Sont essentiellement concernés, les assistantes maternelles du particulier employeur qui gardent à leur domicile plusieurs enfants d'une même famille. La réglementation qui leur est applicable leur impose de conclure un contrat de travail distinct pour chaque enfant gardé. Dans le cas où l'un des contrats est rompu, la ou les activités qui subsistent sont considérées comme conservées. Les règles de cumul allocation-salaire sont différentes selon que l'activité soit « reprise » ou « conservée ». Le dispositif d'activité conservée permet de cumuler intégralement une indemnisation chômage, basée sur l'activité perdue, avec une activité conservée, ce qui n'est pas le cas pour l'activité dite « reprise ». Ce traitement différencié peut entraîner des écarts importants d'indemnisation entre demandeurs d'emploi. Dès lors, les règles de l'activité conservée peuvent conduire, dans certains cas, les personnes à bénéficier d'un revenu global très proche d'une activité à temps plein en cumulant revenu d'activité et revenu du chômage. Aussi, le document de cadrage transmis fin septembre aux partenaires sociaux leur demande notamment de corriger cette situation. Cet objectif s'inscrit dans la politique globale conduite par le Gouvernement visant à favoriser l'emploi et à promouvoir le travail pour mieux lutter contre le chômage. A ce stade, les modalités d'évolution des règles de l'activité conservée relèvent donc de la compétence des partenaires sociaux, conformément à l'article L. 5422-20 du code du travail. Il leur revient dans ce cadre de prendre en compte les caractéristiques très particulières des assistantes maternelles en emploi. Dans tous les cas, il n'est prévu de supprimer ni les droits à l'assurance chômage des assistantes maternelles, ni la possibilité pour ces dernières de bénéficier du cumul emploi-chômage en cas d'activité réduite. En effet, leurs employeurs conservent l'obligation de les affilier à l'Assurance chômage au titre de l'article L. 5422-13 du code du travail et l'article L. 5425-1 du même code ne les exclut pas du dispositif de cumul emploi-chômage. Seules les modalités d'indemnisation pourraient évoluer. Le Gouvernement veillera particulièrement à ce que les éventuelles évolutions des règles applicables aux assistantes maternelles en matière d'indemnisation chômage soient en cohérence avec l'objectif inscrit à l'article 50 de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un Etat au service d'une société de confiance visant à faciliter l'implantation, le développement et le maintien des modes d'accueil de la petite enfance.

723

*Professions et activités sociales**Cumul emploi chômage chez les assistants maternels*

15914. – 15 janvier 2019. – **Mme Graziella Melchior** attire l'attention de **Mme la ministre du travail** sur les inquiétudes des assistants maternels relatives à une éventuelle suppression de l'aide au retour à l'emploi (ARE), dans le cadre de la réforme de l'assurance chômage, en 2019. Les assistants maternels bénéficient d'un statut particulier en tant que salariés multi-employeurs, avec des contrats de différentes durées. Ils sont particulièrement flexibles et doivent s'adapter à une demande ne dépendant pas de leur volonté mais entièrement des besoins des parents et du nombre d'enfants à garder dans leur secteur géographique. Sur 330 000 assistants maternels que l'on dénombre en France, il y en a 105 000 qui bénéficient de cette indemnisation pour activité réduite. Pour elles, cette allocation permet de compléter leur salaire et d'amortir la perte de salaire lié au départ d'un enfant en attendant l'arrivée du suivant. Dans un document de cadrage en vue de la négociation de la convention d'assurance chômage, aux partenaires sociaux, le ministère du travail annonce vouloir revenir sur cette indemnisation pour activité réduite, afin d'inciter davantage les personnes à privilégier les revenus d'activité. Certes il n'est pas évoqué de suppression de l'allocation, mais de « revoir les règles de cumul entre revenu d'activité et revenu du chômage », afin « d'inciter à la reprise d'emploi durable ». Les assistants maternels s'inquiètent de la non prise en compte des caractéristiques particulières de leur profession dans cette révision, qui conduirait à une baisse de leurs revenus, voire à leur renoncement et donc à l'abandon d'un service à la communauté. Elle souhaite donc l'alerter sur ces inquiétudes.

Réponse. – La possibilité de cumuler la rémunération provenant d'une activité professionnelle avec les allocations de chômage vise à inciter les demandeurs d'emploi à reprendre un emploi. Ce cumul peut se produire dans deux cas : lorsqu'un allocataire de l'Assurance chômage en cours d'indemnisation retrouve une activité (activité « reprise »), ou lorsqu'un allocataire dispose de plusieurs contrats de travail et en perd un ou plusieurs contrats mais en conserve au moins un (activité « conservée »). La situation particulière des salariés qui cumulent plusieurs emplois pour le même employeur est à signaler. Sont essentiellement concernés, les assistantes maternelles du particulier employeur qui gardent à leur domicile plusieurs enfants d'une même famille. La réglementation qui leur est applicable leur impose de conclure un contrat de travail distinct pour chaque enfant gardé. Dans le cas où l'un des contrats est rompu, la ou les activités qui subsistent sont considérées comme conservées. Les règles de cumul allocation-salaire sont différentes selon que l'activité soit « reprise » ou « conservée ». Le dispositif d'activité conservée permet de cumuler intégralement une indemnisation chômage, basée sur l'activité perdue, avec une activité conservée, ce qui n'est pas le cas pour l'activité dite « reprise ». Ce traitement différencié peut entraîner des écarts importants d'indemnisation entre demandeurs d'emploi. Dès lors, les règles de l'activité conservée peuvent conduire, dans certains cas, les personnes à bénéficier d'un revenu global très proche d'une activité à temps plein en cumulant revenu d'activité et revenu du chômage. Aussi, le document de cadrage transmis fin septembre aux partenaires sociaux leur demande notamment de corriger cette situation. Cet objectif s'inscrit dans la politique globale conduite par le Gouvernement visant à favoriser l'emploi et à promouvoir le travail pour mieux lutter contre le chômage. A ce stade, les modalités d'évolution des règles de l'activité conservée relèvent donc de la compétence des partenaires sociaux, conformément à l'article L. 5422-20 du code du travail. Il leur revient dans ce cadre de prendre en compte les caractéristiques très particulières des assistantes maternelles en emploi. Dans tous les cas, il n'est prévu de supprimer ni les droits à l'assurance chômage des assistantes maternelles, ni la possibilité pour ces dernières de bénéficier du cumul emploi-chômage en cas d'activité réduite. En effet, leurs employeurs conservent l'obligation de les affilier à l'Assurance chômage au titre de l'article L. 5422-13 du code du travail et l'article L. 5425-1 du même code ne les exclut pas du dispositif de cumul emploi-chômage. Seules les modalités d'indemnisation pourraient évoluer. Le Gouvernement veillera particulièrement à ce que les éventuelles évolutions des règles applicables aux assistantes maternelles en matière d'indemnisation chômage soient en cohérence avec l'objectif inscrit à l'article 50 de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un Etat au service d'une société de confiance visant à faciliter l'implantation, le développement et le maintien des modes d'accueil de la petite enfance.